



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



1229

Per. 3977 e. 179
VI. 27



BULLETIN
DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,
ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

TOME XXVII.

LISTE
DE MM. LES COLLABORATEURS
DE LA VI^e SECTION
DU BULLETIN UNIVERSEL DES SCIENCES
ET DE L'INDUSTRIE (1).

Rédacteur principal: M. FERRY.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET POLITIQUE. *Collab.* : MM. Augoyat, Bottin, Denaix (DEN.), Depping (D-C.), de Férussac (F.), L. de Freycinet, Dezos de la Roquette, Larenaudière, Levillain, Lourmand, Sueur-Merlin, Walckenaër, Warden.

GÉOGRAPHIE ANCIENNE ET COMPARÉE. MM. Barbié du Boccaige, Bottin, Champollion-Figeac, Depping (D-C.), Alexandre de Laborde, Letronne, Abel Rémusat, Walckenaër (W-R.).

TOPOGRAPHIE, GÉODÉSIE, PLANS, CARTES de toute nature. MM. Augoyat, Brué, Denaix (DEN.), de Férussac (F.), Francœur, L. de Freycinet, Levillain, Sueur-Merlin, Walckenaër (W-R.).

STATISTIQUE, ARITHMÉTIQUE POLITIQUE, ÉCONOMIE PUBLIQUE, ET COMMERCE. MM. Aubert de Vitry, Azévédo, Benoiston de Châteauneuf, Bottin, A. Delambre, Depping (D-C.), Baron Ch. Dupin, de Férussac (F.), Guillemot, Edme Héreau, Jollivot, Alexandre de Laborde, B. Laroche, Levillain, Lourmand, Ch. Lucas, le baron de Malchus, Mauroy, de Pétigny, Rodet, Riva, Tardif, Villard, Villermé, Villot, Warden.

VOYAGES. MM. Aubert de Vitry, A. Delambre, Depping (D-C.), Dezos de la Roquette, de Férussac (F.), L. de Freycinet, Edme Héreau, Larenaudière, Lesson, Albert-Montémont, Riva, Roulin, Sueur-Merlin, Walckenaër, Warden.

(1) Ce Recueil, composé de huit sections, auxquelles on peut s'abonner séparément, fait suite au *Bulletin général et universel des annonces et des nouvelles scientifiques*, qui forme la première année de ce journal. Le prix de cette première année (1823) est de 40 fr. pour 4 vol. in-8°, ou 12 cahiers, composés de 10 feuilles d'impression chacun.

IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,

RUE JACOB, N^o 24.

BULLETIN
DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,
ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES,
RÉDIGÉ PAR M. FERRY.

VI^e SECTION DU BULLETIN UNIVERSEL,
PUBLIÉ
Sous les auspices de Sa Majesté,
PAR LA SOCIÉTÉ
POUR LA
PROPAGATION DES CONNAISSANCES
SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES,
ET SOUS LA DIRECTION
DE M. LE BARON DE FÉRUSSAC.

TOME VINGT-SEPTIÈME.



A PARIS,

AU BUREAU CENTRAL DU BULLETIN, rue de l'Abbaye, n° 3,
Et chez ARTHUS BERTRAND, rue Hautefeuille, n° 23.
Paris, Strasbourg et Londres, chez MM. TREUTTET et WURTZ.
Leipzig, MM. BROCKHAUS.

1831.

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,

ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

1. **LEHRBUCH DER MATHEMATISCHEN UND PHYSISCHEN GEOGRAPHIE.**
— Éléments de géographie mathématique et physique ; par le Dr. J.-C. ÉDOUARD SCHMIDT. 2 vol in-8, Göttingue, 1829—1830; Vandenhœck et Ruprecht. (*Jahrbücher der Literatur*; vol. LI, p. 172.)

Les doctrines astronomiques qui sont nécessaires à la détermination de la forme et de la grandeur de la terre et de sa position variable dans l'espace, font l'objet de l'introduction du livre de M. Schmidt. La théorie de la forme du globe et celle de son mouvement nous paraît très-bien développée; après avoir passé rapidement les opinions des Anciens en revue, l'auteur arrive aux assertions d'Eudoxe et d'Aristote, qu'il apprécie parfaitement; il donne ensuite une très-belle démonstration pour la forme circulaire des méridiens. La théorie du lever et du coucher du soleil et des autres astres se trouve ici mieux exposée que dans aucun autre ouvrage de ce genre; celle des cartes géographiques est aussi traitée avec un soin tout particulier, et l'auteur n'a point perdu de vue qu'elle fait une des sections principales de la géographie mathématique. Il expose les données les plus importantes sur les projections orthographiques, stéréographiques et centrales, sur la ligne loxodromique, qui est d'une haute importance pour la navigation; il examine la projection de Mercator, les cartes marines, et arrive enfin au figuré des surfaces planes où de très-petites portions sont parfaitement semblables.

Dans le reste du volume, qui contient la géographie mathématique proprement dite on s'occupe de l'examen de la grandeur et de la forme de la terre. La première mesure de la terre, exécutée par Eratosthène, est d'abord expliquée et critiquée; 200 ans plus tard, Posidonius tenta de résoudre le même problème, et il fut encore moins heureux que son prédécesseur. Bien plus tard on fit un troisième essai sous le gouvernement du fameux calife Al-Mamon; les observateurs se partagèrent en deux sociétés, dont l'une partit d'un point dans le désert de Sinjar, au golfe Arabique, vers le nord, et l'autre du même point, vers le sud. La première société trouva, pour la grandeur d'un degré, 56 lieues arabes; la seconde 56 lieues et demie; on réitéra, sur un second ordre du calife, les observations, et les résultats doivent avoir été identiques. Néanmoins cette mesure paraît être de nulle valeur, si toutefois la lieue arabe a 6,472 pieds du Rhin, ce qui fait pour le degré 58,710 ou 1,700 toises de trop; d'après cela, la circonférence de la terre serait enflée de 160 lieues géographiques. Lorsqu'immédiatement après cette dernière tentative toute l'Europe fut plongée dans la barbarie, on ne songea plus à des opérations de ce genre. Le Parisien Jean Fernel, qui mourut en 1558, fut le premier qui reprit ces sortes de travaux; mais il procéda d'une manière si peu exacte qu'en obtenant 57,070 toises pour la longueur du degré, il ne dut certainement ce résultat, qui approche de très-près de la vérité, qu'au hasard. Sa hauteur du pôle, prise à Paris, fut de 12" trop faible, et la distance entre les deux extrémités de sa ligne n'était mesurée que par les rotations des roues de sa voiture. Le premier qui ait opéré d'une manière exacte en mesurant une base, en exécutant une triangulation et en employant la méthode encore usitée aujourd'hui, fut Snellius. Il fit ses opérations en 1615 et les répéta en 1622; il obtint pour la longueur d'un degré sur le méridien 57,033 toises. Bientôt après, en 1634, Norwood trouva à Londres 57,300 toises. Le travail de Picard, exécuté en 1669, près d'Amiens, donne 57,060 toises. Lahire corrigea ce chiffre, et Lacaille et Cassini prolongèrent le méridien, le premier vers le nord et le second vers le sud.

Cassini publia, en 1718, les résultats de ces opérations géodésiques et il en tira la conclusion que la grandeur des

degrés diminuait en avançant vers le pôle. Mais Newton et Huygens avaient déjà trouvé antérieurement que la terre était aplati au pôle. Huygens avait trouvé que le rapport des des deux diamètres était de 0,9983, et Newton, plus près de la vérité, de 0,9956. Comme, dans un objet de cette importance, la théorie se trouvait en opposition avec la pratique et que la plupart des géomètres de cette époque n'étaient point capables d'apprécier la valeur de la théorie de Newton, on reconnut qu'une nouvelle opération plus étendue devenait indispensable. Une autre observation d'une nature particulière semblait encore contrarier l'opinion de Cassini et se joindre à la théorie newtonienne. Richer avait déjà trouvé, en 1672, que son chronomètre, qu'il avait amené de Paris, allait beaucoup trop lentement à l'île de Cayenne, et il fut obligé de raccourcir le pendule d'une ligne et demie. On voulut d'abord attribuer ce phénomène à la dilatation des métaux qui a lieu dans les contrées tropicales, mais on vit bientôt que cette explication était insuffisante et qu'il fallait admettre une diminution en pesanteur, en approchant de l'équateur, qui provenait en partie du gonflement de la terre dans cette région et en partie de sa plus grande force centrifuge. La polémique qui s'était élevée entre les coryphées des deux partis amena finalement la déclaration que les degrés du méridien mesurés jusqu'à présent étaient trop près les uns des autres, et qu'il était nécessaire de faire des expériences dans des régions plus éloignées. Le gouvernement français envoya par conséquent une commission de savans, dans laquelle se trouvèrent Bouguer, La Condamine et Godin, au Pérou, et une autre dont Maupertuis, Clairault et Celsius faisaient partie, en Laponie. La première trouva que le degré de latitude sous l'équateur était de 56,753 toises, et la seconde que sous la latitude de 66° 20', le degré était de 57,437 toises ; résultats qui justifièrent la théorie de Newton, établirent l'aplatissement de la terre, et terminèrent la dispute. M. Schmidt tire de toutes ces observations une moyenne de $\frac{1}{299}$ pour l'aplatissement de la terre. On fit encore d'autres expériences : Lemaire et Boscovich en Italie, Liesganing en Autriche, Mason et Dixon en Pensilvanie, Mudge en Angleterre, Lambton dans l'Inde, Delambre et Méchain en France et en Espagne, Gauss dans le Hanovre, et Struve en Russie.

BULLETIN
DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,
ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

TOME XXVII.

En 1502. Le portugais Jean de Nova découvrit Saint-Hélène.

— 1506. L'île de Madagascar fut découverte par Tristan d'Acunha

— 1511. Les îles Molusques par les Portugais.

— 1512. Les Maldives par les Portugais.

— 1515. Le Pérou par Percz de la Rua et non par Pizarro.

— 1516. Rio de Janeiro par Dias de Salis.

— 1517. La Chine vue pour la première fois de la mer par Percz d'Andrada.

— 1525. Par les Portugais, et non par Hertoog.

— 1527. La Nouvelle-Guinée par l'Espagnol Saveedra.

— 1541. Labrador par l'ingénieur français Alphonse.

Le premier vaisseau anglais partit cette année pour l'Inde, pour y attaquer les Portugais.

— 1542. Le Japon par les Portugais Antonio de Meta et Peyxoto.

— 1577. La Nouvelle-Albion par Drake.

— 1580. La Sibérie par le chef de Cosaques Jermak Timophejiwitsch.

— 1587. Le détroit de Davis par Davis.

— 1594. Les îles Falkland par Hawkins.

— 1595. Les îles Marquesas par Mandana.

— 1607. La baie de Hudson par Hudson, à son troisième voyage autour du monde.

— 1616. Le cap Horn par Lemaire et Schouten.

— 1642. La Nouvelle-Zélande et la côte méridionale du pays de Van-Diemen par Tasman.

— 1673. La Louisiane par des navigateurs français.

— 1690. Kamtchatka par le cosaque Marosko.

— 1699. La Nouvelle-Bretagne par Dampier.

— 1728. Le détroit de Behring par Behring.

— 1767. Otaheïti par Wallis.

— 1768. Le détroit de Cook par Cook.

— 1779. Les îles Sandwich par Cook.

La superficie des différentes parties du monde est fixée de la manière suivante par l'auteur.

Europe.	172,000	lieues carrés géographiques.
Asie.	646,000	
Afrique.	530,000	
Amérique.	570,000.	
Nouvelle-Hollande.	140,000.	
Iles	1,000,000	

La somme de ces surfaces se monte 3,052,000 lieues carrés, et comme la superficie totale de la terre, est de 9,261,176 lieues carrés, il s'ensuit que la surface de la terre est à celle de la mer comme 1 est à 2.

A la page 29 l'auteur donne un registre de 4,400 cotes de niveau, ou élévations au-dessus du niveau de la mer; elles sont tirées du dictionnaire physique de Gehler. Il serait à désirer que du moins les principales de ces données s'accordassent avec la vérité, et que l'auteur eût indiqué les sources où il a puisé; mais il en est malheureusement de ces éléments comme des longitudes et latitudes des principaux lieux de la terre, qui se trouvent chaque année consignés dans la connaissance des temps, et qui auraient tant besoin d'être vérifiés.

M. Schmidt nous fait remarquer que les grandes plaines de notre globe contiennent, tantôt les contrées les plus fertiles, et tantôt les régions les plus stériles. Parmi les dernières on compte le grand désert de Sahara, qui doit avoir une superficie de 40,000 lieues carrées géographiques. Il est extraordinaire qu'on y trouve une si grande abondance de pétrifications de coquilles et de plantes, et qu'il soit traversé dans toute sa largeur par une chaîne balsatique. Parmi les oasis de ce désert la plus grande est celle de Fezzan qui doit avoir plus de 1800 lieues carrées géographiques.

La plus grande profondeur de la mer, telle que lord Mulgrave l'a trouvée dans l'Atlantique, est de près de 4,580 pieds, car il ne put atteindre avec sa sonde le fond de la mer à cette distance. A mesure que l'on s'éloigne de la surface vers le fond de la mer, la lumière diminue naturellement, et, en admettant l'expérience de Lambert qui a trouvé que la clarté de la pleine lune était 300,000 plus faible que celle du soleil, l'auteur trouve qu'à une profondeur de 117 peids la lumière n'est pas plus forte que celle de la pleine lune.

La cause du goût amer-salé de la mer tient à la dissolution des hydrochlorates et sulfates de magnésie, qui sont au fond de la mer; et l'expérience prouve que le goût salé de la mer, loin de prévenir la corruption de l'eau, comme on l'a prétendu pendant long-temps, est plutôt propre à hâter cette corruption.

On cite un exemple remarquable de la phosphorescence de la mer. Le 29 octobre 1772, Forster vit dans les environs de la Baie de la Table toute la mer en feu aussi loin que la vue pouvait s'étendre. Chaque vague qui se brisait présentait un sommet enflammé, et par le battement des vagues autour du vaisseau il se forma une couronne de feu. Il vit des corps enflammés qui avaient la forme de poissons et qui s'agitaient avec une vitesse variable dans différentes directions. En puisant un seau d'eau dans la mer on y trouva une grande quantité de petits corps sphériques luisans, qui nageaient avec une extrême agilité; en les sortant de l'eau et en les examinant avec le microscope on trouva qu'ils ressemblaient à de la gelée ferme.

La théorie des marées est traitée avec beaucoup de soin, et M. Schmidt range ce sujet dans le domaine de l'hydrostatique.

On trouve dans la théorie de l'atmosphère une démonstration ingénieuse de la loi de Mariotte, d'après laquelle la pression de l'air sur une surface est proportionnelle à cette surface et à la densité de l'air. L'auteur en déduit la conséquence que, pour l'air à la surface, les différences des logarithmes de la pression qui a lieu à différentes hauteurs, sont proportionnelles à ces hauteurs. Cette loi est inadmissible pour l'air qui est au-dessous de la surface du globe, parce que la pesanteur suit une autre loi dans l'intérieur de la terre. Les mesures barométriques, dont les théories sont soigneusement discutées, sont appuyées par une table très-utile et très-commode. M. Schmidt trouve que la hauteur de l'atmosphère dépend entièrement de la loi de la température, d'après laquelle les couches se refroidissent à mesure que l'on s'élève. Après avoir exposé fort au long toutes les doctrines qui se rapportent à l'atmosphère et à la température, l'auteur arrive aux différentes portions de la terre qui constituent le globe; la géologie joue un rôle considérable dans cette section. L'ouvrage est terminé par des

recherches sur la densité moyenne de la terre, sur l'hypothèse de Laplace, relativement à la formation du globe et des autres planètes, sur le magnétisme terrestre et sur les marées. **Fix.**

2. **BUDGET DE 1831**, offert à l'examen de tous les contribuables de l'Etat, présentant l'analyse des recettes et des dépenses de la France, établies sur des documens officiels : tableau lithographié, d'environ 8 décimètres de hauteur sur 5 de largeur, où l'on trouve la comparaison des revenus, des dépenses, de la dette et de la population de la France à différentes époques, et plusieurs autres notions statiques relatives aux finances; par **Marc Jodot** : prix, 1 fr. 50 c. Paris, juin 1831, chez l'auteur, rue de Sèvres n° 28. — **Carilian-Gœury**.

L'auteur de ce tableau se propose de rédiger chaque année un tableau sur le modèle de celui-ci. Comme ce travail est susceptible de perfectionnemens successifs, on ne doute point qu'il ne parvienne à une assez grande correction pour que l'on puisse le consulter comme un guide digne de foi. Cette première épreuve peut n'être pas exempte de fautes sans cesser d'être utile; la forme sous laquelle le Budget est présenté à nos observations favorisera certainement les recherches, les observations que peu de lecteurs sont en état de faire d'après un livre; l'auteur aura donc rendu un véritable service aux contribuables. **F.**

3. **ESSAI SUR LES FINANCES, SUR LES ÉCONOMIES DE CENT MILLIONS**, au moins, à faire aux divers budgets des dépenses; sur les changemens à introduire dans la division et la répartition des différentes branches de nos impôts directs ou indirects; par **M. DUCHESNE**, avocat à Grenoble. In-8°. de 540 p. Paris, 1831; **Delaunay**.

L'auteur a voulu faire un livre utile : sans adopter entièrement toutes ses vues et ses réflexions, nous dirons qu'une partie des économies qu'il signale sont susceptibles d'être réalisées, et qu'il est à désirer que cet ouvrage soit lu et médité par les députés, qui se livrent à l'examen des diverses parties du budget.

M. Duchesne suit la division introduite dans le budget; il examine successivement chaque ministère, chaque adminis-

tration et tous les chapitres de dépenses, il porte partout un œil scrutateur et motive ses jugemens et ses propositions.

Il arrive à une augmentation de ressources sur le budget, tel qu'il était avant 1831, par exemple, de 145 millions, soit par économie, soit par augmentation de recettes dissimulées, il en propose l'emploi de manière à réduire nos charges à 930 millions, et à soutenir, à encourager les institutions les plus utiles.

D.

4. MOUVEMENS GRAPHIQUES DE LA POPULATION DE LA VILLE DE PARIS, dans les 17^m., 18^m., et 19^m., siècles, considérés sous les rapports successifs et comparatifs des naissances, des mariages, de la mortalité annuelle et des enfans trouvés dans la capitale, depuis 1670 jusqu'à 1829, avec différentes notes qui servent à analyser les fig. ; par Marc JODOT, architecte. Tableau in-f°. ; prix, 2 fr. Paris, 1830; Carilian-Gœury.

Ce tableau, fait avec beaucoup de soins, présente d'une manière synoptique une foule de résultats intéressans et remplit bien l'objet de son auteur.

5. RECHERCHES SUR LA RÉCOLTE DES CÉRÉALES DE 1829, DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE, comparée aux besoins de la consommation ; par M. FRÉMY. Broch. in-6°. de 18 p., avec deux tableaux. (Extr. des *Mémoires de la Société d'agriculture et des arts du départ. de Seine-et-Oise*, année 1830, p. 111.)

L'auteur de cette brochure, secrétaire de la Société d'agriculture et des arts de Seine-et-Oise, a mis à profit sa position pour obtenir de ses collègues et des autorités locales les renseignemens qu'il a consignés dans cet opuscule.

Pour imprimer à son travail un grand caractère d'ensemble et d'unité, l'auteur avait eu soin de poser les diverses questions qu'il se proposait de résoudre, et qui toutes se rattachaient à la production et à la consommation. Au fur et à mesure que les réponses lui ont été connues, il en a discuté la valeur, et l'on peut dire qu'il n'en a consigné les résultats, dans le tableau qui termine son écrit, qu'après un examen consciencieux.

Les chiffres de M. Frémy méritent donc quelque confiance, malgré la différence notable qu'ils présentent, comparés aux

chiffres donnés par M. Dupin. Cette différence, d'ailleurs, est loin de nous causer le même étonnement qu'à l'auteur, qui n'a pas connu la source à laquelle M. Dupin avait puisé. Ce dernier s'est contenté de reproduire, en 1826, les chiffres publiés par M. Chaptal en 1819, chiffres qui se rapportaient, je crois, aux récoltes des années 1805 à 1808. Il suffit de rappeler cette dernière date pour expliquer la différence que nous avons signalée plus haut. On comprend, en effet, que les défrichemens d'une part, et de l'autre les progrès de l'agriculture ont singulièrement accru nos produits non-seulement dans le département de Seine-et-Oise, que sa position favorise à tant d'égards, mais encore dans tous les autres départemens.

Nous renvoyons nos lecteurs au tableau (n°. 2) qui termine cet écrit statistique, pour le détail de la production des céréales par canton ; nous nous bornons ici à donner le résultat général de la récolte en 1829, et de la consommation présumée.

	Hectares ensem.	Produit en hect.	
Blé.	74,836.	1,654,348 }	. . . 2,246,941
Seigle.	25,147.	692,593 }	
Avoine.	78,993.	2,066,354.	

Consommation en blé et seigle.

Nourriture de la population.	1,110,867 }	. . . 1,343,092
Ensemencement {	en blé.	187,088 }
	en seigle.	45,137 }

Excédant du produit. 1,003,849.

On trouve également dans cet écrit un tableau présentant, d'après les résultats du cadastre, la superficie totale du territoire, le cantonnement des diverses manières de cultures, etc.

Il serait à désirer que M. Frémy s'imposât la tâche de donner chaque année un semblable travail sur d'autres produits soit agricoles soit manufacturiers, ce serait jeter insensiblement les fondemens d'une statistique qui n'a jamais été faite pour Seine-et-Oise.

A. D.

6. RAPPORT FAIT AU NOM DU COMITÉ DE COMMERCE de la Société industrielle de Mulhausen ; par M. le Dr. WEBER, sur la 19^e. question de l'Enquête.

Quels seraient les avantages pour le Haut-Rhin :

- 1^o. De la libre navigation du Rhin ;
- 2^o. De la navigation du canal de Saône-et Rhin ;
- 3^o. Des ponts projetés sur le Rhin, à Huningue et à Brisach ;
- 4^o. De l'établissement d'un entrepôt à Mulhouse.

Quoiqu'il y ait ici plusieurs questions, votre comité, aussi bien que les personnes qui ont bien voulu lui envoyer des réponses, ont senti qu'elles étaient si intimement liées, qu'on ne pouvait les traiter séparément ; nous essaierons donc aussi de leur opposer une réponse collective, sauf à indiquer ce qu'il y a de spécial à chacune s'il y a lieu.

Pour peu qu'on ait quelques notions d'économie politique, on sent toute l'importance de ces questions : il s'agit en effet de moyens de transport, et l'on sait combien le plus ou moins de facilité de ces moyens a d'influence sur l'agriculture, l'industrie, la prospérité en un mot d'un pays ou d'une province.

Cette influence de la facilité des moyens de transport, sur la prospérité d'un pays, est plus ou moins importante, suivant qu'elle aide seulement à lui amener les denrées et les produits dont elle a besoin, et à exporter ceux qui sont le résultat de son sol et de son industrie, ou suivant qu'elle sert encore à faire de ce pays un passage pour les denrées et produits qui vont plus loin, à la convertir ainsi en une de ces grandes routes commerciales qui traversent le globe.

Quoique le premier genre de services, dus à la facilité des transports, soit d'un grand intérêt pour une province, l'expérience nous démontre que le second est d'un bien plus grand encore. Partout où passent un grand nombre de marchandises, les populations s'accroissent et prospèrent, les capitaux s'engendrent et s'accumulent : c'est ce qui a fait autrefois la puissance de Venise et de la Hollande, c'est ce qui a fondé la richesse de Bâle, de Strasbourg, des villes anséatiques, d'Augsbourg, c'est ce qui fait encore la prospérité de nos ports. Pour peu qu'on y réfléchisse, l'on se convaincra

aisément que le département du Haut-Rhin, et Mulhouse en particulier, sont placés de telle sorte que la navigation libre du Rhin et du canal de Saône-et-Rhin seront dans le cas de lui rendre les deux ordres de services dont nous venons de parler. Examinons en effet les choses d'un peu haut : les chaînes de montagnes qui couvrent l'Europe la divisent en deux versans principaux, celui du nord et celui du midi ; la chaîne des Alpes, partant par quelques-unes de ses ramifications, des bords de la mer Noire, s'étend par d'autres (les Cévennes et les Pyrénées) jusqu'à l'Océan. Entre les sinuosités de ces chaînes de montagnes, le génie de l'homme a trouvé le moyen de communiquer par eau de l'un à l'autre versant, en creusant le canal de Saône-et-Rhin, et d'unir ainsi le midi de la France, l'Espagne et l'Italie, avec les départemens de l'Est, l'Allemagne et les Pays-Bas, et de lier même la mer du Nord avec la Méditerranée. Nul doute que si ce canal est une fois terminé, si la navigation y reçoit toutes les facilités, tous les perfectionnemens dont elle est susceptible, si elle correspond à une navigation également facile et libre du Rhône et du Rhin, nous ne soyons placés sur une de ces grandes routes commerciales où les marchandises du nord et du midi viendront nécessairement se croiser en masse, et ne pourront passer ailleurs, parce qu'elles éprouveraient partout de grands obstacles.

Ainsi remonteront le Rhône, pour aller se distribuer dans le nord, non-seulement les denrées et les produits du midi de la France : les vins, les huiles, les soieries, les savons, mais encore les produits de l'Espagne, de l'Italie, et même ceux du Levant, de l'Afrique, et quelques-uns de l'Amérique. Le nord, au contraire, enverra au midi ses blés et ses nombreux produits manufacturés, tant de France que de l'Allemagne. La navigation libre du Rhin servira encore à faire pénétrer, dans l'intérieur des terres, les produits coloniaux qui pourraient arriver par la mer du Nord, et à exporter, en compensation, les produits que le Rhin traverse ou dont il reçoit des affluens. Le département du Haut-Rhin, en particulier, profitera de sa position avantageuse, sur le canal de Saône-et-Rhin, pour envoyer, dans le nord, ses vins ; vers le midi, ses blés ; pour recevoir, par les deux voies, les denrées premières de ses manufactures, et expédier, de

même par elles ses produits manufacturés ; il pourra même , par suite de la liaison de la Saône avec le canal de la Bourgogne , les expédier par eau jusqu'à Paris. Mais tous ces avantages , que nous pourrions légitimement attendre de la communication par eau entre le Rhône et le Rhin , n'acquerront vraiment toute leur étendue , tout leur prix , surtout pour notre ville natale , que par la formation d'un entrepôt à Mulhouse. En effet , s'il y avait , à Mulhouse , un entrepôt , c'est-à-dire si les marchandises pouvaient y séjourner pendant un an environ , sans payer de droits de douanes , et avec la facilité de pouvoir être réexportées , il en résulterait les avantages positifs suivans : il y aurait un plus grand concours de matières premières , surtout de celles qui ont débüt dans les manufactures d'Alsace , et , par conséquent , le fabricant aurait l'avantage d'un plus grand choix de ces matières , ce qui a toujours été considéré comme très-important ; de plus , ces matières premières s'y trouveraient à meilleur marché. Le plus grand concours serait produit par les spéculateurs qui , trafiquant à l'intérieur et à l'extérieur , feraient séjourner leurs marchandises à Mulhouse lorsqu'elles devraient y passer directement , ou seulement par un petit détour , dans l'espoir de les y vendre , puisqu'ils auraient la facilité de les réexporter si elles n'étaient pas vendues. Le meilleur marché résulterait de ce que les intérêts des droits ne s'attacheraient pas à la marchandise , depuis son entrée sur le sol français , jusqu'à sa mise en œuvre , et aussi de ce que la concurrence des produits serait plus grande ; ensuite , la présence de l'entrepôt serait encore avantageuse , en faisant affluer des capitaux , en nécessitant la présence de chargés d'affaires , en faisant passer beaucoup de marchandises , par les mains des commissionnaires , et , enfin , en entretenant beaucoup d'hommes employés au chargement et déchargement des marchandises. Quoique , si la question des entrepôts dans des villes de l'intérieur était résolue en leur faveur , Besançon et Strasbourg en seraient privilégiées aussi bien que Mulhouse , celle-ci en recueillerait toujours les principaux avantages : d'abord parce que tout le Haut-Rhin viendrait s'approvisionner , et que sa consommation est très-grande ; ensuite , que les capitaux y seraient abondans , à cause du voisinage de Bâle ; en troisième lieu , parce que la

communication directe avec le Rhin donnerait de grandes facilités pour l'écoulement , vers la Suisse et d'autres pays , des matières surabondantes.

Nous venons de montrer le beau côté de la question proposée ; certes les avantages dont nous venons de parler , dussent-ils même ne se réaliser qu'en partie , ne manqueraient pas d'avoir une puissante influence sur la prospérité du Haut-Rhin. Mais que d'obstacles de toute nature et d'une difficulté à surmonter bien grande existent ici pour entraver la réalisation de ces avantages , et pour ne faire de tout ce que nous venons de dire qu'une de ces brillantes utopies dont notre imagination aime à se nourrir , mais dont nous n'osons espérer l'accomplissement que dans un avenir éloigné. Cependant c'est à reconnaître , à exposer au grand jour ces obstacles que nous devons nous appliquer maintenant , afin que , frappant tous les yeux , on travaille avec plus de zèle à leur abolition.

Parlons d'abord de la navigation du Rhin. A voir ce fleuve immense de près de 300 lieues de cours et navigable presque dans son entier en rapport , soit directement , soit par ses affluens , le Mein , le Neckar , la Meuse , la Moselle , et ça avec tant de pays qui comptent parmi les plus peuplés , les plus industriels , les plus civilisés du continent , qui ne croirait qu'il sert depuis long-temps de lien , de moyen de communication intime et fréquente entre tous ces pays. Eh bien , il n'en est point ainsi , et quoique la navigation du Rhin , telle qu'elle existe actuellement , soit déjà assez importante , elle est bien loin d'avoir acquis tout le développement dont elle est susceptible. Nous avons trouvé à cela les causes suivantes :

1°. L'avidité fiscale des pays riverains. Les gouvernemens de ces pays , préférant quelques profits de péages aux avantages bien autrement importants pour leurs peuples d'une navigation libre ; ont entravé cette navigation de toute sorte d'obstacles qu'on ne lève qu'à prix d'argent , en forçant , par exemple , les bateaux à décharger leurs marchandises à Mayence , à Cologne , pour qu'elles soient rechargées sur d'autres , de telle sorte que le prix de transport est plus élevé par eau que par terre pour des marchandises venant d'Angleterre , par exemple.

2°. Le défaut de rectification du cours du Rhin. La navi-

gation est loin d'être aussi facile et aussi économique, et par conséquent aussi importante qu'elle pourrait le devenir, si les peuples riverains s'entendaient pour rectifier son cours et pour fixer le thalweg, en sorte qu'un service de bateaux à vapeur pût y avoir lieu depuis la mer du nord jusqu'à Bâle. Mais combien les peuples, ou plutôt ceux qui les gouvernent, sont loin de s'entendre; ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, parlons de ce qui se passe près de nous. Tandis que le gouvernement de Bade travaille avec activité à fixer les bords du Rhin, il n'a éprouvé de la part de notre administration des Ponts-et-Chaussées que difficultés et refus de coopération. En conséquence, le gouvernement badois, agissant tout seul, a travaillé à rejeter le lit du fleuve vers la rive gauche, et ainsi fait d'immenses acquisitions de terrain, tandis que les villages français voient journellement leurs champs engloutis par les eaux; c'est ainsi que la seule commune de Chalempré a perdu successivement ses meilleurs prairies et terres laboureables.

3°. Les lignes de douanes entre les différens peuples riverains. La liberté de la navigation ne peut en effet être d'une grande importance qu'autant qu'il y a entre les différens peuples riverains des produits nombreux à échanger; si chaque pays est fermé par une ligne de douanes telle qu'il soit réduit à ses propres ressources pour produire tout ce dont il a besoin et consommer tout ce qu'il produit, il n'est pas nécessaire que la navigation vienne à son aide pour y importer ou en exporter des produits.

On sait que sous ce rapport deux systèmes sont maintenant en présence en Allemagne, celui plus prohibitif de la Prusse, celui plus favorable à la liberté du commerce de la Saxe: faisons des vœux autant dans l'intérêt de l'Allemagne que dans le nôtre, pour que ce dernier triomphe, et pour que notre gouvernement interpose même ici son influence s'il en était besoin.

4°. Les lois qui régissent l'importation des produits coloniaux en France. Ces lois, ne permettant l'importation de ces produits que par les ports de mers, sont essentiellement défavorables à la navigation du Rhin, puisque ces produits ne peuvent entrer en France en remontant ce fleuve, et qu'il ne serait plus loisible à un commerçant d'acheter des

bois de teintures, par exemple à Bâle, pour les importer en France à quelque bon marché qu'il pût les avoir. Est-il juste que l'intérieur de la France soit ainsi sacrifié aux dépens des ports de mer.

Les peuples riverains ont pourtant commencé à sentir qu'il était de leur intérêt que la navigation du Rhin fût libre, et, depuis 17 ans, il est question d'un traité sur cet objet ; mais nous n'en connaissons pas encore les conditions ; il n'est même point encore ratifié ni approuvé par toutes les puissances intéressées, de sorte que nous ne pouvons encore juger le bien qui pourra en résulter, ni savoir quand il pourra commencer. Si la navigation du Rhin présente encore des entraves, d'un autre côté le canal de Saône et Rhin est loin d'être achevé, et par conséquent il ne rendra pas de long-temps les services dont il est susceptible, car l'expérience nous a trop appris combien dans ces occasions l'administration procédait avec lenteur et insouciance : cependant espérons beaucoup de notre administration actuelle et des hommes maintenant chargés de la direction des travaux du canal. Tel qu'il est, il a déjà rendu d'importants services ; le combustible, soit bois, soit charbon, soit houille, dont la rareté commençait déjà à se faire vivement sentir, au point que la houille de Ronchamp pouvait presque prétendre au monopole, nous arrive maintenant en abondance ; des vins ont aussi déjà passé à Mulhouse. Le transit deviendrait probablement plus fréquent, si la régie ne circonvenait pas partout le produit de ses formalités.

Le dernier ingénieur d'arrondissement que nous avons eu ici, a aussi proposé un mode d'entretien de la route d'Alkirch, pour lequel l'usage du canal serait le point essentiel. Comme cette route n'est chargée qu'avec des pierres calcaires qui gèlent en hiver, et se réduisent promptement en poussière par le mouvement des voitures, il a pensé qu'il valait mieux charger cette route de cailloux granitiques tirés du Rhin, et a prouvé que des bateaux qui remonteraient le Rhin, nous disons le canal, pour déposer ces cailloux le long de la route, approvisionneraient celle-ci à beaucoup meilleur marché que cela n'a lieu maintenant à l'aide des pierres calcaires tirées des environs.

Pour ce qui est de l'entrepôt, on a déjà bien accordé à Mul-

house une sorte d'entrepôt pour les cotons ; mais il paraît qu'il est presque fictif par suite des formalités à remplir. Espérons que le gouvernement, mieux éclairé sur ses intérêts et ceux de notre province, ne tardera pas à nous accorder un entrepôt réel pour tous les genres de produits. (Quant à la navigation du Rhin, elle est bien loin d'être parfaite, et l'on a déjà parlé d'une canalisation à faire sur le long de ses bords.)

Il ne nous reste plus qu'à parler de l'influence des ponts sur le Rhin à Huningue et Brisach : cette influence est presque entièrement locale ; ces ponts favoriseraient l'échange et l'écoulement des produits agricoles des deux rives. Huningue reprendrait aux dépens de Bâle une certaine prospérité due au transit des marchandises ; les droits que celle-ci perçoit sur le passage étant tellement élevés, que la plupart des rouliers n'y passeraient plus : aussi est-il remarquable que la seule annonce du pont de Huningue ait engagé les Bâlois à diminuer le droit de transit. Ces ponts auraient encore un certain avantage pour toutes les communes situées le long du Rhin, lesquelles sont en général les plus pauvres du département, car les routes de la rive gauche seraient plus économiques que celles de la rive droite, d'abord parce qu'on n'y perçoit point de péages, ensuite parce qu'elles sont en plaines, ce qui attirerait beaucoup de transport de notre côté.

7. ANNUAIRE ADMINISTRATIF DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE pour 1831. In-12, de 213 p. Troyes, Laloy et Bouquot lib. éd.

Cet annuaire est toujours rédigé dans le même esprit, et n'offre que très-peu de documens statistiques sur ce département, il contient la division territoriale de l'Aube, les noms de tous les fonctionnaires publics, le tableau des autorités militaires, l'énumération des établissemens publics, notre acte organique et un précis historique des événemens de juillet.

Nous aurions vivement désiré trouver dans cette publication quelques détails statistiques sur la superficie, la population et l'industrie de ce département ; de pareilles données sont d'un intérêt si général et si grand, que nous regrettons de ne pas les voir figurer dans un livre qui est de nature à le comporter.

TH. F.

8. NOTE SUR LES MOUVEMENTS DE LA NAVIGATION DANS LE PORT DE CAEN, pendant six années, de 1820 à 1825, inclusive-ment. (*Extrait des registre de la marine:*)

Années.	Nombre des bâtimens		Tonnage en masse des bâtimens		Total des bâtimens français et étrangers.	Total du tonnage des bâtimens français et étrangers.
	français.	étrangers.	français.	étrangers.		
1820	530	65	20,591	4,413	595	25,004
1821	565	70	20,284	4,384	635	24,668
1822	619	68	21,369	6,601	687	27,960
1823	511	55	18,725	4,487	566	23,212
1824	579	54	19,839	4,687	633	24,520
1825	793	45	27,800	3,900	838	31,760
TOTAUX.	3,597	357	128,608	28,472	3,954	157,064

Il résulte de cette note, que le nombre moyen des bâtimens entrés dans ce port, pendant les 5 années de la période de 1820 à 1824 a été de 625, et le tonnage de 25,073 ; et qu'en particulier, dans le cours de 1825, ce nombre s'est élevé à 838 navires, jaugeant 31,760 tonneaux.

La navigation a été moins active en 1823 que pendant les autres années, parce que la guerre d'Espagne a ralenti momentanément les opérations du commerce. (Ext. du T. II des *Mém. de la Société royale d'agriculture et de commerce de Caen.*)

9. VOYAGE AUX COLONIES AGRICOLES ÉRIGÉES PAR LES SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE DU ROYAUME DES PAYS-BAS, précédé d'un *Aperçu sur la nature, les progrès et l'influence de ces institutions*, par ÉDOUARD MARY, ancien secrétaire de la commission centrale de la société méridionale de bienfaisance. In 8°. de 56 p. Bruxelles, 1829; Weissenbruch, imprim. du roi.

Avant de rapporter les résultats satisfaisans, que les sociétés de bienfaisance viennent d'obtenir dans les Pays-Bas,

il ne sera pas déplacé de rappeler que , dès 1771 , les états de Flandre avaient formé à Gand un vaste établissement où se trouvaient des quartiers séparés pour les criminels de chaque sexe, où la surveillance, l'inspection, la séparation de nuit, le travail de jour en silence, avec classification, tout enfin était combiné d'après les meilleurs principes. On y trouvait un quartier pour les mendiants et les vagabonds; un autre pour la pauvreté honnête; une école d'industrie pour les jeunes gens. Ce bel établissement, approuvé par Marie-Thérèse, fut réformé par Joseph II. Ce ne fut qu'après 1814 qu'on revint au système pénitentiaire. En 1821, deux maisons furent fondées, l'une pour les provinces du nord, l'autre pour celle du sud. L'arrêté qui les érigeait n'eut aucun effet dans le nord; pour le sud, on y destina le couvent de Saint-Bernard près Anvers, et l'on continua l'achèvement de la maison de Gand. Mais on ne voyait dans les prisonniers que des machines à exploiter. On avait oublié que le premier, le meilleur et peut-être le seul moyen à employer est la réforme morale de ces détenus, et que quand on ne s'y attache pas on multiplie les récidives. L'événement l'a prouvé, et, pour avoir négligé ce moyen en France, le nombre des récidives a été récemment en France de 2 sur 11, pour les maisons centrales, et de 1 sur 4 pour les détenus correctionnels. (Rapport du ministre de l'intérieur à la société royale des prisons. Janv. 1830.) C'est à des sociétés particulières qu'il appartenait d'atteindre ce but.

La matière est d'une telle importance qu'il nous sera permis d'entrer dans quelques détails sur les colonies agricoles de bienfaisance qui existent dans les Pays-Bas. Nous puisons ceux généraux dans le voyage de Mary, qui est une sorte de compte rendu de l'état actuel de ces établissements, et ceux spéciaux dans les rapports mensuels insérés dans les deux recueils périodiques publiés sous les yeux des sociétés pour l'information de chacun de ces membres, l'un le *Friend des Vaderland*, publié à La Haie pour la Société du nord, l'autre, le *Philantropie*, publié à Bruxelles.

La Société de bienfaisance du nord doit son existence à la disette qui affligea le pays en 1816-17. Elle comprit, dès les premiers instans de sa création que ce n'était point par des secours momentanés, consommés à l'instant même, qu'elle

viendrait avec efficacité et véritablement au secours des malheureux. Une plus noble pensée l'anima, elle voulut, en arrachant au besoin une foule de ses compatriotes indigens, les ramener par le travail à la pratique des devoirs sociaux; garantir ce retour à l'ordre par l'instruction religieuse; procurer aux jeunes gens une instruction convenable, qui prévient chez eux les écarts de conduite et la misère qu'ils entraînent; et en même temps elle projeta de rendre à la culture un million d'hectares de terrain abandonnés, susceptibles de recevoir une nombreuse population indigente, dont les bras devaient fertiliser successivement ces landes désertes. Ainsi elle ne se proposait autre chose que d'accroître en un petit nombre d'années la richesse nationale, répandre le bienfait de la civilisation, propager les connaissances utiles, maintenir les hommes dans les voies de la religion et de la morale en leur procurant une éducation relative à leur position, et leur assurer, quand ils rentreraient dans la société, une existence honorable, indépendante d'humiliantes aumônes.

Ce cadre était immense, des obstacles devaient s'y rencontrer dans l'exécution, en ce qui concernait seulement les opérations matérielles; mais, on devait en trouver d'autres dans l'âge, le moral, l'incapacité, la conduite des individus. Un zèle aussi ardent que bien entendu triompha de ces difficultés, la protection des rois lui donna de nouvelles forces. Le prince Frédéric, second fils de sa majesté, présida la commission centrale qui administre la Société, et le prince d'Orange fut nommé pour présider celle chargée de surveiller et de contrôler toutes les opérations. Une quantité de vingt mille souscripteurs fournit une masse suffisante de capitaux, qui depuis la création se sont accrus par de nouvelles souscriptions, des legs et des donations.

Ainsi constituée, la Société commença ses opérations; un million d'hectares de terres incultes, éparses dans diverses provinces, parut lui offrir le plus sûr moyen d'atteindre le but qu'elle se proposait; elle résolut d'y établir des colonies agricoles, en dirigeant elle-même, sur les établissemens qu'elle se proposait de créer successivement, les malheureux qu'elle prenait sous sa protection. Les unes reçurent le nom de *colonies de répression de la mendicité*. Mille individus devaient y être réunis sous une même surveillance, attachés à la cul-

ture de grandes fermes de 40 à 50 hectares, y travailler comme ouvriers, et du produit de leur labeur fournir non-seulement à leurs frais d'entretien, mais pouvoir mettre en réserve une part des bénéfices. De cette part, une portion devait être placée à une *caisse d'épargne* pour leur être remise à leur sortie de la colonie.

Près de cette première réunion, on plaça la *colonie des indigènes*; elles n'ont aucune communication entre elles. Les familles que des embarras, les charges d'un ménage nombreux, le manque d'ouvrage, des malheurs particuliers ont mis dans l'adversité sont reçus dans une centaine de chambres. Ces individus dont il faut soutenir le courage, qu'il faut instruire à de nouveaux travaux, sont attachés comme ouvriers salariés à l'une des grandes fermes de cette colonie. La surveillance que la Société exerce sur eux est assez active pour pouvoir leur donner ou leur rappeler des notions de morale et de religion, en même temps que des principes d'instruction agricole, joints à une théorie bien entendue, pour leur inspirer l'amour du travail, qui peut seul assuser l'existence de ces familles, et qui obtient toujours un légitime salaire.

Quand la conduite de ces colons a fourni à la Société des garanties suffisantes, elle les transplante dans une troisième espèce de colonie appelée *colonie ordinaire* ou *libre*. Là placés dans une petite ferme, composée de leur logement, d'une grange et d'une étable, on leur confie l'exploitation de trois à trois et demie hectares de terrain, dont un tiers est défriché à leur arrivée; on leur fournit à titre d'avance des meubles, des vêtemens, des instrumens aratoires, des vaches et quelques moutons. Le défrichement des deux autres tiers de leur terrain s'exécute dans les deux années suivantes aux frais de la Société, qui fournit d'ailleurs aux colons des avances en vivres et en argent aussi long-temps que le produit de leur exploitation ne peut subvenir à leurs besoins. Mais comme il ne convenait pas de placer ces fermiers sur une autre ligne que les autres agriculteurs, qui payent à leurs propriétaires une redevance proportionnée aux avantages qu'ils retirent de l'objet loué, une légère portion des fruits est réservée à la Société, et la met ainsi à même d'augmenter ses ressources pécuniaires et d'agrandir le domaine de sa bienfaisance.

Parmi ces colons, ceux qui ont une conduite irréprochable, un zèle et une activité constans, une connaissance entendue des travaux agricoles, sont placés comme chefs d'exploitation à la tête des grandes fermes des colonies de mendiens, d'indigens et d'orphelins. C'est sous leur surveillance que ceux-ci travaillent, payés au moyen du produit des récoltes obtenues par leurs efforts.

Nous venons de voir ce que sont les colonies de mendiens et d'indigens. Dans les colonies d'orphelins, sont placées ces créatures faibles et innocentes, abandonnées par des parens pauvres ou dénaturés, ou qui sont privés, par une mort prématurée, des auteurs de leur existence. Ils y sont admis dès l'âge de six ans et soumis à un régime doux, conforme à la foiblesse de leur âge. Quand ils donnent des preuves d'intelligence, d'aptitude et de zèle, ils sont réunis dans une colonie d'*industrie*, formée sur le modèle du célèbre établissement d'Hofwyl, et y reçoivent une instruction convenable pour devenir plus tard des employés, des surveillans utiles des colonies agricoles.

On voit le plan qu'avait arrêté la Société de Bienfaisance.

Ce fut dans l'été de 1818, sur les confins des provinces de Drenthe, de Frise et d'Over-Yssel, qu'elle établit une première colonie ordinaire : 52 fermes, un magasin, une filature, et deux habitations pour les travaillans ; tel fut le berceau de colonies agricoles, qui fut appelé *Champ-Frédéric*, du nom de son auguste protecteur : on y reçut des familles qui ne s'étaient pas abandonnées à la mendicité ; l'année suivante on y appela des orphelins ; mais, comme on n'avait pu encore former pour eux une colonie spéciale, on les plaça par six sous la conduite d'un ou deux chefs de famille.

Cette même année 1819, furent établies deux nouvelles colonies ordinaires renfermant ensemble 156 familles indigentes ; en 1820, même établissement, ainsi qu'en 1821, ce qui portait à 7 le nombre des colonies ordinaires, composées de près de 500 fermes.

L'admission des mendiens valides commença en 1822 ; la première colonie, pour la répression de la mendicité, fut alors fondée : un édifice central, huit grandes fermes, et les bâtimens accessoires, la composèrent.

A la fin de 1825, on avait élevé, en outre, deux vastes

bâtimens, chacun pour 1,000 à 1,200 orphelins; un troisième, pour 1,000 mendians, et, dans le pourtour intérieur de ces édifices, des logemens pour environ 300 familles indigentes ou appartenant à des militaires-vétérans.

En 1828, 6 colonies ordinaires offraient, sur une étendue de plus de deux lieues, 416 fermes; 2,268 indigens y trouvaient une existence honorable, et 1,107 hectares de terrain étaient rendus à la culture.

La colonie de répression de la mendicité avait, outre l'édifice central, habité par 1,000 mendians, 18 grandes fermes, habitées par un égal nombre de familles, comprenant 127 individus, et cultivait 613 hectares.

Dans un autre canton, 938 hectares étaient défrichés, et trois établissemens, disposés pour recevoir 2,000 orphelins, 1,000 mendians et 300 familles indigentes, contenaient 2,036 orphelins, 785 mendians, 310 personnes appartenant aux familles d'indigens, et 565 appartenant aux familles de vétérans; 24 grandes fermes étaient occupées par des chefs d'exploitation.

Enfin, *la colonie d'industrie* se compose de 42 hectares transformés en champs cultivés, en pâturages et en pépinières: elle contient 60 jeunes gens.

La population de ces colonies s'élevait, à la fin de 1828, en y comprenant les employés, à 7,614 individus.

Tel est déjà le résultat avantageux des opérations de la Société de Bienfaisance, qu'il arrive peu de mendians valides dans ses colonies, ce qui donnerait lieu de croire que les individus qui sont en état de travailler se livrent moins à la mendicité, que peut-être beaucoup d'entre eux s'enrôlent volontairement dans la marine ou passent au service des Indes occidentales. Cette diminution du nombre des colons retarde les travaux que la Société a entrepris, et ne lui procure pas le nombre de bras nécessaires aux travaux projetés. Mais peut-on regretter un semblable effet? Quel est le but? De procurer du travail à ceux qui en manquent, de diminuer les charges du gouvernement et des communes, de détruire cette plaie affreuse qui afflige presque tous les états de l'Europe. On y sera parvenu par un double moyen.

L'état sanitaire des colonies est généralement satisfaisant: on a remarqué cependant que, dans celles où se trouvaient

réunis des colons décrépits et valétudinaires, des mendiants qui avaient souffert dans la situation malheureuse dont ils sortaient, il se trouvait plus de malades, et il y avait plus de décès que dans les autres, remarque au surplus qui a été faite en France dans les dépôts de mendicité.

La conduite des colons est généralement satisfaisante. Plusieurs des jeunes gens, élevés aux colonies, prennent du service dans la marine; récemment encore, 43 orphelins s'y sont fait enrôler. C'est ainsi qu'ils paient leur dette envers le gouvernement et la Société qui, jusqu'alors, ont pris soin d'eux. Quelques autres, qui avaient été transférés à la colonie de punition, sont rentrés à la colonie libre, après avoir donné des preuves de leur retour à l'obéissance.

Les travaux des champs se poursuivent avec activité dans tous les établissemens; l'essai fait de fumer des terres, au moyen du genêt, a parfaitement réussi quant aux pommes-de-terre. On a essayé de semer du seigle d'hiver, sur un terrain fumé de cette manière, et l'on a obtenu aussi un résultat avantageux. On va l'entreprendre désormais plus en grand.

L'instruction est donnée régulièrement et suivie avec soin; les églises et les écoles dominicales sont assidûment fréquentées, sans qu'il soit nécessaire de recourir pour cela à aucuns moyens extraordinaires.

Au surplus, la Société commence à recevoir la récompense de ses efforts et de ses soins. Une centaine d'enfans entretenus dans un de ses établissemens, ayant obtenu des congés momentanés, leur retour dans leurs foyers a produit la plus grande satisfaction à leurs parens et amis, qui ont été à même d'apprendre, par ces enfans eux-mêmes, comment ils étaient entretenus dans les colonies. Plusieurs, qui ont obtenu leur congé définitif, se mettent en service chez des particuliers, et ils y sont recherchés pour leur bonne conduite et leur application au travail. Les économies de ces jeunes gens, dont 28 seulement étaient âgés de plus de 20 ans, s'élevaient à 1381 fl. 69, dont un seul avait à réclamer plus de 60 fl.; cinq autres, plus de 40 fl. chacun; sept autres, plus de 30; trente, plus de 20, et ainsi des autres.

La récolte de seigle dans les établissemens coloniaux, en 1829, a été de 5,289 hectol. 85 lit., produits par 681 arpens.

160 hectol. plus que l'année précédente. La perte que la mauvaise saison a fait éprouver est de $\frac{1}{3}$ à $\frac{1}{6}$ de la valeur des produits. 428 arpens plantés en pommes-de-terre ont fourni 34,183 hectol. ; ce qui fait à peu près 80 hectol. par arpens. 21 arpens, fumés avec du genêt, ont rendu 1,853 hect. ou 90 hect. par arpent à peu près ; mais ce n'est pas seulement sous ce rapport que l'avantage de cette méthode est prouvée. Le tubercule y gagne aussi en goût et en qualité. Le sarrasin a donné, pour 357 $\frac{1}{2}$ arp., 1,706 hectol.

Le succès si heureux de l'entreprise formée dans les provinces du nord des Pays-Bas, détermina à l'étendre aux provinces méridionales. Une autre société l'entreprit en 1822, en n'y mettant d'autre rivalité que celle du zèle le plus louable et de la plus honorable charité. Les premières colonies qu'elle a établies l'ont été dans la province d'Anvers, près Turnhout. On fonda d'abord *deux colonies libres*, et presque en même temps une *colonie pour la répression de la mendicité*, qui devait recevoir 1,000 mendiants.

Lors de la première création de ces établissements, un ménage qui arrivait aux colonies était tout de suite placé dans une ferme, chargé de soigner la culture de 3 bonniers et demi de terre ; on lui fournissait une ou deux vaches, ainsi que des moutons. C'était ensuite aux colons à mettre le terrain en état de subvenir à son existence et à celle de sa famille, et à entretenir son bétail, sauf les avances qu'il recevait de la société la première année de son arrivée et dont il était constitué débiteur.

Pour qu'une semblable méthode réussît, il eût fallu que tous les individus eussent eu également des connaissances en agriculture, de l'activité et de l'ordre : et ce qui se passa prouva que fort peu possédaient ces qualités, lorsqu'au contraire beaucoup n'avaient que de l'ignorance, de l'insouciance et une mauvaise conduite. Ce mécompte est d'autant plus extraordinaire que l'on avait l'exemple des colonies des provinces septentrionales. Quoiqu'il en soit, la Société de bienfaisance changea son premier plan d'administration. Les colons ne furent plus chargés de cultiver pour leur compte leur portion de terre. De fermiers qu'ils étaient, ils devinrent de simples journaliers ; plus satisfaits de leur sort, débarrassés de soins qui leur étaient onéreux et auxquels la plupart ne pouvaient

se livrer avec succès, ils cultivent mieux, ils entretiennent mieux les bestiaux et ne contractent plus de dettes avec la Société, qui retient le montant des avances qu'elle est dans le cas de leur faire soit en argent, soit en vivres ou en habillemens, sur le prix du salaire qui leur est payé chaque semaine. Ce n'est pas que quelques-uns n'administrent leur petite ferme; mais cette faveur n'est accordée qu'à ceux qui, sous tous les rapports, méritent la confiance dont ils jouissent, tant par leur bonne conduite et leur activité que pour leurs connaissances en agriculture.

Ainsi, pour élever l'homme à une condition quelconque, il ne suffit pas de lui en fournir l'occasion, mais il faut encore qu'il ait le désir et la volonté de parvenir. Chaque individu prend la place qui lui convient selon ses moyens physiques et moraux; et dans les établissemens dont nous parlons on trouve déjà des fermiers actifs, qui ont pu se procurer une vache de leurs propres deniers, et des ouvriers qui gagnent sans peine les salaires relatifs aux travaux qu'ils peuvent exécuter. Ces salaires produisent de 3 à 7 fl. par semaine à chaque ménage et quelquefois plus, à proportion du nombre des individus qui composent la famille. Ils leur sont payés en une monnaie particulière qui n'a cours que dans la colonie, ce qui les empêche d'aller le dépenser dans les cabarets des communes voisines, tandis qu'ils peuvent se procurer dans les magasins et les boutiques de la colonie tout ce qui est nécessaire à leur nourriture, à leurs vêtemens, et généralement à tous leurs besoins. Un meilleur ordre règne partout, il ne parvient plus de plaintes à la direction, et les dépenses à la charge de la Société diminuent insensiblement.

La culture fait aussi, en général, de grands progrès dans les colonies libres des provinces méridionales, et les soins persévérans que l'on y met triomphent enfin des difficultés que l'on avait rencontrées d'abord dans le défrichement d'un terrain plus ingrat que celui où est situé la colonie pour la répression de la mendicité. Au 1^{er}. avril 1828, 295 bonniers étaient en culture, et 156 bêchés. Le seigle, l'avoine, le sarrasin, le trèfle, les carottes, les pommes-de-terre réussissent parfaitement. Des chênes, des hêtres, des bouleaux bordent les chemins et y croissent avec succès.

L'instruction, restreinte à la lecture, l'écriture, les élé-

mens d'arithmétique, et à ce qui concerne la religion, se poursuit avec ardeur, et 350 jeunes colons des deux sexes en profitent avec un zèle qui donne les plus grandes espérances.

L'état sanitaire y est très-satisfaisant.

Le nombre de colons, dans les colonies libres, était de 541 au 31 décembre 1827. Un an après, il était de 571, formé de 543 colons et 28 enfans trouvés ou abandonnés, et réparti en 125 fermes, 4 maisons de quarteniers et 4 maisons centrales. Ce nombre était diminué de 5 individus au 31 décembre 1829, parce qu'une famille avait obtenu la permission de quitter les établissemens.

Le produit de la culture, pendant l'année 1828, a été de 11,893 flor., dont 4,843 appartiennent à des colons émancipés, travaillant pour leur propre compte; et pendant l'année 1829, de 12,703 fl. 53 c., dont 4449 fl. 75 c. aux colons émancipés. Cependant la quantité de terrains en culture a diminué, parce que des 293 bonniers cultivés en 1828, 20 ont été l'année suivante réservés pour des semis de lupin.

Outre le résultat le plus important sans doute de ceux que s'était proposés la société de Bienfaisance en fondant ces colonies, celui de retirer de la misère un nombre de malheureux qui n'y étaient plongés que parce qu'ils manquaient de travail, on a prouvé, contre l'opinion de plusieurs agriculteurs de la province d'Anvers et d'autres agronomes, que l'on peut donner aux bruyères le même degré de fertilité qu'à des terres dont le sol était peut-être moins ingrat et plus facile à rendre productif. De tels faits semblent devoir éloigner le préjugé qui règne encore assez généralement contre le défrichement des landes qui existent dans le royaume et les travaux que la Société de bienfaisance a osé commencer font voir du moins ce qu'on a lieu d'attendre d'une entreprise bien ordonnée, conduite avec activité, assiduité, et avec les connaissances nécessaires.

Nous terminerons ce long exposé par ce qui concerne *la colonie de mendicité* des provinces méridionales. Elle fut mise en activité en 1825. Le bâtiment central renferme 1,000 mendiens, qui se livrent à la culture avec adresse et avec gaieté. Toutes les terres (450 hect.) ont été béchées. Les produits de la culture ont été évalués, pour 1829, à 20,111 fl. 50 c.; et les travaux de fabrication ont été tels qu'on a été

obligé de les ralentir, le magasin se trouvant pourvu suffisamment pour fournir pendant trois ans les vêtemens des colons.

L'état de la santé y est plus satisfaisant que dans la colonie semblable des provinces septentrionales, ce qui dépend de la situation des individus au moment où ils sont venus habiter celle-ci.

En général, le goût du travail règne parmi eux, et leur moral s'améliore. Cent cinq ont mérité, par leur bonne conduite, d'être rendus à la société en 1828, et près de 80 en 1829, ce qui est à peu près le $\frac{1}{4}$ de cette population. Ils se rendent journellement à l'endroit qui leur est assigné pour le travail, et s'en acquittent avec bonne volonté. Une vingtaine envoyés avec un surveillant dans des prairies hors l'établissement, y sont restés quelques semaines, et pendant ce temps on n'a eu qu'à se louer de leur activité et de leur bonne conduite.

Les enfans suivent avec exactitude l'instruction religieuse et scholastique qui leur est donnée dans l'établissement.

Le nombre des mendians qui, au 31 décembre 1829, existait dans cette colonie, était de 658. Ainsi, pendant près de 5 ans d'existence, la Société n'a pu compléter le nombre de mendians valides nécessaires pour occuper les établissemens qu'elle avait préparés pour eux; serait-ce que l'exécution sévère des lois pour la répression de la mendicité suffit dans les temps ordinaires pour la faire disparaître?

La Société de bienfaisance, dans cet état de choses, a cru pouvoir solliciter l'admission dans sa colonie de 500 mendians invalides qu'elle emploiera aux travaux les moins pénibles. Elle espère concourir par-là à faire disparaître entièrement les dépôts de mendicité, dont les frais d'administration chargent l'état d'une dépense annuelle de plus de 50,000 flor.

Les deux Sociétés de bienfaisance du N. et du S. du royaume des Pays-Bas, en publiant à des époques rapprochées la situation des colonies qu'elles ont fondées, ont pour but sans doute, non pas seulement de rendre aux nombreux souscripteurs le compte de leurs opérations, mais surtout, en faisant connaître les résultats heureux qu'elles obtiennent, de porter à l'imitation d'une entreprise dictée par un noble sentiment de patriotisme et d'humanité. C'est pour nous associer en quelque sorte à ce dernier motif que nous venons de pré-

senter des détails qui nous ont paru mériter beaucoup d'intérêt.

THOMAS.

10. BUDGET DES RECETTES ET DÉPENSES DE LA BELGIQUE.

Le total du budget des recettes de la Belgique présente une évaluation en principal de. 32,094,540 fl.

Les centimes additionnels, à raison de 3 p. $\frac{2}{100}$ sur le foncier, et 13 p. $\frac{2}{100}$ sur les autres impôts, sont portés pour. 2,494,709 fl

Les centimes additionnels, pour la caisse d'amortissement, pour. 2,037,507

36,626,756 fl.

Le budget des dépenses s'élève à. 26,881,994

Excédant présumé des recettes. 9,744,813 fl.

Mais la somme demandée pour les dépenses paraît devoir être inférieure aux besoins réels de l'état. (*Journ. du Commerce*; 28 décemb. 1830.)

11. I. REFLECTIONS ON THE DECLINE OF SCIENCE IN ENGLAND, etc.
— Réflexions sur la décadence des sciences en Angleterre, etc. (*Voy. le Bullet.*, octobre 1830, n^o. 69)

II. OBSERVATIONS SUR LA DÉCADENCE DES SCIENCES EN ANGLETERRE. (*Edinburgh, journal of science*, etc.; de David BREWSTER; nouvelle série, n^o. IX, juillet 1831, p. 1.)

III. Article sur le même ouvrage (*Quarterly Review*; n^o. 86, octobre 1830, p. 305.)

IV. Article sur le même ouvrage; par M. BIOT. (*Journ. des Savans*; janvier 1831, p. 41.)

Depuis que nous avons annoncé le livre du savant professeur de Cambridge, l'effet que sa publication devait produire s'est manifesté en Angleterre et dans le monde savant; il est donc temps de le considérer, non-seulement en lui-même, mais par rapport à l'influence qu'il a exercée, aux changemens qui se préparent dans la statistique des sciences, et dans le mode de leur propagation. Nous revenons donc sur cet ouvrage, afin de faire connaître, au moyen des journaux qui en ont parlé avec le plus d'étendue, les impressions diverses qu'il a faites,

les résultats qu'il a obtenus dès à présent, et ceux que, selon toute vraisemblance, il a préparés pour l'avenir.

L'opinion de M. Babbage, sur le dépérissement des sciences en Angleterre, se présente appuyée d'autorités imposantes; les noms de DAVY et de HERSCHEL commandent une sérieuse attention, et disposent à la confiance. Dans ses *consolations en voyage* (consolations in travel), le premier a dit : « Je me suis souvent étonné qu'avec les avantages de la fortune et du rang, on ne réunisse pas le goût des recherches philosophiques, sources de pures délices, de considération si justement acquises, puisqu'elle est fondée sur des services rendus à l'humanité. Elles ne donnent pas, il est vrai, cette popularité bruyante, mais passagère, que l'on obtient au barreau, ou dans les hautes fonctions publiques; mais l'estime et la renommée, qui en sont le prix, n'ont pas à redouter les caprices du vulgaire. En parcourant l'histoire des cinq derniers règnes, nous y trouvons des Bayle, des Cavendish, des Howard, qui s'illustrèrent par les sciences; mais on chercherait vainement dans l'aristocratie quelques hommes dévoués à la culture de l'intelligence humaine et aux progrès des connaissances. Ces connaissances ne sont pas recherchées pour elles-mêmes, mais par des motifs moins nobles, moins dignes d'elles; on préfère de solides bénéfices à une renommée fugitive, et l'on peut compter cinquante patentes accordées à de prétendues inventions, pour une découverte réelle et de quelque valeur. »

M. Herschel est encore plus sévère envers ses compatriotes. « En Angleterre, on ne se tient pas au courant des progrès que les sciences font sur le continent; les découvertes les plus récentes n'y sont connues que de nom; c'est une triste vérité qu'on ne doit point dissimuler: nous restons en arrière, si toutefois nous ne rétrogradons pas encore. En mathématiques, il y a long-temps que nous ne tenons plus les rênes; nous avons même désespéré des futures générations; en chimie, notre situation n'est guères plus satisfaisante: qui nous a exposé les lois de l'isomorphisme? qui, parmi nous, a répété les expériences de Thénard sur les acides oxygénés, et celles d'Oersted et de Berzélius sur l'analyse des terres?..... Il n'y a que peu de divisions des sciences sur lesquelles on n'ait pas à faire de semblables observations. » (*Traité du Son*, dans l'Encyclopédie anglaise.)

En 1827, le biographe du bavarois Fraunhofer annonçait déjà que la Grande-Bretagne était menacée de perdre la supériorité dans la fabrication des instrumens d'optique ; et il pouvait étendre cette remarque à l'horlogerie et à quelques autres instrumens des sciences mathématiques et physiques. Ainsi, M. Babbage n'est pas le seul ni le premier qui ait signalé l'état de marasme dont il recherche les causes, afin d'indiquer le remède. Son livre a produit beaucoup plus d'effet que les avertissemens antérieurs, et l'on devait s'y attendre : comme il s'agissait de vaincre une résistance d'inertie, le résultat de tous les efforts n'est devenu sensible que lorsque le mouvement a commencé ; avant la dernière action, tout restait encore en repos, mais il ne fallait plus qu'une légère impulsion pour rompre l'équilibre. De plus, il n'avait été question de la décadence des sciences en Angleterre, que dans des ouvrages où l'attention du lecteur était fortement appelée sur d'autres objets, au lieu que M. Babbage la porte tout entière sur ce point, sans lui causer aucune distraction. La commotion qu'il a produite a été ressentie partout ; elle a retenti sur le continent européen, en Amérique, dans l'Hindoustan, et peut-être jusque dans la Nouvelle-Galles du Sud. Dans tout le monde savant, la presse périodique a propagé la connaissance de l'étrange phénomène intellectuel observé en Angleterre par des Anglais. A Calcutta, M. le capitaine HERBERT (1) en parlait dans son ouvrage intitulé : *Gleaning in science* (glanures scientifiques), et son jugement tout-à-fait désintéressé était conforme à celui des Revues

(1) M. Herbert n'était que capitaine au premier régiment de Cipayes, lorsqu'on le chargea de diriger une reconnaissance du cours de la rivière de Setlej dans les montagnes du Thibet, jusqu'aux frontières de la Chine. Le mémoire qu'il a publié sur cette expédition mérite la reconnaissance des géographes, des naturalistes et des hommes d'état ; il eut à surmonter beaucoup de difficultés, qui ne lassèrent point sa persévérance. Il manquait de baromètre pour la mesure des hauteurs, il y suppléa par des observations de la température de l'eau bouillante, mettant ainsi à profit les expériences de Saussure pour déterminer la loi de décroissement de cette température, en raison de l'élevation des lieux au-dessus du niveau de la mer. Son mémoire est inséré dans le tome XV des *Recherches asiatiques*, ou *Transactions de la société formée au Bengale pour recueillir des documens sur l'histoire, les antiquités, les arts, les sciences et la littérature de l'Asie*. Serampore, 1825 ; imprimerie de la Mission.

anglaises les plus estimées. En France, M. Biot a déposé dans le *Journal des savans* son opinion sur le même sujet : l'Italie et l'Allemagne ont été, dans ce cas, parfaitement d'accord avec la France. L'Angleterre est donc jugée en dernier ressort, car il n'est plus de tribunal qui puisse recevoir son appel. On peut bien croire que les débats de ce procès n'ont pas été sans quelque tumulte : le secrétaire de la Société royale de Londres et M. Babbage ont combattu l'un contre l'autre dans le *Philosophical magazine*. Le spectacle de ces joutes est toujours affligeant pour les amis des sciences.

Le livre qui a si fortement agité les savans anglais n'est point étranger à l'économie publique; la culture des sciences est, sans contredit, une partie essentielle de ses attributions. Considérons aussi que l'Angleterre est dans la position la plus favorable pour hâter les progrès de toutes les connaissances utiles, et multiplier les découvertes dont elle recueillerait les premiers fruits; ses immenses ateliers sont des expériences permanentes où des faits instructifs pourraient enrichir la mécanique, la physique et la chimie, s'ils tombaient sous les yeux d'observateurs instruits. Les vaisseaux anglais couvrent les mers, visitent toutes les régions du globe : comment les navigateurs de cette nation laissent-ils à d'autres le soin de perfectionner la géographie, l'histoire naturelle, etc. ? S'il est permis de considérer le monde savant comme une république, on demandera, pour qu'elle soit bien administrée, que chacune des nations qui la composent soit taxée en raison de l'étendue et de la fertilité de ses domaines, puisqu'elle peut et devrait les tenir en bon état de culture. Si la Grande-Bretagne, dont la contribution devrait surpasser celle de plusieurs états européens réunis, n'acquiesce qu'une faible partie de cet impôt, nous aurons le droit de nous plaindre, et le livre de M. Babbage nous servira pour légitimer nos réclamations.

M. le professeur a pris, dans sa préface, les plus grandes précautions contre toute mésinterprétation de ses vues, des motifs qui l'ont décidé à révéler le mal qu'il voyait si clairement, et auquel on ne songeait nullement à remédier. Il indique aussi les remèdes qui lui paraissent les plus efficaces; cette partie de son livre n'est pas exempte des incertitudes que le médecin le plus habile ne peut éviter, dans les cas

extraordinaires où l'application de son art est demandée. Quoi qu'il en soit, ce qu'il propose mérite certainement un examen très-attentif : on ne peut douter que ses intentions ne soient pures, honorables ; et, puisqu'il s'agit de sciences et de leur propagation, on ne le récusera pas comme juge incompetent. Quant à ses démêlés avec la Société royale de Londres, nous nous abstiendrons d'en parler, parce que l'économie politique n'y trouve rien qui puisse lui être utile, non plus qu'aux autres sciences : de quelque côté que soient les torts, il est pénible d'avoir à prononcer une condamnation ; et le public même se bornera, sans doute, aux fonctions plus satisfaisantes de pacificateur.

M. Babbage consacre son premier chapitre au développement de quelques vues sur l'enseignement public, sur le classement des étudiants, sur les conditions auxquelles on devrait soumettre ceux qui veulent obtenir un diplôme, etc. Il demande que ces attestations de savoir ne soient accordées qu'après des examens scrupuleux, des preuves qui ne laissent aucun doute sur la capacité des candidats ; et il impose à tous l'obligation de posséder au moins les élémens des mathématiques. Il voudrait aussi qu'aucune science ne fût isolée, que l'on formât des groupes de celles qui s'éclairent mutuellement, et il propose les quatre suivans, pour les écoles anglaises :

1°. Histoire moderne, — lois de l'Angleterre, — lois civiles ;

2°. Économie publique, — application des sciences aux arts et aux manufactures ;

3°. Chimie, — minéralogie, géologie ;

4°. Zoologie, y compris la physiologie et l'anatomie comparée, — botanique, physiologie végétale, anatomie des plantes.

Au reste, en abordant ces recherches de philosophie et d'économie publique, M. Babbage n'a pas d'autre projet que de signaler quelques vices de l'enseignement actuel, et il pense que le mauvais système des écoles de l'Angleterre est une des causes qui retiennent l'aristocratie anglaise dans l'ignorance où elle paraît se complaire. « Cette ignorance se manifeste dans toutes les occasions où les sciences sont intéressées dans les débats des deux chambres ; je n'en aurais pas

été convaincu, si je m'étais renfermé dans le cercle très-limité de mes observations personnelles. »

Le second chapitre a pour objet les motifs qui portent à cultiver les sciences. Parmi ces motifs, l'auteur a dû mettre au premier rang les besoins des professions regardées comme *savantes*, et de quelques autres auxquelles certaines sciences seraient très-utiles. Remarquons, à ce sujet, combien il est surprenant que dans la patrie de Newton, dans un pays où l'illustre architecte de l'église de Saint-Paul fût un des mathématiciens de son époque, on ait manqué d'ouvrages élémentaires pour l'enseignement des mathématiques. Le traité d'Euclide fut fort long-temps, et peut-être est-il encore aujourd'hui le seul livre de cette science entre les mains des jeunes militaires. On ne s'étonnera pas moins en apprenant que la géométrie descriptive, cet instrument d'un si grand nombre d'arts, n'était pas enseignée en Angleterre, même en 1830. Il faut pourtant le croire, puisque le fait est attesté par une des Revues anglaises les plus estimées, la *Revue trimestrielle étrangère* (the foreign Review). Voici ce qu'on y lit dans un excellent article sur la *Théorie analytique du système du monde*, par M. DEPONTÉCOULANT. « Les services publics, militaires ou civils, sur mer ou sur terre, les arts les plus utiles et les plus capables d'accroître la puissance nationale, ne prospèrent point sans les secours des mathématiques, et de temps en temps ils ont besoins de tout le savoir des géomètres. Comment ne pas voir avec surprise et chagrin que nous soyons, à cet égard, aussi en arrière par rapport au continent, que nous n'ayons encore adopté qu'une si petite partie des importantes améliorations que l'enseignement des mathématiques a reçues partout ailleurs ! Chez nos voisins la géométrie a pris une forme toute nouvelle ; ici, elle est à peu près comme au temps de Ptolémée ; la trigonométrie enseignée dans nos écoles n'a point profité des travaux d'Euler, de Lagrange, de Legendre : nos traités de sections coniques sont, à tous égards, au-dessous de ce qu'Apollonius nous a transmis. Quant à la géométrie descriptive, qui est si éminemment celle des services publics et des arts, nous ne la considérons pas encore comme une division spéciale de l'enseignement. Sur le continent, elle est enseignée dans toutes les écoles militaires, et considérée comme une partie

essentielle de l'instruction mathématique des officiers. »

M. Babbage examine ensuite ce qu'on peut attendre, pour la culture des sciences, des encouragemens nationaux distribués par le gouvernement en Angleterre. L'autorité publique suit à la rigueur la maxime commode de confier à l'intérêt privé tout ce que les intérêts politiques ne réclament point, et les sciences lui paraissent être dans ce cas; elle les abandonne donc à elles-mêmes, et si l'esprit public ne venait pas à leur secours, les trois royaumes seraient pour elles une terre inhospitalière. Sur ce point, le gouvernement anglais a été blâmé universellement; aucune voix ne s'est élevée en sa faveur. Cependant, il lui reste une voie d'appel, mais s'il peut en espérer une décision favorable, il doit au moins se résigner à l'attendre long-temps; c'est le nouveau monde qui doit prononcer, après des épreuves variées, et en nombre suffisant pour que la question soit jugée. Aux Etats-Unis de l'Amérique, le congrès a constamment écarté la proposition de fonder un institut national des sciences; il pense que chaque état doit pourvoir à ses besoins intellectuels et qu'il peut s'en charger seul. Les nouvelles républiques américaines ont adopté de très-beaux projets d'instruction publique, mais rien n'y est prêt pour l'exécution qui seule peut donner la mesure de l'utilité réelle de ces conceptions d'ailleurs très-dignes d'éloges. En attendant cette époque encore très-éloignée, ce que nous avons de mieux à faire dans notre vieux monde tel qu'il est, c'est de choisir, parmi les améliorations également désirables, celles qui sont les plus à notre portée, et qui préparent le plus sûrement une longue série de perfectionnemens graduels. Les savans anglais ont cherché sur le continent européen des modèles d'encouragemens pour la culture des sciences, et d'un commun accord, leurs regards se sont arrêtés sur la France. Ceux dont le *Quarterly review* est l'organe, frappés de l'éclat des titres, des dignités, des hautes fonctions qui, dans notre patrie, paraissent être l'apanage de quelques hommes d'un savoir éminent, ont jugé que ces brillantes récompenses devaient recéler tout le secret de notre supériorité dans la carrière où la Grande-Bretagne se voit devancée. A Calcutta, M. le capitaine Herbert exprimait la même pensée, et l'année suivante, M. Brewster la reproduisait dans son *Journal*.

Cependant, un savant français, mieux instruit qu'on ne peut l'être en Angleterre de l'influence que nos institutions ont exercée sur toutes les divisions des connaissances humaines, aurait pu faire naître quelques doutes dans l'esprit de M. Brewster : transcrivons quelques extraits de ce que M. Biot a inséré dans le *Journal des savans*, au sujet du livre de M. Babbage.

» L'immense développement que les sciences ont reçu en France depuis quarante ans, nous paraît avoir été produit par deux causes toutes différentes de celles qu'indique M. Babbage, causes puissantes, dont l'une existe encore, et l'autre a depuis long-temps cessé d'agir.

» La cause qui existe, c'est la publicité de notre haut enseignement, et l'indépendance complète où il se trouve des rétributions pécuniaires payées par les auditeurs. Sa publicité l'offre à toutes les intelligences qui sont en état d'y participer. Les émolumens que lui assigne la munificence du pays laissent aux professeurs la liberté de consulter seulement le besoin des sciences, dans la direction et la hauteur qu'ils donnent à leurs leçons. Les cours du Collège de France, du Jardin des Plantes, de la Bibliothèque royale, se trouvent ainsi tout-à-fait indépendans du grand nombre des auditeurs ; et pour la plupart d'entre eux ce grand nombre, s'il y était attiré, prouverait que le but de l'institution n'est pas atteint. Il n'en est pas ainsi en Angleterre, même dans les institutions les plus récentes, et fondées sur les principes les plus libéraux. Voyez, par exemple, l'université de Londres : les bâtimens qui lui sont consacrés sont magnifiques ; l'ensemble des études y est conçu dans les vues les plus élevées ; les cours sont confiés à des professeurs habiles ; les auditeurs sont nombreux. Mais les émolumens des professeurs sont fondés, au moins en grande partie, sur les rétributions des élèves : il faut donc leur plaire, et se mettre au niveau du grand nombre pour les attirer. Cela est bien pour les cours élémentaires ; mais quant aux cours élevés, cela les rend impossibles. Il faudrait que le professeur eût une force d'âme surnaturelle pour aller à la fois contre sa popularité et contre son intérêt. Aussi l'expérience montre-t-elle que les hommes, même les plus distingués, abaissent naturellement leur force dans les cours trop nombreux, jusqu'à ce que la foule puisse les entendre. Ce

manque général de cours élevés, accessibles au très-petit nombre, et consacrés exclusivement aux sommités de la science, forme en Angleterre un vide, une sorte de précipice qui arrête la marche des esprits par lesquels elles pourraient être cultivées la plus noblement.

• La seconde cause qui, selon nous, a vivement excité en France le mouvement des sciences, c'est l'état politique et moral des esprits lors de leur renaissance en 1794.

• Une faction insensée autant qu'atroce avait détruit en France les universités, les académies, et tous les établissemens d'instruction. Dès que la terreur dont elle avait rempli la France s'arrêta, quelques hommes dévoués aux sciences, et qui n'avaient pas cessé de les chérir, Monge, Berthollet, Fourcroy, Guyton, entreprirent de relever leurs temples, et il le firent avec une grandeur de vues que l'on peut, si l'on veut, trouver gigantesque, mais qui, par le fait, était admirablement conçue pour produire une grande excitation dans les esprits. Une école normale est formée, à laquelle on enverra des élèves de toutes les parties de la France; les professeurs seront d'abord Lagrange et Laplace que jamais on n'aurait entendu exposer leurs idées en public sans cette révolution; puis Berthollet, Haüy et Monge lui-même, dont le zèle suffisait pour embraser tous les esprits. Dans ces extraordinaires comices des sciences, la lice philosophique était ouverte à certains jours marqués, et des élèves tels que Fourier y proposaient leurs doutes à des hommes dont le génie n'avait jusqu'alors parlé qu'à l'Europe. Eu même temps Monge, l'infatigable Monge, créait une école polytechnique nombreuse, libre, qui, animée par sa présence et son impulsion, recevait avec un indicible enthousiasme les leçons qui lui étaient données sur toutes les sciences mathématiques, physiques et militaires par lui-même, et par les hommes les plus forts que possédât alors la France. Enfin, ces institutions créatrices étaient complétées par un système général d'écoles publiques libres, distribuées dans tous les départemens, où des professeurs dépendans de leurs seuls devoirs répandaient autour d'eux toutes les connaissances utiles à la généralité de la population. Ces places peu rétribuées ne manquaient cependant point de la considération personnelle qui s'attache toujours à une position indépendante; elles étaient donc hono-

rables, et ce sentiment, joint à la complète liberté dont elles jouissaient, donnait aux professeurs l'ambition de se distinguer par des travaux utiles d'enseignement ou de recherches dans la carrière qu'ils avaient embrassée. Aussi a-t-on vu, en peu d'années, sortir de ces écoles tous les meilleurs livres élémentaires que nous possédons aujourd'hui, et auxquels on doit la renouation de l'enseignement scientifique. Voilà, selon nous, les causes véritables qui ont ranimé les sciences en France après les orages de 1793, et qui ont contribué à les élever au point où elles se trouvent encore, beaucoup plus que ne l'ont pu faire les décorations, les duchés, les ambassades et les marquisats. »

Ces pages tracent la route que devront suivre les législateurs de tous les pays, pour que les sciences prospèrent, se rendent aussi utiles qu'elles peuvent l'être, et marchent vers leur perfection : répandre l'enseignement gratuit dans tous les degrés ; assurer aux professeurs une honorable indépendance, en les mettant au-dessus du besoin ; le génie et l'esprit public feront tout le reste, car chez un peuple où l'enseignement sera libre, considéré, florissant, l'esprit public, dirigé par l'instruction généralement répandue, fera partout un appel au génie toujours prêt à répondre dès qu'il est provoqué. Ce que M. Biot ajoute doit être pris en haute considération par les Anglais amis des sciences et de leur pays.

« Depuis long-temps les écoles centrales de département n'existent plus en France ; le pouvoir les a brissés comme des instrumens trop actifs de développement intellectuel. Par des motifs à peu près pareils, l'école polytechnique a aussi reçu depuis lors une direction moins élevée et moins générale. Ces deux coups portés au système progressif ont déjà considérablement affaibli en France l'étude des hautes mathématiques qui n'y subsiste plus guère que dans quelques chaires du collège de France : de sorte qu'à moins de prompts remèdes, d'ici à peu de temps, les savans anglais pourront bien ne plus dire qu'ils ont abandonné une lice sans espoir. Ces écoles centrales, vrai besoin de la France, ne pourraient donc pas renaître aujourd'hui, et en rendant à la classe moyenne de la société le système d'instruction usuelle qui lui est le plus universellement convenable, rouvrir aussi aux jeunes professeurs la carrière de liberté qui ranimerait leur

émulation ? car la liberté et l'isolement favorisent le développement du talent véritable. C'est ainsi qu'en Angleterre, par exemple, malgré l'abandon où les savans sont laissés par le gouvernement, et peut-être à cause de cet abandon même, le hasard qui les disperse sur toute la surface du royaume donne à leurs recherches scientifiques un caractère d'originalité solitaire et indépendante qui se rencontre rarement au même degré dans les productions des compagnies savantes et qui n'est pas un de leurs mérites les moins saillans. On ne voit pas aussi fréquemment ailleurs surgir tout à coup de l'obscurité un docteur Jenner avec sa découverte de la vaccine, un docteur Wels avec son traité de la rosée, Dalton avec la théorie des propositions définies, et Watt avec la théorie complète de la machine à vapeur toute prête à être mise en action. »

La *foreign quarterly Review*, que nous avons déjà citée, se trouve parfaitement d'accord avec M. Biot, sur les moyens de ranimer et d'entretenir le goût des sciences, et sur les causes qui l'ont exalté chez les Français, au milieu de leurs convulsions politiques et des guerres qu'ils avaient à soutenir contre toute l'Europe. En appliquant ces observations à l'Angleterre, l'auteur de l'article sur l'ouvrage de M. de Pontécoulant expose ses vues sur les perfectionnemens que l'on pourrait et devrait introduire dans les écoles anglaises. « Si des habitudes et des préjugés interdisent à l'Angleterre de fonder des établissemens analogues à l'école polytechnique de France, on ne repoussera pas au moins les améliorations praticables, et il y en a plusieurs d'un très-grand prix. Il s'agirait, nous ne pouvons le dissimuler, de surmonter l'attachement aux vieux usages, non moins opiniâtre dans nos écoles que dans les cantons les plus reculés de la Grande-Bretagne. Quelque parti que l'on prenne, on n'aura point fait assez, si nos cours publics ne mettent point les élèves au niveau des connaissances nécessaires pour lire avec fruit les meilleurs ouvrages sur les sciences ou les arts auxquels ils voudront se consacrer. Puisque leur instruction spéciale ne commence qu'à leur sortie de nos écoles, qu'ils soient au moins conduits par les livres et les professeurs jusqu'à l'entrée de leur carrière, et munis de tout ce qu'il faut pour la parcourir avec succès. Si l'on s'obstine à suivre l'ancienne méthode, parce qu'elle est ancienne, les jeunes gens studieux seront dispensés de toute reconnaissance

envers leurs intituteurs : lorsqu'ils ouvrent un ouvrage étranger pour y chercher une instruction que les savans anglais n'ont pas mis à leur portée, ils éprouvent un fâcheux désappointement, et s'arrêtent souvent à la première page, faute de savoir assez d'algèbre ; ils s'aperçoivent, mais bien tard, qu'il faut recommencer leur instruction. Cette mésaventure n'arrive que trop souvent à nos jeunes gens les plus dignes d'être encouragés ; les *Éléments d'Euclide* qu'on a mis entre leurs mains, et le *Traité des sections coniques* tel qu'il est dans nos écoles, ne les ont point mis en état de lire une seule page de Poisson, de Fourier, de Dupin, etc. »

Si l'orgueil britannique ne pouvait supporter l'idée d'imiter une institution française, il pourrait diriger avec moins de répugnance ses regards vers l'école de *West-point*, excellent modèle qui lui est offert par les anglo-américains. Ou si toute imitation lui paraît au-dessous de sa dignité, pourquoi ne perfectionnerait-il pas, pour se les approprier, les conceptions dont il trouve ailleurs les premières ébauches ? Si l'Angleterre fonde une institution supérieure à l'école polytechnique, nous irons l'étudier, afin d'importer chez nous, avec des modifications convenables, et peut être de nouvelles améliorations, l'enseignement dont nous ne rougirions point de reconnaître l'origine anglaise.

La *Quarterly Review* cite des exemples très-remarquables de l'opposition que rencontre dans la Grande-Bretagne toute bonne idée qui s'y présente avec un passeport français, quand même elle serait recommandée par une origine anglaise. Tel fut le sort des lentilles composées, employées à l'éclairage des phares : un Anglais les imagine, et les décrit dans les transactions de la Société royale d'Édimbourg ; un savant français les fait appliquer aux phares de France, l'expérience leur est très-favorable ; le premier inventeur ne doute plus que ses propositions ne soient acceptées ; il est éconduit, et l'ancien mode d'éclairage est conservé. Cependant, M. Babbage et les journaux anglais qui appuyent ses opinions sur l'état des sciences en Angleterre proposent une imitation ; ils voudraient qu'à l'instar des autres états européens, les trois royaumes eussent un *ordre du mérite*, distinction purement civile, étrangère à l'ancienne chevalerie. Mais, dit la *Quarterly Review*, si l'on parvenait à faire rendre justice aux

sciences abstraites dont l'utilité n'est pas immédiate, actuelle, et peut se faire attendre long-temps, ne faudrait-il pas remplir le même devoir envers les arts mécaniques et chimiques, envers l'industrie nationale, source de la prospérité de notre commerce, des fortunes privées, de la richesse publique? L'auteur de l'article sur le livre de M. Babbage, compare la loi anglaise sur les patentes à celle qui protège les propriétés littéraires et les productions des beaux arts multipliées par le burin du graveur. Celles-ci obtiennent à peu de frais une protection très-efficace; en déposant onze exemplaires d'un ouvrage, l'auteur est assuré de jouir paisiblement pendant toute sa vie du privilège de le publier et de le vendre, et ses héritiers conservent le même droit jusqu'à ce que vingt-huit ans soient écoulés depuis la première édition. Il n'en est pas ainsi des patentes accordées aux inventions industrielles; pour les obtenir, l'inventeur doit payer 350 l. st. (environ 8,800 fr.), quel que soit le mérite réel de sa découverte, et le bénéfice qu'il peut en espérer. Le relevé des registres de cet impôt, pendant un siècle et demi, donne pour son produit annuel la somme de 45,000 l. st., dont 7,000 seulement entrent dans les caisses de l'état; et ces 38,000 restants, dit l'auteur de l'article cité, *se glissent dans les poches des officiers de la couronne*. Cependant, l'avantage ou l'honneur de payer cet impôt n'est pas obtenu facilement; plus d'un inventeur s'est présenté vainement aux commissaires chargés de cette distribution, et souvent les refus ont été motivés par des subtilités grammaticales: le fameux Watt faillit perdre sa patente pour la construction des machines à vapeur de son invention, parce qu'il demandait le privilège de l'application d'un *principe*, et qu'un principe n'est pas un objet de commerce. D'autres exemples de décisions bizarres sont rapportés dans cet article, et les rapports de la commission de la chambre des communes sur cet objet en fourniraient un bien plus grand nombre.

On regrette que les justes réclamations de M. Babbage en faveur des sciences, et les plaidoyers de ses avocats aient une teinte de dépit sans dignité, de l'aigreur de l'amour-propre blessé, plutôt que du sentiment d'un injustice à réparer. Une aussi noble cause ne permettait peut-être point de descendre jusqu'au sarcasme, et, à plus forte raison, elle inter-

disait l'expression des petites animosités. Mais, tel qu'il est, ce livre aura fait beaucoup de bien, et peut-être fallait-il qu'il excitât une sorte de scandale, une agitation passagère dont l'effet sera de faire connaître le mal, d'appeler l'attention générale sur les causes qui l'ont produit; cette connaissance amènera tôt ou tard celle du remède, et son application.

Il est inutile, sans doute, de repousser loin de M. Babaye le reproche d'avoir déversé le blâme ou le ridicule sur les amis des connaissances utiles qui, sans contribuer à leurs progrès par des recherches ou leurs propres lumières, veulent au moins les aider de leur bourse, et se rendre ainsi très-dignes de la reconnaissance publique. Pour qu'une association, qui se consacre aux sciences ou aux arts, puisse atteindre son but, il faut qu'elle réunisse en quantité suffisante deux choses également indispensables, des talens et de l'argent. Chacun des associés acquitte sa contribution selon ses facultés; tout est mis en commun; administré avec économie, habilement employé, et c'est ainsi que d'importans résultats sont obtenus sans faste, quelquefois par des moyens que l'on eût jugés très-insuffisans. L'esprit dont ces sociétés sont animées, en bannit la morgue du savoir; elles sont ce que devrait être toute société humaine, l'intérêt de tous y est consulté avant tout, et réprime les suggestions de l'intérêt privé. Malheureusement, les corps savans ne donnent pas toujours ce bon exemple; l'esprit de *corporation* s'y est manifesté plus d'une fois, et il y a produit ses effets ordinaires : on a perdu de vue le but de l'institution, et de petites passions ont dirigé les actes ou les choix. C'est ainsi que de très-bons esprits ont été conduits à révoquer en doute l'utilité des académies, au lieu qu'ils ont toujours reconnu que tout peut être fait en faveur des sciences et des arts par le seul concours des sociétés libres. Cette opinion, qu'il n'est peut-être plus opportun de discuter aujourd'hui, sera jugée d'après les grandes expériences du nouveau monde; quelques-unes des nouvelles républiques américaines adopteront sans doute la maxime de *laisser faire*, à l'imitation des États-Unis, et, suivant les succès qu'elles auront obtenus dans la culture des sciences, l'Europe saura choisir entre leur méthode ou celle que l'on suit actuellement.

FERRY.

12. STATISTIQUE DU GRAND-DUCHÉ DE BADE. (*Jahrbucher der Geschichte und Staats Kunst*; sept. 1830, p. 238.)

Sous le rapport de la statistique le grand-duché de Bade est jusqu'à présent moins connu que d'autres états de l'Allemagne.

Voici quelques données officielles sur la statistique de ce duché.

CERCLES.	POPULATION DE 1827.	ACCROISSEMENT DE POPULATION DE 1819 à 1827.	IMPÔT PAR TÊTE.		
			IMPÔT FORCÉ.	IMPÔT SUR L'INDUSTRIE.	TOTAL.
Cercle du lac.	186,093	13,5 p. 070	1,7 fl.	0,4 fl.	2,1 fl.
Dreisam.	271,713	11	1,9	0,6	2,5
Kenrig.	207,178	14,075	1,7	0,5	2,2
Murg et Pfuns.	201,119	12,25	1,7	0,5	2,2
Neckar.	198,010	13,03	1,8	0,6	2,4
Maiz et Tauber.	100,649	11,075	1,6	0,4	2
Ville de Carlsruhe.	19,520	23,2			
TOTAL.	1,164,282	12,8	TOTAL MOYEN. } 1,73	0,5	2,23

On compte 4,280 habitants par mille carré.

Dans une période de neuf années il y a sur 146 habitants un mariage, et sur 39 un décès; en 1827 il y a eu un décès sur 41 $\frac{1}{2}$ habitants. Dans cette année le rapport des naissances et des décès était comme 3 à 2. Dans huit années la population s'est accrue dans la proportion suivante :

Catholiques. 12 $\frac{1}{4}$ p. 070.

Protestans. 12 $\frac{1}{10}$.

Juifs. 13 $\frac{8}{5}$.

Nombre des familles 1822, 223,900, c'est-à-dire 5 $\frac{1}{2}$ habitants par famille.

Une chose digne de remarque, c'est que le cercle le plus riche (Dreisam) est le moins favorisé sous le rapport de l'augmentation de la population.

C'est peut-être un résultat de la situation montagneuse de ce pays et de la grande propriété foncière. D'après la mesure de l'accroissement de huit années, on peut évaluer le nombre des habitants à 1,201,000 pour 1829, et à 1,220,000 pour 1830.

M. Wagner de Neckarbischoffsheim, dans le cercle de Neckar, a décrit d'une manière digne d'imitation, sur un tableau statistique en grand in-f°, son bailliage qui est situé entre Heidelberg et Heilbronn sur un plateau élevé d'environ 500 à 800 pieds. Les chiffres sont tellement exacts qu'ils méritent d'être rapportés.

Habitans, 12,872; familles, 2,655. Dans ce nombre on compte 1,540 hôteliers et journaliers, 3 propriétaires fonciers nobles, 23 employés médecins et avocats, 14 curés, 2 apothicaires, 8 chirurgiens, 52 marchands, 2 villes avec 1,665 et 1,666 habitans (*Waibstadt Bischoffsheim*).

Maisons 2,168 assurées pour 1,932,950 fl. d'après une taxe officielle. Capital des impositions 11,056,925 fl.

Propriété foncière.	22,749	journaux de terre.
Prés.	12,715	
Vignobles	164	
Jardins.	399	
Forêts.	11,388	
	37,415	journaux.

L'état possède.	125 j.
Les prop. foncières.	5,432
Les communes.	8,825 princip. en forêts.

État du bétail.

Chevaux.	568
Bœufs.	220
Vaches.	1,482
Id. à lait.	2,631
Brebis.	5,161
	Communes. Eglises.
Revenus.	17,603 7,643
Capitaux prêtés.	22,76 110,009
Dettes.	32,036 »
	C. R.

13. UEBERSICHT DER STRAFRECHTS PFLEGE. — Coup d'œil sur l'administration de la justice dans le duché de Bade. In-4°. Carlsruhe, 1830.
L'auteur de l'article du *Journal de Heidelberg* qui rend

compte de ce travail, est M. Zacharie, si célèbre par ses ouvrages de législation et de participation aux débats parlementaires du duché de Bade. La Prusse seule possédait des tableaux annuels sur l'administration de la justice; la Bavière annonçait dans ses feuilles une publication de ce genre; mais rien encore n'approchait du *compte rendu* que la France voit paraître tous les ans. L'introduction n'est qu'un résumé fort bien raisonné des résultats offerts par ce livre qui a trois sections principales. Dans la première, les décisions de la cour suprême et des quatre autres cours (*Hofgerichte*); dans la seconde, les décisions des bailliages; dans la troisième, l'indication des faits à raison desquels on n'a pu exercer de poursuites, tels que les homicides par accident, les suicides; aussi a-t-on remarqué avec justice que le travail du ministère badois s'étend même à des objets que notre *compte rendu* ne touche pas.

P. DE GOLBÉRY.

14. BEWEGUNG DER BEVÖLKERUNG VON FRANKFURT AM MAIN, etc.

— Mouvement de la population de Francfort-sur-le-Mein, à partir de 1817 jusqu'en 1828; par M. BICKES, cap. de caval. du roi de Bavière. (*N. allg. geog. und statis. Ephem.*; Tom. XXX^e, 8^e. n^o. de 1830).

Les générations se succèdent avec une effrayante rapidité; mais au milieu de cette lutte éternelle de l'existence et du néant, de cette destruction sans cesse renaissante, on aperçoit une sagesse, une harmonie admirables dont la profondeur n'a pas échappé à l'œil observateur du philosophe. Les circonstances qui président à la conservation de la vie chez les individus sont subordonnées à l'influence du climat, à celle de la religion, des mœurs et des lois. Il importe donc au savant, au législateur de connaître dans quelle proportion la population disparaît ou augmente, selon telle ou telle circonstance; et c'est au moyen des tableaux comparatifs du mouvement de la population d'une ville ou d'un empire dans une période donnée, qu'on parvient à découvrir les causes de sa multiplication rapide ou de son amoindrissement. Le résultat des longues recherches de M. Bickes sur le mouvement de la population à Francfort-sur-le-Mein, dans ces douze dernières années, conduit à ce but.

I^{er}. TABLEAU. — *Naissances par mois depuis 1817 jusqu'en 1828.*

MOIS.	1817	1818	1819	1820	1821	1822	1823	1824	1825	1826	1827	1828	TOTAL.
Janv. .	98	94	98	120	96	91	85	85	87	103	103	93	1,753
Fév. .	95	85	92	85	77	72	74	72	75	88	84	86	995
Mars. .	88	82	99	96	95	102	99	87	101	97	72	84	1,102
Avril. .	116	85	108	88	79	84	88	89	104	87	95	107	1,130
Mai. .	103	87	92	95	94	91	81	112	109	93	88	89	1,134
Juin. .	91	81	115	84	97	97	89	65	83	89	89	93	1,075
Juillet.	78	98	98	111	85	92	83	85	87	91	86	76	1,070
Août. .	90	114	101	100	85	85	86	101	84	93	90	90	1,119
Sept. .	103	103	93	89	95	73	86	86	79	73	103	99	1,082
Oct. .	75	105	74	103	90	79	78	75	89	92	87	76	1,027
Nov. .	81	97	94	100	91	82	83	104	85	82	86	83	1,068
Déc. .	90	103	118	119	108	80	89	85	79	76	81	82	1,110
TOTAL.	1,103	1,134	1,186	1,190	1,092	1,028	1,021	1,046	1,062	1,064	1,064	1,070	13,065

II^e. TABLEAU. — *Décès par mois.*

MOIS.	1817	1818	1819	1820	1821	1822	1823	1824	1825	1826	1827	1828	TOTAL.
Janv. .	109	112	95	130	97	92	125	113	79	133	92	94	1,271
Fév. .	68	84	104	108	81	86	84	98	99	106	90	100	1,108
Mars. .	68	97	112	118	111	101	92	114	112	141	103	104	1,273
Avril. .	123	120	107	108	102	93	111	109	110	120	76	115	1,294
Mai. .	114	110	116	106	89	92	91	90	101	108	94	95	1,211
Juin. .	95	105	97	94	100	113	83	95	85	97	86	73	1,123
Juillet.	93	94	96	79	69	107	83	88	86	115	91	79	1,050
Août. .	93	106	94	84	80	90	88	73	88	131	107	72	1,096
Sept. .	88	82	98	89	72	70	89	72	78	91	92	76	997
Oct. .	103	92	110	76	71	59	87	80	75	106	97	81	1,037
Nov. .	83	82	79	73	62	108	86	74	78	78	84	67	955
Déc. .	99	103	101	98	78	77	84	72	80	85	82	64	1,023
TOTAL.	1,136	1,188	1,209	1,163	1,012	1,088	1,103	1,053	1,081	1,301	1,094	1,020	13,438

Mois de la naissance.	Nombre proportionnel.	Mois de la conception.
1. Janvier.	1,0590	Avril.
2. Mai.	1,0415	Août.
3. Avril.	1,0378	Juillet.
4. Août.	1,0284	Novembre.
5. Décembre.	1,0195	Mars.
6. Mars.	1,0121	Juin.
7. Septembre.	0,9937	Décembre.
8. Juin.	0,9874	Septembre.
9. Juillet.	0,9826	Octobre.
10. Novembre.	0,9810	Février.
11. Octobre.	0,9432	Janvier.
12. Février.	1,9138	Mai.

Total. .	12,0000
-----------------	----------------

1. Avril.	1,1555
2. Mars.	1,1368
3. Janvier.	1,1350
4. Mai.	1,0815
5. Juin.	1,0029
6. Février.	0,9894
7. Août.	0,9787
8. Juillet.	0,9376
9. Octobre.	0,9260
10. Décembre.	0,9135
11. Septembre.	0,8903
12. Novembre.	0,8528

TOTAL.	12,0000
---------------	----------------

HOMMES

[illegible]

FEMMES.

AGE.	1817	1818	1819	1820	1821	1822	1823	1824	1825	1826	1827	1828	TOTAL.	Total, non compris les mort-nés.
De 1 mois et au-dessous.	75	76	62	63	63	59	55	81	58	69	53	58	772	477
De 1 mois à 1 an.	107	112	112	93	91	110	82	92	89	82	93	80	1,143	1,143
De 1 an à 7.	37	43	44	38	22	33	31	32	31	67	24	33	435	435
De 7 ans à 20.	29	24	34	52	21	21	23	26	26	55	17	19	347	347
De 20 ans à 25.	19	18	20	24	14	16	16	22	18	25	18	11	221	221
Au-dessus de 25.	286	314	327	330	276	291	349	261	311	336	329	297	3,707	3,707
TOTAL.	553	587	599	500	487	530	556	514	533	634	534	498	6,625	6,330
Mort-nés.														295
TOTAL.														6,625

Mort-nés des deux sexes.

Année.	1817	1818	1819	1820	1821	1822	1823	1824	1825	1826	1827	1828	TOTAL.
NOMBRE TOTAL.	79	79	68	56	65	58	56	50	45	45	41	47	689

Proportion entre les enfans mort-nés des deux sexes.

HOMMES.	394	} 689
FEMMES.	295	

Proportion de la mortalité entre les deux sexes.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		LES 2 SEXES RÉUNIS.		Avec chaque classe suivante.
	Nombre des décès.	Proportion.	Nombre des décès.	Proportion.	Nombre des décès.	Proportion.	
De 1 mois et au-dessous.	635	989	477	754	1,112	872	} 2,691
De 1 mois à 1 an.	1,176	1,832	1,143	1,806	2,319	1,819	
De 1 an à 7.	407	634	435	687	842	661	
De 7 ans à 20.	313	489	347	548	660	518	
De 20 ans à 25.	318	496	221	349	539	423	
Au-dessus de 25.	3,570	5,560	3,707	5,856	7,277	5,707	10,000
TOTAL.	6,419	10 000	6,330	10,000	12,749	10,000	
Mort-nés.	349		295		689		
TOTAL.	6,813		6,625		13,438		

V^e. TABLEAU. — *Nombre des enfans des deux sexes nés dans la période de 12 ans, des enfans illégitimes, des jumeaux, des mariages, chez les chrétiens et chez les juifs, ainsi que le nombre des décès chez ces derniers.*

ANNEES.	NAISSANCES.		ENFANS ILLÉGITIMES.	JUMEAUX.	MARIAGES DE CHRÉTIENS.	JUIFS.		
	hommm.	femmm.				Nais- sances.	Mariages	Décès.
1817	536	572	231	11	304	89	13	92
1818	586	548	224	12	301	104	14	85
1819	592	594	240	16	271	83	12	99
1820	614	576	277	14	297	84	15	99
1821	570	522	118	10	291	74	18	82
1822	524	504	100	10	228	70	19	95
1823	525	496	73	5	241	71	15	80
1824	533	513	103	17	246	70	21	82
1825	562	500	141	17	226	68	14	65
1826	542	522	153	9	238	72	15	97
1827	535	529	148	11	238	58	15	86
1828	536	534	170	13	258	64	21	83
TOTAL.	6,655	6,410	1,978	145	3,139	907	192	1,045

VI^e. TABLEAU.

I. Fécondité des mariages.

	Nés.	Mariés.	Enfans par un mariage.
Chrétiens.	12,158	3,139	3,870
Juifs.	907	192	4,724
Total.	13,065	3,331	3,922
Avec les morts-nés. 13,754			4,129
Enfans légitimes. . 11,087			3,328

II. Rapport des naissances chez les deux sexes.

Les enfans du sexe masculin sont à ceux du sexe féminin,
comme 509 à 491.
Les enfans légitimes aux illégitimes, comme 56 à 10.
Les enfans mort-nés, comme 19 à 1.
Les jumeaux, comme 90 à 1.

III. Changement dans la population.

Chrétiens.	nés. . . 12,158
	morts. . 11,704

Accroissement en 12 ans. 454

Juifs.	nés. . . 907
	morts. . 1,045

Décroissement en 12 ans. 138

L'accroissement total de la population est de . . . 316 individus

VII^e. TABLEAU. — Comparaison avec quelques autres villes.

BRUXELLES *			PARIS * ET PALERME.				NEW-YORK.	
NAISSANCES EN 18 ANS, DE 1807 à 1824.			NAISSANCES.		DÉCÈS.		DÉCÈS EN 11 ANS, 1816 à 1826.	
ET DE 1819 à 1824.			Paris, 85 ans.		Palerme, 1806 à 1825.		Proportion sur 12,0000.	
1. Mai. . . .	1,1570	1. Janvier. . .	1. Février.	Janvier.	1. Avril.	Octobre.	Janvier. . . .	0,8933
2. Juin. . . .	1,0991	2. Décembre. .	2. Mars.	Mars.	2. Mars.	Janvier.	Février. . . .	0,8059
3. Juillet. . .	1,0799	3. Février. . .	3. Janvier.	Décembre.	3. Février.	Décembre.	Mars.	0,8933
4. Avril. . . .	1,0403	4. Mars. . . .	4. Avril.	Février.	4. Mai.	Novembre.	Avril.	0,8730
5. Mars. . . .	1,0173	5. Avril. . . .	5. Septembre.	Novembre.	5. Janvier.	Septembre.	Mai.	0,8634
6. Août. . . .	0,9893	6. Mai.	6. Août.	Octobre.	6. Février.	Août.	Jun.	0,7812
7. Février. . .	0,9679	7. Novembre. .	7. Octobre.	Novembre.	7. Juin.	juillet.	juillet.	1,1466
8. Septembre. .	0,9559	8. Octobre. . .	8. Mai.	Septembre.	8. Septembre.	Février.	Septembre. . .	1,3013
9. Janvier. . .	0,9492	9. Jun.	9. Novembre.	Août.	9. Octobre.	Mars.	Octobre. . . .	1,1611
10. Décembre. .	0,9401	10. Septembre. .	10. Août.	Mai.	10. Novembre.	Jun.	Novembre. . .	0,9538
11. Novembre. .	0,9033	11. Août. . . .	11. Juin.	juillet.	11. Août.	Mai.	Décembre. . .	0,9132
12. Octobre. .	0,9012	12. Jun. . . .	12. Décembre.	Jun.	12. juillet.	Avril.		
Fraction irréductible. 2	11,9998	Fraction irréductible. 3					Population en 1816. 111,830	
							Id. en 1826. 176,190	

* Voir le *Bulletin* univ., sect. VI, tom. VII, n. 93.

15. ÉMIGRATION DES SUISSES AU BRÉSIL. (*Feuille du canton de Vaud* ; 1830, n°. 208.)

M. Ricou, de Lausanne, consul de la Suisse à Fernambuco, adressa au directoire fédéral, en 1829, un mémoire où il discute les avantages que les Suisses pourraient espérer en formant des établissemens agricoles dans le Brésil. Il détruit de flatteuses illusions, et ne laisse à l'imagination aucun moyen de les renouveler. C'est par des calculs fondés sur les données qu'il a recueillies avec soin, et en supposant les chances les plus favorables, qu'il estime les dépenses et le revenu des principales exploitations auxquelles on peut se livrer dans ce pays, ainsi que les fonds que chacune exige. Il fait voir qu'une sucrerie ne rapportera pas plus de cinq pour cent au propriétaire intelligent et laborieux qui en surveillera tous les détails ; que la culture du coton ne sera pas plus lucrative ; que les champs consacrés à la production des plantes alimentaires nommées *vivres* par les colons européens ne convient qu'aux cultivateurs qui savent se borner au plus strict nécessaire, au point de se passer même de chaussure ; que l'éducation des bestiaux expose les immigrans à des contrariétés et à des mécomptes dont il est très-difficile de se préserver. Quant à ceux qui n'apporteraient que leurs bras et leur travail, quand même ils ne seraient pas exposés à la funeste influence du climat, d'autres misères ne manqueraient point de les atteindre, car elles n'épargnent pas même les Portugais d'Europe mieux préparés pour les climats chauds, et qui n'ont pas à apprendre la langue du pays. M. Ricou termine ainsi son rapport : le Brésil est un beau pays, riche des dons de la nature ; mais, dans son état actuel, les Suisses ne doivent pas songer à y faire des établissemens de culture ; ils peuvent y venir, même s'y fixer temporairement, mais comme négocians pour y faire des affaires, et retourner passer le reste de leurs jours dans leur heureuse patrie... Sice rapport qui, à mon avis, serait très-utile à ceux de mes compatriotes qui, animés d'un désir d'émigrer, malheureusement trop fréquent, songeraient à se fixer dans cette province, ou même, en général, au Brésil, pouvait prévenir l'exécution de leurs projets, je considérerais l'établissement du consulat que vos excellences ont créé à Fernambuco comme suffisamment justifié, quand il ne devrait avoir que ce seul résultat.

F—Y.

16. *ESSAI SUR LA STATISTIQUE DU CANTON DE BERNE*, par L.-E. ANDRÉ, membre de la Société helvétique de Paris. In-8°. de 330 p. avec une carte; prix 7 fr. Paris, 1828; Silvestre fils.—Genève, Barbezat et de Delarue.

Nous n'avons eu que fort tard connaissance de cet ouvrage, et nous nous bornerons à l'enregistrer dans nos annales et à le signaler à ceux de nos lecteurs qu'il peut intéresser.

Le livre 1^{er}. est consacré à une carte de géographie physique du canton de Berne. Le 2^e. offre des renseignements statistiques et historiques, mais en général cet ouvrage n'est point traité avec la méthode et dans l'esprit qui guide aujourd'hui les auteurs d'écrits de cette nature. Il faut des faits, des faits en grand nombre et comparés, des résultats numériques disposés en tableaux. L'ouvrage qui nous occupe offre un discours, un narré, et présente trop peu de ces faits propres à faire bien apprécier l'état réel du pays auquel il est consacré.

Tel qu'il est cependant il sera consulté utilement, mais il est à désirer que nous possédions, sur cet important canton de la Suisse, une statistique complète, et telle que celle du département de la Seine en offre un exemple. D.

17. *BEITRAEGE ZUR BEURTHEILUNG DER VORTHEILE*, etc.—Matériaux pour servir à l'examen des avantages que pourrait présenter la colonisation d'une partie des vallées des Alpes, comparativement aux institutions de bienfaisance et maisons de force établies dans les villes et dans les villages; par KASTNER. In-8°. de x et 32 p., avec 13 tab. in-fol. oblong. Leipzig, 1827; Fleischer. (*Heidelb. literat. Annal.*; 1827, 7^{me}. année, act. p. 1039.)

L'auteur de cet opuscule a vivement senti la nécessité de créer un asile à la population toujours croissante dans les vallons, alors que le morcellement de la propriété foncière est arrivé à son plus haut terme, sans que les travaux industriels présentent une grande sécurité; le nombre sans cesse croissant des pauvres dans plusieurs contrées de la Suisse, et la multitude d'individus privés d'une patrie, qui si l'on ne vient à leur secours seront irrésistiblement entraînés au crime, appellent des mesures qui ne sauraient être différées sans danger.

L'auteur établit une comparaison entre les hopisces et les colonies de pauvres, et, comme on le conçoit aisément, il préfère les colonies. Il calcule ensuite les frais de la colonisation ; il compte pour chaque famille huit arpens de terre vaine, et vague et trois arpens de terre arable. En comprenant dans la somme des frais le prix d'achat des terrains, l'établissement de 50 familles ou de 250 individus coûterait 76,500 f. de Suisse, sans compter les frais de surveillance et d'éducation. Les frais porteront intérêt à partir de 10 ou de 15 ans, et les colons auront toutes les facilités nécessaires pour se procurer avec le temps une propriété libre ; l'expérience a déjà pleinement démontré les avantages qui résultent des colonies de pauvres. En effet les établissements de Frédériksvord et de Wortel, dans les Pays-Bas, et de Frédériksgabe, dans le duché de Holstein, prospèrent chaque jour davantage. L'auteur conseille aussi d'employer à la culture des terres les condamnés, et pense que cette mesure serait aussi utile à la santé de ces derniers, qu'avantageuse à la chose publique. Pour répondre aux personnes qui penseraient que les Alpes ou leur situation élevée ne sont point favorables à la culture, l'auteur donne sur 13 tableaux un aperçu général des élévations au-dessus du niveau de la mer, jusques auxquelles toutes les plantes utiles de la Suisse peuvent être cultivées avec succès, d'après les expériences faites jusqu'à ce jour. C. R.

18. NOTICE SUR LA VALLÉE D'AOSTE ; par M. le général comte DE LOCHE. (*Mémoires de la Société académique de Savoie*; T. I^{er}, p. 237, année 1825.)

M. le comte de Loche a renfermé, dans cette notice, des documens sur la géographie, les antiquités, l'histoire, l'agriculture, la population et l'histoire naturelle de la vallée qu'il décrit. Nous omettrons ce qui est relatif aux antiquités et à l'histoire de ce pays, afin de nous renfermer dans les limites les plus rigoureuses de la statistique.

Géographier. — Les plus hautes sommités des Alpes circonscrivent le bassin de la Doire ; le Mont-Blanc, le Mont-Rose, le Mont-Cervin, le grand Saint-Bernard, etc., lui formeraient une ceinture de neiges éternelles, si quelques cols, d'un passage difficile, n'en interrompaient la conti-

nuité. La longueur de la vallée est de 45 milles d'Italie (16 lieues). Une multitude de vallées secondaires y aboutissent , amenant à la Doire les eaux des torrens qui vont grossir cette rivière. Les débris entraînés par ces torrens ont formé , à leur embouchure , de petites plaines dont l'étendue est relative au volume des eaux dont elles tirent leur origine ; les déplacemens de terrains y continuent encore , et des marais se sont formés ; on pourrait faire écouler ces eaux stagnantes , rendre à la culture les excellentes terres qu'elles couvrent , et purifier ainsi l'air du fond de cette vallée. On propose de fixer le lit de la Doire , comme on a fixé celui du Pô.

Agriculture. — La surface cultivable n'est guères que le cinquième de toute la superficie de cette vallée : le reste est occupé par des glaciers, des rochers, des pâturages, des terres arides et des forêts. Le noyer et le châtaignier, l'amandier et les arbres fruitiers de l'Europe tempérée, la vigne même, prospèrent dans les positions abritées; le maïs et la pomme-de-terre y sont plus utiles que le seigle et le froment ; mais les prairies, fécondées par des irrigations bien dirigées, peuvent être considérées comme la richesse du pays, quoique la fabrication des fromages y soit demeurée dans un état d'imperfection qui ne tient nullement à la qualité du laitage, mais seulement aux habitudes des fermiers. Les abeilles sont aussi d'une assez grande ressource, et l'on tire aussi quelques profits de la poix de l'*Abies picea*. On exporte des noix et des amandes, ainsi qu'un raisin muscat nommé *chambave* dans le pays. M. le comte de Loche pense que les excellens fruits à pepin de cette vallée pourraient être aussi un objet de spéculation qui ajouterait beaucoup à l'aisance des habitans.

Population. — En 1825, on comptait, dans la vallée d'Aoste, 65,645 habitans. Les goîtres, qui déforment un grand nombre d'individus au fond de la vallée, n'affectent pas les montagnards, non plus que le crétinisme. M. le comte de Loche affirme que ces maladies locales peuvent disparaître totalement, et qu'elles ne dépendent ni de l'air ni des eaux, comme on l'a dit et écrit très-souvent. A l'appui de son opinion on peut citer des lieux où l'on ne voit plus maintenant aucun goître, quoiqu'ils y fussent encore très-nombreux vers le milieu du 18^e. siècle; l'abbé Grégoire avait observé ce chan-

gement dans l'ancienne Lorraine, et principalement dans quelques villages aux environs de Metz.

Histoire naturelle. — On pense bien que la minéralogie d'une partie considérable de la chaîne des Alpes est riche et variée. La mine de cuivre d'Ollemont, et celle de fer de Cogne alimentent des exploitations considérables. La pierre ollaire sert, comme dans d'autres vallées des Alpes, à faire des poêles d'une très-longue durée. Des sources d'eaux minérales ont quelque réputation, et les villages de *Pré-Saint-Didier* et de *Cour-Mayeur* sont, dans la belle saison, le rendez-vous de sociétés choisies. La vallée de Cour-Mayeur offre aux curieux le célèbre *Trou des Romains*, labyrinthe de galeries d'où ces conquérans firent, dit-on, tirer autrefois, par les peuples vaincus, de l'or, dont ces montagnes conservent à peine quelques traces. Quant aux plantes et aux animaux, la vallée d'Aoste ne diffère point des autres parties du versant des Alpes, vers les plaines de la Lombardie et du Piémont.

19. DELLE PIE CASE ISRAELITICHE, etc. — Discours du Dr. MOISE SUSANI, prononcé le 1^{er}. mai 1828, à l'occasion de l'ouverture de l'une des maisons pieuses israélites de refuge et d'industrie de la ville de Mantoue, et de l'inauguration d'un monument érigé à S. M. François II (1). Mantoue, de l'imprimerie virgilienne de L. Caranenti; 34 pages. (*Annal. univ.*; Vol. 16, juin 1828, p. 313.)

La société israélite de Mantoue, persuadée que la preuve la plus certaine du sentiment religieux consiste dans la charité envers le prochain, institua, en l'année 1825, pour le soulagement de ses pauvres, une maison d'industrie et de refuge.

S. M. I. et R., se trouvant à Mantoue, le 1^{er}. mai de cette même année, honora de sa visite cet utile établissement. Pour répondre à cet honneur, d'autres l'auraient payé par de grandes protestations de reconnaissance; la société israélite a fait plus : elle a décidé d'augmenter le nombre de jeunes gens à instruire dans les arts, afin que la pieuse et auguste visite fût éternisée par un acte de bienfaisance, et elle a voulu que son vœu fût gravé sur le marbre du piédestal qui est couronné par le buste du souverain.

(1) Il n'y a nul doute que le texte italien ne fasse une erreur en disant François I^{er}. au lieu de François II. (*Note du trad.*)

Le 1^{er}. mai de cette présente année , destiné à fêter l'anniversaire de la visite du monarque , à l'inauguration du monument de reconnaissance et à l'installation de la nouvelle maison d'industrie , la société israélite , représentée par sa commission de charité , honorée de la présence des autorités civiles et militaires , réunis dans une des salles de l'établissement , a exposé au public les produits des diverses industries qui s'y exercent , et a distribué , aux jeunes gens les plus méritans , les témoignages des éloges qui lui sont dus. A cette occasion , M. le Dr. *Moïse Susani* a prononcé le discours que nous annonçons.

Ce discours est plein de sentimens d'humanité , et est écrit avec une logique sage. L'auteur adopte cette maxime , que les institutions de charité doivent être appréciés , non pour les malheurs qu'elles soulagent , mais bien pour ceux qu'elles préviennent , et en général il parle au public , auquel il s'adresse , le noble langage de la philosophie , tandis qu'autrefois , dans des cas semblables , on s'entretenait avec dédain de la lecture de quelque sonnet.

T.

20. SULLA EROGAZIONE DES' SUSSIDI ELEMOSINARI. — Sur la distribution des secours charitables , et sur l'établissement des maisons de travail , d'asile , etc. ; par FOLCHINO SCHIZZI. Br. in-8°. de 15 p. Cr mone , 1826. Imprimé aux frais de Luigi de Micheli. (*Bibliot. ital.* ; fév. 1827 , p. 266.)

L'auteur de cette brochure , dit le journal cité , invoque , en faveur de la ville de Cremona , l'application de la loi qui supprime la mendicité ; il voudrait que l'on n'accordât plus de secours gratuits aux personnes valides , et que le travail fût l'unique condition des secours. Aux femmes indigentes , qui reçoivent l'aumône pendant le temps qu'elles allaitent leurs enfans , il impose l'obligation de présenter , à la fin de chaque mois , une quantité donnée de travail , exécutée avec des matières premières fournies par la maison d'industrie , et , dans ce cas , elles recevraient un salaire , et subsidiairement des secours. L'auteur entre ici dans des détails sur la qualité du travail à introduire , sur le mode d'en utiliser les produits , sur l'usage où l'on est d'accorder des alimens en nature dans lesdits cas de travail , usage qu'il condamne , etc. Voici un aperçu des nouveaux genres de travail qu'il propose de substituer aux anciens.

« A Crémone, par exemple, dit-il, on pave tous les ans nombre d'appartemens avec des pierres ou dalles carrées et polies. A ce mode de pavage on oppose la dépense de la préparation des matériaux, dont on calcule le prix à raison de quatre centimes environ la pièce; mais ce travail préparatoire pourrait occuper, pendant l'hiver, un certain nombre de maçons manquant d'ouvrage, et à cet avantage d'occuper des bras oisifs, dans la saison morte, se joindrait celui de faciliter aux habitans les moyens d'établir ou de réparer les pavemens de leurs habitations. Une autre branche de travail utile, principalement pour les condamnés, consisterait à tirer parti de la scorie de fer, matière qui, en ce moment, est presque entièrement négligée comme inutile. Réduite en poudre très-fine, elle servirait à donner plus de consistance au ciment que l'on emploie dans nombre de travaux d'architecture, parmi lesquels il faut distinguer les ouvrages hydrauliques exposés aux effets de la gelée. les terrasses découvertes et les pavemens de luxe. Cette scorie entre de même essentiellement dans la composition du mastic de marbre: cette matière pourrait devenir un objet utile de travail et de commerce pour les maisons d'industrie. »

Lorsque les secours sont gratuits, c'est-à-dire lorsque, pour les obtenir, il suffit de se pourvoir d'un certificat d'indigence, *le nombre des individus secourus ne représente pas exactement la mesure de la misère*. A quoi sert-il de dire qu'à Paris, Londres et autres villes, $\frac{1}{10}$, $\frac{1}{9}$ ou $\frac{1}{8}$ de la population vit de secours, et de donner, à cet égard, une notice plus ou moins exacte, si on n'indique pas, en même temps, le mode suivant lequel se distribuent ces secours, et si ce mode est susceptible d'admettre ou d'exclure un grand nombre de pauvres apparens? A Milan, par exemple, un prêtre, dans chaque paroisse, vérifie l'état de pauvreté des pétitionnaires, et, le lundi de chaque semaine, il distribue *publiquement*, à chacun d'eux, *dans l'enceinte de l'église, et après la dernière messe*, un *bon* de la valeur de trois sous par jour, payable par la caisse du Grand-Hôpital. Or, la distribution publique touche de près à l'abus de l'aumône, en ce qu'elle crée un obstacle dans la vanité personnelle. Cet obstacle disparaît, à la vérité, si l'indigent laisse entre les mains du prêtre son *bon* hebdomadaire, pour en exiger, au bout de six mois, la valeur

relative au moyen de laquelle on peut supposer que le pauvre payera le loyer de son gîte; mais le vice inhérent à ce mode est d'avoir quelque chose de plus ou moins commun avec d'autres inconvénients, soit que le prêtre distributeur n'ait pas de fortes raisons pour être économe, soit qu'il puisse ne pas être indifférent à la réputation d'un homme charitable. Quoi qu'il en soit de ce mode de distribution, notre auteur a omis de nous dire quel est celui qui est en usage à Crémone. Il nous apprend bien qu'à la revue de 1824 à 1825, plus de 200 pauvres, qui recevaient des secours, furent reconnus pour en être indignes; mais il a de même négligé d'indiquer quel était, à cette époque, le nombre total des individus qui participaient à ces secours, ce qui ne nous permet pas de déterminer la portée de l'abus. Les *indigens étrangers* pourraient faire à notre auteur un autre reproche, celui d'avoir oublié de faire mention de la population de Crémone; car, en supposant que le nombre des pauvres secourus soit, par exemple, de 1,500 par an, tous ne savent pas quelle est la partie de la population totale représentée par ce nombre,

Du reste, l'opuscule est, suivant la Bibliothèque italienne, écrit dans un excellent esprit, fondé sur de bons principes, et il contient d'utiles suggestions. L.

21. TOPOGRAPHIE DER STADT ROM.—Topographie de la ville de Rome; par Ernest PLATNER, Charles BUNSEN, Édouard GERHARD et Guillaume ROESTEL. 1 vol. in-8°. avec un atlas in-fol. Stuttgart et Tubingue, 1830.

Encore une des conceptions de l'illustre Niebuhr, dont la science ne saurait trop déplorer la perte. Il était ambassadeur à Rome, lorsqu'en 1815 M. Cotta conçut le projet de faire une nouvelle édition du livre de Volkmann Lalande. Niebuhr proposa d'y substituer un travail nouveau. M. Platner se chargea de l'histoire de Rome chrétienne, de ses monumens et de la description des Musées. M. Bunsen, qui succéda à l'ambassade de Niebuhr, entreprit la rédaction. La préface est consacrée principalement à rappeler les ouvrages qui ont traité le même sujet, depuis le Florentin San Gallo jusqu'à nos jours. La 1^{re}. partie est absorbée par les généralités; la 2^{me}. contiendra les descriptions des diverses parties de la ville.

En conséquence, nous possédons déjà les recherches historiques, physiques et techniques; et même, dans le dernier chapitre, nous avons des détails curieux sur les remparts, les portes, les enceintes des diverses époques, puis des tables synchronistiques, un plan et une planche géognostique. Voici maintenant la distribution des volumes à venir : le 2^m. renfermera tout ce qui concerne le quartier du Vatican, et un catalogue complet de Musée; le 3^m. donnera le Capitole, le Forum et les environs. Il en faudra deux encore, dont le dernier nous enrichira, de plus, d'inscriptions importantes. Examinons ce que nous avons sous les yeux, et d'abord les observations sur les longitudes et les latitudes, sur le Tibre, sur l'élévation et l'encombrement de son lit; la comparaison des mesures anciennes et nouvelles. Toutes ces remarques sont de M. Bunsen. M. Hofmann y en a ajouté d'autres sur la nature du sol, sur ses formations, sur les combinaisons produites par l'eau douce, et notamment le Travertino, enfin sur les formations marines et les influences volcaniques. M. Bunsen reprend ensuite la plume, et nous parle de l'*aria cattiva*, du mauvais air, que les défrichemens ont déjà beaucoup assaini. Le 2^m. livre commence par un beau morceau de feu Niebuhr; c'est l'histoire des agrandissemens et de la décadence de la ville; elle est suivie des tablettes synchronistiques et chronologiques qui sont habilement divisées par époques, principalement en ce qui concerne les objets d'art et les monumens. M. Bunsen; auteur de ce travail, entre après cela dans des discussions historiques : 1^o. sur la Rome des rois; c'était d'abord le Palatium des Pélasges; le Pomœrium, selon l'auteur, limitait l'espace où il était permis de prendre les augures; la ville Sabine était sur le Capitole, et communiquait avec l'autre par trois portes; l'Aventin fut le quartier plébéien dès l'origine de la *plebs*. La division de Servius Tullius avait pour base une répartition locale, etc. On passe ensuite aux monumens des rois au nombre de six, et l'on conclut de tout cela que Rome est beaucoup plus vieille que son histoire. Rome république et Rome impériale, sa population, l'incendie de Néron, l'étendue de cette capitale au temps de Vespasien, seront pour le lecteur tout autant de sujets de satisfaction. Nous voici dans Rome chrétienne à discuter avec M. Roestel l'authenticité et la véracité des biogra-

phies pontificales, à faire des recherches sur l'élection des papes, sur les cardinaux. De Constantin à Charlemagne, c'est encore une autre époque, où les destructions et les invasions des Barbares se succèdent. Enfin on va de la renaissance de l'empire d'Occident jusqu'en 1417 : on voit arriver sur la scène l'empereur Henri IV, Robert Guiscard, Rienzi, Pétrarque. Vient le schisme de trente ans, puis le pape Martin V, et l'on descend le cours des âges jusqu'en 1815, à la rentrée de Pie VII. Les appendices contiennent des documens fort curieux, tels que la description de la peste sous Grégoire-le-Grand, une complainte sur l'état de Rome au commencement du douzième siècle. etc. M. Gernhard œuvre le troisième livre par d'excellentes considérations sur les arts, et en particulier sur les sculptures antiques; le second chapitre de M. Platner s'occupe des pierres dont on faisait usage pour l'architecture et la sculpture; là sont signalées toutes les espèces de marbre, là sont comparés tous les noms anciens et tous les noms nouveaux. Les catacombes sont l'objet du troisième chapitre de ce livre; les basiliques et les mosaïques, du quatrième; l'histoire de l'art, du cinquième. Le livre suivant est déjà plus spécialement voué à la topographie du temps de Servius, aux fortifications d'Aurélien; on rejette l'opinion qui veut que Septime-Sévère ait fortifié le Janicule, et l'on démontre que l'on s'est mépris à cet égard sur un passage de Spartien. Cet ouvrage est du premier ordre et par son mérite et par l'importance du sujet. (*Revue encyclopédique*; juin 1831, p. 549.)

22. I. SKIZZEN AUS SPANIEN, etc. — Coup d'œil sur l'Espagne. par V.-A. HUBER. Gottingen, 1829; Vanderhock et Ruprecht.

23. II. ESQUISSES SUR L'ESPAGNE, de V.-A. HUBER, traduit de l'allemand, par Louis LEVRULT. In-8°. de XL et 394 p.; prix, 7 fr. Paris, 1830; Levrault.

M. Huber a mis en scène avec un rare bonheur des personnages dont la situation sociale et politique lui a permis, au milieu des circonstances où se trouvait l'Espagne il y a peu d'années, de peindre avec fidélité les mœurs, les habitudes et le caractère du peuple espagnol. Rien de plus attachant et de plus vrai que son récit pour quiconque connaît

ce peuple et a parcouru l'Espagne. Dans une introduction pleine d'observations vraies, d'aperçus fins et piquans, M. Huber nous donne un aperçu général sur les mœurs espagnoles ; puis il entre en matière.

Son ouvrage est divisé en paragraphes et chapitres qui portent les titres de l'objet dont il veut faire ressortir le tableau : tels que la *Venta*, *Cordoue*, la *Vega de Grenade*, *l'Amour d'une jeune Maja*, *une Promenade publique*, *Nuit de la Saint-Jean à Grenade*, etc.

Le traducteur a parfaitement rempli sa tâche ; il a fait sa traduction d'enthousiasme , on s'en aperçoit : le livre le méritait , et on doit de la reconnaissance à M. Levrault pour avoir fait passer cet ouvrage dans notre langue, surtout avec autant de bonheur.

F.

24. CANAUX D'ESPAGNE. Extr. du *Diccionario geografico-estadístico de España y Portugal*, par M. MINANO ; t. II, p. 318. (*Voy.* sur le projet du canal d'irrigation de Séville à Cordoue , le *Bull.* t. XIX, n°. 42.)

Les projets relatifs à la navigation intérieure de l'Espagne ne datent que de la fin du XVI^e. siècle ; car, bien que l'empereur Charles-Quint eût ordonné, long-temps auparavant, la construction du canal impérial d'Aragon, on ne peut pas ranger ce dernier dans la classe des canaux de navigation, mais bien dans celle des canaux d'irrigation, tel qu'un grand nombre d'autres qui existent en Espagne de temps immémorial et parmi lesquels on doit surtout citer ceux de Valence, de Murcie et de Grenade. Après la conquête du Portugal, le célèbre ingénieur Antoneli présenta à Philippe II un plan général dont le but était de rendre navigables les principales rivières de la Péninsule. Plusieurs de ses projets eurent un commencement d'exécution. Lorsqu'en 1581 ce même monarque se fit reconnaître roi de Portugal, aux Cortès de Tomar, il ordonna à l'ingénieur Antoneli de pourvoir à la navigation du Tage, qui est considéré comme le principal fleuve de l'Espagne, et l'on rapporte qu'en 1582 il vint, dans une chaloupe, de Lisbonne au Pont del Pardo, et qu'il retourna dans cette capitale trois mois après. Pendant les quatre années suivantes, on travailla à quelques passages difficiles que présentait ce fleuve, et en 1587 on construisit à Tolède six

grandes barques qui, en 1588 allèrent de cette ville à Lisbonne, où elles arrivèrent avec un chargement de blé considérable, en quinze jours de navigation. Antoneli assista au départ de ces barques, mais il n'eut pas la satisfaction de les voir revenir, étant mort le 15 mars de la même année. Il paraît que l'on fit en très-peu de temps, et avec un égal succès, un autre voyage avec 500 fanègues de blé; mais on ignore si ces expériences ont été répétées depuis lors. Il n'y a nul doute que les difficultés que l'on éprouva furent très-grandes, et qu'il fut impossible de les surmonter au point d'obtenir une navigation avantageuse. Ce qui est certain, c'est que, le roi ayant exposé en 1583 aux Cortès de Madrid l'importance de cette navigation, toutes les villes du royaume s'offrirent de contribuer à cette entreprise, à l'exception de la ville de Tolède, à laquelle elle paraissait présenter le plus d'avantages, et qui s'opposa avec opiniâtreté à tout ce qui pouvait en favoriser l'exécution. On s'occupa de cet objet à diverses époques des règnes suivans. On reconnut le terrain, on fit des nivellemens et d'autres opérations, principalement sur les quatre principaux fleuves de l'Espagne, tels que le Tage, le Duero, l'Ebre et le Guadalquivir. Parmi ces divers travaux, on doit surtout citer comme les plus importans ceux qu'exécutèrent sur le Tage, en 1640 et 1645, Louis Carduchi et Jules Marteli, dont les plans magnifiques sont calculés d'après de très-grandes échelles, et ceux qui furent entrepris sur les rivières de Manzanarès et de Jarama, par les frères don Carlos et don Fernando Grunemberg, sous la régence de la reine doña Ana d'Autriche, pendant la minorité de Charles II. A la même époque, on s'occupa aussi d'autres projets, tels que ceux des canaux de Murcie, d'Urgel, de Jarama, etc. Le conseiller don Carlos Simon Pontero fit les plus grands efforts pour assurer, vers le milieu du siècle dernier, la navigation sur le Tage. Il envoya à ses propres frais des ingénieurs pour reconnaître ce fleuve, depuis Talavera de la Reina, jusqu'à l'origine du Guadiela, et déterminer l'étendue et le prix des travaux qu'il faudrait faire exécuter. On ne doit pas non plus passer sous silence les travaux entrepris dans les années 1767, 1768 et 1769, par ordre du comte de Aranda, président du conseil de Castille, dans le but de conduire les eaux du Jarama à Madrid, et d'arroser les plaines fertiles de Gudalajara, Mar-

chamalo, la Campina de Alcala, etc., au moyen de eaux du Rio-Henarès. De tous ces projets, aucun n'a été réalisé, bien que plusieurs aient eu un commencement d'exécution. Le premier canal navigable que l'on ait commencé à construire en Espagne, est celui de Castille. Son origine date de 1753, sous le règne de Ferdinand VI, et sous le ministère du marquis de la Enseñada. Ce fut aussi à cette époque que l'on mit la première main à la construction des routes de Guadarrama, de Reynosa à Santander, et d'autres travaux publics destinés à faciliter les communications et à vivifier le commerce intérieur; mais ce fut surtout sous le règne suivant, celui de Charles III, que ce genre d'entreprises utiles fit le plus de progrès. On devait s'attendre à de bien plus grandes améliorations sous le règne actuel de Ferdinand VII, comme le prouve évidemment le décret royal du 22 mars 1818, donné trois jours après son avènement au trône, et qui ordonne la mise en exécution du projet relatif à la conduite des eaux du Jarama à Madrid; mais des événemens imprévus ont mis depuis lors des obstacles insurmontables à toute entreprise de cette nature. Pour donner une idée de l'état actuel des canaux en Espagne, nous parlerons de chacun en particulier, nous émettrons quelques idées sur les grandes lignes de navigation et sur l'influence qu'elles peuvent exercer sur la prospérité générale de la nation.

I. *Canal d'Aragon*. — Ce canal, appelé canal Impérial, fut commencé, pendant les années 1528 et 1529, par ordre de l'empereur Charles V. Son objet fut d'abord de servir de canal d'irrigation, en recevant les eaux de l'Èbre sur le territoire de Fontellas, environ à une lieue au-dessous de Tudela. On établit à cet effet un batardeau dans ce fleuve et des écluses sur 4 ouvertures de 11 palmes (mesure d'Aragon) de hauteur et 9 de largeur, pour introduire l'eau dans le canal. On construisit en outre un palais et quelques maisons pour servir de magasins, et l'on donna à ce département le nom de *Bocál del Rey*. On étendit les irrigations de ce canal jusqu'aux plaines de Sarragosse, et même à ce que l'on prétend jusqu'à celles de Fuentes, en passant sous le Xalon, par trois conduits souterrains en maçonnerie, dont le plus grand avait 5 pieds de largeur. Après ce passage on coupa une colline de 38 pieds de hauteur dans un terrain sablonneux et

graveleux, ce qui fut un des ouvrages les plus difficiles et les plus dispendieux qui se firent alors. Mais ce travail, ayant été ruiné peu de temps après, combla le canal et fut entièrement abandonné. Il resta dans cet état pendant plus de 200 ans. Lorsque Charles III vint de Naples pour occuper le trône d'Espagne, on lui représenta, à son passage à Saragosse, de quelle importance pouvait être la reconstruction de cet ouvrage, et ce monarque conçut dès lors l'idée de faire construire un canal qui, au moyen des eaux de l'Ebre, réunirait aux avantages de l'irrigation ceux de la navigation. Après diverses tentatives infructueuses, on remit enfin aux soins et sous la direction du chanoine D. Ramon Pignatelli tout ce qui avait rapport à cette entreprise. L'entrée des eaux dans ce canal a lieu au moyen d'un batardeau établi dans l'Ebre à 1,470 varas (mesure de 3 pieds) au-dessus de celui qui fut construit sous Charles V. Il a 120 toises de longueur, 17 $\frac{1}{2}$ pieds de largeur, et son élévation au-dessus du sol est de 8 pieds. A l'ouverture se trouve une écluse de 120 pieds de longueur, appelée San-Carlos; elle a 11 portes de 6 pieds de largeur, sur 8 pieds de hauteur et 6 d'épaisseur. Selon la description qu'a donnée de ce canal le comte de Sastago, il s'y introduit par heure 3,921,600 pieds cubes d'eau; mais il paraît qu'il n'y en entre réellement que 2,322,800. Cette construction s'étend jusqu'à environ 2 lieues au-dessous de Saragosse, c'est-à-dire qu'elle a à peu près 17 lieues de 20,000 pieds. La surface des eaux de ce canal a, en général, 64 pieds de largeur (1); mais au pas de Gallur et au Puente-canal du Xalon, elle est réduite à 34 pieds. La hauteur de l'eau est de 9 pieds. Outre l'écluse de l'embouchure, il en existe 9 divisées en 3 groupes. La longueur de chacune, entre les vannes, est de 108 pieds; la largeur au centre est de 30 pieds, aux vannes de 20 pieds; et la hauteur totale est de 23 pieds, dont 10 pieds de chute. Ce canal peut porter des barques de 60 à 80 tonneaux. L'espace qu'il doit arroser lorsqu'il arrivera à Sastago est de 42,521 *cahizadas* (2) de 20 *cuartales* (3). Chaque *cahizada* fait 62,720 pieds de Castille. On a réuni à cette entreprise

(1) Toutes ces mesures sont en pieds français de 6 à la toise.

(2) Etendue de terrain où l'on peut semer un *cahis* de grain (un peu plus de 12 boisseaux).

(3) Mesure de grains, qui est le quart de la fanègue d'Aragon.

celle du canal de Tauste, qui n'est que d'irrigation. Il prend son origine à environ 4,900 *varas* au-dessus du nouveau batardeau, et se termine presque en face d'Alagon, ce qui fait une longueur de 8 petites lieues. La largeur, à la partie supérieure de la maçonnerie, est de 12 pieds; la hauteur de l'eau de 6 pieds; et comme les escarpes sont de 45', la surface de l'eau a 24 pieds de largeur. Selon le comte de Sastago, déjà cité ci-dessus, le produit de ces canaux fut, en 1794, de 1,875,592 réaux; et, selon Garay, il fut, en 1819, de 1,335,592 réaux, de sorte qu'on peut aujourd'hui fixer ce produit de 1,200,000 à 1,500,000 réaux. En outre, la province d'Aragon contribue annuellement d'un million de réaux pour la continuation de cette entreprise. Le canal d'Aragon est un des plus grands canaux de navigation intérieure que l'on connaisse en Europe. On a même critiqué les vastes dimensions d'après lesquelles il a été construit; mais on a reconnu aujourd'hui que ce canal, devant faire partie des grandes lignes de navigation, il serait même préférable que ses dimensions fussent encore plus grandes. Selon le projet, ce canal doit s'unir à l'Ebre à Sastago ou Escatron, et alors la navigation s'effectuera par ce fleuve jusqu'à Tortosa, ou bien on ouvrira un bout de canal latéral avant et après le passage des écluses que l'on doit construire aux batardeaux. Il y a plus de 30 ans que l'on n'a pas avancé ce canal d'une palme, par suite des grandes difficultés que présente la mauvaise qualité des terrains. Les avantages de sa navigation ont été peu sensibles jusqu'à ce jour, et cela n'a pu être autrement, parce qu'il n'avoisine aucun port, aucun marché ou grand point de consommation, quoiqu'il traverse plusieurs districts éminemment riches par les produits de leur sol. Sarragosse et Tudela, dont ce canal forme la communication, possèdent les mêmes denrées en quantité plus que suffisante. La navigation ne peut par conséquent avoir aucun objet entre ces deux points; mais combien ne deviendrait-elle pas importante, si ces deux villes communiquaient avec Tortose ou avec les côtes maritimes? Les avantages produits par l'irrigation qui sont déjà importants aujourd'hui, s'augmenteront considérablement lorsque ce canal arrosera les plaines de Fuentès et autres par lesquelles il doit passer jusqu'à Sastago. La distance d'une lieue, qui sépare de Tudela le point où com-

mençe le canal , ne contribue pas peu à diminuer les avantages de sa navigation.

II. *Canal de Castille.* — On commença à le construire en 1753, sous le règne de Ferdinand VI. Il prend son origine dans la nouvelle ville d'Alar-del-Rey, à 11 lieues de Reynosa et à un peu plus d'une lieue de Herrera de Pisuerga. Il reçoit, à Alar, les eaux du Rio-Pisuerga, au moyen d'un batardeau. Depuis-là jusqu'au Rio-Carrion, près de Calahorra, il se nomme canal du Nord, et a environ 14 lieues de longueur. Depuis le Rio-Carrion, il se dirige vers le sud jusque près de Grigota, où il se détourne au point appelé *El Serron*, prenant alors la direction de Rio-Seco, et passant par Villaumbrales et Becerril de Campos, jusqu'au Despoblado de Sahagun, près de Paredes de Nava, où il se termine actuellement. Ce bout de canal se nomme *canal de Campos* (1), et a à peu près 4 lieues de longueur. Au point de *El Serron*, il se sépare une autre branche selon la direction de Palencia et de Valladolid, sous le nom de *canal du Sud*; il est ouvert jusqu'à *El Soto de los Albures*, et se trouve environ à 3 quarts de lieue avant d'arriver à Dueñas. Cette portion de canal est navigable pendant 2 petites lieues; ce qui fait qu'entre ces 3 canaux il peut y avoir 20 lieues de navigation. La largeur de ce canal devait avoir 40 pieds; mais, en général, la surface de ses eaux n'a pas plus de 36 pieds de largeur. Sa profondeur moyenne est de 6 pieds. Les principaux ouvrages de ce canal sont : 3 écluses de rétention, 1 de précaution, 33 communes, 3 aqueducs, 35 ponts de passage, 3 aqueducs de dessèchement; 3 pentes pour l'écoulement des eaux, 2 batardeaux, 4 ports, 13 ouvertures d'irrigation et une digue de

(1) Depuis que les Castellans savent que par décret du 4 septembre 1828, le roi d'Espagne a secondé le projet de continuer les travaux d'irrigation et de navigation du canal de Campos; ils désirent ardemment de le voir se réaliser. Le roi a pris un certain nombre d'actions, et a nommé une junta composée du capitaine général, président de la chancellerie royale du district de Valladolid, et de plusieurs hommes habiles et expérimentés, qui devra dresser et présenter le plan des conditions des travaux, afin que ceux qui désireraient les entreprendre aient connaissance des garanties et des avantages qui leur sont offerts, ainsi que des obligations qu'on leur impose. Le capitaine général a rendu publique cette résolution du roi. (*Gazeta de Bajona*, 31 octobre 1828.)

radoubage. En outre, il y a des moulins à farine, des papieteries, des moulins à foulon, des oratoires ou chapelles, des maisons et autres constructions plus ou moins importantes. Selon le premier projet, ce canal devait se prolonger d'une part jusqu'à Olea, ou plutôt Golmir, près de Reynosa, à 12 lieues de Santander, et de l'autre jusqu'à Ségovie, passant par Palencia et Valladolid ou dans les environs de ces deux villes. Il peut porter des bateaux de 1,000 à 1,200 quintaux de chargement. Il fut construit dans le double but de la navigation et de l'irrigation; mais on peut dire que jusqu'à ce jour on n'a fait aucun usage de ses eaux pour l'arrosage, et les conduits et les rigoles que l'on a faits dans ce but au canal de Campos se trouvent entièrement comblés. Sous le rapport de sa continuation, il existe diverses opinions relativement au choix de la direction dans laquelle on doit le construire. Les uns veulent que ce soit celle d'Alar à Golmir, afin de s'approcher d'abord le plus possible de Santander; et d'autres prétendent qu'il faut continuer la construction du canal du Sud jusqu'à Valladolid, afin d'avoir à l'intérieur un point important pour le commerce, qui soit le centre où l'on reçoive et où l'on distribue les produits d'une grande partie de la Castille. Cette dernière idée est celle qu'a approuvée le gouvernement, et qui mérite incontestablement la préférence, parce que, selon les calculs qui ont été faits, elle peut être réalisée en trois ou quatre années au moyen d'une dépense de 12 millions de réaux, et qu'elle produira des avantages que, jusqu'à présent, l'on a espéré en vain d'obtenir, vu que ce canal ne passe par aucun point important, ni même dans le voisinage d'un de ces derniers. Il conviendrait alors que le canal de Campos fût continué jusqu'à Rio-Seco, ce qui nécessiterait une dépense d'environ 10 millions de réaux. Les grands avantages qui résulteraient de cette opération serviraient d'encouragement pour procurer les moyens de continuer le canal du Nord, depuis Alar-del-Rey jusqu'à Golmir, ce qui nécessiterait au moins 40 millions de réaux, quoique l'on ait arrêté cette dépense à moins de la moitié de cette somme. Les travaux de ce canal sont parfaitement exécutés et dans un très-bel état de conservation. Les produits de la navigation, des moulins, foulons, etc., pourront s'élever de 260 à 300,000 réaux par ans.

III. *Canal de Manzanarès.* Ce canal commença à être construit sous le règne de Charles III en 1770, par Don Pedro Martinengo et compagnie. Il commence à Madrid un peu au-dessous du pont de Tolède, et sur la rive gauche du Manzanarès où les eaux s'introduisent par infiltration pour alimenter ce canal. Il y a environ 2 lieues $\frac{1}{2}$ de canal, et de la manière dont on y travaille il arrivera en peu temps à Vacia-Madrid, au confluent des Rios Jarama et Manzanarès; mais sa continuation jusqu'à Aranjuez offre de très-grandes difficultés. Les principaux ouvrages de ce canal consistent en 9 écluses, 2 ponts sur lesquels passent les ruisseaux de Abroñigal et de la Gavia; les ouvrages construits à la tête du canal où il reçoit ses eaux, les magasins du port, les habitations des employés, des fours à plâtre, des chapelles, des moulins, des ponts de communication et la maison du garde à chaque écluse. Il y a des plantations d'arbres de chaque côté du canal, qui, ayant été presque entièrement détruites lors de l'invasion des Français, ont été rétablies avec soin, et offriront par la suite une des branches les plus productives de ce canal. La largeur de celui-ci à son origine était de 50 à 60 pieds à la surface des eaux, et sa profondeur de 7 à 8 pieds; mais ces dimensions ont beaucoup varié depuis, et on les a même réduites plus qu'il n'était nécessaire. Les dimensions des écluses sont aussi très-inégales; la première a 90 pieds de longueur, et la seconde n'en a que 76; les autres ont de 80 à 91 pieds, et leur largeur ne va pas au-delà de 16 à 17 pieds.

IV. *Canal de Murcie.* La faculté de faire exécuter ce canal, fut accordée à Don Pedro Pradez et compagnie, par lettres-patentes du 1^{er} septembre 1774 et du 4 juin 1775, qui autorisaient cette compagnie à faire un emprunt de 15 millions de livres tournois, ou de 60 millions de réaux, à fonds perdu. En annonçant ce projet, le supplément à la Gazette de Madrid du 12 décembre 1775, dit: « Ce canal principal de navigation et d'irrigation aura une extension de 43 lieues, en communiquant avec le port de Carthagène, et, d'après ses diverses ramifications uniquement destinées à l'irrigation, il pourra arroser un terrain de 450,000 fanegues. » Ce canal doit être alimenté par les eaux des Rios Gardal, Castril, Rio-Seco, Brabata, Fuentes de Caravaca, Ojos de Archivel, de Luchena, et autres eaux pour l'irrigation des

plaines de Huescar, Lorça, Totana, Fuente, Alamo, Lebrilla, Murcie, Carthagène, etc. Plus tard on y réunit encore les eaux du Guadalentin. La partie terminée commence à la source basse du Guardal. Les dimensions de ce canal à son origine sont de 7 à 10 pieds de largeur de fond, 17 à 22 pieds à la surface de ses eaux, et de $6\frac{1}{2}$ à 7 pieds de profondeur; plus loin elle augmente considérablement; car il a 27 pieds de largeur de fond, 36 à la surface de ses eaux, et 7 de hauteur. Il y a environ 5 lieues de canal ouvert, 2 mines, une multitude de ponts, d'égouts, de murs et d'ouvertures commencés. L'ouvrage le plus difficile et le plus coûteux de cette entreprise, c'est la mine de Topares. Elle a 13,841 varas de longueur, et la plus grande élévation du tertre sur le sol de la mine est de 400 pieds. Selon les reconnaissances et les calculs faits en dernier lieu par le colonel du génie Don Juan Carmona, il faut plus de 100 millions de réaux pour conclure les travaux commencés et exécuter ceux qui manquent, y compris la mine de Topares, pour réunir et faire couler les eaux des rivières qui sont avant la mine, de façon qu'elles coulent aussitôt sur Lorca. Bien que cette somme paraisse élevée, ceux qui ont quelque idée de l'accroissement extraordinaire que les irrigations occasionneraient dans les produits naturels de ces contrées, concevront facilement que, tout en n'atteignant que la moitié des 450,000 fanègues susdites, les avantages qui seront obtenus rendront avec usure les capitaux et les intérêts nécessaires pour cette exécution.

V. *Canal de Guadarrama*. Ce canal devait commencer au Rio Guadarrama, entre Galapagar et Rozas, recevant ses eaux au moyen d'un batardeau très-élevé. On ouvrit d'abord 3 à 4 lieues de canal en construisant un grand nombre d'ouvrages, mais la ruine du batardeau arrivée pendant la construction, fit que l'on abandonna le tout. Le principal objet de ce canal était la conduite des matériaux de construction, de la Sierra à Madrid.

VI. *Canal de San Carlos*. On ouvrit, il y a environ 40 ans, un canal d'un peu moins de 2 lieues de longueur, depuis l'Èbre à Amposta, jusqu'au port de San Carlos ou la Rapita. Il avait pour but de mettre ce port en communication directe avec l'Èbre et Tortosa; mais il fut exécuté avec si peu d'in-

telligence que, peu de temps après son achèvement, il se combla et devint entièrement inutile.

VII. *Canal de Urgel*. Il existe deux canaux de ce nom, commencés en Catalogne. Le premier, approuvé par un ordre royal du 21 août 1816, est en même temps à l'irrigation et à la navigation; sa longueur sera d'environ 24 lieues, et les dépenses sont évaluées à 56,464,176 réaux; le second appelé *subsidaire*, et qui ne doit servir qu'aux irrigations, doit produire une dépense calculée à 19,053,282 réaux, et les rigoles et saignées de tous deux occasioneront une dépense de 3,974,639 réaux, ce qui forme une somme totale de 78,492,097 réaux. Le canal navigable reçut un commencement d'exécution dès qu'il fut approuvé; mais il fit peu de progrès à cause de la faiblesse des moyens employés à son exécution. Le canal subsidiaire fut aussi commencé long-temps auparavant. Le nombre, l'importance et la difficulté des travaux du premier, donnèrent lieu à présumer que les avantages qu'il pourrait procurer ne correspondraient pas aux frais énormes et aux sacrifices qu'exigerait son exécution que l'on abandonna peu de temps après y avoir mis la première main. Les fonds destinés à cette entreprise furent appliqués au canal subsidiaire. Quoique les avantages offerts par ce dernier paraissent plus positifs, les travaux commencés ont présentés tant de difficultés, qu'on a été forcé de les suspendre entièrement, et dans ce moment on reconnaît de nouveau le terrain pour examiner quels sont les moyens les plus propres à employer pour vaincre ces difficultés et continuer les travaux avec toute l'activité possible. Il existe, en outre, une multitude de projets de canalisation, particulièrement pour l'arrosement. Celui du canal de Tamarite de Litera, qui doit être alimenté par les eaux de Cinca, embrasse une si grande étendue de terrains fertiles, que les avantages qui résulteraient de ses irrigations seraient aussi grands que ceux qu'offre le canal impérial, et même supérieurs à ces derniers. Cieza, Calasparra et autres lieux de la rive supérieure de la Segura, ont projeté un canal d'irrigation qui aurait une grande importance, vu l'extrême fertilité, la température élevée de cette contrée, jointe à la pénurie d'eau qu'on y éprouve. Mais ce projet tel qu'il existe n'est pas encore de nature à être mis à exécution. Le calcul des frais, comparé à celui des avantages de cette entreprise, ne

mérite aucune confiance, parce que l'on n'a pas tenu compte, en les établissant, d'un grand nombre de difficultés offertes par le terrain; d'un autre côté, les réclamations des villes de Murcie et Orihuela contre ce projet exigent un examen rigoureux et circonspect, pour s'assurer jusqu'à quel point elles peuvent être fondées, et éviter tout motif plausible de discussion avant de rien entreprendre. Dans les environs de Malaga on a commencé un autre canal d'irrigation, appelé de Torremolinos. Les travaux sont suspendus aujourd'hui, et l'on ne comprend pas comment, dans un pays où l'on récolte les fruits les plus précieux, dont plusieurs nécessitent absolument des irrigations, ce canal n'a pas été terminé, d'autant plus qu'il est d'une exécution très-facile, et que l'accroissement des produits d'une seule année suffirait pour en couvrir les frais. On a projeté un autre canal dans les plaines fertiles de Malaga. Il serait alimenté par les eaux du Guadaljorce. Ce projet n'offre aucune difficulté, et pourrait être exécuté très-promptement. Par conséquent les frais seraient peu considérables, et les avantages qui pourraient résulter de 5 à 6 mille fanègues de terre doivent être facilement pressentis par ceux qui connaissent la valeur des productions de la Hoya de Malaga. A Albacète il existe un canal de 5 à 6 lieues qui fut ouvert pour opérer le dessèchement des lagunes des environs. Il paraît que l'on utilise en irrigation une partie de ses eaux; mais on pourrait encore, avec avantage, donner une extension considérable à ces irrigations. Dans les royaumes de Valence, d'Aragon, de Murcie, de Grenade et dans d'autres provinces il existe une multitude de canaux d'irrigation dont la distribution des eaux se pratique de temps immémorial avec une intelligence et une facilité admirables.

VIII. *Canal de Bétique.* On pourrait nommer ainsi celui qui a été projeté par la compagnie du Guadalquivir, pour être construit de Cordoue à Séville, et qui a été approuvé par un ordre royal, du 11 mars 1819. En considérant les points extrêmes qu'il mettra en communication, le climat, et le territoire par lequel il passera, aucun des canaux construits ou projetés jusqu'à présent en Espagne n'offre une perspective d'avantages aussi grands que celui-ci. Sa longueur est d'environ $24\frac{1}{2}$ lieues. Sa largeur, à la surface des eaux, doit être de 46 pieds, et à sa partie inférieure de 30 pieds. La pro-

fondeur de l'eau doit avoir huit pieds. La dépense totale de ce travail est arrêtée à 72,603,761 réaux. Le projet est divisé en trois sections, qui peuvent être exécutées séparément, afin que, sans attendre l'entière exécution du projet, elles produisent déjà des avantages. De ces trois sections, la dernière, depuis Alcolea jusqu'à Séville, est la plus intéressante pour les avantages précieux et assurés qui doivent résulter de son exécution. Pour cette portion de canal, les eaux seront prises du Guadalquivir même à Alcolea, sans construire de batardeau, pour plus d'économie, et évitant tout ouvrage hydraulique qui, faisant naître des doutes ou des incertitudes, diminuerait la confiance. Delà à Séville il n'y a plus qu'à pratiquer une simple excavation, considérable à la vérité, mais dans un très-bon terrain; les autres ouvrages se réduisent aux ponts de communication, aux égouts, déclivités du sol, ouvertures pour l'arrosement, et autres qui n'offrent aucune difficulté, et que tout le monde connaît. Il n'en est pas de même de l'embouchure qui demande beaucoup d'intelligence dans son exécution pour éviter les inconvénients que présente la majeure partie de celles qui ont été construites jusqu'à ce jour. Cette seule portion de canal peut arroser de 40 à 50,000 aranzadas de terrain, ce qui est autant ou même plus que ne fera le canal d'Arragon quand il sera terminé, et ce qui forme un espace plus étendu que la huerta de Valence depuis Catarroja jusqu'à Puzol. L'arrosement de chaque aranzada coûte, dans les huertas de la Macarena et autres des environs de Séville, plus de 3,000 réaux par an, et dans les plantations d'orangers (*naranjares*) de 1,000 à 2,000 réaux. L'on peut conclure de là ce que vaudrait l'arrosement de plus de 40,000 aranzadas, quoique l'on réduise même de beaucoup ses avantages effectifs. Les eaux vendues aux moulins, aux fouloirs, aux lavoirs ou buanderies, aux fabriques et maisons particulières, produiraient également de grands avantages. Ce canal servirait au transport du charbon de terre de Villanueva, et de beaucoup de matériaux de construction, depuis la Sierra-Morena jusqu'à Séville, sans compter tous les produits des endroits par où il passerait, ce qui, avec le temps, rendrait cette navigation d'un revenu très-considérable, comme cela a lieu en Angleterre. L'accroissement occasionné par les irrigations, dans la valeur des terres privées d'eau, serait de 4,

6 et jusqu'à 10, de leur valeur actuelle. Pour obtenir tous ces avantages, il ne faudrait que 17 et au plus 20 millions de réaux, et trois ou quatre années de temps. On peut voir, par cette courte description de l'état actuel des canaux d'Espagne, le peu de progrès qu'ils ont faits pendant les 73 années qui se sont écoulées depuis que l'on a commencé à les construire. Il y a à peine 40 lieues de canal navigable entre eux tous, tandis qu'en Angleterre on a rendu plus 1,000 lieues navigables en bien moins de temps; car le premier canal qui y a été construit ne date que de 1755, ou deux ans après l'ouverture de celui de Castille. Les avantages que ces entreprises ont produits chez cette nation sont incalculables, et les grandes lignes qui traversent la Grande-Bretagne d'une extrémité à l'autre, telles que celle de Londres à Liverpool et autres, ont dépassé les espérances des plus habiles spéculateurs. Depuis que l'on a commencé à y construire des canaux, sa population a doublé, la valeur territoriale a plus que triplé, et les rentes de l'état et des particuliers ont éprouvé le même accroissement. A la vue de résultats aussi extraordinaires, la France imite l'Angleterre, et travaille aujourd'hui avec la plus grande activité à la canalisation de tout son territoire, et dans peu d'années elle nous montrera des prodiges peut-être plus grands que ceux de l'Angleterre. La Hollande et les autres nations du nord suivent le même exemple; et nous autres, soit tôt ou tard, nous serons forcés d'en faire autant, si nous voulons que l'Espagne occupe, parmi les états européens, le rang que réclame sa situation géographique, son étendue, son climat, et autres circonstances. Cet objet est d'une telle importance que nous pensons exciter l'intérêt en traçant, comme nous le faisons sur la carte qui accompagnera ce dictionnaire à l'article *España*, la direction que peuvent avoir les grandes lignes de navigation de notre péninsule, dans l'unique but de donner une idée générale qui fixe l'attention des Espagnols sur ce genre d'entreprise, dont l'exécution pourrait suffire à elle seule pour nous tirer de l'état d'avilissement et de misère dans lequel nous sommes tombés. Les grandes lignes de navigation sont déterminées par la nature elle-même; car elles se forment selon la direction des grandes rivières, soit en naviguant sur celles-ci lorsqu'elles le permettent, soit en ouvrant des canaux latéraux alimentés par les eaux de ces

mêmes rivières, comme dans les canaux d'Aragon et de Castille, ou en prenant les eaux de leurs embranchemens avant qu'ils n'arrivent au réservoir général, comme cela a lieu dans les portions de canaux qui servent à lier deux ou plusieurs lignes qui aboutissent et se terminent à des courans ou à des mers différentes. Les grands courans de l'Espagne coulent de l'orient au couchant, ou plutôt du nord-est au sud-ouest, et les principaux traversent le Portugal, et tombent sur ses côtes dans l'Océan Atlantique. L'Èbre seul fait exception à cette loi, et se dirige du nord-ouest au sud-est pour entrer dans la Méditerranée. Considérant le cours et la direction de ces rivières, des chaînes de montagnes qui divisent leurs affluents, et les autres circonstances physiques et topographiques de la surface de l'Espagne, on trouve deux grands systèmes de canaux ou de navigation intérieure entièrement indépendans. L'un, de l'autre côté de Guadarrama, se rattachant au Duero et à l'Èbre comme troncs principaux, et l'autre, au midi de la chaîne opposée, se liant au Tage, à la Guadiana et au Guadalquivir. Dans ce système, il faut ouvrir un grand canal avec les dimensions convenables, depuis Madrid jusqu'à Aranjuez. Depuis là, la navigation se continuerait en descendant le Tage, en rendant ce fleuve navigable dans les endroits qui l'exigeraient, jusqu'à Lisbonne. Depuis Aranjuez, en descendant le Tage, jusqu'au Guadiela, et suivant ensuite le cours de cette rivière, on ouvrirait un autre canal latéral jusqu'aux environs de Cuença, où l'on verrait s'il est possible de communiquer avec le Jucar, pour continuer ensuite la navigation jusqu'à Cullera sur la côte de Valence. On établirait ainsi une communication de l'Océan avec la Méditerranée, depuis Lisbonne jusqu'à Cullera. A deux lieues au-dessous d'Aranjuez, au pied des hauteurs de Yepes et Huerta, un canal, des mêmes dimensions que le grand, se séparerait de celui-ci, en prenant sa direction vers le centre de la Manche, jusqu'à la rencontre de la Guadiana; ensuite, prenant à droite par les plaines arrosées par ce fleuve, on ouvrirait un autre canal latéral, jusqu'au point où le fleuve serait navigable, et de là à Ayamonte, où il se jette dans la mer, on pourrait en faciliter la navigation. A la gauche, suivant les rives du même fleuve ou du Zancara qui est un de ses affluens, on se dirigerait jusqu'à el Provincio et San Clemente, et des

environs de ce lieu , ou en s'approchant plus en face d'Albacète , on descendrait le Jucar pour continuer ensuite la navigation jusqu'à Cullera et Valence. Par ce moyen il résulterait une autre communication de l'Océan avec la Méditerranée , entre Ayamonte et Cullera , indubitablement plus facile à obtenir que la première. Du point où le canal qui part d'Aranjuez rencontrerait la Guadiana , il se dirigerait au midi pour traverser la Sierra-Morena , et s'unir au Guadalquivir , et , au moyen d'un canal ouvert au bord de ce fleuve , la navigation continuerait jusqu'à Séville , en touchant auparavant à Andujar , à Cordoue , et autres points importans qu'il serait possible d'atteindre. De cette manière , Madrid communiquerait , au moyen de la navigation , à quatre points de la côte , trois dans l'Océan , savoir , Lisbonne , Ayamonte et San Lucar , et un dans la Méditerranée qui serait Cullera. Dans un projet que D. Carlos Lemaure rédigea par ordre de la Banque nationale de San Carlos , pour ouvrir un canal de Madrid à Séville , il indique le passage de la Sierra-Morena par le Despeñaperros ; tel qu'il le propose , nous ne le croyons pas impossible ; mais il existe des données sur un autre passage qui pourrait offrir beaucoup moins de difficultés. A ces canaux , considérés comme troncs principaux , aboutiraient une infinité d'autres canaux plus ou moins importans , qui viendraient de toutes parts pour établir des communications avec les villes , les villages , les mines , les fabriques , les carrières , les forêts , etc. , du reste de la péninsule méridionale , et dont un des plus intéressans serait celui qui communiquerait avec Grenade. Dans la partie située au nord , de l'autre côté de Guadarrama , la communication de l'Océan avec la Méditerranée peut avoir lieu depuis Tortosa jusqu'à Oporto , au moyen de l'Èbre et du Duero , en ouvrant des canaux latéraux dans les plaines où ces fleuves cessent d'être navigables. Le passage de la grande vallée du Duero à celle de l'Èbre se ferait dans la chaîne des montagnes d'Oca , dans la colline la plus basse et la plus facile à ouvrir , et où les eaux pourraient être réunies en suffisance pour alimenter les sas. D'une part elles seraient dirigées sur Oporto en passant à Burgos et à Valladolid , et de l'autre sur la Rioja pour aller joindre le canal d'Aragon , et continuer jusqu'à Tortosa. Le canal de Castille se lierait à cette grande ligne dans les environs de

Dueñas. Depuis Valladolid, on ouvrirait un autre grand canal à travers les plaines arrosées par le Duero, dans la direction de Aranda de Duero, Osma, Almazan et Soria, pour s'unir à la grande ligne à la Rioja ou dans les environs de Tudela. On ouvrirait un autre canal à un des points de la grande ligne ci-dessus, partant de la Rioja à Vittoria, pour continuer ensuite jusqu'au port de Deva dans l'Océan, où le chanoine Pignatelli a terminé son nivellement qui avait pour objet la continuation du canal d'Aragon. On ouvrirait aussi d'autres canaux qui communiqueraient à la grande ligne, depuis Salamanque, Ségovie, Arévalo, Léon, Benavente, Rio-Seco, et autres points importants de la Castille. La même chose aurait lieu à la Rioja, en Navarre, en Aragon et en Catalogne pour tous les points dont l'intérêt réclamerait les avantages de ce système de canalisation, lorsque toutefois des circonstances de localité ne s'y opposeraient pas. L'union de ces deux grands systèmes s'opérerait au moyen d'un grand canal qui passerait à Madrid comme centre principal. Mais pour que ce grand canal offrît tous les avantages possibles, il conviendrait qu'il touchât ou passât par la partie haute de cette capitale, tel que par exemple dans le voisinage de la porte d'Alcala, où il faudrait établir un grand port. De là on irait, d'une part, à Aranjuez et aux autres points de communication avec les provinces méridionales, comme il a déjà été dit, et de l'autre part on irait joindre, par les plaines du Jarama, ou en partie par celles-ci et en partie par celles du Rio Henares, les montagnes dans les environs de Atienza ou les champs de Baraona, et on les traverserait au point qui offrirait le moins de difficultés pour aller trouver le grand canal qui, comme nous l'avons dit, s'ouvrirait dans les plaines du Duero, depuis Valladolid jusqu'à Tudela, et qui établirait la communication entre tous les canaux des provinces septentrionales. De cette manière, Madrid pourrait encore communiquer par la navigation avec trois points de la côte, Oporto, Tortosa et Deva. Ce canal central, ou cette grande chaîne qui doit lier les deux grands systèmes de la navigation des provinces méridionales avec celle des provinces septentrionales, doit être principalement alimenté par les eaux de la Sierra ou les affluens du Jarama, au moyen duquel le projet, si ancien et tant de fois tenté, de la conduite des eaux de Jarama à Madrid et celui du canal central, sont intimement liés; et il paraît même impossible que,

traités séparément, ils puissent être exécutés sans s'unir l'un à l'autre. Si un pareil système de navigation eût été proposé il y a un siècle, et même un demi-siècle, il eût paru purement illusoire; mais l'expérience, qui a assuré depuis la conviction de la grande influence qu'il peut avoir sur toutes les sources de la richesse nationale, commande plus impérieusement qu'alors l'exécution de ce projet; les progrès que l'on a faits dans ce genre de constructions et ceux que l'on fait journellement dans l'application des machines à vapeur, des ponts suspendus, des chemins de fer, et autres inventions, réalisant beaucoup de projets qui auparavant paraissaient inexécutables, autorisent à entreprendre, avec toute certitude de réussite, de semblables travaux.

Voyons quelles sont les hauteurs respectives et au-dessus du niveau de la mer, des principaux points importants des canaux de Castille. Dans le rapport présenté au gouvernement sur le canal de Castille, par don Augustin de Betancourt et don Juan de Peñalver, en date du 20 septembre 1801, il est dit que, d'après le nivellement exécuté par eux, la hauteur de Reynosa au-dessus du niveau de la mer est de 2,800 pieds. D'après les mesures prises par don Fernando de Ulloa et don Juan de Homar pour la continuation du susdit canal, depuis Alar del Rey jusqu'à Reynosa, il résulte que le premier est plus bas que l'autre de 3,291 pieds. Le Soto de los Albures près de Dueñas, où arrive la partie construite de ce canal, est plus bas que Alar del Rey de 408 pieds, et que Reynosa de 375,009 pieds. Le Pisuerga, à l'Espolon Viejo de Valladolid, est plus bas que le Soto de los Albures de 128 pieds. D'après les mesures de don Juan Homar, Burgos est plus élevé que le Soto de los Albures de 490 pieds, que le Pisuerga, au lieu dit ci-dessus, de 618 pieds, et que Reynosa de 114 pieds, d'après les mesures faites récemment par don Antonio Bolano, et quelques élèves des ponts et chaussées. Voici la hauteur relative de tous ces points au-dessus du niveau de la mer.

	Pieds.
Reynosa.	2,800
Alar de Rey.	2,832 91
El Soto de los Albures.	2,423 9
El Pisuerga au lieu dit ci-dessus.	2,295 9
Burgos.	2,913 9
	G.

25. CANAL D'ALBACÈTE. (*Gaceta di San Sebastian* , janvier 1831, n^{os}. 27, 28, 29.)

Don Antonio Cano Manuel, directeur actuel du canal d'Albacète, vient de publier, par ordre du roi, un mémoire contenant l'histoire de ce canal, depuis le moment où il a été commencé jusqu'à ce jour, avec l'indication des travaux nouvellement projetés pour en accroître les eaux, en étendre par conséquent les irrigations, et le rendre navigable pendant l'hiver, et des moyens de subvenir aux dépenses qui seront nécessitées par l'extension donnée à cette entreprise.

Ce mémoire est divisé en trois parties, dont chacune renferme une des trois périodes de l'histoire de ce canal, ouvert sous le règne de Charles IV, dans le but d'assainir le territoire d'Albacète, dont, depuis plus d'un demi-siècle, les habitants étaient exposés à d'affreuses épidémies, occasionées par les eaux stagnantes et les lagunes qui couvraient ce pays. La première époque date de 1804, où les ordres furent transmis pour commencer les travaux, qui furent entrepris en juin 1805 et se terminèrent en 1808. Ils coûtèrent 3 millions 119,400 réaux 56 maravedis de vellon, somme bien faible si on la compare aux ouvrages qui furent exécutés, et à l'état où se trouvait le terrain avant qu'ils fussent commencés. On ouvrit plus de 6 lieues du canal principal, sur une largeur de 30 pieds et une profondeur de 7½ pieds. Ce canal commence à 6000 vares à l'O. d'Albacète, et s'étend entre l'E. et le N. jusqu'au Jucar, dans lequel il débouche à une lieue de Baldeganga. Quatre canaux de décharge reçurent les eaux des lagunes pour les conduire dans le canal principal, source de tous les bienfaits qui se firent sentir immédiatement. Les bords de ce canal furent plantés de 2,000 pieds d'ormes, et l'on construisit deux petits canaux d'irrigation et plusieurs autres ouvrages, pour que les eaux ne se perdissent pas sans fertiliser les terres. On pratiqua un abornement et arpentage de toutes les terres submergées, incultes ou abandonnées depuis nombre d'années par leurs possesseurs, pour que ceux-ci satisfissent au droit peu considérable imposé sur ces terres, à l'effet de subvenir aux frais de réparations. Cette opération rendit à la culture. 26,000 et quelques almudes (1) de terre.

(1) L'almude se compose de 5000 vares carrées.

Malheureusement les événemens de 1808 vinrent suspendre les travaux ; l'entreprise fut complètement arrêtée et rétrograda même faute d'argent. Mais le but important était atteint : les habitans d'Albacète étaient affranchis du fléau des épidémies. Il résulte des états de décès des années 1803 à 1808 inclusivement, que dans les 3 premières années il y eut 725 naissances et 1803 décès, tandis que dans les trois dernières il y eut 1,042 naissances et 928 décès, ce qui fait 317 naissances de plus et 875 décès de moins. La richesse générale et particulière fut augmentée, et dès la seconde année on recueillit déjà des produits. Il y aurait de l'injustice à parler de cette entreprise et de son exécution, sans nommer le directeur d'alors, le comte de Villaléal, et le professeur D. Antonio Bolanio, adjoint à l'inspection générale des routes et canaux, dont le zèle sans égal parvint, en si peu de temps et avec des moyens aussi bornés, à exécuter tant de choses importantes. La seconde époque date du 8 juin 1816 au 19 juillet 1829. Pendant cette période on répara les dégâts causés par la guerre et par le défaut d'entretien. On établit un vaste système d'irrigation, qui a accru à l'infini le nombre des avantages que ces travaux avaient déjà procurés à Albacète. Enfin, pendant la troisième période qui commence à la fin de 1829, sous la direction de D. Antonio Cano Manuel, on apporta à ces ouvrages un nombre considérable de perfectionnemens destinés à accroître l'industrie, le commerce, et par conséquent l'entière prospérité d'un petit territoire dont la population paraissait, il y a 25 ans, devoir s'éteindre un jour sous la misère et les infirmités qui l'accablaient. Si le plan proposé par le nouveau directeur est mis à exécution, des perfectionnemens nouveaux et importants, entre autres la libre navigation sur le canal pendant l'hiver, achèveront de compléter cet ouvrage. G.

25. OLYMPIA, — Olympie, ou Topographie servant à éclaircir l'état actuel de la plaine d'Olympie et des ruines de la ville d'Élis ; par John Spencer STANHOPE, membre de la Société royale de Londres, et correspondant de l'Institut royal de France. In-f°, de 76 p., avec 17 pl. et cartes. Londres, 1824. (*Journal des Savans* ; déc. 1826, p. 728.)

L'effet des diligentes et consciencieuses recherches de M. Stanhope a été de retrancher une partie de ce que l'on

crovait savoir sur les lieux qu'il a visités. Ce qui reste encore aujourd'hui du temple de Jupiter olympien se réduit à des fondations qui n'ont pas, à beaucoup près, les dimensions que Pausanias leur attribue : l'hippodrome que M. Fauvel croyait avoir retrouvé disparaît dans les dessins corrects de ce savant Anglais. Nulles vestiges de la ville d'Olympie, dont l'existence pourrait être révoquée en doute, si on devait ne l'admettre que d'après le témoignage des monumens. Les savans attendaient beaucoup du voyage de M. Stanhope ; leur désappointement a pris une teinte d'humeur, on lui a presque su mauvais gré de n'avoir dit et représenté que ce qu'il a vu : puissent toutes les sciences être toujours cultivées avec autant de soin et d'amour de la vérité que la géographie ancienne l'a été dans cette circonstance !

F—y.

26. PROGRÈS DE LA CIVILISATION EN ÉGYPTE. Extrait d'une lettre de M. Mimaut à M. Jomard, vice-président de la Société de géographie, (*Bulletin de la Société de géographie* ; n°. 100, août, 1831).

Les chances de la navigation du Nil ont donné l'idée à une société européenne de former ici une *compagnie d'assurance*. Cette compagnie est en pleine activité, et tout lui promet des succès.

La fatigue extrême du voyage par terre d'Alexandrie à Rosette, qui demande douze heures de marche dans le désert, sans trouver un seul lieu pour s'arrêter, m'a donné la pensée d'inviter le vice-roi à faire construire une maison d'abri ou une espèce de *caravansérail* à moitié chemin, au pied d'une tour de *télégraphe*, où l'on a trouvé un puits d'eau potable. Outre l'agrément des voyageurs, j'avais en vue l'intérêt du commerce, et celui du commerce français particulièrement, qui envoie par terre à Rosette, pour éviter les risques de mer, des marchandises précieuses, du corail, de la cochenille, des draps, etc. Le vice-roi s'est rendu à ma demande avec beaucoup d'empressement et de bonne grâce. C'est un nouveau service que les voyageurs et le commerce devront à S. A.

J'aurais beaucoup trop à m'étendre s'il fallait répondre à la question que vous me faites relativement à l'état de l'agriculture et des canaux. Je vous demande la permis-

sion de réserver pour un autre temps ce que j'aurais à dire sur ce sujet. Je me borne à vous assurer en ce moment que Mohammed Ali n'y a jamais mis plus d'importance et de soin ; plus de 70,000 personnes sont occupées en ce moment au creusement, au curage et au revêtement des canaux. On multiplie les plantations de mûriers et d'oliviers, culture qui promet d'importants résultats. Celle des pavots, destinés à la fabrication de l'opium, et qui était anciennement connue dans la Haute-Egypte, d'où l'on tirait ce qu'on appelait l'opium du Saïd, prend une très-grande extension. Le vice-roi a déjà fait ensemençer l'année dernière 25,000 feddans de terre (1), et cette première récolte a été très-belle. Il en fera ensemençer 25,000 autres cette année, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il en ait 100,000. On évalue le produit à 12 fr. la livre.

Mohammed Ali, qui sait bien que les véritables trésors de l'Égypte sont dans ses produits, poursuit en même temps avec intérêt les recherches que font les minéralogistes sur divers points de ses états, moins pour trouver de l'argent et de l'or, comme le croit le vulgaire, que pour avoir du plomb, du cuivre, et surtout du charbon fossile. On a déjà découvert en assez grande quantité au mont de Sinaï l'oxide de manganèse, ce qui empêchera l'Égypte de payer un tribut considérable à l'Europe pour la fabrication de l'acide muriatique. On vient de trouver dans le Mokatam, assez près du Caire, une très-belle couche d'argile à poterie. Il y a du soufre près de la mer Rouge, mais il n'y a pas d'eau, comme on l'avait espéré, sur la route de Suez. La sonde artésienne n'a rien produit ; et si vous entendez parler d'un puits nouvellement creusé de ce côté, sachez qu'il n'est pas artésien, qu'il n'est pas abondant, et qu'il ne diffère pas des autres qui sont loin de la route, et qui ne sont que des dépôts d'eau pluviale.

Une entreprise qui serait digne des grandes vues de Mohammed Ali, et dont il paraît disposé à s'occuper incessamment, c'est la réparation, la rectification, ou plutôt un nouveau tracé du canal de communication du Nil avec Alexandrie, creusé à si grands frais. Le canal de Mahmoudié est comblé par les dépôts du Nil dès le moment de la

(1) Espace de 5,929 mètres carrés.

retraite des eaux, et pendant sept mois de l'année il cesse d'être navigable dans la partie la plus voisine du fleuve. On a imaginé cette année, pour entretenir au milieu de la partie comblée un petit courant, d'élever l'eau au moyen d'une trentaine de ces roues à pots si multipliées en Égypte.

C'est une chose véritablement remarquable que l'aptitude des Arabes pour les sciences médicales et chirurgicales. L'établissement d'Abouzabel, dont M. le docteur Pariset, tous les voyageurs instruits et les rapports annuels ont dû vous faire connaître les progrès, et qui fait tant d'honneur à notre compatriote M. le docteur Clot, vient de nous faire voir des merveilles dont nous avons été, comme Mohammed Ali, d'autant plus frappés que, d'après les propos de l'intrigue et de l'envie, elles étaient plus inattendues. A l'ouverture des cours, à laquelle j'assistais avec M. Michaud, de l'Académie française, et M. le docteur Caporal, médecin en chef du gouvernement de Candie, ce dernier, à qui l'on avait peut-être inspiré des préventions et des doutes, a fait subir aux élèves, en notre présence, pendant une matinée et une soirée entière, un examen rigoureux, adressant indistinctement à ceux qui ont le plus long-temps d'étude, c'est-à-dire quatre ans, les questions les plus ardues d'anatomie, de physiologie et de matière chirurgicale. Les réponses ont été si précises, si justes, si satisfaisantes sous tous les rapports, qu'il en a hautement manifesté sa surprise, en nous déclarant qu'il ne croyait pas que dans aucun autre pays du monde, dans les plus brillantes écoles, on pût attendre mieux, et mieux faire. Trois de ces mêmes élèves de la 4^e. année ont montré ces jours-ci ce qu'ils avaient appris de leur maître en fait d'opérations chirurgicales, mieux que par des réponses verbales, mais par des faits, et en opérant de leurs propres mains devant les professeurs et les élèves de l'école assemblés. Ces trois élèves ont fait à trois malades l'extraction de la pierre, seuls, sans conseils, sans commettre la moindre erreur ou le moindre oubli, avec autant d'aplomb et de dextérité qu'auraient pu le faire nos chirurgiens les plus habiles et les plus exercés. Le soir même, moi présent, M. le docteur Clot est venu apporter les calculs extraits au nombre de plus de trente, au vice-roi, qui a dit les voir

plus volontiers que *si c'étaient des diamans*, et qui nous a fait voir par son contentement et par ses paroles le prix qu'il attachait à un fait pareil et à l'avenir qu'il promettait.

Les amateurs des antiquités égyptiennes et le monde savant ont été au moment d'avoir un grand malheur à déplorer. Des ouvriers barbares, envoyés par quelque bey plus barbare et non moins ignorant, avaient commencé la démolition des deux temples de Denderah, qui sont mis avec raison au nombre des plus beaux monumens de la Haute-Égypte. Prévenu par des voyageurs indignés, j'ai couru chez le vice-roi pour le supplier de faire cesser immédiatement cet affreux vandalisme. Il n'en était pas instruit, car déjà, sur une première demande que j'avais faite, une circulaire avait expressément ordonné de respecter tous les monumens de l'antiquité dont je lui avais remis la note; mais comme les Turcs n'attachent pas beaucoup de prix à ces tas de pierres, noms qu'ils leur donnent, quelque administrateur en sous-ordre ou quelque brutal architecte, chargé de construire une fabrique d'indigo, avait ordonné cette démolition sans savoir le crime qu'il commettait. Les ordres ont été renouvelés cette fois avec tant de sollicitude et d'énergie que j'espère qu'on n'osera plus les enfreindre. Je veillerai soigneusement à leur exécution, et je réclamerai, s'il le faut, pour donner l'exemple, une punition exemplaire.

Comme les démolisseurs vont plus vite que ceux qui bâtissent, et que les distances sont grandes, il y a eu malheureusement des dommages commis à Denderah avant que les ordres y fussent parvenus. Le péristyle du petit temple a été détruit; mais il existe heureusement en Égypte plusieurs temples du même genre et du même goût. Le grand temple, si remarquable par sa conservation et par le style de son architecture, ce monument unique que vous avez eu l'avantage de voir et d'admirer de près, n'a été attaqué que dans une de ses corniches, du côté où l'on avait déjà fait une brèche il y a quelques années, pour enlever le zodiaque transporté à Paris.

Je n'ai pas été aussi heureux à Alexandrie : deux magnifiques colonnes de granit rouge, remarquables par leur poli, restes isolés des magnificences de l'Alexandrie des

Ptolomées, ont été abattues et brisées par l'ingénieur chargé de bâtir les cales de l'arsenal, avant que j'eusse le temps d'être prévenu des projets hostiles qu'un excès de faux zèle avait formés contre ces beaux débris, qui avaient échappé aux barbares et traversé tant de siècles. Le vice-roi, pour calmer mes regrets et me consoler de cette perte, a bien voulu me donner deux autres colonnes de la même espèce de granit, de 27 pieds de haut et d'un diamètre proportionné, inférieures à celles qui ne sont plus, mais fort belles pourtant, et dont je me suis empressé de prendre possession pour les offrir au gouvernement.

27. *A DIGEST OF THE TREATIES AND STATUTES*, etc. — Recueil de traités et de statuts relatifs au commerce, à la navigation et aux revenus des États-Unis, réunis d'après les ordres du secrétaire de la Trésorerie; par M. THOM. F. GORDON. Un très-fort vol. in-8°. Philadelphie, 1830.

Tout semble heureusement disposé dans ce recueil pour rendre les recherches faciles et promptes. M. Gordon commence par une table chronologique des actes du congrès qu'il a réunis dans cet ouvrage, en indiquant les relations de chacun avec les suivans ou les précédens. Il expose ensuite les lois et les traités qui règlent le commerce extérieur et la navigation lointaine; le commerce et la navigation dans l'intérieur viennent ensuite, et ici il a fallu entrer dans le détail des législations de chaque état de l'Union. La législation financière termine le recueil proprement dit. Cependant l'ouvrage n'est encore qu'à la moitié de ce qu'il renferme, cette première partie ayant été disposée méthodiquement, afin qu'on pût en saisir l'ensemble plus facilement; la seconde, sous le titre d'Appendix, contient les actes du congrès transcrits littéralement. Chacune de ces deux parties a son index alphabétique, et celui de l'appendix formerait, à lui seul, un ouvrage volumineux. Le travail de la rédaction a donc plus que doublé le recueil complet de la législation et des actes de l'autorité publique, concernant trois des grands objets de l'administration. Si l'on formait, en Europe un recueil semblable, dans les mêmes vues et sur le même plan, trouverait-on un seul état où il tint aussi peu de place? Les États-Unis ont encore un bonheur que l'An-

cien-Monde a perdu depuis long-temps ; les lois n'y sont pas compliquées , non plus que l'administration. Puissent-ils conserver long-temps cet avantage ! F — y.

28. SECOURS ACCORDÉS AUX PAUVRES. (*New-Yorck Commercial advertiser* ; 28 janv. 1831).

Lundi dernier le secrétaire d'état ministre de l'intérieur a fait au congrès un rapport dans lequel il a présenté le résumé des renseignements que le gouvernement a reçus des surintendans des pauvres dans les divers comtés de l'état de New-Yorck.

Voici , suivant le journal l'Argus , un aperçu général des résultats du système que l'on a adopté dans l'état de New-Yorck pour secourir la classe indigente.

Le nombre total des pauvres des villes et des comtés qui ont obtenu des secours pendant l'année dernière dans les 44 comtés , qui ont fait des rapports au gouvernement s'élevait à 15,506

Nombre des pauvres reçus durant l'année 1830 , dans les maisons affectées à la classe indigente. 11,515

Au 1^{er}. décembre 1830 il y avait dans les maisons de charité de 37 comtés. . . 4,566-pauvres.

Sur ce nombre 2,110 se trouvaient dans la maison de charité de New-Yorck et 2,456 étaient répartis dans 36 autres comtés , ce qui donne terme moyen 68 pauvres par comté ; en prenant ce terme moyen pour les 18 comtés qui n'ont pas de maison pour la classe indigente , ou qui n'ont point fait de rapport au gouvernement , on trouve 1,224 pauvres , et alors le nombre total des individus admis dans les maisons de charité serait , au 1^{er}. décembre dernier , de. 5,790

Le nombre moyen des pauvres pour l'année n'excéderait probablement pas le nombre de ceux qui étaient dans les maisons de charité le 1^{er}. décembre dernier ; dans ce cas , la dépense totale pour leur

entretien, indépendamment de ce qu'ils gagnent et des frais nécessités par la fondation des maisons de pauvres, serait, en adoptant la moyenne des frais dans les comtés qui ont envoyé des rapports au gouvernement (29, 92) de. 173,230 d. 80 c.

Dans 34 comtés la somme totale des dépenses pour les maisons de pauvres s'élève à 184,348 d. 64 c., moyenne 5,627 d. 90 c.; en adoptant cette moyenne pour 20 comtés qui n'ont pas fait connaître les dépenses de leur maison de pauvres, la dépense totale des maisons de pauvres dans tous les comtés, à l'exception de New-Yorck, peut être évaluée à 303,906 d. 64 c. Ajoutez à cette somme les frais de la maison de charité de New-Yorck 561,500 d. et vous aurez une somme totale de 865,496 d. 64 c. pour l'ensemble des établissemens de charité de l'état; à 6 p. $\frac{2}{100}$ d'intérêts cette somme donne. 51,924 d. 39 c.

Dépense totale par an pour les secours alloués aux pauvres. 225,161 d. 19 c.

Cette estimation est basée sur la présomption que le nombre des pauvres dans les établissemens de charité au 1^{er}. décembre, peut être considéré comme terme moyen de l'année, et que chaque pauvre coûte 29 d. 98 c.

La dépense totale pour secours aux pauvres dans 44 comtés, a été de 216,535 d. 00
Voir la colonne B.

En déduisant New-York, la moyenne est de 3,021 d. 74 c. pour chacun des 33 comtés qui ont fait des rapports; et cette moyenne, multipliée par 10 comtés, qui n'ont pas fait de rapports, donne . 30,217 d. 30 c.

Total des secours accordés aux pauvres, suivant les modes actuellement adoptés. 246,752 d. 90 c.

On verra par la colonne C que la dépense totale pour tous les établissemens de santé est de 757,257 d. 64 c. Cette somme embrasse et comprend probablement toutes les maisons de pauvres qui ont été construites.

Il y a eu, pendant l'année, dans toutes ces maisons, 108 naissances, et 863 décès (*sound out*), 298, (*discharged*) congédiés, 4,563 ; *absconded*, 504.

Parmi les personnes qui ont obtenu des secours pendant l'année, on a compté 2,398 étrangers, 345 lunatiques, 361 idiots, et 32 muets.

Au 1^{er}. décembre 1830, on comptait dans les maisons des pauvres (en exceptant les maisons de charité de New-York, 3,151 femmes et 1,193 hommes ; total, 2,350.

Le document E contient une liste de 20 comtés dans diverses parties de l'état, qui ont adopté chacun le système des maisons des pauvres, et l'ont mis en action. Il en résulte que la somme moyenne pour l'entretien d'un pauvre, indépendamment de ses profits et des dépenses de l'établissement, est de 29 d. 92 c. par an, ou de 54 d. 8 c. par semaine (1).

Ce même document présente la proportion du nombre total des pauvres qui reçoivent des secours dans les maisons de pauvres et hors de ces maisons, avec la population de chaque comté ; dans 20 comtés, on compte 1 pauvre sur 208, 6, de la population totale. Vient ensuite la proportion entre les pauvres admis dans les maisons de charité et la population des comtés ; ce rapport est, terme moyen, de 1 sur 622 (1).

(1) On a assuré en 1824 que dans l'état de Delaware, où le système des maisons de pauvres est en vigueur, la dépense, pour un pauvre, était de 45 d., en comprenant dans cette somme les dépenses d'établissement de la maison des pauvres. Déduction faite de cette somme, la dépense pour un pauvre était de 41 d. 11 c. Dans l'état de Connecticut, où il y a divers systèmes pour soutenir les pauvres, la dépense moyenne pour les pauvres permanens était annuellement de 35 d. par individu. Dans quatre comtés de la Pensylvanie, la dépense moyenne pour chaque pauvre était de 33 d. 46 c., indépendamment du revenu des métairies, sur lesquelles les maisons de pauvres sont établies. (Rapport de M. Yates, *Assembly Journals* de 1824.)

(2) Dans l'état de Connecticut, on compte 1 pauvre permanent sur 150 habitans, et l'on trouve la même proportion pour les pauvres accidentels. Dans l'intérieur de la Pensylvanie, où le système des maisons de pauvres est en vigueur, il y a 1 pauvre sur 335 habitans. Dans le New-Hampshire, il y a 1 pauvre sur 100 habitans ; dans Massachusetts, 1 sur 68.

En 1824, le rapport de M. Yates portait à 6,896 le nombre des pauvres permanens, et à 15,215 le nombre des pauvres accidentels, total 22,111; suivant le rapport en proportion des pauvres permanens avec la population, était de 1 à 120, et des pauvres accidentels de 1 à 100. En évaluant la dépense totale pour les pauvres permanens à 344,800, on a 4,370 par individu, terme moyen. Les pauvres accidentels coûtaient 125,782, ou 8 d. 25 c. par individu, terme moyen. Dépense totale 470,582, dans laquelle n'est pas comprise l'*excise money*, estimée 66,600 d.

En prenant les rapports qui ont été envoyés au gouvernement, comme terme moyen, pour les comtés qui n'ont pas fait de rapports, on peut fixer à 5,730 le nombre des pauvres permanens et celui des pauvres occasionels ou accidentels, à 12,348; total 18,138 pauvres, ce qui équivaut à 1 pauvre sur 339 habitans, et à 1 pauvre accidentel sur 107 (2).

Il serait à désirer que le statut relatif à l'administration des pauvres, fût imprimé dans une forme portative, et distribué à tous les fonctionnaires publics chargés d'en exécuter les dispositions. Signé, *A. C. Flagg*. C. R.

29. I. RENSEIGNEMENS SUR LA PARTIE DE LA CÔTE, COMPRISE ENTRE L'ÎLE SAINTE-CATHERINE ET BUENOS-AIRES. Extraits du *Pilote américain* de Blunt, par M. MAGRÉ, lieut. de vaiss. (*Ann. mar. et colon.*; 2^e. vol.; 1827; p. 105.)

30. II. RENSEIGNEMENS SUR LE RIO DE LA PLATA ET LE CHILI, par M. BARRAL, lieut. de vaiss. (*Ann. mar. et colon.*; 2^e. vol.; 1829; p. 1.)

Nous avons eu déjà plusieurs fois occasion de citer dans le *Bulletin* les *Annales maritimes et coloniales*, journal spécial aux sciences navales, dont les articles, pour être plus

(1) En 1818, le rapport des pauvres réguliers était fixé en Écosse à 1 sur 100, et des pauvres accidentels, 2 sur 600. En Angleterre, dans les années 1813, 1814 et 1815, le rapport moyen des pauvres avec la population était de plus de 9 sur 100 habitans. Ces pauvres coûtaient plus de 8 millions de liv. st. annuellement, ce qui fait 16 schellings par tête pour la population totale d'Angleterre et du comté de Galles. En France, le nombre des pauvres est considéré comme s'élevant à $\frac{1}{11}$ de la population dans les campagnes, à $\frac{1}{10}$ dans les villes, et à $\frac{1}{12}$ à Paris. (*Edinburgh Encyclopædia*.)

particulièrement utiles à la navigation, contiennent souvent des documens géographiques qu'il est important de recueillir. Il présente fréquemment à ses lecteurs des documens originaux ou traduits, dus sous l'un ou l'autre rapport aux officiers de la marine. Nous n'avons pas intention de parler ici de ces grandes expéditions scientifiques entreprises dans un but déterminé d'exploration et qui ont été ou seront l'objet d'examens particuliers comme ceux de *la Goquille*, de *l'As-trolabe*, etc., nous ne voulons que mentionner des observations, qui, pour être d'un intérêt moins général, ne méritent pas moins d'être recueillies et signalées.

1. Le premier article des renseignemens traduits par M. Magré fait connaître les routes à suivre pour l'embouchure de *la Plata*, dont le premier point de reconnaissance est le cap Sainte-Marie, que l'on découvre à une distance de 12 lieues, et quand on est par 15 brasses d'eau; celles pour naviguer dans le chenal du N. de la Plata, de *Monte-Video* aux rades de Buenos-Aires, et à la baie de Colonia; celles pour se rendre à Monte-Video, dont le port est formé par une baie profonde d'environ 2 milles, exposée aux vents du S.-E. au S.-O. Ce port peut contenir 200 voiles, mais n'a que 12 à 15 pieds de profondeur d'eau. La ville de Monte-Video est par 34° 54' latit., S. et 56° 4' long. O. Cet article est terminé par une instruction pour les vents dans le chenal du S.

Plusieurs officiers de la marine française ont, indépendamment du *Pilote américain*, de Blunt, publié leurs observations sur la navigation de la Plata. Comme en général elles ne sont utiles qu'aux marins, nous nous bornerons à les indiquer et à faire connaître où pourraient les trouver ceux qui auraient besoin d'y recourir. C'est d'abord un capitaine du commerce, p. 536, 2°. vol., 1819, des ann. marit.; 1°. M. Gicquel Destouches aîné, cap. de vaiss., p. 313, 2°. vol., 1820; 2°. le contre-amiral Jacob, p. 568, 2°. vol., 1822; 3°. M. Dupetit-Thouars, capit. de frégate, p. 29 et 38, 2°. vol., 1826. Enfin, M. Barral, lieut. de vaiss., p. 1, 2°. vol., 1829.

Le second article contient les indications propres à faire reconnaître la terre, et faire route vers la barre de *Rio-Grande*, située par 32° 8' ou 10' S. Toute cette côte est

très-basse et se voit difficilement en quelques endroits , même quand on est par 12 brasses de fond.

Le troisième article donne des instructions générales à suivre quand on sort de Rio-Janeiro pour se rendre au Rio de la Plata.

Le quatrième contient des remarques concernant les vents, le temps, les marées, les courans, les sondes dans cette rivière. Elles sont dues au capitaine P. Hoywood, de la marine royale anglaise.

Le cinquième, les routes à suivre pour entrer et sortir des rades de Maldonado, et pour contourner l'île de Gorette. Le port de Maldonado est situé sur la rive N. de la Plata; la ville est assise à 2 milles de l'ouverture du port, qui est très peu sûr, notamment pour des frégates.

II. M. Barral signale aussi le cap Sainte-Marie, comme le point de reconnaissance des navires qui se présentent à l'embouchure du Rio de la Plata. Il dit que ce n'est cependant qu'une pointe assez basse, entourée de rochers, qui forme l'extrémité septentrionale de l'entrée de cette rivière. Une observation que fait cet officier mérite, ce nous semble, une attention particulière. « Ce cap étant le principal point de reconnaissance pour venir dans Rio de la Plata, il serait à désirer que la position géographique fût déterminée avec la plus grande exactitude. » Le *Pilote américain* de Blunt, de la traduction duquel nous venons

Lat. S. Long. O.m. de Paris.

de rendre compte, la fixe à. 34° 57'

et à 54° 47' long. mérid. de Green-

wich, ce qui la porte eu égard à la différence des 2 mérid. ou 2° 20' 17"

73, à.

57° 07' 17"

Le routier de l'Amérique méridiona-

le à.

55° 58' 0"

Les officiers du Colosse, et M. Barral

lui-même, tant d'après les chronomètres que d'après beaucoup d'ob-

servations, ont trouvé.

56° 38' 14"

Les Espagnols qui, ordinairement observent fort bien, ont trouvé. .

56° 25' 37"

Cette erreur dans la longitude du cap Sainte-Marie, quelque part qu'elle soit, doit faire craindre qu'il n'y en ait

d'autres du même genre pour les côtes méridionales du Brésil ; et si l'on se rappelle l'importance du commerce qui se fait avec Porto-Alegre, Rio-Grande, Maldonado, Monte-Video et Buenos-Aires, ainsi que les naufrages fréquents qui ont lieu à l'entrée du Rio-Grande et du Rio de la Plata, on doit regretter beaucoup que les beaux travaux hydrographiques du contre-amiral Roussin se soient arrêtés à la partie N. de l'île Sainte-Catherine.

Maldonado, dont nous n'avons dit qu'un mot en terminant l'article précédent, est un mauvais mouillage à l'entrée de la Plata. La ville, qui a reçu le nom d'un des respectables missionnaires qui allèrent prêcher la foi chrétienne sur cette côte, est à 2 milles de la mer. On y compte 1,000 à 1,200 habitants qui descendent des Espagnols, ou du commerce de ceux-ci avec les femmes du pays. La tour de la ville est, suivant M. Barral, par $34^{\circ} 53' 19''$ latit. S., résultat de plusieurs hauteurs méridiennes et circumméridiennes du soleil ; sa longitude déduite des chronomètres est $57^{\circ} 15' 5''$ long. O. Les Espagnols la placent par $57^{\circ} 10' 27''$.

Les terres qui avoisinent Monte-Video sont en général basses, à l'exception d'une montagne, située de l'autre côté, et qui sert de reconnaissance pour venir sur rade. Cette montagne est couronnée par un fort, et surmontée d'un phare, dont les lampes et les réflecteurs ont été faits à Londres. L'élévation de cette montagne est à 400 ou 450 pieds au-dessus du niveau de la mer.

La ville est située sur une langue de terre qui forme l'abri du port. Les maisons y sont basses, les rues larges, pavées et à trottoirs. On en évalue la population à 15,000 habitants, tant de sang espagnol que de race métis, ou de rare nègre. Ces derniers, en petit nombre, sont esclaves et traités avec douceur.

M. Barral profita de son séjour à Monte-Video pour faire des observations astronomiques. Les Espagnols ont trouvé la longitude de cette ville (à la cathédrale) à $58^{\circ} 33' 37''$. Les Anglais à. $58^{\circ} 25' 45''$. Blunt, comme nous avons vu plus haut, $56^{\circ} 4'$, vraisemblablement suivant le méridien de Greenwich, ce qui donnerait, rapporté au méridien de Paris, ... $58^{\circ} 24' 17''$.

Un grand nombre de séries de distances lunaires donnèrent à M. Barral. 58° 39' 25"
Il déterminâ sa latitude à. 34° 54' 38"

Du Rio de la Plata, M. Barral s'était rendu au Chili; il donne sur cette partie de l'Amérique des détails dont nous allons extraire les traits les plus saillans.

La côte de Valparaiso en dehors, et les terres des environs de la rade, ne présentent pas un coup d'œil fort agréable, parce que toutes sont dépourvues d'arbres et de culture. Cependant à l'E. de la ville on aperçoit quelques oliviers, des amandiers et des jardins fruitiers. La ville occupe le fond d'une baie peu profonde; la partie O. renferme le port, l'arsenal, et se termine par une pointe où se trouve le fort *Rosario*. La ville est divisée en deux quartiers principaux, le port et l'Almendral; ce dernier nom est donné au quartier oriental, à cause des amandiers qui s'y trouvent. La ville de Valparaiso (vallée du paradis) n'a qu'une seule et longue rue qui court E. et O. tout autour de la baie, le long de la plage. Elle n'est pavée que dans le quartier du port. Elle est coupée de distance en distance par de petits ravins, appelés *quebradas*, le long desquels on a également bâti des maisons.

Toutes celles de la ville sont très-basses, à cause des tremblemens de terre, et bâties avec de la terre et du bois. Depuis le tremblement de terre de 1821, Valparaiso a été considérablement embellie, par les reconstructions et les agrandissemens.

Son port reçoit par an environ 40 à 50 navires, la plupart américains ou anglais.

Les Espagnols ont cherché, ainsi que les Anglais, à déterminer de la manière la plus exacte sa position géographique (1). Les premiers ont trouvé pour longi-

tude occidentale. 74° 0' 27"

Le commandant anglais Basil Hall. 74° 0' 40"

M. Barral s'occupa de son côté, pendant trois mois de suite, à prendre les distances de plusieurs astres à la lune. La moyenne

(1) Voyez en outre, *Bulletin*, tom. XIII, n. 132. Oltmans, dans les *Astronomisches Jahrbuch*, 1829, donne en temps la long. de Valparaiso = 4 h. 56' 14" G.

d'un nombre considérable de séries lui

donna (au fort Rosario). 73° 59' 42"

Il trouva aussi par plusieurs hauteurs méridiennes, et circum méridiennes du soleil, que sa latitude

est. 33° 1' 55" S.

Talcahuano, dans la baie de la Conception, est, suivant les observations de M. Barral par. 75° 27' 6"

Et suivant les montres qui étaient à bord

de la frégate *la Marie-Thérèse* sur laquelle il était embarqué. 75° 27' 22"

Le commandant anglais Basil Hall avait

trouvé. 75° 30' 6"

Le capitaine français Duperrey, qui commandait la corvette *la Coquille*, a trouvé

par ses montres. 75° 30' 41"

Par 324 observations. 75° 29' 41"

La latitude de ce lieu est 36° 42' 55" S., au fort Saint-Augustin.

Le Chili se compose de 3 provinces, Coquimbo au N., Sant-Yago au centre, la Conception au S., bornée par le pays, des Araucaniens ou *Indios bravos*, dont elle est séparée par le *Biobio*. La nouvelle république prétend cependant étendre ses limites de ce côté jusqu'à la Terre-de-Feu. Celles de l'E. sont les provinces de Rio de la Plata.

La population est évaluée à 1 million d'individus, non compris les Araucaniens et l'archipel de Chiloë. Elle se divise en 3 classes, les Espagnols, les Indiens et les métis. Les paysans et les gens de la basse classe appartiennent aux deux dernières.

Les forces de la république consistent en 8,000 hommes d'infanterie, cavalerie et artillerie; sa marine, en 2 frégates, 2 corvettes, et plusieurs briks-goëlettes (1).

Le commerce d'importation consiste en piastres, or, cuivre, quelquefois un peu de blé, des chevaux et des mules; celui d'importation, en objets d'importation et d'habillement.

THOMAS.

(1) Il paraît qu'elle ne possède plus qu'une frégate et cinq petits bâtimens. Voyez *Ann. mari' et col.*, 2^e. vol., 1830, p. 171.

PLANS ET CARTES.

31. MANUEL ÉLÉMENTAIRE pour la construction et le dessin des cartes géographiques, contenant des considérations générales sur l'étude de la géographie, l'usage des cartes et les principes de leur rédaction ; le tracé linéaire des projections des instrumens qui servent aux différentes opérations, et la manière de dessiner toutes espèces de cartes à l'usage de ceux qui enseignent ou qui veulent apprendre la géographie par le moyen du dessin ; par A.-M. PÉRROT, membre de la Société de géographie, etc. In-32 de IV et 258 p., avec 7 pl.; prix, 3 fr. Paris, 1830 ; Roret.

Ce nouveau volume de l'innombrable *Collection des manuels*, continuée avec tant de bonheur et de persévérance, par M. Roret, est un de ceux que l'on peut citer avec éloge. Le titre complet que nous en avons donné suffit pour en faire apprécier le contenu. L'auteur y a réuni tous les enseignemens utiles.

D.

32. PLANS DE LA RADE ET DE LA BAIE DE RIO-JANEIRO, levés en 1826-27, par M. Barral, lieutenant de vaisseau, embarqué à bord de la frégate *la Marie-Thérèse*, et publiés à Paris, 1829, par le Dépôt général des Cartes et Plans de la marine. (*Annal. marit. et colon.*, Tom. II, 11^e. part. 1829, p. 79.)

Plusieurs navigateurs avaient levé des plans de la rade et de la baie de Rio-Janeiro avant l'année 1826 ; mais les instrumens et les méthodes dont ils avaient fait usage n'étaient pas assez perfectionnés de leur temps pour pouvoir faire regarder de nos jours leurs travaux comme exécutés avec une précision rigoureuse.

Cette considération frappa le contre-amiral de Rosamel, lors du second séjour au Brésil, de la frégate *la Marie-Thérèse*, qu'il commandait ; il chargea en conséquence M. Barral d'entreprendre le même travail ; celui-ci s'y livra avec le zèle et l'attention qu'exigeait l'importance de cette opération. Les baies nombreuses qui existent dans tout le contour de cette vaste baie furent reconnues et relevées ; la position des îlots, des rochers, fut déterminée ; les sondes de

la rade furent prises avec exactitude, l'entrée et la largeur des principales rivières qui se déchargent dans la baie furent fixées. Il résulte, des investigations de M. Barral, qu'il a placé sur son plan huit îles ou flots, et une centaine de bancs et de roches de plus qu'il n'en est tracé sur le plan levé par ordre du gouvernement portugais, et publié à Londres en novembre 1821 ; que ce plan paraît n'avoir été construit que sur des renseignements tout-à-fait inexacts. Celui exécuté en 1730 et 31, publié par d'Après, ne renferme point d'aussi graves erreurs. Celui de 1810, que possède l'académie de Rio-Janeiro, n'est guère plus exact que celui de 1821. Entre autres erreurs, il marque dans le nord de la baie d'*Inhaume* une île qui n'existe pas.

On peut maintenant penser qu'il existe un bon plan de la rade de Rio-Janeiro ; il complétait le *Pilote du Brésil*, ouvrage fait, comme on voit, sous les yeux du contre-amiral Roussin, et qui fait le plus grand honneur à la marine française.

33. ATLAS TOPOGRAPHIQUE, STATISTIQUE ET GÉOLOGIQUE DU DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME, etc. ; par F.-C. BUSSET, géom. en chef du cadastre, VIII^e. feuille : carte des cantons de Maringues et de Lezoux, arrondissement de Clermont (*Voyez le Bulletin*, tom. XX, n^o. 212.)

C'est avec regret que les amateurs de la belle topographie et les amis de la science qui se flattaient d'avoir, sous peu d'années, un atlas complet d'un des départemens de France les plus intéressans, sous les rapports géographiques et géologiques, se trouvent frustrés de leurs espérances ; la lenteur avec laquelle cette belle entreprise s'exécute nous fait craindre qu'elle ne se continue pas. Nous faisons des vœux pour qu'il n'en soit pas ainsi.

La feuille, que nous annonçons aujourd'hui, ne le cède point aux précédentes, sous le point de vue de l'exécution. Aux deux angles supérieurs se trouvent les plans topographiques des deux chefs-lieux des cantons auxquels cette feuille est consacrée.

D.

34. KARTE VON DEUTSCHLAND, DEM KÖNIGREICH DE NIEDERLANDE, etc.— Carte de l'Allemagne, du royaume des Pays-Bas et de la Suisse, avec les pays limitrophes jusqu'à Paris, Lyon, Turin, Milan, Venise, Ofen, Königsberg, en XXV feuilles; publiée et rédigée par le conseiller Adolphe STIELER, dessinée par le même, conjointement avec le lieutenant de STULPNAGEL et J.-L. BAER. 1^{re} livraison de 8 feuilles. Echelle de $\frac{1}{800,000}$; hauteur de chaque feuille, 8 p., longueur, 9 p. Prix de souscription pour chaque livraison, 18 fr. Gotha, 1829; Berthès. (*Kritischer Wegweiser*; 1^{er} volume, p. 178.)

Cette carte, composée de 25 feuilles, et dont la première livraison de 8 feuilles vient de paraître, avait été annoncée depuis fort long-temps, et le nom de son auteur a fait concevoir les plus grandes espérances qui se trouvent entièrement justifiées.

Les feuilles comprises dans cette première livraison sont :

N^o. I, *a b*. Partie de la France, environs de Lyon.

N^o. IV, *a b*. Les côtes de la Poméranie, les embouchures de l'Oder, Rugen; la partie méridionale de Krain, Istrie, golfe de Trieste.

N^o. V, *a b*. Les côtes de la Poméranie, la Prusse, le Delta, de la Vistule, le Frische-Haff, Königsberg, une partie de la Croatie et de la limite de Banat.

N^o. VI. La plus grande partie de la province de Hollande, avec une partie de l'Utrecht.

N^o. VII. La province Nord-Est du royaume des Pays-Bas, la partie Ouest de l'Hanovre, Oldenbourg et le Nord de la Westphalie prussienne, avec un angle de Lippe et Detmold.

N^o. IX. La partie Sud de la Poméranie, le milieu et l'Est du Brandebourg, avec les parties limitrophes de Posen et de la Prusse-Occidentale, et Mecklenbourg-Strelitz.

N^o. X. La partie Sud de la Prusse-Orientale et la partie Est et Nord-Ouest de Posen.

N^o. XX. La Moravie et l'Est de l'Autriche au-dessous de l'Ens.

La carte contient une carcasse détaillée des eaux, une expression fidèle du terrain, et tous les détails géographiques et topographiques que l'on peut attendre de l'échelle. Les

écritures de la carte sont belles et disposées avec ordre, en étant toujours en rapport avec l'importance des indications.

T. F.

35. CARTA TOPOGRAFICA DEI DUCATI DI PARMA, etc.— Carte topographique des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla; levée trigonométriquement dans les années 1821-1822, sous le gouvernement de S. M. l'archiduchesse Marie-Louise, dessinée et gravée à l'Institut géographique et militaire; 9 feuilles; échelle de $\frac{1}{84400}$, prix, 72 fr. Milan, 1828. (*Kritischer Wegweiser*; 1^{er}. vol. p. 265.)

Nous avons déjà parlé plus d'une fois du mérite des cartes publiés par l'état-major général autrichien, et le nouveau travail que nous annonçons ne le cède en rien aux belles cartes que ce corps a rédigées des pays héréditaires d'Autriche.

La 1^{re}. feuille contient les environs de Saint-Giovanni de Borgonovo et de Pianelle.

La 2^{re}. le Cours du Pô, de Piacenza jusqu'à Pescarola, la vallée du Pô jusqu'à Fiorenzula, avec le cours inférieur de la Trebia, de la Nure, de l'Arda, du Taro, etc.

La 3^{re}. feuille touche la précédente et contient la continuation du Po jusqu'à Guastalla, avec les embouchures du Taro et du Parma.

La 4^{re}. contient une partie des Apennins.

La 5^{re}., les vallées de la Nure, de l'Arda, de la Stirone, de Ceno, du Taro, etc.

La 6^{re}., la grande plaine dans le milieu de laquelle se trouve Parme.

La 7^{re}., les environs du monte Penna, un des pics les plus élevés du mont Penna.

La 8^{re}., contient la partie sud du pays située sur le point le plus élevé des Apennins, avec les vallées du Parma et du Taro.

La 9^{re}., enfin contient l'angle sud-est des duchés, et la partie du milieu de la vallée d'Enza.

Ces cartes donnent des renseignemens précieux sur la structure des Apennins, et la physionomie du sol présente une image tellement parfaite qu'elle ne le cède pas au bas-relief.

L'élévation d'un très-grand nombre de points a été dé-

terminée par des moyens trigonométriques, et tous les points du réseau triangulaire ont été calculés à la méridienne et à la perpendiculaire du dôme de Milan. T. F.

36. KARTE VON SERVIEN, BOSNIEN TURKISCH CROATIEN, DER HERZEGOWINA, etc.—Carte de la Serbie, de la Bosnie, de la Croatie turque, de la Herzegovina et du pays des Monténégrins, par FRIED, 2 fl^{les}, de 14 pouces de haut et 10, 3 pouces de large. Echelle $\frac{1}{790000}$; prix, 8 fr. : Vienne, 1829; Artaria. (*Kritischer Wegweiser*; 1^{re}, vol. p. 367.)

Cette carte, dont le titre donne déjà une idée, présente les villes, les forts, les bourgs, les villages, les haméaux, couvens, églises et chapelles; les routes de postes et de karawanes, et les chemins ordinaires; un système hydrographique qui est en rapport avec l'échelle, et quelques indications des montagnes. Les limites de Serbie, de la Bosnie, etc., sont enluminées et ressortent très bien par ce moyen. La carte n'est pas fort belle, mais très-lisible. T. F.

37. STRASSENKARTE DES GROSSFÜRSTENTHUM SIEBENBURGEN. — Carte routière de la Transilvanie. Vienne, 5 feuilles de dimensions inégales, échelle de $\frac{1}{110000}$, prix, 15 fr. (*Kritischer Wegweiser*; 1^{re}, vol. p. 245.)

Une carte non graduée n'inspire ordinairement pas une grande confiance. La carte routière de la Transilvanie, qui n'a pas non plus de canevas trigonométrique, paraît cependant faire une exception à cette règle. Elle contient, outre les routes qui sont divisées en chaussées, routes, chemins vicinaux et ruraux, les villes des commandemens militaires, les villes de 5,000 habitans et au-dessus et celles de 5,000 et au-dessous, les forteresses, forts, bourgs, villages, maisons isolées, bailliages, stations des régimens et les relais de postes. Le système de navigation et de flottage est indiqué pour les fleuves, qui paraissent être présentés assez fidèlement; en général la carte donne beaucoup plus que le titre ne promet.

Nous n'examinerons pas si elle remplit entièrement le but d'une carte routière; seulement nous ferons remarquer qu'un assez grand nombre d'endroits habités, même des bourgs et des villages, ne sont pas liés par des chemins, et se trouvent solés et sans communication au milieu des têtes. L'on a en

nul égard à la configuration du terrain , et l'auteur a entièrement négligé cette partie importante. La carte est lithographiée très-clairement. T. F.

ÉCONOMIE PUBLIQUE.

38. GESCHIEDKUNDIGE AANTECKENINGEN, etc.—Notes historiques sur l'application des peines corporelles à Amsterdam , principalement pendant le xvii^e. siècle ; par J. KONING , membre de l'Institut royal , etc. 1 vol. grand in-8^o. de xvi et 204 pages ; prix , 2 fl. 40 d. Amsterdam , 1828 ; Johannes Vander Hey en Zoon. (*De Recensent* ; XXI^e. vol. , n^o. 10, octobre 1828.)

M. Koning mérite à tous égards d'occuper un premier rang parmi le petit nombre des amis de l'antiquité : les ouvrages qu'on doit à ses longues recherches , dit le journal cité , sont marqués au coin d'un jugement sain et éclairé , qui n'a été guidé que par le désir d'arracher à l'oubli des documens précieux dont peut profiter notre siècle.

La connaissance du droit ancien et du système pénitentiaire , en vigueur chez nos ancêtres , peut contribuer beaucoup à jeter du jour sur les coutumes de l'époque dont l'histoire nous offre tant d'intérêt. C'est cette importante considération qui a engagé M. Koning à puiser dans les archives judiciaires , et à en tirer tous les matériaux qui lui ont servi à composer l'histoire de la pénalité pendant le cours du xvii^e. siècle.

Il se trompe en disant que c'est du milieu du xviii^e. siècle que date l'abolition des coutumes inhumaines , et que prit naissance la recherche philosophique des crimes ; car ce n'est qu'en 1798 que la question fut abolie ; et il faut que la torture ait malgré cela encore été regardée comme utile , puisque l'on trouve , dans l'ouvrage de M. S. de Wind , sur l'histoire de la pénalité , qu'en 1803 un nommé H. Janzen fut frappé d'un nerf de bœuf pour lui arracher l'aveu de son crime. Sous le roi Louis , le Code pénal disait formellement , art. 1086 et 1087 , que si un prisonnier refusait de répondre , il fallait employer la correction pour le contraindre à le faire. Cette disposition existe dans le Code abrogé en 1809. On peut lire , dans M. Meyer , plusieurs faits qui viennent à l'appui

de ce que nous avançons. Pouvons nous vanter notre humanité en matière criminelle, quand nous voyons la fustigation exister encore au XIX^e. siècle.

L'auteur a divisé son ouvrage de la manière suivante :

Prison.

Interrogatoire et jugement.

Punitions diverses.

Peines légères.

Peines graves.

Peines capitales.

Ce qu'on fait du cadavre des prisonniers et des suicides.

Son ouvrage est terminé par trente causes les plus remarquables.

On trouve, page 101 à 110, un tableau des criminels exécutés à Amsterdam dans l'espace d'un siècle ; de 1721 à 1820, le nombre n'en est que de 160, encore 150 d'entre eux ont-ils été exécutés pour des délits qui aujourd'hui n'encourent pas la peine capitale.

Nous ne pouvons trop recommander cet ouvrage, qui, sous tous les rapports, est digne d'exciter l'intérêt. G—d.

39. *LEGAL OUTLINES.* — Esquisses légales formant la substance d'un cours de droit qui se fait actuellement à l'Université de Maryland ; par DAVID HOFFMAN. 3 vol., 1^{er}. vol. ix et 626 p., gr. in-8°. Baltimore, 1829 ; Coale. (*Getting. gelehrte Anzeigen* ; oct. 1830, p. 1646.)

Cet ouvrage, que l'auteur a destiné à servir d'introduction à l'étude des commentaires de Blackstone sur les lois anglaises, et de Kent sur les lois américaines, est sans contredit, le premier essai d'une encyclopédie du droit pour les étudiants américains. L'ouvrage comprendra trois volumes : le premier, que nous avons sous les yeux, contient les élémens du droit naturel, politique et féodal ; le second et le troisième présenteront les élémens de la loi municipale, en prenant ce mot dans son acception la plus étendue.

L'auteur fait entrer dans la législation municipale,

1^o. La loi de la propriété foncière, appelée, en termes techniques, la loi des droits et des actions réels ;

2^o. La loi sur les personnes et sur les propriétés qu'elles possèdent, ou la loi des droits et des actions personnels ;

3°. La loi d'équité, considérée comme distincte, d'un côté de la loi positive, et d'un autre côté de la morale privée ;

4°. La loi sur les transactions commerciales, ou les mercatories ;

5°. La législation pénale ;

6°. La loi civile romaine, appelée la loi civile par excellence ;

7°. Le droit des gens, appelé quelquefois droit international ;

8°. La loi maritime et d'amirauté ;

9°. La constitution et les lois des États-Unis.

A la fin de l'ouvrage il y aura trois dissertations ; savoir, sur la bibliographie et la biographie légales, l'éloquence du barreau, et la conduite des hommes.

Le tome 1^{er}. expose uniquement les principes du droit naturel, politique et féodal, tels qu'on les trouve dans tous les auteurs. Voici les titres des dix leçons que contient ce volume.

De l'origine et de la nature de l'homme, de sa constitution physique et morale.

De l'homme considéré dans l'état de nature.

De l'origine de la société primitive, et du gouvernement civil.

Du droit du gouvernement civil.

Des effets de la société et du gouvernement, relativement aux droits naturels de l'homme.

De la loi et de ses attributs généraux.

Des lois naturelles, appliquées à l'homme individuellement dans l'état de nature ou de société.

Des lois politiques, considérées comme distinctes des lois civiles, et des diverses formes de gouvernement ; enfin, du droit féodal.

La première leçon est purement anthropologique ; les suivantes, jusqu'à la dernière, sont en grande partie métaphysiques. Ce n'est que dans la dernière que l'auteur traite du droit positif, en présentant une esquisse du droit féodal anglais.

C. R.

40. DISSERTATION SUR L'INFLUENCE DES COLONIES SUR LA MÉTROPOLE ; par P. SIMONS, avocat à Amsterdam. (*De Recensent* ; 25 fév., XXII^e. vol., n^o. 2.)

Cette dissertation roule sur un sujet d'une extrême importance, et que plusieurs publicistes distingués ont traité avec tant de succès qu'on aurait pu penser qu'il ne restait plus rien ou bien peu de choses à dire; cependant il était utile de populariser des idées de bien général, renfermées dans des ouvrages qui ne se trouvent qu'entre les mains d'un petit nombre de personnes, et c'était une louable entreprise qui était réservée au zèle de M. Simons. Il n'a pas voulu faire un mémoire d'une grande étendue, mais tracer seulement une simple esquisse de l'histoire des colonies modernes, de leur influence sur leur métropole, et il a présenté des résultats qui prouvent quel immense avantage l'Europe a tiré et tire encore de ses colonies. La brièveté de son mémoire nous permet d'en donner une analyse assez complète :

Les peuples anciens, dont le commerce faisait toute la richesse, ont fondé des colonies; les Phéniciens ont fondé Carthage qui, à son tour, a fondé plusieurs colonies en Espagne. Les Romains, chez lesquels le commerce était peu important, fondèrent aussi des colonies, non pour favoriser leur commerce, mais pour s'assurer la possession des pays conquis. La différence qui existe entre les colonies des anciens et les nôtres est qu'elles étaient indépendantes de la métropole; chez les Romains seulement elles en dépendaient toujours, et étaient régies par les lois du pays. Lors de la décadence de l'empire romain, les flots de barbares qui inondèrent l'Europe, plongèrent pour long-temps son commerce dans la stagnation. Ce ne fut que vers l'époque des croisades qu'il commença à sortir de son engourdissement : dans les XIII^e. et XIV^e. siècles tout trafic était entre les mains des Italiens et des villes Hanséatiques. Les Génois et les Vénitiens apportaient les marchandises de l'Inde qui leur venaient par le golfe Persique, et les répandaient en Europe par les Pays-Bas et les villes Hanséatiques. Ce ne fut que vers la fin du XV^e. siècle qu'on connut le nom des pays d'où venaient ces riches denrées. La découverte de l'Amérique par les Espagnols, et celle du chemin des Indes Occidentales par Vasco de Gama, changèrent la face du commerce. Les Italiens perdirent presque entièrement leur immense influence, et pour l'Europe commença l'ère de colonisation. Les Espagnols, par des cruautés inouïes, affermirent leur pouvoir dans l'Amé-

rique et réduisirent en esclavage deux peuples déjà avancés dans la civilisation; les Portugais imitèrent leur barbarie dans les Indes-Occidentales. Ces derniers s'étaient, avant les Espagnols, fait remarquer par leur esprit entreprenant. Au commencement du XV^e siècle, ils avaient fait quelques excursions en Afrique, et s'étaient déjà emparés de quelques parties de ce pays. En 1440 ils avaient conduit au marché de Lisbonne des prisonniers africains, et donnèrent naissance à la traite des nègres. La réunion du Portugal à l'Espagne procura à ce dernier pays un immense avantage; mais, par ses guerres avec les Pays-Bas, il se créa des concurrens qui balancèrent long-temps sa puissance. Quelque injuste qu'aient été les relations des Espagnols avec les Américains, on ne peut se dissimuler l'immense profit qu'en retira l'Europe, et la révolution qu'y produisit cette précieuse découverte. Une carrière nouvelle fut ouverte au commerce, la grande quantité d'or et d'argent qu'on rapporta changea entièrement la valeur des espèces; les sciences prirent un nouvel essor; la marine de l'Europe s'améliora sensiblement, et on forma un grand nombre de marins qui rendirent plus tard d'immenses services à leur pays.

Après bien des tentatives infructueuses, qui coûtaient une quantité prodigieuse d'hommes et de capitaux. Les Anglais et les Hollandais s'établirent dans les Indes, le mauvais succès qui accompagna leurs premiers essais ne les découragea pas. Leurs compagnies se formèrent et parvinrent à donner à leur commerce une extension qui surpassa toute espérance. L'influence qu'exerça sur le bien-être général les vastes entreprises de la compagnie hollandaise, est étonnante. Amsterdam vit s'élever dans son sein un grand nombre de fabriques, qui procurèrent à la classe laborieuse une existence plus heureuse. Les chantiers se couvrirent de navires en construction, et l'industrie s'accrut de toutes parts. Pendant l'espace de 43 ans, jamais le bénéfice qu'on retira de l'influence des colonies sur la métropole ne fut de moins de 10 pour 100. En 1606 il fut de 75; en 1607, de 40; en 1610 et 1642, de 50; et en 1646 de 51 pour 100. On ne doit pas s'étonner, après ce résultat, d'avoir vu la république, après ses longues guerres, présenter à ses ennemis un front plus menaçant, et six semaines après un combat malheureux et la perte d'une flotte

par une tempête, avoir fait paraître sur l'Océan une flotte nouvelle.

Depuis sa fondation jusqu'en 1739, le total des sommes produites à la compagnie des Indes par son commerce s'élevèrent à 1,620 millions; et, malgré des économies mal entendues, en 1672 le revenu s'éleva à 11 millions.

Si l'on compare l'état dans lequel se trouve le commerce aujourd'hui, que chaque peuple s'y livre avec application, et que les monopoles perdent de jour en jour de leur consistance, on verra quel avantage l'Europe a tiré de ses colonies. L'Amérique du Nord, en brisant les liens qui l'unissaient à la métropole, et l'Amérique du Sud, achevant de rompre les siens, ont donné au commerce une face nouvelle et qui tourne au désavantage de l'Europe.

Les Indes-Orientales resteront plus long-temps sous le joug de leur maître; mais cependant un jour viendra où ils le briseront.

M. Simons pense que l'Europe perdra un jour sa suprématie, et qu'une autre partie du monde brillera comme elle a brillé; il regarde la civilisation introduite dans nos colonies comme la cause de ce changement, bien qu'il avoue que l'injustice et la violence, exercées contre les habitans des pays dont on s'était emparé, doivent trouver leur juste châtiement.

G—D.

41. ELEMENTI DELLA SCIENZA DEL COMMERCIO, etc. — Elémens de la Science du Commerce; par Adolphe CORTI. In-8°. de x et 334 pages; Pavie, 1829; Fusi et Comp. (*Annal. univ. et Stat.*, etc., de Milan; août et sept. 1830, p. 276).

Cet ouvrage est divisé en deux parties : la 1^{re}., de la théorie du commerce; la 2^e., de la pratique du commerce. J'ai ainsi divisé ce traité, dit l'auteur, pour que les principes métaphysiques, développés dans la 1^{re}. partie, servent d'introduction à la seconde, dans laquelle sont exposés les exemples de correspondance mercantile, la tenue des livres de raison, les règles les plus sûres pour l'intelligence et la pratique du change, ainsi que les autres notions relatives à l'exercice du commerce.

La 1^{re}. partie est divisée en 2 sections : la 1^{re}., des principes fondamentaux; la 2^e., des avantages du trafic ou de la

spéculation. La 2^e. partie a 4 sections : 1^o. de la correspondance commerciale ; 2^o. de la tenue des livres de raison ; 3^o. du cours du change ; la 4^e. enfin, des notions sur les poids, les mesures, les changes, et les usages des principales places du commerce. Celles qui s'y trouvent indiquées sont au nombre de 43. Il est à remarquer que l'auteur n'a point réduit les mesures, les monnaies à un type commun, les mesures décimales, comme l'ont fait tous les autres écrivains.

Si M. Corti a voulu destiner son livre à ceux qui se consacrent à la profession du commerçant, il ne paraît pas qu'il puisse atteindre ce but ; mais, considéré sous un autre point de vue, il peut être utile, la 1^{re}. partie surtout, aux personnes qui se livrent à l'étude de l'économie civile. Les réflexions, qui en occupent la plus grande portion, loin de former la théorie du commerce, proprement dite, ne sont qu'une suite d'observations morales, connues de tous ceux qui s'occupent d'intérêts. Il eût été grandement utile de donner des définitions exactes et claires des idées économiques que fait naître l'exercice du commerce. Plusieurs économistes, Malthus entre autres, ont senti le besoin d'un pareil travail. Une bonne définition est d'autant plus nécessaire que la matière touche de plus près nos intérêts, et, d'un autre côté, elle a le mérite de fixer la jurisprudence commerciale.

On retrouve, dans l'ouvrage de M. Corti, l'ancien système de la balance du commerce, qui tendait à faire considérer comme étant en perte la nation dont les importations excédaient les exportations, et en bénéfice quand c'était le contraire, parce que la solde devait être fait en numéraire : ce système repose sur cet autre, que c'est l'accumulation des métaux précieux qui fait la richesse. Montesquieu pensait ainsi, il est vrai ; mais que dirait-il, s'il vivait de notre temps, en voyant les États-Unis importer chez eux constamment beaucoup plus qu'ils n'exportent, et marcher cependant vers une constante prospérité ; il en reviendrait à coup sûr aux idées d'Adam Smith, de Say, et des autres économistes modernes ; il adopterait une doctrine tout opposée à celle qu'il a exposée dans son *Esprit des Lois* ; il reconnaîtrait que la richesse d'un pays consiste, non pas dans l'accroissement de la quantité de métaux monnayés, mais dans l'accroissement de ses produits, qui détermine celui du re-

venu de ses habitans, qui les met en état de satisfaire à leurs besoins, de se procurer ce bien-être qui constitue la richesse.

Après avoir placé au nombre des premiers principes fondamentaux la balance du commerce, M. Corti y met la balance interne, c'est-à-dire entre la production et la consommation ; ici il est d'accord avec M. Adam Smith. En effet, si la consommation excède le revenu, il y a nécessité d'entamer le capital ; dès-lors la richesse diminue, et, s'il en est ainsi chaque année, elle finira par disparaître. Produire beaucoup est le moyen d'augmenter la richesse d'un pays, puis-qu'il y aura aliment à sa consommation, et faculté d'exporter au-dehors ce qui excédera la consommation.

Il semble, d'après l'examen que les *Annales statistiques de Milan* ont fait de cet ouvrage, qu'il s'y rencontre des principes admis, des principes controversés ; que sa seconde partie n'atteint pas entièrement le but que l'auteur s'est proposé ; d'où il suit qu'il ne peut être consulté qu'avec beaucoup d'attention, afin d'éviter les erreurs qui se trouvent réunies aux vérités.

THOM...

42. SUR LES PROHIBITIONS ET SUR LES RÉGLEMENS RELATIFS A L'INDUSTRIE. (*Feuille du canton de Vaud* ; n°. 7, 1830, p. 213.)

Nous avons déjà plusieurs fois signalé à l'attention des lecteurs du *Bulletin universel* la *Feuille du canton de Vaud*, et il ne leur aura pas échappé que nous y avons puisé, à plusieurs reprises, de fort bons articles de statistique, que nous présentons avec confiance, certains du soin consciencieux apporté à leur rédaction, et surtout à la collection des élémens qui les composent. Nous y avons aussi souvent trouvé des articles remarquables d'économie publique ; quoiqu'ils soient spécialement écrits dans l'intérêt du pays ils reposent sur des principes généraux tellement incontestables, qu'ils peuvent être reproduits dans le *Bulletin universel* ; de ce nombre est celui sur les prohibitions et sur les réglemens relatifs à l'industrie, qui a paru dans un des derniers numéros de cette feuille.

La conclusion, que nous allons rapporter en commençant, fera connaître quel est l'objet de cet article, dont ensuite

nous ne donnerons qu'un développement sommaire. « Il est aisé de se convaincre, dit l'auteur, que les réglemens et les lois n'ont jamais produit la moindre partie des biens et des richesses dont subsiste la société ; l'industrie seule a ce pouvoir, et si, dans certains cas peu nombreux, l'autorité doit proscrire toute industrie qui ne serait pas innocente, si elle doit soumettre à des réglemens quelques professions dont les erreurs seraient sans remèdes, ou si la défense et la sûreté du pays lui commandent parfois quelques mesures de précaution, ces moyens ne marchent jamais qu'accompagnés de plusieurs inconvéniens ; il faut, pour les justifier, que leur nécessité soit évidente.

« Ainsi la thèse est cette proposition : Généralement l'industrie doit avoir toute latitude, et ce n'est que dans un très-petit nombre de cas relatifs à la sûreté et à la défense du pays qu'on lui peut imposer quelques restrictions, qui même alors ne sont pas sans inconvéniens. »

Telle est aussi l'opinion de la plupart des économistes, nous dirions même de tous les économistes, s'il ne s'en trouvait qui pensent que ce n'est pas seulement par suite de quelques circonstances purement exceptionnelles qu'on peut imposer des restrictions à l'industrie, ou au commerce, qui n'est qu'une branche de l'industrie, et qui croient que les restrictions doivent entrer dans la combinaison de tout ce système. L'auteur attribue les défenses d'importation ou d'exportation aux jalousies nationales ; c'est sur la sortie des matières premières, et sur l'entrée des objets manufacturés qu'elles s'exercent parce qu'on s'imagine que ce que l'étranger nous paie pour les unes n'est pas tout profit, et que ce qu'il nous paie pour notre main-d'œuvre est au contraire un bénéfice net. Cependant, pour choisir un exemple, en Suisse l'importation des peaux, qu'elle ait lieu en peaux brutes ou en peaux travaillées, donne à la nation un profit parfaitement le même. Dans l'un et l'autre cas, l'étranger rembourse à la Suisse la même somme pour les avances de tout genre que nécessite la production. Dans la première supposition, la Suisse livre moins de matières à l'étranger ; mais ce n'est pas la matière qui fait l'importance de ce qui est cédé à l'étranger, c'est la valeur de cette matière. Mais, dit-on, ne vaut-il pas mieux exporter des peaux chamoisées, des harnois, des chaussures, que des peaux

brutes ? Si par l'exportation des peaux ouvrées on augmente la somme des exportations, ce genre d'envois est sans doute plus avantageux, mais l'importation d'une valeur de cent francs en peaux brutes est aussi favorable que celles de cent francs en peaux ouvrées. Il y a toujours une somme pareille de services productifs payée à la nation ; seulement, dans l'un et l'autre cas, les profits s'adressent à des classes différentes de producteurs. Quand une nation voisine fait une demande de peaux brutes, il y a plus de profit pour la classe qui élève les bestiaux, et moins pour la classe ouvrière, que si elle demandait des peaux travaillées. Si la demande prend habituellement ce cours, le nombre des éleveurs se multipliera un peu davantage, et celui des artisans un peu moins, mais les profits de la nation seront les mêmes dans les deux cas.

Les lois qui favorisent le plus les exportations sont celles qui laissent le plus de liberté dans le choix des objets que ce commerce envoie au dehors, et de ceux qu'il en tire en retour.

Il serait donc bien à désirer que les barrières qui séparent les peuples, les prohibitions ou les droits excessifs, disparaissent de plus en plus. Cependant le bien même qui en serait la suite ne peut être fait qu'avec prudence et assez à la longue pour ne pas entraîner la ruine d'une foule d'établissements, qui ne se sont élevés qu'à la faveur des privilèges que ces droits et ces prohibitions leur assuraient. Partout où, sans compromettre des intérêts privés d'une trop grande importance, l'administration parvient à débarrasser le commerce d'une partie des frais et des entraves dont il est chargé, il en résulte une plus grande activité dans les relations commerciales au dehors, et par conséquent dans les productions intérieures : c'est un bienfait pour le pays.

En effet, chaque nation ne peut consommer pour son usage qu'un nombre limité d'objets. Si elle ne peut exporter, elle restreindra sa production ; mais, si elle peut exporter, elle importera d'autres objets qu'elle ne produit pas, qui lui sont nécessaires, et dont la consommation s'accroîtra. Cet avantage existe également pour les marchandises qu'elle ne fabrique pas, ou qu'elle ne fabriquerait qu'avec plus de frais. Par exemple, la Suisse tire de France des draps de différentes qualités. Elle pourrait les fabriquer, mais le climat et les

pâturages étant moins favorables à l'éducation des moutons, la matière première y serait plus chère qu'elle ne l'est en France : le prix de la main-d'œuvre y est plus élevé, il lui est donc plus avantageux de tirer des draps de France en échange des chevaux, des fromages, qui n'y sont pas produits à aussi bon marché.

Il ne faut pas perdre de vue qu'une dépense pour la production et une dépense pour l'achat occasionent une perte absolument pareille. Si la somme employée est la même, les valeurs consommées dans une manufacture sont aussi bien perdues que celles qui sont envoyées à l'étranger. Les unes et les autres ne peuvent reparaître que par une reproduction ou par le retour d'autres valeurs pareilles ou plus considérables. Ainsi, quand on fabrique de la toile avec chanvre indigène, tout ce qu'il en coûte en emploi du terrain (occupé par le chanvre au lieu de l'être par une autre récolte) en frais de culture, en engrais, en main-d'œuvre, pour préparer, filer, tisser ce chanvre, la consommation de toutes ces valeurs n'a d'autre compensation que la valeur de la toile qui en résulte. Si, au moyen de quelque autre produit dont les frais de production sont moins considérables, on obtient d'un pays voisin, où les terres sont plus fertiles ou moins chères, les capitaux plus abondans, l'industrie plus avancée, une même quantité de toile d'un moindre ou égal prix, il est plus avantageux de se la procurer ainsi, que de la fabriquer soi-même; ce qui produit le plus doit être préféré.

Mais des importations avantageuses, lorsqu'elles sont compensées par des exportations de nos produits, ne donneraient-elles pas de la perte, s'il fallait les payer en argent? l'argent, pour tout pays qui ne le produit pas, n'est qu'un signe d'échange. On l'acquiert au moyen des produits du sol, des capitaux, de l'industrie; le dépenser pour payer les produits du sol, des capitaux, de l'industrie étrangère, est donc la même chose que payer ceux-ci avec les premiers. De toutes manières, les importations favorisent la production intérieure en rendant nécessaire l'exportation de produits indigènes.

Quelquefois on considère les prohibitions comme des représailles; mais en admettant des produits étrangers, même sans réciprocité, on ne fait point un sacrifice, on fait une *bonne*

affaire, puisqu'on se procure de la sorte des objets qu'on ne pourrait d'une autre manière acquérir à aussi bon marché. Quelles que soient les restrictions qu'une politique ignorante et jalouse apporte aux relations avec ses voisins, il est certain que ceux-ci gagnent encore dans les affaires qu'elle leur permet de traiter, car du moment qu'il convient à des négocians de continuer ces affaires, c'est assurément parce que les valeurs qu'ils reçoivent remplacent avantageusement celles qu'ils livrent.

En général, on donne trop peu d'attention aux graves inconvéniens de faire payer chèrement les denrées aux consommateurs : le mal, ne se faisant sentir qu'en détail et en petites portions, chaque fois qu'on achète, ne frappe guère les yeux, mais il n'en est pas moins réel, et ses effets, pour être répartis sur toute la population, n'en sont pas moins funestes à la prospérité générale. Il ne faut pas dire non plus que dans le renchérissement des denrées, ce qui est perdu pour l'un est gagné pour l'autre ; ce qui est vrai ou partiellement vrai des résultats du monopole, ne l'est plus de la hausse des prix, occasionnée par des droits d'entrée ou des impôts, sous quelque forme que ce soit. Le producteur n'en profite pas ; comme producteur, il n'en est pas plus riche, et comme consommateur, il est plus pauvre. Lorsqu'on établit un droit d'entrée sur les chandelles, tous les consommateurs de cet article paient plus cher les chandelles tirées du dehors ou fabriquées dans l'intérieur ; mais, d'un autre côté, les fabricans de chandelles, à qui ce droit permettra peut-être de gagner quelque chose de plus, dans des établissemens qui ne marchaient qu'avec peine, ne feront pas des bénéfices extraordinaires. La concurrence entre les producteurs nationaux mettra des bornes à leurs profits, et ces faveurs particulières, onéreuses pour le plus grand nombre, n'auront pas même pour effet de procurer à quelques-uns des avantages supérieurs à ceux que pourrait leur offrir un autre genre d'industrie qui ne s'exercerait aux dépens de personne.

Quand on considère les effets généraux des mesures prohibitives, on a lieu de s'étonner du peu de résistance qu'elles rencontrent, ou même de la faveur qui les accueille fort souvent. L'intérêt de l'état est toujours le prétexte ; cependant l'intérêt d'un pays ne peut être d'acheter chère-

ment ce qu'il peut acquérir à meilleur compte par les voies qu'on se propose de fermer ; mais les droits d'entrée enrichissent le fisc , ils augmentent le nombre des placés à donner : presque tous les citoyens les supportent avec les conséquences qu'ils entraînent , le sacrifice pour chacun n'est ordinairement pas assez considérable pour exciter des réclamations bien sérieuses. Faut-il s'étonner que le système prohibitif ait été si long-temps et soit encore quelquefois vivement soutenu et mollement repoussé !

Quant aux primes d'encouragement , en usage dans quelques pays particulièrement jaloux de favoriser l'écoulement des produits de leur commerce et de leurs manufactures , soit au dehors , soit à l'intérieur , lorsqu'elles engagent à créer des produits qui n'auraient pas eu lieu sans cela , il en résulte une production fâcheuse , car elle coûte plus qu'elle ne vaut. C'est un mauvais effet semblable à l'effet des prohibitions et des droits élevés. Ceux-ci ont encore d'autres inconvéniens , dont le moins grave n'est pas celui de créer un crime de plus , la contrebande et tous les vices qui l'accompagnent , le mensonge , l'oisiveté , l'habitude de l'arbitraire , la violence , le brigandage.

Un autre effet des prohibitions , c'est qu'en détournant l'industrie de son cours naturel , celle-ci n'acquiert pas le même développement. Les capitaux qu'elle emploie , proportionnellement plus considérables quand elle s'exerce désavantageusement , ne donnent pas les mêmes profits et n'offrent pas autant de ressources aux classes pauvres et laborieuses. La somme du capital dont on dispose est la limite de l'industrie que l'on peut exercer , et nous reculons d'autant moins cette limite que nos travaux exigent plus de frais.

Tout se réunit donc pour prouver que l'industrie la plus libre devient en même temps la plus active et la plus avantageuse à la nation et aux producteurs ; aussi la protection la plus réelle et la plus efficace que l'industrie peut espérer de l'autorité , c'est de se voir dégagée des liens où elle se débat plus ou moins dans tous les pays où l'on s'est le plus inquiété de son sort. Depuis long temps l'industrie de la plupart des peuples est surchargée de lois et de réglemens dont l'objet principal est de déterminer les produits dont il faut ou dont il ne faut pas s'occuper , ou de prescrire la manière dont les

opérations de l'industrie doivent être conduites. Tantôt on interdit certaines cultures et certaines fabrications, tantôt on en favorise d'autres. Dans l'industrie commerciale, on s'efforce par des traités de faciliter ou de restreindre les communications avec certains pays; on accorde des privilèges au commerce de telle marchandise, on prohibe le commerce de telle autre. Les capitaux et le travail sont ainsi détournés des emplois qui seraient les plus profitables.

Les réglemens pour les manufactures, les corporations, les maîtrises, les compagnonages, les ordonnances qui prescrivent la route que doivent tenir les marchandises, les ports où elles doivent débarquer, sont autant d'entraves à l'industrie; dont les avantages, s'ils existent, sont loin de balancer les fâcheux résultats. On comprend qu'en déterminant d'avance le nombre de gens qui doivent gagner leur vie dans telle industrie, la quantité de fils, les couleurs qui entreront dans la composition d'une étoffe, la direction que doivent suivre les marchandises, on interdit les perfectionnemens, on décourage le commerce, on le restreint nécessairement en l'empêchant de se plier à des circonstances variables qu'il doit étudier et suivre. D'un autre côté, les corporations, les maîtrises, les compagnies privilégiées, ont pour effet de faire payer plus cher au public de plus mauvais produits. Elles écartent autant de concurrens qu'elles peuvent; leurs intérêts sont en opposition permanente avec ceux du public; leurs combinaisons pour diminuer le taux des salaires, restreindre le nombre des apprentis, portent atteinte au droit qu'ont tous les hommes de gagner leur vie comme ils peuvent; elles violent encore le droit qu'ont tous les consommateurs d'acheter les choses au prix où une libre concurrence les porterait naturellement.

Ainsi les prohibitions, loin de servir l'industrie nationale, lui sont le plus nuisibles, soit que l'on considère leurs effets quant aux producteurs, quant aux consommateurs. Leur seul résultat est d'enrichir le fisc et d'augmenter le nombre de ses employés.

Les primes n'ont pas de moins graves inconvéniens.

L'industrie la plus libre est la plus active et la plus avantageuse à la nation et aux producteurs.

La protection la plus efficace qu'elle puisse recevoir, est de

se voir dégagée de tous les liens qui la resserrent, l'entravent, empêchent son développement.

Telles sont, en définitive, les propositions qui résultent de cet article, et qui, pour n'être pas nouvelles, ne sont pas faites pour inspirer moins d'intérêt et attirer moins d'attention.

THOMAS.

VOYAGES.

43. VOYAGE AUTOUR DE LA MER ROUGE. (*Journ. des Voyages*, 115^e. cahier, mai 1828, pag. 129.)

Le pacha d'Égypte ayant eu l'intention d'établir un canal entre la mer Rouge et la Méditerranée, pour la communication de ces deux mers, chargea M. Marbois d'explorer les côtes de la mer Rouge, pour connaître par son rapport la possibilité de l'exécution de ce projet.

C'est cette circonstance qui a donné lieu au voyage dont il est ici question.

« La mer Rouge perdit de son importance, dit l'auteur, dès que *Vasco de Gama* eut doublé le cap des *Tourmentes* ou de Bonne-Espérance, cependant *Mehemed-Ali*, qui règne actuellement sur l'Égypte, voulait tenter de rouvrir, à travers l'isthme de Suez, l'ancien canal qui, partant du port de Suez, et passant à travers un vallon qui semble creusé exprès par la nature, se dirigerait vers le lac de Meuzalie, et aboutirait à Finch, sur la Méditerranée; mais le flux et le reflux si considérable dans la mer Rouge faisait craindre que le canal ne se trouvât à sec durant la marée basse, c'est ce qui engagea le pacha à me charger de l'examen du golfe arabe qu'»

D'après M. Marbois, l'effet du flux et du reflux est plus sensible dans la mer Rouge, parce qu'il ne s'y précipite point de fleuve pour combler le déficit de l'attraction. Ainsi, tandis que les eaux courent vers Bab-el-Mandeb, l'équilibre n'étant pas rétabli par un versement de fleuves, Suez reste à sec de même qu'un long espace de bas-fond.

A mesure que l'on avance vers le midi, la côte occidentale parsemée d'écueils, qui conduit à Cosseyr, ne présente qu'une plage aride au-dessus de laquelle s'élèvent des éminences de sables que le siroc bouleverse à son gré. Cette côte est do—

minée d'espace en espace par les monts Defah , Seitich-Sefadah et autres. A partir de Cosseyr , une chaîne de montagnes non interrompue se prolonge entre la mer Rouge et le Nil ; elles sont toutes d'un marbre serpentin ; quelquefois le rouge remplace le vert. C'est là que les Pharaons faisaient tailler ces blocs énormes , qui transformés en colonnes , en sphinx , etc. , ornaient les villes égyptiennes. Le nom de *El Abakra* que porte encore ce lieu , et qui signifie *la place des Chars* , peut induire à croire que cette désignation antique lui vient de la grande quantité de chariots qui se trouvaient rassemblés dans cet endroit lors de la coupe et de la taille des pierres qui , charriées jusqu'au Nil , descendaient par eau , à Sakarah.

La guerre qu'Ibrahim a faite aux Wéchabites , en Arabie , a vivifié le port de Cosseyr. On y voit un fort carré , construit en pierres de taille et soutenu de bastions ; mais ce fort , dominé par des hauteurs de sables , ne résisterait pas longtemps à six pièces d'artillerie sagement dirigées. Un rocher qui s'étend bien avant dans la mer forme l'enceinte du port ; il abrite les vaisseaux contre les vents du nord et du nord-est ; la ville les garantit de ceux de l'ouest.

Deux lieues plus bas , on trouve le *Vieux Cosseyr* que l'on croit être l'ancienne *Bérénice*. Une chaîne de montagnes part de là et continue le long de la mer Rouge jusqu'en Abyssinie et prend le nom de *montagnes des Émeraudes*. Ces monts prolongent leurs bases sous les flots et y forment des rescifs dangereux , entre lesquels on ne peut avancer qu'avec de grandes précautions , surtout durant la mousson d'hiver.

En tirant vers le sud , la place la plus marquante est l'île de Suakem forte par sa position et par des ouvrages de main d'homme. C'est une petite île ronde qui n'a pas une demi-lieue de tour ; le fond est bon dans les environs , mais plus loin la mer est perfide plus que partout ailleurs. Suakem a une garnison égyptienne , et le gouverneur de *Dalek* et de *Maqua* y réside de préférence.

Toute la côte occidentale de la mer Rouge , depuis le 25°. de latitude nord jusques vers le 16°. est funeste aux navigateurs ; il faut cingler du côté de l'Arabie pour descendre vers l'embouchure de ce long golfe ; il existe , il est vrai , à travers les bancs de sables et les bas-fonds , un canal qui se prolonge pendant environ cent lieues , mais il n'y a guère que les natu-

rels du pays qui puissent s'y hasarder avec leurs barques de palmiers.

A vingt lieues environ de Suakem on trouve l'île de Dalaca; c'est là que l'on pêche ces perles jaunes dont il se fait un grand commerce en Arabie.

A quarante lieues plus avant, vers la ligne; on trouve *Bayluhr* qui ne consiste qu'en quelques masures; cette ville est située vis-à-vis Moka (côte orientale) à douze lieues du détroit de *Bab-el-Mandeb*.

Sur la côte orientale, on trouve, en venant de l'embouchure du Veturi, Moka, bâtie sur un sol sablonneux, sous le 13°. de latit. N., 60 lieues plus avant Besham, près Djeddâ, qui est le port de la Mecque à 50 lieues plus loin Yambo, asile sûr et commode, dont les communications sont plus faciles avec l'Egypte par Suez et Cosseyr.

En côtoyant l'Arabie entre la terre ferme et les bancs de Morsah, de Haskaïm; les îles de Hasana, Harama, Maka Merahîm, Jobed, le rivage est hérissé de roches inaccessibles, d'écueils sourcilleux semblables à des remparts naturels. Un peu au-delà de l'île du Tyran, la mer Rouge se divise en deux golfes, celui d'Akabah et celui de Suez entre lesquels s'avance en pointe le cap de Mahomet; c'est par le golfe Akabah que débouquaient, dans les temps de la splendeur de Jérusalem, les escadres des Hébreux; au fond de ce golfe se trouvent les anciens ports d'Eylath et d'Asion-Gabez.

M. Marbois pense que le commerce pourrait aujourd'hui retirer le même avantage que le commerce des anciens de la jonction des deux mers. La mer Rouge n'a pas plus de 60 lieues dans sa plus grande largeur, le bord des deux côtes asiatique et africaine est extrêmement dangereux et semé d'écueils. La partie centrale en présente bien aussi, mais qui s'élèvent hors de l'eau et qu'on peut éviter. Des bâtimens de toutes grandeurs peuvent y naviguer. Les expéditions commerciales trouveraient leur régularité dans celle des moussons, qui soufflent 6 mois du midi et 6 mois du nord, et les envois et les retours se conformeraient à cette alternation des vents favorables.

Le canal entre Suez et Tinch n'est pas impraticable; mais il offre cependant des difficultés à cause de la mobilité du

sable qui fait le fond des deux mers autour de l'isthme; quant à l'inconvénient de la hauteur des marées, que l'on suppose devoir être funeste à la navigation marchande dans ces parages, M. Marbois croit qu'il serait diminué par le canal qui établirait communication entre les deux mers; le déficit d'eau occasioné par le manque de versement de fleuves, serait rétabli par la communication avec la mer septentrionale, et s'il est vrai, dit-il, que le niveau de la mer Rouge soit plus élevé que celui de la Méditerranée, ces courans alternatifs qu'éprouveraient le canal, seraient favorables et d'un grand secours pour l'entrée et la sortie des navires. T.

44. VOYAGE D'EXPLORATION DES CÔTES DU PAYS DE RAMREE, dans les Indes-Orientales; par le commodore HAYES.

Nous avons sous les yeux le rapport officiel, de la plume du commodore Hayes, d'un voyage d'exploration des côtes du pays de Ramree, exécuté par la pinasse de guerre le *Osprey*, relation qui constate définitivement un fait dont on doutait en quelque sorte, c'est-à-dire, que cette contrée forme une île. Voici un sommaire de ce rapport :

Le *Osprey* fit voile du port de Amherst. Après avoir passé au nord-est de Ramree, à travers le hâvre de Hastings et les détroits situés à l'est d'un grand nombre d'îles, jusqu'à l'entrée des passes qui aboutissent à Aeng, à Talak et à Arracan, on aperçut à l'ouest une grande ouverture par laquelle pénétrait avec force un flux de mer venant du large, d'où l'on conclut que cette ouverture communiquait directement à l'Océan. La grande entrée de la seule crique, qui mène à la capitale de Ramree, est située à environ deux milles au sud de la pointe nord-est de l'île; situation qui forme la limite méridionale du hâvre de Hastings. A environ un quart de mille au nord de ce point apparaît la crique d'*Osprey*, qui communique à celle de Ramree, à environ mi-chemin de l'intervalle qui existe entre la principale entrée et la capitale; avec laquelle il n'y a de communication directe que par ces deux passes. Vers le milieu du hâvre de Hastings, du côté de Ramree, s'élève un rocher à la base duquel, en face du hâvre, est une profonde excavation remplie d'eau des sources et de pluie, et garantie dans toute l'étendue de son pourtour de l'envahissement des eaux de la mer, par une

sorte de digue formée par le déplacement et l'accumulation successifs des blocs de pierre à sablon qui occupaient ce vide.

A l'extrémité septentrionale du hâvre de Hastings, est une chaîne de rochers isolés, à l'est de laquelle un grand passage se dirige sur Mae. A l'ouest de ces rochers, on trouve l'entrée de la grande passe qui longe le côté oriental de Commodore's Island, et à travers laquelle les vaisseaux de grand port, en destination pour Aeng, Talak, Arracan et Combermere-Bay, se rendent dans le détroit de Fletcher-Haye, d'où ils débouchent dans l'Océan. A l'ouest de cette chaîne de rochers se trouve le canal navigable pour les bateaux seulement, qui conduit à Mae. En entrant du côté du sud, dans le grand passage, ou Quechang-Tang, Mae reste à la droite. Dès l'entrée du détroit, on découvre de hautes montagnes, un grand nombre d'îles et de passes.

En se dirigeant à l'ouest, l'*Osprey* jeta l'ancre entre Rocky-Island et les îles qui longent le côté septentrional de Mew-Chong-Dong. De là ce bâtiment se rendit à Quoin-Island, puis, se dirigeant à l'ouest, à son premier mouillage de la côte septentrionale de Ramree. Ensuite, passant entre les plus rapprochées des îles de Jakthwa-Gewhn, il jeta l'ancre près de celle des Three-Brothers, remarquable par ses montagnes qui, assises sur une base compacte de rochers, s'élèvent au-dessus du niveau de la mer. De là l'*Osprey*, après avoir traversé le détroit dans la direction du grand passage de la pointe de l'île, en portant le cap à l'ouest, jeta l'ancre au large de la pointe sablonneuse de Ramree, d'où un bel embranchement s'étend, sur une longueur d'environ deux milles, jusqu'à la crique de Keow-que-Chong. De cette crique, la pinasse se dirigeant au nord des Three-Islands, retourna au milieu du détroit, et alla mouiller au large de Callagewn-Island, où on trouve du bétail, de l'eau et des fruits. Le *Osprey* se rendait de nouveau à Allee-Chou-Creek, lorsqu'une tempête l'obligea à rétrograder jusqu'au hâvre de Hastings.

Le rapport du commodore Hayes est terminé par les observations suivantes : « Je n'ai pas jugé nécessaire de parler des sondes et des gisemens pris dans le détroit, attendu que la carte marine levée sur les lieux mêmes suffit pour servir de guide au navigateur qui entre dans ce détroit ou qui en

sort. Dans toute l'étendue du détroit, le mouillage est sûr. En venant de la mer ou de Combermere-Bay, et lorsque vous vous trouvez à mi-chemin entre la grande tour et le rocher de la pagode, dirigez-vous à l'est vers le détroit, dans lequel vous pourrez jeter l'ancre en toute sûreté sur tous les points. Sur cette côte, la marée monte et descend de quatorze pieds dans le détroit, dans les passes, dans les havres et dans les rivières. (*Asiat. journ.*, juin 1827, p. 835.) L.

45. VOYAGE AUX RÉGIONS ÉQUINOXIALES DU NOUVEAU CONTINENT, fait de 1799 à 1804; par AL. DE HUMBOLDT et A. BONPLAND, rédigé par Alexandre DE HUMBOLDT; avec un Atlas géographique et physique. Édit. in-4°, 2^e partie de la 6^e livr., formant le Livre XI, Chap. XXIX, terminant le Tom. III de la *Relation historique*, pag. 501 à 629, et 3 cartes de l'atlas. Paris, 1831; Smith: édit. in-8, T. XII, pag. 214 à 407, contenant le chapitre XXIX, et le commencement du Tom. XIII, pag. 1 à 166, contenant les *additions* à ce chapitre, 2 cahiers. Paris, 1831; Gide. (*Voy. le Bullet.*, 1825, Tom. IV, n^{os} 315 et 334, et Tom. V, n^o., 107 l'analyse très-étendue du vol III, édit. in-4°.)

Avant de signaler à nos lecteurs le contenu de cette nouvelle livraison, nous croyons leur être utile et agréable en plaçant sous leurs yeux le tableau complet des ouvrages divers qui composent ce grand et magnifique monument, élevé par MM. de Humboldt et Bonpland à la gloire du Nouveau-Monde et à leur propre illustration. C'est cette collection considérable qui compose le grand ouvrage dont le titre que nous venons de transcrire est l'indication collective. Il ne reste plus à publier de cet ensemble que le Tom. IV de l'édition in-4°, qui formera, sans doute, au moins 4 volumes de l'édition in-8°. (entreprise distincte de l'édition in-4° et faite par deux libraires différens, mais se correspondant du reste, quant aux matières et à leur ordre de publication), et la dernière livraison du *Recueil d'observations de Zoologie et d'Anatomie comparée*, que M. Valenciennes va faire paraître dans quelques semaines. L'ensemble de ces publications sur l'Amérique renferme plus de 1,300 planches. Soutenue uniquement par la bienveillance et l'intérêt du public, elle formera, dans la grande édition, 28 volumes, dont 17 in-

folio et 11 in-4°. On ajoutera des tables de matières très-étendues, qui offriront, à chaque article de botanique, de géographie de météorologie, de magnétisme terrestre ou de géographie astronomique, ce qui a rapport soit à l'Amérique équinoxiale seule, soit à la physique du globe en général. Voici l'indication des ouvrages publiés successivement par MM. de Humboldt, Bonpland et Kunth, et qui forment la collection entière :

1. ESSAI SUR LA GÉOGRAPHIE DES PLANTES (1 vol. in-4°), plus amplement développé dans un ouvrage latin portant le titre de *Prolegomena de distributione geographica plantarum secundum coeli temperiem et altitudinem montium*; dans un mémoire sur les rapports numériques qu'offrent les différentes familles de végétaux à la masse entière des phanérogames, caractérisant la distribution des formes végétales sous chaque climat; enfin pour la *physionomie* des plantes, dans un mémoire inséré dans le second volume des *Tableaux de la nature*.

2. PLANTES ÉQUINOXIALES (2 vol. in-fol.), par M. Bonpland.

3. MONOGRAPHIE DES RHEXIA et des MÉLASTOMES (2 vol. in-folio), par M. Bonpland.

4. FAMILLE DES MIMOSACÉES ET AUTRES PLANTES LÉGUMINEUSES (1 vol. in-fol.).

5. GRAMINÉES RARES DE L'AMÉRIQUE ÉQUINOXIALE (1 vol. in-fol.).

6. NOVA GENERA ET SPECIES PLANTARUM (7 vol. in-fol., renfermant 700 planches), avec un *Synopsis* (4 vol. in-8) sous forme d'extrait.

Ces 13 volumes de botanique descriptive, dont les 9 derniers ont été rédigés par M. Kunth, correspondant de l'Académie des Sciences et second directeur du Jardin Botanique à Berlin, sont accompagnés de figures gravées d'après les beaux dessins de M. Turpin.

7. OBSERVATIONS DE ZOOLOGIE ET D'ANATOMIE COMPARÉE (2 vol. in-4°).

8. RECUEIL D'OBSERVATIONS ASTRONOMIQUES, AVEC UN NIVELLEMENT BAROMÉTRIQUE ET GÉOGNOSTIQUE DE LA CORDILLÈRE DES ANDES, publié par MM. de Humboldt et Oltmanns (3 vol. in-4°). La partie géognostique est plus amplement développée dans l'*Essai sur le gisement des roches dans les deux hémisphères*.

9. TABLEAU PHYSIQUE DES RÉGIONS ÉQUINOXIALES. Toutes les observations qui ont rapport au *magnétisme terrestre* (à l'inclinaison, la déclinaison et l'intensité des forces magnétiques décroissantes selon des lois très-complicquées en apparence, de l'équateur aux pôles) se trouvent exposées dans les additions du troisième volume de la Relation historique qui vient de paraître, tandis que la Climatologie, ou la distribution de la chaleur à la surface du globe, a été traitée séparément par M. de Humboldt, dans son mémoire sur les *ligne isothermes*.

10. VUES DES CORDILIÈRES ET MONUMENS DES PEUPLES INDIGÈNES DE L'AMÉRIQUE (2 vol. in-fol.).

11. ESSAI POLITIQUE SUR LA NOUVELLE-ESPAGNE (2 vol. in-4°.), avec un *Atlas géographique et physique*, renfermant les coupes du plateau central. Une seconde édition de cet ouvrage, en 4 vol. in-8, a paru en 1825.

12. ESSAI POLITIQUE SUR L'ÎLE DE CUBA (2 vol. in-8), auquel est joint un mémoire sur la géographie astronomique des Antilles et les moyens de perfectionner les *tables de positions*, en indiquant les limites probables entre lesquelles, dans l'état actuel de nos connaissances, oscille chaque position.

13. RELATION HISTORIQUE DU VOYAGE AUX RÉGIONS ÉQUINOXIALES DU NOUVEAU CONTINENT (4 vol. in-4°.), avec un *Atlas géographique et physique*, et l'analyse raisonnée des matériaux à l'aide desquels les cartes de l'Amérique méridionale ont été construites.

Nous allons actuellement indiquer à nos lecteurs le contenu du chapitre 23^e. livre XI, et les importantes *additions* qui suivent ce chapitre qui vient d'être publié, et qui termine le vol. III de l'édit. in-4°. à laquelle nous nous référons de préférence, après avoir indiqué comme nous l'avons fait, sa correspondance avec l'édition in-8°.

Le chapitre 29^e. du livre II, est consacré à la *traversée de Trinité de Cuba au Rio-Sinu*, à la description de *Carthagène des Indes*, (nous donnerons l'analyse dans le prochain numéro), à celles des *volcans d'Aire de Turbaco* et du *canal de Mahates*, (nous donnerons la description de ces singuliers volcans avec plus de détail dans la 2^e. section du *Bulletin*.)

Les *additions* à ce chapitre comprennent : 1°. *Géographie astronomique de l'île de Cuba*, 2°. *Tableau statistique de l'île de Cuba* pour les années 1825 et 1829; nous donnerons dans le prochain numéro, une analyse détaillée de ces deux parties; 3°. *Observations d'inclinaison et d'intensité des forces magnétiques*, nous renvoyons pour celle-ci nos lecteurs à la 1^{re}. section du *Bulletin* qu'elle concerne; 4°. *Note supplémentaire à la description des petits volcans de Turbaco*, cette note sera analysée avec la description de ces mêmes volcans dans la 2°. section.

L'atlas qui accompagne la 6°. livraison, se compose de trois cartes : 1°. *Carte hydrographique de la province de Chocé*, esquissée d'après le plan de D. Juan Donoso et les matériaux communiqués par le gouvernement de la république de Colombia.

Cette esquisse a été tracée en avril 1827 par M. Brué; elle est fondée sur le plan du Rio-Atrato, levé en 1780 par Don Juan Donoso capitaine du génie espagnol, et sur des matériaux que M. de Humboldt doit à M. Restrepo ministre de l'intérieur à Bogota. On manque entièrement de positions astronomiques dans le cours de l'Atrato et des autres principales rivières.

2°. D'un fort beau *plan hypsométrique du volcan de Pichincha*, esquissé sur les lieux par M. de Humboldt, ayant Quito au pied des premières élévations qui le précède.

3°. *De l'esquisse hypsométrique des nœuds de montagnes et des ramifications de la chaîne des Andes* que nous avons déjà signalé à nos lecteurs. (*Voy. le Bullet.* t. IV n°. 334.)

D.

MÉLANGES.

47. COURS DE PHILOSOPHIE PRATIQUE DE LA PETITE INDUSTRIE. Première partie, ETUDE DE L'HOMME, ou l'art de se former, de se conserver et d'être heureux à peu de frais; par le colonel RAUCOURT (de Charleville), ingén. des ponts et chaussées. In-12 de 296 pag.; prix; 3 fr. Paris, 1831; Carilian-Gœury.

Nous ne saurions mieux faire connaître cet ouvrage qu'en mettant sous les yeux de nos lecteurs le rapport qui en a

été fait à l'académie royale des sciences, par M. le baron de Sylvestre, l'un de ses membres. Voici ce rapport :

Messieurs ,

M. le colonel Raucourt vous a fait hommage de la première partie d'un livre, intitulé : *Traité d'éducation positive*. Vous m'avez chargé de vous faire un rapport verbal sur cet ouvrage ; l'auteur est ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur des ponts et chaussées, et fait partie maintenant de cette réunion des anciens élèves de l'école qui travaillait à propager gratuitement l'instruction utile parmi les classes ouvrières.

Tandis que ses confrères s'occupent à donner aux ouvriers les moyens de perfectionner leur industrie, M. Raucourt cherche à les éclairer sur la partie morale de leur existence, à leur faire reconnaître que la plupart des maux ne sont que fictions et à leur faire apprécier, d'après les dispositions physiologiques de leur être, qu'elles sont les sources incontestables de leurs véritables besoins, afin d'en déduire des préceptes positifs qui puissent servir de base à leur conduite.

L'auteur a divisé son *Traité d'Éducation positive* en deux cours : le premier a pour objet la philosophie pratique de la petite industrie, le second celle de la grande industrie ; il entend par-là l'éducation positive des gouvernemens et l'art de gouverner. Le livre qu'il a offert à l'académie ne contient que le premier cours, il a pour objet l'étude de l'homme ou l'*Art de se former, de se conserver et d'être heureux à peu de frais*. L'auteur cherche à prouver que ce n'est pas, comme on l'a pensé jusqu'à présent, par la santé, la fortune, la puissance, l'instruction, etc., que l'on doit chercher le bonheur, mais qu'on le trouve dans la connaissance de soi-même, dans le *savoir choisir* parmi toutes les sensations possibles de l'homme, existant, vivant, sentant, aimant et pensant ; c'est ce *savoir choisir* qu'il nomme éducation positive.

D'après ce principe, M. Raucourt a dû attacher beaucoup d'importance à la connaissance de la physiologie ; et, en effet, cette étude tient une grande place dans la première partie de son ouvrage.

L'auteur cherche à familiariser ses auditeurs avec les différentes fonctions des organes, soit en personnifiant ceux-ci,

soit en assimilant leurs opérations à des faits naturels dont les ouvriers qui l'écoutent ont dû plus d'une fois être témoins.

Aux cinq sens communément connus et décrits, M. Raucourt en ajoute un sixième, qu'il appelle *l'entente*. Dans les six sens, trois sont immédiats : le toucher, le goût, l'odorat; deux sont médiats : l'ouïe et la vue; un est conventionnel, *l'entente*. Chaque sens est un moyen de transmission particulier des impressions extérieures à l'appareil encéphalique.

Le sentiment naît des sensations; les sensations se fortifient par l'usage et s'affaiblissent par l'abus; c'est sur l'emploi judicieux de ces divers agens que l'auteur fonde le bonheur auquel il est possible d'atteindre; et il pense que c'est du choix et de la modération dans les désirs, du bon emploi du temps et de l'extrême tolérance, dont nous avons le plus besoin pour vivre heureux.

Le livre de M. Raucourt est consacré au développement de ce principe et à de nombreuses applications, dont l'exposé n'a pu qu'inspirer de bons sentimens à ses auditeurs. L'éducation de son sixième sens est, comme il le remarque très-bien, la plus difficile à faire, et il emploie presque tout le reste de son ouvrage à fortifier ce sens et à se précautionner contre les observations auxquelles il est trop commun de le voir entraîner.

Bien que M. Raucourt ait annoncé qu'il préparait une seconde partie dans laquelle il s'occuperait spécialement des gouvernemens, il a inséré, néanmoins, dans cette première partie, un grand nombre de principes d'économie publique et de politique qui semblent s'écouler des premiers élémens de conduite privée qu'il a énoncés.

Je ne dois ici prononcer ni sur le mérite de l'ouvrage, ni sur les opinions de l'auteur; son livre est imprimé et fourni au public, et dans ce cas l'Académie s'abstient toujours d'émettre un jugement; je puis seulement faire des vœux pour que le succès qu'il obtiendra sur le caractère et sur les habitudes des élèves soit en proportion des nobles sentimens dont il est animé.

Je pense que M. le colonel Raucourt doit être remercié de l'hommage qu'il a fait à l'Académie, et que son livre doit être honorablement déposé à la bibliothèque de l'Institut.

48. Discours prononcé le 17 novembre 1830, à l'ouverture du cours d'HYGIÈNE APPLIQUÉE AUX PROFESSIONS, fait aux ouvriers à l'hôtel de ville de Metz, par M. le docteur SCOUTELTEN, professeur agrégé à la faculté de médecine de Strasbourg, etc. In-8°. de 20 p., Metz, 1830; Lamort, imprimeur de l'académie royale.

Les cours industriels que l'on fait à Metz méritent l'attention de toute la France, et les plus honorables encouragemens. S'il l'on apprécie les étonnans résultats qu'on y obtient, au moyen d'une dépense annuelle de 1,500 francs, on sera persuadé que jamais enseignement n'eut plus de succès, et que les professeurs y approchent des limites de ce qui est possible au zèle le plus ardent pour la propagation des connaissances utiles. La statistique de cet enseignement trouvera sa place dans le *Bulletin universel*; elle doit être mise sous les yeux de toute la France, de tous les peuples. En attendant que nous en ayons recueilli tous les matériaux, ce discours de M. le docteur Scoutelten donnera une juste idée de l'esprit qui anime tous les professeurs qui prennent part à cette œuvre de bienfaisance et de patriotisme, depuis le maître de lecture et d'écriture jusqu'au savant qui est parvenu à faire entrer les hautes mathématiques dans les ateliers, à former des ouvriers qui savent manier le calcul intégral, aussi-bien que leurs outils.

M. Scoutelten entreprend de prouver aux ouvriers ses auditeurs qu'ils ont toujours été « présens à la pensée des philosophes et des hommes généreux » ; que leur condition s'est améliorée sous tous les rapports, et qu'il ne tient qu'à eux d'y ajouter de nouvelles sources de bien-être. En se bornant à l'hygiène, il passe en revue les services que les philanthropes éclairés ont rendus aux classes laborieuses, les utiles applications de la chimie et des sciences naturelles à la conservation de la santé des ouvriers, etc. Dans les travaux du mineur, Agricola introduit des courants d'air au moyen du feu; Davy invente la lampe de sûreté. La condition du marin de notre temps n'est plus rebutante ni dangereuse par l'insalubrité des navires et du régime; dans un voyage autour du monde, dont la durée fut de 872 jours, le capitaine Duperry ne perdit pas un seul homme de son équipage. Les recherches et les découvertes de MM. Gosse, Darcet, Labarraque assurent à ces amis de l'humanité la reconnaissance

que méritent les moyens conservateurs dont ils ont pourvu les professions les plus dangereuses. L'honorable Monthyon ne pouvait être oublié dans cette énumération des bienfaiteurs de la classe ouvrière.

M. Scoutelten insiste principalement sur le régime alimentaire des ouvriers, et les détails dans lesquels il entre méritent en effet la plus grande attention : les importantes expériences sur l'emploi de la gélatine faites à Paris et à l'hôpital de Metz, amènent des conclusions et des calculs qui ne pouvaient être exposés que très-succinctement dans un discours d'ouverture d'un cours, mais qui trouveront leur place dans un traité spécial sur cette matière. Le professeur termine ainsi son discours : « Si les exemples que nous vous avons offerts vous ont convaincus, votre devoir est de répondre aux efforts de vos amis ; votre intérêt, votre avenir, tout vous dit que vous devez les aider à accomplir leurs espérances en travaillant vous-mêmes à votre bonheur : bientôt, je n'en doute pas, vous prouverez que vous nous avez compris. »

49. NÉCROLOGIE. — DUMONT (Pierre-Étienne-Louis) né à Genève au mois de juillet 1759, mort en septembre 1829, auteur des *Traité de législation civile et pénale* (3 vol. in-8°), de la *Théorie des peines et des récompenses* (2 vol. in-8°), de la *Tactique des assemblées législatives*, d'un *Traité des preuves judiciaires* (2 vol. in-8°), d'un dernier volume sur *l'Organisation judiciaire et la codification* (in-8°), et de plusieurs articles insérés dans la *Bibliothèque britannique* publiée à Genève. Nous regrettons que la nature de notre *Bulletin* consacré exclusivement aux sciences nous interdise les détails pleins d'intérêt que contient la *notice sur M. Dumont*, par M. DECANDOLLE, insérée dans la *Bibliothèque universelle* (novembre, 1829, p. 318). La vie de ce vénérable philosophe fut pure et pleine, toute pour le bien. *Le style c'est l'homme*, a dit Buffon : le style de M. Dumont est noble, simple, d'une clarté remarquable ; dans tous ses écrits il se montre le digne interprète de la raison. Mais, pour le bien apprécier et juger des regrets que sa perte a causés dans sa patrie, il faut le connaître comme homme, comme citoyen, comme magistrat, tel qu'il a été dépeint par M. Decandolle.

F - y.

TABLE

DES ARTICLES DU CAHIER DE JUILLET 1831.

Géographie et Statistique.

	Pag.
<i>Lehrbuch.</i> — Éléments de géographie mathém. et physiq. ; Schmidt.	1
FRANCE. — Budget de 1831 ; Marc Jodot.	9
Essai sur les finances ; Duchesne.	ib.
Mouvemens graphiques de la population de la ville de Paris ; Marc Jodot.	10
Recherches sur la récolte des céréales de 1829 dans le départe- ment de Seine-et-Oise ; Frémy.	ib.
Rapport fait au nom du comité de commerce de la Soc. ind. de Mulhausen ; Weber.	12
Annuaire administratif du département de l'Aube pour 1831.	18
Note sur les mouvemens de la navigation dans le port de Caen.	19
PAYS-BAS. — Voyage aux colonies agricoles érigées par les sociétés de bienfaisance des Pays-Bas.	ib.
Budget des recettes et des dépenses de la Belgique.	30
ANGLETERRE. — <i>Reflections on the decline.</i> — Observations sur la décadence des sciences en Angleterre ; Babbage.	ib.
ALLEMAGNE. — Statistique du grand-duché de Bade.	44
<i>Uebersicht.</i> — Coup d'œil sur l'administration de la justice dans le duché de Bade.	45
Mouvement de la population de Francfort-s.-M., de 1817 à 1828 ; Bickes.	46
SUISSE. — Émigration des Suisses au Brésil.	52
Essai sur la statistique du canton de Berne ; André.	53
<i>Beiträge.</i> — Matériaux pour servir à l'examen des avantages que pourrait présenter la colonisation d'une partie des vallées des Alpes ; Kasthofer.	ib.
ITALIE. — Notice sur la vallée d'Aoste ; de Loche.	54
<i>Delle pie case.</i> — Ouverture de l'une des maisons pieuses israélites de refuge et d'industrie de Mantoue ; Susani.	56
<i>Sulla erogazione.</i> — Sur la distribution des secours, etc. ; Schizzi.	57
<i>Topographie der Stadt.</i> — Topographie de la ville de Rome ; Plat- ner, Bunsen, Gerhard et Reestal.	59
ESPAGNE. — <i>Skizzen.</i> — Coup d'œil sur l'Espagne ; Huber.	61
Canaux d'Espagne ; Minano.	62
Canal d'Albacète ; don Manuel.	79
GRÈCE. — <i>Olympia.</i> — Olympie, ou Topographie de la plaine de ce nom et des ruines de la ville d'Elis ; J. Spencer Stanhope.	80
ARABIQUE. — Progrès de la civilisation en Égypte ; Mimaut.	81

	Pag.
AMÉRIQUE. — <i>A digest</i> . — Recueil de traités et de statuts relatifs au commerce, à la navigation et aux revenus des États-Unis; Th. Gordon.	85
Secours accordés aux pauvres dans l'état de New-York.	86
1 ^o . Renseignemens sur la partie de la côte comprise entre l'île Sainte-Catherine et Buenos-Ayres; Magré; — 2 ^o . Renseignemens sur le Rio de la Plata et le Chili; Barral.	89

Plans et Cartes.

Manuel élémentaire pour la construction et le dessin des cartes géographiques; Perrot.	95
Plans de la rade et de la baie de Rio-Janeiro; Barral.	ib.
Atlas topographique, etc., du Puy-de-Dôme; Busset.	96
Karte. — Carte de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suisse; Stieler.	97
Carta topografica. — Carte topographique des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla.	98
Karte — Carte de la Serbie, de la Bosnie, de la Croatie, etc.; Fried.	99
Strassenkarte. — Carte routière de la Transylvanie.	ib.

Économie publique.

Geschiedkundige. — Notes historiques sur l'application des peines corporelles à Amsterdam; Koning.	100
Legal outlines. — Esquisses légales formant la substance d'un cours de droit à l'université de Maryland; David Hoffmann.	101
Dissertation sur l'influence des colonies sur la métropole; Simons.	102
Elementi. — Élémens de la science du commerce; Corti.	105
Sur les prohibitions et sur les réglemens relatifs à l'industrie.	107

Voyages.

Voyage autour de la mer Rouge.	114
Voyage d'exploration des côtes du pays de Ramree, dans les Indes- Orientales; Hayes.	117
Voyage aux régions équinoxiales du nouveau continent, de 1799 à 1804; de Humboldt.	119

Mélanges.

Cours de philosophie pratique de la petite industrie; 1 ^{re} . partie, étude de l'homme; Raucourt.	122
Cours d'hygiène appliquée aux professions; Scoutelten.	125
Nécrologie; Dumont.	126

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,

ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

44. **CURSO ELEMENTAL DE GEOGRAFIA.** — Cours élémentaire de géographie à l'usage de la jeunesse, par LETRONNE, traduit sur la 16^e. édition, par D. Félix SALBAIRA, maître de langues à Cadix. 1 vol. in-8°. avec une carte; prix, 12 réaux. Madrid, 1830; Callija.

Le plus bel éloge qu'on puisse faire de cet ouvrage, dont nous annonçons la traduction en espagnol, c'est de rappeler qu'il a paru dans la même année 16 éditions de l'original, et que, dans les collèges et les universités, on l'a préféré pour l'éducation de la jeunesse.

45. **DICIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE UNIVERSEL**, contenant la description de tous les lieux du globe intéressans sous le rapport de la géographie physique et politique, de l'histoire, de la statistique, du commerce, de l'industrie, etc.; par une société de géographes. T. VI, 2^e. partie (MOHM—MOG). In-8°. de 25 feuil. Paris, 1829; Kilian et Piquet.

L'ouvrage aura 8 vol. qui paraîtront en 16 parties.

46. **ÉTUDES DE GÉOGRAPHIE appliquées à la politique actuelle**, suivies de considérations administratives et morales, tendant à assurer la paix et le bonheur des princes et des peuples de la chrétienté, ou Nouveau projet de paix perpétuelle. 2 vol. in-8°. , ensemble de 63 feuil. $\frac{1}{2}$; prix 10 fr. Paris, § 1829, Béchet.

47. I. HISTOIRE DU DROIT MUNICIPAL EN FRANCE, etc.; par M. RAYNOUARD. (*Voy. le Bulletin*, tom. XVII, p. 469 et suiv.)

II. ANALYSE DE CET OUVRAGE, par le *Foreign quarterly Review*, n°. 15, juillet 1831.

Un article de la Revue anglaise, consacré à l'important ouvrage de M. Raynouard, nous détermine à revenir sur ce que nous en avons déjà dit, peu de temps après son apparition. Le critique anglais trouve beaucoup à louer dans l'*histoire du droit municipal en France*; mais il fait à l'auteur quelques reproches qui ne semblent point mérités. Il s'appuie sur l'autorité de Savigny, qui, dans la préface de son grand ouvrage sur l'histoire des lois romaines au moyen âge, dit que « les écrivains français, quelque diverses que soient leurs doctrines, lorsqu'ils se mettent à écrire l'histoire de leur pays, commencent par se créer un système politique auquel l'histoire, accommodée suivant leurs vues, doit servir de preuve. »

L'ouvrage de M. Raynouard, quoiqu'il soit le produit de savantes et laborieuses recherches, *n'est pas une exception à cette remarque*, aux yeux du critique de Londres qui semble même disposé à croire que l'historien français, bien convaincu de la bonté de la cause qu'il défend, n'hésite pas à faire usage en sa faveur de toutes les armes qui lui tomberaient sous la main. Le *système politique* adopté par M. Raynouard, et pour lequel son livre aurait été fait, serait que le droit municipal en France remonte jusqu'à l'origine de la monarchie française, et que de dynastie en dynastie, de règne en règne, les souverains ont promis solennellement de le respecter, de le défendre, de le rétablir, s'il avait éprouvé quelques atteintes.

M. de Sismondi vient appuyer ce que Savigny a dit des historiens français. « On a cherché, dit-il, dans l'histoire les droits de la génération présente, et non des exemples pour guider la postérité; on a demandé aux siècles passés la mesure des prérogatives du trône, ou celle des libertés du peuple, comme si rien ne pouvait exister aujourd'hui que ce qui a existé jadis; et la vérité en a souffert; parce que tous les partis ont dénaturé les événemens anciens pour s'en faire des armes en faveur des prétentions nouvelles. »

Mais est-il possible qu'un écrivain, de quelque nation qu'il soit, n'ait pas dans la tête un ensemble d'opinions politiques, dont l'influence est plus ou moins sensible, partout où elle peut s'exercer? Ne classerait-on pas facilement et sûrement les historiens anglais en Whigs et Torys, d'après leurs écrits? Les faits historiques n'ont pas tous une physionomie assez décidée pour qu'on ne puisse les voir que de la même manière, n'en porter que le même jugement, n'en déduire que les mêmes conséquences; de ce que M. Raynouard n'est pas toujours d'accord avec Savigny, il fallait en conclure la nécessité d'un nouvel et plus profond examen des questions traitées par les deux auteurs. Si dès l'origine de la monarchie française les cités ont joui de quelques franchises, ou si elles en ont acquis par la suite; si des élections ont eu lieu pour donner à quelques populations des magistrats populaires, ces droits anciens ou plus modernes, ces diverses manières de procéder au choix des magistrats, avaient nécessairement quelque analogie avec les droits actuels, les élections telles qu'on les fait ou qu'on devrait les faire aujourd'hui. Nous serions fondés à nous plaindre, si l'on nous empêchait de fonder en France des institutions municipales aussi bienfaisantes qu'elles peuvent l'être; mais, si l'on voulait nous dépouiller de ce qui nous appartient, et dont la possession nous fut solennellement garantie, l'injustice serait encore plus manifeste. M. Raynouard a fait une œuvre digne de notre estime et de notre reconnaissance en rassemblant autour de nos franchises municipales toutes les défenses, tous les moyens de conservation qui peuvent les mettre hors d'atteinte; nous n'accepterons pas pour lui l'éloge que le critique anglais fait de son livre, quant au savoir dont l'auteur a fait preuve, éloge qui ne semble être qu'un sauf-conduit pour des arrêts tels que celui-ci: « Il y a dans cet ouvrage trop de politique moderne, pour que ce soit une bonne histoire, et trop d'histoire ancienne pour que ce soit un bon écrit sur la politique. C'est le produit d'une union contre nature, et qui ne peut être profitable. » M. Raynouard sera certainement mieux traité dans les ouvrages périodiques des autres nations; et, dans tous les cas, il peut en appeler avec confiance au jugement de ses concitoyens.

F.

48. I. DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS, ou Introduction à l'étude de la jurisprudence administrative, contenant un examen critique de l'organisation de la justice administrative et quelques vues d'amélioration ; par L. A. MACAREL, avocat à la cour royale de Paris. In-8°. de xij et 581 p. ; prix, 8 fr. Paris, 1828 ; Roret. (*Voy. le Bullet.*, tom. XVII, n°. 375, p. 480.)

49. II. ANALYSE de cet ouvrage, par M. le Duc de BROGLIE. (*Revue française* ; n°. VI, nov. 1828, p. 58).

50. III. DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE, par QUÉNAULT, avocat aux conseils du roi et à la cour de cassation. Br. in-8°. de 49 p. Paris, 1830 ; Delaunay.

Nous rappelons, au sujet de l'ouvrage de M. Quénault, celui de M. Macarel, que nous avons déjà signalé à nos lecteurs, et l'analyse bien connue qu'en a donné M. le duc de Broglie, afin de réunir les principaux documens qui concernent l'importante question qu'examine M. Quénault.

La juridiction administrative subsiste en France depuis un temps immémorial. L'assemblée constituante, en abolissant les offices dont se composait cette juridiction, respecta néanmoins le principe de l'institution. Ce principe, malgré la ligne de séparation sagement établie entre les pouvoirs, fut associé à celui de l'administration proprement dite, c'est-à-dire que les autorités dans les mains de qui on déposa l'action administrative furent aussi investies du droit de juridiction. L'exercice de ce droit fut délégué sous le consulat aux conseils de préfecture, en première instance, et en appel, au conseil d'état. La juridiction administrative reçut dès lors une organisation mieux entendue et plus appropriée à son objet, et sortit ainsi de sa condition équivoque et incertaine. En effet, l'administration demeura en possession d'une grande influence dans le sein des conseils de préfecture ; mais cette influence y fut balancée par un contre-poids puissant créé en faveur de l'intérêt privé. D'un autre côté, le conseil d'état offrit à cet intérêt des garanties d'impartialité et de justice qu'il ne pouvait guère attendre des ministres jugeant souverainement et en dernier ressort. Cet ordre de choses, adopté par l'empire, éprouva peu ou point de changemens sous la res-

tauration ; toutefois le gouvernement représentatif fondé par celle-ci ayant ouvert une voie plus large aux améliorations , la raison publique se prononça bientôt contre tout mélange de l'administration et de la juridiction. La presse et la tribune réclamèrent avec force une juridiction administrative indépendante et inamovible ; elles demandèrent que la publicité fût substituée au huis clos , et la plaidoirie ajoutée au rapport ; en un mot , que l'organisation et leurs formes judiciaires fussent accommodées autant que possible à cette juridiction. Le refus de toute concession de la part du pouvoir aigrit leurs esprits et accrut encore leurs prétentions. Les opinions , qui paraissaient d'abord se confondre dans un seul vœu , se divisèrent. A côté des partisans de la juridiction administrative organisée sur le modèle des tribunaux , se montrèrent les partisans d'un système de fusion , ou plutôt de nivellement , ayant pour objet de soumettre l'administration comme les particuliers à la juridiction ordinaire pour tous les cas litigieux , sans distinction. Ce parti ne tarda pas à compter de nombreux dissidens. Beaucoup de bons esprits , touchés de l'intérêt de l'administration non moins que de l'intérêt privé , reconnurent que saisir les tribunaux de toutes les difficultés nées du contact de ces intérêts , c'était asservir dans certains cas l'administration à l'autorité judiciaire ; ils songèrent donc à créer des juges d'exception pour les litiges qui seraient de nature à exiger une instruction rapide , des connaissances spéciales et une entente particulière des procédés et des usages de l'administration ; en même temps ils conçurent la pensée de délaissér à la juridiction commune toutes les autres contestations. Cette dernière opinion s'est accréditée sensiblement et a pris beaucoup de consistance. M. le duc de Broglie en est devenu le défenseur le plus éminent , de même que M. de Cormenin est le représentant et le principal appui de l'opinion qui tend à instituer une juridiction administrative parallèle aux tribunaux ordinaires , et à la doter de nouvelles attributions , plutôt qu'à restreindre le cercle de sa compétence. Nous touchons un moment où le sort de cette juridiction va se décider. Il est probable que les deux opinions que nous venons de signaler entreront seules en lice dans la lutte parlementaire qui doit s'engager à ce sujet. Elles ont préludé l'une et l'autre à cette lutte par de

corité plus ou moins importants. En tête de ces écrits il convient de placer la dissertation insérée par M. le duc de Broglie dans le 6^e. n^o. de la *Revue Française*. Cette publication déjà ancienne traite de la juridiction administrative à propos d'un ouvrage de M. Macarel, intitulé *des Tribunaux administratifs*, lequel n'est que le développement du système de M. de Cormenin. Ce morceau fit impression dès qu'il parut, parce qu'il offrait le programme d'une opinion qui commençait à se faire jour, et qui jusque-là n'avait pas été exposée nettement et avec étendue. Les doctrines du savant Pair, c'est-à-dire de l'école dont il est le chef, soulevèrent une vive opposition dans l'école rivale. M. Quénault, disciple éclairé de celle-ci, entreprit de les réfuter dans un petit écrit que nous avons sous les yeux, et qui a été l'occasion de cet article. Essayons de donner une idée des vues de l'auteur.

M. le duc de Broglie s'étant proposé pour but d'épurer la compétence de la juridiction administrative et de la resserrer dans les bornes les plus étroites, il devait, pour parvenir à ce but, s'attaquer aux attributions qui ne se rattachaient pas nécessairement à une spécialité, à une exception, et qui pouvaient être rangées dans le droit commun sans dommage réel pour l'administration. C'est aussi ce qu'il a fait, et dans sa controverse il essaie, autant que le comporte le cadre d'une revue, de poser les limites qui séparent le contentieux administratif du contentieux judiciaire, de déterminer le caractère et l'étendue du pouvoir discrétionnaire de l'administration, et de faire, sinon en détail, du moins par masse, le départ des attributions propres à chaque autorité. Les théories de M. le duc de Broglie, en même temps qu'elles révèlent un esprit profond et éclairé, laissent apercevoir un goût marqué pour le paradoxe, et nous ne serions pas surpris que la tendance hardie du penseur, dont on trouve, du reste, la trace dans presque toutes ses productions, n'eût pas peu contribué au succès de l'article qui a excité la critique de M. Quénault. Celui-ci, homme de pratique autant que M. le duc de Broglie est homme de spéculation, ne reconnaît et ne suit pour guide dans sa discussion que les données de l'expérience. Eclairé par elle, il examine successivement les attributions qui ont été l'objet d'une analyse particulière de

la part de son antagoniste, il discute leur nature et leur caractère distinctif, il les envisage sous leur point de vue pratique, les compare aux faits qu'elles résument; il leur restitue enfin leurs véritables traits, si bien qu'il suffit de mettre en parallèle les déductions savantes du publiciste avec l'appréciation naïve et positive du praticien, pour demeurer convaincu que la réalité des faits administratifs, que leur intelligence est du côté de M. Quénault. Nous pourrions ajouter aux observations judicieuses de ce dernier quelques remarques qui paraissent lui avoir échappé, et qui touchent au pouvoir discrétionnaire de l'administration; mais, borné par l'espace, nous terminerons ici avec regret l'annonce destinée à signaler ces différens écrits.

FRÉGIER.

51. DES GARDES BOURGEOISES AVANT 1789 ET DES GARDES NATIONALES JUSQU'EN 1829, par Ad. FLINIAUX et Alc. WILBERT, avocats. In-plano d'une feuille; prix, 3 fr. Paris, 1829; Bénard.

Dans ce tableau synoptique les auteurs ont retracé avec beaucoup de soins et d'intelligence : 1°. l'histoire des milices bourgeoises, depuis leur première création jusqu'à leur fusion générale; 2°. toute la législation de 91, de l'an III, du 8 vendémiaire an XIV, de 1812 pour la division en bans et en cohortes, et toute celle de la restauration jusqu'au licenciement; 3°. une revue critique de l'organisation des gardes nationales, depuis 1789; 4°. un tableau de la garde nationale de Paris; 5°. un tableau des forces comparé de l'armée active et des gardes nationales.

D.

52. ANNUAIRE DU CORPS DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DU CORPS DES MINES POUR L'AN 1831, approuvé par M. Bérard, conseiller d'état, directeur général des Ponts et Chaussées et des Mines, 26°. année. (Cet Annuaire sera le dernier de la collection, il sera remplacé désormais par les *Annales des Ponts et Chaussées* et par les *Annales des Mines*). In-12 de XVI—380 pages; prix 4 fr. 50 c. Paris, 1831, Carilian-Gœury, seul éditeur autorisé.

Cet Annuaire est toujours rédigé avec le même soin; la 1^{re}. partie offre les nombreuses lois, ordonnances, décisions, instructions, circulaires ministérielles qui concernent les

ponts et chaussées; la seconde présente le tableau du personnel de l'administration d'abord et des services ordinaires et extraordinaires des ponts et chaussées.

Cet Annuaire, qui est le 26^e. de la collection, en sera le dernier; à commencer de l'année 1832, il sera remplacé par les *Annales des Ponts et Chaussées* et par les *Annales des Mines*, en sorte que les deux corps trouveront dans ces *Annales* tout ce que l'Annuaire était destiné à leur offrir. D.

53. SUR LA MENDICITÉ ET LES MOYENS DE LA DÉTRUIRE EN FRANCE.

Discours du président de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon, dans la séance publique de cette compagnie du 28 janvier 1829. (*Mémoires de l'Académie de Besançon*, 1829, p.).

« Les hautes questions d'économie publique entrent nécessairement dans les attributions des Académies qui sont chargées de propager l'étude des sciences, des lettres et des arts.
 » Je crois remplir le but de votre institution en appelant votre attention sur un sujet grave mais important, les *moyens de détruire la mendicité en France*. La durée de cette séance ne me permettant pas d'aborder les détails de mon plan, je me bornerai à vous offrir des principes généraux et un rapide aperçu de mon système. »

Tel est le début des discours de M. Bosc d'Antil, président de l'Académie de Besançon. Forcés nous-même d'abrégier, nous allons nous borner à exposer le système qu'il présente.

Ce n'est point en distribuant des aumônes, presque toujours mal employées ou mal réparties, qu'on secoure les hommes efficacement; c'est en leur donnant du travail qui les perfectionne et les ennoblit. Pour arriver à cet œuvre véritable de charité, M. Bosc divise les pauvres en trois classes. Dans la 1^{re}, il range les êtres infortunés qui, dès leur naissance, par suite de maladies ou d'accidens, sont hors d'état de pourvoir par le travail à leur subsistance. La société doit les secourir, c'est la dette de l'humanité, c'est pour eux que les hospices de la charité, les asyles de la bienfaisance doivent être ouverts.

La 2^e. se compose de ceux qui exercent une profession ou un art mécanique exigeant un long apprentissage, et de ceux qui, n'ayant de ressources que le travail de leurs bras, vi-

vent au jour le jour du salaire que leur donnent ceux qui les emploient. Tels sont les journaliers et les manouvriers; les uns et les autres peuvent être victimes de nombreux accidens : mais les maux qui les affligent ne sont que passagers et finissent avec les causes qui les ont produits. Il y a cependant distinction à faire entre eux. On pourrait distribuer aux artisans malheureux, maîtres, compagnons, apprentis, ou des secours momentanés à domicile, ou des avances sur les produits de leur art, lesquels produits exposés en vente, comme dans des espèces de *monts-de-piété* industriels, leur procureraient ainsi les secours, les moyens d'existence qu'ils ne peuvent trouver à cause de la suspension momentanée des travaux dans les ateliers où ils sont ordinairement employés. A l'égard des journaliers et de tous ceux qui n'ont point une industrie ou un métier déterminés, on établirait pour eux des ateliers dont le travail serait utile au public, tel que l'ouverture de la réparation des routes, le creusement des canaux, etc. Ces travaux exécutés à la tâche seraient payés ou en argent ou en distribution de denrées nécessaires à la vie.

Quant à la 3^e. classe, elle se composerait des mendiants de profession, des vagabonds, des gens sans aveu, etc. Ceux-là seraient renfermés dans des maisons de correction, jusqu'à ce qu'ils eussent acquis par le travail une industrie qui pût les faire vivre. Ce n'est pas le rétablissement de ces vastes dépôts de mendicité dont on a fait il y a quelques années un essai infructueux, que propose M. Bosc, il remarque avec raison qu'il y a toujours du danger à réunir sous le même toit une grande masse d'hommes que l'on veut régénérer, et d'ailleurs une grande administration ne saurait être paternelle ni économique; elle entraîne presque toujours des abus qu'il faut prévoir et éviter. Il voudrait qu'elles fussent assez multipliées pour qu'il y en eût une par arrondissement, qu'elles fussent placées sous la surveillance du conseil d'arrondissement, administrées par des citoyens recommandables et d'une réputation intacte, dont le compte de gestion serait rendu public tous les ans; que leur régime intérieur fût confié à ces femmes vénérables qui se vouent, par religion comme par humanité, au soulagement des malheureux; qu'elles fussent soumises pour la police à un régime presque militaire,

soul moyen qu'il regarde comme susceptible de contenir dans la discipline des hommes difficiles à conduire, et de les amener plus promptement à une régénération complète. Là ils seraient appliqués à des travaux en rapport avec leurs forces physiques et avec leur intelligence. Leur salaire leur appartiendrait en entier, sans les masses de nourriture, de vêtement, de linge et chaussure, dont on leur ferait le décompte exact, et dont le surplus serait placé à leur profit dans une caisse publique et leur porterait intérêt.

« Tout le monde est d'accord, dit en terminant le président de l'Académie, que l'oisiveté entraîne à la débauche, conduit à la misère, et à tous les vices qui en sont la suite : on convient également que la majeure partie des crimes qui désolent la société découlent de cette source impure, l'oisiveté. Si, par une administration sage et prévoyante, vous tarissez la source du malheur des peuples ; si, par des rigueurs salutaires vous régénérez la classe la plus nombreuse et la plus utile de la société, vous mettez en honneur le travail, vous fortifiez les bonnes mœurs et la morale publique, qui sont l'appui des gouvernemens. »

THOM.

54. SECOURS A DOMICILE ET DANS LES HÔPITAUX.

I. RAPPORT FAIT A M. LE PRÉFET DE LA SEINE, président du Conseil général des Hospices, et à MM. les membres de ce Conseil, par les Commissaires des douze Bureaux de Charité de Paris, dans la séance du 3 novembre 1830.

II. NOTES DU CONSEIL GÉNÉRAL DES HOSPICES, in-4°. de 30 p. Paris, 1830.

III. RÉPONSE DES BUREAUX DE CHARITÉ A CES NOTES ; in-4°. de 14 p. Paris, 1830.

Ne se vendent pas.

Les auteurs du rapport ont voulu prouver 1°. que les secours à domicile, distribués par les bureaux de charité aux vieillards, aux malades ou aux infirmes de cette capitale, sont, à cause de leur modicité, tout-à-fait insuffisants ;

2°. Que pourtant c'est dans son logement, au sein de sa famille, qu'il faut secourir le pauvre, et que les secours reçus par lui dans les hôpitaux ou hospices, l'avilissent et le corrompent ;

3°. Et réclamer de l'autorité, pour les secours à domicile ; une allocation beaucoup plus en rapport avec l'étendue des besoins.

Voici comment les auteurs s'expriment :

« Dans les pays où règne le despotisme, comme dans ceux où la religion est exploitée au profit de vues purement humaines, on proscriit les inventions qui pourraient donner au pauvre le travail et l'aisance ;... on lui offre un hospice pour soulager une misère qu'on n'a pas voulu prévenir. Ces pays se peuplent de vagabonds, de lazaronis, d'hôpitaux et d'ordres mendiants... » (Pag. 4 et 5.)

Dans les pays, au contraire, où les chefs gouvernent pour l'avantage du plus grand nombre, où les secours, les remèdes, le travail, sont de préférence donnés au pauvre chez lui, « on lui aura conservé le goût du travail, de l'économie, les plaisirs honnêtes de la famille ; on l'aura soustrait à la débauche, à la misère, à tous les vices qu'elles entraînent... » Le pauvre peut lever haut la tête : il n'a point été avili par une insultante aumône, il n'a point publiquement logé dans les hôtelleries de la mendicité (p. 5—7). « Au sortir de l'Hôtel-Dieu.... les liens de famille sont relâchés, la fierté du citoyen a disparu ; l'ordre, l'économie ont cessé d'être les vertus du pauvre : l'insouciance de l'avenir, l'égoïsme de la débauche les ont remplacés. Pourquoi mettre de côté ? dira l'ouvrier à quoi bon thésaurier ? l'hôpital n'est pas fait pour les chiens ! Heureux encore, dans son abrutissement, si la débauche ne le pousse au crime, et si la prison, un jour, ne succède à l'hôpital ! » (Voyez p. 15.) Si les malheurs des temps eussent permis de suivre la loi sur les secours publics, rendue en mars 1793, par la Convention nationale, c'est-à-dire, de placer les maisons de santé au dernier rang des secours que l'on doit à l'indigence, et de leur préférer toujours les secours à domicile, « le pauvre, depuis trente-sept ans, eût trouvé dans une prévoyante économie, dans l'aversion des aumônes et des hôpitaux, un affranchissement des secours publics ; l'état ne serait point aujourd'hui rongé par cette plaie honteuse du paupérisme, et surtout de l'hospicisme » (P. 8).

A ces assertions, émises dans la vue d'établir la prééminence des secours à domicile sur tous les autres, le conseil

général des hospices de Paris répond que c'est seulement dans les hôpitaux qu'on peut procurer au pauvre le linge, le chauffage, les bains, les rares médicaments, les secours de jour et de nuit, les visites de médecins distingués, les locaux salubres qu'il ne trouverait pas, quoiqu'on fasse, dans le réduit de sa misère. Il fait observer aussi qu'une foule de gens qui ont été à l'hôpital ne sont pas pour cela devenus des vagabonds ou des lazzaronis; qu'une foule d'autres, qui ont trouvé leur guérison dans cet asile, seraient morts chez eux, et que le secours à domicile, qui doit empêcher le pauvre d'aller à l'hôpital pour une indisposition légère, ne saurait fournir aux dépenses ni aux autres besoins de beaucoup de maladies. Enfin, selon lui, la plaie de l'hospicisme n'a jamais menacé aucun pays.

En effet, s'il s'agit des hôpitaux proprement dits (non des hospices), l'abus n'en est pas à craindre, pourvu qu'on n'y admette que des gens véritablement malades : car jamais un homme ne se cassera la jambe ou ne se donnera une fluxion de poitrine pour jouir du bénéfice de l'hôpital : la condition ne serait du goût de personne. Ajoutez encore la répugnance extrême qui éloigne des hôpitaux, aussi long-temps qu'ils le peuvent, presque tous ceux qui, par leur position malheureuse, doivent y entrer dès qu'ils sont malades. Qu'on interroge sur ce point les hommes qui peuvent en parler avec connaissance, et ils seront de mon avis.

S'il y a des secours dont l'abus est à redouter, des secours extrêmement difficiles à distribuer dans l'intérêt de la société, ce sont, au contraire, les secours à domicile. « Toutes les » fois, dit justement le Conseil général des hospices de Paris, » toutes les fois qu'on en augmente la quantité, on accroît » indéfiniment la quantité de ceux qui prétendent à les recevoir : l'état de pauvre devient une profession ; on se fait » pauvre pour être assisté. Celui qui aurait travaillé, qui » aurait épargné pour acheter un habit, dissipe son épargne et vient insolemment réclamer nourriture et vêtement. Soyez pauvre, et vous serez secouru : tel est l'axiome » qui a grevé l'Angleterre d'une rente annuelle de deux cents » millions envers une population qui s'élève environ au tiers » de celle de la France. Le budget de l'état serait absorbé, si

« l'on voulait mettre à la charge du trésor public les secours nécessaires pour traiter avec dignité, dans son domicile, tout homme déclaré pauvre par les comités de bienfaisance ou de charité.... L'abus des secours à domicile doit donc être considéré comme pouvant conduire prochainement au plus redoutable des impôts. » (Notes de la p. 9.)

Laquelle des deux opinions, celle du conseil général des hospices de Paris, ou celle des bureaux de charité de cette ville, faut-il adopter? Je me garderai bien de vouloir mettre ici dans la balance mon propre avis; mais que l'on consulte les Stewart, les Malthus, les J.-B. Say, et les autres écrivains qui peuvent le plus faire autorité sur la matière, la vérité sera ou paraîtra du côté du conseil général des hospices.

Quoi qu'il en soit, les commissaires des bureaux de charité ont raison de soutenir que les secours dont ils peuvent disposer en faveur des indigens si nombreux qui ont droit à les partager, sont tout-à-fait hors de proportion avec ce qu'ils devraient être. Il y a long-temps déjà que j'ai soutenu à peu près la même chose; et voici comment je m'expliquais à cet égard :

« On pense généralement que les secours à domicile peuvent presque toujours remplacer les hôpitaux d'une manière économique pour l'état et utile aux familles, au sein desquelles ils conservent un père et une mère chéris. Qu'on se détrompe : souvent, très-souvent, je pourrais dire presque toujours, les idées rétrécies de ceux qui sont chargés de les diriger font manquer le but : à Paris même, ajoutais-je, ils n'auront de résultat heureux que quand ils seront distribués avec plus de discernement et moins de parcimonie. L'ouvrier qui ne peut travailler qu'en ville, et qui soigne son père, sa mère, son enfant malade, ne gagne plus son pain; et les formalités, les démarches qu'on en exige parfois, sont telles qu'on lui fait perdre une demi-journée pour lui donner..... la valeur d'un sou de plantes médicinales, ou bien de deux sous de mauvaise tisane. Si la maladie dure, la dernière harde sera vendue ou mise en gage, et toute la famille se trouvera pour long-temps dans la plus profonde misère : non - seulement le malade, qui eût guéri dans l'hôpital, mourra, mais encore ses enfans en bas âge seront réduits à

» la mendicité, ou tomberont à la charge de l'état. Quel-
 » qué secours que l'on accorde d'ailleurs à un malheureux
 » logé pendant l'hiver dans un grenier accessible à tous les
 » vents, doit-on en attendre quelque succès? Peut-on em-
 » pêcher, ailleurs que dans un hôpital, un malade à qui
 » les alimens sont nuisibles, de manger? Préviendra-t-on
 » l'effet du remède d'une commère ou d'un charlatan? Hélas!
 » non; et l'on sait trop que ces dernières causes occasionent
 » ordinairement les rechutes, et font périr beaucoup de
 » malades.

» J'ose assurer, disais-je encore, qu'à Paris les secours à
 » domicile, tels que je les vois distribuer depuis dix ans par
 » les bureaux de charité aux pauvres malades, tout confor-
 » mes d'ailleurs qu'ils sont à la saine morale, conduisent
 » très-souvent les malades à l'indigence, prolongent les ma-
 » ladies, et occasionent la mort plutôt qu'ils ne préviennent
 » ces malheurs, en empêchant les pauvres de se présenter à
 » l'hôpital ou d'y être admis. On peut encore dire que les
 » secours, qui ne consistent qu'en des médicamens, sont
 » toujours illusoire ou sans utilité réelle pour tous ceux qui,
 » n'ayant d'autre moyen d'existence que le produit d'un tra-
 » vail journalier, ne peuvent trouver dans leurs familles les
 » soins et les autres choses que la maladie exige (1). »

Puisque je m'exprimais ainsi en avril 1830, et que les choses n'ont point changé depuis lors, on ne m'accusera pas d'être en tous points contraire au rapport des bureaux de charité. On trouve d'ailleurs dans ce rapport le fait le plus frappant qui pouvait être allégué pour prouver combien sont illusoire les secours distribués à domicile par l'administration : c'est que la somme que les bureaux de charité de Paris ont eue à leur disposition pour nourrir, vêtir les pauvres infirmes dans leurs demeures, et les médicamenter, les guérir quand ils étaient malades, n'a été, l'an passé, en moyenne proportionnelle, on hésite à le croire, que de trois centimes neuf dixièmes par jour (2).

(1) Voyez Annales d'Hygiène publique, etc.

(2) Le rapport dit deux centimes (p. 13), la note du conseil général des hospices dit sept et demi (id.), et enfin la réponse des bureaux de charité dit trois centimes neuf dixièmes (p. 7). J'ai choisi

Certes, un secours aussi mesquin pour un malheureux qui, par son âge, sa faiblesse, son infirmité, sa maladie, ne saurait pourvoir à ses besoins, paraît être une cruelle et atroce dérision, surtout quand on exige de la part de celui à qui on l'offre des formalités, des courses, des pertes de temps qui aggravent parfois encore sa position. Prétendre soulager des misères en donnant si peu, ce n'est point réellement pratiquer la charité, mais en faire semblant.

Le rapport des commissaires des bureaux de charité de Paris contient, relativement aux hôpitaux et hospices de cette ville, une grande erreur qu'il n'est pas possible de passer sous silence. A l'en croire, les malades et les infirmes y sont traités avec toute la recherche du bien-être (p. 12); leur régime est excellent (p. *id.*); et ils s'y trouvent si bien qu'il a fallu prendre un arrêté pour empêcher le pauvre qui sort de l'Hôtel-Dieu d'y rentrer trop tôt (p. 16).

Certes, les hôpitaux de Paris justifient beaucoup d'éloges, mais pas ceux-là. Qu'on demande à tous ceux qui les connaissent bien ce qu'ils pensent d'une pareille description, et ils répondront, j'ose l'assurer, qu'elle a été faite d'imagination. Si les personnes qui nous les représentent si en beau, avaient fait un repas avec les alimens qu'on y donne certains jours de la semaine; si elles avaient à toute heure pénétré dans leurs salles pendant l'hiver, ou vu quelquefois des malades boire à la glace; pour ainsi parler, des tisanes pectorales, qui devraient toujours être prises chaudes, elles tiendraient à coup sûr un autre langage.

Toutefois, hâtons-nous de le proclamer, tout imparfaits que sont les hôpitaux de Paris, ils valent mieux que la plupart des autres, et les pauvres que l'on y soigne sont presque toujours mieux qu'ils ne pourraient l'être chez eux au sein de leurs familles, où, quelques sacrifices qu'on fasse pour les soulager, ils n'auraient pas les mêmes chances de guérison.

Ce qu'il faut regretter le plus pour les hôpitaux de la ville de Paris, ce n'est pas, comme on le lit dans le rapport, qu'il y en ait trop, et que l'on fasse trop pour eux, mais au

ce dernier chiffre, sans pour cela prétendre qu'il soit exact. Dans tous les cas, comme il est admis actuellement par les bureaux de charité, il est la preuve que celui de deux centimes, qu'ils avaient d'abord annoncé, était erroné.

contraire que l'on ne fasse point assez, et qu'ils ne soient pas plus grands ou plus multipliés, car ils ne suffisent plus, à beaucoup près, pour la population pauvre de cette capitale, qui, depuis un certain nombre d'années, s'est singulièrement accrue, sans que pour cela on ait agrandi les hôpitaux où elle peut être admise. Et, pour citer un exemple, voilà pourquoi, comme M. Parent-Duchâtelet l'a tout récemment fait voir, on en refuse l'entrée à tant de malheureux affectés d'ulcères aux jambes, qui ne sauraient guérir, dans la triste nécessité où ils sont de continuer à travailler, jusqu'à ce que ces ulcères se soient tellement aggravés qu'il faut alors, pour les faire cicatriser, un temps trois ou quatre fois plus long (1).

Si ma voix pouvait être entendue, je me joindrais bien aux bureaux de charité de Paris, pour réclamer une plus forte allocation en faveur des secours à domicile ; mais je demanderais surtout un plus grand nombre d'hôpitaux (non d'hospices) ou l'agrandissement de ceux qui existent actuellement, et des économies mieux entendues que celles qui consistent à refuser aujourd'hui un malade qui guérirait en quinze jours, pour l'admettre nécessairement plus tard, quand il aura ruiné sa famille, à la condition qu'il ne guérira qu'après deux ou trois mois de traitement.

Le rapport que je viens d'analyser conclut en protestant contre « l'union *despotique et arbitraire* qui a placé les comités de bienfaisance sous la dépendance des administrateurs des hôpitaux, » et en demandant « que cette union soit brisée, que les bureaux de charité soient rétablis dans les droits de leur ancienne indépendance ; qu'ils deviennent, comme par le passé, une administration à part, ayant un budget séparé ; et qu'ils soient rétablis dans leur ancien titre de *Comités de bienfaisance*. »

Il m'est impossible d'avoir une opinion sur ces demandes, dont la dernière vient d'être accordée. J'ajouterai seulement que des hommes qui, comme les membres des bureaux de charité, exercent des fonctions gratuites, onéreuses, obscures, toutes d'humanité, sans autre vue que celle de faire le

(1) Voyez Recherches sur la véritable cause des ulcères qui affectent fréquemment les extrémités inférieures d'un grand nombre d'artisans de la ville de Paris, mémoire inséré dans les Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale, cahier d'octobre 1830.

bien, sans autre récompense que celle qu'ils trouvent dans la conscience de l'avoir fait, ne sauraient être astreints à des détails, à des formalités de comptabilité et à une dépendance, qui seraient sans doute le bon ordre s'il s'agissait de gens salariés.

A la suite des demandes formelles dont je viens de parler, on en lit encore d'autres ; mais comme elles n'ont qu'un intérêt secondaire, et que d'ailleurs on n'en a point développé les motifs, je n'en ferai pas mention. J'excepterai pourtant celle qui concerne la suppression de la pharmacie des sœurs, et la faculté pour le pauvre de prendre les remèdes et les tisanes chez les pharmaciens qui lui seraient désignés.

Si la question de cette suppression était soumise aux médecins des bureaux de charité de Paris, ils n'hésiteraient pas à l'adopter, ou au moins à réclamer, dans le service des pharmacies des sœurs, des améliorations dont le besoin se fait sentir chaque jour. Quant à la raison légale et à toutes les autres qu'on peut faire valoir pour réclamer la suppression de la pharmacie des sœurs, elles ne sont point de mon objet.

Je terminerai en disant que les secours qui soulagent le plus efficacement le pauvre, qui préviennent le mieux ses misères, en lui donnant des habitudes d'ordre, d'économie, de prévoyance, en améliorant ses mœurs, et en relevant véritablement en lui la dignité de l'homme, sont bien certainement ceux qu'il peut tirer des sociétés dites de prévoyance ou de secours mutuels, surtout quand elles sont bien organisées. On a indiqué ailleurs dans ce *Bulletin*, et aussi dans les *Annales d'hygiène publique*, les avantages incontestables que présentent ces précieuses sociétés, et discuté les bases de leur bonne organisation, non d'après des vues théoriques, mais d'après les résultats de leur expérience. Voilà surtout l'institution que l'administration publique devrait s'appliquer à multiplier et à faire prospérer, si elle veut voir décroître chaque jour le nombre de ceux qui ont besoin de secours.

Après les sociétés dont je viens de parler, je mets au premier rang, pour prévenir la mendicité, les hôpitaux destinés au traitement des malades indigens. Quoi qu'en disent les membres des bureaux de charité de Paris, ils servent mieux les bonnes mœurs que des secours à domicile, qui apprennent à ne point subvenir à tous ses besoins par son travail.

Les secours publics peuvent bien diminuer *momentanément* la misère ; mais si l'on excepte les hôpitaux proprement dits (non les hospices), ils ne la préviendront jamais, quoi qu'on fasse, du moins dans les grandes villes manufacturières, où tant d'ouvriers, manquant d'ailleurs trop communément de ces bonnes habitudes qui font toute la morale du peuple, sont à la merci du commerce. C'est avec une extrême répugnance que j'émetts une assertion aussi désolante ; mais, dans ma conviction, elle est vraie. Puisse-t-on en démontrer l'erreur ! Personne ne s'en réjouirait plus que moi. Des faits certains, et non des phrases de sensibilité que l'expérience de nos sociétés dément, peuvent seuls donner cette démonstration.

L.-R. VILLERMÉ.

56. I. ANNUAIRE STATISTIQUE DU DÉPARTEMENT DU NORD, rédigé par MM. DEMEUNYNCK et DEVAUX, employés de la préfecture. In-8°. de 398 pag. avec une carte. Lille, 1831 ; Danel, imprimeur.

57. II. ALMANACH DU COMMERCE, DES ARTS ET MÉTIERS DES VILLES DE LILLE, ARMENTIÈRES, ROUBAIX et TOURCOING pour 1831, par SCHODET, 3°. année. In-18 de 462 p. Lille, l'auteur et Vanackère fils.

58. III. ALMANACH CANTONNAL DE ROUBAIX, TOURCOING et LANNOY pour 1830 (1^{re}. année). In-32 de 90 p. Roubaix, Beghin, imprimeur-libraire.

Le volume XVI (pag. 356) de notre *Bulletin* contient un compte rendu de l'annuaire du département du Nord pour l'année 1829 ; on a pu voir par cette analyse quel est l'esprit et la composition de cette publication et quelle serait la marche que les auteurs se proposaient de suivre. Le volume que nous avons aujourd'hui sous les yeux réunit également toutes les conditions d'un bon annuaire, et les nombreuses observations et faits qu'il contient le rendent aussi utile qu'intéressant. Comme en 1829, les auteurs se sont appliqués à donner en tête de chacun des articles qui touchent à l'administration les dispositions des lois, décrets, ordonnances, réglemens, etc., qui la régissent ; en sorte que le livre a non-seulement un intérêt local, mais il peut encore être consulté avec fruit sur tous les points du royaume.

Le précis historique et statistique sur l'arrondissement de Douai est le résultat de l'accomplissement d'une promesse que firent les auteurs en 1829. Ce petit travail qui se trouve en tête du volume est fait avec soin et intelligence. Il offre des chiffres nombreux sur la population, la superficie par nature de culture, le commerce et l'industrie. Les auteurs ont tiré un excellent parti des documens qu'offre le cadastre et il serait à désirer que ce grand et utile travail fût consulté plus souvent. Après quelques généralités sur l'arrondissement, les auteurs passent en revue les cantons et puis successivement toutes les communes qui composent cette circonscription. Nous remarquons partout les meilleurs élémens et surtout un grand nombre de données positives qui seules déterminent une bonne statistique. Nous espérons que les annuaires suivans contiendront des précis de ce genre qui finiront par compléter les pièces que nous possédons déjà sur cet intéressant département.

Le mouvement de la population du département s'est opéré de la manière suivante pendant l'année 1829.

Naissances.

ARRONDISSEMENS.	ENFANS LÉGITIMES.		ENFANS NATURELS RECONNUS.		ENFANS NATURELS NON RECONNUS.		TOTAL.
	Mâles.	Femell.	Mâles.	Femell.	Mâles.	Femell.	
Dunkerque. . .	1,574	1,460	56	58	44	65	3,257
Hazebrouck. . .	1,712	1,550	15	11	71	85	3,444
Lille	4,616	4,481	357	351	163	184	10,192
Cambrai.	2,422	2,159	71	64	150	165	5,031
Avesnes.	1,602	1,574	39	26	84	105	3,430
Douai.	1,327	1,264	60	35	108	137	2,931
Valenciennes. . .	1,780	1,718	80	60	117	109	3,864
	15,033	14,206	678	605	737	850	32,109

Mariages.

	Entre garçons et filles.	Entre garçons et veuves.	Entre veufs et filles.	Entre veufs et veuves.	TOTAL.
Dunkerque. . . .	533	67	93	28	721
Hazebrouck. . . .	536	40	106	26	708
Lille.	1,591	75	160	39	1,865
Cambrai.	860	33	101	37	1,041
Avesnes.	740	21	73	19	853
Douai.	517	25	65	14	621
Valenciennes. . . .	784	35	105	23	947
TOTAUX.	5,561	296	703	186	6,746

Décès.

	An-dessous d'un an.	D'un an à 15 ans.	De 15 ans à 50 ans.	De 50 ans à 80 ans.	De 80 ans à 90 ans.	De 90 ans à 100 ans.	De 100 ans et au-dessus.	TOTAL.
Dunkerque. . . .	939	687	671	849	110	13	1	3,269
Hazebrouck. . . .	811	660	603	1,054	196	23	•	3,348
Lille.	2,394	2,693	2,095	2,593	421	33	•	10,229
Cambrai.	882	920	789	1,124	190	13	•	3,918
Avesnes.	497	223	746	853	21	25	1	2,562
Douai.	531	717	553	747	144	12	•	2,704
Valenciennes. . . .	766	1,015	743	975	190	17	•	3,706
TOTAUX.	6,820	6,915	6,200	8,195	1,468	136	2	29,736

Il résulte de la balance des naissances et des décès, un excédant de 2373 individus qui, ajoutés aux 976,779 dont se composait la population au 1^{er}. janvier 1829, donne pour le 1^{er}. janvier 1830 un nombre de 979,152 habitants. Voyez le tableau ci-après.

	Population au 1 ^{er} . janvier 1829.	Accroisse- ment en 1829.	Perte en 1829.	Total au 1 ^{er} . janvier 1830.
Dunkerque.	94,501	»	13	94,489
Hazebrouck.	105,157	96	»	105,273
Lille.	284,619	»	77	284,542
Cambrai.	148,324	1,113	»	149,437
Avesnes.	125,103	868	»	125,971
Donai.	94,215	227	»	94,442
Valenciennes.	124,860	158	»	125,018
TOTAUX.	976,779	2,462	89	979,152

Nous avons déjà eu occasion de donner un tableau des récoltes en grains faites dans le département; nous croyons utile de transcrire encore les deux tables suivantes, qui feront voir les différences qui existent d'une année à l'autre.

Récoltes en grains faites en 1830 dans le département du Nord.

NATURE DES GRAINS.	PRODUITS.						POIDS MOYEN. D'UN HECTOLITRE DE CHAQUE ESPÈCE DE GRAINS DE LA RÉCOLTE DE 1830.
	Nombre d'hectares ensemencés en cha- que espèce de grains.	Quantité moyenne de semence par hectare.	Nombre de fois que la semence se multi- plie, année commune.	Nombre de fois que la semence s'est mul- tipliée en 1830.	Produit par hecto- litre en 1830.	Produit total de chaque espèce de grains en 1830.	
Froment.	106,965	2	9,90	8,25	hectol. 17,50	hectol. 1,871,887	kilogr. 72,50
Méteil.	14,383	2	9,80	8,70	17,40	250,264	66,25
Seigle.	11,747	2	9,70	8,60	17,20	202,048	65,50
Orge.	14,396	2	10,60	13,35	26,70	384,373	55,20
Sarrasin.	276	1	22	13,20	18,20	5,023	» »
Avoine.	44,330	2,40	15	15,79	37,90	1,680,107	40,50
Légumes secs.	27,576	2,50	9	9,56	23,70	659,066	» »
Autres menus grains.	5,368	2,25	9	7,73	17,40	93,403	» »
TOTAUX.	225,041					5,146,171	

Consommations annuelles.

NATURE DES GRAINS	QUANTITÉ APPROXIMATIVE D'HECTOLITRES DE GRAINS ANNUELLEMENT NÉCESSAIRE.				TOTAL DES BESOINS ANNUELS.
	Pour nourriture des habitants.	Pour nourriture des animaux domestiques.	Pour les semences.	Pour les distilleries, brasseries et autres usages.	
Froment.	1,925,396	10,000	213,930	83,500	2,232,716
Méteil.	192,529	5,000	28,766	8,500	234,795
Seigle.	192,529	5,000	23,494	57,000	278,023
Orge.	"	38,600	28,792	643,000	710,392
Sarrasin.	"	3,600	276	1,147	5,023
Avoine.	"	1,336,800	106,392	24,000	1,487,192
Légumes secs. . . .	96,265	367,685	68,940	7,000	539,890
Autres menus grains.	"	81,315	12,088	"	93,403
TOTAUX. . . .	2,406,719	1,868,000	482,678	824,147	5,581,434

D'après ces tableaux, les grains récoltés en 1830 ayant donné un nombre d'hectolitres de 5,146,171

Et les consommations étant de 5,581,434

Il en résulte un déficit de 435,263 hectolitres,

Équivalent à peu près au douzième des produits.

D'après un nouveau recensement, il résulte que le nombre des bestiaux de toute espèce, dans chaque arrondissement, équivaut aux chiffres du tableau suivant :

DÉSIGNATION. DES ESPÈCES.	ARRONDISSEMENT DE							TOTAL POUR LES DÉPARTEMENTS.
	Dunkerque.	Hazebrouck.	Fille.	Cambrai.	Arras.	Douai.	Valeenciennes.	
<i>Espèce bovine.</i>								
Taureaux.	253	113	478	538	523	143	282	2,330
Bœufs. à l'agricult.				138	560	216	140	
à l'engrais.	679	207	303	635	1,286	155	263	4,791
Vaches. à l'agricult.				202		3	62	
à l'engrais.	21,006	21,061	37,974	14,422	30,101	12,409	17,781	157,012
Veaux	7,188	9,120	6,938	5,005	12,363	3,533	5,820	49,967
<i>Bêtes à laine.</i>								
Beliers.	88	87	267	959	686	87	335	2,509
Brebis.	3,911	2,630	4,033	17,845	22,366	4,533	8,266	63,584
Moutons.	6,123	3,763	17,313	17,510	21,309	10,093	11,460	87,571
Agneaux.	2,113	1,720	2,810	10,266	15,140	2,696	5,208	40,043
Boucs.	23	49	73	69	31	117	26	388
Chèvres.	285	649	977	828	550	349	267	3,902
Chevreux.	45	147	197	197	142	43	85	856
TOTAUX.	42,714	40,537	71,363	68,614	105,257	34,392	50,076	412,953

De nombreux tableaux statistiques se trouvent encore dans l'ouvrage de MM. Demeunynck et Devaux, et tous paraissent être faits avec le plus grand soin ; nous regrettons que l'espace ne nous permette pas de transcrire tous les documents utiles que les auteurs fournissent à l'appui de la statistique de leur département.

Les notes sur les hospices, les marchés, les incendies, et le tableau des communes à la fin du volume, offrent des renseignements nouveaux et précieux ; la carte de l'arrondissement de Douai, annexée à l'ouvrage, est lithographiée avec soin, et paraît être rédigée avec exactitude.

L'Almanach du commerce, dont nous donnons le titre en tête de cet article, ainsi que l'Almanach cantonal de Roubaix, contiennent une liste des autorités du département et puis la nomenclature de tout ce qui peut intéresser le commerçant et l'industriel.

T. F. R.

59. RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DE
MULHAUSEN, relativement aux manufactures de coton, par
M. ZUBER KARTH.

Si l'industrie cotonnière s'est développée en Alsace sur une échelle plus grande que d'autres branches manufacturières, c'est que cette industrie, qui était déjà florissante dans ce département vers le milieu du dernier siècle, s'est trouvée depuis le commencement de celui-ci dans des circonstances tellement favorables, par suite du système continental et des lois prohibitives, qu'elle a offert, pendant une durée de près de trente ans, un appât de bénéfice plus grand que tout autre. Il faut ajouter à cela qu'en général on voit une branche d'industrie manufacturière s'étendre de préférence là où elle trouve déjà un noyau établi, puisque cela facilite à tous égards sa propagation. Sous ce rapport encore l'industrie cotonnière était, non pas peut-être la plus répandue en Alsace, mais celle qui de préférence était exploitée par des établissements manufacturiers, à l'époque où l'entreprise de la fabrication en grand reçut cette impulsion générale qui a été depuis poussée si loin; il était naturel dès lors qu'indépendamment des circonstances favorables à cette branche en particulier, elle ait pris dans ce pays une extension plus rapide et presque exclusive.

Les avantages qui en sont résultés pour le département sont incontestables, puisque cette branche seule a suffi pour faire du Haut-Rhin un des pays les plus industriels du continent, et pour lui assurer ainsi tout le bien-être résultant nécessairement d'une grande production.

On a cité comme un inconvénient du grand développement industriel de l'Alsace, qu'il en est résulté un dommage sensible pour l'agriculture, en ce qu'elle a fait augmenter de prix de la main - d'œuvre pour la culture de la terre. Mais cette objection n'est pas fondée; en admettant même une légère augmentation du prix de main-d'œuvre dans quelques localités, cette augmentation a été largement compensée par le prix plus élevé des produits agricoles dans ces mêmes localités. Nous en trouvons la preuve en ce que, dans tous les districts manufacturiers du département, les terres ont beaucoup augmenté de valeur, et l'aisance est devenue progressive chez le cultivateur, tan-

dis que l'effet contraire a eu lieu dans les districts qui n'ont pas été atteints de ce développement industriel ; par exemple, les villages situés le long du Rhin, où les réglemens des douanes n'ont pas permis d'établir des ateliers : là certainement la main-d'œuvre n'a pas augmenté pas plus que la valeur des terres ou l'aisance des propriétaires, mais aussi la misère y est-elle au point que l'on a vu des hameaux entiers abandonner leurs foyers et venir s'établir plus à proximité des parties industrielles du département. Une des causes accessoires de la misère des riverains du Rhin peut être aussi cherchée dans la malheureuse manie de se livrer aux appâts ruineux et démoralisateurs de la contrebande.

Nous pensons que l'unique inconvénient qu'entraîne le développement trop prépondérant d'une seule branche manufacturière dans un pays, surtout lorsque ce développement est dû en grande partie à des moyens artificiels, réside dans les secousses plus violentes auxquelles une pareille industrie est exposée par chaque événement politique ou autre qui peut menacer son existence, et dans la gêne plus générale qui en résulte pour le pays, dont la prospérité est trop fortement liée à cette seule branche manufacturière.

C'est ainsi que le Haut-Rhin a eu à traverser des crises pénibles en 1813 et 1827, et que l'état de souffrance général qui pèse actuellement sur l'Europe lui est peut-être plus nuisible qu'à d'autres pays où une direction plus variée des affaires offre des ressources moins circonscrites.

Que l'on compare cependant le département, dans son état actuel, à ce qu'il était il y a trente ans, et il deviendra patent que, malgré les malheurs qu'il a subis, ses progrès en prospérité et en civilisation (1) ont été immenses, et que c'était pour ce pays le plus grand bienfait que ce développement de l'industrie cotonnière.

Supposons même que cette industrie ait dépassé aujourd'hui son plus haut point de prospérité, que s'étant répandue dans beaucoup de contrées que l'Alsace avait jusqu'ici approvisionnées, et péchant, par conséquent, par une production disproportionnée aux débouchés actuels, supposons encore qu'elle rentre forcément dans la classe d'un grand nombre d'autres branches qui n'offrent plus ces brillantes

(1) C'est le département de la France où il y a le plus de condamnations au correctionnel et au criminel : (*Note du rédacteur.*)

chances de bénéfices, cela n'empêchera pas que le pays ne continue à en tirer un grand avantage; d'ailleurs, par ce principe inné à l'industrialisme le remède se trouvera constamment à côté du mal : la production étant déjà trop grande on se gardera certainement de créer de nouveaux établissemens du même genre, à moins que l'on ne réussisse à former de nouveaux débouchés. Ces débouchés pourront se créer peut-être par le fait même que la force des circonstances aura fait trouver moyen de produire à plus bas prix.

En général, il est rare de voir que quand l'industrie a une fois pris racine dans un pays, elle ne s'y maintienne et n'y prospère pas, malgré les chocs momentanés qu'elle aurait à subir, puisque du moment que la nécessité l'y pousse, elle sait constamment trouver de nouvelles ressources.

Jamais l'on ne voit autant d'inventions nouvelles, de produits plus parfaits, que lorsque les affaires sont difficiles. Toujours habile à se modifier selon les circonstances, il est de la nature de l'industrialisme de lutter contre l'adversité, jusqu'à ce qu'il sorte vainqueur. Ce résultat est surtout à espérer dans le Haut-Rhin, où les producteurs se distinguent en général par leur savoir et leur activité.

Le moment paraît cependant être venu où il serait utile qu'à côté de son industrie principale notre département pût voir s'établir quelques nouvelles branches manufacturières et commerciales que l'éducation industrielle de ses habitans rendrait très-facile.

60. BIBLIOTHÈQUES DU DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR.

On a publié récemment des détails intéressans sur les dépôts de livres que possède le département de la Côte-d'Or. Le chef-lieu, Dijon, ville toute littéraire, possède une bibliothèque de 38,867 volumes imprimés et 600 manuscrits; ces richesses sont augmentées, chaque année, par des envois du gouvernement, et par les 1500 fr. portés au budget de la ville. Au nombre des curieux manuscrits qu'elle renferme, nous ne citerons que le bréviaire de Saint-Bernard. C'est un billot carré de deux pieds six lignes de hauteur, sur un pied six lignes de largeur. Un assez beau médaillon est réuni à la bibliothèque. Le musée, séparé de ce dernier établissement, se compose d'un cabinet de gravures, d'une galerie

de tableaux , d'une collection de statues en plâtre , des portraits , bustes , ou monumens des hommes célèbres , nés à Dijon ou dans l'ancienne Bourgogne , et d'une collection d'antiquités ou d'objets d'arts du moyen âge. Dans le bâtiment de la bibliothèque est établi , depuis 1826 , une école gratuite de dessin. Dijon possède encore un cabinet d'histoire naturelle et un jardin botanique. Un des monumens littéraires les plus intéressans pour cette ville est le dépôt des archives générales de la préfecture , formé du trésor des chartres et papiers des rois et ducs de Bourgogne , et des rois de France , et des archives ecclésiastiques de tout le département ; collection précieuse , dont le classement méthodique a été exécuté sous les ordres et sous les auspices du dernier préfet de la Côte-d'Or , M. d'Arbaud-Jouques , qui a de plus établi à Dijon une école secondaire des chartes.

Semur a une bibliothèque où l'on compte 7000 volumes et 39 manuscrits ; cette ville ne possède ni école de dessin , ni cours de géométrie appliquée aux arts.

Beaune a une bibliothèque de 30,000 volumes , où il y a en double un très-grand nombre de volumes in-folio et in-4°. Il y règne en général une sorte de désordre. On y voit des manuscrits classés depuis peu dans une salle séparée , mais non encore catalogués.

A Châtillon-sur-Seine on trouve une bibliothèque peu nombreuse , mais classée avec une méthode admirable par un médecin de la ville , qui exerce gratuitement les fonctions de conservateur. Cette bibliothèque est composée de 6,300 volumes imprimés , et de six volumes manuscrits. On a dû ouvrir cette année une école de géométrie pratique , de dessin linéaire et d'architecture.

Auxonne ne possède aussi qu'une bibliothèque peu considérable placée dans la mairie ; 3167 volumes imprimés , et 5 manuscrits ; l'autorité municipale s'occupe d'y réunir une école gratuite de dessin , pour l'ornement et l'architecture , ce qui compléterait l'école d'enseignement , où trois cents enfans pauvres ou riches reçoivent l'instruction ; école dont M. le chevalier de Berbis , membre de la Chambre des députés , a été le plus ferme soutien.

La bibliothèque de Montbar , fondée en 1820 , par M. Bernard , avocat et ancien maire , renferme aujourd'hui 1200

volumes, parmi lesquels on trouve une magnifique édition in-4°. de Buffon, dont le génie illustrait Montbar, tandis que sa main bienfaisante en éloignait la misère.

(*Gazette de l'instruction publique* ; 21 février 1830.)

61. ANNUAIRE DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE et du ressort de la cour royale de Limoges pour l'année 1831 (28°. année). In-12 de 282 p. Limoges, 1831 ; Bargeas fils et comp. , libraires.

Vingt-huit années d'existence sont un titre pour un recueil, et, quoique l'ouvrage dont nous rendons compte laisse, sous bien des rapports, beaucoup à désirer, nous devons néanmoins reconnaître qu'il contient tous les renseignemens les plus utiles aux habitans du département, et que l'on cherche ordinairement dans un annuaire, c'est-à-dire, la nomenclature de tous les établissemens publics et des fonctionnaires de tous les ordres ; mais les notions statistiques y sont presque nulles, en revanche on y trouve :

Un aperçu statistique sur la France en général, placé presqu'en tête du volume, et qui offre des renseignemens détaillés sur sa superficie et son revenu territorial (voyez l'article ci-dessus n°.), qui auraient un véritable intérêt s'ils avaient une garantie assurée d'exactitude.

Nous signalerons encore dans cet annuaire quelques notices intéressantes et dont la connaissance est utile à répandre dans les campagnes, telles qu'un résumé de l'*Essai sur la culture du mûrier blanc*, par M. Lacroze fils ; sur le *vertige des chevaux*, sur les *beliers anglais*, et des *notes météorologiques* sur le département.

Les notes suivantes sur la population et sur son mouvement figurent également dans l'annuaire, et nous fournissent l'occasion de les transcrire ici :

ARRONDISSEMENS.	POPULATION au 30 sept. 1826.	CANTONS.	COMMUNES.	MAIRIES.
Bellac.	78,066	8	65	64
Limoges.	111,420	10	79	74
Rochechouart. . .	46,355	5	30	27
Saint-Yrieix. . . .	40,510	4	27	25
TOTAUX. . .	276,351	27	201	190

Nous regrettons que ces chiffres soient déjà un peu vieux, et que nous ne puissions pas indiquer l'état présent de la population.

Mouvement de la population.

Pendant l'année 1829, le nombre des naissances dans le département a été en

Enfans légitimes.	{	Garçons.	4,878	}	9,168
		Filles.	4,290		
Enfans naturels.	{	Garçons.	277	}	639
		Filles.	362		
Total.					9,807

Le nombre des mariages, 2,949.

Le nombre des décès en	Mâles.	3,536	}	6,309
	Femelles.	3,367		

Les naissances ont excédé le décès de 2,904.

Le nombre des décès de 100 ans et plus, 3.

En réunissant ce résultat à celui qui a été inséré dans l'annuaire de 1830, on trouve que pendant les 20 années, à partir du premier janvier 1810 jusqu'au 31 décembre 1829, le nombre des naissances dans la Haute-Vienne a été en

Enfans légitimes.	{	Garçons.	93,370	}	181,332
		Filles.	87,962		
Enfans naturels.	{	Garçons.	4,901	}	9,687
		Filles.	4,786		
Total.			191,019		

Le nombre des mariages de 49,885.

Le nombre des décès en	Mâles.	78,717	}	156,187
	Femelles.	77,470		

Excédant des naissances sur les décès, 34,832.

Nombre des décès de 100 ans et plus, 62. TH. F.

62. DE PILGRIM DER NEDERLANDEN.—Le Pèlerin des Pays-Bas, ou Esquisse des mœurs et usages de différentes villes et villages, avec des observations et des particularités remarquables; par A. CRAMER. Tom. VI^e. un vol. petit in-8°. Prix par souscription (1 fl 50 ch) 3 f. 17 c. Id. sans sou-

scription (1 fl. 80 ch.) 3 f. 80 c. Id. des 6 vol. par souscription (9 fl.) 19 f. 4 c. Id. des 6 vol. sans souscription (10 fl. 80 ch.) 22 f. 85 c. Amsterdam, 1830, A. KRAMER

63. DE LA LIBERTÉ ILLIMITÉE DU COMMERCE, et notamment du commerce des grains dans les Pays-Bas; par M. René BEERENBROCK. In-8°. , prix (60 cts.) 1 fr. 27. Bruxelles, 1829; V°. P. J. de Mat.

64. RECHERCHES SUR LA STATISTIQUE PHYSIQUE agricole et médicale de la province de Liège; par Richard CORTOIS, Dr. M. sous-directeur de l'université de Liège. 2 vol. gr. in-8°. Prix (4 fl.) 8 fr. 46 c. Verviers, 1829, Beaufays.

65. ANNUAIRE DE LA PROVINCE DE LIMBOURG. Rédigé par la Société des Amis des sciences, lettres et arts, établie à Maestricht, année 1831. In-12; prix, 3 fr. Maestricht. Nypels.

Malgré les fâcheuses circonstances politiques dans lesquelles ils se trouvent, et le manque de communications et de relations scientifiques avec leurs voisins, les *Amis des sciences* de Maestricht n'en continuent pas moins leurs utiles recherches, et viennent de faire paraître tout récemment l'Annuaire de la province du Limbourg, pour l'année 1831. Parmi les articles qui figurent à la fin de ce recueil, on remarque particulièrement celui sur les comètes, et des recherches sur les communautés religieuses de femmes, qui renferment des documens intéressans pour l'histoire de la province. Les observations météorologiques sont faites avec d'excellens instrumens et d'après les meilleures méthodes. On remarque encore dans cet annuaire différens tableaux offrant les rapports des anciens mesures en usage dans la province avec les nouvelles mesures des Pays-Bas. Il est remarquable que presque chaque chef-lieu de justice de paix ait ses mesures particulières, et en ait quelquefois deux pour un même objet; aussi, dans la province seulement, et pour l'estimation des superficies, par exemple, on ne compte pas moins d'une centaine de mesures différentes. L'étrange confusion qui devait naître de tant d'unités diverses ne peut que faire mieux apprécier l'avantage des mesures uniformes et généralement répandues comme celles qui ont été introduites par le système métrique. Il était néanmoins utiles de conserver

les tableaux des mesures anciennes et de leurs rapports avec les mesures nouvelles, et l'on doit savoir gré aux *Amis des Sciences de Maestricht* d'en avoir enrichi leur Annuaire.

A. QUETELET.

66. MÉMOIRE SUR LES ABUS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ACTUEL, présenté aux congrès national ; par P.-F. VERHULST. In-8°. Bruxelles, 1831 ; Hayez.

Quand la révolution du mois d'août 1830 éclata, on était au moment d'apporter à l'enseignement supérieur de notables améliorations. Nous-mêmes nous en avions signalé les défauts avec une franchise dont notre position sociale n'avait point affaibli l'expression (1), et nous avions quelque espérance que notre voix serait entendue. Un événement aussi terrible qu'imprévu vint rendre inutiles les travaux commencés. L'autorité, qui s'était constituée à la hâte, dans les jours du tumulte, songea à sauver le dépôt de l'instruction publique, et, sous ce rapport, on lui doit de la reconnaissance ; mais elle devait céder à des exigences impérieuses, à des préjugés qui n'admettaient pas de composition ; elle ne pouvait en même temps se défendre contre le besoin d'innover qu'éprouve tout pouvoir qui succède à un autre. Ainsi le mal existant fut aggravé et le bien disparut. Au nom du libéralisme, on se montra peu libéral envers des professeurs qui avaient le tort d'être étrangers, tandis que des étrangers remplissaient les rangs de l'armée et prenaient part à nos affaires les plus décisives ; des nominations précipitées compromirent la dignité de la science, on ne tint point compte des droits antérieurement acquis ; une application malheureuse du principe de la liberté prépara l'anéantissement des études, en favorisant la paresse, les petits culculs et les prétentions subalternes. Qu'est-il arrivé ? Nos hautes écoles ressemblent assez aujourd'hui à ces éditions d'auteurs classiques expurgées par les Jouvençy et couseurs *ad usum studiosæ juventutis*, privées en conséquence des plus beaux passages du texte, et chargées de notes insignifiantes. Doué d'un esp. it. juste, animé d'un patriotisme véritable, M. Verhulst n'a pu voir sans gémir les dangers que courait chez

(1) *Essai de réponse aux questions officielles sur l'enseignement supérieur*, par de REIFFENBERG et WARNKEWIG. In-8. Bruxelles, 1828.

nous l'enseignement, Il a pris la plume, et en quelques pages, il a tâché de remédier au plus pressé; mais les moyens qu'il indique ne sont que des palliatifs; il faut attaquer le mal jusqu'en sa racine. Dans ce but il propose de former une commission de professeurs et de personnes instruites qui prépareraient les dispositions législatives sur la matière. Certes, une telle commission peut-être d'un grand secours, pourvu toutefois qu'elle soit bien choisie et qu'elle agisse avec une indépendance complète. Il faut des hommes qui aient le droit de dire : *Terra quam calco mea est.* (*Revue Encyclopédique* ; juin 1831, p. 563.)

67. VERHANDELINGEN OVER DE ANSLIBBING DER HAVEN VAN AMSTERDAM EN DE AFDAMMING VAN PAMPUS. — Dissertation sur l'engorgement du port d'Amsterdam et la destruction des digues du Pampus. 1 vol. in-8°. de VIII et 127 pag., avec une carte. Prix, 2 fl. 75 c. Amsterdam, 1828; GERARD HULSH VAN KEULEN. (*De Recensent* ; févr. 1829, XXII. vol., n°. 2).

Il y a peu d'ouvrages qui, dans un si petit nombre de pages, renferment autant de bonnes choses. Les vues de l'auteur sont vastes et saines; et quoique son mémoire ne soit pas concluant sur tous les points, la lecture ne peut qu'en être profitable.

Dans la première partie de son ouvrage, il traite de l'engorgement du port d'Amsterdam. Nous voyons que de tout temps ce port a été sujet à être comblé par la vase et le sable, et que, pendant long-temps, ce ne fut qu'avec des moyens bien peu efficaces qu'on chercha à remédier à cet inconvénient. Cependant, vers le milieu du 18°. siècle, on commença à s'occuper sérieusement des moyens de s'opposer au mal dès son origine; pour cela, on consulta le professeur Lulofs; mais ses conseils ne servirent à rien, et l'on s'en tint aux bateaux dragueurs. En 1769, les Etats nommèrent une commission composée du célèbre Brunning, d'Engelman, et de Bolstra, pour examiner les dispositions à prendre pour prévenir l'engorgement du port. En 1772 la commission fit, à ce sujet, un rapport que les magistrats remirent entre les mains de Pibo Steenstra, professeur de philosophie, pour qu'il l'examinât. Quoique les hommes auxquels on l'opposait fus-

sont versés dans la science hydraulique ; après quelques débats , son opinion prévalut. Le succès prouva le mauvais choix des Etats ; les travaux qu'il fit faire ne changèrent rien à l'état du port. En 1788, il fut fait de nouvelles tentatives qui n'amènèrent aucun résultat avantageux. Depuis 1788 jusqu'à 1793 on continua ces essais , qui coûtèrent 1,598,000 florins , et , loin d'améliorer le port, semblèrent l'avoir rendu plus déplorable encore.

En 1805 , la société de Haarlem offrit une médaille d'or à l'auteur du meilleur mémoire sur les causes de l'engorgement de l'Y , et le moyen de l'arrêter. Les magistrats d'Amsterdam promirent une récompense de 10,000 florins à celui dont le mémoire serait couronné , si l'excellence de son plan pouvait être prouvée par une expérience de six années.

Dix-neuf mémoires furent soumis à une commission choisie parmi les hommes les plus experts ; un seul mérita les suffrages , ce fut celui de Blankin , sur le salut d'Amsterdam.

Voyant la difficulté de modifier les mouvemens de la marée sans gêner la navigation , il proposait de construire une digue le long du port en avant des ceintes déjà existantes , unissant le *Blaauwhoof* au *Paardenhoek* , et s'étendant depuis *Rietland* jusqu'à la digue de *Zeeburg*. Cette digue devait s'élever à la hauteur de la digue qui sert à arrêter les eaux de la mer (*zeedijk*) , et devait , à son extrémité , former un canal ouvert , ou bien fermé par une barrière ou par des écluses. Il proposait , en outre , d'examiner si l'on devait construire un nouveau môle à l'extrémité du *Schellingwoude* et agrandir les deux môles à l'Ouest et à l'Est de *Nieuwendam*.

Sous le roi Louis , le comité central des ponts et chaussées adopta le projet sans amendement. Plus tard , Napoléon l'adopta de même ; et , sans les événemens de 1813 , il aurait été mis à exécution.

De 1819 à 1824 , le curage du port coûta des sommes immenses : l'auteur les porte à 100,000 florins par an. La destruction des digues de l'Y furent mises alors sur le tapis ; cette mesure trouva beaucoup d'opposition de la part du commerce d'Amsterdam. Le roi voyant cela , fit suspendre les travaux , et , par une ordonnance du 10 mars 1828 , fit remettre les choses dans leur ancien état ; les travaux exécutés maintenant y font la suite ; ils diffèrent beaucoup de ceux pro-

posés par M. Blankin, et il est à regretter qu'ils n'aient pas été exécutés, car Amsterdam en eût tiré un plus grand avantage que de ceux-ci.

La destruction des digues du Pampus fait le sujet de la seconde partie de son mémoire.

On vit s'élever contre ce projet un grand nombre de personnes, même celles qui ne savaient nullement ce que c'était, et n'avaient puisé l'indignation que leur causait la destruction de ces digues, que dans le mémoire où Van Ouwerkerk de Vries en avait peint l'indispensabilité sous de vives couleurs. Un autre mémoire qui parut dans l'*Hermes*, et que l'on croit de l'auteur du présent ouvrage, réfuta victorieusement les argumens de Ouwerkerk de Vries, et prouva ouvertement la futilité de son raisonnement.

Nous pensons qu'après la lecture de cet ouvrage, on cessera de regarder la destruction des digues du Pampus, comme une action qui pourrait devenir nuisible à Amsterdam, dont l'auteur du mémoire paraît désirer ardemment la prospérité.

G-D.

68. CONSIDÉRATIONS SUR LA PÊCHE DE LA BALEINE; par A. de la JONKAIRE (*Foreign quarterley Rewiew*; n°. XIV, après 1831, p. 355).

Dans l'intéressante brochure publiée l'année dernière, sur la pêche de la baleine, par M. de la Jonkaire (*Voy. le Bull.*, tom. XXII, n°. 217), on trouve un tableau assez exact de la pêche de la baleine, faite par les Anglais dans les mers du Nord; mais on manquait de documens authentiques sur l'état actuel de cette pêche dans les mers du Sud, et, en rendant compte du travail que nous venons de citer, le rédacteur du *Foreign quaterly Rewiew* remplit cette lacune.

Lors de la rupture entre l'Angleterre et les États-Unis, les Américains poursnivaient déjà avec succès la pêche dans les mers du Sud; les Anglais ne s'y adonnent que peu, et c'était des harponneurs américains qu'ils embarquaient à bord des navires qu'ils envoyaient dans ces eaux. En 1791, on arma pour cette pêche 75 bateaux baléniers; mais depuis elle n'a jamais été aussi florissante, et on jugera, d'après le tableau suivant, de l'état actuel.

Tableau de l'état de la pêche de la baleine faite par les Anglais dans les mers du Sud, depuis 1814 jusqu'en 1824.

ANNÉES.	NOMBRE DE NAVIRES.	TONNAGE.	ÉQUIPAGES.	PRIMES ACCORDÉES.
1814	30	8,999	794	5,600
1815	22	6,985	592	8,000
1816	34	10,332	852	4,500
1817	42	14,785	1,201	10,000
1818	58	18,214	1,643	6,600
1819	47	14,668	1,345	9,100
1820	63	19,755	1,827	9,100
1821	55	14,398	1,396	8,300
1822	44	11,432	1,022	7,400
1823	59	17,669	1,536	6,800
1824	31	9,122	796	7,300

En 1827, on arma seulement 33 navires d'un tonnage, total de 10,374 t., et montés par 902 hommes d'équipage; l'année suivante, le nombre de ces bâtimens ne s'élevait qu'à 21 (jeaugant 7,000 t., et ayant 604 hommes d'équipage); enfin, en 1829, les armemens ne s'élevèrent encore qu'à 31 navires jeaugant en masse 10,997 tonneaux et portant 937 hommes.

D'après les documens présentés à la chambre des communes, il paraît que pendant cette année les deux branches de la pêche de la baleine (dans les mers du Nord et du Sud) ont donné un produit brut de 428,591 livres sterlings, et que les exportations ont été en huile 73,749 liv. sterl., et en faïon, 114,416 liv. st. Voici, du reste, les résultats de la pêche du nord, extrait d'un petit ouvrage intitulé : *Discovery and adventures int he polar seas and regions.*

Résultats de la pêche, dans les mers du Nord, pendant l'année 1829.

PORTS.	NOMBRE DE NAVIRES.	TONNAGE.	NOMBRE DE BALEINES.	TONNEAUX D'HUILE.	FANONS	
					Tonneaux.	Quintaux.
Aberdeen .	11	3,322	84	1,171	63	14
Berwick. . .	1	309	11	147	8	16
Dundée. . .	9	3,031	77	1,005	54	9
Hull	33	10,899	339	3,982	235	19
Kirkcaldy. .	4	1,261	51	649	37	0
Leith. . . .	7	2,393	71	862	48	4
London. . .	2	714	2	32	2	3
Montrose. .	4	1,301	39	481	27	11
Newcastle. .	3	1,103	45	541	29	10
Péterhead. .	12	3,429	118	1,445	78	16
Whitby. . .	3	1,050	34	357	21	8
TOTAUX. .	89	28,812	871	10,672	607	110

Évaluation	{ 10,672 tonneaux d'huile, à 25 l. st.	266,800 liv. st.
des produits.		{ 607 $\frac{1}{2}$ tonn. de fanons, à 180 liv. st.
Total.		376,150 liv. st.

L'auteur donne aussi des détails curieux sur la part que les divers ports de l'Angleterre et de l'Écosse prennent dans la pêche de la baleine pratiquée dans les mers du Nord, et sur les changemens successifs qui sont survenus dans l'exploitation de cette branche d'industrie maritime. La plupart des faits qu'il indique se trouvent résumés dans le tableau suivant :

		Terme moyen annuel de 1810 à 1818.		1830.
PORTS DE L'ANGLETERRE.	Berwick	1	$\frac{7}{9}$	1
	Grimstry	1	$\frac{4}{9}$	0
	Hull	53	$\frac{4}{9}$	33
	Liverpool	1	$\frac{8}{9}$	0
	Londres	17	$\frac{1}{9}$	2
	Lynn	1	$\frac{4}{9}$	0
	Newcastle	4	$\frac{7}{9}$	3
	Whilby	8	$\frac{8}{9}$	2
Totaux . . .		91	$\frac{1}{9}$	41

		Terme moyen annuel de 1810 à 1818.		1830.
PORTS DE L'ÉCOSSE	Aberdeen.	10	$\frac{3}{4}$	10
	Banff.	0	$\frac{1}{9}$	0
	Burntisland.	0		1
	Dundee.	7	$\frac{5}{9}$	9
	Greenock.	0	$\frac{1}{9}$	1
	Kirkcaldy.	0	$\frac{2}{9}$	5
	Kirkwall.	0	$\frac{6}{9}$	0
	Leeth.	8	$\frac{7}{9}$	7
	Montrose.	2	$\frac{7}{9}$	4
	Peterhead	6	$\frac{8}{9}$	13
Totaux.		131	$\frac{6}{9}$	50

69. DONNÉES STATISTIQUES SUR LES DÉCÈS ARRIVÉS EN RUSSIE dans la population mâle de la religion grecque, depuis l'an 1798 jusqu'en 1826 inclusivement; par Ch.-Th. HERRMANN. *Seconde partie. Age des hommes de 15 à 60 ans.* (Mém. de l'Acad. impér. des sciences de Saint-Petersbourg; VI^e série, t. 1^{er}., p. 205-220).

Ce travail, qui ne concerne, comme l'indique son titre, que les seuls individus mâles de la religion grecque, fait suite à celui que le même auteur a publié dans le même recueil sur la mortalité des enfans en Russie, et dont une assez longue analyse a été insérée dans un cahier précédent du *Bulletin* (t. XXIII, n^o. 186).

La période décennale de 1804 à 1814 a fourni tous les faits contenus dans le mémoire sur la mortalité des enfans, et les faits exposés dans cette seconde partie sont ceux de 1798 à 1825 inclusivement, moins pourtant 1800, 1808 et 1811. M. Herrmann les a pris dans les tableaux officiels du saint-synode et dans l'almanach de l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg.

Le terme moyen annuel des décès totaux qu'il trouve, sont de 376,477 pour la période de 1798 à 1805; 473,011 pour celle de 1806 à 1814; 462,886 pour la période de 1815 à 1824, et 544,995 en 1825.

Tels sont, pour tous les individus mâles de la religion grecque, les nombres moyens annuels constatés. En disant constatés, je crois être tout-à-fait dans la vérité. Mais dans quelle proportion, relativement à ces nombres, figurent les décès des hommes de 15 à 60 ans?

La réponse à cette question est seulement dans les tableaux du saint-synode. Comme on a été réduit, pour la période de 1815 à 1824, aux renseignemens fournis par l'almanach de l'Académie des sciences, on n'a pu, pour ces 10 années, que conjecturer le nombre des décès des hommes dont il s'agit. Voici comment on les donne :

Nombres moyens annuels.

De 1798 à 1805.	111,572	} <i>nombres observés.</i>
De 1806 à 1814.	141,268	
De 1815 à 1824.	111,374	<i>nombre calculé.</i>
En 1825.	133,185	<i>nombre observé.</i>

L'auteur ayant déduit des deux premiers nombres l'année commune générale des décès pour les individus qu'ils concernent, c'est-à-dire des individus âgés depuis 15 ans jusqu'à 60, en a trouvé 314 sur 1000 décès totaux du sexe masculin.

Les quinze tableaux annuels du saint-synode, lui ont permis de rédiger le suivant :

Mortalité dans les subdivisions des hommes de 15 à 60 ans.

AGES.	DÉCÈS DANS CHAQUE DIVISION D'ÂGE.			PROPORTIONS SUR 1,000 DÉCÈS DE TOUS LES ÂGES.		
	Période de 1798 à 1804.	Période de 1805 à 1814.	Année 1825.	Période de 1798 à 1804.	Période de 1805 à 1814.	Année 1825.
JEUNES GENS						
de 15 à 20 ans. . .	76,229	90,302	13,356	29	28.1	24.2
de 20 à 25 ans. . .	79,150	99,760	14,427	30	30	26.8
de 25 à 30 ans. . .	86,923	110,900	14,048	33	33.5	25.7
	242,308	300,962	41,831	92	91.5	76.7
HOMMES FAITS						
de 30 à 35 ans. . .	76,895	103,578	12,887	29	32	23.6
de 35 à 40 ans. . .	94,788	126,498	13,549	36.2	38	25
de 40 à 45 ans. . .	86,456	119,984	15,377	33	36	28.8
	258,139	350,060	41,813	98,	106	76,
HOMMES EN ÂGE						
de 45 à 50 ans. . .	105,684	140,094	16,839	40	42.4	31
de 50 à 55 ans. . .	84,443	120,222	17,488	32.3	36.2	38.3
de 55 à 60 ans. . .	118,386	144,639	15,224	44.9	43.5	28
	308,515	404,954	49,551	117	222	97.3

Il en résulte que le nombre des décès augmente depuis 15 ans jusqu'à 60, ou à mesure qu'on avance en âge, et plus régulièrement depuis 15 ans jusqu'à 30, que depuis 30 jusqu'à 60. Le *minimum* s'observe de 15 à 20 ans et le *maximum* de 55 à 60. C'est en Russie, sous ce rapport, comme ailleurs.

M. Herrmann ayant pu comparer, pour chacune des 36 éparchies de la Russie, les résultats détaillés des décès énumérés pendant les neuf années 1804, 1805, 1806, 1807, 1809, 1810, 1812, 1813 et 1814, a dressé le tableau suivant pour faire voir la marche différente de la mortalité dans les diverses contrées de l'empire.

Mortalité des hommes de 15 à 60 ans, dans toutes les éparchies de la Russie, pendant 9 ans, de 1804 à 1814.

	DE 15 à 20.	DE 20 à 25.	DE 25 à 30.	DE 30 à 35.	DE 35 à 40.	DE 40 à 45.	DE 45 à 50.	DE 50 à 55.	DE 55 à 60.	TOTAUX.
Sur mille morts de tous les âges, il y a eu :										
Dans toute la Russie.	27,7	29,1	33,1	30,1	37,1	35,1	42,1	35,1	43,8	314
En Suède.	19,6	24,6	26	29,6	27	32	32	35,1	35,7	263
En France.	26,7	30,9	33,1	34,1	34,1	35	37	39,1	43,7	316
Dans les éparchies où se trouvent les capitales :										
Celle de St.-Petersbourg.	53,6	77,8	88,9	73,1	80,7	56,4	50,1	31,8	31,4	544
Celle de Moscou.	29	30,7	31,7	29,7	33,1	33,1	35	34	35,7	292
ÉPARCHIES DU NORD.										moins 252
1) Arkhangel.	26,6	34,6	37,1	34,1	38,1	33,1	37,1	33,7	41	
2) Vologda.	19	20,7	22,1	23,7	29	30	36,1	38	48,1	
3) Novgorod.	23,8	27,1	53	31,1	39	36,8	46	41	54,8	
ÉPARCHIES DU MILIEU.										
4) Tver.	22,1	28,7	32,1	31,7	38,1	37,6	44,6	40,1	53	
5) Iaroslav.	27,1	18,1	19,8	20,1	24,6	26,1	30,1	32,7	42,7	
6) Kostroma.	24,8	28,1	33,1	31,1	36,8	37,8	50,1	46,1	60,1	
7) Vladimir.	20,7	24	28	27	35	37,1	47	46,1	64,1	
8) Nijni-Novgorod.	14,1	15,1	18	14,4	20,8	21,1	25,1	26,1	33,1	
9) Riazan.	32,1	34,7	37,6	32,1	42,1	40,1	45,6	37,6	55	
10) Toula.	32,1	35,1	37,1	35,7	40,1	39	45,1	39,1	52,1	
11) Kalouga.	32,1	36,6	36,1	36,8	45,7	44,1	53,1	48,7	60,1	
12) Orel.	27,1	30,8	31,1	27,9	34,1	32,1	38	34,6	42,1	
ÉPARCHIES À L'EST.										
13) Tambov.	28,1	30,1	34,6	30,7	39,1	35,1	47,7	37,1	56	
14) Penza.	31,1	29,8	34,7	25	35,1	31,1	43,1	32,7	47,1	
15) Kazan.	26,6	29	30,1	26,8	35,7	31,1	38,6	30,1	45,8	
16) Orenbourg.	24,1	24,7	29,7	28	30	24,8	32,6	22,8	36,6	
17) Viatka.	21,1	24,9	26,7	26,6	31,1	29	33,1	29,6	39,1	
18) Perme.	19,6	24,8	26,8	22,1	23	23	25,1	25,9	32,6	
ÉPARCHIES À L'OUEST.										
19) Pleskov.	31,1	44	54,1	54,8	64,6	61,1	67	56	58,1	
20) Smolensk.	37,7	41,6	43,7	43,7	43,1	43,7	45,1	42,1	47,7	
21) Mohilev.	35,1	39,7	48,1	42	49,7	49	55,1	42,1	47,1	
22) Minsk.	36,1	46	56	52	62	63,1	70	56,1	56,7	
ÉPARCHIES DU SUD.										
23) La Volhynie.	27,1	26,1	31,1	28	43,6	44	56,1	41,1	49	
24) La Podolie.	27,6	21,6	28,8	20,7	35,7	33,1	46,1	30,8	42,1	
25) Kiev.	26	22,1	27,7	22,1	32,9	31,1	41,1	30,1	37,1	
26) Poltava.	20,7	26,1	28,1	26,1	34,1	32	41,6	33,1	41,6	
27) Tchernigov.	28,1	25,7	30,1	31,1	39,1	34,1	46,1	38	44	
28) Koursk.	30,6	31,1	32,1	30,1	35,6	36,1	47,1	40,1	45,1	
29) Kharkov.	30,1	28,7	29,6	28,1	34,1	32,1	39,6	35,1	39,7	
30) Iekaterinoslav.	32,8	29,6	37,8	31,8	48	33,6	45,7	22,8	34,6	
31) Voroneje.	27,8	26,6	29,8	26,1	33	31,1	38,6	31,1	41,1	
32) Astrakhan.	42,1	56,1	65	54	68,1	49	54,1	34,1	44,8	
ÉPARCHIES DE LA SIBÉRIE.										
33) Tobolsk.	17,8	21,7	22,1	20,1	22,7	21,1	24,1	23,1	28,1	
34) Irkoutsk.	17	21	27	26,1	31,1	30,1	33,7	28,1	38	

Il résulte de ce tableau, selon l'auteur, que sur 1000 morts de tous les âges, il y en a :

	De 15 à 30 ans.	De 30 à 45 ans.	De 45 à 60 ans.	Totaux.
En Russie.	89	102	120	311
En Suède.	69	88	102	259
En France.	80	103	119	311

Remarquons que les trois totaux ne sont pas exactement d'accord avec ceux qu'on lit au commencement du tableau précédent. Je dois ajouter que l'on ne sait pas à quelles années se rapportent les faits qui concernent ici la Suède; et, quant à la France, il est bien certain, puisqu'on le voit exprimé dans le mémoire sur la *mortalité des enfans*, dont il a été parlé dès les premières lignes de cet article, que c'est la table de M. Duvillard qui les a fournis, et que par conséquent, ils sont antérieurs à ceux de la Russie.

Dans la comparaison qui vient ensuite (v. la p. 214) des deux éparchies où se trouvent les capitales, on attribue :

à celle de Saint-Pétersbourg. . . 539 } Décès de 15 à 60 ans.
à celle de Moscou. 289 }

Que maintenant l'on rapproche ces derniers nombres de ceux du grand tableau précédent, et l'on sera étonné de voir combien peu les chiffres se confirment les uns les autres dans le mémoire de M. Herrmann. En effet, nous trouvons dans le grand tableau dont il s'agit, savoir :

1°. Pour l'éparchie de Saint-Pétersbourg 544 dans la colonne des totaux et 544, 4 en additionnant toutes les sommes, au lieu de 539;

2°. Pour l'éparchie de Moscou 292 dans la colonne des totaux et 292, 9 en additionnant toutes les sommes, au lieu de 289.

Quoi qu'il en soit au juste de la quantité des décès pour les hommes âgés depuis 15 ans jusqu'à 60 dans ces deux éparchies, elle est excessive dans l'éparchie de Saint-Pétersbourg; à cause, comme M. Herrmann le fait observer, de la présence de la cour à Saint-Pétersbourg et de sa nombreuse garnison, qui attirent dans cette ville beaucoup de jeunes gens et d'hommes faits, nés dans toutes les provinces de l'empire.

Au reste, le défaut d'accord que je viens de faire remarquer est plus saillant encore, lorsque notre académicien compare la mortalité de l'éparchie de Moscou à celle des six éparchies voisines et qu'il compte pour la totalité des décès depuis 15 ans jusqu'à 60, en supposant qu'il y en ait 1000 pour tous les âges réunis :

315 dans l'éparchie de Tver ,	au lieu de 329	} Que donne l'addition dans le grand ta- bleau pré- cité.
390 Kalouga ,	394.9	
354 Toula ,	356.7	
318 Vladimir ,	329.4	
354 Riazan ,	357.8	
424 Smolensk ,	389	

Quelle confiance, je le demande, peut-on avoir dans l'exactitude d'un auteur; lorsque, dans le même travail et à trois pages d'intervalle, on trouve un pareil désaccord, surtout lorsque l'erreur est aussi évidente?

M. Herrmann termine son travail par le tableau suivant qu'il intitule : *De la mortalité dans les 34 éparchies qui n'ont point de capitale, rangées d'après leur situation géographique.* Voici ce tableau :

	AGES.		
	De 15 à 30 ans.	De 30 à 45 ans.	De 45 à 60 ans.
Terme moyen pour toute la Russie sur 1,000 décès de cet âge. .	191	217	255
ÉPARCHIES DE LA RUSSIE EUROPÉENNE SITUÉES :			
1) <i>Au nord.</i>			
1) Arkhangel.	206	222	235
2) Vologda.	137	163	272
3) Novgorod.	153	190	252
2) <i>Au milieu.</i>			
4) Tver.	153	171	254
5) Iaroslav.	133	172	254
6) Kostroma.	133	169	253
7) Vladimir.	120	165	260
8) Nijni Novgorod.	148	177	260
9) Riazan.	171	168	226
10) Toula.	180	198	236
11) Kalouga.	165	200	236
12) Orel.	194	204	248
3) <i>À l'est.</i>			
13) Tambov.	163	184	248
14) Penza.	184	175	236
15) Kazan.	173	190	232
16) Orenbourg.	188	186	222
17) Viatka.	190	224	264
18) Perme.	200	194	240
4) <i>À l'ouest.</i>			
19) Pskov.	189	264	265
20) Smolensk.	238	253	251
21) Mohilov.	220	251	259
22) Minsk.	215	276	287
5) <i>Au sud.</i>			
23) La Volhynie.	185	250	316
24) La Podolie.	183	219	293
25) Kiev.	199	226	285
26) Tchernigov.	198	249	305
27) Poltava.	209	232	289
28) Koursk.	191	207	260
29) Kharkov.	215	231	279
30) Iécathérinoslav.	236	267	242
31) Voronéje.	187	203	245
32) Astrakhan.	274	287	223
DE LA RUSSIE ASIATIQUE, ÉPARCHIES.			
33) Tobolsk.	178	187	220
34) Irkoutsk.	158	217	224

Que maintenant l'on rapproche ces chiffres de tous ceux qui précèdent, et l'on verra qu'ils se donnent les uns les autres un continuel démenti. Certainement, quoi qu'on lise en tête de ce tableau, tous les décès depuis 15 ans jusqu'à 60 n'y sont pas ramenés à 1000. Pourtant, on ne saurait accuser directement M. Herrmann de toutes ces erreurs; il les aurait reconnues de prime-abord en corrigeant les épreuves de son mémoire, d'où je conclus que l'impression de celui-ci n'a pas été dirigée par lui-même. D'un autre côté, tous ceux qui sont au courant des travaux statistiques savent avec quel art déplorable certains auteurs, qui n'ont qu'un but d'ambition, arrangent les chiffres et les font s'accorder entre eux. Du moins, l'académicien de Saint-Petersbourg ne sera pas rangé parmi ces derniers, car bien évidemment il n'a rien fait pour tromper ses lecteurs. Ajoutons qu'il a aussi le mérite de ne point faire servir les chiffres à bâtir des systèmes et à fausser ainsi l'opinion publique. Je ne serais pas juste si, après ma critique, j'avais omis cette remarque.

Enfin, je lui adresserai le reproche, puisque le travail dont il s'agit maintenant était la suite, la *seconde partie* comme il l'intitule, de celui qu'il avait précédemment publié sur la mortalité des enfans, de n'avoir pas suivi le même ordre dans les deux mémoires, de manière à rendre bien comparables tous les faits qu'ils renferment. Je ne parle pas de l'orthographe variable que l'auteur donne à plusieurs noms d'éparchies; cela ne mérite guère d'être mentionné.

L.—R. V.

70. COMPAGNIE SAXONNE POUR LE COMMERCE DES LAINES DE RUSSIE.

M. le conseiller d'état Freigang, consul général de Russie en Saxe, a rendu compte à M. le ministre des finances, que par ses soins il s'est formé dans ce pays une compagnie pour offrir aux propriétaires de bergeries, dans nos gouvernemens méridionaux, les moyens les plus sûrs de placer leurs laines; cette compagnie, qui se compose de propriétaires de troupeaux, et de négocians en laine de la Saxe, a l'intention de commencer dès à présent ses opérations.

En adressant au ministère le plan de la société arrêté par ses membres, M. Freigang développe les avantages qu'elle procurera aux propriétaires russes, et qui consistent princi-

palement : 1°. à leur offrir la vente assurée des laines russes de toutes qualités ; 2°. à introduire dans leurs établissemens la méthode saxonne , de laver la laine sur le dos des moutons , ce qui en élève le prix de 40 à 60 p. 100 ; 3°. à leur faciliter les moyens de se procurer des moutons des meilleures races de Saxe , et d'améliorer en général celles de leurs troupeaux.

Voici les principales bases de cette opération :

1°. La compagnie saxonne , pour le commerce des laines de Russie , a pour but d'assurer le débit de ces laines , en les achetant partie au comptant , et partie contre l'échange de béliers et de brebis de race électorale ;

2°. Les relations commerciales de la compagnie , avec le midi de la Russie , s'ouvriront par l'entremise de deux fondés de pouvoirs , qu'elle y enverra quelque temps avant l'époque de la tonte ; ces mandataires s'entendront avec les propriétaires de bergeries pour inspecter les laines sur le dos des animaux , convenir de leur poids , et du mode de payement , et passer actes en due forme de chacune de leurs conventions ;

3°. Après la conclusion des contrats , les mandataires de la compagnie fixeront le jour où devront avoir lieu le lavage et la tonte des moutons , opérations auxquelles ils devront assister personnellement , en raison des soins et des connaissances pratiques qu'elles exigent. Ces deux opérations devront être faites d'après les procédés usités en Saxe , et aux frais du propriétaire russe , qui sera également chargé de ceux de l'emballage de la laine et de son expédition jusqu'à Brody ;

4°. Le paiement de la première moitié du prix convenu en argent aura lieu à Brody ; la seconde moitié sera soldée à Leipsick , où les laines seront envoyées aux frais de la compagnie ;

5°. Les conventions relatives au payement des laines , partie en argent , partie en moutons de race électorale , seront faites ; et les quotités de ces payemens seront réglées de gré à gré , d'après des instructions spéciales , dont les fondés de pouvoirs seront nantis par la compagnie ;

6°. L'âge et le prix des moutons , proposés en payement par la compagnie , seront déterminés d'une manière fixe ;

7°. La compagnie mettra les plus grands soins possibles à l'envoi de ces moutons en Russie, et les y fera conduire par des gens sûrs et instruits dans cette partie ;

8°. Les moutons seront numérotés, et les convois seront accompagnés d'un état indiquant spécialement les propriétaires russes auxquels ils appartiennent ;

9°. M. Freigang, en sa qualité de consul de Russie, concourra de tous ses moyens à l'exacte observation des conventions conclues par les mandataires de la compagnie. (*Journ. d'Odessa*, 20 novembre (2 décembre) 1829, p. 405.)

71. LOI RELATIVE AUX JUIFS ÉTABLIS DANS LE ROYAUME DE WURTEMBERG. (*Gazette univ. du commerce de Wurtemberg*; juin, 1828, p. 307.)

La nouvelle loi wurtemoergoise, relative aux juifs, offre plusieurs déterminations toutes particulières. En voici les plus frappantes :

Les juifs colporteurs sont exclus du droit de citoyen ; il leur est interdit de se fixer et de se marier avant l'âge de 35 ans.

Chaque israélite a le droit de professer l'état d'avocat, de médecin et de pharmacien.

Aucun israélite ne peut créer ou acquérir une maison de commerce sans le consentement du magistrat

Un artisan juif ne peut trafiquer avec des productions étrangères, qu'autant qu'il continue son propre métier.

Les juifs ont le droit d'acquérir des biens fonciers ; mais il leur est interdit de les vendre avant l'expiration de 3 ans.

Les propriétaires juifs de terres seigneuriales sont exclus du droit de proposer le curé de la commune.

Il est interdit aux juifs de trafiquer le dimanche et les jours de fête ; ils sont tenus à se soumettre, à cet égard, aux lois chrétiennes.

Les enfans juifs sont tenus à fréquenter les écoles publiques.

Il est défendu aux rabbins d'exercer d'autres états que le leur, tel est celui de boucher, etc.

Il doit être fait, le jour du sabbat, un sermon en langue allemande.

Les juives mariées et non mariées sont obligées d'assister au culte le jour du sabbat.

Les juifs sont autorisés à bâtir des villes ou des villages, et à nommer leurs propres bourgmestres.

Les plaintes qu'on a élevées jusqu'à présent contre les juifs, trouveront, malgré toutes les lois que les gouvernemens puissent émaner à l'égard de ce peuple, toujours une source nouvelle dans les principes anti-chrétiens des chrétiens. L'état commerçant cherchera toujours à dénaturer une vérité, qui n'a d'autre source que l'envie et l'intolérance; c'est que les juifs, habitués à l'oppression, à la misère, à la privation de tout genre, et d'ailleurs doués en partie de plus grandes vertus civiques, finiront par se rendre maîtres du commerce dans les endroits où ils seront établis.

On les force aujourd'hui d'embrasser des métiers, la culture des terres, occupation que des principes anti-philanthropiques des chrétiens leur avaient interdite jusqu'à présent.

Sans doute ils y feront, avec le temps, les mêmes progrès que dans le commerce, et ces progrès offriront un autre sujet de plaintes aux cultivateurs et aux artisans. Des plaintes de la même nature s'élèveraient encore si les juifs, profitant de la latitude qu'on leur offre, se réunissaient en commnautés, en bâtissant des villages ou des villes, attendu que leur sobriété, leur zèle, et la marche bien ordonnée de leurs affaires produiraient toujours des résultats que l'œil envieux et intolérant, du plus grand nombre des chrétiens, regarderait comme une lèze-chrétienté, incompatible avec le bien-être de la nation. On ne cesserait point de se plaindre, si les juifs nous abandonnaient entièrement; car on dirait alors qu'ils emportent des capitaux considérables, dont l'emploi a servi au profit du gouvernement et des particuliers.

L'état des juifs parmi les chrétiens, est à peu près le même que celui des premiers chrétiens parmi les païens : les uns et les autres se sont maintenus, propagés, parce qu'ils ont été persécutés.

L. D. L.

72. TABLEAU DE LA SUISSE SAXONNE, ou du pays montagneux sur la rive supérieure de l'Elbe et des parties limitrophes de la Bohême, avec une carte itinéraire et 31 vues pittoresques. Petit in-8 de V et 125 p. ; prix, 1 thlr. ; Dresde, 1826; Arnold. (*Allg. Jena. Leter. zeitung*; sept. 1829, p. 359.)

Cet ouvrage est annoncé comme un Guide instructif et agréable pour tout Français qui veut visiter ces belles contrées de la Saxe.

73. LETTRES SUR ALEXISBAD ET SES ENVIRONS. Un vol. in-8°. de 198 p. grand in-8. Leipzig, 1830. (*Allgem. Repertorium der neuest. in-und ausl. Literat.*; Tom. 1^{re}, p. 443.)

Ces lettres, dont l'auteur a gardé l'anonyme, contiennent une description vive, brillante et animée d'Alexisbad et de ses environs, tels que le Madchen, Sprung, Harsgeroders, le château de Meisaberg, celui de Falkenstein, le bourg de Parsfeld, la Conradsburg, le Ramberg (la montagne la plus élevée du Hartz, après le Brocken), le Stadenberg et la petite ville de Gernrode, située au bas de cette montagne, Ballenstadt et son château, Aschersleben, Kothen (et, à cette occasion, l'auteur parle de la colonie que le grand-duc a envoyée dans la Russie méridionale ainsi que des moutons mérinos). L'auteur a joint à son travail des considérations historiques sur la maison d'Anhalt et ses diverses branches, des traditions, des légendes et des vers. Par conséquent l'ouvrage servira non-seulement de guide à ceux qui viendront visiter le bain, mais d'amusement à tous les lecteurs. C. R.

74. NOTICE GÉOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE SUR LA PRINCIPAUTÉ DE LICHTENBERG. (*Hesperus*; février 1830, n° 37.)

La principauté de Lichtenberg fait partie du duché de Cobourg. Elle a une étendue territoriale de 10 milles carrés géographiques, savoir :

Le canton de Saint-Wendel. .	3,7 milles carrés.
Le canton de Bauneholder. . .	4,2
Le canton de Grumbac.	2,4

La plus grande longueur de cette province est de 6,58 m. géogr. ; la plus grande largeur de 2,7 m. géogr.

D'après le recensement ordonné en 1826 sa population s'élevait alors à 31,490 habit. Les forêts de cette principauté ont à peu près 2 milles carrés d'étendue, ou $\frac{1}{4}$ de l'étendue totale. Le $\frac{1}{4}$ à peu près de ces forêts appartient à l'état. En 1829 il a été dressé une carte spéciale de cette contrée. Elle a été lithographiée à Gotha.

75. DIE STADT HALBERSTADT UND DIE UMGEBUNGEN DERSELBEN.

— La ville de Halberstadt et ses environs : Essai d'un manuel topographique à l'usage des indigènes et des étrangers ; par FR. NIEMAN. In-8°. de XIII et 168 p., avec le plan de la ville. Halberstadt, 1824.

L'auteur a une idée singulière d'une topographie. Il a précisément omis ce que les indigènes et les étrangers auraient désiré apprendre à connaître par son écrit. On n'y trouve pas une syllabe sur les habitans, sur leur caractère, sur leur industrie, sur l'état des fabriques et du commerce, etc. ; mais en revanche beaucoup de détails sur les collections littéraires et d'objets d'art, qui d'ailleurs ne sont que des collections privées. (*Éphémérides géogr. de Weimar* ; 1825, vol. XVI, cah. 12, p. 374.)

76. NOTICE SUR LA VILLE DE RAAB, EN HONGRIE. (*Neues archiv für Geschichte Staatenkunde Litterat. und Kunst* ; sept., 1829 ; p. 565.)

La ville de Raab est citée dans la plupart des ouvrages géographiques ; mais on n'a jamais accordé à cet endroit l'attention qu'il mérite, surtout sous le rapport historique.

Raab a une belle église, une maison d'école, de l'industrie, des hôpitaux et des maisons de refuge.

Son histoire remonte à la plus haute antiquité. Le prélat Léonhard II et l'abbé Lambert naquirent à Raab. En 1786, 66 maisons furent dévorées par les flammes ; aujourd'hui il y a 127 maisons et 926 habitans.

77. DAS KOENIGREICH ILLYRIEN NACH SEINER NEUESTEN EINTHEILUNG, etc.— Le royaume d'Illyrie décrit sous les points de vue statistique et topographique, d'après sa nouvelle division, avec une carte d'Illyrie, deux plans de Lajbach et Klagenfurth, et deux vues de Laibach et Klagenfurth. Grand in-8°. de 115 pag. ; prix. 16 gr. Laibach, 1827 ; Korn.

(*Allg. Repert. der In-und auslaend. Literatur* ; 1828 , vol. 4 , cah. 3 et 4 , pag. 194.)

Cet ouvrage, destiné à servir de guide aux voyageurs en Illyrie , est précédé d'un aperçu de l'histoire ancienne et moderne de ce pays , qui, 380 ans avant Jésus-Christ, comprenait tout le littoral oriental de la mer Adriatique avec ses îles et la Macédoine occidentale jusqu'à l'Épire. Plus tard cette dernière partie lui fut enlevée par Philippe, qui la reunit au royaume de Macédoine ; c'est celle qui est désignée aujourd'hui sous le nom d'Albanie. Après avoir fait , pendant quelque temps , partie de l'empire français , l'Illyrie retourna en 1813 à l'Autriche qui en fit un nouveau royaume composé d'une portion considérable de l'ancien Illyricum , à l'exception d'une partie de la Croatie , située au-delà de la Save , qui en a été détachée en 1822 et réunie au royaume de Hongrie ; de sorte que l'étendue territoriale de l'Illyrie peut être évaluée aujourd'hui à 540,000 carrés environ. Ce royaume est traversé par les trois grandes chaînes des Alpes Noriques, Carniques et Juliennes , et arrosé par la Drave , la Save et plusieurs petites rivières. Sa population , d'après l'ouvrage ci-dessus , est de 1,090,720 habitans , dont 698,006 dans le gouvernement de Laibach , et 392,724 dans celui de Trieste , sans comprendre l'armée. Les établissemens , l'instruction publique comprennent trois lycées , six gymnases , deux écoles normales , plusieurs écoles élémentaires , une académie d'agriculture , une des beaux-arts et une de marine. L'auteur décrit les productions naturelles de ce pays , et fait connaître l'état de civilisation de ses habitans ainsi que leur industrie , leur commerce , et leur constitution politique ; mais il n'indique aucune des sources où il a puisé.

78. DE LA POSITION DU CANTON DE LUCERNE DANS LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE. (*Jahrbücher der Geschichte und Staats-Kunst* ; fév. 1830 , p. 97.)

La réforme de la constitution du canton de Lucerne est, sous l'aspect du développement des rapports politiques intérieurs de la Suisse, le fait le plus important que l'on y ait vu depuis l'établissement du nouveau pacte fédéral en 1814. On peut même, en y joignant l'introduction de la liberté de la presse dans quelques cantons avec lesquels elle a plus d'une

analogie, la considérer comme le premier phénomène de cette époque qui ait annoncé ou présagé un progrès politique dans ce pays.

En 1814 le gouvernement despotique , antérieur à l'année 1798 , avait été remis en vigueur dans le canton de Lucerne. L'opinion publique murmura , mais c'est en 1825 seulement qu'elle parvint à se faire écouter. A cette époque une nouvelle constitution fut délibérée et votée. Son principal résultat fut d'anéantir une aristocratie puissante qui absorbait tous les pouvoirs de l'état , aristocratie qui n'était que l'œuvre et le triomphe d'une faction. Telle était l'opinion générale dans le canton.

Aux termes de cette nouvelle constitution , le pouvoir législatif est exercé par le grand conseil composé de cent membres , dont cinquante sont élus librement parmi les bourgeois des villes , et le reste parmi les habitants des communes rurales.

Le pouvoir exécutif est confié au petit conseil composé de dix-neuf membres , nommés par les membres du grand conseil. Huit membres du petit conseil doivent être choisis parmi les habitants de la campagne ; huit parmi ceux de la ville ; les trois membres restant peuvent être choisis , indifféremment parmi les habitants des villes et de la campagne.

Le pouvoir judiciaire suprême en matière civile , criminelle et disciplinaire , est exercé par une cour d'appel composé de treize membres , y compris le président. Le grand conseil nomme les juges , et les choisit dans son sein. Cinq doivent appartenir à la ville , cinq à la campagne. Le choix des trois juges restant est libre ; les juges nomment leur président , qui doit être confirmé chaque année. Deux membres du tribunal sont annuellement remplacés , et tous les six ans , trois ; les prescriptions légales , qui ont pour objet d'empêcher qu'il y ait une trop grande parenté entre les membres du tribunal d'appel , sont excellentes. Le tribunal d'appel n'est responsable qu'envers le grand conseil pour déni de justice ou violation des formes.

Les avantages de cette constitution sont d'avoir anéanti la domination de familles , et séparé les divers pouvoirs politiques de l'état. Elle a aussi organisé , par la création du grand conseil , un pouvoir souverain , dont les autres pouvoirs

ne sont que des émanations ; enfin le pouvoir judiciaire y reçoit cette indépendance qui lui est nécessaire, pour servir de bouclier à tous les droits politiques et civils.

C. R.

79. LA SVIZZERA OCCIDENTALE. — La Suisse occidentale, canton de Vaud. Lettres de T. DANDOLO ; Milan, 1829 ; Stella et fils. (*Antologia* ; mars 1830, p. 121.)

L'auteur de cet ouvrage a déjà publié plusieurs lettres sur son voyage en Suisse ; et pour donner une idée des lettres de M. Dandolo, sur la Suisse occidentale, le rédacteur du journal italien en cite quelques passages, qui prouvent que l'auteur est doué à un haut degré de l'esprit d'observation. On lira avec plaisir et avec fruit les développemens auxquels l'auteur se livre relativement aux institutions politiques et à quelques institutions civiles du canton de Vaud, ainsi que les détails qu'il donne sur les hommes illustres de ce canton. Peut-être quelques personnes trouveront-elles ces observations trop superficielles ; toutefois elles n'oublieront pas que des notions exactes sur des lieux et des mœurs qui méritaient d'être mieux connus, sont une bonne acquisition. Les dernières lettres de M. Dandolo sont adressées à la famille Necker.

C. R.

80. NUOVA GUIDA PER LA CITTA DI BRESCIA. Opera di Paolo BROGNOLI. In-8°. Brescia, 1827 ; Nicoli Cristiani.

La ville de Brescia avait été déjà plusieurs fois décrite ; mais depuis les derniers *guides* qu'on a donnés aux voyageurs qui la visitent, elle a éprouvé tant de changemens, tant de nouveaux édifices ont été construits, qu'il était devenu nécessaire de leur en donner un nouveau. C'est le service qu'a voulu leur rendre le sig. Brognoli. Il y aurait bien quelques reproches à faire à l'introduction qui contient une notice historique et statistique ; mais du reste l'auteur se montre bien instruit des détails, et il les présente en véritable connaisseur des beaux-arts. Ce livre est orné d'une gravure qui représente les fouilles faites à Brescia en 1822. (*Biblioth. italiana* ; déc. 1827, p.).

81. NOTIZIE ISTORICHE DELLA BRIANZA, etc.—Notice historique sur la Brianza, le district de Lecco, la Valsaisine et les lieux limitrophes, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ; par le Dr. REDAELLI ; avec une carte géograph. , des planches, en 12 liv. Milan , 1825. (*Ann. Univ. di statist.* ; vol. IV , 1825, p. 95, et vol. X, 1826, p. 57.)

Dans son introduction , dit le rédacteur des annales , l'auteur expose l'importance de la province de Brianza , du district de Lecco et de la Valsaisine , qui forment une partie du haut Milanais. Ces pays sont compris dans la province de Côme , moins une petite partie de la Valsaisine qui est enclavée dans la province de Bergame , et une fraction de la Brianza qui appartient à la province de Milan.

La Brianza , selon l'auteur , serait la province qui occupe la colline comprise entre les rivières Adda et Lambro , laquelle commence à s'élever à quelques milles au-dessus de Monza , en suivant une ligne prise de Cornate , près l'Adda , à travers la prébende de Lambro , et qui se termine à peu de distance de Lecco , où sont le Montebarro et la base des monts de la Valsaisine. Les sinuosités du Lambro et de l'Adda forment la Brianza , qui compte environ 15 milles dans sa longueur et dans sa largeur.

Le fleuve Lambro , dans la Valsaisine , qui détermine les limites occidentales de la Brianza , arrose Monza , où coule aussi la rivière du même nom , et après avoir parcouru les campagnes , il se jette dans le Pô dans la province de Pavie , au district de Belgiojoso. Les vallées de la Brianza sont fertiles et couvertes d'arbres très-variés. Il faut cependant en excepter le Montebarro qui est aride et presque inculte.

La province de Brianza se divise en haute et basse : cette division est fondée non-seulement sur les diverses hauteurs de la cime des montagnes , qui sont beaucoup plus élevées dans la haute que dans la basse Brianza , mais encore sur la situation et la séparation de ces montagnes , formée par la vallée de Rovagnate qui sépare la Brianza en deux groupes de montagnes , l'un septentrional et l'autre méridional.

Toutes les parties du territoire de la Brianza sont cultivées. Il est arrosé par différentes rivières , qui coulent dans toutes les directions. Les lacs abondent en poisson. Le torrent de

Molgora , qui est particulièrement remarquable , a sa source dans la petite vallée de Santa-Croce , près de Missaglia , et se jete dans la Muzza.

L'art et la nature semblent s'être accordés pour réunir dans ces lieux l'utile et l'agréable : les vues les plus pittoresques y excitent les pinceaux du peintre et leur variété offre sans cesse des paysages nouveaux. L'air y est salubre , le ciel pur et serein.

Le district de Lecco est situé entre la Brianza et la Valsaisine , et à l'extrémité du côté gauche de l'une des branches du lac de Côme proprement appelée lac de Lecco ; cette branche a 20 milles d'étendue. Le bourg de Lecco s'élève au bord du lac , et les eaux , qui se rétrécissent un peu plus loin , prennent le nom de rivière , et vont alimenter le lac de Côme après avoir traversé la Valteline. On a prétendu que les eaux du lac de Lecco ne devaient recevoir le nom de rivière qu'au delà du lac de Brivio ; en effet de Brivio , en remontant au bourg de Lecco , on ne rencontre pas de *rivière* , mais bien les petits lacs de Olginate et de Pescarenico , appelé aussi Garlate : là le fleuve Adda forme les limites entre la Brianza et le pays de Lecco ; c'est aussi là qu'était l'ancienne limite entre le duché de Milan et la république de Venise. Quelques rivières , ou torrens arrosent le district de Lecco. Le terroir en est fertile , le climat tempéré et l'air salubre , les deux vallées du Lario et de la Valsaisine s'y réunissent. Une chaîne de montagnes sépare la vallée de la Valsaisine du pays de Lecco , où se trouvent aussi les monts Segone ou Resegone di Lecco , ainsi dénommés parce que leurs sommets ont la forme d'une scie.

La Valsaisine est divisée en deux grandes vallées ; en vallée de Varrone , et de Valsaisine proprement dite. Les deux torrens de Pioverna et de Varrone les arrosent. Au nord et à l'occident de la vallée de Varrone se trouvent les monts Legnone et Legnoncello. Quelques-unes des plus hautes montagnes de la Valsaisine sont couvertes de neiges éternelles , et dans ce pays la nature se présente sous d'autre formes que dans la riante Brianza ; les pâturages , les mines de fer et de cuivre , et quelques carrières de marbre en font la richesse tandis que des cascades bruyantes et des points de vue majestueux y flattent agréablement l'œil du voyageur.

La Brianza et la Valsaisine n'ont point de capitale ou de chef-lieu ; Monza ne pourrait être regardée comme telle , alors même que l'on donnerait au pays plus d'extension que M. Redaelli ; cette dénomination appartiendrait plus justement à Merate , qui est un bourg considérable , sous quelques rapports ; quoi qu'il en soit , c'est Lecco que l'on doit considérer non-seulement comme le chef lieu de son propre district , mais encore comme celui de toute la Valsaisine et d'une grande partie de la haute Brianza , d'autant plus que ce joli bourg s'agrandit chaque jour , et que l'extension que prend son commerce nécessitera bientôt de nouvelles circonscriptions judiciaires et administratives.

Le pays que décrit M. Redaelli offre , à proportion de sa superficie , une plus grande population que toute autre partie de l'Italie ; on y compte plus de 100,000 âmes. Le caractère des habitans est en général doux , tranquille , franc et honnête. Dans quelques endroits on voit des individus à formes robustes et d'une belle constitution ; ils sont incapables de commettre des délits de quelque gravité , et ils exercent l'hospitalité autant que leurs moyens le leur permettent. On cite à bon droit parmi eux , des hommes distingués dans les armes , dans les lettres , la magistrature , etc. ; leur physionomie retrace la valeur martiale de leurs ancêtres , et ils sont généralement réputés bons agriculteurs ; toutefois ce pays n'est pas exempt des préjugés et des superstitions si fréquens dans les pays de montagnes. Leur langue diffère peut du dialecte commun à tout le Milanais.

Dans le premiere livre l'auteur traite de la Brianza , du district de Lecco , de la Valsaisine et des lieux limitrophes , en remontant à l'époque de l'invasion des Caulois conduit par Bellovèse. Il peut être très-important de connaître l'origine des peuples et des villes , mais il est inutile de suivre pas à pas M. Redaelli dans ses savantes recherches qui tendraient à reconnaître si le sang qui coule dans les veines des peuples de ces contrées est troyen , celtique , grec ou romain.

Plinie rapporte que dans le district de Lecco , dans la Valsaisine et la Brianza , il existait depuis la plus haute antiquité un peuple appelé Orobii , qui dominait Côme , Bergame , Licinoforo et Barra , et que d'autres peuples du même nom s'étaient établis dans les environs. Bien que l'existence de

ces peuples soit incontestable, leur origine est couverte d'un voile que l'on chercherait en vain à soulever ; Caton lui-même déclare ne pas la connaître, et il n'y a aucun avantage pour l'histoire à prouver que ces peuples sont antérieurs aux Etrusques, qui sont les plus anciens peuples de l'Italie. Il est également reconnu qu'un peuple appelé *Montani* habitait quelques provinces au-delà du Pô, et l'on pourrait peut-être reconnaître en eux les Orobii, dont le nom se conserve tout entier dans certaines dénominations de lieux, surtout dans le haut Milanais ; comme par exemple, *Robiate* sur la rive droite du Lambro, le mont Orobio, dans la Brianza, etc., etc.

Le troisième livre de l'ouvrage du docteur Redaelli comprend les événemens qui se sont passés depuis le 3^e. siècle jusqu'au 6^e. , époque pauvre en souvenirs historiques, et pendant laquelle les provinces de l'Italie languissaient misérablement sous le joug des Romains qui, en détruisant les liens de fraternité, accablaient une population dispersée et là, toujours en proie à la crainte des dévastations des barbares. Il ne reste de ces temps que des monumens funèbres qui en attestent la barbarie.

En l'an 270 de notre ère, les *Giottonghi* ou *Vitunghi*, peuples qui confinaient au Tyrol, entrèrent en Italie. Les empereurs romains, pour réprimer ces hordes, s'étaient fixés à Milan, d'où ils veillaient avec les légions au salut de leur empire chancelant. Ces jours furent des jours de deuil pour les peuples de la Brianza, dont le territoire fut le premier envahi par les *Vitunghi*, qui, descendant par la *Valtelline*, parcoururent et dévastèrent le beau pays qui s'étend depuis les monts *del Lario*, jusqu'à la métropole. *Valerio Massimiano Erculeo*, allié de l'empire en 286, établit son siège à Milan, et pour la sûreté commune répandit sur toutes les terres brianziennes de nombreuses garnisons, et opposa pendant quelque temps sa valeur aux irruptions des étrangers, ce qui permettait à l'empereur de demeurer tranquille dans son palais à *Vaprio*, et les nobles de sa cour ne balancèrent point à se fixer dans la province de *Brianza* ; plusieurs seigneurs de ces terres conservent encore aujourd'hui dans leur nom, selon l'usage romain, le souvenir de leur établissement dans ce pays.

Selon l'auteur, des notices historiques sur la Brianza, les garnisons romaines étaient réparties dans les gorges des montagnes du haut Milanais, au point où s'ouvrent les routes aux lacs de Lugano, de Côme et du Verbano; l'Italie, qui dans cet endroit se resserre et n'offre que des vallées étroites, donnait aux légions impériales les moyens de s'opposer avantageusement aux efforts des Réthiens et des Germains. Il apporte pour preuves de cette assertion les inscriptions que l'on a trouvées dans ces lieux, sur divers monumens funéraires; il cite entr'autres un tombeau découvert à *Meda*, portant une inscription relative à un certain *Atilio Mocelio*, vétéran de la 8^e. légion; une pierre, trouvée dans le territoire de Lasnigo, rappelle également un autre vétéran; à Casate-Nuovo, district de Massaglia, on a retrouvé un cippe funèbre de marbre très-blanc avec des inscriptions qui se rapportent à Lucilio-domestico-Valeriano, du collège des Fabbri (ingénieurs) et des centonari (officiers chargés de l'habillement militaire). Dans le territoire de Canzo, M. Cattaneo, directeur du cabinet I. et R. de numismatique, découvrit en 1822 des tombeaux de famille dans lesquels se trouvèrent des os, des lampes et des vases de terre qui contenaient encore des restes de l'agape, banquet somptueux qu'on célébrait en l'honneur des morts. En 1824, on a trouvé à *Galbiate* une centaine de tombeaux et d'urnes cinéraires; mais ils sont peu élégans, la plupart n'ont d'autre ornement que quelques cercles de cuivre jaune et de bronze. On a aussi découvert des fragmens d'armures, quelques squelettes, ainsi que des crânes humains, qui annoncent des individus athlétiques; ce qui prouve évidemment dit l'auteur, qu'il y a eu dans ces lieux une station militaire, et ce qui d'après lui donne encore plus de poids à cette opinion, c'est que à un quart de mille de cet endroit il y a un petit terrain qui se nomme actuellement *Gamboleso*, mais qui portait autrefois le nom de Campo-Regio; toutes ces inductions sont en faveur de notre historien.

L'auteur ajoute une foule de détails intéressans sur diverses localités de la contrée dont il trace l'histoire; en donnant la description de plusieurs villes de la Brianza, il rapporte par quelle industrie les habitans de cette province ont rendu fertile des landes incultes, et il présente un ta-

bleau philosophique et économique de ce pays dans les siècles du moyen âge ; les amateurs d'études historiques liront avec plaisir un ouvrage qui présente une masse de faits et de documens intéressans , et dont le sujet n'avait été qu'imparfaitement traité par le comte Giuliani et le chanoine Frisi , qui n'ont transmis sur ces contrées que des détails peu instructifs. T.

82. SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE PROMPTE SUBDIVISION DE L'ESPAGNE
EN PROVINCES ET EN DISTRICTS.

Il a paru , dans l'estafette de Saint-Sébastien de cette année , un article anonyme contenant des réflexions fort judicieuses sur l'ordonnance concernant les audiences royales de province , les corrégidorats et les alcadies royales. L'auteur pense que les tribunaux , comme tous les autres établissemens improductifs , ne doivent jamais être multipliés sans nécessité , et que dans le cas où la création d'un nouveau tribunal serait nécessaire , il doit être en rapport avec l'étendue du pays et sa population ; parce que , outre que ces établissemens sont onéreux au public , ils arrachent aux sciences , aux arts , au commerce et à l'agriculture , les individus qui y trouvent leur existence.

La Galice , dit-on , devait être divisée en quatre provinces , dans chacune desquelles il y aurait une audience royale ; l'une de ces audiences servirait de chancellerie , afin d'éviter aux habitans de ce royaume la peine d'en sortir pour aller , dans des cas ordinaires , demander justice. Cette dernière idée est digne de remarque ; mais , quant à la division en quatre provinces , non-seulement elle paraît inutile , mais encore préjudiciable. La division la plus commode , la plus utile et la plus économique sous le point de vue judiciaire , militaire et administratif , est en deux provinces ; l'une , vers la partie maritime du nord ; l'autre , vers la frontière du Portugal. La première aurait pour capitale la Gorogne , et l'autre Orense. On commencerait la démarcation par l'embouchure du fleuve Cella , en suivant son lit jusqu'à son confluent avec le Pambre , et tirant de là une ligne au - dessus de Puerto Marino jusqu'aux monts del Oribio y Cebreiro.

Dans chaque capitale il pourrait y avoir une audience royale , avec deux cours de justice civile et criminelle , sans

augmenter le nombre des personnes qui y sont attachées, et de manière à ce que les causes puissent être immédiatement renvoyées à la cour qui en a la connaissance.

On pourrait également établir des gouverneurs militaires, dans chacune de ces capitales, afin qu'ils fussent plus à portée de surveiller les points par où une excursion ennemie pourrait avoir lieu. L'administration intérieure d'un royaume si grand et si peuplé se ferait également avec plus de commodité et d'exactitude, en la divisant en deux intendances.

Il est inutile de démontrer la nécessité de mettre le plus tôt possible à exécution le projet annoncé au public, de diviser le royaume en corrégidorats, et sous-diviser ses districts en alcadies royales, parce que, si l'on a raison de croire que le retard vient de la nécessité de faire cette division avec toute la perfection possible, abstraction faite de l'impossibilité morale d'y parvenir même à l'intelligence la plus parfaite, à cause des renseignemens incomplets dont l'inexactitude est due à l'intérêt ou à un examen peu approfondi (raison pour laquelle on aura toujours à abandonner les réformes nécessaires à la religion de l'autorité supérieure), le bienfait qui résultera de cette perfection, et qui en somme sera de peu d'importance, ne pourra jamais compenser la centième partie des préjudices que cause ce retard. Cette amélioration, la plus utile de celles projetées, doit être faite promptement, parce qu'elle doit servir efficacement à améliorer l'administration judiciaire, et à conserver, selon les attributions de ces fonctionnaires, le bon ordre et la tranquillité intérieure. Sa majesté, en en publiant l'exécution, donnera un jour de jubilé à ses sujets les plus fidèles. (*Estafeta de San-Sebastian*; 11 avril 1831.) G—D.

83. MEMORIA SOBRE LA BALANZA DEL COMERCIO. — Mémoire sur la balance du commerce de l'Espagne, et examen de l'état actuel de la richesse dans ce pays; par le marquis DE VALLESANTORO, membre de la Société aragonaise des Amis du pays. 1 vol. in-4°. , Madrid, 1831; Calleja.

Cet estimable écrivain, déjà bien connu par son traité sur *l'Économie politique*, publié en 1829, dans lequel il fit tant de sages applications des principes généraux de cette science à l'état de notre nation, s'est proposé d'examiner, dans le

mémoire que nous annonçons, une des questions les plus importantes, tant pour les particuliers que pour le gouvernement, celle sur la balance du commerce, qui a été regardée par les hommes du siècle passé comme une vérité irréfragable, et reconnue aujourd'hui comme une voie de représailles ou comme un moyen d'empêcher la diminution du numéraire.

L'origine de la balance remonte à l'époque où l'or et l'argent seulement étaient regardés comme la véritable richesse; elle donna naissance au système prohibitif et restrictif, tendant à solder en produits et non en argent les comptes de marchandise avec les autres pays. Il prit de la force avec le secours puissant qu'il prêtait aux fabriques nationales, et dans ces derniers temps il s'est perdu d'une manière affligeante non-seulement à cause du fléau de la contrebande, à laquelle il donna lieu, mais encore à cause des inconvéniens qui en résulteraient pour une nation de posséder une trop grande quantité de numéraire : c'est à prévenir ce mal que tend la balance, et elle y parviendrait si elle était observée rigoureusement. On oppose à ces raisons l'autorité de Smith et de Say, ennemis de ce système, et dont les idées sont adoptées par les économistes de notre époque. Mais, malgré cela, le principe de conserver son argent, de vendre ses produits aux étrangers et d'éviter, autant que possible, d'acheter des leurs, est enraciné dans la législation de tous les peuples, et chez tous il y a des prohibitions, des restrictions et des contrebandiers.

Notre auteur examine cette question avec impartialité, pèse les raisons de Smith et de Say, dont il copie les textes en y ajoutant des notes, principalement à celui de l'économiste français, donne son avis, fondé sur les principes de la science économique, et le réduit au petit nombre de maximes suivantes : 1°. Le commerce est l'âme de la production et de la richesse ; 2°. le commerce intérieur d'un pays doit être entièrement libre ; 3°. il serait convenable pour la richesse générale du genre humain, que le commerce fût libre entre toutes les nations ; 4°. aucune nation ne peut accorder cette liberté à une autre chez laquelle existe le système de restriction, sans se nuire à elle-même ; 5°. les gouvernemens doivent, avec de certaines restrictions, favoriser l'importation ; 6°. le principal objet de

commerce extérieur est d'échanger les produits indigènes contre les produits étrangers ; 7°. il est utile d'échanger des fruits et des métaux contre des objets de même nature ; 8°. des produits manufacturés contre d'autres ; 9°. des produits manufacturés pour des fruits et du métal ; 10°. des fruits et du métal pour des produits manufacturés , seulement dans le cas où les premiers sont en grande abondance ; 11°. l'extraction de tout produit national doit être libre , excepté celle des matières qui alimentent l'industrie et qui sont rares ; 12°. excepté cependant les produits que la nation possède exclusivement et auxquels elle peut donner le prix qu'elle veut , avec des droits de sortie ; 13°. il peut convenir de rembourser les droits , couverts auparavant , en faveur des exportateurs des produits ; 14°. il ne convient de donner des récompenses que pour animer une industrie nouvelle , ou diminuer une crise dans la production ou dans le commerce ; 15°. la variation dans la quantité d'or ou d'argent en circulation n'est pas indifférente à une nation , et principalement si elle est subite ou prolongée ; 16°. l'introduction de métaux précieux en échange de produits et de travail , n'a été nuisible à aucune nation ; 17°. celle qui résulte de conquêtes , d'héritages ou d'autres causes distinctes de la production et du travail , ne sont pas aussi avantageuses.

Nous allons seulement citer une réflexion de l'auteur , qui n'a certainement pas été opposée aux adversaires de la balance de commerce. Ils disent que la diminution ou l'augmentation de métaux précieux dans un état , ne fait qu'en augmenter ou en diminuer la quantité qui s'est donnée pour les choses que nous employons à nous nourrir et nous vêtir , etc. L'auteur leur répond : « Cela pourra être vrai dans le commerce intérieur , mais non dans celui d'importation , parce que le prix des marchandises étrangères importées ne dépend pas de la quantité d'argent qu'il y aura dans le pays où elles s'importent , mais des valeurs employées pour la production des marchandises dans les pays où elles s'exportent. » Cette observation , très-décisive , est nouvelle et fort exacte , et prouve avec quelle attention et quelle profondeur l'auteur a examiné un problème si discuté.

Il termine son mémoire par un examen rapide , mais très-bien fait , de l'état actuel de la richesse en Espagne ; explique

l'effet que produisit sur notre industrie et notre population la découverte de l'Amérique ; avoue que nous souffrons des effets de la diminution du numéraire, démontrés par la baisse du prix des grains ; mais prouve que l'Espagne fournit en produits agricoles et industriels beaucoup plus qu'elle n'en produisait quand elle était maîtresse des trésors de l'Amérique.

Nous ajouterons seulement deux réflexions, que n'aura pas oubliées ce sage économiste dont nous analysons le mémoire, mais qui n'ont pas dû y trouver place, parce qu'elles étaient en dehors du but de ses recherches.

Toutes deux sont applicables à l'état présent de l'Espagne : l'une est morale, et ne peut avoir d'application qu'avec le concours de tous les Espagnols ; l'autre est économique, et il appartient au gouvernement de la rendre féconde et productive.

1°. Une nation chez laquelle le manque de numéraire se fait sentir doit renoncer au luxe qui est alimenté par les produits étrangers, principalement le luxe dans les modes et les fantaisies, qui est le plus pernicieux. Les consommateurs peuvent trouver quelque prétexte pour préférer les produits étrangers de nécessité aux produits nationaux, quand ceux-ci sont plus chers et de moins de durée ; mais quelle excuse peut donner celui qui jette son argent hors du royaume pour satisfaire à un caprice. Nous voudrions que les Espagnols patriotes fissent le sacrifice, peu coûteux, de ces jouissances ridicules de l'orgueil, à la conservation du numéraire qui nous reste et qui, employé comme capital productif, peut, dans un petit nombre d'années, nous rétablir dans notre ancienne richesse.

2°. Le commerce extérieur d'importation et d'exportation (que l'on adopte ou non le système de la balance ou le commerce libre), quoique digne de la plus grande considération, n'est jamais aussi important que le commerce intérieur dont les bénéfices sont plus fréquents, plus généraux, plus sûrs et demandent moins d'avances. Sans le commerce intérieur, les produits de l'agriculture et de l'industrie sont nuls et sans valeur pour la richesse publique. Les éléments indispensables, de ce commerce sont dans les communications intérieures. Soyons intimement convaincus qu'en améliorant celles qui existent, en créant celles qui manquent,

et par le moyen de canaux et de chemins de fer, on donnera une impulsion extraordinaire au commerce intérieur, et que dans peu nos produits agricoles et manufacturiers seront augmentés. *Tout produit demande un consommateur.* Le secret d'enrichir les peuples est de rendre, autant que possible, les produits accessibles au consommateur. (*Etaf. de Saint-Sébastien* ; 11 avril 1831.) G—D.

84. NOTICE SUR LES LESGHIENS DE TCHARS ET DE BÉLOKAN.

Au-delà des possessions russes, au midi du Caucase, sur la rive gauche de l'Alazane, entre la Kakhétie et le Daghestan, les Lesghiens de Tchars et de Bélokan habitent des terres qui, dans ces contrées, sont peut-être les plus heureusement partagées sous le rapport du climat et de la fertilité. Après avoir été, à une époque reculée, sujets du roi de Géorgie, puis leurs alliés, ils avaient fini par devenir les ennemis de ces princes dont ils dévastaient les états; leurs incursions dans la Géorgie avaient deux points de départ, l'Alazane et Akhaltsykh; dans le premier cas, ils passaient cette rivière près de Sygnakh, pénétraient par le défilé de Jory, dans la Cartalinie, et répandaient la terreur sur la route de Douschète à Mtskhét; dans le second, ils traversaient les territoires des Khans de Hanja et d'Érivan, pour gagner Akhaltsykh, d'où ils dirigeaient leurs incursions sur la Somkhétie et la Cartalinie.

Les habitants du pakalyk d'Akhaltsykh, braves et guerriers, se sont toujours fait remarquer par leur turbulence. Afin de les maintenir dans l'obéissance, les pachas étaient toujours obligés d'entretenir à leur solde des troupes de Lesghiens; dans les premières années du siècle actuel, les habitants d'Akhaltsykh refusèrent de laisser entrer dans leurs murs Redjep-Pacha, envoyé par le sultan, avant qu'il n'eût signé les conditions qu'ils lui imposèrent.

En 1803, les Lesghiens de Tchars et de Bélokan, battus par le prince Tsitsianoff, prêtèrent serment de fidélité à la Russie; à cette époque, leurs vingt-neuf villages comptaient plus de 8 mille maisons; les six principaux de ces villages, dont dépendaient tous les autres, donnèrent des otages et s'obligèrent à payer un tribut annuel de 220 pouds de soie, qui constitue la principale branche de leur industrie. En

même temps, sur la demande expresse du prince Tsitsianoff, le pacha d'Akhaltsykh fut obligé de licencier 600 Lesghiens, qui obtinrent un passage par la Géorgie pour se rendre dans le Daghestan. Mais la tranquillité ne tarda pas à être de nouveau troublée dans la Géorgie ; les Lesghiens recommencèrent leurs brigadages dans la Kakhétie et la Cartalinie ; comme par le passé ; ils pénétrèrent en troupes considérables, et par différentes voies, jusqu'à Akhaltsykh, et, de concert avec les habitans turbulens de ce pachalyk, ils infestèrent nos frontières.

En 1826, ils se soulevèrent ouvertement contre les Russes, et leur rébellion fut l'avant-coureur de la guerre de Perse, si destructive dans son commencement, et si glorieusement terminée. Cette rébellion avait été excitée par une influence étrangère. Quoiqu'elle eût bientôt été réprimée, et que la paix avec la Perse ne laissât plus aucun espoir aux Lesghiens, ils voyaient encore, dans Akhaltsykh, un point d'appui à leur esprit entreprenant, et leur soumission à la Russie était très-équivoque ; s'opposant d'une manière évidente à notre pouvoir, ils continuaient à faire des prisonniers, éludaient le paiement du tribut, promettaient beaucoup et ne tenaient rien ; mais tout à coup les affaires ont changé totalement de face.

Akhaltsykh est tombée ; avec la prise de cette forteresse se sont évanouies toutes les espérances des Lesghiens ; l'indulgence, la générosité et la justice, prescrites par le gouvernement, et sagement mises en pratique par le colonel Raievsky, commandant les troupes dans la Kakhétie, ont eu un plein succès ; les Lesghiens de Tchars et de Bélokan se sont déclarés prêts à satisfaire sans résistance aux justes demandes de notre gouvernement ; ils se sont engagés à rendre la liberté à tous les prisonniers russes, enlevés des provinces de Kakhétie et de Scheki, à donner des dédommagemens de toutes les pertes qu'ils nous avaient causées par leurs brigandages ; enfin ils ont déposé comme garantie une forte somme d'argent. Notre gouvernement n'a point eu besoin de les force à ces démarches ; elles ont été prescrites par leur propre tribunal, composé des anciens, et nommé Djamate.

Ils n'en sont pas restés là. Entre eux et le Daghestan habitaient deux tribus libres de Lesghiens, celles d'Oupa-

dal et d'Anstlosline , qui ne reconnaissaient pas encore la souveraineté de la Russie , et étaient les principaux fauteurs des brigandages commis dans la Géorgie ; sous les ordres de Pirydas - Mahmet , bellad (brigand) renommé : car presque toutes les troupes de brigands passaient par leurs terres dans le Daghestan ; elles étaient protégées et souvent secourues par ce bellad. Les Lesghiens de Tchars et de Béloukan ont persuadé à ce chef de se soumettre à la Russie ; le 13 décembre , il a prêté serment de fidélité , et a promis solennellement de vivre en paix , de ne pas faire d'incursions dans nos provinces , et de ne laisser passer aucuns brigands par ses terres.

Le Djamate des Lesghiens de Tchars et de Béloukan , en procédant à l'examen des prétentions mutuelles , a déjà découvert plusieurs individus coupables de vol , de brigandage et de meurtre , et il les punit avec rigueur , d'après les usages du pays ; pour les grands crimes , le châtimement consiste à brûler la maison du coupable , dévaster ses jardins et à le bannir lui-même de la tribu.

(*Journal de St.-Petersbourg* ; 22 janvier, (2 fév.) 1829, p. 40.)

85. CAP DE BONNE-ESPÉRANCE.—État des revenus nets et des dépenses nettes de cette colonie , pour les années 1821, 1822, 1823 et 1824.—(*Extrait* des papiers dont l'impression a été ordonnée par la Chambre des communes, le 21 mai 1827.)

REVENUS.				
OBJETS DE CES REVENUS.	ANNÉES			
	1821.	1822.	1823.	1824.
	Rixd.	Rixd.	Rixd.	Rixd.
Banque d'emprunt.	120,019	133,331	141,800	142,376
Douanes	313,198	336,940	290,091	292,805
Droits des transfert, dîmes et licences pour la vente du vin en détail.	290,130	398,655	314,020	373,014
Droits sur les ventes publi- ques	208,346	169,157	166,996	148,658
Revenus fonciers.	178,572	98,979	97,490	102,278
Droits de timbre.	150,929	145,953	148,568	154,059
Chambre des biens-fonds insolvables	31,794	41,614	42,710	50,602
Bureau de l'imprimerie.	20,024	22,013	20,495	17,347
Droits de port.	13,443	14,337	13,854	12,790
Postes	22,197	26,080	26,846	27,499
Amendes.	3,041	50	966	566
Dégustation des vins.	12,124	18,715	18,383	19,233
Rétributions exigibles pour l'expédition des affaires civiles et autres.	90,517	83,873	86,821	84,068
Impôt appelé cafre com- mandotax	7,000	57,990	72,000	64,520
Net produit des articles vendus.	2,600		709	150
Sommes restituées.	4,741		69,111	109,446
Amendes provenant du ser- vice du corps du Cap.			110,000	214
Emprunt contracté				
Totaux. Rixd.	1,468,740	1,549,403	1,620,866	1,599,624

DÉPENSES.				
OBJETS DES DÉPENSES.	ANNÉES			
	1821.	1822.	1823.	1824.
Ordinaires	1,031,633	1,043,526	1,236,201	1,321,436
Extraordinaires.	357,178	384,034	315,142	331,150
Totaux. Rixd.	1,388,811	1,427,560	1,551,343	1,662,586

(Asiat. journ. ; août 1827, p. 212.)

86. EXTRAIT DU RAPPORT DES COMMISSAIRES DU CAP DE BONNE-ESPERANCE, particulièrement en ce qui concerne les poids et mesures en usage dans la colonie, la culture de la vigne et l'exportation du vin, et la culture du blé.

Comme il est probable que les transactions commerciales de la colonie s'étendront désormais de plus en plus avec la Grande-Bretagne, les commissaires regardent comme essentiel que d'ici à un an les poids et mesures dont on se sert en Angleterre soient d'un usage forcé au cap de Bonne-Espérance. Les articles d'exportation, dont la valeur deviendra plus précieuse par la suite, sont le vin, le blé, les chevaux, les cuirs et les peaux, le beurre, l'aloès, les viandes salées, les fruits secs et confits, les plumes d'autruche, les gommés et les herbes médicinales. L'objet le plus important de cette nomenclature, c'est le vin. La culture de la vigne et l'exportation du vin ont pris un grand accroissement de 1812 à 1826. D'après les bureaux de la dégustation des vins pour l'exportation, il paraît qu'en 1812 le nombre des pipes exportées s'éleva à 2,152, en 1817, à 9,076. Depuis lors, la moyenne a été de 7,966 par an. Mais cet accroissement doit plutôt être attribué au bas prix du vin qu'à aucune amélioration dans sa qualité. Le vin du Cap n'a pas encore toute la bonté dont il est susceptible, et l'on n'espère pas qu'il l'acquière de si tôt. (*Times*.—*Galignani's Messeng.*; 15 avril 1830.)

87. RAPPORT SUR LE COMMERCE DU CAP DE BONNE-ESPERANCE, la navigation de ses côtes et le perfectionnement de ses ports, imprimé récemment par ordre du parlement.

D'après la variété des renseignemens qui se trouvent à la suite de ce rapport, nous pouvons donner une idée exacte de l'étendue du commerce que fait la colonie, ainsi que des objets dont il se compose. Les importations, pendant les onze années qui ont fini en 1826, ont roulé entre trois millions et demi et cinq millions de rixdollars (1) les marchandises anglaises variant d'un million et demi à trois millions de rixdollars; quant aux autres marchandises, une petite partie avait été apportée par des navires étrangers. Les ex-

(1) Nous nous servons de l'expression qui se trouve dans le journal anglais, quoique nous ne connaissions pas au juste la valeur de cette monnaie.

portations, dans le même espace de temps, se sont élevées d'un million et demi à trois millions et un quart de rixdollars par an, dont la plus grande partie consistait dans les produits de la colonie. Ces deux branches de commerce semblent tendre à une baisse. Les pays avec lesquels la colonie a le plus de relations commerciales sont les suivans, placés dans l'ordre de leur importance. L'Angleterre, la moitié et plus des importations, et les trois quarts et plus des exportations. L'île Maurice et l'Inde, environ un quart des importations; les exportations sont peu de choses. Les Pays-Bas, presque toutes importations. L'Amérique du sud et les Indes occidentales, et Sainte-Hélène, toutes importations. La France, toutes importations; Java de même. Les États-Unis, presque toutes importations. La Nouvelle-Galles du sud, presque toutes exportations. Madeira, rien qu'importations; le Danemarck de même, le Portugal de même. Quelques importations accidentelles par la Suède, l'Espagne et Malte. Et parfois, quelques exportations à Bourbon, à Mosambique et dans la Méditerranée.

La valeur du blé importé et exporté de 1820 à 1826 est pour l'une et pour l'autre, comme suit : importations, 2,153,850 rds; exportations, 758,125 rds, ce qui établit un excédant d'importation, pendant les sept années, de 1,395,725 rds. Les principaux articles, et où la disproportion est la plus grande, sont le froment et le riz; mais l'importation du froment dans les années 1823, 1824 et 1825, a été très-minime; et l'exportation de ces graines s'est augmentée pendant ces années; on a exporté des orges et des avoines et l'on en a rarement importé. Il paraît que la quantité de blé qui a été semée ne s'est pas matériellement augmentée depuis 1806, où cette quantité était de 14,106 muids; en 1824, elle était de 15,849 muids. Dans cet intervalle, la plus petite quantité a été de 10,708, en 1808, et la plus grande 18,792, en 1821. Les variations de la température se montrent d'une manière frappante au Cap dans la quantité des grains qui ont été semés et recueillis. La quantité la plus considérable qui ait été recueillie a été de 200,247 muids, en 1809; dans cette année et les précédentes, on trouve la plus petite quantité semée, tandis que d'un autre côté, on trouve que la plus petite quantité récoltée a été de 84,108 muids en 1822.

quoique dans cette année l'on eût semé 16,732 muids, et dans l'année précédente la plus grande quantité, savoir, 18,792. Les prix ont varié de 68 rds en 1816, alors que la quantité récoltée avait été la plus considérable, à 264 rds en 1822 où alors elle était la plus petite. L'exportation et l'importation du blé ont été soumises à des restrictions par le gouvernement des localités en raison de l'état du produit annuel.

La quantité de vin récoltée au Cap a été, de 1816 à 1824, de 20,700,000 gallons, ce qui donne une moyenne de 2,300,000 par an, et qui a varié de 1,600,000 en 1817, et de 3,200,000 en 1823. La quantité exportée dans le même intervalle a été de 8,500,000 gallons, ce qui donne une moyenne de 950,000 par an, et qui a varié de 660,000 en 1820, et de 1,200,000 en 1824. Les vins de première qualité ont baissé de 300 rds par *legger* de 152 gallons à 250 en 1813. Le prix du vin ordinaire a baissé de 145 rds à 50.

Le commerce avec les Indes (y compris l'île Maurice et toutes les places de l'est) semble décliner, et ce déclin a commencé en 1823. Cette circonstance, dit le rapport, est attribuée à l'heureuse rivalité des manufactures anglaises de coton avec celles des Indes, et à un effet semblable produit par les importations des fabriques de soieries françaises et le prix énorme du fret auquel toutes les marchandises des Indes sont sujettes.

Le commerce de la Chine forme le sujet d'une division particulière du rapport. Ce commerce est accordé en privilège à la compagnie des Indes orientales et à leurs délégués, et les commissaires pensent que ce monopole, protégé par les restrictions qui ont été portées à leur plus haut terme par les officiers préposés des douanes, a causé de grands dommages à la colonie, surtout relativement au thé dont la consommation est devenue presque générale dans les classes moyennes et dans les plus basses. La quantité exacte du thé importée dans la colonie n'est pas exprimée dans l'appendice, mais elle paraît être annuellement d'environ 110,100 livres.

Les commissaires sont en outre persuadés que les privilèges commerciaux de la compagnie au cap sont calculés de manière à apporter des entraves au commerce de transit et au commerce avec les étrangers. Parmi les privilèges, les commissaires s'attachent principalement à la restriction relative au

tonnage des navires, qui, disent-ils, s'oppose à ce que l'échelle graduée des exportations des produits des Indes du cap en Angleterre puissent donner des résultats avantageux; mais nous craignons que ceci ne soit un règlement qui se lie avec le revenu intérieur du pays, et qui a rapport depuis des temps très-reculés aux intérêts de la compagnie.

On a toujours eu en vue de faire du Cap une ville de commerce. Le peu de sûreté qu'offrent ses ports a présenté cependant de grands obstacles à tous les projets de ce genre. Cela n'empêche pas les commissaires de les regarder comme praticables, et ils se plaignent de ce que la colonie n'a jamais joui sous le gouvernement de la Grande-Bretagne d'un degré de liberté, quant au commerce, qui est indispensable pour un tel plan.

Les productions du Cap n'offrent pas cette variété propre à une cargaison considérable, soit pour les marchés de l'Europe, soit pour ceux des Indes; et jusqu'à ce qu'il soit permis aux navires d'un petit tonnage d'y envoyer ces produits, on cherchera des occasions où on les attendra pour de grands bâtimens et d'un fret coûteux, et qui touchent accidentellement à la baie de la Table. Un effet semblable s'est fait sentir sur le commerce avec l'Inde, d'augmenter les prix des produits des manufactures et des productions des premières aux acheteurs d'Europe et de diminuer les motifs qu'autrement ils auraient d'abréger la longueur de leur voyage. D'après ces restrictions, nous ne sommes nullement surpris que les retours du commerce de transit aient été aussi restreints et que si peu de navires d'Europe aient joui jusqu'ici des avantages dont la situation géographique de la colonie les prive sans doute.

En examinant les objections que l'on peut faire sur tous les moyens de garnir les marchés de l'Angleterre et de l'Europe par les manufactures et les productions de l'Orient, et de rendre le cap le centre par lequel cet objet pourrait s'effectuer, il faut remarquer que les privilèges commerciaux de la compagnie des Indes orientales ont été soumis aux intérêts généraux du commerce anglais et que les ports de l'Inde lui ont été ouverts pour ses bâtimens d'un faible tonnage; et comme les étrangers ont été également admis à la même faveur, seulement en payant des droits plus considérables, nous concevons que tout dommage qui pourrait être main-

tenu par leur suppression, aura pour compensation un accroissement de demandes et la facilité d'y satisfaire.

Pour fournir au commerce de transit du Cap toutes les chances d'une concurrence avantageuse avec le commerce direct entre l'Europe et l'Inde, il est nécessaire que le premier soit dégagé de tous les impôts qui peuvent ajouter à ses dépenses. Le système d'admettre à l'entrée les marchandises et de les placer en entrepôt libres de tout droit, qui a déjà été mis en pratique pour les marchandises importées de l'Orient, aussi bien que les marchandises à réexportation, devrait être appliqué de la même manière aux marchandises d'Angleterre et d'Europe.

Nous nous gardons, en proposant l'admission des navires étrangers et de leur cargaison dans les ports du cap de Bonne-Espérance, sans égard à l'accomplissement de la condition de réciprocité, qui avait été annexée à l'admission des étrangers au commerce des autres colonies anglaises, par la 4^e. clause de la 6^e. Geo. IV, c. 114, de recommander une exception à un principe de législation commerciale maintenant appliquée généralement aux possessions étrangères des trois Royaumes; mais nous admettons que tandis que la stricte application du principe priverait le Cap du grand avantage qu'il peut retirer de sa position géographique, il lui imposera également une restriction rigoureuse quant à la disposition des deux principaux articles de ses productions, le blé et le vin, qui, au lieu de la protection et du monopole accordés aux produits des autres colonies anglaises dans les marchés de la Grande-Bretagne, sont ou entièrement exclus, ou placés sur un pied dans ces marchés, à peu près à l'égal des produits des états étrangers. La distance aussi qui sépare la colonie de la mère-patrie, et le fret onéreux qui grève ses productions, forment un argument de plus pour permettre aux habitans d'ouvrir un marché dans leurs propres ports, et d'en faire un moyen pour attirer les étrangers, en abrégant la longueur de leurs voyages, en hâtant leur retour vers leurs capitales, et en les mettant à même d'obtenir des provisions et des rafraîchissemens à bon marché. D'après le même principe, et la conviction qu'un choix illimité des marchandises d'Europe est également nécessaire pour soutenir cette branche du commerce de transit qu'on peut entretenir

entre le Cap et les Indes, nous nous hasardons à proposer toutes les restrictions sur l'importation des articles manufacturés en fer, coton et laine, et nous avons déjà appelé une réduction des droits imposés en ce moment sur les productions et les manufactures des pays étrangers, et de ceux situés vers l'est du Cap.

Les limites imposées au commerce des pays vers l'est n'ont pas depuis peu été appliquées au commerce de ceux qui sont entre le Cap et l'île Maurice, dont la balance commerciale est en faveur du Cap. Les vivres, en général, sont des importations convenables pour l'île Maurice, et les commissaires proposent des mesures pour exciter l'accroissement des échanges réciproques des produits de ces deux colonies.

Le commerce intérieur et celui de cabotage sont traités d'une manière très-concise dans le rapport. Les efforts pour établir des relations pacifiques avec les tribus des frontières, l'activité et les entreprises hasardeuses des colons anglais ont augmenté les provisions d'ivoire, de peaux, de cuirs, et de gommes, qui sont les seuls articles que les premières puissent échanger avec les colons. Le commerce du pays s'est accru depuis peu; mais le coût du fret est considérable. Les commissaires font remarquer, à l'égard du bon marché des subsistances et du léger travail au moyen duquel on peut l'obtenir, que les occupations maritimes n'y sont pas encore devenues une ressource nécessaire, et qu'elles ne paraissent pas être devenues populaires parmi toutes les classes de la communauté; et le peu de succès des efforts qui ont été tentés de temps à autre pour fixer une population maritime sur les côtes de la colonie, peut être attribué en grande partie à ces causes. La pêche de la baleine a cessé entièrement d'être productive, en partie faute de capitaux, et parce que les baleines ont depuis peu déserté la côte. L'huile exportée en 1820 est évaluée à 143,376 rds. On n'évalue qu'à 13,386 rds. celle exportée en 1826.

Le rapport suit les Caffres et le commerce à la frontière depuis son commencement. Le gouvernement hollandais du Cap était opposé aux relations commerciales avec les tribus frontières. Après les refus des Caffres, en 1819, un des chefs des Caffres proposa d'établir une foire annuelle; et un encouragement de même nature a été donné aux communi-

cations avec les Griquas et les autres tribus des frontières occidentales. Les premières expériences réussirent, et l'étendue de ce trafic, qui était soigneusement réservé aux foires annuelles, peut être estimée d'après le fait établi dans le rapport, celui de la valeur des grains de collier, de fil de laiton, et des boutons, articles favorisés d'échange avec les Caffres, et sur lesquels spécula une maison de commerce de Graham's Town. Entre août et décembre 1824, elle se montait à 32,700 rixdollars. Cependant, depuis cette époque, les Caffres ont acquis plus de connaissance des articles qui leur sont offerts, et leur vivacité naturelle et leur sagacité les protègent contre des marchés aussi désavantageux. En 1826, d'après les succès qui suivirent ces expériences sur la frontière orientale, il sortit une ordonnance qui étendait ces règlements à toutes les frontières de la colonie, qui donnait au gouverneur l'autorité d'établir les foires dans telles places qu'il leur plairait. La présence à ces foires et le commerce à ces foires frontières sont soumis à des licences annuelles que nous ne garantissons qu'aux colons recommandables; la vente des armes, des munitions, et celle des spiritueux sont prohibées. Les commissaires pensent que ce système n'est pas mal calculé pour l'état actuel des relations mutuelles entre les colons et les tribus natives, et que non-seulement il doit amener une augmentation successive des besoins des tribus, mais une augmentation des marchandises propres aux échanges.

Les commissaires sont persuadés que le commerce du Cap ne baissera point, et que le montant et la valeur de ses exportations fournira un juste équivalent pour l'importation des marchandises manufacturées. Ils font remarquer que l'excédant des importations, de 1816 à 1824, se montait à quinze millions de rixdollars, et que les traites tirées par le commissariat pour plus de quatorze millions, laissent un déficit de moins d'un million, qui serait couvert par des traites de particuliers.

Relativement au vin du Cap, les commissaires font les remarques suivantes :

Les fermiers de vignobles sont généralement persuadés depuis long-temps, ainsi que beaucoup d'autres, que la mauvaise manière dont les vins sont préparés par les marchands qui les apportent au Cap, et par les marchands qui les im-

portent à Londres, ainsi que le mélange qu'ils font des vins qui n'ont entr'eux aucune analogie, a contribué à affaiblir la réputation générale du vin du Cap dans les marchés d'Angleterre, où on ne les vend que sous les noms de vins d'une qualité inférieure. D'après le rapport du bureau de dégustation des vins, où sont établies la quantité et la qualité des vins exportés depuis 1820 jusqu'à 1825 inclusivement, il paraîtrait que jusqu'à 1825, à l'exception des vins de Constance et de Pontac, on a remarqué peu de différence dans les qualités des vins destinés à être exportés, et que les vins de Steen et de Hock, qui sont regardés comme des vins de qualité supérieure, en formaient une très-minime partie. Pour rendre les vins ordinaires en état de supporter une longue traversée par mer, et pour leur donner du corps, on se sert d'une quantité assez forte d'eau-de-vie de France, dont l'importation a été soumise à des droits très-forts, qui se sont montés au moins à 1,350,000 rixdollars, dans un espace de sept ans, et qui ont fini en 1826. La saveur désagréable de l'esprit que l'on a obtenu jusqu'ici dans la colonie par la distillation des cosses et des rafles de grappe, empêchent de le mêler avec le vin, et une sévère attention des fermiers de vignobles pour un meilleur système de distillation a été recommandée par un membre savant du comité central, et ce système s'est propagé, grâce à lui. La manière dont on préparait le vin du Cap n'était pas devenue l'objet de l'investigation du comité central à l'époque de notre départ de la colonie; mais le résultat d'une expérience qui a été faite par quelques individus, en 1826 et 1827, afin de s'assurer de la valeur relative dans les marchés de Londres, des vins de différens crus, prouve suffisamment par le prix qu'ils obtinrent pour les vins de bonne qualité, l'importance de s'attacher à ces distinctions, et dans la culture de la vigne, et dans les préparations subséquentes des vins pour être transportés par mer. L'exportation du vin du Cap qui n'avait pas au moins seize mois, fut prohibée par les réglemens émanés du dégustateur des vins, qui avait également le pouvoir de condamner les mauvais tonneaux, et de saisir et garder ceux qui, destinés à l'exportation du vin du Cap, étaient soupçonnés par lui de contenir quelque mélange de vin étranger. Nous ne voyons pas que l'exercice de ces pouvoirs odieux ait empêché l'exportation du plus

mauvais vin du Cap, tandis qu'elle a amené l'augmentation des droits à l'intérieur et des contestations mercantiles qu'on ne pourrait justifier que par la compensation d'un avantage assuré. Les fonctions du dégustateur, ainsi que les amendes imposées par lui et le bureau de jaugeage, ont cessé le 4 juillet 1826. (*Asiatic journal*; sept. 1829, pag. 288.) L.

88. EXTRAIT DU RAPPORT DES COMMISSAIRES DES RECHERCHES SUR LE COMMERCE DU CAP DE BONNE ESPÉRANCE, et Coup-d'œil sur l'ouverture du collège de l'Afrique du sud.

Les commissaires repoussent décidément le rigoureux monopole du commerce du thé exercé par la compagnie des Indes-Orientales, et recommandent indirectement que, quelque puisse être la détermination définitive concernant la Charte, le peuple doit au moins jouir au Cap, sans être molesté, de l'avantage secondaire de faire venir son thé d'Angleterre. Le rapport paraît avoir été conçu dans une disposition libérale pour protéger et activer les intérêts de la colonie; et il signale les avantages qui résulteraient de son commerce des vins par des débouchés entre le Cap et les États-Unis, et les Colonies anglaises de l'Amérique du Nord: car le bon marché des vins du Cap leur donnerait, selon toutes les probabilités, la préférence dans ces marchés sur les vins d'Espagne et de Portugal. Quant au froment, le rapport confirme ce que nous avons l'habitude d'entendre dire des climats plus ou moins favorables à la production de cette céréale:

« La culture du froment au Cap éprouve des obstacles par le manque d'humidité qui se fait souvent sentir pendant la saison, durant laquelle la terre est disposée à recevoir le grain, et aussi par l'effet de la nielle ou de la rouille, qui, pendant les sept dernières années, ont, dans un degré plus ou moins fort, affligé les moissons dans tous les districts de la colonie. »

Dans une note sur une remarque des commissaires, que par le manque de capitaux suffisans, et enfin parce que les baleines ont déserté la côte, la pêche a cessé d'être productive, l'éditeur affirme que, pendant cette saison, l'on a pris quarante baleines, dont la valeur, d'après un calcul modéré,

dépassait 9,000 liv. sterl. De là les pêcheries de la Nouvelle-Galles du sud n'ont rien à craindre de la rivalité de celles du Cap.

On dit que le nouveau collège est tout-à-fait populaire. « Populaire dans sa forme ; populaire dans tous ses principes , et devant conserver toujours une direction populaire. » Cette institution a été fondée , et n'a fait tant de progrès que grâce aux efforts patriotiques des colons seuls , « sans aucune suggestion , direction ou assistance du dehors. » Cependant on ne parle pas de l'étendue de cet établissement. Il a été ouvert d'une manière solennelle , le 1^{er}. octobre. La journée a commencé par le service divin dans l'église réformée ; les sermons furent prêchés en hollandais et en anglais : le premier par le révérend M. Borchers , le plus ancien ministre de l'église ; l'autre par le révérend M. Hough , chapelain de la colonie. Ces deux discours ont été imprimés en entier dans l'*Advertiser*. Nous ne pouvons juger du mérite du discours hollandais ; mais l'autre est le sermon le mieux écrit , le plus élégant , sur l'universalité des connaissances , qui forme le caractère le plus brillant de ces derniers temps. Le dogme gothique , que l'ignorance est la mère de la dévotion , y est réfuté d'une manière victorieuse ; tandis que la nécessité de tenir la science et la littérature subordonnées à la formation des principes de vertu et de religion est présentée d'une manière nouvelle , et propre à faire une grande impression.

(*Sydney Gazette* ; 21 novembre 1829).

L.

89. COUP - D'ŒIL SUR L'ÎLE DE BALI , ET PARTICULIÈREMENT SUR L'ÎLE DE BALI-BALILING , une des îles de la Sonde , séparée de celle de Java , par le détroit de Bali.

Après la mort du *Dewa Pahang*, *Anak Agoong Madi*, le frère du rajah actuel , monta sur le trône de Baliling ; mais le peuple , dont il n'était pas aimé , le détrôna , et choisit le nouveau souverain , il se nomme *Geden-Ratna-Ningrat* ; il fut tellement négligé et méprisé dans sa jeunesse , que sa mère fut obligée de filer pour le nourrir : on ne songea à lui qu'après que tous ses parens eurent été tués ou déposés. Il est maintenant revêtu du pouvoir suprême à Baliling. C'est un jeune homme d'environ 20 ans , mince ,

petit, ayant la vue faible et le sourire méprisant. Il est extrêmement silencieux, et lorsqu'il parle il s'exprime d'une voix si basse, qu'à peine on peut l'entendre; il ne fait jamais de questions, ne témoigne aucune curiosité, et semble indifférent à tout ce qui se passe autour de lui. Indolent dans ses habitudes et enfant dans ses mœurs, se montrant morose et obstiné; il ne paraît être pour ses sujets un objet ni d'affection ni de crainte. Il s'occupe plus à élever des coqs pour les faire battre, et à la chasse des grillons, que des affaires de son royaume; il est tellement livré à l'amour de lui-même et à la volupté, qu'il est réduit à un état d'imbécillité dont il ne sortira peut-être jamais. Il a un grand nombre de chefs autour de sa personne, appelés *panawongo*, qui le conseillent sur les affaires courantes, et qui, sans nul doute, gouvernent plus que lui. L'un d'eux, qui porte le nom de *Gusti Anam*, semble avoir quelque énergie, montre de l'activité dans les affaires, et a un grand mérite personnel.

Le revenu de ce prince se compose de plusieurs élémens. 1°. Des droits de douane et de port, qui sont affermés aux Chinois; cette ferme lui rapporte annuellement 1200 roupies, outre les présens au rajah et à ses gens, ce qui coûte aux Chinois presque autant que le montant de la ferme. Il y a aussi d'autres ports, tant à l'orient qu'à l'occident, où l'on paye plus qu'à Baliling; mais en tout, je crois que ce revenu ne va pas au-delà de 3 à 4,000 roupies par an pour les terres consacrées à la culture du riz. 2°. Une autre source de revenus provient de la taxe sur les terres, qui rend annuellement 2 roupies par acre sur les terres cultivées en riz, car on ne prélève rien sur les terres consacrées à d'autres cultures; cette taxe n'est perçue que pour défrayer de l'eau nécessaire à l'irrigation, que l'on regarde comme la propriété du souverain. 3°. Une autre source et plus productive de revenus provient du 3 p. 100 prélevé sur les mariages, les pots-de-vin et les amendes; car les habitans de Bali ont une singulière coutume de disperser en divers lieux leurs futures, et de s'enfuir avec elles dans les bois, où ils vivent cachés jusqu'à ce que les amis du jeune homme soient en état d'arranger les affaires avec les amis de la future, et alors on permet au couple de revenir et de vivre conjugalement en-

semble. Cet arrangement pécuniaire varie selon le rang et l'influence des parties, et se monte d'ordinaire à 1 ou 200 roupies, dont il revient toujours 20 p. 100 au roi. Les divorces augmentent aussi les revenus du roi ; la femme divorcée devient toujours la propriété de celui-ci, qui peut la vendre, la louer, ou en user selon qu'il lui plaît. 4°. Le revenu royal s'augmente aussi principalement par les morts ; s'il n'y a pas d'héritiers mâles, tous les biens du défunt, ses femmes et ses filles deviennent la propriété du souverain. Après qu'il a satisfait aux frais des funérailles, et qu'il a alloué une somme convenable à l'existence des père et mère (s'il y en a), le roi s'empare de tout, s'approprie l'argent à son gré, et fait des femmes ce qu'il lui plaît. Si elles sont jeunes et belles, il en fait ses concubines ; s'il croit que la vente en sera productive, il les envoie au bazar, et donne une portion du profit à leur maître, tandis qu'elles se fournissent elles-mêmes du reste, ou s'il leur fournit du riz, il s'attend à ce qu'elles travaillent à son profit, soit à tisser à filer, à faire la cuisine ou à balayer ; ou, ce qui arrive souvent, il en fait des danseuses ou des prostituées, et il prétend qu'elles lui apportent les bénéfices qu'elles obtiennent dans ces professions. 5°. Le roi tire aussi un revenu des accusés et des malfaiteurs, dont il lui est permis de se servir comme esclaves, ou de les vendre aussi cher qu'il peut. Ces esclaves se vendent aux Chinois, et se revendent aux Hollandais pour recrues, et aux vaisseaux français qui fréquentent leurs côtes.

Le roi et le peuple de Baliking semblent avoir été peu influencés, et avoir encore moins gagné par leurs rapports avec les étrangers. Leurs bâtimens, leur manière de vivre, leurs meubles ou leur habillement, indiquent à peine que des Européens ont séjourné parmi eux. On a remarqué qu'il y avait peu de tableaux dans l'appartement du roi, à la maison du Shahbaudar ; un bambou tient lieu de lance, sur lequel on hisse le pavillon hollandais quand les navires entrent dans le port ; plutôt peut-être comme une politesse envers les Européens, que comme un témoignage de soumission à un pouvoir étranger. A ces deux exceptions près, les habitans de Bali ne paraissent avoir pris de nous rien de bon ni de mauvais.

Le peuple, en général, a un air libre et ouvert, et, pour les personnes habituées à la douceur et à la servilité des naturels de Java, leur maintien paraîtrait grossier ou même insolent. Beaucoup d'entre eux, en nous voyant, venaient à nous la tête haute, nous regardaient sous le nez, et s'écriaient : « Oh ! Hollandais ! » Un autre, qui accompagnait quelques femmes qui appartenaient au rajah, nous dit impertinemment de nous retirer jusqu'à ce que ces femmes fussent passées. J'ai cependant appris depuis que dans l'intérieur ils sont plus polis et plus pacifiques.

Les peuples de Bali sont très-adonnés à fumer l'opium, passion qui les avilit et les démoralise. Près de Bali la population presque toute entière s'y livre avec fureur, et dans l'intérieur beaucoup font usage de cette drogue pernicieuse : ils la tirent de Singapore par des barques de Bugguese ou autres, et, comme elle n'est soumise qu'à des droits légers, elle se distribue à bon marché au peuple, à son détriment et à sa ruine. Avec l'opium, un peuple naturellement indolent devient cent fois plus paresseux, et le peu d'idées qu'il peut avoir de propriété et de convenances sont mises en oubli et effacées par les vapeurs de l'opium ; ils perdent toute idée de sentiment, ne peuvent plus concevoir rien de grand ni d'utile, et deviennent le rebut de la terre. Les fabricans et vendeurs d'opium s'inquiètent peu d'être la cause de tant de calamités, et ils emploient, au contraire, tous les moyens pour donner l'extension la plus grande possible à ce commerce.

Les peuples de Bali boivent quelquefois des liqueurs enivrantes, et ils importent de Sourabaya la meilleure sorte d'arrack qu'ils appellent anisette, pour en faire des présens aux rois et aux principaux chefs qui en sont grands amateurs. Ils distillent aussi pour leur usage une sorte de liqueur du riz et du sucre du palmier des sables dont ils font un fréquent usage ; mais je ne pourrais, malgré mes observations et mes recherches, assurer qu'ils se soient jamais enivrés avec elle.

Les peuples de Bali jouissent peu des agrémens de la vie civilisée. Satisfaire leur insatiable appétit et leur libidinosité, semblent être leurs plaisirs les plus vifs. Ils amassent rarement une grande fortune, et les païens surtout. Un homme qui possède un millier de dollars passe pour ri-

che ; et réellement ils ont peu de moyens pour le devenir. Ils ne se livrent jamais au commerce. Ceux qui s'occupent de l'agriculture, ne labourent que leurs propres terres, et il arrive rarement qu'ils en cultivent au delà de ce qui est nécessaire pour alimenter leurs familles. Le pays n'a aucune manufacture où ils puissent placer leur capitaux pour qu'ils leur profitent ; et le seul moyen dont un habitant se sert pour amasser du bien, c'est d'épargner les gains de sa femme et de les bien placer. La partie de la population qui est mahométane, qui tue les bœufs et vend du bœuf salé propre à l'exportation, peut amasser quelque argent, ainsi que les résidents de Bugguese, dans les ports de mer, qui commercent avec Singapour, Céram et autres places ; quelquefois ils s'enrichissent, et peuvent mettre en mer des barques dont la cargaison se monte à plusieurs milliers de dollars. Les Chinois, qui trafiquent entre Bali et Java, font quelquefois des gains considérables ; mais ils cherchent à quitter l'île dès qu'ils ont réuni une somme capable d'exciter la cupidité des chefs nés dans le pays. On ne connaît guère la pauvreté à Bali : la terre produit en si grande abondance, et tout ce qui est nécessaire à la vie est à si bon marché, les habitans y sont traités avec tant de modération, que tout individu y peut vivre ; excepté tout grand fumeur d'opium, et les bandits, chacun peut se procurer facilement une part raisonnable des biens et des agrémens que l'île peut offrir. (*Singapore chronicle* ; 6 mai 1830.) L.

PLANS ET CARTES.

90. DIE CENTRAL KARPATHEN. — Les Karpathes centrales ; par SYDOW et WOLFF, ingénieurs géographes. Berlin, 1830 ; longueur, 14 pouces, hauteur, 9 pouces ; échelle, $\frac{1}{100000}$. Prix, $\frac{1}{2}$ rixdaler. (*Krit. Weyweiser* ; 2^e. vol., p. 243.)

Les auteurs de cette carte entreprirent, en 1827, un voyage de reconnaissance géographique dans les Carpathes centrales. Le résultat géographique de ce voyage est consigné dans la feuille qui nous occupe dans ce moment. M. Sydow a publié en sus une relation de son voyage, par laquelle nous voyons qu'il n'a passé que peu de semaines dans les parties alpiques

de la limite de l'est et de l'ouest de l'Europe. L'assiduité des auteurs doit donc exciter notre étonnement au dernier point : en effet, il ne faut pas une habileté médiocre pour explorer une surface de 85 lieues carrés d'Allemagne en si peu de temps, et au point d'être en état d'en faire un tableau orographique comme le leur. Nous obtenons, par ce travail, une idée toute nouvelle de la Tatra ; en le suivant on comprendra certainement les descriptions de Wahlenberg de Beudant, et celle de M. Sydow même. Des profils des montagnes contribuent à mieux présenter les différences de niveau. Il est fâcheux que les épreuves soient un peu trop grises ; cette teinte foncée nuit à la netteté et à l'intelligence des détails ; malgré ce défaut, cette feuille est un document précieux pour la géographie physique de l'Europe. T. F.

91. MAP OF NUBIA, etc. — Carte de la Nubie, comprenant le pays entre la première et la seconde cataracte du Nil ; par PARKE et SCHALER. Londres, 1829 ; hauteur, 1 pied 5 pouces ; longueur, 1 pied 1 pouce ; échelle, $\frac{1}{466000}$. Prix, 5 rixdaler. (*Krit. Wegweiser* ; 2^e. vol., p. 224.)

Cette carte est d'un haut intérêt pour la connaissance de la vallée du Nil ; intérêt, qui est encore augmenté par le plan de l'île de Philoë. De nombreuses notes archéologiques et ethnographiques remplissent les côtés et les espaces vides de la feuille. Les voyageurs observèrent la déclinaison de l'aiguille aimantée à Alexandrie, où elle était de $11^{\circ} \frac{1}{2}$ ouest, à Assouan, où elle était de $10^{\circ} \frac{1}{2}$ ouest, et enfin à Wady-Yalfa, où elle était de $9^{\circ} \frac{1}{2}$ ouest. Une vue des ruines pittoresques sur Philoë contribue à embellir cette feuille, d'ailleurs pleine de goût. T. F.

92. ESQUISSE HYPOMÉTRIQUE DES NŒUDS DE MONTAGNES et des ramifications de la Cordillère des Andes, depuis le cap de Horn jusqu'à l'isthme de Panama, et à la chaîne littorale du Venezuela ; par Alexandre de HUMBOLDT. Une feuille de 2 pieds 7 pouces de hauteur, sur 10 pouces de large, 1827-1831.

Cette jolie carte a été dressée par M. Brué, d'après l'ensemble des observations et les croquis géologiques de M. de Humboldt, pour servir d'éclaircissement au tableau géogno-

stique de l'Amérique méridionale qui fait partie de la *Relation historique de ses voyages*, tom. III, pag. 188-265.

Pour rectifier les positions astronomiques de l'isthme de Panama, d'Antioquia, du Haut-Pérou et du Chili, on s'est servi de plusieurs recherches inédites de D. Felipe, Bauzá de MM. Boussingault, Rosende-Rico, Oltmanns, Givry, Lartigue et Fleury. On a ajouté, outre les mesures barométriques de M. de Humboldt, celles de MM. Boussingault, Pentland, Lloyd et Falmarc.

Les montagnes sont gravées par T.-P. Michel, et l'exécution de toute la carte répond à tout ce qu'on devait attendre des soins de M. Brue, par son élégance et sa précision. C'est un nouveau cadeau dont tous les amis de la science doivent s'empresse de remercier l'illustre auteur, à qui toutes les sciences doivent tant d'importans travaux. F.

93. LEVÉ DE LA CÔTE DE L'AMÉRIQUE DU SUD, PAR LES VAISSEAUX *L'Adventure* ET LA *Beagle*, SOUS LA DIRECTION DU CAP. KING, DE LA MARINE ROYALE.

Ces vaisseaux ont quitté l'Angleterre pour cette opération en 1826, et ont complété le levé depuis le golfe de Saint-Georges sur l'Atlantique, jusqu'au golfe de Penas, en longeant le continent qui borde la mer Pacifique, en y comprenant l'archipel des îles appelées Terre-de-Feu, et celles de la côte sud-ouest.

L'objet particulier du levé semble avoir été d'obtenir une connaissance exacte du détroit de Magellan, dans le but de s'assurer jusqu'à quel point on pouvait préférer cette navigation à celle de doubler le cap Horn; et le résultat de cette recherche prouve que le nom de *Cap des Tempêtes*, qui lui a été donné par les premiers qui ont découvert le cap de Bonne-Espérance, peut avec bien plus de raison s'appliquer au point qui lui correspond sur notre globe; l'extrémité glacée et stérile du Nouveau-Monde. La partie sud du continent de l'Amérique du Sud est représentée avec raison comme la région des tempêtes, des glaces et des pluies.

Le cap. King a trouvé que les levés des Espagnols approchaient beaucoup de la vérité; remarque qui peut s'appliquer en général à toutes les opérations hydrographiques de cette nation. Les forts courans qui dominent dans les détroits,

venant de l'ouest, les empêcheront probablement d'être jamais fréquentés, exceptés par des vaisseaux faisant le tour du monde. Relativement au passage par le cap de Bonne-Espérance dans la mer Pacifique, l'opinion de lord Anson est décidément confirmée par les navigateurs modernes, à l'exception de sa recommandation de ne pas traverser le détroit de Le Maire. Il dit que tous les navires chargés pour les mers du sud, au lieu de passer le détroit de Le Maire, doivent constamment passer par l'est de la Terre des Etats, et doivent invariablement se diriger jusqu'à la latitude de 61° ou 62° sud avant de chercher à se diriger vers l'ouest, et ils doivent être assurés d'avoir porté suffisamment à l'ouest dans cette latitude ou à peu près avant de commencer à se diriger vers le nord. Maintenant cela est reconnu être vrai en tous points, excepté en un seul, qui est que les navires doivent passer le détroit de Le Maire pour les raisons suivantes. Il est bien reconnu que les vents d'ouest et de sud-ouest dominent dans cette partie du monde; c'est pourquoi les navires, en serrant la côte le plus près possible comme cela est convenable, ont l'avantage d'être considérablement vers l'ouest, et en conséquence de s'y diriger quand ils rencontrent les vents d'ouest en longeant le cap, et peuvent d'après cela se porter vers le sud, prêts à profiter d'une marche oblique vers le nord, ce qu'un navire qui passerait à l'est de la Terre des Etats ne pourrait faire.

Au moyen de l'expédition aux ordres du capitaine King, les criques nombreuses et les passages de la côte sud-ouest ont tous été examinés jusqu'à leurs extrémités, ce qui a amené la découverte de l'Otway (ainsi nommé d'après le digne et vaillant amiral sir Robert), et des rivières Skiring, deux lacs d'eau salée d'une vaste étendue, qui entrecourent les bords du continent. Les parties les plus intérieures des diverses criques furent reconnues s'étendre dans les vallées, par des glaciers qui opposaient des barrières magnifiques aux eaux. Une grande partie du pays aux environs du golfe de Penas est bas et uni, et presque partout très-peu au-dessus d'une vaste fondrière.

Le Beagle ayant été détaché pour examiner les îles de la Terre-de-Feu, et pour déterminer la position du cap Horn, le capitaine Fitzroy avec le lieutenant Kempt, un de ses of-

ficiers, visita le célèbre promontoire, et y éleva une pile de pierre de 12 pieds de haut. Les observations relativement à la latitude différèrent très-peu de celles faites par les Espagnols.

Des navires rapportèrent divers échantillons conservés avec soin d'animaux, de minéraux et de plantes des districts qu'ils avaient parcourus, ce qui sera une addition importante aux collections de l'Amérique du Sud. Le capitaine Fitzroy a aussi amené en Angleterre deux hommes, ainsi qu'un garçon et une fille, nés à la Terre-de-Feu; après les avoir instruits dans les diverses parties qui peuvent être utiles à la civilisation de leur pays, il se propose de les y renvoyer. Ils avaient d'abord été retenus comme otages pour quelques marins, qui, ainsi que l'officier du *Beagle*, avaient été forcés de rester à terre, parce que la chaloupe avec laquelle ils y avaient abordé avait été volée par les naturels, et jusqu'à ce qu'un canot grossier eût été construit par l'officier, qui mit à même toute sa troupe de revenir à son bord, ce que sans cela elle n'aurait pu effectuer.

Quatre officiers et sept matelots de l'expédition étaient morts, depuis que l'*Adventure* et le *Beagle* avaient quitté l'Angleterre. Au nombre des premiers, est le capitaine Stokes, qui commandait le *Beagle* lorsqu'il mit à la voile. Dans cette expédition, la persévérance du capitaine King, dans les circonstances les plus difficiles et les plus imprévues, ne saurait trop être louée. Il a été fait une mention particulière de deux jeunes officiers (les lieutenans Skiring et Graves), pour leur zèle et leur activité dans tout ce qui pouvait accélérer les opérations du levé. Le premier, qui commandait un petit navire nommé l'*Adélaïde*, attaché à l'expédition comme patache, fit le levé de presque toute la côte, depuis le golfe de Penas jusqu'aux îles au sud de Guanaco, où l'on suppose que l'équipage infortuné du *Wager*, un des vaisseaux du lord Anson, fit naufrage en 1744.

On reconnut en faisant ce levé du golfe de Penas, et de cette partie du rivage désignée sous le nom de Tres-Montes, que cette partie était jointe au continent par une langue de terre, appelée l'isthme d'Ofaqui.

On ne peut douter, d'après les soins infatigables du capitaine Beaufort, hydrographe de l'Amirauté, que les dé-

tails importants de ce voyage, qui ajoute tant à nos connaissances maritimes, ne soient promptement livrés au public. (*London Literary gazette*; 30 oct. 1830, p. 705.) L.

94. RAPPORT DU CAP. KING, SUR L'EXPÉDITION DU LEVÉ DE L'AMÉRIQUE DU SUD.

Les bâtimens de S. M. l'*Adventure* et le *Beagle*, employés dernièrement, sous les ordres du cap. P.-P. King, au levé des côtes de l'Amérique du Sud, ont désarmé, le premier à Woolwich, et le dernier à Plymouth. Ces bâtimens avaient quitté l'Angleterre en mai 1826; et depuis ce temps ils avaient été occupés à reconnaître les côtes méridionales de ce continent, soit de la mer Pacifique, soit de la mer Atlantique.

Les cartes de ces côtes avaient été dressées jusqu'ici, principalement d'après celle de don Juan de Langaza, qui réunit tous les levés espagnols faits à diverses époques depuis Sarmiento. Ce célèbre navigateur espagnol avait été expédié par le vice-roi du Pérou, de Lima jusqu'aux détroits de Magellan, afin d'intercepter le retour en Angleterre de sir Francis Drake, à la suite de ses attaques couronnées du succès contre les ports espagnols de la mer Pacifique. La carte des détroits avait aussi été améliorée par les observations de Byron, Wallace, Carteret et Bougainville, et en 1785 le gouvernement espagnol, dans le but d'abrégier le voyage à la mer Pacifique, en passant par les détroits au lieu de doubler le cap Horn, envoya une expédition dans l'intention expresse d'en faire le levé, sous les ordres de don Antonio de Cordova, avec la frégate *la Santa-Maria de Cabeza*. Sarmiento, dans sa narration, a changé le nom des détroits, d'après Magalhães, qui l'avait découvert (nommé vulgairement Magellan), en celui de Madre de Dios, qui, dans la narration du voyage de Cordova, n'est point conservé, avec beaucoup de raison. La ligne extérieure de la côte du sud de la Terre-de-Feu a été prise d'après les matériaux insuffisans (en raison de son climat orageux) fournis par Hermite, amiral hollandais de la flotte de Nassau, aussi-bien que d'après nos fameux voyageurs autour du monde, Cook et autres.

Le nom même du cap Horn s'associe aux idées de tourmentes perpétuelles, de pluies, de pluies mêlées de neige, de neiges et de brouillards, de masses énormes de glaces

remplissant les vallées : tout conspirait pour terrifier le navigateur sur une côte glacée et dangereuse , où des vagues élevées comme des montagnes , ainsi que les décrit Anson , menacent d'engloutir la barque téméraire qui tenterait de les braver. Vraiment , nos ancêtres des siècles derniers étaient bien hardis de s'exposer sur d'aussi chétifs bâtimens , dont quelques-uns étaient moindres qu'une barque de Gravesend , à une époque où l'architecture navale était au berceau , et où l'on savait à peine ce que c'était que l'hydrographie.

Le port de San Felipe , où des centaines de malheureux Espagnols périrent de faim , était le point principal d'où le cap. King devait porter ses opérations dans les détroits. Cette infortunée colonie fut établie en 1582 , et la ville fut régulièrement fortifiée par ordre du gouvernement espagnol , d'après les instances de Sarmiento , dans l'intention expresse de lui assurer le passage par les détroits dans l'océan Pacifique , qui , celui du cap Horn n'étant pas connu alors , passait pour être le seul. Les Espagnols espéraient , par cette position , assurer leurs possessions sur le rivage occidental de l'Amérique contre toute insulte par mer. Thomas Cavendish , un des premiers navigateurs autour du monde , en traversant les détroits , y arriva assez à temps pour voir le dernier de ces malheureux colons ; il appela l'endroit le port Famine , et ce nom lui reste encore. De là les diverses passes vers le côté oriental du détroit furent explorées par le cap. King.

Les nombreux passages de la côte occidentale , dans le voisinage du détroit , sont de la même nature que les longues et étroites passes reconnues par Vancouver , à la côte nord-ouest de l'Amérique du Nord , et sont également remarquables pour être comme elles d'un fond qui ne peut retenir l'ancre ; ainsi la difficulté de trouver de bons ancrages venait ajouter encore aux calamités du climat.

C'est une observation des navigateurs espagnols , et il est reconnu généralement , par la plupart des écrivains sur les détroits de Magellan , qu'il y a une différence marquée dans le caractère des Patagons avec celui des misérables naturels de la Terre-de-Feu. L'odeur désagréable qui s'exhale des sales vêtemens de ces peuples , permet à peine de rester auprès d'eux ; et ils sont , dans l'échelle de la création , mis au niveau des naturels de la côte nord-ouest de la Nouvelle-

Hollande, la plus vile classe de sauvages qui existe sur la terre. Les Patagons trouvent leur subsistance dans leur adresse à la chasse, tandis que les habitans de la Terre-de-Feu la font dépendre de la pêche des coquillages et du poisson, pour traîner leur misérable existence. Ils habitent par familles, sur les bords des diverses fles de la Terre-de-Feu, où ils trouvent une ample provision de pétoncles et autres coquillages; et ils n'abandonnent ces endroits pour d'autres que lorsqu'ils n'y trouvent plus de provisions. On suppose qu'ils entretiennent quelques faibles relations avec leurs voisins les Patagons, dont les habitudes vagabondes les portent à fréquenter les déserts de l'intérieur plutôt que les rivages moins avantageux de la mer. Le cap. Fitzroy amena en Angleterre quatre de ces individus sur *le Beagle*; dans l'intention philanthropique de les civiliser; l'un d'eux est mort des suites de la petite vérole. Les sommets de presque toutes les montagnes sont couverts de neiges éternelles; leurs flancs présentent des glaciers magnifiques, dont les bases sont baignées par la mer. Deux lacs immenses, découverts par le cap. King, furent nommés, l'un le lac Otway, et l'autre le lac Skyring; le premier, du nom de l'amiral qui commandait la station de l'Amérique du Sud, et le second du nom d'un officier qui contribua beaucoup au succès de l'expédition. Sur la côte occidentale, parmi les fles Guanaco, on trouva des pommes-de-terre en pleine croissance; on croit que c'est en ce lieu que périt *le Wager*, un des bâtimens de la flotte de lord Anson, en 1740.

La rigueur du climat et les travaux pénibles du levé sont devenus funestes à quatre officiers et à sept matelots de l'expédition. Au nombre des premiers est le cap. Stokes, dernier commandant *du Beagle*. On n'a rien négligé de ce qui pouvait enrichir le musée par des échantillons d'histoire naturelle. On attend avec empressement les détails de cette expédition si intéressante, et que l'on mette au jour les levés du cap. King. Ces levés, ainsi que les cartes marines du Brésil, et les premiers levés des Espagnols, compléteront l'hydrographie de l'Amérique du Sud, aussi loin qu'elle peut s'étendre de nos jours. (*Athenæum*; 20 nov. 1830, pag. 728.)

ÉCONOMIE PUBLIQUE.

95. PRINCIPES DU DROIT DE LA NATURE ET DES GENS ; par Marc BARREAU. In-16 de 184 pages ; prix, 2 fr. , et 2 fr. 50 c. par la poste. Paris, 1831 ; Ladvocat.

Ce volume devrait être intitulé : *Principes du Droit de la nature ; du Droit politique et du Droit des gens* ; car l'auteur ne s'y occupe du droit naturel que dans ses rapports avec l'espèce et la forme des gouvernemens ; et, hormis deux ou trois chapitres préliminaires, le livre entier n'est , à proprement parler, qu'un petit traité de droit public intérieur et extérieur. Cela n'ôte rien au mérite de l'ouvrage ; mais cette inexactitude du titre peut lui nuire, parce qu'on ne saisit pas bien, faute d'être averti, la chaîne des idées de l'auteur. Il établit, dans les trois premiers chapitres, comment l'état social est un besoin ; dans les suivans, il définit la liberté civile, démontre l'illégitimité de l'esclavage, et pose en principe que tous les hommes doivent participer à la confection des lois. Cette participation seule caractérise le citoyen. Puis il passe en revue les différens pouvoirs et les diverses formes de gouvernement ; sa prédilection n'est pas douteuse, il l'expose aussi adroitement qu'éloquemment ; son but est la liberté du monde. Dans la seconde partie, il trace un plan de constitution. On remarque son chapitre mal intitulé du salut public, et qui traite de l'instruction populaire, et son chapitre sur la religion civile et naturelle ; il conduit enfin le corps social jusqu'à sa dissolution, c'est-à-dire jusqu'à l'annihilation complète du droit de propriété, et jusqu'au retour au droit de tous sur toutes choses, événement dont il y a peu d'exemple jusqu'à présent. La troisième partie traite du droit public extérieur ou du droit des gens. L'auteur y pose en thèse générale le principe de la liberté du commerce ; puis il indique et définit les diverses sortes de traités d'alliances, de fédérations que peuvent former entre eux les gouvernemens et les peuples. Ce qu'il dit ici du système fédératif serait mieux placé peut-être dans la première partie, puisqu'il s'agit de constituer une unité nationale. L'auteur examine ensuite quelques conséquences du droit de

guerre. Au total, le livre de M. Barreau est un tissu d'idées saines présentées d'une manière ferme et piquante ; mais ce qui y manque, c'est la clarté. Il est propre à fortifier, dans leur manière de voir, un certain nombre d'esprits vigoureux et éclairés ; mais il n'est malheureusement point destiné à rendre ces idées populaires. Tel aurait dû être cependant le but d'un traité de cette dimension. C'est au peuple aujourd'hui qu'il faut que l'on s'adresse, non d'un style sentencieux, obscur, passionné et véhément ; mais d'une manière simple, claire et précise, de façon à opérer dans son esprit la conviction. Car, à quoi sert-il de prêcher sans cesse, et dans les livres, les convertis? (*Revue encyclopédique* ; p. 383, août 1831.)

B. L.

96. OPINION DE M. CHRISTOPHE, vigneron, sur les prohibitions et la liberté du commerce ; par M. BOUCHER DE PERTHES. 1^{re}. et 2^e. partie, 2 vol. in-18 ; prix, 4 fr. Paris, 1831 ; Treuttel et Wurtz.

L'auteur de cette intéressante publication appartient à l'école de Franklin et de Courrier. Son but a été d'exposer, dans un langage simple et piquant, les plus importantes vérités de l'économie politique. Son vigneron est un homme de fort bon sens et de beaucoup d'esprit, qui pousse vivement le ministre avec lequel il est en conférence, et le laisse la plupart du temps sans bonne raison à lui opposer. La question que discute M. Christophe est la plus grande qui puisse désormais exciter l'attention publique, non-seulement en France, mais en Europe. Il la résout en faveur de la liberté, non sans avoir réfuté une à une toutes les objections : il prouve que le système prohibitique ou restrictif n'a jamais, en dernière analyse, d'autre résultat que d'enlever à la masse pour enrichir quelques-uns. Jamais cette thèse n'avait été rendue aussi claire ; il n'est point d'intelligence qui ne puisse saisir l'enchaînement de conséquences exposé sous tous les aspects par l'auteur. Son écrit est donc un véritable service rendu à la cause des franchises commerciales. Nous avons remarqué, dans sa seconde partie, un petit morceau sur l'emploi du blé, comme base de l'alimentation. L'auteur nous montre, d'une manière très-spirituelle, qu'il nous serait très-avantageux de savoir nous passer de pain. Cet écrit, qui

prend quelquefois le caractère du paradoxe, rappelle ceux de Galiani et de Moublet sur des sujets analogues : on le lira avec plaisir, ainsi que le voyage qui termine le volume. Nous reviendrons sur cette publication quand la troisième partie aura paru.

P. A. D.

97. *AN INQUIRY INTO THE ORIGIN OF THE LAWS AND POLITICAL INSTITUTIONS, etc.* — Recherches concernaut l'origine des lois et des institutions politiques de l'Europe moderne, et particulièrement celles de l'Angleterre; par George SPENCE, In-8°. de 600 p., prix : 15 sh. Londres, 1826.

Ce fut en traduisant le code Napoléon que M. Spence conçut le projet de remonter jusqu'à l'origine des lois et des institutions politiques qui régissent aujourd'hui l'Europe. Ses recherches embrassent tout ce dont les annales ont conservé quelques vestiges, et répandent quelques lumières de plus sur les institutions de ces Germains qu'on a osé nommer barbares, et que Tacite a si bien recommandés à l'estime de toutes les générations. L'auteur a peut-être été entraîné trop loin par l'opinion qu'il a conçue que l'influence des lois romaines a modifié toutes nos institutions modernes, même celles qui nous viennent évidemment du nord de l'Europe; mais il sera consulté utilement par tous ceux qui attachent du prix à la connaissance de ce qui fut, comme moyen de mieux apprécier ce qui est.

F-y.

98. *TRAITÉ DU DROIT D'ALLUVION, ou examen approfondi des droits de l'état et des riverains, sur les attérissemens naturels et accidentels des fleuves, rivières et ruisseaux; présentant l'origine et les motifs du droit d'alluvion, ses attributs, ses limites et ses abus, le mode de partage des attérissemens, ainsi que les raisons d'équité qui sollicitent l'abolition de ce droit;* par W. CHARDON, président du tribunal civil d'Auxerre, etc. In-8°. de XII et 400 pag., avec 14 pl. grav. Avallon, 1830; Comynet.

L'auteur combat le principe du droit d'alluvion. Pour réussir à faire passer sa conviction dans l'esprit de ses lecteurs et à prouver que la législation qui concerne ce droit est à refaire et à poser sur des bases plus justes, plus équitables, il approfondit son sujet, il l'étudie dans tous ses rapports

avec les droits individuels des citoyens, et ceux de l'état pour l'utilité publique ; il cherche en un mot à offrir un corps de doctrine complet sur ce droit.

On trouve en effet très-peu de lumières sur le droit d'alluvion dans les légistes et les jurisconsultes ; les lois romaines et leurs interprètes sont presque les seules autorités , excepté les écrits de quelques jurisconsulte d'Allemagne et d'Italie des 14^e. , 15^e et 16^e. siècles.

L'auteur, après des notions préliminaires et historiques , analyse le système actuel ; il examine ensuite les limites du droit d'alluvion , ses attributs, les droits divers aux alluvions et aux nouvelles îles, le partage des alluvions et les facultés du riverain de résister à l'invasion des eaux.

Il tire de son travail les conclusions suivantes : que le système actuel repose sur un principe faux, qu'il est injuste dans ses effets, qu'il présente dans son application des difficultés très-graves, et qu'il en est de même à l'égard du droit aux îles et au lit abandonné.

Cet utile ouvrage mérite de fixer l'attention des législateurs et de l'administration publique. D.

99. *HANDBUCH FÜR VOLKSSCHÜLLERER.* — Manuel des maîtres des écoles primaires , par Jean Ferd. SCHLEZ ; 2^e. édit. , vol. III , contenant la physique et la technologie. 395 p. in-8°. Giessen , 1831 ; Heyer père.

Nous avons fait connaître les deux premiers volumes de ce manuel utile. (*Voy. Bulletin* , tom. XXV , n^o. 138). On se rappellera que dans le 2^e. l'auteur a traité de l'histoire naturelle, et a mis cette science si riche, si étendue, à la portée des enfans , en ajoutant des développemens pour les maîtres chargés d'en enseigner les élémens. Dans le 3^e. volume qui nous occupe en ce moment , l'auteur traite de la physique. Il était difficile de rendre cette science familière aux enfans sans le secours des mathématiques , des figures et des termes techniques ; M. Schlez a réussi à résoudre ce problème , et son précis est remarquable par la clarté , et par l'intérêt qu'il a su y répandre. Pour atteindre ce but , il a montré l'application de la physique dans une foule d'inventions utiles, telles que les machines à vapeur, les aérostats, les puits

artésiens , les cloches à plonger , etc. Ce petit traité mériterait d'être traduit pour nos écoles primaires. L'auteur convient au reste que son précis ne peut pas former des savans ; il n'a voulu que répandre les élémens indispensables à tout homme qui prétend à quelque instruction. Fidèle à la méthode adoptée par les deux premiers volumes , M. Schlez a fait imprimer dans un caractère particulier le texte destiné à servir de guide aux enfans , et dans un autre caractère les développemens réservés aux maîtres.

La dixième partie de ce volume traite de la technologie élémentaire ; cette partie a été rédigée , non pas par M. Schlez , mais par M. Heyer , qui a un style un peu plus sérieux que M. Schlez , mais qui paraît bien posséder la matière qu'il a entrepris de traiter. Il divise la technologie en trois parties , d'après les trois règnes de la nature , d'où elle tire les substances qu'elle emploie. Plus de cent métiers sont passés en revue , et leurs principaux procédés brièvement indiqués ; l'auteur s'est attaché plus à décrire les métiers qui exigent un travail manuel , que ceux qui s'exercent aujourd'hui à l'aide des machines ; ceux-ci sont simplement mentionnés. Il est encore question de corporations et de maîtrises , ce qui prouve que dans la Hesse , où l'auteur a écrit , l'industrie n'est pas encore débarrassée de ses anciennes entraves. Ce précis de technologie est destiné aux écoles industrielles , c'est-à-dire où l'on prépare les enfans à la carrière du commerce et de l'industrie. Quand la France aura-t-elle des écoles publiques de ce genre ?

D-G.

100. DE L'ÉDUCATION DES SOURDS - MUETS DE NAISSANCE ; par M. DEGÉRANDO , membre de l'Institut de France , administrateur de l'institut royal des Sourds-Muets , etc. 2 vol. in-8 , d'environ 600 pages chacun ; Paris , 1827. (*Journal des savans* ; juin et juillet 1828.)

L'ouvrage de M. Degérando appartient aux sciences philosophiques , appliquées aux objets les plus importans qu'elles puissent embrasser , à l'analyse si difficile de l'intelligence humaine , aux questions de l'origine des idées , de l'influence des signes sur les opérations de l'esprit , etc. Un livre tel que celui-ci doit être lu en l'étudiant ; on en profiterait mal , on ne l'aurait pas compris , si on ne prenait pas la précaution

d'avancer lentement , et de s'assurer à chaque pas qu'on n'est pas resté en arrière de la pensée de l'auteur. L'éducation des sourds-muets de naissance , ainsi que celle des aveugles-nés, offrent des moyens d'analyse expérimentale que l'on n'eût pu faire , si la nature n'eût pas mis sous nos yeux quelques individus privés de l'un de nos sens. Il n'est pas au pouvoir de ceux qui les possèdent tous de faire abstraction d'un seul , d'isoler de l'impression totale la part d'effet que chaque sens, chaque faculté y a produit ; et même , avec les observations que nous pouvons faire sur les individus dont l'organisation est incomplète , et qui manquent de l'un de nos moyens de connaître , nous sommes encore très-exposés à nous méprendre sur l'effet de ces analyses naturelles , entraînés comme nous le sommes par les notions auxquelles tous nos sens ont participé. L'éducation des sourds et des aveugles de naissance n'est donc pas seulement un dédommagement offert à des êtres maltraités par la nature ; en multipliant et perfectionnant les connaissances sur les phénomènes de l'intelligence , elle prépare l'amélioration des méthodes d'enseignement , de tous les instrumens de la pensée , et peut ouvrir des routes nouvelles pour le perfectionnement des sciences. Cependant l'économie publique ne considère les recherches de cette nature que par rapport aux résultats applicables aux institutions sociales ; ainsi , nous nous bornerons à ces résultats , sans examiner par quelle voie l'auteur y est parvenu. Comme l'ouvrage est divisé en trois parties dont la première est théorique , et n'expose que les principes généraux et philosophiques de l'art qu'il s'agit de faire connaître , c'est des deux autres parties que nous devons nous occuper. Ceux de nos lecteurs qui voudront connaître , au moins par une analyse exacte , cette première partie de l'ouvrage , trouveront ce qui leur convient dans le premier article de M. SILVESTRE DE SACY, inséré dans le *Journal des savans* (juin , 1828).

M. Degérando , procédant suivant l'ordre des temps , et par conséquent des découvertes et des observations , trace d'abord l'histoire des établissemens formés en Allemagne , en Suisse , en Hollande , en Danemarck , en Angleterre , aux États-Unis , en Espagne , en Italie , en France , pour l'éducation des sourds-muets , et compare , dans la troisième partie , les méthodes d'instruction suivies dans ces diverses contrées ,

à différentes époques ; il apprécie leurs avantages , signale quelques imperfections , indique les améliorations dont il pense que chacun de ces procédés est susceptible.

L'histoire de l'art d'instruire les sourds - muets commence par des prodiges , avant d'en venir à des faits moins surprenans. Au seizième siècle, don Pedro de Ponce , bénédictin espagnol , cultiva cet art avec tant de succès que « ses élèves , dit-on , parlaient , écrivaient , priaient à haute voix , servaient la messe , se confessaient , parlaient grec , latin , italien , raisonnaient très-bien sur la physique , l'astronomie. » On ne sait si de tels élèves ne méritent pas autant d'admiration que leur instituteur. En nous rapprochant de notre époque , nous ne trouvons plus de merveilles , mais des fruits de longues études ; l'abbé de l'Épée , ses signes méthodiques et sa pantomime artificielle ouvrent ces véritables annales de l'art ; l'abbé Sicard y apparaît ensuite avec plus d'éclat , et lègue à ses successeurs un dépôt de conuaissances qui s'accroît de jour en jour , en suivant la route tracée par ce vénérable philosophe. Cette histoire est extrêmement riche en faits , et forme une partie considérable de tout l'ouvrage ; l'auteur n'a laissé que peu de choses à glaner , s'il n'a pas entièrement achevé cette immense collection.

Après avoir exposé la statistique de l'art dans les diverses contrées où il est cultivé , M. Degérando passe à la troisième partie de son ouvrage , dont l'objet est de comparer entre eux les différens systèmes d'instruction des sourds-muets , et de mettre sur la voie des perfectionnemens que l'on peut y introduire. Il divise l'art en deux parties , l'une matérielle (connaissance et choix des instrumens pour suppléer à la parole) , et l'autre philosophique et grammaticale , dont le but est de faire comprendre le sens des mots et d'enseigner les lois de leurs combinaisons. Il paraît que les instituteurs peuvent obtenir des résultats peu différens , quoiqu'ils ne s'accordent point sur ces deux parties de leur art. Quant à la première partie , comme on ne peut éviter de laisser beaucoup d'arbitraire dans le choix des signes destinés à tenir lieu de la parole , les dissidences ne sont peut-être que l'effet de cette liberté de chiosir : mais dans la seconde partie , si les doctrines philosophiques ne sont pas d'accord , c'est parce qu'un mélange d'erreurs altère la vérité. Mais les notions dont il s'agit

ne sont pas aussi claires que des théorèmes de mathématiques, aussi précises que celles des objets auxquels nous pouvons appliquer la mesure; et malheureusement le degré de clarté qu'elles peuvent avoir dans les meilleurs esprits est la limite de la certitude que peuvent atteindre les sciences diverses qui fournissent à l'économie publique ses méthodes ou ses données. Le plus haut degré de lucidité et de conviction leur est refusé; et dans les régions où elles pourront en approcher, elles auront besoin de l'appui des mathématiques. On ne sera donc pas surpris de voir que les institutions des sourds-muets ont suivi des routes différentes, même en ce qui constitue la partie philosophique de leur art. « Les uns, dit M. Degérando, ont pensé que l'enseignement de la langue devait être partagé pour le sourd-muet, comme pour l'enfant ordinaire, en deux branches distinctes et successives; l'une, celle de l'enseignement purement pratique, fondée sur l'usage et les circonstances; l'autre, celle de l'enseignement classique, fondé sur les règles et l'analyse. D'autres se sont, au contraire, proposés de réunir à la fois, pour le sourd-muet, ce double enseignement; d'éclairer, dès le début, l'adoption et l'emploi de la langue par l'explication des lois qui président à sa formation. » D'autres encore ont plus ou moins réuni ces deux manières de procéder, en prenant dans chacune ce qui était plus conforme à leur système philosophique sur l'entendement humain. Mais en considérant l'art en lui-même, et non la manière dont il est pratiqué, l'auteur pense qu'on peut le concevoir sous quatre formes différentes et progressives, graduées de la manière suivante :

1°. L'écriture, assistée de la dactylologie, des signes mimiques propres aux sourds-muets, et quelquefois aussi du dessin;

2°. et 3°. La parole artificielle, accompagnée de l'art de lire sur les lèvres, ou bien le langage de signes méthodiques créés par l'instituteur;

4°. L'emploi simultané de tous ces moyens.

Nous ne pourrions entreprendre de suivre l'auteur dans l'exposition de ces quatre états successifs de l'art qu'il enseigne; ces recherches nous écarteraient de notre objet. Mais quelques-unes des observations auxquelles l'instruction des sourds-muets a donné lieu sont applicables à l'instruction commune, et rentrent par conséquent dans le domaine de

l'économie publique. Telle est, par exemple, cette maxime, que M. Degérando n'adopte que pour les sourds-muets, mais qui est certainement une vérité générale, c'est que si l'on veut suivre une marche conforme à celle de l'esprit humain, l'enseignement d'une langue doit être divisé en deux parties; l'une, commune à tous, et suffisante pour le plus grand nombre, pour tous ceux qui ne seront pas appelés aux études scientifiques; l'autre sera réservée aux élèves qui devront parcourir toute la carrière; c'est à cette section que les secrets de sciences seront révélés.

Les estimables travaux de M. Degérando contribueront certainement au bonheur des hommes qu'ils rendent capables de toutes les communications intellectuelles, et à l'instruction de ceux qui ne sont privés d'aucun sens, aux progrès de la véritable philosophie.

FERRY.

101. LEÇONS SUR LES PRISONS, présentées en forme de cours au public de Berlin, en l'année 1827, par le Dr. N. - H. JULIUS; ouvrage traduit de l'allemand, par H. LAGARMITTE, avocat, accompagné de plusieurs notes du traducteur et de M. MITTERMAIER, professeur à l'université de Heidelberg, 2 vol. in-8°. de xxxiv-440 et 502, avec 4 pl. lithogr. Paris, 1831; Levraut. — Strasbourg, le même.

Nous avons fait connaître des premiers en France, et avec un grand détail, cet important ouvrage de notre savant ami M. le Dr. Julius; nous croyons donc superflu d'en donner une seconde fois l'analyse, et nous nous bornerons, sous ce rapport, à renvoyer nos lecteurs à l'excellent article qu'en a donné l'un de nos plus consciencieux collaborateurs. (*Voy. le Bullet.*, tom. VIII, n°. 336.) Mais, en applaudissant à la publication de la traduction de cet ouvrage qui vient de paraître, nous devons en faire connaître le mérite et l'intérêt, et montrer à nos lecteurs ce qu'elle ajoute à l'ouvrage original; c'est à cela que doit se borner notre tâche dans cet article.

Le traducteur, dans une introduction étendue s'attache à ajouter de nouvelles considérations et de nouveaux motifs à ceux qu'a développés M. Julius pour prouver l'urgence de la réforme de nos prisons et de l'établissement d'un système pénitentiaire qui nous manque. Il rappelle les travaux de

M. Charles Lucas, de M. Villermé, et les rapports de la justice criminelle constatant l'énorme proportion des récidives.

« Substituer au système actuel des prisons le système pénitentiaire, telle est la formule sous laquelle, dit M. Lagarmitte, se présentent les vœux des nombreux partisans de l'amélioration.

» Cette formule est-elle aussi claire qu'elle le paraît au premier abord ? La différence entre les établissements pénitentiaires et les prisons qui ne portent pas ces noms, est-elle si simple et si tranchée, qu'elle se présente d'elle-même aux personnes les moins versées dans la matière ? » Telles sont les questions que s'adresse le traducteur et qu'il examine.

Il passe en revue les divers établissements qui, dans divers pays, servent à la détention des condamnés, et il précise le principe qui, dans chacun de ces pays, sert de base au système qui y est adopté ; il arrive à cette conclusion que l'on peut représenter par les formules suivantes les quatre principes qui sont la base de ce système suivant les pays.

1°. Privation de liberté, avec des accessoires destinés à aggraver la punition des détenus et à effrayer ceux qui seraient tentés de les imiter ;

2°. Privation de liberté, sans accessoires aggravans, mais aussi sans amélioration positive du physique ou du moral des détenus ;

3°. Privation de liberté, avec amélioration positive du physique des détenus ;

4°. Privation de liberté, avec amélioration positive du moral des détenus.

C'est la domination exclusive de l'un des quatre principes qui se partagent aujourd'hui l'administration des prisons. Les deux premiers peuvent être regardés comme ayant fait leur temps ; s'ils existent encore en pratique ils ne sont plus avancés en théorie, ce sont des vestiges d'une époque antérieure ; c'est entre les deux derniers principes que s'engagerait la lutte, s'il devait en exister une, et la question se réduit à savoir : 1°. *si l'état doit consacrer ses soins à la régénération des coupables*, ou seulement leur fournir les occasions de s'améliorer.

La première de ces deux opinions a triomphé aujourd'hui

en Angleterre, en Prusse, aux États-Unis. MM. Livingston et Charles Lucas l'ont entendu d'une manière plus large.

M. Lagarmitte fait observer, avec raison, que chez nous la réforme des prisons doit coïncider avec la révision générale de nos lois criminelles. Il faut voir si cette réforme se fera sous l'empire du système actuel de terrification, ou sous celui de l'amélioration morale; c'est à la combinaison de ces deux principes, comme la propose M. Charles Lucas, *intimidation et amélioration morales*, que M. Lagarmitte paraît donner la préférence, et cet avis sera suivi par tous les hommes qui joignent aux connaissances théoriques l'expérience et les vues d'application.

Quelques notes du traducteur se remarquent à l'introduction de M. Julius qui occupe presque la moitié du 1^{er}. volume, et qui est destinée à rassembler tous les faits dont il s'appuie dans les leçons, au nombre de douze, qui forment le corps de son ouvrage. Parmi ces notes nous citerons celle (pag. 71) sur le classement des provinces de la Prusse, d'après les crimes contre les personnes et contre les propriétés.

L'*appendice*, qui occupe plus de la moitié du 2^e. volume, contient d'abord vingt et une notes de M. Julius dont nous citerons les principales : *sur la législation pénale de l'Angleterre; état dans lequel se trouvent les déportés dans la Nouvelle-Galles du sud; propositions de Jérémie Bentham sur un mode nouveau et économique d'occuper et d'améliorer les criminels; dépravation des détenus dans les prisons; description des pénitenciers de Pensylvanie et de Milbank, etc.*

On y trouve ensuite deux notes du célèbre professeur Mittermaier, savoir : *Considérations sur le pénitencier de Genève; description raisonnée du bagne de Toulon*, qui méritent, celle-ci surtout, d'être méditées par l'autorité aux soins de laquelle les bagnes sont confiés.

Les notes de M. Lagarmitte occupent les 150 dernières pages du 2^e. volume. Elles se composent :

1°. D'une *Histoire de l'administration des prisons en Allemagne*, perfectionnemens introduits depuis 20 ans, tableau de leur état actuel;

2°. Notes sur les prisons de Londres et de la contrée

environnante, composées d'après les nouveaux rapports publiés par le comité de la chambre des communes ;

3°. Notes sur les pontons d'Angleterre. Interrogatoire de M. Capper, inspecteur en chef des pontons, par le comité d'enquête ;

4°. Statistique des prisons belges et hollandaises ;

5°. Rapport sur l'administration de la justice criminelle dans le royaume de Danemark, pendant l'année 1828.

Ces documens importans, présentés avec tout le développement qu'ils comportent, ajoutent à l'importance et à l'intérêt de l'ouvrage de M. Julius, et sont un double titre à la reconnaissance que mérite le savant traducteur auquel nous devons la traduction de cet ouvrage. F.

VOYAGES.

102. VOYAGE DE LA CORVETTE L'ASTROLABE, exécuté sous le commandement de M. le capitaine de vaisseau DUMONT D'URVILLE. — PARTIE HISTORIQUE, livraison XVI à XVIII. (*Voy. le Bulletin*, tom. XXV, n°. 145.)

Nous nous bornons aujourd'hui à la simple annonce de la publication de ces livraisons de l'atlas, dont il nous serait impossible d'énumérer le grand nombre de sujets qu'elles représentent. Les monumens, les vues de paysages et de lieux habités ; les portraits, les costumes, les bâtimens, les instrumens de tous genres, composent une suite aussi variée que bien exécutée de tout ce qui a pu fixer l'attention de tous les officiers de cette brillante expédition. D.

103. VOYAGE AUTOUR DU MONDE, fait par ordre du roi, sous le commandement de M. LOUIS DE FREYCINET. — HISTORIQUE. Livraisons XVII, XVIII, XIX. (*Voyez le Bulletin*, tom. XXI, n°. 35.)

Ces trois nouvelles livraisons sont principalement consacrées à l'île Guans, aux îles Sandwich et à la Nouvelle-Hollande. On y voit le portrait et le costume de plusieurs femmes de l'île Guans, la représentation des travaux agricoles dans cette île, un malheureux attaqué d'éléphantiasis, un autre couvert de la lèpre tuberculeuse, aux îles Mariannes.

La vue du Morai ou tombeau du roi , des vues de maisons des îles Sandwich , divers portraits des insulaires de ces îles ; la vue de la cérémonie du baptême du premier ministre , à bord de l'*Uranie*.

Dans la Nouvelle-Hollande , le plan de Sidney, celui du comté de Cumberland ; les vues de l'église et de la maison du gouverneur , à Paramatta ; une vue de la rivière Waragamba, dans les montagnes bleues.

La fin de ce bel ouvrage approche , nous donnerons sous peu à nos lecteurs une analyse de la partie descriptive , pour leur en faire apprécier le haut intérêt. D.

104. ITINÉRAIRE DESCRIPTIF DE LA FRANCE , ou Géographie complète , historique et pittoresque de ce royaume , par ordre de routes ; par M. VAYSSE DE VILLIERS , ancien inspecteur des postes , etc.

RÉGION DU SUD. *Route de Paris à Toulouse* , 1^{re}. partie , contenant : première route , par Orléans , Châteauroux , Limoges , Cahors , Montauban ; deuxième route , par Clermont , Rodez , Alby ; description de Toulouse. In-8°. de iv et 287 p. , avec une carte. Prix : 5 fr. Paris , 1830 , Jules Renouard.

Route de Paris aux deux Bagnères , Barèges et autres eaux des Pyrénées , 1^{re}. partie. In-8°. de 240 p. , avec une carte. Prix : 5 fr. Paris , 1830 ; le même.

RÉGION DU NORD-OUEST. *Route de Paris à Rouen , au Havre , Honfleur , Dieppe* , etc. In-8°. de 348 p. Prix : 5 fr. Paris , 1830 ; le même.

La réputation de cet utile ouvrage est faite depuis longtemps , son plan est connu , et il serait superflu d'en donner une idée à nos lecteurs. Aucun livre peut-être n'a pu être contrôlé par plus de gens et avec plus de soin , et sa réputation s'en est accrue. Quel est en effet le voyageur qui , avant de se mettre en route , ne s'est pas muni de l'itinéraire de M. Vaysse de Villiers , pour la route qu'il allait parcourir , et ne lui a pas dû une partie des agrémens de son voyage , hormis ceux qui devaient suivre une route dont l'itinéraire n'était point encore publié ? car bien que cet ouvrage soit déjà parvenu à former une collection de 14 volumes , de

1815 à 1823, elle n'est encore qu'à moitié environ. Les routes du N., du N.-E., de l'E., ne sont point encore publiées. Et c'est une bonne nouvelle pour les personnes qui voyagent souvent, que de leur annoncer la reprise d'une publication interrompue pendant plusieurs années, et qui reprend pour ne plus se discontinuer sans doute.

Le même soin, le même intérêt se remarque dans les nouvelles routes que nous annonçons : l'auteur a consulté et mis à contribution les statistiques locales, les dissertations, les ouvrages publiés sur les points intéressans de la route qu'il parcourt. On lira avec plaisir la description de la nouvelle route encore peu connue, et si pittoresque, de Clermont à Toulouse; par Saint-Flour, Rodez et Alby; la description de Toulouse; et les personnes qui ont visité les eaux des Pyrénées, apprendront encore sur ces montagnes des particularités intéressantes, et regretteront de n'avoir pas eu pour guide M. Vaysse de Villiers. Enfin les deux routes si connues de Rouen offrent tant de renseignemens précis et curieux, qu'il y a beaucoup d'apparence que les habitués de cette route auront beaucoup à gagner encore, en la parcourant de nouveau le livre de M. de Villiers à la main. D.

105. AUSFLUG AN DEN NIEDERRHEIN UND NACH BELGIEN, etc.—Excursion faite sur le Bas-Rhin et en Belgique, dans l'année 1828; par Jeanne SCHOPENHAUER. 2 vol. in-12 de 316 et 319 p. Leipzig, 1831; Brockhaus.

Madame Schopenhauer décrit des pays que fréquentent un grand nombre de voyageurs; elle part d'Erfurt, où elle rappelle quelques anecdotes du séjour de Napoléon, qui y fit jouer, comme on sait, la tragédie par les acteurs du Théâtre-Français, devant un parterre de rois. L'auteur s'arrête à Francfort pour signaler quelques collections de tableaux; les beaux-arts sont en général son principal but dans ce voyage. Elle décrit très-agréablement une fête champêtre qui a lieu à la Pentecôte, et à laquelle tous les habitans de Francfort s'empressent de prendre part.

A Mayence, madame Schopenhauer s'embarque sur le bateau à vapeur qui, dans la belle saison, se rend tous les jours à Cologne; elle décrit en détail tout l'arrangement d'un bateau à vapeur; comme il y a maintenant de ces bateaux partout,

la description donnée par l'auteur ne paraîtra pas neuve à beaucoup de personnes. L'auteur descend le Rhin jusqu'à Plitterdorf, aux environs de Bonn, et il fait quelque séjour à Godesberg, lieu agréablement situé, qui a des eaux légèrement minérales. Des Allemands et des Anglais y viennent dans la belle saison. L'auteur s'amuse à tracer un tableau un peu ironique des voyages des familles anglaises sur le continent. De Godesberg à Bonn le chemin passe entre des arbres fruitiers et des vignobles. Bonn s'embellit de plus en plus, grâce à son université; à l'exception de Heidelberg, il n'y a pas d'université en Allemagne qui soit située dans une contrée aussi agréable.

Cologne occupe notre voyageur long-temps; il parle de la fameuse cathédrale, ouvrage gigantesque qui ne sera jamais achevé, de l'église de Sainte-Marie, de celle de Sainte-Ursule, de l'édifice appelé Gürzenich, qui sert aux réunions publiques; de la collection d'antiquités formée par un zélé ami des arts, nommé Walraff, et acquise par la ville. Madame Schopenhauer s'étend beaucoup trop sur le carnaval de Cologne qui lui paraît être la plus belle fête populaire, quoique dans le fait on trouve quelque chose de semblable dans toutes les villes où les amusemens sont rares, et où l'on s'amuse par conséquent au carnaval pour toute l'année. A entendre madame Schopenhauer, le régime français avait étouffé toute joie dans la ville, et n'avait fait que dépouiller Cologne de ses chefs-d'œuvre; cependant si l'auteur avait voulu prendre la peine de s'informer de ce régime, il aurait appris que sous ce régime des milliers de mendiants ont disparu, et que des milliers d'ouvriers ont trouvé de l'occupation dans les fabriques qui ont remplacé les couvens d'autrefois.

Dans le deuxième volume, madame Schopenhauer nous parle d'abord d'Aix-la-Chapelle, de la cathédrale de Charlemagne, des bains, de la situation agréable de cette ville. L'auteur passe à Liège et fait une description intéressante de la vallée de la Meuse. Il fait un chapitre sur le champ de bataille de Waterloo, et nous entretient ensuite de Bruxelles, dont la population est flattée un peu aux dépens de celle de Paris. Nous présumons que l'auteur n'a pas aussi bien observé la dernière que celle de Bruxelles. Dans les villes de la Belgique, madame Schopenhauer recherche surtout les

collections de tableaux ; aussi est-ce l'objet sur lequel elle donne les détails les moins connus. Elle décrit toutes celles qu'elles a vues , tant à Bruxelles qu'à Gand, Bruges, Anvers, Louvain. L'auteur rend hommage au goût des arts qui s'est conservé dans le Brabant et la Flandre , depuis les temps de la grande splendeur de ces provinces. Il ne peut assez déplorer ce qu'il appelle leur aveuglement , lorsqu'elles se sont soustraites à l'autorité du roi des Pays-Bas. Il prétend qu'elles étaient parfaitement heureuses sous ce régime , et qu'il ne leur manquait rien. A cet égard madame Schopenhauer nous permettra de lui faire observer qu'un voyageur qui se contente de l'entretien des aubergistes , et de là visite de quelques amateurs de tableaux , n'est pas compétent pour juger de ce qui peut avoir engagé une nation à changer de gouvernement. Assurément si la Belgique avait été parfaitement heureuse , l'insurrection n'aurait point eu de succès.

Nous devons rendre au reste, justice au style de l'auteur : il est plein d'intérêt. Peu de voyageurs allemands ont écrit les relations de leur voyage avec autant d'agrément. Celle de madame Schopenhauer est parfaitement écrite , et voilà ce qui fait que ce voyage , dans des pays si connus , excite et entretient jusqu'au bout la curiosité du lecteur. D—G.

106. BIBLICAL RESEARCHES AND TRAVELS IN RUSSIA , etc. — Recherches bibliques et voyages en Russie , en Crimée , et dans le Caucase , avec des observations sur l'état des Juifs rabbiniques et karaïtes , les mahométans et les tribus païennes des provinces méridionales de l'empire russe ; par E. HENDERSON. In-8°. de 538 pages. Londres, 1826. (*Monthly Review* ; oct. 1826 , p. 113.)

M. le docteur Henderson , membre zélé de la Société biblique de Londres , a séjourné onze mois en Russie , et une partie de ce temps lui fut enlevé par une grave maladie. Il n'est donc pas étonnant que ses observations soient un peu superficielles , lorsqu'elles portent sur des objets étrangers à sa mission. Mais les peintures énergiques des haines religieuses abondent dans son livre ; on peut en juger par ce dicton des Juifs *rabbinistes* , ennemis déclarés des Juifs *karaïtes* : *Si un chrétien est en danger de se noyer , qu'on fasse*

un pont avec des karaïtes, pour aller à son secours. D'autres scènes, dont l'auteur fut témoin, attirent aussi l'attention du lecteur : telles sont, par exemple, l'émigration d'une troupe de Moldaves, Valaques, Serviens, etc., fuyant la barbarie des Turcs, et venant, avec tous leurs animaux domestiques, y compris les chiens et les chats, se réfugier en Russie ; la description de Varnitza, célèbre par l'espèce de siège que Charles XII y soutint contre les Turcs, etc.

Quelques faits d'histoire naturelle ont aussi trouvé place au milieu des observations du missionnaire ; mais les descriptions qu'il en donne ne sont pas suffisantes pour que les naturalistes en tirent des matériaux pour la science.

107. EXPÉDITION SCIENTIFIQUE DE MORÉE, entreprise et publiée par ordre du gouvernement français. (*Extrait du Prospectus*.)

Ce grand ouvrage sera composé de deux parties, l'une des *sciences physiques*, dirigée par M. le colonel BORY DE SAINT-VINCENT, membre de l'Institut ; et l'autre d'*architecture, sculptures, inscriptions* et vues du Péloponèse, des Cyclades et de l'Attique, sous la direction de MM. Abel BLOUET, architecte, et Félix TRÉZEL, membre de la section d'archéologie en Morée.

La première partie sera publiée en 25 livraisons, dont l'ensemble formera 3 vol. grand in-4°. et un atlas in-folio de 100 planches au moins. Chaque livraison sera de 6 à 7 feuilles de texte, et de 4 à 5 planches. Prix, 12 fr. Les publications seront faites régulièrement, de mois en mois, à partir de novembre.

M. Bory de Saint-Vincent a eu pour collaborateurs MM. Sexius DELAUNAY, VIRLET, PUILLOIN DE BOBLAYE, Isidore GEOFFROY SAINT-HILAIRE, VALENCIENNES, DESHAYES, GUÉRIN, BRULLÉ, CHAUBARD, Adolphe BRONGNIART et FAUCHÉ. La carte de la Morée a été dressée par M. LAPIE, et gravée au dépôt de la guerre.

La seconde partie, imprimée par MM. Firmin Didot, sera composée de 46 livraisons de 6 planches in-folio chacune, avec leur texte. Les publications auront lieu de six semaines en six semaines, à dater du 15 septembre. Le prix de la livraison est de 12 fr.

Cet ouvrage, de 280 planches et 200 pages de texte, formera 3 volumes de 20 pouces et demi de haut sur 14 et demi de large. Les monumens en ruines, mais encore susceptibles d'être restitués, seront donnés tels qu'on les suppose dans leur état primitif; on indiquera toutefois ce qui sera de restitution. Des vues rigoureusement exactes des plus beaux monumens accompagneront les dessins réguliers; on y joindra plusieurs vues remarquables par leur effet pittoresque, ou leur intérêt historique. Quelques petits édifices du moyen âge entreront dans les trois ou quatre premières livraisons.

On souscrit, pour ces deux parties (qui peuvent être séparées), chez F.-G. Levrault, à Paris et à Strasbourg, et chez les principaux libraires de France et de l'étranger.

108. VOYAGE AUX INDES-ORIENTALES, PAR LE NORD DE L'EUROPE, LES PROVINCES DU CAUCASE, LA GÉORGIE, L'ARMÉNIE ET LA PERSE, suivi de détails topographiques, statistiques et autres sur le Pégou, les îles de Java, de Maurice et de Bourbon, sur le cap de Bonne-Espérance et Sainte-Hélène, pendant les années 1825, 1826, 1827, 1828 et 1829; publié sous les auspices de LL. EE. MM. le baron d'Haussez, ministre de la marine, et le baron de Montbel, ministre de l'intérieur; par M. CHARLES BÉLANGER, Chevalier de l'Ordre impérial du Lion et du Soleil de Perse, Naturaliste-Directeur du Jardin royal de Pondichéry, membre de plusieurs Sociétés savantes. 8 volumes grand in-8., accompagnés de 3 atlas grand in-4°, formant au moins 200 planches, dont 90 environ coloriées. Ouvrage dédié au roi. Paris, Arthus Bertrand. (*Extrait du prospectus.*)

Les rapports faits à l'Académie des sciences et des inscriptions (1) ainsi qu'à la Société Asiatique, en émettant le vœu qu'une prompt publication mette bientôt le monde savant et littéraire à même de jouir des observations faites par un voyageur aussi laborieux que M. Bélanger, et de profiter des riches et nombreuses collections qu'il a formées, s'expriment en des termes trop favorables pour ne pas donner une haute opinion des résultats importans obtenus dans le cours des voyages de ce savant naturaliste. En effet, peu

(1) Voyez les *Moniteurs* des 5 et 10 octobre 1829.

de voyageurs ont parcouru une plus grande étendue de pays, visité des contrées plus variées et offrant plus d'intérêt; ajoutons encore que bien peu se sont trouvés dans une position aussi avantageuse pour tirer parti de leurs voyages.

Chargé par le gouvernement d'aller établir à Pondichéry un vaste jardin botanique destiné à être l'entrepôt des richesses végétales de l'Indostan, M. Bélanger partit de Paris le 9 janvier 1825, accompagnant M. le vicomte E. Desbassyns de Richemont, administrateur général de nos établissemens dans l'Inde, qui se rendait par terre à sa destination, et qui était chargé d'une mission auprès de la cour de Perse.

Ce voyage, qui, à notre connaissance, n'a été entrepris par aucun Français depuis plusieurs siècles, doit faire époque dans celui-ci, et inspirera d'autant plus d'intérêt, que la situation de M. le vicomte Desbassyns a fourni à M. Bélanger l'occasion d'observer mille faits curieux que dans toute autre circonstance il n'aurait pu recueillir.

HISTOIRE DU VOYAGE. Cette partie présente d'autant plus d'intérêt que les différens voyages de M. Bélanger se rattachent à des époques importantes, en raison des événemens qui les ont signalées. M. Bélanger, en se livrant à l'étude de l'histoire naturelle, de l'agriculture, de la médecine et des arts, ne négligeant rien de ce qui pouvait éclaircir la géographie et la statistique des pays qu'il explorait, s'est livré également à l'étude des diverses races humaines qui les peuplent; il en a observé les nuances, le langage, le caractère et les mœurs; et il possède aussi une collection d'armes et de machines, un grand nombre de dessins représentant des vues, des monumens, des portraits, des costumes, et des instrumens employés dans les arts, ainsi que des plans et cartes détaillés, qui doivent augmenter l'importance de sa relation historique.

C'est dans cette division de l'ouvrage que sont placés tous les travaux archéologiques et ethnographiques de l'auteur, ainsi que les vocabulaires des langues recueillis par lui dans les parties de l'Asie qu'il a visitées: le célèbre orientaliste, M. KLAPROTH, veut bien se charger de la publication de ces matériaux, qu'il enrichira de considérations d'une haute

importance sur la philologie des contrées orientales, et sur les progrès de la littérature des peuples de l'Asie.

Cette partie du voyage sera publiée en 6 volumes grand in-8°, accompagnés d'un atlas de 100 planches grand in-4°, lithographiées par les premiers artistes, dont 46 coloriées. Les cartes, les plans, les paysages, les vues, les portraits, les costumes, armes ou ustensiles, etc., sont extraits des cartons de M. Bélanger, qui s'est procuré tous ces dessins avec le secours des dessinateurs indiens, ou par les communications qui lui en ont été faites; un grand nombre seront exécutés ici sur les objets eux-mêmes, rapportés par lui.

ZOOLOGIE. M. Cuvier ayant rendu compte à l'Académie des sciences des collections et des manuscrits zoologiques de M. Bélanger, il est inutile de recommander à l'attention du public un travail qui a obtenu les éloges de cet illustre naturaliste.

La partie zoologique se composera d'un volume de texte, du même format que les précédens, et d'un atlas de 40 planches, grand in-4°, gravées, imprimées en couleur et terminées au pinceau; 15 planches seront consacrées aux oiseaux et mammifères; 15 aux poissons et reptiles; 4 aux mollusques et polypiers; 4 aux insectes; 2 aux crustacées.

BOTANIQUE. M. de Mirbel a parlé de cette partie de l'ouvrage de M. Bélanger, comme M. Cuvier au sujet de la partie zoologique. L'auteur se réserve la publication entière de ce qui concerne la botanique, à l'exception de quelques familles confiées, pour l'examen et l'analyse, à M. Guillemin, membre de la Société d'histoire naturelle.

Les plantes nouvelles seront seules décrites avec détails; des énumérations complètes, sous forme de catalogue des espèces récoltées dans chaque contrée, donneront une idée de leur flore, et serviront de preuves aux considérations générales sur la géographie botanique de l'Asie, dont M. Bélanger veut faire précéder cette deuxième partie de la publication scientifique; il y joindra aussi un aperçu sur les plantes usuelles de l'Inde et du Pégou.

La partie botanique se composera également d'un volume de texte pareil à celui de la partie zoologique, et d'un atlas de 60 planches grand in-4°, dessinées et gravées au trait,

et dont les détails analytiques les plus minutieux seront terminés.

La partie historique (6 volumes grand in-8°. avec un atlas de 100 planches grand in-4°, dont 46 coloriées) sera divisée en 20 livraisons, composées chacune de 5 planches et de 8 feuilles de texte environ.

La partie zoologique (un volume grand in-8°, avec un atlas de 40 planches grand in-4°, coloriées) sera divisée en 8 livraisons, composées chacune de 5 planches, accompagnées d'un texte explicatif.

La partie botanique (un volume grand in-8°, avec un atlas de 60 planches grand in-4°.) sera divisée en 7 livraisons, composées chacune de 9 planches, accompagnées d'un texte explicatif.

Prix de chaque livraison, en souscrivant à l'ouvrage entier.

Papier grand-raisin superfin satiné, 10 fr.

Papier grand-raisin vélin superfin satiné, tiré à un petit nombre d'exemplaires, 20 fr.

Papier grand-raisin vélin superfin satiné, tiré à quelques exemplaires seulement, format grand in-4°. (même grandeur que les planches), doubles figures, noires et coloriées, avant et avec la lettre, les figures noires tirées sur papier de Chine; exemplaires d'amateurs, 30 fr.

Prix de chaque livraison, en souscrivant séparément à chacune des trois divisions.

Papier grand-raisin superfin satiné, 12 fr.

Papier grand-raisin vélin superfin satiné, 24 fr.

Papier grand-raisin vélin superfin satiné, format grand in-4°, 36 fr.

109. JOURNAL OF A TOUR IN ASIA MINOR, etc. — Journal d'un Voyage en Asie-Mineure, avec des remarques comparatives sur la Géographie ancienne et moderne de ce pays; par W. M. LEAKE. In-8°. de 30-362 pages, avec une Carte de l'Asie mineure. *Lonâres*, 1824.

Quoique nous ayons tardé long-temps à indiquer cet ouvrage comme l'une des meilleures sources où l'on puisse puiser des documens sur la géographie ancienne, nous ne

nous croyons pas dispensés d'acquitter cette dette envers la science et ceux qui la cultivent.

Une partie de ce Journal avait été insérée dans les *Mémoires sur la Turquie*, par M. Walpole ; c'est la relation du Voyage de Constantinople à Konich, et ensuite à l'île de Chypre. M. Leake l'a réunie à l'ensemble de ses observations sur l'Asie mineure. Comme les lieux visités par le voyageur dans ce trajet ont été souvent décrits et peuvent être placés sur les cartes avec assez d'exactitude, nous nous bornerons aux observations sur la partie centrale de l'Asie mineure, contrée moins connue, à cause des obstacles opposés par les habitans aux recherches des explorateurs. L'auteur y fait remarquer un espace de 250 milles de longueur sur 150 milles de largeur, dont les eaux ne se rendent point à la mer par un canal apparent. Des courans dont la source est dans la chaîne du Taurus viennent y former une suite de lacs depuis l'ancienne *Synnada*, en Phrygie, à travers toute la Lycaonie jusqu'à l'extrémité de la *Tyanitis* de Cappadoce. Dans la saison pluvieuse, ces eaux s'étendent sur les plaines, et l'inondation s'étendrait sur une longueur de 200 milles, si elle n'était interrompue par les terrains élevés qui forment les limites des bassins de chaque courant. Dans l'état actuel de cette contrée, l'agriculture ne profite point de ces eaux qu'il serait facile de répandre sur la terre pour la fertiliser, au lieu de la couvrir annuellement, pour la laisser ensuite à découvert, aux dépens de la salubrité du pays.

Outre la position de l'ancienne *Synnada*, M. Leake a reconnu celles de *Laodicée combusta* et de *Polyboton*. Il pense que *Kilisa-Hissar* est la *Dana* de Xénophon ; il reconnaît l'ancienne *Cotyceum* dans la moderne *Kutaiah* ; le nom de *Tabie* est plus altéré dans celui du village actuel de *Dombay*, mais il ne reste aucun doute sur la position de l'ancienne ville. Des inscriptions trouvées dans les décombres mettent le voyageur sur la voie pour découvrir la situation de plusieurs autres lieux dont l'histoire et les itinéraires font mention.

Le voyageur ne pouvait se dispenser de faire une station sur l'emplacement de Troyes, ni d'ajouter une dissertation à toutes celles que l'on a déjà sur le royaume de Priam, et d'ajouter ses conjectures à celles de ses nombreux devanciers.

Dans l'état actuel des recherches, il est impossible de dire si nos connaissances sur ce lieu fameux avancent et prennent un caractère de certitude, ou si les ténèbres s'épaississent en raison du nombre des voyageurs et de leurs discordans rapports. Des observations sur les temples de l'Asie mineure, comparés à ceux de la Grèce, terminent cet ouvrage où le savoir de l'antiquaire peut être mis à contribution par les historiens et les artistes, aussi bien que par les géographes.

F-r.

110. BRIEF NARRATIVE, etc. — Relation abrégée de l'ambassade envoyée par le gouverneur général de l'Inde, au roi d'Ava; par un homme qui faisait partie de cette ambassade; Londres, 1827.

Cette narration en rappelle une autre qui est presque oubliée maintenant, celle que l'abbé de Choisy nous a donnée de l'ambassade envoyée au roi de Siam par Louis XIV. Les deux historiens ont parlé le plus longuement de ce qu'il importait le moins de nous apprendre. Des cérémonies d'étiquette, la nomenclature des présens faits et reçus, etc., voilà les principaux objets dont ils s'occupent. La curiosité du lecteur sera beaucoup plus satisfaite par l'ouvrage, intitulé : *Deux années de séjour à Ava* (Two years in Ava). Mais la *Relation* abrégée contient une notice intéressante sur le nouvel établissement d'Amherst, les forêts qui l'environnent, et qui abondent en bois de construction, et sur les autres productions du sol, qui fourniront des objets d'exportation.

Une notice sur les mines de gemmes du royaume d'Ava ne contient que la nomenclature des pierreries qu'on en retire. Le voyageur ne parle point du gisement de toutes ces richesses. Il se contente aussi d'indiquer les acquisitions botaniques faites par le docteur Wallich, pendant son séjour à Ava; la zoologie du pays n'obtient qu'une très-courte mention; mais sur l'histoire naturelle, ainsi que sur la statistique de cette contrée, les informations plus étendues ne manquent point; l'auteur de cette narration aurait pu se dispenser d'effleurer ce qu'il ne pouvait ou ne voulait point traiter plus longuement.

F-r.

III. VOYAGE EN EGYPTÉ, EN NUBIE ET LIEUX CIRCONVOISINS, depuis 1805 jusqu'en 1827, publié par M. G.-G. RIFAUD, membre de l'Académie royale, de la Société de statistique de Marseille, de la Société de géographie de Paris, etc. : ouvrage accompagné d'un grand nombre de planches représentant les monumens de ces contrées, costumes, cérémonies, et l'histoire naturelle ; dédié au roi.

Le prospectus de cet ouvrage qui sera publié par souscription et livraisons successives, rappelle ce que les commissions de la première et de la troisième classe de l'Institut, la commission d'Egypte et celles de plusieurs académies et sociétés savantes ont dit dans leurs rapports sur les documens recueillis par M. Rifaud. Il suffira de citer le témoignage de M. Dacier, rapporteur de la troisième section de l'Institut. « Ce voyageur a suivi les bords du Nil, depuis son embouchure jusqu'au-dessus de la seconde cataracte ; il a séjourné sur les côtes de la mer Rouge, et exploré les déserts qui bordent des deux côtés le Delta et le bassin de la Thébàide. Examinant à la fois les institutions civiles et politiques du pays, les mœurs et les coutumes de ses habitans, et les monumens antiques, il a rapporté en France plus de six mille dessins, dont une partie, relative à l'état moderne de l'Egypte, représente des objets d'histoire naturelle, des vues, des costumes, des cérémonies, des fêtes, des bijoux et ornemens de femmes ; enfin, des ustensiles et des instrumens de toutes espèces, avec leurs noms en arabe. Une autre partie offre des sujets hiéroglyphiques, des monumens, des monnaies anciennes, des cartes et plans, des fragmens de mosaïques, etc. »

La partie de ces documens qui vient se joindre à ceux que la commission d'Egypte nous a procurés, sera publiée sous la surveillance de MM. CUVIER, LATREILLE, de FÉRUSAC, DE-CANDOLLE et REMUSAT : M. Rifaud reste chargé de celle qui dépeint les mœurs, les costumes, etc. L'ouvrage sera composé de 5 volumes in-8°. de texte, et d'un atlas in-folio de 300 planches.

Les trois premiers volumes contiendront la narration du voyage, et les documens d'histoire naturelle, de la météorologie de l'Egypte et de la Nubie, des sciences physiques et

archéologiques, de mœurs et de statistique. Les deux autres volumes seront consacrés à l'explication des planches. Le prospectus donne d'avance, sur l'atlas, plusieurs détails d'après lesquels on peut juger que la curiosité y sera satisfaite en même temps que l'érudit y trouvera ce qu'il recherche. Trois volumes in-f°. de 100 planches chacun, formeront ce magnifique recueil de gravures instructives. Trente-trois manuscrits ou scapulaires (bandelettes de formules cabalistiques) seront en *fac simile* dans les volumes de texte, et traduits en français.

Les livraisons du texte seront d'un volume, et celles de l'atlas de 5 planches. Le prix de l'ouvrage sera de 500 fr. A chaque livraison de planches, les souscripteurs, dont la liste sera publiée, auront à donner 8 fr. 35 c.; on souscrit chez l'auteur, rue de Larochefoucauld, n°. 15, et chez les principaux libraires de Paris et des départemens. F.-y.

112. REIZEN IN WEST INDIE. — Voyages aux Indes occidentales et dans une partie de l'Amérique du sud et de l'Amérique du nord; par G.-B. BOSCH; 1^{er}. vol. VIII et 377 pag. in-8°; Utrecht, 1829; Vander Monde. (*De Recensent*; avril 1830, n°. 4 pag. 179.)

Cet ouvrage commence par une description rapide, mais claire et intéressante, du premier voyage de l'auteur aux Indes occidentales. Il fit ce voyage à bord d'une goëlette portugaise avec laquelle il quitta, au mois de janvier 1816, la rade du Texel; il arriva après une traversée de sept semaines sur la côte opposée de l'Océan Atlantique, et alla visiter l'île de Saint-Eustache; il donne une description détaillée de cette île, et s'efforce de justifier, à cette occasion, les Hollandais du reproche d'inhumanité envers leurs esclaves, qui leur a été fait dans divers journaux, et notamment dans une feuille publique rédigée par des Allemands. Il prétend que toutes les cruautés dont on a accusé les Hollandais doivent être attribuées aux Allemands, qui ont toujours été très-nombreux dans les possessions trans-atlantiques de la Hollande.

Après avoir demeuré douze jours à Saint-Eustache, le voyageur continue sa route, et le second jour il arrive à Saint-Martin. Dans cette île le numéraire n'est pas abondant; les médecins reçoivent le montant de leurs honoraire en sucre;

les employés du gouvernement sont traités de la même manière pour leurs émolumens. Comme il n'y a point dans l'île de marché public pour les denrées, lorsqu'il s'agit de tuer une vache, on commence par ouvrir une souscription, et s'il ne se présente pas de souscripteurs en nombre suffisant le projet est abandonné. De Saint-Martin, M. Bosch se rend à Curaçao; le reste du volume est consacré à la description de cette île. Dans un chapitre particulier, l'auteur rend compte d'une excursion qu'il a faite dans la partie occidentale de Curaçao, et dans laquelle il visita diverses plantations, et d'autres localités. A cette occasion, l'auteur entretient le lecteur de la position topographique, de la température, des productions du pays, et des mœurs de ses habitans; il ajoute quelques détails qui font connaître, d'une manière plus particulière, les autres lieux remarquables des Indes occidentales. L'auteur fait la remarque que les incendies ne peuvent prendre aucune intensité dans l'île de Curaçao, et cela par l'effet de l'acide hydrochlorique, qui entre en grande partie dans la composition de l'air atmosphérique.

On trouve ensuite des observations judicieuses sur la langue des habitans de Curaçao, et sur les causes qui ont empêché le protestantisme d'y faire des progrès. Le volume se termine par une histoire de la fondation, du développement et de la décadence de la colonie de Curaçao, elle s'étend depuis la prise de possession de l'île par les Hollandais, jusqu'à l'année 1827.

C. R.

113. I. PRAKTISCHE BELEHRUNGEN UND RATHSCHLÄGE, etc. —

Instruction-pratique et avis pour les voyageurs et ceux qui émigrent pour l'Amérique; par le Dr. E. BRAUNS. 492 p. in 8°. Brunswick, 1829; imprimerie de la maison d'Orphelins.

114. II. SKIZZEN VON AMERIKA. — Esquisses relatives à l'Amérique,

pour servir à l'instruction et à l'amusement des lecteurs, particulièrement de ceux qui voyagent et émigrent en Amérique; par le Dr. E. L. BRAUNS. 408 pag. in-8°. Halberstadt, 1830; Vogler.

Après avoir passé quelques années aux États-Unis, M. Brauns est revenu en Allemagne, et paraît avoir pris à

tâche de guider ceux qui veulent s'établir dans le Nouveau-Monde. Le *Bulletin* a eu occasion de parler des ouvrages que M. Brauns a publiés antérieurement sur cette matière. Les deux ouvrages nouveaux que nous annonçons ont le même but. L'auteur assure qu'il est consulté fréquemment par les Allemands qui veulent émigrer : il connaît donc les points sur lesquels il est essentiel de les guider, et insiste principalement sur ce qui peut leur être d'un usage direct. Ces deux ouvrages se composent de morceaux détachés, et ne sont, à vrai dire, que des recueils de notes et de notices sur l'Amérique.

Le premier contient, ainsi que l'indique le titre, une instruction pratique pour les émigrans allemands. L'auteur évalue les frais du voyage et de premier établissement en Amérique ; il dissipe l'erreur de ceux qui croient que, moyennant une bagatelle, on peut devenir riche propriétaire aux États-Unis. Ce ne sont que les terres stériles ou incultes, ou des propriétés privées de débouchés qui se vendent à bon marché. Les bonnes terres, principalement celles qui se trouvent dans les contrées peuplées, sont très-chères, surtout lorsqu'elles possèdent déjà les édifices nécessaires aux fermiers. Si ces édifices manquent, le colon est obligé de dépenser beaucoup d'argent pour les faire construire : car la main-d'œuvre est très-chère dans ce pays. M. Brauns donne aux voyageurs des règles de diète pour la traversée ; il extrait ensuite des ouvrages anglais de Birkbeck et Melish, des avis sur l'achat des terres et sur le choix d'un emplacement pour ceux qui veulent former aux États-Unis des établissemens agricoles. Le reste du volume consiste en notices diverses utiles aux Allemands ; ce sont, un précis historique des émigrations des Allemands aux États-Unis, des notes sur le collège allemand à Lancaster, en Pensylvanie ; sur l'école allemande de Franke à Philadelphie ; sur les séminaires théologiques de Carlisle et Gettysburg, en Pensylvanie ; et sur la société mosheimienne, à Philadelphie. Une partie de ces notes n'est qu'une réimpression, mais l'éditeur les a accompagnées d'un grand nombre d'observations particulières. La société mosheimienne, dont il vient d'être parlé, est une réunion de pasteurs et de laïcs qui discutent des matières religieuses et philosophiques en langue allemande, et dirigent des écoles de dimanche.

Le second ouvrage, intitulé *Esquisses*, a un but plus

scientifique ; mais il consiste également en notes et extraits. Ce sont d'abord des *idées sur la colonisation*, d'après les auteurs anglais qui ont écrit sur cette matière, puis une *Esquisse sur le Haut-Canada*, d'après John Boutton. Viennent ensuite un extrait des mémoires du comte de Ségur, relatif aux mœurs des Américains du nord ; une notice sur la colonie fondée par lord Selkirk, sur la rivière Rouge, d'après Keating ; un précis des voyages de Franklin sur les côtes de la mer Polaire, dont le *Bulletin* a parlé dans le temps. D'autres articles traitent de l'état de l'Ohio, de la colonie d'*Harmonie*, fondée par le Wurtembergeois Rapp, sur le grand Wabash, dans l'état d'Indiana ; quelques observations incomplètes sur les canaux des États-Unis, sur les antiquités de ce pays et sur les Indiens primitifs. Le reste concerne l'Amérique méridionale ; savoir, la Colombie, le Pérou et le Brésil, et consiste également en extraits de divers ouvrages nouveaux. L'auteur a semé dans ce recueil beaucoup de notes, dans lesquelles il fait preuve d'une grande connaissance de la littérature américaine ; plusieurs de ces notes concernent des objets étrangers à l'Amérique, et auraient dû être omises. Nous y avons remarqué quelques passages peu flatteurs pour la France ; nous doutons que M. Brauns connaisse bien le pays et la nation dont il dit du mal. Ses préventions, puisées probablement dans quelque ouvrage ou quelque journal allemand, ne nous empêcheront pas de rendre justice à son zèle et à ses bonnes intentions. S'il manque à ses ouvrages le mérite de la composition, on ne peut nier néanmoins qu'ils ne contiennent beaucoup de renseignements sur l'Amérique, particulièrement sur les États-Unis. Les Allemands qui émigrent ne pourront faire autrement que de les consulter. M. Brauns voudrait qu'ils conservassent aux États-Unis leur langue et leur nationalité ; mais à moins d'isoler entièrement leurs colonies, ils se fondront insensiblement dans la nation américaine.

D—g.

115. A NARRATIVE OF THE CAPTIVITY AND ADVENTURES OF JOHN TANNER, etc. — Relation de la captivité et des aventures de Jean Tanner, interprète au saut de Sainte-Marie, durant une résidence de trente ans parmi les Indiens, dans l'intérieur de l'Amérique septentrionale ; publiée par Edwin Ja-

mes, M. D., éditeur de l'expédition du major Long. In-8. New-Yorck, 1830; Carvill.

Voilà un livre peu ordinaire, d'un genre tout nouveau, un livre à part, un livre non-seulement rare en son espèce, mais unique. Sont-ce les gravures dont il est orné qui lui donnent du prix? Il n'y en a qu'une. C'est le portrait de l'auteur, et celle-là n'est pas un ornement futile, une superfétation coûteuse, c'est une des pages les plus nécessaires de l'ouvrage. Serait-ce la beauté du papier, la perfection et l'élégance de l'impression qui le font sortir hors des rangs et de la foule? La jeune Amérique aurait-elle déjà surpassé, pour la plus puissante de toutes les industries, la vieille Europe? Les Didot, les Crapelet et les Baudouin auraient-ils déjà dans le nouveau monde des rivaux et des vainqueurs? Nullement. Les caractères de ce livre sont assez nets, mais trop petits pour un in-octavo, pas assez interlinés; la justification forme une page trop longue; le papier est mou, sans consistance et a un œil terne et grisâtre.

Ah! je comprends, ce livre est bien écrit; c'est à l'élégance des phrases que vous donnez ce magnifique éloge.

Point; sans doute, il y a moins qu'on ne pense d'ouvrages dont le style correct, souple et harmonieux, reste toujours approprié au sujet, qui s'élève et s'abaisse au besoin et déploie la puissance de l'écrivain sans laisser aucune trace de ses efforts, semblable à l'oiseau qui plane à différentes hauteurs dans une atmosphère pure et brillante; oui, il y a peu de livres bien écrits, mais enfin il y en a et même en Amérique; mais celui-ci n'est pas de ce genre. C'est un récit fait en style simple, vulgaire, sans élégance et sans coloris, récit qui souvent même manque des développemens nécessaires à sa clarté.

J'y suis : ce sont les aventures extraordinaires, c'est l'intérêt qui s'y attache, la curiosité qu'elles excitent qui, suivant vous, mettent ce livre hors de ligne.

Vous n'y êtes pas davantage. Ces prétendues aventures sur le titre de l'ouvrage dont je veux vous faire connaître le genre de mérite, ne sont que les événemens simples, ordinaires, journaliers, uniformes de la vie sauvage; la chasse à l'ours, au carcajou, au renard; la pêche dans le lac; les pié-

ges tendus au castor ; le trafic des peaux données en échange aux facteurs européens pour des fusils, de la poudre, des couvertures, du tabac et des chevaux ; les détails de batailles meurtrières entre des nations ennemies, ou de combats singuliers entre les membres d'une même tribu ou d'une même famille ; et, enfin, le tableau lugubre et bien souvent répété des horreurs de la famine.

Mais alors, quel est donc le motif de l'importance que vous attachez à cet ouvrage ?

Le voici : c'est qu'il nous fournit des matériaux certains, purs et de bon aloi, pour l'étude la plus importante de toutes aux yeux du philosophe ; celle de cet être à la fois si puissant et si faible, si stupide et si intelligent, si sublime et si abject. C'est la première fois qu'un sauvage a pu nous raconter dans une langue européenne, qui fut celle de son enfance, tous les détails de son existence, tout ce qu'il a vu et entendu, tout ce qu'il a pensé et éprouvé pendant l'espace d'une vie qui avait duré un demi-siècle, lorsque son récit fut mis par écrit et publié. C'est sous ce rapport que j'ai dit que ce livre était unique, et je ne m'en dédis pas.

Vous donc, qui vous plaisez à considérer l'homme sous toutes les modifications qu'il peut recevoir de la nature, voulez-vous connaître l'état au vrai des peuplades qui, sous le climat rigoureux de l'Amérique septentrionale, dédaignent, dans leur sauvage indépendance, l'industrie pastorale et la science agricole ; fermez la naïve correspondance des missionnaires catholiques, le savant père Charlevoix, le spirituel Volney, le poétique Châteaubriand, le romantique Cooper ; mais ouvrez, ouvrez et lisez la relation de Jean Tanner.

De Jean Tanner ! Je me trompe. Si ce n'est dans les deux premières pages, il n'est pas question dans ce livre de Jean Tanner. L'ouvrage entier concerne uniquement celui que la nation des *Odji-bi-Ouais* reconnaît depuis longues années pour un de ses compatriotes sous le nom de *Chá-chá-oua-bi-na-si*, c'est-à-dire le *faucon*. Ils savent qu'il fut élevé parmi eux, qu'il épousa Miskouabounokoua, c'est-à-dire le *ciel rouge du matin* ; qu'il l'abandonna à l'âge de trente-sept ans, pour prendre une autre femme par laquelle il fut à son tour abandonné et trahi. Monsieur Edwin James ! nous vous avons beaucoup d'obligations de la peine

que vous avez prise de recueillir de la bouche du *Faucon* ces curieux récits; de les mettre par écrit tels qu'il vous les a faits; et de les avoir, comme vous le dites sur le titre, préparés pour la presse (*prepared for the press*); mais pourquoi nous parler de Jean Tanner et de sa captivité? vous n'ignorez pas que le *Faucon* s'est enfui encore enfant de la maison paternelle en souhaitant d'être enlevé par les Indiens; vous savez que dès qu'il a atteint l'âge d'homme il a eu vingt occasions d'abandonner la tribu à laquelle il appartenait par une double adoption, et qu'il ne l'a pas voulu, quoiqu'il en fût plusieurs fois sollicité par les Européens. Pendant trente ans, a-t-il reconnu jamais d'autre mère que celle qui l'a reçu pour le nommer son fils, de sa première mère adoptive? A-t-il connu d'autre père que le mari de cette même femme qui l'a élevé et guidé dans son jeune âge? a-t-il connu d'autres frères, d'autres sœurs que les fils et les filles qu'elle avait lorsqu'il commença à faire partie de sa famille? N'est-ce pas par eux tous que sa vie fut protégée et assurée? N'est-ce pas pour eux tous qu'il était toujours prêt à supporter les fatigues de la chasse, à braver les périls de la guerre, et la faim, et la mort? Ce n'est que d'une manière confuse qu'il a gardé quelques souvenirs des lieux qu'il habita dans sa première enfance, et des trois enfans qui avec lui faisaient partie d'une famille à laquelle il appartint par sa naissance, mais non par ses affections. Du père dont il reçut le jour il ne se rappelle que le nom et les mauvais traitemens. La tyrannie exercée par lui par une belle mère n'est restée dans sa pensée que parce qu'elle se rattache à l'époque où il désira s'y soustraire en s'enfuyant chez les Indiens, et où il fut enlevé par eux à l'âge de onze ans. Depuis lors sa mémoire est fidèle, et lui retrace avec une surprenante exactitude son éducation si bien dirigée par l'excellente Nitnokoua, femme vraiment extraordinaire, qui, par la seule supériorité de son intelligence et l'énergie de son caractère, sut acquérir sur toute sa tribu l'autorité d'une reine. Faucon n'oublie pas de rappeler les éloges dont cette mère chérie récompensa ses premiers succès à la chasse, et l'orgueilleuse satisfaction qu'il en ressentit. Tout le passé est reproduit par lui, avec la même sûreté, la même abondance de détails. Ses

agitations et ses croyances ; ses espérances et ses craintes ; ses amitiés et ses haines ; les circonstances de son mariage ; les combats où il s'est trouvé ; ses jours heureux et ses jours malheureux ; ses occupations de chaque saison ; son commerce avec les Européens ; ses approvisionnemens de castors amassés avec tant de peine , et cachés avec tant de soin ; ses navigations sur les lacs ; ses voyages lointains et ses courses nombreuses ; les fêtes et les festins de sa tribu ; il n'omet rien , il n'a rien oublié , pas même un seul des noms des lieux qu'il a visités , ou ceux que l'abondance ou la rareté du gibier l'ont forcé successivement d'habiter et d'abandonner : les lacs Michigan, Winipik, Rainy, le grand lac Supérieur, les rivières Assiniboïn, de l'Élan, de Mianie, le fleuve Missouri ; le mont de la Tortue ; la contrée des Sioux, celle des Potanices ; le Kentucky, les forts Saint-Louis et Clark ; et enfin le saut de Sainte-Marie, et la grande ville de New-York. Ses récits sont toujours vrais, mais non pas toujours sincères et entiers. Il confesse sans honte et sans scrupule des actes d'une férocité révoltante , et il se tait sur plusieurs faits essentiels de son intérieur domestique. Il se montre en tout semblable aux Indiens chez lesquels il fut naturalisé. Gardant long-temps, gardant toujours le souvenir d'une injure, ou celui d'un bienfait, ardent et persévérant dans ses ressentimens et dans ses vengeances ; constant et dévoué dans sa fidélité et dans sa reconnaissance ; crédule et défiant ; patient et impétueux. S'il s'est rapproché des Européens, s'il a consenti à se mettre en quelque sorte à leurs gages, ne croyez pas qu'il soit pour cela changé, il s'est montré parmi eux comme dans ses forêts, ennemi de toute contrainte, et rebelle aux usages de la civilisation : mais l'âge et les blessures qu'il a reçues ne lui ont pas laissé assez de vigueur et d'agilité pour subvenir par la chasse et la pêche à sa nourriture et celle de sa famille. Il a fait retraite dans un comptoir de marchand, comme un soldat qui entre aux Invalides, quand il ne peut plus supporter la marche ou le bivouac. Parmi ses enfans trois ont refusé de l'accompagner chez les Blancs. Le plus âgé est un fils, qui, d'après son propre aveu, a mené trop long-temps la vie de chasseur pour qu'on puisse espérer de la lui faire abandonner. Tanner comptait tenter

un dernier effort auprès de ses deux filles, et voulait, pour les ramener, retourner encore parmi les Indiens, ses compatriotes. Plaise à Dieu, s'il a exécuté ce projet, que le gibier n'ait pas été très-abondant, ou que son fils ne soit pas parvenu à amasser une grande provision de castors, car alors Jean Tanner, avec son habit découpé en languettes anguleuses, sa cravate à gros nœud, son col de chemise monté jusqu'aux oreilles, aura disparu pour faire place à *Faucon*, entouré de ses chiens, le fusil sur l'épaule, enveloppé dans sa couverture de laine, et redevenu ennemi des blancs qui envahissent le territoire de sa nation.

Après le récit de Tanner viennent les opinions de ces sauvages sur l'âme, la vie future, les songes; leurs traditions sur le soleil et la lune; leurs observations sur les astres, une assez longue liste de plantes et d'animaux en langage odjibouai, qui montre l'étendue de leurs connaissances en histoire naturelle, et, enfin, d'intéressans détails sur leur musique et leur poésie. Ils ont des chansons et des cantiques appropriés à toutes les circonstances et à tous les actes de leur vie. Non-seulement ils les récitaient et ils les chantaient; mais ils les écrivent, ou plutôt les gravent sur le bois en figures symboliques destinées à en retracer toutes les paroles. L'intelligence de ces figures est pour eux un objet d'étude, une véritable science, qui a ses professeurs et ses adeptes, et à laquelle plusieurs d'entre eux s'adonnent avec une grande ardeur. Chaque figure forme une phrase ou un verset qu'on apprend à lire sans équivoque, les mêmes signes servant toujours à représenter les mêmes idées qui sont exprimées par les mêmes mots. Quand on considère ces figures, et qu'on en lit la traduction, on est frappé de leur ressemblance avec les hiéroglyphes gravés sur les monumens de l'antique Egypte; et une telle analogie, une si grande similitude dans les procédés de races d'hommes si différentes, séparées par tant d'espace et par tant de siècles, devient un sujet de méditation et de rêverie, dont il est difficile de se distraire.

C. A. WALCKENAEK.

116. EXTRAIT D'UN VOYAGE SUR LA CHAÎNE DES MONTS HIMALAÏA.

A environ 130 milles (43 lieues) en descendant le Setlédj on trouve le village d'Ouangton. On traverse le fleuve au moyen d'un bac. La fureur et le bouillonnement des eaux, qui se précipitant entre deux énormes rochers de granit, présentent au voyageur un tableau imposant et terrible.

De cet endroit et pendant 10 jours nous continuâmes notre route sur la rive droite du Setlédj, et jusqu'à Poué, où se trouve un pont de bois sur la rivière. Les routes sont faites, en ce pays, d'une manière particulière. Tantôt ce sont des degrés creusés sur les flancs des rochers, afin de pouvoir y monter ou en descendre. Ils sont si mal faits qu'il faut beaucoup d'agilité et d'adresse pour y passer. En beaucoup d'endroits il faut grimper la montagne, ou suivre les degrés, car le sentier qui y conduit est fait en pierres taillées si petites qu'à peine y peut-on mettre le pied. Outre le danger de tomber d'une telle hauteur, on a encore à craindre les avalanches qui se détachent souvent de la masse des neiges, et entraînent tout avec elles. Le chemin le plus dangereux est celui où au lieu de degrés on rencontre de grands clous enfoncés dans le rocher, et qui soutiennent un peu, dans cette route, le voyageur aventureux.

Poué, dernier lieu de notre direction vers le nord, n'est qu'à deux petites journées de Tchipke, village sur la frontière chinoise, et le premier sur la route du fameux lac Montoulé, situé aux confins du Basahar, pays soumis à la compagnie anglaise des Indes. Il y a une douane chinoise et des chefs pour veiller à la justice et à la sûreté. Le Setlédj na pas ici la moitié de sa largeur précédente. A Rampour, capitale du Basahar, il n'a que 80 pieds (25 mètres) de large. Il change de nom, et on l'appelle ici Namptoa, nom qui est chinois. En suivant ses rives on entre dans une vallée profonde sur laquelle existe une couche ou pont de glace d'une épaisseur de 6 à 8 mètres, long de deux milles, et qui paraît exister depuis plusieurs siècles. En descendant la rivière il se présente une pente resserrée d'environ 100 mètres de largeur. Au pied de cette pente presque perpendiculaire le Setlédj est extrêmement rapide. A la surface de la glace il y avait une veine assez épaisse de pierre à feu dé-

truite, mêlée avec des gros morceaux tombés du sommet des montagnes. Ne voyant de refuge nulle part, ni de traces d'habitations, nous passâmes la nuit sur la glace, sous un rocher terrible ressemblant à une caverne. Nous étions au nord du grand Himalaïa.

Arrivé à Missoung, village d'un nom chinois, nous y trouvâmes beaucoup de beau raisin. La nuit il tomba une grande quantité de neige. Nous reprîmes la route du terrible Himalaïa. En raison des avalanches, tombant fréquemment de la cime des monts Thym, les habitans nous conseillèrent de ne pas hasarder la traversée par les montagnes. Je n'en fis rien, ne pouvant changer le plan adopté. La route passait d'abord à travers de jolis bouquets de bois et de grandes forêts, puis à travers une vallée magnifique parsemée de fleurs et de diverses plantes rares. Enfin nous atteignîmes les neiges éternelles. Là nous remarquâmes une espèce d'oiseaux ressemblant aux gélinotes. Il ne pleut jamais dans cette contrée, les vapeurs qui s'élèvent, retombent en neiges ou en grêles. Nous en eûmes l'exemple pendant notre séjour. La neige tomba en telle abondance qu'il paraissait impossible de continuer notre route. Le temps ayant changé, nous eûmes de nouveau un ciel pur. Nous sentîmes notre respiration diminuer considérablement, soit en raison de la hauteur énorme où nous nous trouvions, soit à cause d'une herbe très-vénéneuse qui croît en ces parages, sous la neige. Enfin notre faiblesse s'accrut au point de ressentir une gêne dans la respiration, et en outre une espèce de surdité (1). Nous tombions à chaque instant. Le capitaine Hodgson et un de ses compagnons, qui l'année précédente avaient gravi cette montagne éprouvèrent les mêmes symptômes.

Après le coucher du soleil nous nous reposâmes à un demi-mille de la route, ayant fait dans cette journée 8 milles anglais (environ 3 lieues.) avec infiniment de peine. Un froid excessif se fit sentir, et la nuit la plus obscure nous entourait. En vain nous cherchâmes du bois, ou autre substance combustible. Nos vêtemens ne suffisaient pas pour entretenir dans nos corps la chaleur naturelle.

(1) C'est une suite de l'élévation à une grande hauteur. De semblables sensations ont lieu dans les voyages aériens. On ne peut leur attribuer d'autres causes.

(*Note de l'éditeur.*)

Le plus profond silence régnait autour de nous. On ne sentait pas le moindre souffle d'air, et pas un seul nuage n'ombrageait ces rochers. Au delà des sommets des autres monts de neige, très-éloignés, la lune apparaissait dans son plein. Quelques oiseaux au cri plaintif étaient le seul signe de vie dans ce lieu de mort. Nos habits étaient presque gelés sur nos corps, et le bruit tonnant des pierres qui se précipitaient des montagnes nous tenait en alerte continue (1).

Au lever du soleil nous commençâmes à continuer notre route et après des fatigues inouïes, à travers une vallée profonde de neige, nous arrivâmes au haut de la montagne. Il est impossible de décrire les sensations que nous ressentîmes à l'aspect de ce qui nous entourait. C'était l'image du chaos, du commencement, ou de la fin de la nature. Aucun volcan ne peut avoir d'effets plus forts que le froid éternel de ces parages. Il rompait, avec un bruit de tonnerre, les plus fortes masses de rochers et les précipitait dans les profonds abîmes. Ce spectacle de destruction nous frappa d'étonnement. La chute et le tonnerre des rochers furent nos guides. En descendant nous parvîmes à un endroit éclairé par le soleil.

La hauteur de cette montagne est de 2161 $\frac{1}{2}$ sagènes, (5,000 mètres,) au-dessus de la mer. D'autres sommets paraissent encore plus élevés et se perdent dans les nues. (*Aziatski Viestnik* : Courrier asiatique; 1825. 7^e. liv., p. 31.)
D. T.

117. SUR SMYRNE ET SES ENVIRONS. Excursions à Sedikuey, Boodjah et Bournabat. Extrait des manuscrits d'un voyageur. (*Orient. Herald* ; juin 1826, p. 509.)

L'auteur a visité trois villages des environs de Smyrne, où la bonne compagnie est dans l'usage de se rendre, à cause de leur situation pittoresque et riante ; ces villages sont Sedikuey, Boodjah et Bournabat. *Sedikuey*, nom turc, qui signifie le *Village de l'Amour*, est situé sur le penchant d'un long amphithéâtre de collines, ayant devant lui une vaste plaine :

(1) L'auteur est ici en contradiction avec lui-même lorsqu'il parle de silence absolu et de bruit tonnant des pierres, etc.

il jouit de la délicieuse fraîcheur de la brise de mer , qui lui arrive de la baie de Smyrne ; le paysage , de tous côtés , est aussi gracieux qu'imposant. C'est là qu'on trouve la Fontaine des Soupirs , ainsi nommée , pour avoir été le témoin de plus d'une affaire amoureuse. Elle est entourée d'une masse d'arbres en forme de berceau , dans un lieu retiré qui présente la fraîcheur et le charme de son ombre. Près de là , et en montant sur la hauteur , on a une vue aussi agréable qu'étendue , peut-être la plus belle de l'Univers. Une plaine immense , non interrompue par la moindre colline et couverte de la plus riche végétation , avec une atmosphère seraine , un ciel sans nuage , et un air pur balsamique ; voilà ce que l'on admire , tandis que les masses de montagnes qui bornent l'horizon ajoutent encore au grandiose du tableau. A deux milles de Sedikuey est un autre village habité par des fermiers et paysans turcs ; le voyageur n'y trouva que saleté , indolence et misère , quoique la nature ait tout fait dans ces lieux pour leurs habitans ; les maisons , pour ne pas dire les huttes , sont en murailles d'argile avec des toits plats , et sans portes ni fenêtres , ayant seulement une entrée et des ouvertures dans les murs , mais sans aucune espèce de fermeture. Dans l'intérieur il n'y avait ni table , ni chaise ; le plancher servant tout à la fois de siège et de lit. Les enfans se roulaient dans la crotte , tandis que les femmes s'enveloppaient de leur mahramah ou voile couvrant toute la figure , excepté les yeux , et que leurs maris fumaient nonchalamment dans une complète indifférence. Tout dans leurs fermes prouvait la barbarie , l'incurie et la stupidité.

En se rapprochant de Smyrne , le voyageur eut occasion d'admirer plusieurs débris d'un aquéduc construit en lits alternatifs de pierre et de tuiles romaines , avec des tuyaux encore en bon état , quoique d'une haute antiquité. Après avoir franchi cet aquéduc , il se trouva au pied de la montagne où *Smyrne* se déploie , et qui était le mont Pagus des anciens. Quoique , par suite des ravages de la guerre et des tremblemens de terre , cette ville ait fréquemment changé de place , néanmoins , dès la période la plus reculée , les collines du mont Pagus semblent avoir été liées avec elle , et en avoir toujours formé l'acropolis. Après tant de siècles , elle consiste aujourd'hui en murailles crénelées , qui , avec un grand nom-

bre de tours carrées et angulaires , renferment un espace de terrain d'environ sept acres. On voit encore des restes de grands châteaux gothiques , où les chevaliers de Rhodes se défendirent avec tant de bravoure contre Tamerlan , les ruines d'une chapelle , et une vaste citerne. Le front de la porte du Nord est en marbre blanc sculpté , avec une inscription autour de l'arche , relative à la restauration de la ville par l'empereur Comnenus et l'impératrice Hélène ; sur un côté de la porte du Couchant est une tête colossale , au sujet de laquelle beaucoup de voyageurs se sont épuisés en conjectures diverses. A mi-côte du mont Pagus , on a découvert dernièrement les ruines d'un temple. En redescendant la montagne , le voyageur passa le *Mélèse* , ruisseau consacré à Homère , et qui est presque imperceptible.

L'entrée dans Smyrne est à travers de vastes cimetières et de nombreux bocages de cyprès verdoyans , qui n'ont pas moins de 50 pieds de hauteur. Les cimetières environnans ont une singulière apparence , tandis que les arbres du deuil offrent leur ombrage mélancolique , en parfaite harmonie avec le reste de la scène. Les femmes turques à Smyrne ont la démarche gauche et sans grâce ; leur figure , cachée sous le mahramah , ne laisse apercevoir que leurs yeux vifs et perçans. Notre voyageur en suivit quelques temps une troupe qui allait rendre les devoirs religieux aux morts dans un de ces cimetières , car les Turcs , en général , sont très-fidèles à remplir ces devoirs. Les tombeaux les plus humbles sont marqués par des cyprès plantés à la tête et aux pieds ; les autres sont distingués , pour les hommes , par des pierres carrées , avec un turban qui marque leur rang ou leur occupation pendant leur vie ; et , pour les femmes , par une pierre entièrement ronde. Des inscriptions , qui indiquent le nom et l'âge , sont souvent accompagnées de vers en lettres dorées qui contrastent avec le noir du tableau. Au milieu du groupe d'arbres est placée une caisse de fleurs et d'herbes aromatiques , entretenues par les femmes de chaque famille. Cette marque de respect est plus particulièrement observée envers celles qui sont mortes sans avoir été mariées.

Parmi les nombreux villages des environs de Smyrne , principalement habités par les Européens , qui y ont leurs maisons de campagnes , on distingue , après Sedikuey celui de *Boodjah* ,

qui est beaucoup plus grand ; il est situé dans une belle plaine encadrée par de vastes chaînes de montagnes, d'où lui arrivent de nombreux courans d'air frais, qui tempèrent la suffoquante chaleur d'un été asiatique. Il est formé d'environ 200 maisons proprement bâties de légers matériaux, avec des jardins cultivés par des familles franques ou européennes. C'est la résidence du consul anglais et des plus riches négocians de la même nation. Il n'est qu'à 5 milles seulement de la ville. Près de là est ce qu'on appelle le Petit-Paradis, profonde vallée formée par des collines s'élevant les unes au-dessus des autres, et où l'on trouve la plus riante végétation au sein d'une apparente stérilité. Dans cette vallée coule un ruisseau clair et limpide, obstrué en quelques endroits par des pierres qui présentent de petites cataractes d'un effet ravissant. En travers de la même vallée on a pratiqué deux beaux aqueducs pour conduire l'eau du sommet d'une colline au haut d'une autre.

Revenant de Boodjah à Smyrne, le voyageur passa encore au village de *Bournabat*, placé dans une autre direction, et où les Grecs célèbrent une fête religieuse en l'honneur de la Vierge. Ce village est au centre d'une belle et fertile vallée sur la hauteur de la baie de Smyrne, d'où l'on découvre la ville et le port, ainsi que les vaisseaux, situation plus pittoresque encore, s'il est possible, que celle des autres villages; aussi Bournabat est-il devenu, par l'accroissement de sa population et ses maisons, presque l'égal d'une cité. Notre voyageur en signale le bazar comme remarquable; il indique en passant quelques-unes des coutumes orientales. Presque tous les Européens qui demeurent à Smyrne ou dans les environs, dit-il, ont contracté l'habitude de fumer comme le Turc; en quelque lieu qu'on entre, la première chose qu'on vous présente est une pipe offerte par le maître de la maison, tandis que la maîtresse ou sa fille vous apporte du café; et ce serait une insulte de ne point l'accepter.

Le voyageur termine ses remarques par quelques traits sur la différence des deux cultes grec et romain, sur le luxe des ameublemens; sur la société, les femmes, les danses et les modes à Smyrne, dont il visite encore les antiquités, mais sans rien préciser qui soit digne d'une mention.

A. M.

TABLE

DES ARTICLES DU CAHIER D'AOUT 1831.

Géographie et Statistique.

	Pag.
<i>Curso elemental.</i> — Cours élément. de géographie, par Letronne; traduit par Salbair.	129
Dictionnaire géographique universel, tom. VI, 2 ^e . partie.	<i>ib.</i>
Études de géographie appliquées à la politique actuelle.	<i>ib.</i>
FRANCE. — Histoire du droit municipal de France, par Raynouard.	130
Des tribunaux administratifs; Macarel.	132
De la juridiction administrative; Quénault.	<i>ib.</i>
Des gardes bourgeoises avant 1789, et des gardes nationales jusqu'en 1829; Fliniaux et Wilbert.	135
Annuaire du corps des ponts-et-chaussées.	<i>ib.</i>
Sur la mendicité et les moyens de la détruire en France.	136
Secours à domicile et dans les hôpitaux.	138
Annuaire statist. du départ. du Nord; Demeunynk et Devaux.	146
Almanach du commerce de Lille, Armentières, etc; Schodet.	<i>ib.</i>
Almanach cantonal de Roubaix, Tourcoing, etc.	<i>ib.</i>
Rapport fait au nom de la commission d'enquête de Mulhausen, relativement aux manufactures de coton; Zuber Karth.	152
Bibliothèques du département de la Côte-d'Or	154
Annuaire du département de la Haute-Vienne.	156
PAYS-BAS. — <i>De Pilgrim.</i> — Le Pèlerin des Pays-Bas; Cramer	157
De la liberté illimitée du commerce; Beerenbrock.	158
Recherches sur la statistique physique, agricole et médicale de la province de Liège; Cortois.	<i>ib.</i>
Annuaire de la province de Limbourg.	<i>ib.</i>
Mémoire sur les abus dans l'ensembl. supér. actuel; Verhulst.	159
<i>Verhandeligen.</i> — Dissertation sur l'engorgement du fort d'Amsterdam; Van Keulen.	160
Considérations sur la pêche de la baleine; La Jonkaire.	162
Russie. — Données statist. sur les décès arrivés en Russie; Hermann.	165
Compagnie saxonne pour le commerce des laines de Russie.	172
ALLEMAGNE. — Lois relat. aux Juifs dans le roy. de Wurtemberg.	174
Tableau de la Suisse saxonne.	176
Lettres sur Alexisbad et ses environs.	<i>ib.</i>
Notice géographique et statist. sur la principauté de Lichtenberg.	<i>ib.</i>
<i>Die stadt Halberstadt.</i> — La ville d'Halberstadt et ses env.; Nieman.	177
Notice sur la ville de Raab.	<i>ib.</i>
<i>Das Koenigreich Illyrien.</i> — Le royaume d'Illyrie	<i>ib.</i>
SUISSE. — De la position du canton de Lucerne dans la Confédération helvétique.	178
<i>La Svezzer.</i> — La Suisse occidentale; Dandolo.	180
ITALIE. — <i>Nuova guida.</i> — Guide de Brescia; Brognoli.	<i>ib.</i>
<i>Notizie istoriche.</i> — Notice histor. sur la Brianza, etc.; Redaelli.	181

	Pag.
ESPAGNE. — Sur la nécessité d'une prompte subdivis. de l'Espagne.	186
<i>Memoria sobre.</i> — Mémoire sur la balance du commerce de l'Espagne ; Valesantaro.	187
ASIE. — Notice sur les Lesghiens de Tchars et de Belokan.	191
AFRIQUE. — Cap de Bonne-Espérance ; état des revenus nets.	193
Extrait du rapport des commissaires du cap de Bonne-Espérance.	195
Rapport sur le commerce du cap de Bonne-Espérance.	<i>ib.</i>
Extrait du rapport des recherches sur le commerce du cap de Bonne-Espérance.	203
Coup d'œil sur l'île de Bali.	204

Plans et Cartes.

<i>Die central Karpathen.</i> — Les Karpathes centrales ; Sydow et Wolf.	208
<i>Map of Nubia.</i> — Carte de la Nubie ; Parke et Maler.	209
Esquisse hypsométrique des nœuds de montagnes et des ramifications de la Cordillère des Andes ; Humboldt.	<i>ib.</i>
Levé de la côte de l'Amérique du Sud ; King.	210
Rapport de King sur le levé de l'Amérique du Sud.	213

Économie publique.

Principe du droit de la nature et des gens ; Barreau.	216
Opinion sur les prohibitions et la liberté du commerce ; Perthes.	217
<i>An inquiry.</i> — Recherches concernant l'origine des lois et des institutions politiques de l'Europe moderne ; Spence.	218
Traité du droit d'alluvion ; Chardon.	<i>ib.</i>
<i>Handbuck.</i> — Manuel des maîtres des écoles primaires ; Schlez.	219
De l'éducation des sourds-muets de naissance ; de Gérando.	220
Leçons sur les prisons ; Julius.	224

Voyages.

Voyage de l' <i>Astrolabe</i> .	227
Voyage autour du monde ; Freycinet.	<i>ib.</i>
Itinéraire descriptif de la France ; de Villiers.	228
<i>Ansfug.</i> — Excursion faite sur le Bas-Rhin et en Belgique ; Schopenhauer.	229
<i>Biblical researches.</i> — Recherches bibliques, et voyages en Russie ; Henderson.	231
Expédition scientifique de Morée.	232
Voyage aux Indes-Orientales ; Belanger.	233
<i>Journal of a tour.</i> — Journal d'un voyage en Asie-Mineure ; Leake.	236
<i>Brief narrative.</i> — Relation abrégée de l'ambassade envoyée au roi d'Arec.	238
Voyage en Égypte, en Nubie et lieux circonvoisins ; Rifaud.	239
<i>Reisen in West-Indie.</i> — Voyages aux Indes-Occidentales ; Bosch.	240
<i>Praktische Belehrungen.</i> — Instructions pratiques pour les voyageurs qui émigrent en Amérique ; Brauns.	241
<i>A narrative of the captivity.</i> — Relation de la captivité et des aventures de Jean Tanner.	243
Extrait d'un voyage sur la chaîne du mont Himalaïa.	249
Sur Smyrne et ses environs.	251

BULLETIN

DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES,

ÉCONOMIE PUBLIQUE, VOYAGES.

GÉOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

116. GÉOGRAPHIE DER GRIECHEN UND RÖMER. — Géographie des Grecs et des Romains d'après leurs écrits ; par Conrad MANNERT. 1^{er}. vol. *L'Espagne*, 3^e. édit. avec 2 cartes, in-8^o. de XXII et 448 p. Prix 2 rixdaler, Leipzig 1829 ; Hahn. (*Heidelberger jahrbücher der litteratur*, déc. 1829, p. 1227).

En annonçant la 3^e. édition de cet ouvrage très-répandu, il sera inutile d'entrer dans des détails sur sa composition, son but, et sa valeur bien connue qui est certainement en rapport avec sa réputation ; nous admettrons tout cela comme suffisamment établi, et nous nous bornerons à signaler les variantes et augmentations qui distinguent cette édition des précédentes. De nombreuses additions, des rectifications et des changemens ont été prodigués à ce nouveau volume, surtout dans la partie générale ou dans l'introduction, dans la géographie ancienne et l'exposé des principaux systèmes des anciens, par exemple la caractéristique des géographes grecs et romains, le développement des systèmes astronomiques des Grecs, sur la circonférence de la terre, et la grandeur des degrés, ont subi d'importantes modifications ; les mesures des Grecs comparées aux nôtres ont également fixé l'attention de l'auteur ; il prétend que les Grecs ont toujours employé la stade olympique comme mesure fondamentale pour leurs déterminations, en sorte qu'il faudrait réduire toutes les mesures des auteurs

grecs indiquées en stades en mesures de notre époque. D'après cela M. Mannert a pensé qu'il serait utile d'insister sur l'identité de toutes les stades, et il a compulsé toutes les raisons et preuves pour donner de la solidité à son système, et pour détruire les fausses assertions des savans français qui contestent l'uniformité de cette mesure pour les diverses époques et les différens pays grecs, et ceux qui se ressentaient de l'influence de leur civilisation.

Ensuite on trouve dans les parties isolées de cet ouvrage beaucoup d'additions, de corrections et de changemens; si ce n'est dans les choses mêmes, c'est du moins dans les expressions et dans la manière de l'exposition. La seconde partie de ce premier volume présente des augmentations notables; on y traite la géographie d'Espagne, que l'on a tâché de mettre en rapport avec le plan actuel de l'ouvrage, en l'augmentant pour les portions qui avaient été traitées d'après le plan primitif. L'auteur avertit que la géographie des Grecs et des Romains lui a servi tant dans les parties générales que dans les parties spéciales.

Nous n'entrerons pas dans de plus grands détails relativement à cette publication; son utilité est tellement reconnue, que nous regardons la chose comme jugée. T. F.

117. TABLEAU DE LA CONSTITUTION POLITIQUE DE LA MONARCHIE FRANÇAISE SELON LA CHARTE, ou Résumé du droit public des Français, accompagné du texte des lois fondamentales et de documens authentiques; par A. MAHUL. In-8°. de iv et 744 p. Paris, 1830; Achille Desauges.

L'auteur de ce Tableau, qui est entré de bonne heure dans les rangs de nos publicistes, a déjà donné au public plusieurs ouvrages, où il se distingue par une argumentation forte et serrée, éclairée par une étude consciencieuse et approfondie des constitutions des peuples modernes, et de notre droit politique en particulier. Celui que nous annonçons ici, et dont le titre fait assez connaître l'importance, en indiquant ses développemens, est un commentaire raisonné, et dans plusieurs endroits critique, des dispositions de notre Charte, telle que nous l'avait donnée la Restauration, et non telle qu'elle a été refaite par la Chambre de 1830. Une partie des inconvéniens que signalait M. Mahul

dans quelques-unes des dispositions restrictives de cette Charte ont disparu dans cette révision, dictée par un esprit plus largement libéral, et qu'il appelait de ses vœux, quand il disait, à la fin du Chap. V de son Titre VII, *Articles transitoires* : « Peut-être serait-il à propos d'entourer l'exercice du droit de révision de la Constitution de certaines formalités spéciales, ayant pour but de le placer à l'abri des surprises de l'entraînement et des atteintes des passions éphémères ; mais, certainement, il serait fâcheux pour le présent et chimérique pour l'avenir de proscrire la possibilité de toute amélioration dans la Charte : ce serait se condamner à l'enfance, de peur de mésuser de la virilité (1). »

Une seconde édition de cet excellent ouvrage est donc devenue nécessaire pour le mettre en harmonie avec les principes de notre droit politique actuel, et l'auteur est mieux placé encore, s'il est possible, pour s'en occuper, aujourd'hui que son patriotisme et ses talents l'ont appelé à la Chambre des Députés, où il siège dans les rangs de ceux

(1) Voici ce que l'auteur dit dans son ouvrage (p. 239), au sujet de ce malheureux article 14 de la Charte, auquel nous devons une révolution pure de tous excès et sans exemple dans l'histoire, mais une révolution armée, que devraient toujours s'attacher à prévenir ceux qui sont à la tête des affaires d'un gouvernement : « Quel que soit notre respect pour la liberté des citoyens, nous ne pouvons nous défendre de penser que ceux qui, par une fausse interprétation de l'art. 14 de la Charte, soutiennent qu'une simple ordonnance royale, rendue sur l'allégation de la sûreté de l'État, peut déroger à la Charte et aux lois, se rendent coupables du délit prévu par l'art. 4 de la loi du 17 mai 1819, qui punit les *attaques formelles contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres*. » M. Mahul écrivait cette note au commencement de 1830; six mois après, la branche aînée des Bourbons devait son exclusion et la perte du premier trône du monde à une ordonnance coupable et funeste, suite de cette fausse interprétation que tous les bons esprits d'alors redoutaient avec l'auteur, et sur laquelle le pouvoir n'eût point manqué de lumières s'il eût puisé ses inspirations ailleurs que dans un parti étroit et passionné. Assez de publicistes, assez d'écrivains et de citoyens honorables l'avaient averti par avance du danger qu'il y a pour un trône constitutionnel à recourir à ces coups d'état, triste ressource des gouvernements despotiques. Puisse cet exemple apprendre à tous les pouvoirs que les meilleurs donneurs d'avis ne sont pas toujours dans leurs conseils privés !

E. H.

qui veulent les développemens progressifs et raisonnés des libertés que la Charte de 1830 nous a promises.

Tel qu'il est aujourd'hui, ce Tableau de notre constitution politique est excellent à étudier, en ce qu'il offre bien moins les dispositions textuelles elles-mêmes de nos lois, que leur véritable esprit, déduit de nos maximes politiques, de nos antécédens et de l'état présent des opinions, des mœurs, et de la société. L'auteur s'adresse surtout « à ces classes si nombreuses et si influentes de citoyens que la forme de notre gouvernement appelle diversement à la méditation des affaires publiques, et qui ne peuvent consacrer à l'étude des règles qui les régissent, et de l'esprit dans lesquelles celles-ci doivent être appliquées, qu'un peu de temps délaissé par le soin encore plus pressant des affaires domestiques. » C'est dire qu'il s'adresse à la généralité des lecteurs français, et son succès sera grand s'il est proportionné au talent avec lequel son plan est rempli, et à l'utilité dont son livre peut être pour tous ceux qui ne se borneront point à le placer dans leur bibliothèque, mais qui voudront l'avoir souvent sous les yeux. E. H.

118. PROJET DE LOI SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, en remplacement des lois relatives à la propriété littéraire et aux brevets d'invention; par J.-S. QUINCY. In-8°. de 1 feuilc; Paris, 1829; Renard et l'auteur, rue de la Michaudière, n°. 8.

119. RAPPORT A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SUR les monumens, bibliothèques, les archives et les musées des départemens de l'Oise, de l'Aisne, de la Marne, du Nord et du Pas-de-Calais; par M. L. Vitet, inspecteur général des monumens historiques de France. Br. in-8°. de 115 p.; Paris, 1831; imprim. royale.

L'économie publique serait mal comprise, ou ses préceptes seraient négligés, si l'administration publique n'étendait point sa sollicitude à tous les besoins réels de la société, si le désir d'opérer dès à présent un peu plus de bien faisait perdre de vue les importantes améliorations que de légers sacrifices du moment auraient préparées pour les générations futures. Comme on ne peut douter que la culture des beaux-arts ne soit un puissant moyen de perfectionnement social, il faut que

cette culture soit pourvue de tout ce qui peut contribuer à sa prospérité ; il lui faut des modèles, et les monumens en offrent à l'architecture. Quant à l'utilité des anciens édifices ou de leurs ruines, pour l'authenticité de l'histoire, l'économie publique ne s'en occupe nullement ; c'est à une autre division des connaissances humaines qu'il appartient de traiter cette question. Mais une sage administration coordonne les besoins sociaux en raison de leur importance, afin de faire entre eux une équitable distribution des ressources dont elle peut disposer ; si elle doit statuer sur des alignemens de rues, des ouvertures à pratiquer, des constructions qu'exigent une population devenue plus nombreuse, plus opulente, plus instruite et plus active, elle ne se règle point d'après la façade d'un ancien édifice, et ne conserve pas une vieille tour placée au milieu d'une ville, et tout-à-fait hors d'usage, quand même la tradition rapporterait que cette masse de pierres faisait partie des anciennes fortifications du temps de Louis d'Outremer. Elle ne fuit point les ornemens, elle les recherche même, lorsqu'ils servent à donner plus de prix à ce qui est bon ; mais elle ne les accepte point en compensation d'inconvéniens ou de privations que coûterait cette sorte de jouissance. Les municipalités de Saint-Quentin et de Laon peuvent avoir raison contre M. Vitet. Ce rapport est d'un artiste homme d'esprit ; mais ce n'est pas avec de l'esprit qu'on administre : il faut une raison éclairée, ferme, courageuse quelquefois, constamment guidée par le sentiment du bon, toujours d'accord avec ce qui est vraiment beau. Le mot de *barbarie* est bien dur, au sujet de la démolition d'une *façade bâtie en 1500, d'un travail très-délicat, dont les proportions sont élégantes, et à laquelle de jolis détails de sculpture achèvent de donner beaucoup de prix*. Mais cette façade est celle d'un hôtel-de-ville, qui, pour les besoins du service, doit être agrandi et recevoir une autre distribution. Toute cette partie du rapport, bien méditée par des hommes d'état, conduirait peut-être à une plus grande émancipation des villes, à leur laisser un plein pouvoir de construire les édifices communaux sans en faire reviser le plan à Paris.

Saint-Omer est encore plus maltraitée dans ce rapport que Saint-Quentin, déclaré seulement coupable de *barbarie*. Citons l'acte d'accusation de Saint-Omer.

« J'arrive maintenant à la ville où le cœur m'a le plus saigné ; car, si je suis parvenu à obtenir une espèce de trêve des démolisseurs, je n'en ai pas moins trouvé le terrain couvert d'un monceau de décombres, et les pierres tombant encore devant mes yeux ; et le monument qu'on respectait si bien est l'église de l'ancienne abbaye de Saint-Bertin, ce monastère où le dernier des Mérovingiens, et où François I^{er}. et tant d'autres rois vinrent plus d'une fois prendre logis. Vendus, il y a environ trente ans, à des spéculateurs, les bâtimens clostraux furent tous rasés, et il ne resta que l'église, dont on avait enlevé les plombs, la couverture, la charpente et les fenêtres. Cette grande cage tout à jour était du plus bel effet, et causait aux voyageurs une vive admiration ; mais le conseil municipal, qui probablement ne partageait pas cette admiration, ordonna, il y a trois mois environ, que l'église serait démolie dans l'hiver ; et vite, à l'aide de la mine et de la pioche, on se mit en besogne : c'était, disait-on, une occupation comme une autre pour les pauvres gens sans ouvrage ; d'ailleurs on avait besoin de moellons pour bâtir le nouvel hôtel-de-ville dont le conseil municipal a décidé la construction. M. le maire me dit encore, pour motiver cette démolition, que les propriétaires voisins la demandaient à grands cris, parce que ses arcades suspendues en l'air menaçaient d'écraser leurs maisons, et que chaque jour il arrivait des accidens dans l'intérieur des ruines. Cette raison serait très-valable, sans doute ; mais je n'ai aperçu de maisons qu'à une assez grande distance de l'église, et, pour prévenir les accidens dont on parle, il suffisait d'entourer les ruines d'un treillage en bois, et, au besoin, d'y poser une sentinelle. »

Nous n'avons pas le courage de transcrire le reste de ce plaidoyer, où l'esprit se joue de la raison. M. l'inspecteur général des monumens historiques de France obtint du maire de Saint-Omer que la démolition des ruines de l'église cesserait, que les ouvriers seraient renvoyés : c'était à une époque où l'on s'efforçait partout, conformément aux intentions du gouvernement, de venir au secours de l'indigence, en lui offrant du travail : autre fait digne d'être médité par les hommes d'état, et celui-là est incontestablement dans le domaine de l'économie publique. Quant aux habitans de

Saint-Omer et à leurs magistrats, ils n'ont pas besoin qu'on les défende ; leur cause est trop claire pour qu'elle ne soit point jugée favorablement au tribunal du bon sens, d'après l'énoncé des faits, et même d'après l'acte d'accusation.

Après avoir exposé ses observations sur les monumens, M. Vitet passe à celles qu'il a faites sur les bibliothèques et les musées : elles sont très-sévères. Dans les bibliothèques où il a trouvé le plus d'ordre il reste, dit-il, à introduire beaucoup d'améliorations ; et, pour la plupart des villes de France, tout est à faire. Cet objet n'étant pas du ressort de l'économie publique, nous ne nous y arrêterons point ; mais, comme lecteur habitué à fréquenter les bibliothèques publiques et les cabinets de lecture, nous ne pouvons nous dispenser de dire que les choses s'y passent tout autrement que M. Vitet ne l'affirme dans ce rapport ; que les journaux enlèvent des lecteurs aux bibliothèques, au lieu de leur en donner. Il est à craindre que l'habitude de juger vite, et souvent d'après une seule observation, n'ait fait tomber l'auteur de ce rapport dans des erreurs qui ne peuvent être sans conséquence, lorsqu'elles se présentent avec l'autorité de son nom, et qu'elles s'adressent au gouvernement comme le résultat d'un travail fait par ses ordres, conformément à ses instructions. Saussure eut besoin de plusieurs visites répétées pour parvenir à connaître la forme réelle de certaines couches qu'il ne pouvait observer que de loin ; il fallut qu'il variât les points de vue, les heures où il observait, etc. ; cependant il ne s'agissait que d'objets immobiles ; comment donc espérait-on de saisir exactement d'un simple coup d'œil, à la dérobée, des objets aussi compliqués et aussi mobiles que ceux de l'ordre intellectuel et moral ? D'après la note qu'on lit au bas de la page 71 de ce rapport, il est très-permis de soupçonner que l'observateur s'est mépris plus d'une fois, et que son travail a besoin de vérification.

Achevons de parcourir cet écrit, sans réflexions ni commentaires. M. Vitet propose de publier le catalogue général des manuscrits de France. Les bibliothèques de Compiègne et de Senlis *sont trop insignifiantes pour mériter un long examen*. Noyon n'a pas un seul volume. Soissons possède une belle et riche bibliothèque. A Saint-Quentin, 11,000 volumes ; à Laon, 15,000. A Cambrai, les livres étaient renfer-

més dans des caisses, en attendant que les bâtimens de la bibliothèque fussent réparés. La bibliothèque de Rheims était mal en ordre, mais bien pourvue de livres curieux, nou pour le fonds, mais par la forme. Celles de Valenciennes, de Douai et de Lille obtiennent aussi des éloges. Celles d'Arras et de Saint-Omer renferment des archives plus précieuses que celles de Lille; mais à Arras elles sont renfermées dans de grandes caisses, et à Saint-Omer dans des tiroirs que personne ne met en mouvement. A Boulogne, la bibliothèque était sous les scellés. Dans presque tous ces établissemens, des ouvrages publiés par livraison, et envoyés par le ministère de l'intérieur, sont demeurés incomplets, quoique toutes les livraisons aient paru depuis long-temps.

On ne compte que cinq musées dans les cinq départemens visités; trois sont dans le département du Nord, et les deux autres dans celui du Pas-de-Calais. Lille n'a que des tableaux. Douai, assez pauvre en ouvrages de peinture, possède une belle galerie d'histoire naturelle, une collection d'animaux empaillés, un cabinet d'anatomie comparée, etc.; il règne dans cet établissement je ne sais quoi de grandiose qui vous transporte hors de la province; mais, sous le rapport de l'art, il n'y faut rien chercher. Le musée de Valenciennes a paru le plus intéressant. Les départemens qui se sont élevés jusqu'au luxe des musées n'ont pas négligé les écoles de dessin, ni même celles de musique.

Les conclusions de ce rapport sont mises sous la forme de 17 propositions faites au ministre de l'intérieur; elles sont toutes relatives à des objets qui ne sont pas de notre ressort.

F-Y.

120. RÉPONSE AUX OBJECTIONS CONTENUES DANS L'ARTICLE RELATIF AU PROJET D'UNE LOTERIE D'IMMEUBLES inséré au *Bulletin universel des sciences et de l'industrie*, du mois de nov. 1829. In-8°. de 24 pag. La Roquette, 1^{er}. oct. 1829; impr. de P.

L'auteur de cette réponse s'est attaché à repousser les objections que nous avons faites à un système qui ne pouvait être adopté, selon nous, par l'administration qu'autant qu'on aurait justifié par des calculs plus ou moins approximatifs, et non par des assertions, l'importance du revenu

de cette nouvelle loterie. Il est vrai qu'en émettant cet avis nous avons cru que la pensée de l'auteur du projet avait été de substituer la loterie d'immeubles à la loterie actuelle; dans cette pensée il était naturel de demander si les produits de cet impôt devaient rendre au gouvernement les 11 millions qu'il perçoit de la loterie; car le gouvernement n'aurait pas sur de simples hypothèses abandonné des produits connus; il n'aurait pas voulu sacrifier le certain à l'incertain, en se précipitant dans l'essai d'un système où tout était conjectural. Nous reconnaissons bien volontiers que les raisonnemens dans lesquels nous sommes entrés à cet égard tombent devant la déclaration de l'auteur; il voudrait que la loterie actuelle et la loterie d'immeubles co-existassent, du moins il ne verrait dans cette concurrence aucun inconvénient; j'avoue que je ne partage pas cette opinion. Il ne faut pas se dissimuler que les idées actuelles sont très-contraires aux loteries, quel que soit leur objet, et que, loin de désirer l'accroissement de leur nombre, toutes les opinions se réunissent pour demander leur suppression totale. Le temps, disons mieux, l'à-propos n'est pas en faveur du projet nouveau. M. Fabre, il est vrai, pressentant la force de résistance qu'il rencontrera dans l'adoption de son système, a bien soin de démontrer les avantages qu'une loterie d'immeubles a sur les inconvéniens nombreux de la loterie actuelle. Il expose avec détail, et même avec vérité, la position de plusieurs propriétaires riches, malaisés, qui ne peuvent vendre faute d'acquéreurs, et aussi parce que dans certaines provinces le numéraire y est rare. Il ne néglige pas non plus de nous dire que l'agriculture en serait amélioré, puisque la fortune pouvant favoriser tour à tour les gens du nord ou du midi, elle leur adjugerait une terre dans une région différente; ceux-ci transporteraient avec eux leurs systèmes de culture; cette émigration perpétuelle changerait la face du sol sur plusieurs points de la France. Sans doute tous ces heureux effets pourraient avoir lieu avec le système proposé; mais ces effets, si heureux qu'on les suppose, ne changent pas le caractère du système; c'est une loterie, et dès lors il y a là une tache originelle commune à toutes les loteries; tous les inconvéniens, tous les malheurs qui sont attachés à ces tristes conceptions se reproduiraient si l'esprit public n'était là pour le repousser.

Que M. Fabre se soit exagéré les avantages de la loterie, je le conçois ; car il a pu , dans sa préoccupation et sa pensée du bien public , se dissimuler une partie du reproche qu'on ne cessera d'adresser à son projet , c'est qu'il a les inconvéniens et les malheurs de toute loterie. A. D.

121. RECTIFICATION D'UNE OPINION ERRONÉE SUR LE VIN DE SURÈNE. (Lettre à M. de Férussac.)

Monsieur, dans l'intéressante analyse que vous avez donnée de la *Statistique du département du Lot*, par M. Delpon (*Bulletin*, tom. XXV, pag. 338), vous avez dit, en parlant des changemens opérés dans le climat de la France depuis le moyen âge, que *le vin de Surène jouissait autrefois d'une haute réputation qu'il méritait sans doute et qu'il n'a pas conservée*. Cette observation repose sur une erreur généralement répandue ; je ne crois pas qu'il ait jamais été question du vin de Surène avec éloge en d'autres temps que sous le règne de Henri IV ; mais ce vin n'était point le produit des vignobles situés au pied du Calvaire, c'était du vin de *Surein*, recueilli dans la commune de Naveil, près Vendôme. Le Vendômois était une des possessions patrimoniales de la famille des Bourbons, qu'Henri IV. réunit à la couronne à son avènement au trône. Le clos qui produisait le vin de *Surein* était pour ce prince un bien de famille ; voilà pourquoi il se plaisait à vanter ce vin et à en faire goûter à ses courtisans, qui devaient naturellement en exagérer les qualités pour flatter les idées du maître. Au reste, ce vignoble, comme presque tous ceux du Vendômois, produit encore aujourd'hui un vin blanc léger, très-agréable à boire, et qui ne ressemble en rien à la piquette des environs de Paris.

Si vous jugez à propos, monsieur, d'insérer cette lettre dans le *Bulletin*, elle servira à détruire une erreur devenue populaire. Dans les choses même les moins importantes la vérité est toujours bonne à connaître et à dire :

Veuillez agréer, etc.

J. DE PÉTIGNY.

122. ANNUAIRE DU DÉPARTEMENT DU CANTAL, pour 1831 ; de 218 pag. Aurillac ; Picut, imp. lib. (Voyez le *Bullet.*, Tom. XVI, p. 76.)

La publication de cet Annuaire avait été interrompue en

1817, ainsi que nous l'avons dit, art. cité ; mais nous ne savons pas au juste à quelle époque il a reparu, car c'est la première fois que l'Annuaire de ce département nous est adressé. Il paraît cependant avoir paru régulièrement depuis 1829.

Le volume que nous avons sous les yeux nous prouve que sa rédaction a beaucoup gagné ; il donne, comme tous les ouvrages de cette nature, un aperçu de notre organisation politique en général, et la division territoriale du département, avec la nomenclature complète des fonctionnaires publics de tous les ordres. Une notice historique, intitulée : *Guerres de religion dans la Haute-Auvergne*, est suivie d'un mot sur *l'enseignement et le clergé*, et d'une *Notice sur les routes du département*.

Cette dernière notice offre des données intéressantes et assez complètes.

Cent vingt-quatre lieues de routes traversent ce département, cinq lieues à peine se trouvent en pays de plaine, partout ailleurs elles traversent des montagnes, des rochers, des ravins, des torrens.

La route la plus importante est celle de Paris à Perpignan ; c'est la grande ligne de communication entre la France et l'Espagne par les Pyrénées - Orientales. Dans beaucoup d'endroits elle présente une raideur excessive dans ses pentes ; on travaille dans ce moment à sa rectification sur un espace de 4 à 5,000 mètres.

La route de Rhodéz à Limoges, par Aurillac et Tulle, est la route, sinon la plus directe, du moins la plus sûre et la plus facile entre Aurillac et Paris, parce qu'elle n'est jamais interceptée par les neiges ; c'est par elle que se fait le service de la poste aux lettres de Paris ; elle traverse le département sur une longueur de 63 kilomètres.

La route de Toulouse à Clermont unit entre elles deux villes importantes, et conduit du Midi aux eaux du mont d'Or, elle est considérée comme la route nourricière du département du Cantal, et le traverse sur une longueur de 128 kilomètres.

La route de Montauban à Saint-Flour, qui portait précédemment le nom de route de Lyon à Bordeaux, est, dans l'intérêt de la viabilité générale du département, l'une des plus intéressantes.

Ces quatre routes appartiennent à la classe des routes royales ; les suivantes sont de la catégorie des routes dites départementales , elles sont au nombre de 5. La première conduit de Mauriac à Saint-Céré, et traverse le département sur une longueur de 59 kilomètres ; elle n'est pas encore ouverte dans toute son étendue. La seconde mène de Brioude à Saint-Flour ; elle est , avec la route de Montauban à Saint-Flour , destinée à établir la communication par Limoges et le département du Cantal , entre Bordeaux et le département de la Haute-Loire ; de la Loire et du Rhône ; elle est très-bien tracée et en bon état d'entretien. La troisième , de Murat à Massiac , est devenue route départementale depuis 1827 ; elle est généralement fort douce ; mais il s'en faut de beaucoup qu'elle ait la largeur qu'elle doit avoir. Elle présenterait en ce moment les plus graves dangers aux voyageurs qui voudraient la parcourir avec quelque rapidité , parce qu'elle est presque partout bordée de précipices épouvantables , dont elle n'est séparée que par un très-petit espace sans parapets. La quatrième route , de Chaudesaigues à Saint-Chely , a pour objet d'établir une communication directe par ces deux villes entre la route de Perpignan à Paris et celle de Rhodéz à Saint-Flour. La cinquième , de Maurs à Aubin , n'est guère qu'un chemin vicinal , classé depuis 1828 comme route départementale.

La longueur totale des routes royales du Cantal est de 368 kilomètres , sur lesquelles 119 peuvent être considérés comme étant à l'état d'entretien , et 249 ont besoin d'être achevés ou de recevoir de fortes réparations.

Une carte lithographiée se trouve en tête de cet Annuaire ; elle présente assez de détails , mais la topographie y manque totalement. La liste générale du jury pour 1831 termine le volume dont nous venons de rendre compte. TH. FIX.

123. *ANNUAIRE DU DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE*, ou Tableau indicatif de tout ce qui intéresse dans ce département l'homme d'affaire, l'habitant et l'étranger ; in-18. de 187 pag. ; Rennes , 1831 ; imp. de Marteville. (*Voy. le Bull.* , t. XVI , p. 140.)

Il serait à désirer que cet Annuaire qui paraît depuis plusieurs années contînt plus de renseignements statistiques sur

le département qui appartient à une des provinces les plus intéressantes et les moins connues de la France.

Cette publication, outre quelques renseignemens généraux sur notre organisation politique, contient la division territoriale d'Ille-et-Vilaine, une nomenclature de tous les fonctionnaires publics et offre des tables de réduction des mesures anciennes en mesures nouvelles, et *vice versa*; et enfin deux notices, dont l'une est une description géographique très-rapide du département, et l'autre un aperçu trop succinct, sans faits précis de l'industrie de cette contrée.

De toutes les branches d'industrie, le beurre est sans contredit la plus étendue, et celle que chaque cultivateur met à profit. L'exportation de cette denrée est très-considérable, elle jouit de la plus haute réputation chez les gastronomes de la capitale, et de la plupart des départemens du Nord.

L'arrondissement de Saint-Malo offre un commerce étendu, et la pêche de la morue est pour le chef-lieu de cet arrondissement d'un immense rapport. La côte abonde en poisson excellent, et la baie de Cherrueix est surtout renommée pour les soles délicates que l'on y pêche; celle de Cancale fournit des huîtres dont la réputation est bien établie.

Le chanvre est assez abondant pour alimenter un grand nombre de manufactures de toiles à voiles; le produit n'est cependant pas très-beau, et on doit attribuer ce défaut de qualité à l'habitude qu'ont les paysans de faire le rouissage dans de petits regards où l'eau ne peut circuler. Les débris de châtaigneirs et de chênes que les eaux pluviales y amènent viennent, en outre, former avec le sol ferrugineux une matière noire qui se dépose sur les fibres, et dont on ne peut se débarrasser qu'avec beaucoup de peine.

Le département possède une manufacture de papiers peints, une fabrique de faïence, un assez grand nombre d'établissmens où l'on confectionne des toiles, des cartes, des chandelles et du noir animal. Les verreries de la haie d'Iré, de la Balue et de Laignelet, fournissent de belles productions et en abondance.

Les forges de Paimpont, les plus considérables de la Bretagne, situées à dix lieues de Rennes, sur la route de Lorient, sont composées de deux hauts-fourneaux, d'une grosse forge à trois affineries, d'une chaufferie, de deux mar-

teaux, d'une grande fonderie, d'un tour pour tourner le fer et polir les métaux, d'un martinet, d'un laminoir double, propre à forger et à étirer les fers en barre, fendre toute espèce de verges et fabriquer des tôles.

Les fers provenant de cette usine sont doux, faciles à travailler, et propres aux travaux d'artillerie, aux constructions maritimes, et aux instrumens aratoires.

Nous terminons cette courte notice, en exprimant de nouveau le désir de voir, dans les années suivantes de cet annuaire, quelques élémens de statistique; il sera aisé à l'auteur de puiser ces données dans le cadastre, dans les tables de mortalité et de naissance de la préfecture, et dans tous les documens que les administrations mettent ordinairement à la disposition des personnes qui s'occupent de travaux utiles.

Th. F.

124. STATISTICAL NOTICES SUGGESTED BY THE ACTUAL STATE OF THE BRITISH EMPIRE, etc. — Notices statistiques déduites de l'état présent de l'empire britannique, en supposant que le dernier recensement de la population en donne une connaissance exacte; par M. MERRITT. (*Quarterly journal of science*, etc.; juillet-octobre 1828, p. 150.)

La dissertation de M. Merritt a été lue à une séance de la société philosophique et littéraire de Liverpool. La grande question du remède à l'excès de population qui surcharge aujourd'hui la Grande-Bretagne, comme pour servir de preuve aux doctrines de M. Malthus, est examinée plus attentivement que M. Malthus ne l'a fait, car on reproche à ce promoteur de l'économie publique d'avoir à peine indiqué comment on pouvait éviter ou guérir le mal dont il a si bien fait connaître la nature et la cause. M. Merritt ne croit pas que l'émigration soit praticable sur une grande échelle; la taxe des pauvres lui semble aussi un palliatif peu efficace, et dont l'application deviendra ruineuse, inexécutable, si elle est continuée telle que le budget l'établit aujourd'hui; mais il ne croit pas que le mal soit aussi grand que M. Malthus le fait appréhender. Toutefois, il voudrait que la loi prescrivît, entre les propriétés réelles et la taxe des pauvres, un rapport que l'on ne pourrait dépasser dans aucun cas. Mais ne serait-ce pas ordonner que ce même rapport subsis-

tera constamment entre la somme des richesses privées et la somme des besoins de l'indigence? M. Merritt n'a pas encore suffisamment éclairci cette question; les débats continueront, ainsi que les recherches des amis de l'humanité; la solution se fera probablement attendre long-temps encore. F—Y.

125. REVENU DU CLERGÉ ANGLICAN ET DU CLERGÉ CHRÉTIEN.

Un journal anglais prête au ministère le projet de joindre à la réforme politique de lord Grey celle des abus tout aussi graves qui signalent l'organisation du clergé anglican.

L'influence qu'aurait cette mesure sur la richesse publique peut se déduire du tableau des revenus que possède cette église, revenus qui surpassent ceux du clergé réuni de toutes les églises chrétiennes. Nous reproduisons les détails de ce rapprochement.

	fr.
Dimes ecclésiastiques.	172,120,000
Revenus des diocèses, sans compter celui de Sodor et de Man.	5,427.875
Biens des doyens et des chapitres.	12,350,000
Maisons presbytériales (1,875 fr. chacune).	6,250,000
Cures perpétuelles.	1,875,000
Bénéfices non attachés aux paroisses (2,250 fr. chacune).	811,250
Sommes proven. des mariages, enterremens, baptêmes.	12,500,000
Offrandes, oblations et équivalens aux dons en nature à l'occasion des quatre grandes fêtes de l'année.	2,000,000
Collèges et écoles de charité.	17,053,750
Emplois de prédicateurs dans les villes et endroits d'une forte population.	1,500,000
Places de chapelain et autres charges dans les établissemens publics.	250,000
Églises et chapelles nouvellement construites.	2,376,250
Total.	236,489,125

Revenu du clergé chrétien dans le monde entier.

	fr.
France.	26,250,000
États-Unis.	14,400,000
Espagne.	27,500,000
Portugal.	7,500,000
Hongrie, catholiques.	8,000,000
calvinistes.	1,575,000
luthériens.	650,000
Italie.	19,400,000
Autriche	23,750,000
Suisse.	2,175,000
Prusse.	13,175,000
Autres petits états de l'Allemagne.	16,125,000
Hollande.	4,000,000
Pays-Bas.	6,300,000
Danemark.	3,750,000
Suède.	5,850,000
Russie. Église grecque.	12,750,000
Catholiques et Luthériens.	10,000,000
Chrétiens en Turquie.	4,500,000
Amérique du Sud.	11,250,000
Chrétiens répandus dans d'autres pays.	3,750,000
Total.	224,975,000

Ainsi le revenu du seul clergé anglais dépasse celui du clergé chrétien, dans le monde entier, de 11,514,125 fr.

(*Le Temps*, 8 nov., n° 11,020.)

126. RECHERCHES SUR LE NOMBRE DES SUICIDES ET DES HOMICIDES commis en Russie pendant les années 1819 et 1820, par HERRMANN. (*Mémoires de l'Académie de St. Pétersbourg*; 1830; tom. 1^{er}, 1^{re} livr., p. 3 et 13.)

M. Herrmann commence par annoncer qu'il ne peut garantir l'exactitude des nombres qui expriment soit les crimes, soit la population. Il regrette de n'avoir de renseignements que pour deux années; mais il pense que ces données, même incomplètes, ne laisseront pas d'offrir de l'intérêt par les inductions qu'on en peut tirer relativement à la civilisation des différentes provinces comparées entre elles.

Les nombres sur lesquels il opère sont les termes moyens des deux années 1819 et 1820. Nous les réunissons ici sous forme de tableau.

GOUVERNEMENTS.	SUICIDES.		HOMICIDES.		
	Nombres moyens de 1819 et 1820.	Un sur... habitans.	Nombres moyens de 1819 et 1820.	Un sur... habitans.	
Plateau de l'Oka et du Volga supérieur, ou du centre de la Russie <i>Population</i> : 10,235,425.	Koursk.	41	32,041	27	48,658
	Voronéje.	31	43,322	13	103,314
	Orel.	26	44,568	24	42,697
	Riazan.	25	41,639	26	40,037
	Moscou.	24	45,077	18	60,103
	Toula.	19	48,352	12	76,558
	Vladimir.	17	57,222	10	97,277
	Kalouga.	16	51,926	14	59,344
	Jaroslav.	15	56,769	15	56,769
	Kostroma.	4	214,305	6	142,820
Plateau du Volga inférieur (partie orientale du pla- teau de l'Oural). <i>Population</i> : 6,767,011.	Tambov.	23	52,389	32	37,654
	Kasan.	22	42,701	22	42,701
	Orenbourg.	19	50,292	19	50,292
	Simbirsk.	14	69,838	18	54,318
	Nijni Novgorod.	11	87,019	18	53,180
	Penza.	1	154,905	12	64,544
	Saratov.	3	319,198	8	119,696
Plateau des sources du Volga, du Dnieper et de la Dwina. <i>Population</i> : 2,815,419.	Smolensk.	31	30,278	9	104,298
	Tver.	16	74,372	9	121,165
	Piskov.	13	52,837	18	38,160
	Pétersbourg (1)	37	15,652	10	57,912
Plateau du Nord. <i>Population</i> : 4,561,442.	Perme.	17	63,991	27	40,290
	Viatka.	14	80,727	11	102,744
	Novgorod.	7	101,012	12	59,757
	Arkangel.	3	63,346	3	63,346
	Vologda.	3	228,685	5	137,211
Plateau des Terres Balti- ques. <i>Population</i> : 1,150,405.	Olonetz.	1	221,097	1	221,097
	Livonie.	22	27,110	4	149,204
	Courlande.	17	19,765	3	112,001
	Esthonie.	7	31,075	1	211,573
Plateau des Terres Basses, ou Russie Blanche et Lithuanie. <i>Population</i> : 8,463,670.	Vilna.	29	25,988	14	53,825
	Minsk.	22	28,504	9	69,676
	Grodno.	18	29,332	9	58,663
	Mohilev.	18	43,914	7	113,065
	Vitebsk.	14	42,302	13	45,864
	Bialistok.	8	20,971	6	27,895
	Poltava.	47	29,679	22	63,407
Plateau des Karpathes, ou Petite-Russie et Onkrai- ne, conquêtes sur les Turcs. <i>Population</i> : 7,723,529.	Kharkov.	36	22,602	19	42,299
	Tchernigov.	33	35,007	14	82,516
	Kiev.	31	33,560	14	79,026
	Kherson.	22	15,515	21	16,254
	Podolie.	20	48,567	8	121,418
	Volhynie.	18	61,727	9	123,566
	Ekaterinoslav.	14	41,393	10	57,950
	Bessarabie.	10	15,000	9	16,666
	Tauride.	18	20,238	11	33,117
	Cosaques du Don.	5	25,438	6	63,595
Plateau des Steppes. <i>Population</i> : 1,176,393.	Caucasie.	4	22,340	17	5,580
	Georgie.	1	215,950	30	7,198
	Astrakhan.	1	125,211	5	23,405
	Irkoutsk.	19	13,013	24	10,302
Sibérie. <i>Population</i> : 1,136,738.	Tobol-k.	14	38,434	12	44,173
	Tomsk.	11	32,673	13	27,646

Morts par suite
d'ivrognerie :
290.
1 sur 35,294.

Morts par suite
d'ivrognerie :
217.
1 sur 31,184.

Morts par suite
d'ivrognerie :
57 $\frac{1}{4}$.

Morts par suite
d'ivrognerie .
105 $\frac{1}{4}$.

Morts par suite
d'ivrognerie :
35 $\frac{1}{4}$.

(1) Non compris la ville de Pétersbourg.

En rapprochant les résultats généraux que ces recherches donnent, les plateaux se rangent comme il suit :

	SUICIDES. 1 sur.... habitans.	HOMICIDES. 1 sur.... habitans.
Plateau du Volga inférieur.	67,670	51,656
Plateau du Nörd.	55,627	65,163
Plateau de l'Oka et du Volga supérieur. }	49,714	62,416
Plateau de l'élévation aux sources du Volga. }	46,155	78,207
Plateau des Karpathes.	33,006	59,097
Plateau des Basses-Terres.	31,488	57,741
Sibérie.	25,834	23,198
Plateau des Terres baltiques. . .	24,477	143,800
Plateau des Steppes.	19,606	16,805

On croit apercevoir ici une tendance à ce que les suicides et les homicides se suivent pour la fréquence. La même tendance sera tout-à-fait évidente, si, pour chaque plateau, on range également les gouvernemens dans l'ordre suivant lequel les uns et les autres se multiplient.

Si les recherches de M. Herrmann sont exactes, il faut en conclure que presque partout, en Russie, le suicide est beaucoup plus fréquent que l'homicide. L'auteur dit, à ce sujet, que *les mœurs antiques retiennent les malheureux d'attenter à la vie des autres, et que le désespoir les porte à terminer la leur. Là, ajoute-t-il, où il y a plus d'aisance, on trouve moins de suicides, tout comme dans les villes et campagnes des provinces les plus cultivées* (1).

127. DIE GERICHTSVERFASSUNGEN DER DEUTSCHEN BUNDESSTAATEN.

— Constitutions judiciaires des états de la Confédération germanique, exposées par des praticiens de chaque état, et publiées par le Dr. HUFNAGEL, conseiller à la cour d'Esslingen, et le Dr. SCHEURLÉN, prof. ordin. à l'université de Tubingue et membre extraordinaire de la cour de la même ville. Tom. I^{er}, gr. in-8 de XXVI et 596 p.; Tubingue, 1829; Osiander.

L'un des éditeurs nous apprend, dans sa préface, que c'est dans la pratique des affaires que l'idée lui est venue de rassembler et de publier des esquisses sur l'organisation judi-

(1) Voyez la p. 14.

ciaire de chacun des états de la Confédération germanique. Président d'un tribunal inférieur, il éprouva souvent l'embarras d'ignorer même la dénomination des autorités judiciaires étrangères avec lesquelles il avait à correspondre, et de connaître encore moins l'étendue de leur juridiction. Cette ignorance de l'organisation judiciaire des diverses parties de sa grande patrie, l'Allemagne, lui semblait impardonnable. Les almanachs et les manuels sur le droit de chaque pays étaient une ressource à la fois insuffisante et trop dispendieuse pour un petit tribunal. C'est surtout pour satisfaire à ce besoin pratique, généralement senti, qu'il entreprit, de concert avec un autre jurisconsulte, cette collection d'esquisses, qu'on peut appeler une géographie judiciaire de l'Allemagne, et qui est propre à faciliter la comparaison de ses diverses législations tant à ceux à qui leurs fonctions rendent ce travail nécessaire, qu'à ceux qui s'en occupent par pur intérêt pour la science.

Les éditeurs ont jugé à propos de faire précéder cette série de tableaux de l'organisation des tribunaux et de l'administration de la justice dans chaque état, d'une exposition de la constitution judiciaire de la confédération germanique elle-même, considérée dans son ensemble, parce que l'institution de la juridiction suprême, dite *Austrégale* (*Austraegalgerichte*), ne doit jamais être perdue de vue quand il s'agit de déterminer la compétence des cours supérieures de chaque état particulier, parce que d'ailleurs la diète fédérale a le droit d'exercer une haute surveillance sur la manière dont la justice est rendue dans chacun des états des états confédérés, attendu que, dans certaines circonstances, on lui soumet les plaintes sur les retards ou dénis de justice.

Le plan des éditeurs n'est pas de fournir au praticien de chaque état un répertoire complet et détaillé de toutes les lois et tous les réglemens en vigueur dans son pays; mais plutôt d'offrir à l'étranger un tableau, qui, du point de vue éloigné où il est placé, présente une image exacte de toutes les grandes lignes de l'édifice judiciaire, et un guide sûr pour retrouver les traits plus déliés, quand il voudra le considérer de plus près. En conséquence, les auteurs ne sont entrés dans les détails qu'autant que cela était nécessaire pour que le dessin de l'ensemble ne fût pas trop vague et trop

indéterminé. Afin de reproduire la vérité aussi exactement que possible, ils ne se sont pas contentés de rafraîchir quelques ouvrages plus ou moins surannés ; mais ils ont confié la rédaction de chacun de ces petits traités à un homme du pays, versé dans les affaires, et capable de remplir ce but par la connaissance intime des usages et de la marche des affaires, connaissance pratique que l'étude seule des sources écrites ne peut complètement remplacer.

Ce premier volume contient les traités suivans : 1°. Constitution judiciaire de la confédération germanique en général, par M. *Scheurlen*, l'un des éditeurs ; 2°. Organisation judiciaire de ceux des pays soumis à l'empire d'Autriche, qui font partie de la confédération germanique, par le Dr. Emmanuel *Raindl*, de Vienne ; 3°. *Idem*, du grand-duché de Bade, par un membre de l'ordre judiciaire de ce pays ; 4°. *Idem*, du royaume de Wurtemberg, par le Dr. *Hufnagel*, l'un des éditeurs. Tous ces traités sont rédigés avec beaucoup d'ordre et de clarté ; les sources et les auteurs auxquels doivent recourir ceux qui se proposent d'approfondir la matière sont cités avec soin. Voici, pour donner une idée du plan de ces esquisses, l'indication sommaire des divisions de celle qui est relative aux états autrichiens ; *introduction* : étendue et division de l'empire autrichien, liste des pays compris dans cette nomenclature, qui appartiennent à la confédération germanique. Division de l'ouvrage en deux parties : justice civile, justice criminelle. 1^{re}. *Partie* : organisation judiciaire civile. Distinction des trois instances. 1^{re}. *Section* : tribunaux civils de première instance, ordinaires et extraordinaires, leurs diverses espèces, tribunaux locaux (*Ortsgerichte*), territoriaux (*Landrechte*), commerciaux (*Mercantil, und Wechselgerichte*), des mines (*Berggerichte*), féodaux (*Lehngerichte*), du maréchal de la cour (*Oberhofmarschallamt*), militaires (en matière civile). Pour chacune de ces espèces de tribunaux, formant autant de chapitres, l'auteur indique dans quels lieux ils sont établis, de quels magistrats ils se composent, le mode de leur nomination, leurs conditions d'aptitude, leur compétence, leur ressort. — 2°. *Section* : tribunaux civils de deuxième instance. — 3°. *Section* : *idem*, de troisième instance. Détails analogues à ceux relatifs à la première section. — 4°. *Section* : marches des affaires devant

les tribunaux civils. Cette section renferme des détails circonstanciés sur les différens actes de la procédure, sur les fonctions des juges et des officiers ministériels. — II^e. Partie. Organisation judiciaire criminelle. Cette organisation est décrite avec le même détail, dans ses trois degrés, soit pour les tribunaux criminels ordinaires, soit pour les tribunaux militaires.

Nous donnerons une analyse plus approfondie de cet important ouvrage, quand le 2^e. vol. aura paru. C.-A. PELLAT.

128. RENSEIGNEMENS STATISTIQUES SUR LES USINES DU ROYAUME DE PRUSSE ET SUR LES FORCES MOTRICES QUI Y SONT EMPLOYÉES. (Extrait de l'ouvrage intitulé : *Untersuchungen über den Effekt einiger im Rheinland - Westphalen bestehenden Wasserwerke*, par P.-N.-C. EGEN. In-4^o. de 222 p., av. atlas; Berlin, 1831.)

Nous trouvons, dans un ouvrage que M. Egen vient de publier à Berlin, des renseignemens précieux sur le nombre des usines du royaume de Prusse, et sur les forces motrices dont disposent ces établissemens. Comme M. Ch. Dupin, notre auteur a soumis ses observations au calcul, en résumant d'après certaines données fondamentales les diverses forces disponibles, dans un état, en chiffres. Son principal but est de démontrer que de notables améliorations peuvent être introduites dans le système mécanique et dans l'emploi de l'eau comme moteur dans les usines. La force qui résulte des courans d'eau est la plus considérable dont les hommes disposent, et celle en même temps qui s'applique avec le moins de frais et de difficultés; dès lors nous devons diriger préférentiellement notre attention vers toutes les améliorations qui tendent à multiplier les moteurs qui s'obtiennent si aisément et dont l'action est plus constante que celle du vent, de la vapeur et des animaux.

Le livre de M. Egen est un de ceux où les faits dominent et ne laissent point d'espace aux théories et aux hypothèses. On y trouve des expériences nombreuses qui conduisent toujours à des résultats positifs servant de point de départ et de base aux considérations les plus élevées.

Pour donner une idée de l'importance de l'action de l'eau, l'auteur cite plusieurs districts pour lesquels il rapproche la force motrice des usines.

Le district de Soest contient environ 4 lieues carrées; la partie méridionale n'a pas de courans d'eau permanens, et par conséquent point d'usines mues par l'eau. La partie nord, qui a une légère inclinaison, est arrosée par 8 petits ruisseaux, sans compter la Lippe qui frise le territoire. Ces ruisseaux fournissent 27 chutes, dont la hauteur moyenne est de 6 pieds. La totalité des chutes fournit par seconde une masse d'eau de 205 pieds cubes; ce qui équivaut à la force de 108 chevaux, par conséquent 27 par lieue carrée (?)

Le comté de Mark a, non compris le territoire de Soest, 42 lieues carrées : la presque totalité des chutes de ce district est employée. La Volme, l'Ennèpe, la Lenne, la Khur et la Lippe, sont les courans principaux. Les autres petits ruisseaux méritent moins d'attention; ils produisent cependant encore une force considérable. Ce comté, y compris les très-petits districts d'Essen, de Werden et de Limburg, contient en usine mues par l'eau.

		Chevaux.		Chevaux.
Forges.	346	de la force de 10	= à la force de	3,460
Fileries de fer. . . .	172	5	=	860
Laminoirs.	60	5	=	300
Autres usines pour le				
travail des métaux. .	33	5	=	165
Moulins à blé. . . .	94	4	=	307
Papeteries.	24	6	=	144
Fouleries.	10	6	=	60
Usines pour des tra-				
vauz techniques et				
agricoles.	72	5	=	360
Totaux.	811 usines		de la force de	5,725

Ce calcul des forces employées dans le comté de Mark n'atteint pas encore la limite de laquelle on peut se rapprocher progressivement, ou à la force de 140 chevaux pour la lieue carrée dans cette contrée.

Dans les duchés de Berg, de Westphalie et de Siégén, les chutes ne sont pas employées aussi utilement. Ces pays, qui ont une superficie de 150 lieues carrées, possèdent environ 700 usines mues par l'eau, qui disposent d'une force de 5,000 chevaux. Le district d'Arnsberg compte 1,500 usines, pour lesquelles il faut une force motrice de 10,000 chevaux.

Suivant Chaptal, la France possède 76,000 moulins à blé,

dont 60,000 mus par l'eau : le reste des usines mues de cette manière ne dépasse pas le nombre de 20,000. D'après cela on a pour chaque lieue carrée environ 5 moulins à blé et moins de deux autres usines, qui dépensent à peu près une force de 15 chevaux, en supposant que chaque moulin produise, terme moyen, 80,000 kilog. de farine par an. M. Dupin calcule, d'après des données, à la vérité fort vagues, que tous les moulins n'emploient que la $\frac{1}{8}$ partie des forces disponibles. Lors même que ce calcul serait exagéré, on peut néanmoins admettre avec quelque certitude que dans un pays qui n'a pas trop de plaines on peut utiliser la force de 160 chevaux par lieue carrée, en tirant partie des courans d'eau. Il résulte de là une force de 800,000 chevaux pour la Prusse : ce royaume avait, en 1828, 1,200,000 chevaux, qui, considérés comme chevaux de peine et de trait, n'ont qu'une force de 400,000 chevaux de machines.

M. Dupin nous apprend que la France dispose de la force de 20,000 chevaux par l'emploi des machines à vapeur, ou de la force de 2 chevaux par lieue carrée. L'Angleterre obtient par le moyen des mêmes moteurs la force de 300,000 chevaux ; ce qui donne celle de 70 chevaux par lieue carrée. Ainsi les machines à vapeur n'ont en Angleterre pas encore atteint l'importance que les courans d'eau ont pour nous dans la production du mouvement.

Il y a en Angleterre des points où les forces sont prodigieusement concentrées : les machines hydrauliques employées dans les mines de Cornwall ont une force de 3,600 chevaux, et les 310 machines de Glasgow et des environs travaillent avec une force de 6,400 chevaux.

D'après des données officielles tirées des tableaux industriels de la Prusse, pour 1828, ce royaume possède les moulins suivans :

13,933 moulins à eau, avec.	22,575 tournans.
9,697 moulins à vent, avec.	9,697
711 moulins à vent, de construction hollandaise, à deux tournans chacun.	1,422
1,116 moulins recevant le mouvement par des chevaux : en comptant un dixième de ces moulins et deux tournans, on a.	1,227
Totaux. 25,457 moulins, ...	et 34,921 tournans.

On peut admettre que chaque moulin dispose d'une force brute d'au moins 5 chevaux, en sorte que la totalité des moulins emploierait une force de 70,000 chevaux, dont néanmoins deux tiers seulement peuvent être employés comme force brute, et qui correspondent à la force de 46,000 chevaux. Chaque moulin à vent a, terme moyen, la force de 1,5 chevaux, et chaque moulin à vent de construction hollandaise, celle de 2,7. Tous les moulins à vent travaillent donc avec la force de 16,500 chevaux, sur laquelle celle brute de 8,000 chevaux est à peine employée.

La Prusse a, eu égard à son étendue, moins de machines à vapeur que la France; mais, à cause de ses nombreuses mines, beaucoup plus de machines hydrauliques. On peut admettre que la Prusse possède en machines hydrauliques la force de 30 à 35 chevaux par lieue carrée, ou celle de 16,000 pour tout l'empire. Il s'ensuit que la Prusse pourrait disposer, par le moyen de ses eaux, d'une force cinq fois plus considérable.

Les chiffres suivans serviront à établir une comparaison entre les forces actives de la Prusse et celles de la France et de l'Angleterre. Pour faciliter les rapprochemens, on considère la force d'un cheval comme agissant jour et nuit sans interruption, en sorte que la force de trois chevaux ordinaires égale celle d'un cheval de machine. Les forces des hommes et des animaux sont portées en ligne de compte, telles qu'elles existent et non telles qu'elles sont utilisées. Les machines, moulins et appareils locomotifs sont également considérés comme absorbant la force totale, de manière que les chiffres se trouvent être d'un tiers trop élevés.

	PRUSSE.	FRANCE.	ANGLETERRE.
	force de chevaux.	force de chevaux.	force de chevaux.
Forces humaines. . . .	370,000	860,000	510,000
Forces animales. . . .	400,000	600,000	530,000
Forces des eaux. . . .	100,000	150,000	400,000
Forces du vent :			
a pour les moulins. . .	16,000	12,000	11,500
b pour la navigation. .	24,000	140,000	570,000
Forces de la vapeur. . .	4,485	23,000	300,000
TOTAUX. . . .	914,985	1,785,000	2,321,500
Force par lieue carrée.	183	178	415

Les données pour la force produite par la vapeur, en Prusse, sont prises dans un état officiel des machines à vapeur, dressé par M. Beuth. Cet état paraît nous présenter assez d'importance pour nous permettre de le transcrire en son entier.

PROVINCES.	CERCLES.	NOMBRE des MACHINES		SOMME DES FORCES DE CHEVAUX.	EMPLOI DES FORCES			NOMBRE DES MACHINES A VAPEUR.	SOMME DES FORCES.
		à basse pression.	à haute pression.		pour la navigation.	pour les mines et les forges.	pour les manufactures.		
Prusse orientale.	Kœnisberg . .	2	»	20	»	»	20	2	20
	Gumbinnen. .	»	»	»	»	»	»	»	»
Prusse occidentale.	Danzig. . . .	4	»	57	42	»	15	4	57
	Marienwerder.	»	»	»	»	»	»	»	»
Posen.	Posen.	»	»	»	»	»	»	»	»
	Bromberg. . .	»	»	»	»	»	»	»	»
Pomméranie.	Stettin. . . .	3	»	58	50	»	8	»	»
	Cœslin.	1	»	19 $\frac{1}{2}$	»	19 $\frac{1}{2}$	»	7	160 $\frac{1}{2}$
	Stralsund. . .	3	»	83	83	»	»	»	»
Brandebourg.	Berlin.	20	5	226 $\frac{1}{2}$	»	»	226 $\frac{1}{2}$	»	»
	Potsdam. . . .	4	2	41	»	»	41	34	298 $\frac{1}{2}$
	Francfort. . .	3	»	31	»	»	31	»	»
Silésie.	Breslau. . . .	8	»	104	»	3	104	»	»
	Liegnitz. . . .	3	1	42	»	16	26	40	918
	Oppeln.	28	»	772	»	761	10	»	»
Saxe.	Madgebourg. .	8	1	80	»	»	80	»	»
	Mersebourg. .	9	2	153	»	139	14	22	249 $\frac{1}{2}$
	Erfurth. . . .	2	»	16 $\frac{1}{2}$	»	»	16 $\frac{1}{2}$	»	»
Westphalie.	Munster. . . .	5	»	36	»	26	10	»	»
	Minden. . . .	»	»	»	»	»	»	20	197
	Arnsberg. . . .	13	2	161	»	103	58	»	»
Provinces rhénanes.	Cologne. . . .	9	3	689 $\frac{1}{2}$	640	5	44 $\frac{1}{2}$	»	»
	Dusseldorf. . .	35	2	743	»	502	241	»	»
	Coblentz. . . .	1	»	2	»	»	2	116	2,584 $\frac{1}{2}$
	Aix.	44	17	1,109	»	766	343	»	»
	Trier.	5	»	41	»	41	»	»	»
TOTAUX.		210	35	4,485	815	2,382 $\frac{1}{2}$	1,287 $\frac{1}{2}$	245	4,485

Pour savoir jusqu'à quel point on peut multiplier l'emploi des machines hydrauliques, il suffit de jeter un coup d'œil sur une partie de la carte industrielle d'Eversmann, et nommément sur les points où elle est traversée par la rivière de Volme, qui, sur une distance de 5 lieues, compte 102 usines; par celle d'Ennèpe, qui sur 6 lieues a 133 usines; par la

Wupper, depuis Wipperfürth jusqu'à Beienburg ; où l'on trouve sur 4 lieues 72 usines, et depuis Somborn jusqu'à Leutlingen (6 lieues) 99 usines ; par le Mörbach, qui compte sur une lieue et demie 107 usines, et par le Burghach, où 43 établissemens bordent une lieue de rivière. On a par conséquent, sur une étendue de rivière mesurée en ligne directe, près de 600 usines qui utilisent une force de 4,000 chevaux. La commune de Remscheid, qui n'a qu'une lieue carrée de superficie, possède 194 établissemens qui disposent d'une force de 1,600 chevaux. On peut opposer à cet exemple un autre, qui établit combien on néglige dans certaines contrées, même très-peuplées, la force motrice que l'on pourrait obtenir par l'eau. A Hamn, la moyenne des hautes eaux de la Lippe arrive à 15 pieds sur l'échelle d'étiage ; les basses eaux sont à 1 pied $\frac{3}{4}$ sur cette même échelle, de sorte qu'il existe une différence de 13 pieds. D'après des essais hygrométriques très-multipliés, la Lippe fournit, par un étiage de 1 $\frac{3}{4}$ de pied, 163,5 pieds cubes d'eau par seconde. La moyenne des observations de six années démontre que dans l'année l'étiage est pendant 289 jours à 3 pieds sur l'échelle, pendant 181 jours à 4 pieds, pendant 132 jours à 5 pieds, pendant 101 jours à 6 pieds, pendant 74 jours à 7 pieds, pendant 16 jours à 8 pieds, pendant 33 jours à 9 pieds, et 32 jours à 10 pieds ; ainsi la baisse varie entre 13 et 5. Mais comme à une hauteur de 10 pieds la quantité d'eau éprouve une progression plus rapide que n'est celle que subit la baisse des eaux, on peut considérer le point de 13 pieds avec 200 pieds cubes d'eau comme force disponible minima. Cette force équivaut à celle de 170 chevaux, dont la partie appliquée doit être évaluée à 50 pour 100. Les 8 tournans du moulin domainial à Ham, ont produit, en 1827 et 1828, 23,073 scheffels (1) de farine ; le moulin particulier à 2 tournans a produit à peu près un tiers de cette quantité, ce qui donne un total de 30,000 scheffels. La force de 3 chevaux suffit pour obtenir ce résultat. On trouve dans cette ville encore un laminoir qui utilise journellement la force de 10 chevaux. En examinant les chutes dont on dispose sur d'autres points de la Lippe, on trouve qu'un quatorzième seulement de la force disponible est employée à Ham. Un pareil exemple se présente sur un point de la Moselle, à Metz ; et nous renvoyons

(1) Le scheffel vaut 0,54943 hectolitres.

pour ce détail au Bulletin des Sciences technologiques, tom. XI, p. 44.

Nous avons déjà dit combien de moulins et de tournans la Prusse possède, nous donnerons néanmoins encore, séparément, le nombre de ces établissemens pour la Westphalie et les provinces rhénanes.

Le cercle de Munster a 500 moulins avec 540 tournans.

d'Arensberg	620	1,006
Minden	660	808
Dusseldorf	642	683
Cologne	457	525
Aix	359	550
Coblentz	1,085	1,375
Trier	908	1,349

En 1824, le comté de Mark avait 94 moulins mus par l'eau.

Le nombre des huileries du royaume était, en 1825, de 3,883.

Les provinces rhénanes possèdent 21 scieries, 69 papeteries.

C'est principalement dans les salines que l'on trouve les grands mouvemens hydrauliques et l'emploi d'une force considérable. Les machines à vapeurs ne sont employées que lorsqu'il n'y a pas de courans d'eau dans le voisinage. Dans l'exploitation du sel à Rothenfelde, on tire parti d'un petit ruisseau, dont les sources sont dans un étang; il fournit, dans la saison des pluies 45,5 pieds cubes par minute, dans les sécheresses 4,7 pieds cubes; et moyennement 16,6 pieds. Le filet tombe sur une roue de 32 pieds de diamètre, de sorte qu'il fallait obtenir une chute propre à atteindre la partie supérieure de la roue; pour cet objet on creusa un béal de 1,000 pieds de longueur. Il paraît qu'il est difficile de tirer un meilleur parti d'une quantité d'eau si peu considérable, et les constructions de Rothenfelde passent pour être supérieures.

Le tableau suivant contient les salines de la Westphalie, elles appartiennent toutes au royaume de Prusse, à l'exception de celles de Rothenfelde, de Salzuffeln, d'Oesdorf et de Carlshafen. On trouvera dans ce registre des données intéressantes; tant sur les richesses des mines que sur les quantités exploitées.

NOMS DES SALINES.	DÉNOMINATION DES SOURCES.	Produit des sources par minute.	Profondeur pour arriver à l'eau salée.	Centièmes de sel contenu dans l'eau salée.	Nombre des chaudières.	Superficie totale des chaudières.	Longueur de la graduation.	Superficie de la graduation.	Hauteur moyenne de la graduation.	Produit en l'ast. de 4000 liv.	LA SALINE SERAIT SUSCEPTIBLE DE FOURNIR UN PRODUIT DE
Rheine.	Soolschacht.	1 pi. cubes.	210 pieds.	47,3	4	pi. carr. 1796,6	pieds. 931,2 en 5 chutes.	pi. carr. 21000	33 pieds.	330	400 l'ast à peine.
Rothensfeld.	Soolbrunnen.	80	0	6,6	9	3238.	866 en 4 chutes.	5874.	31	1000	10000 au moins.
Neusalzwerk.	Ruppard. Fred. Guillaume Butow (seule utilisée). .	1,13 2,6 2,6	— — 34	8,5 7,8 10,53	7	4032	1900 en 3 chutes.	85000	42	1380	3000
Salz-Uffeln.	Leopold. Pauline Badguelle.	6 6 2	30 30 —	7,91 3,2 3,2	7	3024	1500	45000	30	750	2250
Bohrloch.	Soolschacht.	4	—	47	—	—	—	—	—	—	—
Oesdorf.	Soolschacht.	8,3	—	1,5	—	—	—	—	—	100	—
Carlsalten.	Soolschacht.	2,1	25	6,49	12	2400	1800 en 5 chutes.	64800	36	300	—
Salzkotten.	Soolschacht.	2,1	—	—	—	—	—	—	—	700	800
Western Kotten.	Windmühlenbrunnen. .	—	50	8,32	—	—	—	—	—	500	Pourrait produire con- siderablement plus.
Cappelebrunnen.	Cappelebrunnen.	—	50	8,38	14	—	—	—	—	—	—
Sassendorf.	Hauptbrunnen.	2,5	31	8,46	—	—	—	—	—	—	—
Kautnerbrunnen.	Kautnerbrunnen.	1,5	35	7,48	—	—	—	—	—	—	—
Kleinerbrunnen.	Kleinerbrunnen.	1,0	30	6,49	9	3700	1250 en 4 chutes.	29347	24	600	Pourrait produire bien plus.
Hauptbohrloch.	Hauptbohrloch.	1,5 (?)	38	7,5	—	—	—	—	—	—	—
Hauptbrunnen.	Hauptbrunnen.	5,2 (?)	38	7,46	—	—	—	—	—	—	—
Kleinerbrunnen.	Kleinerbrunnen.	2,11	0	7,35	—	—	1082 en 4 chutes.	29828	39	300	Id.
Neuwerk.	Neuwerk.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hoeppel.	Hoeppel.	—	48	8,4	—	—	—	—	—	—	—
Hauptbrunnen.	Hauptbrunnen.	6,0	(64)	4,98	—	—	—	—	—	—	—
Letzte V.	Letzte V.	5,3	(40)	4,83	—	—	—	—	—	—	—
Letzte W.	Letzte W.	5,3	(40)	3,85	1,3	12233	5721 en 5 chutes.	147345	21	3000	4000
No. VII.	No. VII.	2,3	(40)	3,12	—	—	—	—	—	—	—
Letzte Q.	Letzte Q.	2,3	(40)	4,19	—	—	—	—	—	—	—

Outre les salines contenues dans cet état, il y en a d'autres qui ne soit pas exploitées ; par exemple celles de Soest, de Salzbrink, de Werdhohl et de Salzesk. Les provinces rhénanes possèdent les salines de Théodorshall, de Münster et de Richlingen qui sont en plein rapport. Celles de la Westphalie fournissent annuellement 6,000 last (1), et celles des provinces du Rhin 2,000, ce qui fait un total de 8,000 last. La première province a 1,228,548 habitants, et la seconde 2,202,332, ensemble 3,430,870. L'expérience prouve qu'il faut annuellement 18 liv de sel à un individu, en sorte que la Westphalie consomme 5,528 last, les provinces rhénanes 9,900, et les deux provinces réunies 15,438 ; la Westphalie peut donc céder 500 last aux pays du Rhin, ajoutant à cela les 2,000 last que cette dernière contrée fournit, on aura néanmoins encore un déficit de 7,000 last, qui est couvert par les salines badoises, hollandaises et françaises. Le sel étranger revient, terme moyen, à 30 thaler (2). Le prix de fabrication à Königsborn n'atteint pas tout-à-fait 23 thaler ; à Neusalzwerk où la mine est plus riche, le prix est de 20 thaler.

Les salines de Westernkotten, de Sassendorf, de Soest, de Salzbrink, de Werl et de Königsborn, sont tellement riches, qu'il suffit de faire un trou de sonde pour rencontrer l'eau salée, et on pourrait y exploiter facilement le sel que l'on tire de l'étranger, auquel on paye pour la quantité de 7,000 last, annuellement 210,000 thaler. Il ne serait peut-être pas fort difficile et certainement très-avantageux de conserver cette somme au pays ; il s'agirait seulement de faire un sacrifice d'environ 2,000 thaler pour établir des moyens de communication.

Fix.

129. STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE EN PRUSSE. (*Allg. Hand-lungs-Zeitung* ; mars 1830, p. 133.)

Il résulte des tableaux statistiques dressés à la fin de 1818, pour constater l'état de l'industrie dans les états prussiens, qu'il existait dans tout le royaume :

(1) Le last a 4000 livres.

(2) Le thaler vaut 3 fr. 71 c.

PROFESSIONS.	MAÎTRES.	COMPAGNONS ET APPRENTIS.	NOMBRE DE COMPAGNONS POUR 100 MAÎTRES.
Boulangers.	21,708	7,559	35
Bouchers.	15,654	5,344	34
Taillieurs.	53,791	22,022	41
Cordonniers.	64,419	32,968	51
Menuisiers.	23,066	16,615	72
Maréchaux et armuriers. .	29,933	12,913	43
Serruriers.	15,068	11,151	74
Potiers et poêliers.	4,981	3,831	77
Charrons	13, 48	4,040	31
Boisseliers.	11,715	4,435	38
Cordiers.	3,235	1,729	53
Selliers, bonneliers. . . .	5,976	3,006	50
Tanneurs, corroyeurs. . .	5,329	4,279	80
TOTAL.	268,023	129,892	48
Dans les villes principales.	31,687	37,177	117
Dans les v. de second ordre.	96,244	55,959	58
Dans les bourgs et villages.	140,112	36,756	26
TOTAL ÉGAL. . . .	268,023	129,892	48

G.

130. UEBER DEN FREYHAFEN VON VENEDIG, etc. — Sur le Port franc de Venise, par rapport au commerce maritime de l'Autriche, en général, avec un aperçu comparatif de l'état industriel de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Autriche; par Ch.-Jos. Czœrnig; in-12 de X, 122 p. Vienne, 1831; Gérold.

C'est à l'occasion de l'ouverture solennelle du Port franc de Venise, que M. Czœrnig a entrepris de publier ses réflexions sur cet événement commercial. Après une description un peu pompeuse de la fête qui rappelait à l'auteur les fêtes brillantes de l'ancienne république de Venise, M. Czœrnig explique les conditions du Port franc, ne dissimule pas les objections qui ont été élevées contre cette mesure du gouvernement autrichien; mais il ne pense pas qu'elles soient de nature à contrebalancer les avantages qu'on s'en promet. A cet effet l'auteur développe dans les chapitres suivans les résultats heureux qui selon lui doivent être la suite de l'établissement du Port franc de Venise, tant pour cette ville

même que pour la Lombardie, et pour l'état autrichien. Il parcourt rapidement le commerce que Venise fait encore avec les états maritimes de l'Europe, ainsi qu'avec le Levant, principal marché que Venise s'est conservé malgré toutes les vicissitudes du commerce. Smyrne [est actuellement le principal entrepôt du commerce du Levant. Trébizonde commence à acquérir de l'importance, depuis que les progrès des armées russes contiennent dans le repos les hordes turbulentes qui auparavant troublaient la sûreté du commerce de la Perse et de la Bukharie. Odessa a commencé à devenir une place importante. La Grèce, si elle jouissait paisiblement des avantages que son sol et son organisation actuelle lui donnent, pourrait entretenir avec Venise des relations mercantiles d'un grand intérêt. La France ne commerce guère avec Venise, que par Marseille, et ces communications n'ont plus la même activité qu'autrefois. Venise possède encore des fabriques d'orfèvrerie, verrerie, de soierie, etc., dont les produits donnent lieu à des exportations considérables. Il est inconcevable que M. Czœrnig, au lieu de nous faire connaître en détail et par tableaux statistiques l'état actuel de l'industrie et de commerce de Venise, au lieu d'extraire des registres de douane les montans des importations et exportations, emploie le reste de son ouvrage à parler de l'industrie en Angleterre, en France et en Autriche. C'était de Venise qu'il fallait nous parler de manière à ne laisser rien à désirer faute de publicité; L'Autriche n'est pas si riche, il est vrai, en matériaux de statistique, que l'Angleterre et la France. Mais, puisque l'auteur était sur les lieux, et voulait écrire sur le commerce de Venise, il n'aurait rien dû négliger pour se procurer des renseignemens de statistique. Il est fâcheux qu'un ouvrage, d'ailleurs intéressant, soit totalement dépourvu de cette base indispensable de tous les raisonnemens d'économie publique.

131. DE L'OUVERTURE D'UN CANAL NAVIGABLE qui de l'Adriatique, et à travers l'Italie, déboucherait sur deux points différens dans la Méditerranée; par Pietro FERRARI, architecte de la chambre apostolique. (*Antolog.*, mai, 1826, pag. 74.)

Tel est le titre d'un opuscule qui a paru à Rome dans le

courant de l'année 1825. M. G. Giorgini, qui en rend compte dans l'Antologia, se livre à des réflexions qui paraissent fort justes.

Deux choses sont à considérer dans toute espèce d'entreprise, principalement dans tout projet de construction d'un canal, savoir : 1°. la possibilité de l'exécution ; 2°. l'utilité de la chose. Là où l'une de ces deux conditions manque, l'autre devient sans objet. Examinons si le projet dont il s'agit se trouve ou non dans ce cas.

En ce qui est du premier point, il était nécessaire que l'artiste démontrât dans son projet que la construction du canal était possible, non-seulement matériellement, mais encore relativement aux circonstances particulières, tant morales qu'économiques, dans lesquelles se trouvaient les parties intéressées qui devaient en supporter la dépense. Or, quant à l'exécution matérielle, elle exigeait indispensablement : 1°. que les eaux nécessaires pour alimenter ce canal ne manquassent point ; 2°. qu'il ne se rencontrât pas sur son passage des obstacles insurmontables. Aucune de ces deux conditions ne semble être la conséquence que l'on puisse déduire de ce qui se trouve exposé dans l'ouvrage de M. Ferrarî. Et en effet on voit, au chapitre II, que le bief de partage des eaux, ou point culminant du canal, doit être établi dans l'une des anciennes gorges des Appenins, dans les montagnes de Fossato, à l'extrémité de l'Ombrie, et dans la Marche, et qu'il s'y trouve *quelques sources* dont on pourrait profiter pour alimenter le canal. Mais en quoi consistent ces sources ? Dans un projet où il s'agit de faire passer un canal sur les flancs des monts arides, et au milieu des précipices, dans lesquels la perte de l'eau occasionnée par l'infiltration serait inévitable, il nous suffirait de savoir que la montagne de Fossato possède plusieurs sources dans son sein, et cela sans exiger au moins un calcul approximatif qui nous fît connaître le volume d'eau que ces mêmes sources peuvent fournir, et celui que l'on juge être nécessaire pour alimenter le canal.

On voit, en outre, dans ce projet, que l'élévation du bief de partage serait de 3,020 palmes romaines ou 2,079 pieds de Paris, et qu'il ne faudrait, pour surmonter ce point culminant, rien moins que 448 sas ! Mais parmi les canaux déjà ouverts, parmi ces constructions admirables, regardées à

juste titre comme des prodiges de l'industrie française et britannique, il ne se trouve pas un seul canal qui s'élève à une hauteur de plus de 500 pieds. Le canal de la Grande-Jonction, le plus grand de l'Angleterre, qui, de la Tamise, surmonte avec 101 sas et deux galeries les monts intermédiaires, et va se jeter dans le canal d'Oxford, n'a pas, à son point culminant, une élévation de plus de 123 mètres ou près de 385 pieds; et il ne serait pas permis, d'après cette comparaison, de douter que le projet de conduire un canal à une hauteur aussi excessive que celle de 2,079 pieds, et à travers des montagnes aussi âpres que celles dont il s'agit, ne soit pas exposé à rencontrer dans son exécution des obstacles insurmontables pour les forces humaines? M. Ferrari ne démontre donc point la possibilité physique de la construction du canal projeté. Mais admettons, pour un moment, que ce projet ne présente que des difficultés de l'ordre de celles qui ont été vaincues dans l'exécution du canal de la Grande-Jonction, mentionné ci-dessus. Ce canal a une longueur de 153 kilomètres, c'est-à-dire près de 92 milles, et 101 sas, et il a coûté à la compagnie qui l'a fait construire la somme de deux millions de livres sterling. Le nôtre irait au-delà de 210 milles de long et 448 sas! Quelles dépenses immenses n'exigerait donc pas, même dans ce cas, sa construction, et qui pourrait jamais, suivant les calculs de l'ingénieur romain, admettre comme possible, dans l'état actuel des finances et des ressources économiques de l'Italie, une entreprise aussi gigantesque!

Dans un *postscriptum*, l'auteur de cet article ajoute: Le rapport ci-dessus se trouvait déjà sous presse, lorsque parvint à Florence la nouvelle du décès de M. Pietro Ferrari. Il naquit à Spolète en 1761; il exerça avec succès l'architecture civile et hydraulique, et obtint de plusieurs administrations des états de l'Eglise des missions et des emplois d'une haute importance. On a de lui, indépendamment de l'opuscule dont il s'agit ici, plusieurs ouvrages estimés. Dans son *Traité sur le mode de régulariser le cours des eaux dans la vallée de Spoletina et des torrens en général*, etc. il a fait preuve de profondes connaissances pratiques dans ces opérations difficiles. Il est l'auteur de divers projets d'utilité publique, notamment de celui du dessèchement des lacs

de Trasimène et de Fucino (1). Il laisse un manuscrit inédit intitulé : *Traité sur l'art de former les jardins et les maisons de campagne.* L.

132. STORIA DEI PROGETTI E DELLE OPERE PER LA NAVIGAZIONE INTERNA DEL MILANESE. — Histoire des projets et des ouvrages exécutés pour la navigation intérieure du Milanais, par J. BRUSCHETTI, 1 vol. in-4°. avec un atlas in-folio. Milan, 1830, Bernardoni. (*Il nuovo Ricoglit.*; cah. LXVIII, août 1830.) -

Les canaux sont pour le Milanais une source inépuisable de richesses; ils servent non-seulement à faciliter les transports, mais encore à favoriser l'irrigation du sol et à entretenir l'air dans un état constant de salubrité, en concentrant sur un seul point les eaux jadis stagnantes, qui étaient pour les habitans qui se trouvaient dans leur voisinage, le foyer d'où s'échappaient mille maladies mortelles.

Les canaux de ce pays ont servi de modèle à tous ceux qui ont été creusés, et l'histoire des travaux immenses qu'ont coûtés ces vastes entreprises mérite à tous égards de fixer l'attention.

L'ouvrage que nous avons sous les yeux est le fruit de grandes recherches sur tout ce que l'architecture hydraulique en Italie présente d'intéressant.

Après quelques réflexions, sur l'utilité des canaux pour faciliter les relations des peuples méditerranéens et sur la gloire que se sont acquis les architectes italiens qui ont exécuté avec autant de succès des travaux qui devaient produire de si grands avantages à leur patrie, il commence son récit à l'origine du premier canal entrepris pour établir une communication facile entre le lac Majeur et le Tessin, et suit progressivement l'histoire des canaux du Milanais jusqu'à nos jours.

Il rappelle dans des notes historiques supplémentaires, l'idée émise autrefois de creuser un canal qui établisse une communication entre les autres canaux du pays et le lac Lugano. Ce projet lui sourit avec d'autant plus de raison qu'il y trouve le moyen de rendre à la culture une immense étendue de bruyères qui se trouvent à l'occident et au nord

(1) Voy. le *Bulletin*, to. XI, n°. 203.

de Milan. Il appuie également sur la nécessité de mettre à exécution le projet formé autrefois de tirer parti du courant de décharge du petit lac de Pusiano, en creusant un autre canal qui traverse encore la bruyère et conduise à Monza et à Milan.

Il termine son ouvrage par plusieurs autres notices intéressantes : 1°. *des documens pour servir à son histoire*; 2°. *la solution de quelques problèmes sur le mouvement de l'eau*, qui se sont présentés lors de la construction du canal de Pavie; 3°. *quelques autres mémoires et détails intéressans sur l'itinéraire de la navigation du Milanais*, le profil de nivellement du système de navigation, la conduite des travaux du canal de Pavie, la description des édifices et des différens genres de construction de ce canal, la marche suivie dans la compilation des projets sur l'exécution de chacun de ces travaux, des notes sur les bateaux à vapeur et sur l'avantage des voitures à vapeur sur les routes latérales des lignes de navigation du Milanais.

L'ouvrage est accompagné de plusieurs planches gravées avec soin. L'une d'elles représente les routes, les lacs, les rivières et les canaux formant le système de la navigation intérieure du Milanais; les cinq autres, la planimétrie et la coupe verticale du canal de Pavie. Les détails de ces planches y sont représentés avec une précision admirable, qui donne une juste idée des moyens employés pour creuser ce canal. Parmi les autres planches, la plus remarquable est celle qui représente le cours du Pô et la lagune de Venise. G—D.

133. COUP D'ŒIL SUR L'IMPORTANCE D'UN CANAL NAVIGABLE DE PARME A COLORNO. (*Annali di statist. Econ. publ., etc.*; Déc. 1827, p. 247.)

Dans le moment, dit le rédacteur des Annales, où l'on voit de toutes parts construire de nouveaux canaux, nous croyons à propos d'exposer un projet conçu par l'architecte Agostino Gerli, de l'état de Milan.

La construction d'un canal navigable de Parme à Colorno serait d'une très-grande utilité pour le Parmesan et le Crémonais, d'autant plus qu'il peut s'effectuer avec peu de dépense.

L'utilité consisterait spécialement dans les transports qui

seraient faits avec facilité et hors de l'état, et dans le débouché des produits qui proviennent particulièrement des bords de la rivière de Parme.

L'exportation s'étendrait aux divers articles de chaux, de plâtre, sable, etc.; au moyen de la navigation de ce canal, on transporterait le gravier à la rive gauche du Pô, et il y serait d'un grand avantage pour les chemins de ce pays et pour les divers ouvrages qui se construisent le long des rives de ce fleuve.

La chaux et le plâtre qui se vendent à bas prix à Parme, se débiteraient avec un grand profit de ce côté; pareillement l'exportation des raisins et du vin dans les temps de grande abondance favoriserait l'agriculture de deux manières, 1°. par l'introduction d'une grande activité dans le commerce; 2°. en rendant plus industrielle la classe des paysans, lesquels hantant, alors qu'il y a abondance, tout le vin exubérant, deviennent négligens et paresseux.

Les avantages de l'importation par le moyen de ce canal sont également évidens. On obtiendrait à bien meilleur prix tous les produits qui arrivent par la mer Adriatique, ou qui proviennent du Véronais, du Milanais, et enfin du lac Majeur. Tous ces produits sont innombrables, comme sel, bois d'œuvre, grains, charbon, bestiaux, fromages, beurre, marbre, granites, etc., etc.

Pour rendre plus facile l'exécution de ce travail, et afin de ne point porter de dommage, ni à l'agriculture, ni aux manufactures établies le long du petit canal (Canaletto), en déviant l'eau dans le cas de sécheresse, le canal ne devra être navigable que pendant huit mois seulement de l'année, c'est-à-dire, du commencement d'octobre à la fin de mai.

Ce canal commencera au-delà du pont qui existe sur le petit canal, en dehors de la porte Saint-Barnabé. Il y aura deux écluses ou portes, par lesquelles on introduira à volonté la quantité d'eau que l'on jugera nécessaire au besoin. On décrira de là une ligne oblique dans la direction du côté droit de la rue qui conduit à Colorno, et à une distance d'environ cent brasses de cette rue, de manière à ne point endommager la rue, ni porter préjudice aux maisons qui la bordent. On prolongera ensuite la tranchée parallèlement à la rue qui conduit à Colorno, et enfin, au moyen d'un bassin

on la fera déboucher dans le fleuve au-dessous des ponts, à Colorno.

La profondeur de ce canal sera de 4 brasses, sa largeur dans le fond sera de 7 brasses, et son évasement supérieur sera de 13 brasses. Les bords se trouvant d'une telle obliquité, les terres dont ils seront flanqués ne tomberont point aussi facilement au fond, au détriment de la navigation, mais au contraire se soutiendront, si l'on a surtout le soin d'y faire croître des herbes qui les lieront encore davantage et les mettront dans le cas de mieux résister à la pluie et à la gelée.

D'après les mesures précitées, il résulte que pour chaque brasse de ce canal on devrait creuser 40 brasses cubes, et chaque mille royal étant composé de 3,000 brasses, la totalité pour chaque mille sera de 120,000 brasses qui, multipliées par 9 (la distance de Parme à Colorno étant de 9 milles), donnent 1,800,000 brasses cubes de terre que l'on aura à remuer. En évaluant chaque brasse cube à 5 sous, y compris les frais d'instrumens, ustensiles, etc., l'exécution de l'excavation coûtera 270,000 livres, monnaie de Milan. Supposant ensuite la nécessité de 6 ponts et de 3 étais à construire, on peut ajouter pour cette dépense 200,000 liv. environ; on aura pour la dépense totale 470,000 liv.

Ce calcul n'est qu'approximatif: pour rendre un compte exact de la dépense, il est nécessaire de prendre le juste niveau de la plus grande et de la plus petite profondeur du canal, le nombre et la qualité des étais. En outre, il est nécessaire de relever le nombre des routes qui devront traverser le canal et déterminer le nombre et l'espèce des ponts qui s'y trouveront.

Je crois devoir observer ici, dit le rédacteur, qu'au-delà des murs de Parme, en allant de la porte Saint Michel à la porte Saint-Barnabé, on trouve des sources auxquelles j'ai vu produire une quantité d'eau considérable dans les temps de la plus grande sécheresse, comme aux environs de la mi-août; cette quantité d'eau, augmentée à propos, pourrait contribuer, ou à la navigation du canal, ou à l'irrigation du sol. La méthode par laquelle on peut accroître le produit de ces sources consiste dans la confection d'un mur ou d'un talus palissadé, en forme de demi-cercle, autour des points

d'où surgit la plus grande quantité d'eau ; de cette manière on soutient la terre tout autour, et l'eau coule en plus grande abondance. Afin de ne point tarir les puits de la ville, la superficie des cuves ou bassins renfermés dans l'enceinte murée, autour des points jaillissans, ne devra pas être élevée de plus de moitié environ du niveau des puits que l'on veut garantir.

L'eau du canal n'ayant qu'un cours lent, et étant dérivée d'un torrent qui est naturellement trouble et imprégné de terres, il est facile de concevoir que le canal sera par cette raison sujet à de fréquens curages.

En appliquant à cet effet la méthode qui fut introduite pour le canal de Milan, par le comte Augustin Litta, on pourrait considérablement diminuer la dépense de ce curage. Ce moyen consiste à ouvrir les bassins tous les dimanches, et à donner un libre cours aux eaux qui entraînent dans leur cours toute la fange, et ne laissent au fond du canal que les matières pesantes qui en sont extraites de temps en temps.

A l'effet de donner un fond solide au canal, il conviendra pour cela de le paver, en suivant la forme d'un segment de cercle. Chaque carreau de surface, y compris le coût du pavé estimé à 5 sous, donnerait pour la totalité du canal 54,000 liv. de Milan.

La largeur du canal prise au fond, n'étant que de 7 brasses, on ne pourra y faire naviguer qu'un bateau de 5 brasses de largeur, lequel aura 12 brasses de longueur dans son parallélogramme, non compris les deux extrémités qui terminent la barque par deux angles. Les côtés seront élevés de 18 pouces, et le bateau sera propre à transporter au moins 18 à 20 mille livres (grosses) de Milan, c'est-à-dire 2,000 mesures de blé.

Un tel bateau, non compris 6 pouces de hauteur pris sur les bords, doit employer 60 fois son volume cube d'eau.

Chaque cube d'eau pèsera 288 livres grosses (Milan), qui, multipliées par 60, donnent 17,280 livres grosses. Ajoutant à présent les deux angles qui forment les extrémités, on verra que la charge de ce bateau excédera 20,000 livres grosses de Milan.

Il est juste que l'état soit remboursé des dépenses de la

construction de ce canal, et, à cet effet, il serait nécessaire d'établir deux douanes : l'une d'elles serait à l'entrée, sous les murs de la ville, et l'autre à l'extrémité où le canal débouche dans le fleuve, au-dessous des ponts, à Colorno. Ces douanes devraient être construites en forme de magasins, et serviraient en même temps de dépôt aux marchandises.

Pour favoriser la permutation des bateaux, on devra faire le long du canal, à la distance d'un demi-mille environ, des anses de 40 brasses de longueur sur 8 de profondeur. Cette opération entraînera un mouvement de 1,600 brasses cubes de terre, qui, multipliées par 18, nombre égal à la quantité d'anses nécessaires, formeront un total de 28,800, qui, à 5 sous par cube, donnent un total de 7,200 livres.

En ajoutant à cela les autres dépenses déjà indiquées, on aura une somme de 531,200 livres, non compris la dépense affectée à réunir et augmenter les eaux qui surgissent des sources situées sous les murs de la ville. T.

134. IL CANAL GRANDE DI VENEZIA. — Le grand canal de Venise, décrit par A. QUADRI, et représenté sur LX tableaux ou planches dessinées et gravées par D. Moretti. Venise, 1828; Andreola. (*Giornale delle provincie Venete*; oct. 1828, p. 187.)

Cet ouvrage est divisé en cinq séries : la première comprend l'espace qui s'étend depuis l'île de Saint-Genges jusqu'au pont de Rialto; la seconde embrasse l'espace qui va depuis ce pont jusqu'au-delà de Sainte-Claire; la troisième remonte depuis Sainte-Lucie jusqu'au pont de Rialto; la quatrième s'étend depuis le pont jusqu'à la maison Erizzo, où le canal commence; enfin, la cinquième série va depuis la maison Erizzo jusqu'à l'extrémité des jardins publics à Castello. Un tableau très-exact présente en tête de l'ouvrage le cours du canal dans toute son étendue. C. R.

135. BATEAUX A VAPEUR sur les eaux de la Lombardie. (*Annali univ. di Statistica*, etc.; oct. 1826, p. 28.)

Trois bateaux à vapeur ont été jusqu'à présent en activité sur les lacs de la Lombardie, savoir : 1°. le *Verbano*, sur le lac Majeur, où il commença son cours le 3 mars 1826 : il a 90 pieds de long; sa moindre immersion est de 2 pieds et demi;

sa plus grande de 3 pieds et demi. Le voyage de Sesto-Caldende à Magadino s'effectue en moins de 5 heures. 2°. *Le Lario*, sur le lac de Côme, où il fut lancé le 29 juillet dernier. 3°. *Le Plinio*, lancé en septembre sur le même lac; il commença en octobre son voyage de Domaso à Lecco, se rencontrant à moitié chemin avec *le Lario*. Ces deux derniers bateaux sont d'une égale dimension, de 85 pieds en longueur, avec la même largeur que *le Verbano*. Le voyage de Côme à Domaso se fait en 4 heures environ, sans s'arrêter. Un autre bateau à vapeur a dû être en activité sur le lac de Guarda, en 1827. A. M.

136. ROUTE DE VIGO A BENAVENTE. (*Gaz. de St.-Sebast.*; 1831, n°. 52.)

Aucune communication intérieure n'offrirait plus d'avantage au commerce de la Péninsule qu'une route de Benavente au port de Vigo; mais une espèce de fatalité, attachée à l'exécution de cet ouvrage, l'a toujours fait abandonner au moment où l'on se disposait à l'entreprendre. L'importance de cette communication ne se borne pas seulement à la ville de Vigo, qui, par la disposition toute particulière de sa baie, est susceptible d'être élevée au rang des premiers ports de l'Europe; elle s'étend même à toute la Gallice, qui manque encore de débouchés pour l'exportation de ses produits immenses et variés. On estime à 3 millions et demi d'arobes de vin l'excédant de la seule province d'Orense, l'une des sept qui composent le royaume de Gallice. Ce pays abonde en bétail, châtaignes, fromage, beurre, poissons, fruits, toiles, etc. Il produit des huiles qui rivalisent avec les meilleures de l'Europe, et son sol est susceptible de recevoir d'immenses plantations d'orangers et de citronniers. Parmi les divers plans présentés pour l'exécution de cette route, le préférable serait, selon nous, celui qui, la faisant partir en ligne directe et le plus rapprochée du centre, la conduirait par Orense, Laza, Monterrey et Sanabria, jusqu'à Benavente. Des rameaux s'étendraient à Pontevedra, Santiago, Lugo et Montforte. Cette direction réunirait le double avantage d'être la plus courte, et de diminuer la dépense de cet ouvrage important. G.

137. TRAVAUX, PLANTATIONS ET ESSAIS AGRONOMIQUES FAITS A SÉVILLE. (*Estafeta de San-Sebastian*; 21 janv. 1831.)

Don José Manuel de Arjona, corrégidor de Séville, donne chaque jour de l'accroissement aux travaux d'agrément et d'utilité, dont l'on doit l'exécution à son zèle infatigable. Le temple gothique qui renferme la machine à vapeur élevée pour arroser les bosquets et les terres riveraines du Guadalquivir, vient d'être terminé avec un luxe qui répond à son style. Il offre, avec les promenades qui l'entourent, un coup d'œil pittoresque aux passagers qui descendent à Séville dans les bateaux à vapeur. Le jardin *des délices* qui le suit immédiatement, a été créé par don Manuel. Il a été augmenté d'un grand nombre d'arbres exotiques, et ses parterres, toujours couverts de fleurs, prolongent cette agréable perspective terminée par la promenade de *Bella-flor*, qui s'étend presque jusqu'à la *Torre del oro* où s'arrête le bateau. En remontant vers le fleuve, l'étranger surpris aperçoit le nouveau jardin de la reine *Christine*, élevé entre le Guadalquivir et les murs de la ville. C'est le jardin le plus beau et le mieux disposé qu'on puisse voir. Rien n'est plus étonnant que la végétation brillante de ces jardins plantés récemment sur des terrains incultes où se déposaient les immondices de la ville, et convertis comme par enchantement en parterres agréables qu'égalent à peine ceux des plus grandes villes de l'Europe.

A l'extrémité de ces jardins, on a établi une communication directe avec l'immense bois de peupliers qui s'étend jusqu'à la porte de Triana, par un pont solide pour les piétons, jeté sur le ruisseau du Tagarete, en laissant pour les voitures celui qui se trouve à l'embouchure de ce ruisseau et qui à cause de son éloignement nécessite un détour. Le nouveau pont, formé d'une arche elliptique de 30 pieds d'ouverture, a 120 pieds de large à ses arrivées, 42 à l'entrée et 24 dans la partie soutenue par l'arche; au centre est une belle balustrade de fer, aux extrémités des garde-fous et des acrotères d'un très-bon goût. Le chemin de Dos-Hirmanas et d'Utrisa, qui commence à l'extrémité opposée de la *Bella-flor*, était devenue impraticable l'hiver passé; il a été reconstruit en ciment avec des matériaux solides, et bordé

de fossés pour l'écoulement des eaux. Outre ces travaux et ces promenades magnifiques, une d'elles, créée par don Manuel, forme maintenant, à côté de celle de la Bella-flor, et de la promenade de Las Delicias, à l'opposé, un bosquet de 10 arpens, coupé en allées bordées d'arbres exotiques acclimatés dans la pépinière qu'il a établie et réunie à un jardin destiné à devenir un verger.

Cet infatigable magistrat, qui consulte dans ses travaux l'utilité autant que l'agrément, a fait plusieurs expériences agronomiques dans un établissement rural fondé à cet effet. Il y essaie en présence des laboureurs les instrumens aratoires qu'il a fait venir d'autres pays, tels que le semoir anglais de Took, les charrues à deux versoirs et à avant-train, la herse etc., en leur en faisant connaître pratiquement le maniement et les avantages. Il a essayé d'acclimater des plantes et des arbres de différens pays, et y a réussi, entre autres, pour le riz de Porto Rico, et pour le riz sec, qui a l'avantage de ne pas exiger des eaux stagnantes, et de pouvoir être cultivé dans des terrains assez secs.

138. MINES DE PLOMB DE LA SIERRA DE GADOR DANS LES ALPUJARAS. (*Estafeta de San-Sebastian* ; 10 janvier 1831.)

L'exploitation des mines si abondantes de la Sierra de Gador était depuis long-temps abandonnée, lorsque le roi d'Espagne, pour rendre la vie à ce genre d'industrie, fit en 1823 paraître une ordonnance par laquelle il accordait une liberté illimitée à l'exploitation des mines. Ce bienfait se fit bientôt vivement sentir : des compagnies d'exploitation se formèrent et le commerce devint si actif qu'à peine on pouvait suffire aux demandes, et qu'en 1825 le prix du plomb s'éleva à 8 réaux $\frac{1}{2}$ l'arrobe. L'instant était opportun pour établir sur des bases immuables la liberté des mines et des fabriques ; le roi en sentit toute l'importance et en profita pour accorder à cette branche d'industrie toutes les garanties qui pouvaient assurer sa prospérité. Le résultat immédiat de ces dispositions fut la formation de nouvelles compagnies, la demande de démarcations nouvelles et l'ouverture d'une grande quantité de puis nouveaux. En 1826, le nombre s'élevait à 3,000 et plus de 20,000 personnes y trouvaient leur existence.

L'immense quantité de métal extrait des mines (cinq mil-

lions d'arobes par an) en fit nécessairement tomber le prix aussi. Le plomb qui, en 1824 et 1825, valait 79 réaux le quintal rendu à bord, ne se vend aujourd'hui que 43 réaux à Adra ou à Almeria. Le prix de la main-d'œuvre est tombé avec celui des produits, mais le point important est l'exclusion presque totale des étrangers des différentes places d'Europe, où le plomb espagnol, malgré les droits exorbitans auxquels il est soumis, obtient toujours la préférence à cause de sa qualité. La question importante aujourd'hui et qui occupe les mineurs, les fabricans et les spéculateurs est de soutenir le prix du plomb à 5 ou 6 réaux l'arrobe et de conserver la possession exclusive de ce trafic sans diminuer la consommation. La solution de cette intéressante question paraît être le sujet du mémoire de D. Martin de Piñeda, dont nous tirons cette notice. Il conseille non-seulement d'accorder toute la liberté possible à cette exploitation, mais encore de l'affranchir des entraves qui la gênent. Il combat avec succès l'opinion de ceux qui voulaient que la durée du temps de l'exploitation fût de cinq ou six mois seulement chaque année, ou qu'il se formât une compagnie qui s'engageât à payer le métal 5 ou 6 réaux, et il démontre que la liberté illimitée d'exploitation, tout en livrant à la circulation une quantité de métal excédant les besoins et en faisant par-là baisser les prix, assure aux Espagnols le monopole de cet article, donne à l'industrie nationale un essor dont elle a le plus grand besoin et fait entrer dans le royaume des capitaux étrangers qui augmentent la richesse publique. G—D.

139. OBSERVATIONS SUR LE CLIMAT DE L'AMÉRIQUE DU NORD.
(*American Journal of Sciences and Arts* ; 1^{re}. janvier 1831.)

L'auteur de ces observations critique l'opinion adoptée par un grand nombre de physiciens du siècle passé, que les contrées couvertes de forêts sont plus fridées que celles où le sol est exposé à l'action des rayons solaires, et qu'il serait possible de diminuer la rigueur du froid dans l'Amérique du nord, en y multipliant les abattis, en découvrant et desséchant le sol par le progrès des cultures ou même par la destruction des forêts dont l'homme ne fait aucun usage. « Aucune extravagance systématique ne fut jamais aussi bizarre

que celle-là, » dit le critique M. David Thomas. Après quelques raisonnemens assez faibles, le dissertateur américain cite des faits d'une autorité plus imposante ; il rappelle que dans une contrée découverte, presque sans arbres, un peu plus au sud que Paris, les voyageurs Lewis et Clark ont vu le thermomètre descendre à 43° au-dessous de 0 ; et qu'au Saut Sainte-Marie, près du lac Supérieur, à 43° de latitude, le Dr. Foot observa, le 6 février, un froid de 30° , et de 24° à la fin du même mois. « Nous habitons, dit M. Thomas, un sol qui se prolonge jusqu'aux glaces polaires, et le vent du nord nous apporte la température de ces tristes régions. Pour adoucir notre climat, le seul moyen efficace serait d'opposer à ce vent du nord une barrière qu'il ne pût franchir. »

Cette conclusion est peut-être juste en elle-même, quoique déduite par une logique dont beaucoup de lecteurs ne se contenteront pas. On ne peut méconnaître l'accroissement de la température dans presque toute l'Europe, depuis que les cultures s'y sont étendues ; même en 1789, les glaces de la Seine à Paris ne furent pas comparables à celles dont cette rivière se couvrait presque tous les ans au temps de l'empereur Julien. Cependant rien ne semble changé autour de nous, si ce n'est l'état du sol ; il n'était donc point déraisonnable de regarder comme dépendans l'un de l'autre deux faits simultanés et qui se présentaient seuls, sans qu'ils parussent avoir aucune relation avec les autres agens de la nature.

En considérant la question sous un point de vue général, elle ne paraîtra point soluble dans l'état actuel de nos connaissances géographiques et physiques. Nous ne sommes pas en état de dire pourquoi la côte orientale de notre continent est beaucoup plus froide que celle de l'ouest ; on ne peut rapporter cette inégalité à l'influence des glaces polaires ; nous ne pouvons qu'entrevoir quelques-unes des causes de l'excessive inégalité que l'on remarque dans la température de l'hém. austral sous les mêmes latitudes, et cependant nous sommes tellement pressés de savoir, que nous ne voulons prendre ni le temps ni les moyens de faire les études indispensables : on conclut avec des données insuffisantes, et l'ensemble de ces téméraires décisions usurpe quelquefois le titre de *science*. Les physiiciens d'Europe ont peut-être exagéré l'influence des

forêts sur le refroidissement des pays boisés ; leur adversaire américain exagère aussi l'effet opposé qu'il leur attribue. Pour terminer ces inutiles débats , et parvenir à de véritables connaissances sur cette partie si importante de la physique , il faudra peut-être encore des siècles d'observations. En attendant , que les colons américains ne craignent point de défricher leurs forêts ; ce travail ne peut être plus funeste au Nouveau-Monde qu'il ne l'a été dans notre Europe , où certainement il n'a pas refroidi le climat. F—y.

140. REMARKS ON THE PREVAILING STORMS , etc. — Remarques sur les orages dominans sur les côtes de l'Atlantique et des Etats-Unis de l'Amérique ; par W. C. REDFIELD. (Extrait de l'*American journal of Sc. and Arts*, vol. XX, n°. 1.) In-8°. de 36 p. avec une carte de l'Océan atlantique ; New-York , imprimerie de Blunt.

Quoique la géographie fournisse en grande partie les données de la question traitée par M. Redfield , c'est de la météorologie qu'il faut en attendre la solution , et jusqu'à présent cette partie de la physique n'a pas encore surmonté les obstacles qui s'opposent à ses progrès. On voit avec satisfaction , par les détails contenus dans ce mémoire , que les navigateurs américains recueillent des faits dont la science profitera , que leurs journaux contiennent des observations précises , où les circonstances du phénomène qui en est l'objet sont notées avec soin. C'est ainsi que la marche de l'ouragan , qui se fit sentir au mois d'août 1830, dans le golfe du Mexique , où il s'était formé , et qui parcourut les côtes des Etats-Unis , a pu être décrite depuis l'île Saint-Thomas jusqu'à 43° de latitude , que l'on a mesuré sur plusieurs points la vitesse de cet immense tourbillon dont le diamètre a pu s'étendre jusqu'à 250 milles nautiques , quoique la partie qui portait le ravage sur sa route n'eût pas plus de 5 à 6 milles de largeur. On a constaté aussi que la vitesse du courant qui transportait cette masse animée d'un mouvement de rotation , et sans doute aussi la cause qui l'entretenait s'accélérait , en s'éloignant du lieu de son origine , et s'avancant vers le nord. Entre Saint-Thomas et les îles de Bohawa , il ne parcourait que 15 milles en une heure ; sur les côtes de l'état de Massachusetts , il en parcourait 18 ; et sur les côtes de la Nouvelle

Écosse , 20. Tout cet espace fut parcouru en 6 jours , longue durée pour un mouvement accidentel de l'atmosphère , et surtout pour une rotation aussi rapide que devait être celle de ce tourbillon autour de son axe. Il faut remarquer cependant que la vitesse du courant dont ce tourbillon faisait partie était peu considérable , et n'approche point de celle des vents du sud que l'on éprouve de temps en temps en Europe. En Amérique , Franklin estimait que la vitesse du vent pouvait excéder 100 milles par heure. F—y.

141. I. CLIMAT DES RÉGIONS A L'OUEST DES ALLÉGHANIS, DANS LE BASSIN DU MISSISSIPPI. (*Western Monthly Review*, n^o. 12, juin 1830 , p. 632.)

142. II. EXAMEN DE CETTE QUESTION : La vallée du Mississippi est-elle plus chaude, aux mêmes latitudes, que les côtes de l'Océan atlantique? par M. Lewis BECK, D^r.-M. (*Transact. of the Albany Institute* ; vol. I, n^o. 2, juin 1829, art. VII.)

Cincinnati est une ville naissante, dont les accroissemens ont étonné ceux même qui étaient le plus à portée d'en bien connaître la cause. Il paraît que ce lieu si attrayant n'est pas indigne de la renommée qu'on lui a faite; cependant l'un de ses habitans entreprend d'en donner une idée plus satisfaisante que celle qu'on peut s'en former en lisant les relations des voyageurs; il prétend que ces beaux sites, la magnifique végétation qui couvre le sol et l'abondance des eaux sont en même temps des sources de jouissances, de richesses et de santé. L'expérience a prouvé, dit-il, que les cultures et l'écoulement des eaux stagnantes y opèrent leurs effets d'assainissement plus tôt et d'une manière plus sensible qu'à l'est de la chaîne, dans les régions atlantiques; les détails dans lesquels il entre contiennent des matériaux pour l'hygiène des États-Unis. Les variations de température ne sont ni aussi subites ni aussi étendues à l'ouest qu'à l'est, et leurs inconvéniens y sont beaucoup moins sensibles. A l'appui de cette assertion, l'auteur de cette notice produit les tables d'observations météorologiques faites à Cincinnati, en décembre 1829, janvier, mars et avril 1830, omettant le mois de février, qui, dans la vallée de l'Ohio, peut être assimilé à mars en raison de la perpétuelle et fâcheuse variation de

l'état du ciel. Du commencement de mars à la fin d'avril , l'accroissement de température ne fut que de 15° de Réaumur, et les variations d'un jour à l'autre ne furent que de 8°, tandis qu'au nord de l'ancien continent elles excèdent souvent 25 .

Cependant le mémoire du Dr. Beck assimile le climat de ces deux régions à latitude égale , et ses raisonnemens ne sont point sans une grande autorité. Commençons par les exposer.

Philadelphie est à un demi-degré plus au nord que Cincinnati : la différence de température moyenne entre ces deux villes est au-dessous de 0°,8 de Réaumur.

La botanique vient appuyer le résultat des observations thermométriques. Selon Michaux , le sassafras abonde dans la vallée du Missouri , sur les côtes de la Virginie , et remonte jusqu'au Canada. Le Catalpa, que l'on regarde comme originaire du Japon , paraît se plaire également des deux côtés de la chaîne , et partout on reconnaît que sa dissémination n'est pas un effet de causes naturelles , que l'intelligence humaine y a participé. Le papayer et le pacanier sont l'un et l'autre , dans les deux régions , aux mêmes latitudes. M. le docteur Beck donne un échantillon de la Flore de Saint-Louis , sur le Mississipi , latitude de 39°. 36'. A l'exception de quelques plantes propres à l'Amérique , toutes les autres s'étendent , en Europe , jusqu'au-delà du 50°. de degré , et toutes habitent également de part et d'autre des monts Alléghanis. Enfin , la zoologie est aussi mise à contribution par ceux qui attribuent à la vallée du Mississipi une température plus élevée que celle des côtes de l'Océan atlantique : on y voit , disent-ils , des perroquets jusqu'à la latitude de 42° ; il est vrai que dans l'autre région ces oiseaux visitent rarement les états du Nord , quoiqu'ils n'y soient pas inconnus aux chasseurs ; mais des circonstances étrangères à la température peuvent diriger leurs migrations , et ces faits isolés ne peuvent servir à résoudre la question dont il s'agit.

Les preuves que M. le docteur Beck accumule en faveur de son opinion sont , comme on voit , d'un très-grand poids , surtout les observations thermométriques ; mais l'opinion contraire est celle de Jefferson , Volney , Williamson , et de plusieurs autres observateurs , et il semble que parmi les par

tisans de l'opinion contraire, il en est que des vues particulières ont pu écarter quelque peu des voies de la vérité. Tel est M. DRAKE, auteur du *Tableau de Cincinnati*, et M. DARBY, auteur du *Guide des émigrans*. Il semble que de nouvelles observations sont encore nécessaires pour que la question soit définitivement résolue.

De part et d'autre de l'Atlantique, on est exposé à prononcer trop légèrement, d'après des données purement locales, sur des faits qui dépendent de causes très-lointaines, et dont l'explication exigerait que l'on portât son attention sur une grande partie de la surface du globe et de son atmosphère.

PLANS ET CARTES.

143. ATLAS DU ROYAUME DES PAYS-BAS, dressé et gravé par C. VAN BAARSEL et fils; à la Haye, chez F.-J. Weygand. (*Kritischer Wegweiser*; II^e. vol., p. 371.)

Cet atlas contient :

1^o. Nouvelle carte de la province de Hollande, partie septentrionale; 1825. Échelle : $\frac{1}{866667}$. Prix, $\frac{2}{3}$ de rixdaler.

2^o. Hollande méridionale, divisée en arrondissemens et cantons de justices de paix; 1830. Échelle : $\frac{1}{173333}$. Prix, $1\frac{1}{3}$ de rixdaler.

3^o. Over-Yssel, divisée, etc.; 1829. Même échelle. Prix, $2\frac{2}{3}$ de rixdaler.

4^o. La Gueldre, divisée, etc.; 1830. Même échelle. Prix, $2\frac{2}{3}$ de rixdaler.

5^o. Utrecht, divisée, etc.; 1821. Même échelle. Prix, $1\frac{1}{3}$ de rixdaler.

6^o. La Frise, divisée, etc.; 1830. Même échelle. Prix, $1\frac{1}{3}$ de rixdaler.

7^o. Nouvelle carte de la province de Zélande. Sans millésime. Échelle : $\frac{1}{866667}$. Prix, $\frac{2}{3}$ de rixdaler.

8^o. Nouvelle carte de la province d'Anvers. Sans millésime. Même échelle et même prix.

9^o. Nouvelle carte de la province du Brabant septentrional. 1829. Même échelle et même prix.

100. Brabant méridional divisé, etc. Sans millésime. Échelle : $\frac{1}{125000}$. Prix, $1\frac{1}{3}$ de rixdaler.

110. La Flandre orientale divisée; etc.; 1830. Même échelle et même prix.

120. La Flandre occidentale, 1829. Même échelle et même prix.

130. Le Hainaut (Henegouwen) divisé, etc. Sans millésime. Même échelle. Prix, $2\frac{2}{3}$ de rixdaler.

140. Limbourg divisé, etc.; 1829. Même échelle et même prix.

Cet atlas du royaume des Pays-Bas est un extrait très-utile et très-bien entendu des grandes cartes originales de Ferrari et de Krayenhof. Il contient des améliorations notables eu égard aux sources où les auteurs ont puisé; les routes et tous les travaux exécutés pour faciliter les communications intérieures qui ont été faits dans les derniers temps par ordre du roi, y figurent. Il est à regretter que toutes les feuilles ne soient pas rédigées d'après la même échelle, et on pourrait presque induire de cette irrégularité que les feuilles 1, 5 et 6 n'appartiennent point à l'atlas. L'indication de la division intérieure, en arrondissemens et justice de paix augmente l'utilité de l'atlas. La gravure des cartes est bonne et lisible sans être élégante. Nous ne savons pas si celles de toutes les provinces sont en vente, nous ne connaissons que celles indiquées plus haut. T. F.

144. I. PLAN DE BRUXELLES et de ses principaux monumens. Grand in-folio. Prix, $\frac{2}{3}$ de rixdalers.

145. II. PLAN DE LIÈGE. Grand in-folio. Même prix.

146. III. PLAN DE LIÈGE, dressé d'après le cadastre, 1827. Prix 2 rixdalers $\frac{1}{2}$.

147. IV. NOUVEAU PLAN DE LA VILLE D'AMSTERDAM. Grand in-folio. Prix $\frac{2}{3}$ de rixdaler.

148. V. NOUVELLE CARTE DE LA VILLE D'AMSTERDAM, 1829. Amsterdam, chez Mortier, Covens et fils. Prix 2 rixdalers $\frac{1}{2}$. (*Kritischer Wegweiser*; II^e. vol., p. 373.)

Les numéros 1, 2 et 3 sont des plans fidèles des villes de Bruxelles et de Liège, et peuvent servir de moyen d'orien-

tation; la feuille n°. 5 se distingue par différens objets intéressans qui sont surtout importans pour l'hydraulique. Les trois premières feuilles sont lithographiées, celles n°. 4 et 5 sont gravées; cette dernière est d'une exécution parfaite.

149. **PLAN DE CASSEL**, capitale de la Hesse-Électorale; par O. C. Koppen, 1830, lithographie de Herder, à Frelbung. Se trouve chez Leuckhardt, à Cassel. Prix, un rixdaler et demi, grand format de cartes. (*Kritischer Wegweiser*; II^e. vol., pag. 375.)

Cette feuille très-bien exécutée se classe dignement parmi les plans déjà existans des villes d'Allemagne. Ses bords sont ornés des profils et coupes des principaux bâtimens de cette capitale, tels que le palais du prince électoral, le musée Frédéric, les bâtimens de l'administration de la Cour, l'église catholique, le château de Bellevue, le ministère de l'état, le cabinet secret, le département de la guerre, l'école militaire, le théâtre, les casernes et quelques portes de la ville. Le plan de Cassel, tel que la ville était en 1511, se trouve aussi sur cette feuille et en augmente l'intérêt. La position géographique de l'Observatoire est à 51° 19' 20' lat. nord et à 27°, 7' 5" à l'est du méridien de l'île de Fer.

T. F.

ÉCONOMIE PUBLIQUE.

150. **ARITHMÉTIQUE DES ÉCOLES PRIMAIRES, ou LEÇONS POPULAIRES SUR LE CALCUL**; par C.-L. BERGERY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, professeur à l'Ecole d'artillerie de Metz, membre de l'Académie royale de cette ville et de plusieurs autres Sociétés savantes, in-18 de 156 pages; prix, 40 centimes, broché. Metz, 1831; Wetthersheim, imprimeur-éditeur. — Paris, Bachelier.
151. **GÉOMÉTRIE DES ÉCOLES PRIMAIRES**, comprenant le dessin linéaire, les projections, le levé des plans de terrains et de bâtimens, l'arpentage et le partage des propriétés; par C.-L. BERGERY, auteur de l'ouvrage précédent. In-8°. de 172 pages et 3 pl.; prix, 1 fr. 50 cent. Metz, 1831. — Paris, Bachelier.

Le meilleur plan d'écoles publiques n'est complet que lorsqu'on met de bons livres élémentaires entre les mains des maîtres et des écoliers. L'un des zélés professeurs de l'école industrielle de Metz, où l'enseignement donné aux ouvriers a fait des prodiges, s'est chargé de rédiger les traités d'arithmétique et de géométrie, et ce n'est pas le seul présent qu'il ait fait à l'adolescent et au jeune homme studieux. Ses traités d'économie industrielle contribueront efficacement à répandre d'excellentes notions d'ordre et des préceptes qui tendent à rendre l'homme plus heureux, plus utile à lui-même et à la société. L'auteur a divisé cet ouvrage en 5 parties : Economie de l'ouvrier, — du fabricant, 1^{re}. et 2^e. parties ; — du commerçant, — du cultivateur. Le prix de chacune de ces parties est de 75 centimes. En s'associant aux travaux de son laborieux collègue Woisard, que l'école industrielle de Metz a eu le malheur de perdre, M. Bergery a publié une nouvelle édition de l'*Arithmétique appliquée aux spéculations commerciales*, augmentée de notions élémentaires d'algèbre. Prix, 3 fr. 25 cent.

L'école industrielle de Metz mérite l'attention des administrateurs de tous les départemens, de tous les pays. Il était impossible d'obtenir plus de succès, et de les rendre plus durables, plus utiles, plus dignes d'estime.

152. THÉORIE DES HANDELS. — Théorie du Commerce ; par Charles MURHARD. In-8°. de XVIII et 396 pag. Gœttingue, 1831 ; Dietrich.

On est d'accord sur l'importance du commerce : on ne l'est pas sur les moyens de le faire fleurir. Cependant les erreurs des gouvernemens causent des dommages incalculables. Grâce à Smith, nous sommes délivrés des illusions qui faisaient dépendre la richesse publique, soit de l'abondance et de la circulation du numéraire, soit de la balance du commerce. Les économistes ont ajouté de nouvelles clartés à celles qu'avait répandues le fondateur de la science ; mais la doctrine n'a pas pénétré dans l'administration. Des préjugés, des notions fausses ou incomplètes préoccupent l'esprit des hommes d'état ; aussi les mesures qu'ils prennent pour accroître le bien-être de leurs concitoyens ont-elles souvent pour effet de les appauvrir. C'est, dit l'auteur, pour dissi-

per, s'il est possible, l'ignorance (1) des routiniers administratifs, qu'il a composé ce Manuel élémentaire. Il le divise en deux parties, dont la première a paru : elle expose la théorie du commerce ; la seconde contiendra la politique ou l'administration commerciale.

La définition du commerce, son histoire, les objets sur lesquels il s'exerce, considérés sous les rapports de la valeur et du prix, les commerçans, l'utilité du commerce, comme moyen d'enrichir et civiliser les peuples : telles sont les matières que traitent très-succinctement les six premières sections. Dans la huitième, l'auteur établit que la puissance commerciale d'une nation se proportionne, 1°. à sa force productive ; 2°. à son capital ; 3°. à l'étendue du marché qui lui est ouvert. Il insiste sur ce point que les moyens factices par lesquels on cherche à suppléer à ces conditions, peuvent bien donner un éclat momentané à quelque branches de commerce, mais que c'est aux dépens de la prospérité générale.

I. La production est en raison des forces productives et de la manière dont ces forces sont dirigées. L'intelligence et la liberté la développent, les préjugés populaires et les mauvaises lois la restreignent. L'homme produit peu et péniblement, s'il n'a pour auxiliaires les forces de la nature et les machines. Les inconvéniens attribués à l'usage des moyens mécaniques sont ou imaginaires, ou locaux et passagers ; ses avantages sont éminens et durables. C'est à tort qu'on impute aux machines une *production excessive* ; nous pouvons abuser des meilleures choses et fabriquer, avec beaucoup d'efforts et d'habileté, des objets qui ne trouvent point de débit ; cela tient à un défaut de discernement de la part du producteur, ou aux vices de l'administration, et non aux procédés perfectionnés de la fabrication. La consommation limite la production dans un temps donné, et à l'égard d'objets déterminés ; mais le désir de

(1) En France, par exemple, les places d'administration sont données sans aucune condition d'études préliminaires, d'examen ou de stage. De là vient que les solliciteurs sont innombrables, qu'il y a tant de chances d'erreur dans les choix, que les emplois sont considérés comme des sources de revenus plutôt que comme des occasions de servir le pays, que les nominations semblent être des actes de pure faveur, et que les refus causent une irritation si vive.

consommer n'a point de bornes, il n'est contenu qu' par la difficulté de donner d'autres produits en échange de ceux qu'on voudrait se procurer, et cette difficulté qui atteste une *insuffisance de production*, devient d'autant plus grande, que des réglemens restrictifs ou des taxes onéreuses s'opposent avec plus d'énergie, soit à l'activité du travail, soit à une équitable distribution de ses fruits. II. On n'est pas fondé non plus à redouter l'accumulation excessive des capitaux. Leur abondance est toujours favorable à l'industrie et au commerce, pourvu qu'on les applique bien. Y a-t-il un seul pays où il ne reste plus d'améliorations à faire dans l'agriculture, les mines, les fabriques, les routes, les canaux? L'auteur, s'appuyant sur Smith, combat quelques assertions de Lauderdale, Malthus et Sismondi, pour adhérer aux principes de Storch. Il veut que les gouvernemens abandonnent enfin la prétention nuisible autant qu'injuste de fixer le taux de l'intérêt. III. Les nations, comme les individus, font l'échange de leur superflu. Plus les relations d'un peuple sont étendues, ou plus son marché est vaste, plus il trouve de débouchés pour ses produits, et plus il est appelé à déployer la puissance de son industrie. La consommation croissant avec la richesse, la prospérité d'un pays ouvre aux autres de nouveaux débouchés, et son appauvrissement restreint le marché. Cette réaction étant inévitable, il s'ensuit que chaque nation trouve son avantage à ce que les autres s'enrichissent. La marchandise va chercher tous les consommateurs qui, au désir de l'obtenir, joignent la faculté de la payer. Si le commerce n'avait à surmonter que les obstacles naturels, il se créerait rapidement de nouvelles ressources; mais son essor est contenu à l'intérieur par les monopoles, les privilèges, les taxes et la servitude; à l'extérieur, par les péages, les douanes et les prohibitions.

La section 8 caractérise le commerce sous ses divers aspects : Commerce en gros et en détail — d'argent ou de marchandises, — direct ou indirect, — actif ou passif, propre ou de commission, — intérieur, extérieur ou intermédiaire. Les instrumens du commerce, savoir : les poids et mesures, le numéraire, le crédit public et privé, forment l'objet de la 9^e. section. La 10^e. traite des institutions auxiliaires du commerce,

telles que les foires et marchés, les bourses, les ports francs, les écoles spéciales, la juridiction consulaire, les postes, les routes et la navigation.

L'ouvrage de M. Murhard est un résumé clair et concis de ce que les auteurs les plus accrédités ont écrit sur cette matière. V.

153. FREE TRADE; OR AN INQUIRY INTO THE EXPEDIENCE OF THE PRESENT CORN LAWS, etc. — Liberté du commerce, ou Recherches sur l'utilité des lois actuelles sur le commerce des grains; sur notre commerce avec l'étranger et avec nos colonies; sur les avantages de notre système de navigation; sur les moyens de prévenir les coalitions d'ouvriers; sur les circonstances qui peuvent entraver et déranger le cours du papier-monnaie; et, en général, sur les changemens qu'a subis le système commercial de ce pays, et sur ceux que l'on médite: par Alexandre MAC-DONNELL. In 8°. de 468 pages. Londres, 1826.

Ce livre est un plaidoyer en faveur de la liberté du commerce. L'auteur ne se borne pas aux considérations générales qui viennent à l'appui de la cause qu'il défend; il entre dans le détail, il passe en revue plusieurs des branches les plus importantes du commerce anglais, et pour toutes la même conséquence est amenée par des raisonnemens également plausibles : *c'est par la liberté qu'on obtiendra le plus d'avantages pour les particuliers aussi-bien que pour l'état.* Les calculs qu'il fait de temps en temps seraient inutiles aujourd'hui; ils remontent à l'année 1824, et, depuis cette époque, la valeur de plusieurs objets de commerce a notablement changé; mais il est facile de se convaincre que les raisonnemens de l'auteur peuvent se passer de ces calculs.

F-y.

154. DE L'ABOLITION GRADUELLE DE L'ESCLAVAGE DANS LES COLONIES EUROPÉENNES, ET NOTAMMENT dans les colonies françaises, considérée à la fois dans l'intérêt des esclaves et des maîtres des colonies et des métropoles : par P. A. DUFAY. (*Revue encyclopédique*; année 1830, cahiers de juin, septembre et décembre).

Le but de ce mémoire est de prouver que *l'esclavage co-*

lonial est contraire à tous les intérêts, et qu'il peut être aboli. Son travail est divisé en trois parties dans lesquelles il établit successivement 1°. la condition actuelle des esclaves, d'après la loi et l'usage des colonies; 2°. qu'il résulte de cette condition actuelle qu'il est nécessaire de l'abolir et que cette mesure n'est pas inconciliable avec l'existence des colonies; 3°. par quels moyens l'esclavage peut être aboli graduellement.

1^{re}. *partie. Condition actuelle des esclaves.* M. Dufau commence par les colonies françaises, qui lui fournissent les couleurs les, plus sombres pour le tableau qu'il va tracer. On a remarqué depuis long-temps que les charretiers français sont les plus barbares qu'il y ait dans le monde civilisé ou barbare, et en même temps ceux qui savent le moins tirer parti des forces du cheval : qu'on mette un colon à la place du charretier, et un malheureux nègre à la place du cheval attelé et sous le fouet de son bourreau, on aura la fidèle image du régime colonial dans nos possessions de l'Amérique et de l'Afrique. Ce mémoire n'est pas un recueil de déclamations; l'auteur évite soigneusement de faire intervenir l'imagination dans ces débats où il s'agit de connaître et de peser des intérêts. Les faits qu'il rapporte sont attestés par des témoins hors de soupçon; on ne s'égare point lorsque l'on prend pour guides Malouet, Moreau de Saint-Méry, le colonel Malenfant etc. Par les dispositions mêmes des lois dont le but est de protéger les esclaves, cette protection est illusoire, en sorte que les cruautés des maîtres sont presque toujours vainement poursuivies par les tribunaux. La Convention nationale avait proclamé l'abolition de la servitude; mais une loi du 30 prairial an X a tout remis sur l'ancien pied dans les colonies françaises. Un travail excessif, une nourriture quelquefois insuffisante et des *punitions* cruelles, de véritables supplices pour des fautes qui méritaient tout au plus une réprimande; tel est le sort du nègre dans nos colonies. Il y a certainement des maîtres humains et raisonnables, mais ces trop rares exceptions ne doivent pas être mises dans la balance, lorsqu'il s'agit de l'état physique et moral d'une portion de l'espèce humaine. Ce n'est pas une somme moyenne de bien et de mal que l'on doit apprécier, mais le mal seulement, et dans toute son étendue, afin que l'on puisse y appliquer un remède efficace.

« Ce n'est que depuis 1827 que la publicité des débats a été introduite dans les Antilles, et que l'esclave accusé a un défenseur; mais il est encore privé du recours en cassation. » Jusqu'en 1804, et peut-être même encore plus tard, un seul juge pouvait prononcer sur la vie des esclaves.

Les colonies anglaises offrent de grandes améliorations dans le sort des esclaves : un magistrat est désigné pour les protéger; tous les châtimens y sont mitigés pour les hommes, interdits pour les femmes; tous ceux qu'un maître ordonne doivent être inscrits sur un registre souvent visité par le magistrat. Les mariages entre les esclaves sont bien plus multipliés que dans les colonies françaises, et la loi leur accorde quelques privilèges, une protection plus spéciale. Dans certains cas, l'esclave est entendu comme témoin, pourvu qu'il produise un certificat d'instruction religieuse. Son pécule est sacré et peut lui servir à racheter sa liberté que le maître n'a pas le droit de refuser, lorsqu'un esclave lui remet le *prix de sa personne*. L'espoir de recouvrer les biens de la liberté accoutume les esclaves à une vie régulière, au bon ordre qui amène et consacre les bonnes mœurs; en 1826, on estimait que la population esclave des Antilles anglaises, d'environ 700,000 individus, possédait 2,500,000 l. st., (plus de 6 millions de francs). Il arrive quelquefois qu'un planteur pressé par ses créanciers a recours à ses esclaves qui lui fournissent les moyens d'acquitter une partie, et quelquefois la totalité de sa dette.

Les travaux des esclaves sont modérés, dans les colonies anglaises : on peut le reconnaître par la proportion relative des hommes et des femmes; dans les colonies françaises, quoique les femmes y soient plus ménagées, elles ne forment guères que les deux cinquièmes de la population esclave, au lieu que celles des îles anglaises sont à peu près en même nombre que les hommes. Surtout à la Jamaïque, les lois protectrices des esclaves paraissent être observées avec exactitude, ce qui ne préserva point cette île de tentatives pour arriver à l'entier affranchissement. De toutes les possessions anglaises dans le golfe du Mexique, des rapport favorables arrivent aux sociétés philanthropiques de la métropole : on y a déjà beaucoup amélioré le sort des noirs, et l'on se propose de faire plus encore.

Mais de tous les colons européens, ce sont les espagnols qui pour leurs esclaves se rapprochent le plus des devoirs de l'humanité. Le bien que les Anglais ont opéré dans leurs colonies est, en partie, une imitation de la police espagnole envers ces hommes; aussi jamais insurrection de noirs n'a troublé les possessions de l'Espagne, même dans les îles où les esclaves étaient incomparablement plus nombreux que les maîtres.

Au Brésil, les lois et les usages sont, par rapport aux esclaves, les mêmes que dans les possessions espagnoles. Dans les nouvelles républiques américaines, l'esclavage est aboli, et des mesures sont prises pour en faire disparaître les derniers vestiges. On sait que le Danemark fut la première puissance européenne qui abolit la traite des noirs; ce hon-teux commerce lui était inutile, car la population noire augmentait dans ses possessions en Amérique. Les Hollandais eux-mêmes, qui furent autrefois les plus impitoyables des maîtres, ont été forcés à changer de conduite envers leurs esclaves, et les traitent aujourd'hui de manière à éviter de nouveaux soulèvements.

Aux États-Unis, dans cette contrée qui devrait être à tous égards la terre classique de la liberté, l'esclavage subsiste, et résiste aux efforts du Congrès pour l'abolir graduellement. Les législatures particulières soutiennent les prétentions des maîtres, et ne craignent pas d'annoncer la résolution de rompre les liens de l'Union, plutôt que de consentir à n'avoir plus d'esclaves. A la Nouvelle-Orléans, l'autorité publique ne permit point à une dame d'affranchir un esclave qui avait mérité cette faveur par des actes de dévouement, de courage et de vertu. On a beaucoup parlé de la corruption morale qui dégrade l'homme réduit à la servitude, et pas assez de celles dont les maîtres sont aussi infailliblement atteints.

Dans toutes les colonies, à quelque nation qu'elles appartiennent, la défense est interdite au nègre attaqué par un blanc; il faut le dire à notre honte, c'est dans les colonies françaises que le sort du malheureux Africain est aujourd'hui le plus déplorable.

M. Dufau expose ainsi le sujet de la seconde partie de son mémoire : « Après avoir constaté ce qu'est en *point de droit et de fait* la condition des esclaves dans les colonies

européennes, nous considérerons successivement dans celle-ci les résultats moraux et matériels d'un tel état de choses : 1°. en ce qui concerne les esclaves ; 2°. en ce qui concerne les maîtres ; 3°. en ce qui concerne les colonies ; 4°. en ce qui concerne les métropoles. Nous prouverons que, sous tous ces rapports, l'esclavage n'est pas moins condamné par le bon sens que par la morale : nous démontrerons ensuite qu'il n'est pas comme on le croit généralement, une condition nécessaire de l'existence des colonies. »

Relativement aux esclaves il semble au premier coup d'œil, même d'après ce qui précède, qu'il serait possible de mettre la plupart d'entre eux dans une situation tolérable sans les affranchir ; que les lois et les mœurs ont déjà fait beaucoup pour eux, presque partout, et que, des améliorations ultérieures étant préparées, il est peut-être moins urgent de s'occuper d'eux que de plusieurs millions d'Européens réputés libres, mais courbés sous le joug de la misère, dont la pénible existence n'est soutenue que par des travaux plus rudes que ceux de l'Africain dans les sucreries des Antilles. Les colons semblent fondés à reprocher aux amis des noirs de s'occuper de souffrances lointaines, au lieu de réserver leur pitié pour les malheureux qu'ils ont sous leurs yeux, et à leur appliquer ce que J.-J. Rousseau dit de certains philanthropes de profession : *ils aiment les Chinois, pour être dispensés d'aimer leurs voisins*. Mais on ne combat point un raisonnement, en accusant ceux qui le font ; on ne se justifie pas en récusant ses juges : si les colons n'ont rien de mieux à dire pour leur défense, ils sont irrévocablement condamnés par la morale. M. Dufau accomplit une tâche facile, en rédigeant les motifs de l'arrêt porté contre eux ; il rappelle que l'homme a des besoins intellectuels, des besoins de l'âme, et que l'esclave est dans l'impossibilité de les satisfaire, quel que soit le bien-être physique dont il jouit ; que sa position est essentiellement contre nature, et le constitue en guerre permanente, au milieu d'une société qui prétend le soumettre à des lois de paix. Il suffit de transcrire ces statuts auxquels on donne si mal à propos le nom de *lois*, pour que les esprits droits en aperçoivent sur-le-champ les nombreuses inconséquences poussées jusqu'à l'absurdité ; ou si on les dépouille du caractère sacré des lois,

si on ne les considère que comme des mesures de sûreté, prises par les maîtres contre leurs esclaves, elles seront assimilées à cette disposition du code de l'ancienne Rome, qui condamnait à la mort tous les esclaves logés dans la maison du maître assassiné par l'un d'eux. Cette législation atroce fut appliquée par ce même sénat qui avait voté des remerciemens publics au parricide Néron, après l'horrible assassinat de sa mère; plus de trois cents innocents furent conduits au supplice entre deux haies de soldats, car on craignait un soulèvement populaire, et le maître auquel on immolait cette hécatombe avait mérité plus que la mort par la cruauté raffinée dont il avait usé envers l'esclave qui l'assassina. Telle fut et sera dans tous les temps la base d'un code rédigé par des maîtres, et dans leur intérêt, quand même le législateur n'aurait pas été sourd aux réclamations de l'humanité.

« S'il est vrai, comme le croit Malouet, qu'il s'établit une espèce de pacte entre l'acheteur et l'acheté, n'est-ce pas là manifestement le plus injuste et le plus vicieux qui puisse avoir lieu entre des contractans? Et quand le législateur intervient pour en affaiblir les résultats; quand, par exemple, il impose au maître l'obligation de laisser à son esclave le produit de quelques jours de travail ou de quelques heures, quand il lui défend de vendre les enfans de cet esclave au-dessous d'un certain âge, etc., ne fait-il pas ainsi l'aveu de l'iniquité radicale de cette convention? »

On a dit que les nègres sont une espèce inférieure, incapable d'exercer les fonctions des hommes libres dans un état bien gouverné; que, par conséquent, on ne peut leur concéder les droits attachés à ces fonctions. Mais entre le prolétaire et l'esclave l'intervalle est immense, et rien ne peut justifier ceux qui le franchissent à leur profit, aux dépens d'une partie considérable de l'espèce humaine. D'ailleurs, relativement au degré d'intelligence de l'Africain comparé à l'Européen, on ne peut s'en rapporter aux lumières incertaines de la physiologie. Des causes étrangères à la nature de l'homme ont favorisé ou contrarié, hâté ou retardé le perfectionnement social dans les différentes parties de la terre. L'Europe était encore plongée dans la barbarie à une époque où l'Asie avait des arts, des sciences, des livres; cependant, l'Européen d'alors n'était pas, quant à l'intelligence, inférieur à l'Asia-

tique. Sans recourir aux anciennes annales, M. Dufau cite l'exemple récent d'Haïti, de ses progrès en civilisation, en instruction ; mais ces recherches l'écarteraient de son but, il abandonne la question de morale pour traiter celle d'utilité, et il prouve que la durée d'une génération esclave est plus courte que celle d'une génération d'hommes libres ; que même dans les colonies où les esclaves sont épargnés avec prudence, conduits avec douceur, protégés efficacement par l'autorité publique, on n'en conserve pas assez pour la culture des terres et qu'on est dans la nécessité de recourir annuellement à des importations d'Africains. Les exceptions à cette règle générale sont en si petit nombre, qu'il est inutile de s'y arrêter. A Surinam, vers la fin du 18^e. siècle, l'importation devait être le trentième de la population noire, en sorte que si cette ressource eût manqué, elle eût diminuée de moitié au bout de 17 ans, et après un siècle elle eût été réduite de 75,000 individus à moins de 1200

A la Martinique, la durée moyenne d'une génération de nègres est à peu près de 13 ans ; elle est plus longue dans les colonies de l'Angleterre et de l'Espagne, mais toujours plus courte que celle des générations de blancs créoles. Au reste, les données de ces calculs n'ont pas assez de précision pour conduire à des résultats dignes de toute confiance ; il est très-difficile de démêler, parmi les causes nombreuses qui contribuent à retrancher tant d'années de la vie de la race africaine transportée aux Antilles, la part d'effet qui doit être attribuée à l'état de servitude, au climat, au régime, au regret du pays natal, etc. L'esclavage est assez coupable, et pour qu'il subisse la juste condamnation qu'il a mérité, il ne faut point exagérer ses délits. Sa cause ne deviendra pas meilleure, quand même ses effets destructeurs seraient environnés de quelques nuages.

M. Dufau considère l'esclavage *en ce qui concerne les maîtres*, sujet épuisé, si on l'envisage sous l'aspect moral. Il n'est pas même besoin d'aller chercher hors de l'Europe des preuves de l'influence corruptrice du pouvoir absolu. Parmi les faits rapportés dans ce mémoire, nous choisirons le suivant : « En 1822, un jeune homme du Cap de Bonne-Espérance, convaincu du meurtre d'un esclave, fut condamné à mort. Interrogé par le pasteur qui l'assistait en allant au

supplice, sur ce qu'il pensait de l'esclavage : *Monsieur, s'écria le malheureux jeune homme en montant sur l'échafaud, l'esclavage est un affreux système, pire encore pour les maîtres que pour les esclaves.* » Qu'ajouter contre l'esclavage, à ce témoignage d'une de ses victimes, en présence même de la mort ?

En ce qui concerne les colonies. Ici l'auteur du mémoire s'adresse exclusivement aux intérêts des populations européennes établies en Amérique au milieu de populations esclaves. Dans l'Archipel des Antilles, le rapport du nombre des blancs à celui des nègres était à peu près de 10 à 24, et dans les Guyanes, celui de 1 à 20 ; au Brésil, le nombre des nègres est un peu plus que double de celui des blancs, et dans les états de l'Union, où l'esclavage est maintenu, la population libre est en nombre supérieur. On estime que la race africaine entre pour un quart dans la population totale du Nouveau-Monde, évaluée à 40,000,000. Ainsi l'énorme importation de noirs en Amérique, évaluée par M. DE HUMBOLDT à 74,000 individus par an, à 80,000 par le vertueux Grégoire, et par d'autres écrivains à 100,000, n'aurait produit, depuis l'origine de la traite, qu'une population noire de 10,000,000 ! La totalité de celle qui fut introduite est plus que double de ce nombre ; et si elle eût été abandonnée à la nature, sur le sol fertile de l'Amérique, plusieurs centaines de millions d'habitans couvriraient aujourd'hui ce continent : qu'on juge par là de l'obstacle que l'esclavage colonial oppose à la multiplication de la race qu'il opprime.

Les Guianes et les Antilles sont aujourd'hui les seules parties de l'Amérique où les noirs puissent être redoutables pour les blancs. Cependant, le Brésil n'est pas sans alarmes, et aux États-Unis l'esclavage est regardé comme une plaie dont il importe d'arrêter les progrès, si l'on ne peut songer encore aux moyens de la guérir radicalement. Aux Antilles, les colons persistent à suivre la fausse maxime : que le joug de l'esclavage doit être rendu plus pesant à mesure que le nombre des esclaves augmente. « En 1825, le conseil de Tabago, dans une adresse au gouverneur, sur ce qu'on alléguait que le régime de l'esclavage n'était pas établi dans cette île sur des bases aussi libérales que dans quelques autres, disait : *quand bien même le fait serait exact, le gouverne-*

ment ne pourrait être surpris de ce qu'on eût accordé de plus fortes garanties à la société dans une île où 250 colons libres se trouvent au milieu de 14,000 esclaves. » Mais l'exemple de l'affranchissement est donné, des traités solennels élèvent Haïti au rang des puissances indépendantes ; à Surinam et à la Jamaïque, des tribus fugitives se maintiennent dans les forêts, où l'on cesse de les inquiéter ; on transige même avec elles ; des relations de bon voisinage s'établissent entre les anciens maîtres et les esclaves qui ont rompu leurs chaînes. Tout manifeste aujourd'hui l'inutilité des efforts pour maintenir l'esclavage tel que l'exigent les colons : de gré ou de force, l'affranchissement sera universel.

En ce qui concerne les métropoles. La discussion des intérêts généraux réunit ordinairement le mérite d'une grande clarté, et celui d'une importance que personne ne conteste : l'auteur a su profiter de ces deux avantages. Après avoir démontré que la possession de deux îles dans le golfe du Mexique nous coûte annuellement plus de 6,000,000 de francs, outre une considérable augmentation du prix des denrées coloniales, M. Dufau ajoute : « On sent que nous ne pouvons qu'indiquer ici les hautes questions qui naissent en foule d'un examen approfondi. On a écrit des volumes pour et contre les colonies : les événements politiques en ont déjà séparé plusieurs de leurs métropoles. S'il est dans l'avenir de l'Amérique que toutes les autres soient successivement affranchies, l'Europe aura bien certainement de justes motifs pour s'en consoler. En attendant, il serait peut-être peu raisonnable de vouloir qu'on les abandonnât ; mais il y a toute raison à demander que leur régime soit amélioré, de sorte qu'elles ne deviennent pas un fardeau de jour en jour plus incommode. Or, c'est de l'esclavage que naissent, en très-grande partie, les inconvénients de leur possession, et c'est aussi le point sur lequel, dans cette grande controverse, doit se porter exclusivement notre attention. »

Les colonies sont considérées comme un débouché sans concurrence pour les fabriques de la métropole, mais comment y empêcher le commerce interlope ? La France ne profite guère du monopole qu'elle s'est réservé aux Antilles, car on assure que sur 84,000,000 fr. de marchandises importées à la Guadeloupe et à la Martinique, celles d'origine française ne com-

posent qu'une valeur de 17,000,000 fr. Mais, quelle que soit la quantité des produits de nos fabriques importés dans ces îles, ils n'y sont consommés que par la population libre; les esclaves n'y ont aucune part; c'est donc la population libre qu'il importe de multiplier, d'enrichir, de mettre en état de consommer beaucoup; elle n'est aujourd'hui que de 61,000 individus, tandis que le nombre total des habitans s'élève à 370,000.

On ne peut plus soutenir aujourd'hui que le travail des esclaves soit aussi productif que celui des hommes libres; ainsi, le résultat de l'affranchissement serait une augmentation des produits du sol. Et qu'on ne dise point que la valeur commerciale décroîtrait en raison de leur plus grande abondance; les cultivateurs sauraient les varier en les multipliant, et se conformer, pour chaque sorte, aux demandes qui en seraient faites. L'expérience n'a pu donner encore la mesure de ce que peut faire aux Antilles l'Africain devenu libre; quant à l'Européen, on sait que le pénible travail des défrichemens fut fait à la Tortue et à Léogane par des blancs, sous la sage conduite du premier gouverneur de ces établissemens français. Mais comment le travail de l'Européen pourrait-il renouveler dans ces contrées ce qu'il y fit autrefois, s'il est flétri par l'opinion, si c'est une *œuvre servile*? *Le sucre serait trop cher si la canne n'était pas cultivée par des mains esclaves*, a dit Montesquieu, repoussant par de terribles sarcasmes les partisans de l'esclavage des nègres; cependant, la Nouvelle-Espagne, où les noirs ne sont qu'en très-petit nombre et généralement employés au service domestique, produit une très-grande quantité de sucre; la Vera-Cruz seule en exporte annuellement 120,000 quintaux.

« Ce point est d'une importance telle que nous ne croyons pas pouvoir l'appuyer de trop de faits et de témoignages. L'auteur des *Considérations sur Saint-Domingue* (Hilliard d'Auberteuil, tome II, page 274) n'hésite pas à reconnaître que l'on peut très-bien faire travailler les blancs aux cultures coloniales, et il déclare qu'il serait utile de faire travailler *concurrentement avec les esclaves* tous les vagabonds oisifs qui remplissent la colonie. Un voyageur (Robin, tome III, pages 219-228) dit *qu'il est absurde* de croire que les Européens ne puissent vivre et travailler dans ces climats, qu'on

voit de fréquens exemples du contraire; que des familles allemandes ont travaillé avec succès à la Louisiane et des Irlandais à la Barbade sans avoir de nègres; que le système des anciens engagés des colonies françaises existe dans quelques parties des États-Unis, où le colon a en même temps des engagés et des esclaves, avec cette différence que les premiers travaillent mieux et coûtent moins. Un Américain, magistrat en Géorgie et ancien planteur dans les Indes occidentales (Stokes, *Constitutions of the british colonies*, p. 414) déclare que *c'est une erreur de croire que la canne à sucre, le caféier, etc., ne puissent être cultivés que par des noirs*. Les créoles blancs de l'*Anguilla* et de *Portosa* et les hommes de la Barbade appelés *ten acre men* (hommes de dix acres), qui sont accoutumés à mener une vie active et sobre, sont agiles, robustes et prouvent que des blancs peuvent cultiver le sol colonial. Enfin, un écrivain français, connu par des travaux d'un grand intérêt sur nos colonies, et qu'il faut compter parmi ceux de nos contemporains qui les connaissent le mieux (Moreau de Jonnès, *Du commerce au 19. siècle*, tome II) a si bien reconnu que les Européens sont tout-à-fait aptes aux travaux agricoles des colonies, qu'il propose d'envoyer dans les nôtres, pour accroître leur prospérité, 6,000 cultivateurs tirés de nos campagnes; et qu'il voudrait voir ce nombre ultérieurement porté jusqu'à 20,000.

Il est donc incontestable que les denrées coloniales peuvent être obtenues par le travail des blancs, et qu'il n'est pas indispensable de faire cultiver les Antilles par des nègres, esclaves ou libres. On a dit que cette race d'hommes est naturellement si paresseuse qu'elle ne travaillerait point, si elle n'y était forcée soit par le besoin le plus impérieux, soit par le fouet du commandeur. M. Dufau oppose encore à ces assertions des propriétaires d'esclaves, l'autorité de quelques observateurs désintéressés et dignes de foi. « M. de Humboldt, après avoir visité diverses plantations de la Nouvelle-Espagne dirigées indifféremment par des *noirs libres, mulâtres ou zambos*, déclare que les faits constatés par lui prouvent ce qui a depuis long-temps cessé d'être douteux pour les colons éclairés, à savoir que l'Amérique peut produire du sucre et de l'indigo par des mains libres, et que les malheureux esclaves sont susceptibles de devenir des paysans ou des fermiers sem-

blables à ceux de l'Europe. (*Essai politique sur la nouvelle Espagne.*) Ajoutons, relativement aux cultures du Mexique, quelques détails empruntés à une lettre en date de 1826, écrite par M. Ward, envoyé anglais auprès du gouvernement de cette république. M. Ward y déclare que, voulant contribuer de tous ses moyens à éclairer la grande question coloniale qui s'agissait alors, il visita lui-même la vallée de *Cuernavaca* et *Cuantla Amilpars*, aux environs de Mexico, laquelle fournit en grande partie le sucre et le café produit par la confédération, et où néanmoins *il n'y a plus un seul esclave*. Toutes les cultures étaient primitivement opérées par des noirs achetés à la Vera-Cruz, de 3 à 400 dollars chacun. Quelques riches habitans ayant reconnu que les fatigues de la route et le changement de climat leur en faisait perdre un grand nombre, imaginèrent de créer une race de cultivateurs libres, en donnant chaque année la liberté à quelques esclaves qu'ils retenaient comme ouvriers et qu'ils engageaient à se marier avec des femmes indigènes. Ce plan économique réussit, et lors de la guerre de l'indépendance en 1810, ceux qui l'avaient adopté s'en trouvèrent bien, car leurs *ouvriers* continuèrent à travailler pour eux, tandis que les esclaves des autres désertèrent leurs habitations. M. Ward ajoute qu'il n'est pas question au Mexique du moindre moyen coercitif pour provoquer au travail ces ouvriers, tout noirs ou mulâtres qu'ils sont. (*Antislavery monthly reporter*, 1828 et 1829).

On a voulu tirer avantage, contre les amis des noirs, du peu de progrès que fait la colonie de nègres libres établie à Sierra-Leone; mais pouvait-elle prospérer au milieu des circonstances défavorables qui n'ont point cessé de l'entraver? Le plus grand obstacle qu'elle ait à surmonter, est la continuation de la traite par toutes les nations de l'Europe. On citera peut-être encore, en faveur de l'esclavage, la grande supériorité des produits de Saint-Domingue, avant la révolution, sur ceux de l'Haïti moderne. En effet, l'esclave travaillant jour et nuit, et réduit au plus strict nécessaire, devait produire un plus grand excédant que l'homme libre jouissant de quelque repos, vivant dans l'aisance, et consommant lui-même une plus grande partie de ce que son travail a créé. L'ancienne colonie avait pour but d'exporter le plus possible; l'état moderne a d'autres vues, et ne livre au com-

merce étranger que ce qu'il faut pour payer les objets fabriqués qui ne lui sont pas encore fournis par sa propre industrie. Le temps viendra, sans doute, où ses besoins de commerce extérieur seront encore diminués; et, cependant, une population plus nombreuse, des cultures plus étendues et mieux dirigées, une industrie agricole perfectionnée, le mouvement des ateliers, des habitations propres et commodés, et surtout un air de satisfaction générale, attesteront que ce pays est peuplé d'heureux. Que peut donc vouloir une métropole? aurait-elle un autre but que de faire jouir ses colonies de sa propre félicité, d'étendre jusqu'à elles tous les moyens de prospérité qu'elle possède? Le pouvoir qu'elle se réserve sur elles est-il une protection ou un joug? Si ce pouvoir est bienfaisant, il sera exercé sans aucune spéculation d'intérêt; dans le cas opposé, les colonies tendront sans cesse à lui échapper; elles ne seront maintenues que par des forces, et par conséquent des dépenses qui rendront ces possessions lointaines plus onéreuses que profitables. Dans aucune supposition, loin que les métropoles aient quelque intérêt à perpétuer l'esclavage dans leurs colonies, il sera plus sûr et plus avantageux pour elles de n'y avoir à gouverner qu'une population homogène à laquelle ses propres lois puissent convenir.

Dans la troisième partie de son mémoire, M. Dufau traite la question que le titre annonce : *Quels sont les moyens à prendre pour opérer l'abolition graduelle de l'esclavage?* C'est ici que les embarras commencent, que les faits dont on a déduit l'explication de ce qui fut et de ce qui est, n'indiquent plus aussi clairement ce qui sera, si l'on prend les mesures qui paraissent les plus sages, celles que la prudence recommande comme les plus convenables à l'état actuel de l'Europe. Jusqu'à présent, on pouvait arriver à la certitude; dorénavant, il faudra se contenter d'une grande probabilité.

M. Dufau reconnaît que la possession d'esclaves constitue une *propriété*, un *capital* mis, comme tous les autres, sous la protection de la loi, acquis, transmissible sous les mêmes garanties. Mais il est des propriétés très-légitimes, et qui périssent néanmoins entre les mains des possesseurs, sans que cette perte donne lieu à des réclamations fondées. Une

route établie depuis long-temps est bordée d'auberges, en raison du nombre des voyageurs qui la fréquentent; on ouvre, entre les mêmes points, une route plus courte et plus commode, sur laquelle s'élèvent d'autres auberges qui font tomber les anciennes: l'intérêt public exige que l'administrateur détourne ses regards de ces malheurs privés, et que le bien-être de quelques-uns ne soit jamais un obstacle aux améliorations profitables à tous. Les machines industrielles sont une autre propriété de même nature; des machines plus parfaites ou plus économiques viennent les remplacer, et détruisent les capitaux représentés par ces instrumens mis hors d'usage. Toutefois, le but de M. Dufau est qu'une *juste indemnité* soit donnée aux possesseurs d'esclaves forcés à renoncer à cette propriété. En partant de ce principe, il conclut que l'esclavage ne peut être aboli que graduellement. D'ailleurs, les esclaves doivent être préparés pour passer à l'état d'hommes libres, si nouveau pour eux, et dont ils ne peuvent avoir une idée juste. « Le système que nous avons à développer consiste dans un ensemble de mesures progressives calculées de manière à faire arriver le plus promptement possible les esclaves à ce degré de sociabilité dont la liberté est la conséquence naturelle, et en même temps à amener un état de choses tel, qu'il soit possible de concilier cette liberté avec l'intérêt des maîtres. Ces mesures peuvent être rapportées à quatre points principaux, dont nous allons traiter successivement: 1°. abolir la traite; 2°. effacer le préjugé de couleur; 3°. changer le système de l'esclavage; 4°. introduire un système d'affranchissement graduel. »

1°. *Abolir la traite.* Tout ce qu'on a obtenu jusqu'à présent par l'interdiction de cet infâme commerce, c'est qu'il n'est point protégé par les lois, et que des peines très-légères, en comparaison du crime à punir, sont prononcées contre ceux qui persistent à exploiter la population africaine avec autant d'impassibilité que peut en mettre dans son travail celui qui détache à coup de marteau le minéral qu'il extrait, et l'entasse pour le transporter à sa destination. Malheureusement l'horreur que les négriers inspirent n'a pas encore passé dans nos habitudes sociales. Au lieu de condamner les hommes de cette sorte à ne fréquenter que leurs semblables, on ne fuit point à leur approche, on les traite avec la poli-

tesse d'usage ; rien ne leur fait sentir qu'ils sont hors de l'humanité. A la fin de 1827, un voyageur français débarque à Saint-Philippe-de-Benguela, et son premier soin est de se lier avec les capitaines des trois navires négriers, ses compatriotes sans doute, pour des observations de chronomètres. Aussi long-temps que les mœurs n'auront pas sanctionné les lois, que peut-on attendre de la législation ? Aujourd'hui encore, plus de 50,000 esclaves africains sont transportés annuellement en Amérique. L'auteur de ce mémoire voudrait que toutes les nations adoptassent contre la traite tout au moins la législation anglaise, ou encore mieux, celle des États-Unis : suffirait-elle ? Quoique les coupables y soient condamnés à la mort, l'application de cette peine exige les formalités d'un jugement, la lenteur d'une procédure contre des criminels toujours surpris en flagrant délit. Chaque navire, envoyé en croisière contre les négriers, ne devrait-il pas avoir sa cour prévotale pour faire condamner et exécuter sur-le-champ tous ceux qu'ils rencontreraient, à quelque nation qu'ils appartenissent ? Contre les crimes de lèse-humanité, c'est au nom du genre humain que l'arrêt doit être prononcé, et non pas au nom d'un seul peuple ou d'un seul monarque.

2°. *Effacer le préjugé de couleur* Ici M. Dufau rapporte plusieurs effets de ce préjugé dans les colonies françaises : l'odieux et le bizarre s'y manifestent à peu près au même degré. Le *Code noir*, promulgué sous le règne de Louis XIV. contenait au moins une disposition raisonnable, l'affranchi, de quelque couleur qu'il fût, était assimilé à tous les autres sujets du royaume. Mais cette législation ne fut pas de longue durée ; dès le commencement du 18°. siècle les mariages des blancs avec des femmes de couleur ou de sang mêlé sont flétris ; le noble devient roturier, suivant une première ordonnance. Plus tard, les emplois publics sont interdits aux maris de femmes de couleur. En 1720, à la Martinique, les habits de luxe sont interdits aux mulâtres libres, sous peine de prison ; et en cas de récidive, sous peine d'esclavage. En 1758, un arrêt du conseil du cap leur défend de porter l'épée et des *manchettes*, à moins qu'ils ne soient employés dans la maréchaussée. Successivement un mulâtre n'eut plus la permission d'être médecin ni chirurgien, ni même marchand en gros ; les charges de notaire, de greffier,

d'huissier, furent réservées exclusivement pour les blancs ; il fut même interdit aux notaires et aux procureurs d'employer des mulâtres comme clercs , *attendu* , dit l'ordonnance , *que ces fonctions ne doivent être confiées qu'à des personnes d'une probité reconnue* , ce qui ne peut se rencontrer dans une naissance aussi vile que celle du mulâtre. En 1763 , pendant une disette qui se fit sentir à Saint-Domingue , il fut défendu aux boulangers , sous peine de 100 livres d'amende , de servir les mulâtres libres *avant que les blancs fussent approvisionnés*. En 1765 , un gouverneur de la Martinique enchérit encore sur ces persécutions ; il défendit aux mulâtres libres de s'assembler sous aucun prétexte , de célébrer des noces , de donner des bals , *sous peine de 300 livres d'amende , de perte de leur liberté , et même de punitions plus sévères s'il y a lieu*. C'est ainsi que les colons accumulaient les matières du volcan dont l'éruption réduisit le cap en cendres , et leur enleva Saint-Domingue.

En 1802 , le gouvernement consulaire anéantit dans les colonies les effets de la révolution , et remit à peu près les choses sur l'ancien pied. Le territoire français fut interdit aux hommes de couleur , afin d'empêcher que la race africaine ne puisse s'y propager , et qu'il n'en résulte *un mélange impolitique et scandaleux dans le sang français*. Une multitude d'articles également tyranniques grossissent le *Code colonial de la Martinique* , recueil qu'on ne peut lire sans indignation et sans dégoût. Les tribunaux chargés d'en faire l'application en avaient bien saisi l'esprit et le but , et ne craignaient point d'aller au-delà des rigueurs légales envers les hommes de couleur , comme on l'a vu par quelques procès qui ont révolté en Europe tous ceux qui ont quelques notions de justice et d'humanité.

M. Dufau repousse l'opinion de Malouet qui veut que l'on conserve pure de tout mélange , dans nos colonies , la filiation de la race blanche qui serait perdue après un certain nombre de générations , dans ces contrées où la race humaine se renouvelle plus promptement que dans les climats tempérés. Cet ancien administrateur justement estimé comme homme de bien et bon Français , mais dont les vues furent , en général , celles des hommes au milieu desquels il vivait , nous prédit de grandes catastrophes , si l'on ne parvient pas

à empêcher la fusion des races noire et blanche ; *C'est ainsi que les individus, les familles, les nations s'altèrent et se dissolvent.* L'auteur de ce mémoire réfute sans peine cette exagération, par rapport aux colonies ; il prévoit que les hommes provenus du croisement des deux races, favorisés par le climat pour lequel ils seront faits, finiront par dominer sur la terre qui les aura vus naître, qu'ils constitueront la *nation coloniale* : et que nous importe, en Europe, que cette nation soit plus ou moins blanche ? N'est-il pas beaucoup plus important, beaucoup plus raisonnable de nous occuper des moyens de la rendre heureuse et florissante ? Quant au mélange de la race française avec celle de l'Afrique, en France, elle ne serait utile sous aucun rapport ; pour peu que l'on y fasse attention, et que l'on examine les inévitables effets de cette alliance, on sera convaincu que loin de nous élever au-dessus de ce que nous sommes, elle nous exposerait à descendre, tandis que nos voisins n'auraient rien perdu, et que peut-être ils se seraient perfectionnés au physique et au moral. L'ordonnance consulaire qui interdisait aux hommes de couleur de venir se fixer en France peut-être justifiée par l'utilité publique ; mais elle tentait de faire par l'action du gouvernement ce qui doit être confié aux mœurs et à leur ascendant. Une nation essentiellement morale, et par conséquent animée d'un bon esprit public se respecte trop pour ne pas être très-délicate sur tout ce qui pourrait la faire descendre dans sa propre estime, ou dans celle de ces voisins ; elle repousse les alliances qui compromettraient sa dignité ; cependant la France telle qu'elle était au commencement du 18^e. siècle applaudit à l'union du brave Lacase et de la belle Dian-nong, à Madagascar, et ce couple eut été bien accueilli partout, excepté chez des colons. Des qualités brillantes jointes à l'élévation de l'âme, à des sentimens généreux, sont assurées d'obtenir les hommages de toutes les nations civilisées, et même des barbares : pour les jugemens portés par l'opinion publique, aussi bien que pour ceux des tribunaux, il y a des cas d'exception auquel on ne peut se dispenser d'avoir égard.

Les moyens par lesquels M. Dufau propose de réformer, dans les colonies françaises, le funeste préjugé des privilèges de la peau blanche sont très-sages sans doute, mais d'une

extrême lenteur. Ce n'est point par degrés qu'il procéderait, mais par nuances insensibles. Il demande que la métropole envoie aux colonies des fonctionnaires éclairés, incorruptibles, fermes sans rudesse, dont le jugement ne puisse être fasciné par les prestiges dont on ne manquera pas de les environner. Il suppose que ces hommes d'une trempe peu commune, toujours modérés et calmes, sauront choisir le moment favorable pour donner des avertissemens qui ne demeurent point sans effet; que l'arme des écrits périodiques, maniée par eux avec adresse, servira la cause de la raison et de la justice, etc. Mais si le gouvernement parvient à trouver des hommes aussi précieux, est-ce dans les possessions lointaines qu'il convient de les envoyer? Les habitans de la métropole ne sont-ils pas fondés à les réclamer pour eux-mêmes, à demander qu'on leur confie en France des fonctions analogues à celles qu'ils auraient si bien remplies à la Martinique ou à Cayenne? Si l'orgueil de la peau blanche ne doit céder qu'à la sagesse et à la raison, et si les mesures à prendre pour arriver à l'abolition de l'esclavage exigent que l'on ait préalablement remporté cette victoire, l'affranchissement se fera long-temps attendre. Cependant, l'Angleterre marche vers ce but, et l'atteindra. Dans les colonies anglaises, des fonctions publiques sont confiées à des hommes de couleur; les cercles sont mélangés comme la population, et des femmes de couleur y sont placées auprès des blanches; c'est dans nos colonies seulement que le préjugé subsiste encore, et résiste avec obstination aux progrès du bon sens qui, partout ailleurs, fait chaque jour de nouvelles conquêtes,

3°. *Changer le système d'esclavage.* Avant de dégager l'esclave de tous ses liens, il est indispensable de le préparer pour la liberté. C'est avec regret sans doute que l'on ajourne le retour à la justice et à l'humanité, que l'on consent à prolonger la durée d'un mal affreux, dans la crainte que le remède appliqué trop tôt ne soit une cause de calamités encore plus grandes. Mais si l'on maintient la législation qui régit actuellement l'esclavage colonial, aucun changement de quelque importance n'y sera praticable : on n'y pourra faire que des améliorations locales et passagères. On ne peut pas espérer, dans ces contrées, que

les mœurs corrigeront les mauvais effets produits par les lois. Qu'on attaque donc le mal dans sa source, qu'on modifie cette législation qui entretient la corruption des maîtres et l'abrutissement des esclaves. Sur ce point, l'Angleterre a pris l'initiative, et sa conduite dans ses colonies des Antilles est un modèle que l'on peut suivre avec confiance; le succès l'a justifiée. « Tous les gouvernemens qui possèdent des colonies cultivées par des esclaves comprendront que les projets avoués par l'Angleterre leur imposent la loi d'adopter les mêmes bases pour leurs établissemens, et qu'ils ne peuvent rester en arrière sans honte et sans danger : au surplus, les obstacles qu'ils auront à surmonter seront bien faibles, en présence de ceux que devait rencontrer le ministère britannique, en présence de ces îles fortes de leur nombre, liées par un intérêt commun, et toutes fières de ces formes constitutives qui leur ont été anciennement concédées comme un rempart contre l'influence de la métropole. Rien de pareil dans les colonies des autres nations; elles n'ont qu'une importance comparativement peu considérable, et l'on sait avec quel despotisme on les gouverne en général : il n'y a donc à craindre qu'une résistance peu redoutable, et c'est sans doute la première fois que le despotisme se sera trouvé bon à quelque chose. »

Ainsi, il faut un plan d'améliorations progressives adapté aux circonstances actuelles et locales, fondé sur la déclaration solennelle que *l'esclavage sera définitivement aboli*, et que tout y soit disposé pour préparer l'esclave à devenir un homme digne de la liberté. M. Dufau indique sommairement les points principaux sur lesquels devra porter cette grande réforme.

Qu'une ordonnance royale remette en vigueur tout ce que les actes de Louis XIV et de Louis XVI avaient prescrit en faveur des esclaves; en profitant de tout ce qui peut être maintenu dans l'ancien *code noir* et remplissant quelques lacunes, on formerait un nouveau code moins éloigné de l'équité, moins contraire aux maximes d'une politique judicieuse et prévoyante. Les esclaves y seraient considérés comme une classe de *sujets* que la loi doit protéger efficacement, comme toutes les autres.

« Un magistrat de la colonie serait investi du caractère de

protecteur et tuteur des esclaves, et suppléerait à cette sorte d'incapacité sociale dont ils sont frappés. Il poursuivrait par toutes les voies l'exécution des dispositions de la loi portée en leur faveur; il aurait pour assesseurs, dans ses fonctions, tous les officiers de police civile ou militaire placés dans les différens quartiers de la colonie; ces officiers seraient tenus de rendre compte au magistrat protecteur, de tout ce qui serait parvenu à leur connaissance relativement à la condition des esclaves de leurs quartiers respectifs; ils inspecteraient de temps à autre les habitations; ils prêteraient serment, ainsi que le protecteur, de remplir fidèlement et loyalement leur emploi. L'administration coloniale ne devrait choisir, pour lesdites fonctions d'assesseurs du protecteur des esclaves, que des hommes exempts, autant qu'il est possible, des préventions coloniales contre la race noire, et que leur moralité connue placerait au-dessus de toute tentative de corruption. »

L'auteur prescrit des règles pour le choix des gérans ou économes d'habitations, et leur impose l'obligation de prêter serment. Il demande que l'on forme dans chaque paroisse un tribunal domestique chargé de recevoir, chaque dimanche, les plaintes des esclaves. Ce sont des coopérateurs qu'il propose de donner au magistrat protecteur; il expose ses vues sur la composition de ces tribunaux et sur leurs attributions.

Le travail ordinaire serait limité entre le lever et le coucher du soleil; dans les cas extraordinaires, l'esclave recevrait un salaire fixé par les réglemens. On assignerait aussi la durée du temps de repos. Le maître ne pourrait exiger que cinq jours de la semaine; l'esclave aurait les deux autres à sa disposition, y compris le dimanche.

L'habitation de l'esclave devrait être saine, bien close, tenue proprement. Les malades seraient soignés dans une infirmerie. On aurait beaucoup à faire pour améliorer le régime alimentaire. L'esclave serait mieux vêtu qu'il ne l'a été jusqu'à présent. L'instruction religieuse lui serait donnée, des écoles seraient établies et surveillées par l'autorité publique. Le fouet ne serait plus un signe d'autorité, et comme châtiment « il ne pourrait jamais être infligé, *aux hommes*

seulement, qu'en vertu de la décision d'un tribunal, et par les mains d'un exécuteur public. »

Le pécule serait sacré. L'esclave maltraité par un maître serait autorisé à passer à un autre ; son témoignage serait admis en justice, pourvu qu'il produisît un certificat d'instruction religieuse. Il pourrait hériter, tester en justice ; il serait jugé par la même loi, par les mêmes cours et suivant les mêmes règles que les blancs. Telles seraient les principales dispositions du nouveau *Code noir* ; s'il est appliqué avec persévérance, on ne peut douter que l'amélioration intellectuelle et morale des noirs n'en soit le résultat.

4°. *Introduire un système d'affranchissement graduel.*

M. Dufau commence par l'histoire de la législation et des usages qui présidèrent aux affranchissemens sous l'ancien système d'esclavage. Le libertinage et l'avarice furent le plus souvent les motifs qui déterminèrent quelques maîtres à rendre la liberté à des esclaves : c'était une maîtresse qui recevait cette faveur, ainsi que les enfans dont son maître était le père ; c'était des vieillards hors d'état de travailler, des malheureux estropiés par les traitemens barbares qu'ils avaient essuyés. A quelques égards on ne peut blâmer l'autorité qui multipliait les obstacles à cet odieux emploi d'une bienfaisance simulée, qui n'était réellement qu'une atrocité de plus. Ces obstacles diminuèrent en effet le nombre des esclaves rendus à la liberté, surtout dans les établissemens hollandais, où l'affranchissement était assujetti à des formalités plus multipliées et plus rigoureuses que dans les colonies françaises. Dans les colonies espagnoles et au Brésil, l'esclave avait le droit de se racheter, en payant à son maître le prix qu'il avait coûté ; en cas de contestation, le magistrat fixait ce prix. Enfin l'Angleterre a non-seulement adopté sur ce point la législation espagnole ; mais elle l'a perfectionnée en y ajoutant de nouvelles dispositions en faveur de l'esclave. La loi espagnole n'avait réglé que les stipulations entre le maître et l'individu qui voulait racheter sa liberté ; la loi anglaise autorise aujourd'hui un esclave même à traiter pour la liberté de ses enfans, d'une sœur ou d'un frère, d'un ami ; aucune taxe n'est perçue pour l'affranchissement.

Aux États-Unis, le zèle de l'humanité ne fut pas toujours assez prévoyant ; plusieurs milliers d'affranchis eurent lieu

de regretter leur servitude. Celles des nouvelles républiques américaines qui n'ont pas effectué l'abolition instantanée de l'esclavage ont fixé l'époque où il devra cesser, et le mode d'affranchissement graduel.

M. Dufau demande qu'on n'affranchisse les esclaves que lorsqu'ils seront *suffisamment préparés à travailler libres*; cette restriction suffit, dit-il, pour assurer au système qu'il propose une grande supériorité sur ceux que l'on a suivis jusqu'à présent, il faut, dit-il, que la presque totalité des noirs attachés à la culture, continuent à cultiver comme auparavant, et que leurs goûts et leurs besoins remplacent les liens qui auront été rompus. Il semble que cette condition devait être étendue à toutes les professions exercées par les noirs, car, à l'époque de l'affranchissement, il est probable que la population agricole pourra cesser d'être aussi nombreuse que l'exigent aujourd'hui les spéculations des colons.

Mais la question véritablement décisive est encore à résoudre : le travail des hommes libres serait-il aussi profitable pour les colons que celui de leurs esclaves? C'est encore l'expérience qu'il faut interroger, en prenant soin d'examiner quels interprètes elle a choisis. Des témoins tels que CHASTELLUX et LAROCHEFOUCAUD-LIANCOURT ne peuvent être récusés; on ne rejettera pas non plus celui du colon BARRÉ SAINT-VENANT; on peut citer aussi avec confiance le voyageur Stedman. Suivant le premier, les habitants de la Virginie exprimaient hautement leurs regrets de posséder des esclaves *dont le travail était plus cher et moins fructueux que celui des journaliers ou domestiques blancs*. Suivant les rapports du vénérable Larochefoucaud, *il arrivait souvent, aux États-Unis, qu'un propriétaire de quatre-vingts esclaves n'en eût pas trente en état de travailler; dix ouvriers feraient plus de besogne que ces trente esclaves, la besogne serait mieux faite, et l'on n'aurait qu'eux à payer*. Ces calculs, faits par un grand nombre de maîtres, n'empêchaient point qu'ils ne fussent partisans zélés de l'esclavage, et la génération qui a remplacé celle que l'illustre exilé français interrogeait, n'a changé ni d'opinion ni de langage; l'amour de la domination, l'orgueil du pouvoir absolu est, dans l'âme du propriétaire d'esclaves, la passion domi-

nante et caractéristique; elle l'emporte sur les conseils de la prudence, et même sur les calculs de l'avarice.

Après avoir présenté un état détaillé de ce qu'un maître donne chaque année à son esclave, Barré-Saint-Venant déclare que le manoeuvre ne reçoit, en Europe, que LA SEPTIÈME PARTIE de ce que coûte l'entretien d'un esclave. « Certainement il ne peut être rien dit de plus fort en faveur du travail libre; et l'affranchissement sera, s'il est ainsi, un immense service rendu aux propriétaires des colonies, dont on prétendait qu'il devait consommer la ruine. »

Stedman rapporte de semblables aveux contenus dans une lettre que lui écrivit un colon de la Guiane française. « On ne peut établir, disait-il, aucune comparaison entre les frais de location d'ouvriers libres, et ceux que nécessitent l'achat et l'entretien des nègres, avec les risques de mortalité, de marronnage, le temps perdu, le soin des femmes, des enfants, des vieillards et des infirmes, etc. » Et il ajoutait : « Ce n'est pas dans cette colonie seule que j'ai puisé mes idées; j'ai vécu dans les colonies de diverses nations européennes; j'ai étudié le caractère des nègres; j'ai examiné les diverses manières de les gouverner et leurs effets; j'ai lu tout ce qu'on a écrit pour le maintien ou l'abolition de l'esclavage, et je suis convaincu qu'il est possible de concilier la morale avec la politique, dans la culture des colonies. »

Lorsqu'il sera temps de procéder à l'affranchissement, il faudra que des moyens de finances accompagnent l'exécution de la loi. Le plan proposé par M. Dufau est conforme aux vues des colons les plus éclairés, et imité en partie du code rural adopté en 1826 par le gouvernement d'Haïti, et qui est actuellement en vigueur dans toute cette république de noirs, où l'on est parvenu, comme on sait, à faire continuer les cultures par des hommes libres, où les anciens esclaves ont été transformés en paysans cultivateurs, comme ceux des pays les plus libres de l'Europe.

Pour faciliter le rachat des esclaves, que l'on forme dans chaque colonie une *caisse d'amortissement* dont le capital primitif soit grossi des intérêts capitalisés, des amendes prononcées contre les délits commis dans la colonie, en tout ce qui serait relatif aux esclaves, et d'une taxe personnelle payée par les affranchis. Elle serait régie comme la banque

destinée à recevoir les économies des esclaves, et par les mêmes administrateurs.

L'auteur de ce mémoire entre dans le détail des moyens de fixer légalement, et avec équité, le prix des esclaves à racheter, suivant l'âge, le sexe et l'état physique de chacun. La loi déterminerait la nature, l'étendue et la durée des obligations de l'affranchi envers son ancien maître. L'oisiveté serait mise au nombre des délits, et punie correctionnellement par un jury spécial formé pour cet objet dans chaque habitation. Les salaires des affranchis ne seraient pas laissés à la discrétion des maîtres, ni aux exigences des ouvriers, mais réglés par la loi. L'auteur estime que le quart des produits devrait être affecté à cet objet. Un colon, qui avait gouverné son habitation d'après cette appréciation du travail, n'a pas hésité de l'admettre comme base d'un code de culture qu'il a proposé au gouvernement. « Nous n'avons nul doute, lui disaient des colons de toutes les nations auxquelles il communiquait ses vues, que si les noirs avaient une part dans le produit, ils ne travaillasseut de cœur et bien davantage. Il est surprenant que, lorsqu'on a fondé les Colonies, on n'ait pas songé à leur assurer une portion sur les revenus : on aurait évité par-là bien des crimes et des malheurs. » (*des Colonies, et particulièrement de Saint-Dominigue, par le colonel MALENEAUT.*)

Ainsi, les nègres des colonies deviendraient des métayers, et rien n'empêcherait plus que des cultivateurs européens viussent se charger des mêmes travaux aux mêmes conditions. Les préjugés de la couleur auraient disparu. « Ainsi serait consommée sans troubles et sans catastrophe cette grande et nécessaire réforme ! »

M. Dufau termine ainsi son mémoire : « L'Europe a une grande dette à acquitter envers le nouveau monde. L'occasion lui est offerte : qu'elle porte aujourd'hui la liberté où elle introduisit autrefois l'esclavage ; qu'elle affranchisse volontairement une population qu'elle enchaîna sur ce sol pour remplacer celle que sa cupidité avait détruite, et qu'elle écarte ainsi les orages réservés à un avenir politique peut-être assez rapproché. Qu'elle donne l'utile exemple d'un préjugé funeste immolé à la raison, d'une race appelant une autre race aux avantages de la fraternité humaine. Qu'elle avenge enfin

l'Afrique, et que ce soit le plus beau triomphe obtenu jusqu'ici par le génie de la civilisation dont il semble que notre siècle a véritablement reconnu l'existence et pressenti les progrès sur toute la surface du globe.

» Puisse notre voix être entendue ! Puissent les accens d'une conviction profonde et sincère retentir jusque dans les conseils de ceux qui président aux destinées des peuples, et leur inspirer le désir de fermer l'abîme au bord duquel sont placées les Colonies qui maintiennent l'esclavage ! Puissent-ils éveiller dans tous les cœurs quelques-unes de ces fortes émotions qui arment l'opinion contre les lenteurs du pouvoir, et hâtent le cours des événemens ! puissent-ils surtout entraîner notre patrie, cette France qui doit marcher à la tête des nations du vieux monde, à entrer la première en lutte contre l'esclavage, à conquérir la gloire d'avoir été la première à le détruire, la première à le remplacer par un système conforme aux progrès immenses qu'elle a fait faire à l'Europe dans la carrière de la sociabilité !

» Et vous, Colons, ouvrez les yeux ; portez vos regards autour de vous, et ne vous refusez plus à affranchir ces noirs, qui seront libres un peu plus tard par leurs mains, s'ils ne le deviennent à présent par les vôtres : tel est l'inévitable résultat que le passé vous révèle. Epargnez aux générations futures les affreuses calamités d'une guerre d'extermination contre des esclaves révoltés et avides de vengeance. Si le mode de libération que nous avons proposé semble défectueux, adoptez-en un autre ; si des sacrifices que nous n'avons pas prévus deviennent indispensables, n'hésitez point à les faire ; qu'elle soit consommée à tout prix, cette heureuse et pacifique révolution qui changera le sort de vos cultivateurs, et vous fera bénir par ceux qui vous maudissent. Pour arriver à ce noble but, unissez franchement vos efforts à ceux de vos compatriotes européens, et mériter véritablement le titre de FRANÇAIS en disant, vous aussi : *Plus d'esclavage !* »

En transcrivant cette péroraison, notre intention a été d'établir un antécédent en faveur de l'économie publique, science qui est une application de la morale, et qui se compose en grande partie de vérités du sentiment qu'on ne peut développer suivant les méthodes des sciences exactes, et qui

doivent user de tous les moyens d'exposition assortis à leur nature dans cette science. Il est quelquefois plus utile de *faire sentir* que de *prouver*; et, de plus, quoi que la raison soit convaincue: on reste souvent immobile; au lieu que si une vérité de sentiment pénètre jusqu'à l'âme, elle l'ébranle et détermine la volonté. N'enlevons à cet ordre de vérités aucune des armes dont il fait un si bon usage, et ne la réduisons pas à des formes de raisonnement qu'il lui est souvent impossible de revêtir, si ce n'est à son grand désavantage.

FERRY.

VOYAGES.

155. VOYAGE DE M. DOUVILLE DANS L'AFRIQUE CENTRALE, EN 1828—1830. (*Bulletin de la Société de géographie*, tome XVI, p. 6.)

N. B. La notice suivante est extraite du rapport fait par M. Douville à la Société de géographie sur son itinéraire en Afrique; le voyageur est débarqué à St. Philippe de Benguela, en décembre 1827.

Dès les premiers jours de mon débarquement dans cette colonie portugaise, je déterminai astronomiquement, avec l'aide de trois capitaines de navires négriers en charge dans ce port, la longitude exacte de ce lieu pour me servir de point de départ et de comparaison dans les observations que je me proposais de faire dans la suite; puis prenant une moyenne entre les trois chronomètres que j'avais, je trouvai que leur marche avait été exacte depuis que je les avais réglés sur ceux de deux navires anglais: ce qui me donna l'espérance d'un heureux succès pour déterminer mes longitudes.

Je poussai aussi loin qu'il me fut possible le nombre de mes observations dans les environs de cette ville. J'étudiai les mœurs et les coutumes des habitants, les ressources du pays, la fertilité du territoire et ses productions. Plusieurs observations, qui me conduisirent à découvrir une mine de soufre, couronnèrent les efforts que j'avais faits pour m'assurer s'il existait quelque mine dans cette partie de l'Afrique. (*Cette mine, que je fis ouvrir dans plusieurs endroits, présente des particularités qui, je crois, n'ont pas*

encore été reconnues dans aucune mine de ce genre. Je les développerai dans la relation des observations faites dans le cours de mes voyages en Afrique, que je me propose de publier.)

Je partis pour Loanda, capitale du royaume d'Angola, aussitôt que je pus le faire. Je parvins à lever le plan de la rade, de l'entrée du port, et des deux principales forteresses, St-Michel et Pinedo, auquel j'ajoutai les renseignemens que me donnèrent deux personnes de la ville.

Je ne m'arrêterai point à vous décrire cette ville ; je dirai seulement qu'il y règne un autre despote que les gouverneurs portugais, qui, comme eux, n'épargne ni le riche ni le pauvre, ni l'innocent ni le coupable, qui tranche indistinctement le fil de la vie de ceux qui lui nuisent ; il est connu sous le nom de *fièvres d'Angola*. J'accompagnai un des chirurgiens de la ville chez les personnes qui en étaient atteintes, et en comparant les rapports qui existent entre les symptômes généraux et particuliers de ces fièvres, je parvins à distinguer les altérations primitives des secondaires et consécutives. L'observation que je fis des organes après la mort me confirma dans l'opinion que je formai sur la cause première des maladies, et me conduisit à suivre un mode de traitement qui a réussi à me sauver sept fois la vie lorsque j'ai été attaqué de ces fièvres.

Un mois après mon arrivée à Loanda, je m'embarquai pour l'embouchure du fleuve Zenza, dit *Bengo* seulement à son embouchure. Le nom de Bengo lui a été donné par les Européens, mais les indigènes ne l'ont point adopté. Ce travers des Portugais d'avoir voulu donner de nouveaux noms à des lieux déjà connus nous a plongés dans ce chaos de confusion qui cause aujourd'hui de si grandes difficultés pour relever les erreurs dans lesquelles on s'est jeté par suite de cette première faute. De là vient sans doute que nous voyons, sur les meilleures cartes que nous ayons de l'Afrique, des rivières que l'on a réunies à des fleuves dont elles sont fort éloignées. J'en ai remarqué que l'on fait se décharger dans le Quenza, au lieu du Zenza, parce que l'analogie entre Zenza et Quenza a trompé l'Européen, qui ne connaissait point de fleuve Zenza, parce qu'il l'avait surnommé Bengo.

L'ignorance complète où l'on a été pendant des siècles, non-seulement sur la source, mais même sur le cours du Zaïre, vient encore de ce travers. Ce ne fut qu'en faisant suivre, et en suivant moi-même ce fleuve que je découvris que c'est le même qui est connu dans l'intérieur du pays sous le nom de Couango. Plusieurs l'ont fait venir du N. - E., parce qu'ils ont été trompés par la confusion des noms. Ils auront pris pour le Couango les rivières Riambegi ou Boncora, qui, à leur confluent, sont aussi larges et aussi rapides que le Couango. J'arrivai dans un endroit où il est appelé Zaïre d'un côté, et de l'autre Couango; ce qui me confirma que je ne pouvais être induit en erreur.

Arrivé à l'embouchure du Zenza, je ne tardai point à reconnaître que la végétation pourrait être belle en Afrique. Les rives sud de ce fleuve sont partout cultivées par les esclaves des négocians de Loanda ou par les mulâtres établis dans ce district. Cette belle culture ne s'étend pas à plus d'un mille des rives du fleuve. Au-delà ce n'est qu'un terrain inculte brûlé par les rayons du soleil, et où l'on trouve de distance en distance, dans le sol, des ouvertures que la force de la chaleur a produites (1). Il y a quelques arbres épars çà et là, mais ils sont à une grande distance les uns des autres. Il y a cependant un assez grand nombre de petits ruisseaux. On trouve sur leurs rives des peuplades nègres possédant de petits jardins où on cultive les haricots et le manioc.

Je rencontrai, dans le commencement de mon voyage, plusieurs petits lacs assez curieux. J'établis des rapports de comparaison entre leurs eaux et celles des fleuves; et voulant connaître jusqu'à quel point la chaleur de l'atmosphère influait sur leur température, jusqu'à quelle profondeur elle se faisait sentir, je m'arrêtai quelque temps aux environs. Ayant trouvé de l'eau saumâtre en faisant des fosses à côté d'un des lacs, à la profondeur de deux ou trois pieds, je voulus reconnaître pourquoi celle du lac était douce. J'examinai

(1) M. Douville revient encore ailleurs sur ces crevasses produites, dit-il, par l'excès de la chaleur. Comme il ne les caractérise pas suffisamment, et n'en donne point la mesure, on ne peut juger s'il est autorisé à les attribuer à la cause qui produit aussi, en Égypte, des fentes assez considérables, mais dans une autre nature de terrain et dans une autre situation.

N. du R.

avec soin la nature des hauteurs qui l'entouraient ; je multipliai les observations barométriques entre ces lacs et les bords des rivières voisines pour m'assurer si leur origine venait de quelque débordement des eaux des rivières, et mes observations m'ont toujours conduit à des résultats satisfaisants.

La première hauteur que je rencontrai après avoir quitté la côte fut celle connue sous le nom de Gregorio , dans le district de Icollo et Bengo. Elle n'est composée que de roches primordiales , gneis et calcaire gris , dont les couches se dirigent vers le sud en plongeant d'une manière fort sensible. Ce qu'il y a de remarquable , c'est qu'à l'est de cette hauteur on trouve un terrain tertiaire formé de marnes sablonneuses , et à côté , des agglomérations d'un sable grossier dans lequel on trouve des bivalves d'eau salée et quelques coquilles d'eau douce mêlées indistinctement.

Lorsque j'eus parcouru les districts de la Barre du Bengo , d'Icolo et Bengo , de Quilengués , du Zenza et Golungo , je me rendis dans la province du Golungo Alto , qui était un des points sur lequel j'avais dirigé d'avance un grand nombre de porteurs avec des marchandises. Je m'établis dans une maison que me donna le gouverneur de la province , pour déterminer la quantité d'eau qui tombe dans ces pays pendant les orages ; pour analyser les eaux d'un ruisseau que l'on trouvait avoir un goût détestable , mais qui ne contenait qu'une forte solution de nitre ; pour faire de nombreuses observations d'hygrométrie dans cette province dont on m'avait tant parlé , et pour examiner la quantité d'oxygène et d'azote qui composent l'air atmosphérique dans les lieux que l'on m'avait indiqués comme inhabitables , même pour les animaux.

Je passai trente-huit jours à parcourir et à examiner les hauteurs et les plaines de cette province. Je partis ensuite pour celle des Dembos , profitant du temps des pluies et des orages pour observer ces merveilles qui passaient pour effrayer les nègres et même les Portugais déportés dans cette province , et qui n'est autre chose que l'écho qui répète , dans des cavernes profondes et l'enfoncement des montagnes , les coups de tonnerre qui se font entendre dans toutes les directions. Cette détonation répétée par des milliers d'échos , effraie

singulièrement l'habitant, et lui fait chercher dans le merveilleux ce qu'il trouverait dans la nature si ses lumières étaient plus étendues. Je fus accablé de fatigue en parcourant ce pays montagneux ; et la nécessité où je me trouvai de rester des journées entières exposé aux orages me donna pour la première fois les fièvres du pays.

La force de ma constitution surmonta bientôt la violence du mal, et je partis peu de temps après pour la province d'Encogé, où j'examinai avec soin les mines de malachite que j'y découvris ; la formation des hauteurs et des montagnes de cette province renferme une complication remarquable de phénomènes géologiques.

De retour dans le Golungo Alto, je partis pour les provinces d'Ambacca et de Pungo Andongo. Je crus reconnaître dans cette dernière, au milieu des vastes masses de rochers qui forment ce que l'on appelle la forteresse, les restes d'un volcan éteint. La forme singulière de ces masses d'un granite grossier, les morceaux de métal fondu que l'on trouve au milieu d'un grand assemblage de substances pétrifiées, les cavités ou voûtes souterraines qui résonnent sous les pieds de l'observateur, des morceaux de substances volcanisées que l'on trouve dans des masses d'agglomérations, enfin les rochers, qui ont environ 400 pieds de haut coupés à pic, et forment chacun un plateau séparé, prouvent qu'il a fallu une force extraordinaire pour enlever les morceaux qui forment les séparations entre ces vastes masses.

Je voulus faire des fouilles pour observer et examiner la formation des voûtes souterraines qui me paraissaient immenses ; mais le gouverneur de la province, qui crut entrevoir dans ces souterrains des monceaux d'or et de pierreries qui, selon lui, pourraient sortir du pays si un étranger les trouvait, mit tant d'obstacles à mon travail que je fus obligé d'abandonner ce projet.

Je partis pour le territoire habité par les sauvages. Celui du Haco, de Tamba et de Bailundo, me présenta un caractère physique tout particulier. Il est peu montagneux, mais il est couvert d'épaisses forêts. Partout, à la profondeur de 1 à 4 ou 5 pieds, on retrouve toujours la même espèce de roche. Tous les ruisseaux et les rivières roulent sur un lit rocailleux ; leurs rives et les petites îles qu'elles renferment ne présentent

que des roches. La végétation n'est pas aussi belle que dans les autres parties de l'Afrique ; les arbres y viennent moins hauts et moins gros qu'ailleurs ; on y remarque une vallée entre les 16°. et 17°. degrés long. E. du méridien de Paris, et les 9°. 45' et 10°. 4' lat. S. , qui a l'aspect d'un lit d'anciennes rivières. Des deux côtés ce sont des hauteurs coupées à pic qui offrent une barrière insurmontable. Les hauteurs sont formées de roches de calcaire à gryphite : ce sont des argiles schisteuses et des marnes feuilletées dont les couches sont rompues et déplacées. Elles plongent vers le nord , et les inclinaisons varient tellement qu'il serait impossible d'en déterminer la variation.

Les habitans de ces contrées sont forts , courageux , guerriers et cruels. Ils sont tous armés de fusils et couverts de quelques peaux attachées autour des reins avec une corde. Les femmes s'occupent des affaires du ménage , labourent la terre, et se livrent à tous les excès de leurs maris. Il y a de riches mines de fer que les nègres exploitent pour faire des balles de fusil , des pelles et des haches.

Je traversai , en revenant de Benguela , où des circonstances m'obligèrent à aller ; un petit désert et les états de Nano, pour me rendre au Bihé , 13° 37' lat. S. , et 17° 54' long. E. du méridien de Paris. Les peuples de ce puissant chef sont courageux , craints et respectés de leurs voisins. Tout ce pays est couvert de nombreuses et épaisses forêts. Les peuplades y sont nombreuses ; il y a plus de femmes que d'hommes dans la proportion de 65 à 50 (1). Il y a beaucoup de hauteurs , mais elles ne forment pas une chaîne régulière de montagnes. L'élévation de ce pays dans la plaine est de 1,242 toises au-dessus du niveau de l'Océan ; ce qui semble être un plateau des hauteurs que l'on découvre dans l'est. Toutes les rivières y sont fort rapides et roulent en faisant un grand bruit.

Les plantes que cette partie de l'Afrique renferme sont fort curieuses. J'en rapporte plusieurs dont je n'ai pu m'expliquer

(1) On regrette que le voyageur n'ait pas dit comment il a pu constater ce rapport entre les deux sexes de la population. Il aurait pu dire aussi quelques mots sur l'exploitation du fer dans cette partie de l'Afrique, où l'art doit avoir fait d'assez grands progrès, puisqu'on y voit faire des balles , des pelles , et de l'acier pour des haches.

la singulière forme , entre autres une plante aquatique et médicinale qui de la même racine pousse deux plantes dont les feuilles et les fleurs sont entièrement différentes. Serait-ce les deux sexes qui seraient réunis par une racine d'environ trois pouces de long ? Non-seulement je rapporte cette plante , mais aussi je l'ai dessinée avec toute l'exactitude possible , et lui ai conservé le nom qui lui a été donné par les nègres , parce que je ne connais point de famille à laquelle elle puisse appartenir , et que d'ailleurs on pourra la retrouver au besoin.

En quittant le Bibé , je m'avançai vers le nord et j'arrivai chez le chef Cunhinga. J'eus lieu dans ce voyage de connaître la source de plusieurs rivières que j'avais déjà vues ou dont j'avais entendu parler. Je traversai plusieurs fois le fleuve Quenza , qui , d'après les informations que je recueillis sur les lieux , prend sa source dans les hautes montagnes au S.-E. de Cunhinga , et , en calculant approximativement sur le nombre de journées qu'il fallait pour y arriver , doit être par les 24° long. E. du méridien de Paris , et les 14° lat. S.

En quittant les états du chef Cunhinga , j'arrivai , en remontant vers le N. , sur ceux de Dala-Quicua. Je dirigeai la plupart de mes porteurs , au nombre de 280 , sur Casange , et je m'avançai vers l'ouest pour voir une montagne volcanique que l'on me dit exister sur les confins du Libolo et de Quisama.

J'éprouvai bien des difficultés pour arriver au lieu que l'on m'avait désigné ; et lorsqu'il s'agit d'engager mes nègres à me suivre pour gravir cette montagne , ils parurent fort effrayés par les histoires qu'on leur en avait racontées. Ils me suivirent cependant , mais bientôt l'air vif et raréfié les obligea à s'arrêter. Je continuai ma route jusque sur la troisième terrasse , où je fus obligé moi-même de m'arrêter. J'avais passé deux jours à examiner la seconde et la troisième , alors le peu de subsistance que j'avais apporté était consommé , et la hauteur que j'avais encore à parcourir exigeait au moins deux jours. L'élévation où je m'arrêtai était de 3,242 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Cette montagne est couverte d'épaisses forêts jusqu'à la seconde terrasse ; plus on monte , plus les arbres sont petits , et bientôt l'on ne voit plus qu'une mousse jaune et sans vi-

gueur. En montant vers la troisième terrasse, l'apparence physique de cette montagne change : l'on y voit même un précipice qui semble avoir été creusé par un fleuve de lave brûlante. Un tronc d'arbre pétrifié sur le haut d'une petite pyramide, au milieu de ce lit apparent d'un fleuve de lave, semble avoir perdu la vie dans une éruption. Il y a des petits morceaux de lave entre les racines qui sont aussi pétrifiées et à découvert ; mais au pied de cette petite pyramide est un sable de lave qui commence à s'agglomérer. Je décrirai ce volcan dans la narration que je me propose de publier de mes observations en Afrique.

En quittant cette montagne j'allai visiter les mines de sel gemme que le nègre coupe en petits morceaux et porte dans les parties les plus éloignées au centre de l'Afrique ; je repassai ensuite dans le royaume gouverné par les Portugais, pour voir les provinces de Cambambé, Massangano, Muchima, et enfin la partie ouest de celle dite Quisama, mais qui n'est point soumise aux Portugais.

Je recueillis beaucoup d'objets d'histoire naturelle dans ces provinces, et j'eus occasion d'examiner à loisir des bancs de pierre calcaire de formation jurassique qui renfermaient plusieurs animaux. Sur les rives sud du Quenza l'on peut suivre, avec toute la précision possible, les diverses couches de formation, et l'ancienneté de chacune est tellement marquée par des traits particuliers, qu'il serait difficile de s'y méprendre. Toutes les roches paraissent moins anciennes que celles que l'on observe au nord du royaume d'Angola, et se rapportent à celles connues sous le nom de Lias. La province de Quisama est couverte de vastes forêts, mais il y a peu de ruisseaux, et en été ces ruisseaux sont toujours à sec, ce qui rend l'eau très-rare ; cependant les habitants n'en manquent jamais ; ils ont trouvé le moyen de se faire des réservoirs fort grands et sûrs dans le tronc de l'arbre dit imbondero.

Pour ne pas vous occuper de l'énumération de faits particuliers à chaque partie de l'Afrique, et qui les caractérisent, dans un mémoire déjà trop long, je me bornerai à dire que de retour à Loanda j'en repartis le plus tôt possible pour Ambriz, d'où je me rendis à Cassange, en traversant une vaste étendue de terrain occupée par les Muchicongos ou sujets de Holo-Ho, les états du roi Ginga et ceux de Dala-

Quiçua. J'avais trouvé à Ambriz toutes les provisions, les vivres, les fusils et la poudre que M. José-Manuel Vierra, négociant d'Angola, y avait envoyés pour moi, avec des interprètes et des Pombeiros (1).

Toute cette partie de l'Afrique est bien boisée et arrosée par de nombreuses rivières, dont quelques-unes sont très-rapides. Le sol est fertile, mais on n'en cultive que quelques petites parties. Les forêts sont peuplées de singes; on y trouve le Pungo en assez grand nombre. Entre les fentes que le soleil fait aux montagnes, il sort un gaz sulfureux tellement concentré que plusieurs de mes nègres, à qui j'en fis respirer, furent pris d'une toux si violente qu'ils restèrent plus d'une demi-heure en danger de leur vie.

Je trouvais à Cassange les porteurs que j'y avais envoyés, et dès mon arrivée je fis de magnifiques présents au Jaga pour gagner son amitié. Je savais que de lui dépendait la réussite de mon voyage. C'était chez lui que je devais traverser le Couango pour pénétrer chez les peuples que je cherchais. Il reçut tout avec la majesté d'un souverain qui sait recevoir et donner; il se montra même grand et généreux. Il m'envoya en retour de nombreux esclaves; il m'offrit ses plus jolies filles; mais il me refusa ce que je prisais plus que tout cela, le passage du fleuve: ce qui m'embarrassa beaucoup, parce que je ne pouvais effectuer mon dessein qu'avec des bateaux assez forts pour résister à la violence des courans.

Le fils aîné du Jaga, qui, en sa qualité de fils aîné, est accablé de la malédiction paternelle, était venu souvent me visiter. Je l'avais toujours reçu avec amitié et traité avec le même égard que les autres nobles; il crut devoir payer par un service tout ce que j'avais fait pour lui. Il savait que je désirais passer le fleuve, que son père refusait son consentement, et qu'il y avait même la peine de l'esclavage prononcée contre quiconque m'en faciliterait les moyens, ce qui avait empêché mes nègres d'obtenir aucune indication sur les lieux où se trouvait un autre passage. Mais ce jeune homme, qui, par la même raison qu'il était haï de son père, le haïssait aussi, se hasarda, au péril de sa vie, à me donner les infor-

(1) Pombeiro, nègre à qui on donne le soin de surveiller et de conduire un certain nombre de porteurs.

mations dont j'avais besoin. Il vint chez moi au milieu de la nuit, pour éviter d'être vu de quelqu'un, et il me dit qu'en remontant le fleuve vers l'est j'arriverais le quatorzième jour de marche chez le Soba Baka; que ce chef n'était pas inaccessible aux présens, et qu'il me ferait passer le fleuve dans ses bateaux; mais que, s'il me refusait, j'arriverais en vingt-deux jours de marche au port *Hundé*, où je pourrais le traverser à gué, en prenant les pilotes du pays, qui connaissent parfaitement les passages, où il se trouve des bancs de gravier.

Deux jours après je quittai Cassange, et j'arrivai, après vingt-sept jours de marche, chez Baka, qui, comme me l'avait dit le fils du Jaga de Cassange, ne fut point inaccessible aux présens que je lui offris à la condition de me faire passer le fleuve. Je me trouvai, de l'autre côté, sur les confins des états du Humé et des Muchingi. Heureusement que je n'eus pas long-temps à rester sur les états de ces chefs, qui indubitablement auraient jugé plus convenable de me dépouiller que de recevoir seulement des présens.

Sur les bords du fleuve Couango l'on trouve des calcaires compactes noirâtres, des marnes feuilletées dans lesquelles il y a des coquillages. Sur la rive nord l'on voit des poudingues ferrugineux, et dans la plaine des alluvions anciennes.

Je ne m'arrêterai point à vous parler du potentat *Mucangana* (ngana *Mucangama*), chez qui j'arrivai en quittant les états du Humé, parce que je trouvais les montagnes, les plaines, les forêts, etc., si intéressantes, que je m'engagerais dans une narration beaucoup trop longue pour le but que je me propose. Cependant je ne puis passer sous silence le lac *QUIFFUA*, que je trouvais entre le 3°. et le 5°. degré lat. S. et le 25°. et le 26°. long. E. de Paris. Ce lac ne peut être, selon moi, que le lac *Marawi*; dont la position et l'existence même sont incertaines. S'il existait un lac si près de la côte orientale de l'Afrique que je l'ai vu marqué sur les meilleures cartes, il n'y a pas de doute que les nègres dont on fait la traite à Mozambique en auraient parlé et déterminé la position. J'ai même vu chez les *Moluas* plusieurs nègres appartenant aux nations *Cazembé* et *Quilimané*, qui, quoique voisins de la côte orientale, paient un tribut annuel en sel au roi *Molua*. Ces nègres m'ont assuré n'avoir jamais vu ni entendu parler

d'autre lac que du Quiffua, qui, selon eux, donne naissance à deux grands fleuves. Le lac Quiffua est propre à avoir jeté la confusion qui règne dans l'histoire de la géographie de l'Afrique. Des côtés ouest et est il y a en apparence deux grands fleuves qui y prennent leur source ; mais, du côté ouest, ce qui a d'abord l'apparence d'un grand fleuve se divise bientôt en sept branches différentes, qui forment la source d'autant de rivières que j'avais déjà traversées ou que je traversai dans la suite. Quel est le fleuve qui prend sa source du côté est de ce lac ? je l'ignore. Ce lac peut avoir 55 lieues de circonférence, et 8 lieues de large dans la partie sud. Les montagnes qui l'entourent sont curieuses, et sont nommées montagnes puantes, *mulunda gia caiba ris-sumba*. Sur les bords du lac on trouve des grains de lave mêlés avec le sable.

J'éprouvai bien des difficultés pour arriver à Yanvo, capitale des Moluas, située dans le 25° 37' 7" long. E. du méridien de Paris, et 0° 17' lat. S. Le roi de ce pays me dit que le nombre des habitans de sa capitale s'élevait à plus de 100,000 âmes ; mais, d'après ses propres calculs, je ne la fis s'élever qu'à 65,430 habitans ; et ayant fait un calcul approximatif, d'après les renseignemens que l'on me donna, je trouvai que le nombre des maisons s'élevait à 8,081, et, en calculant 6 individus dans chaque maison, le total ne s'élèverait qu'à 48,486 habitans, dont un tiers est esclave.

Je gagnai l'amitié de ce souverain au point qu'il voulut m'accompagner en personne dans les mines de cuivre qu'il fait exploiter, et il fut mon compagnon de voyage dans les nombreuses excursions que je fis dans les environs de la ville. Il se trouvait honoré de ma société, parce qu'il me croyait un puissant souverain parmi les blancs, quoique je voulusse lui persuader que je n'étais qu'un simple particulier ; mais, selon lui, j'étais si puissamment riche, que je ne pourrais jamais épuiser mes trésors. La promptitude avec laquelle mes nègres exécutaient mes ordres et le zèle qu'ils mettaient à paraître formidables lui imposait.

Lorsque je voulus gravir la montagne Zambi (*mulundu Zambi*), il ne s'y opposa point, mais il resta dans la plaine, parce que les lois de son pays défendaient aux habitans d'y monter. La base de cette montagne n'est que marnes sablon-

neuses ; sur la première terrasse l'on trouve des galets entremêlés d'argiles schisteuses , avec une inclinaison vers le nord de 35 degrés. L'on trouve des bivalves dans les sables fins , entre les crevasses et les fissures de la montagne. Parmi les coquilles variées qui s'y font remarquer , les plus abondantes sont des pétoncles.

Le souverain de ce pays a un génie supérieur à la plupart des nègres. Il me vit faire mes observations avec plaisir. D'abord il me témoigna de l'étonnement , et me donna à entendre qu'il me regardait comme magicien ; mais il se familiarisa tellement avec les instrumens qu'il m'aida dans les observations que je fis dans les sables du désert Sandi. Il aimait beaucoup à voir monter le mercure dans les thermomètres ; et , en observant que l'élévation se faisait dans ses mains comme dans les miennes , il comprit qu'il n'y avait point de magie , mais que c'était le plus ou moins de chaleur qui le faisait varier.

Dans tout mon voyage je pris pour règle de faire des présens aux magiciens des peuples chez qui j'arrivais , pour prévenir les conséquences de leur malice ; ce qui me permit de me livrer à bien des observations qui me seraient devenues peut-être impossibles sans cette précaution.

Le peuple moluah est industriel ; il s'occupe de divers travaux , entre autres de tailler des pierres fines pour se faire des ornemens qu'il monte avec le cuivre qu'il tire de ses mines. L'habitant de la campagne cultive mieux la terre que partout ailleurs , et il semble lui donner plus de soin en la remuant pour qu'elle soit plus fertile. Couverts d'une petite peau attachée avec une ceinture de corde , ils sont tout aussi nus que s'ils n'avaient rien pour cacher leurs parties sexuelles , parce que ce petit morceau de peau , d'environ deux pouces de long sur trois de large , est plus souvent tourné de côté que sur la partie qu'il est destiné à cacher.

En quittant les Moluas je me dirigeai vers le N.-O. pour arriver dans les états du souverain Bomba , dont la capitale se trouve vers le 4°. degré N. Il passe chez ce souverain un grand fleuve qui prend sa source au nord-ouest de ses états , dans un grand lac que je crois être le Tchad , d'après ce que l'on me dit : il se perd sous les montagnes Riegi (Lune) , d'où il ressort ensuite et se dirige vers le nord. Après être

resté assez long-temps dans les états de ce souverain , je me dirigeai vers le S.-O. de l'Afrique pour retourner sur la côte. Je traversai les états des potentats Sala , Ho et Cancobella : ce dernier se trouve sur la rive droite du Couango , à 20 lieues du confluent de la rivière Bancora avec le Couango. Il est probable que ceux qui ont fait venir le Zaïre du nord ont pris la rivière Bancora pour ce fleuve. Dans toutes les parties de l'Afrique que j'ai parcourues , on parle la langue *abunda* ; ce qui ne doit point surprendre , parce que j'ai acquis la certitude que les peuples d'Angola étaient une colonie molua qui avait conquis toutes ces contrées. Les siècles en ont fait différens dialectes , mais assez intelligibles pour que les habitans des divers endroits le comprennent. La langue molua est la mère de la langue *abunda* , qui aujourd'hui en est un dialecte.

Chez le potentat Cancobella je n'éprouvai aucune difficulté. Après avoir traversé le fleuve Couango dit Zaïre , je me trouvai sur les terres des Holo-Ho , peuple à qui sont soumis les Muchicongos ; et , en suivant une vaste étendue de terrain occupée par les Mohungos , j'arrivai sur la côte ouest de l'Afrique , à l'embouchure du fleuve Ambriz , qui n'est connu sous le nom d'Ambriz que sur la côte : il se nomme Logé dans l'intérieur des terres. J'embarquai les objets que j'avais recueillis dans ce voyage à bord d'un négrier qui était dans cet endroit pour la contrebande des nègres , et il me porta à Bahia en Amérique , où j'espérais rétablir l'état de ma santé , qui était alors déplorable.

Avant de terminer , je vous donnerai une idée du nègre du centre de l'Afrique. Il est très-irascible , et porté par cette irascibilité à des désordres qui ressemblent à la frénésie que causent des fièvres violentes. Il se détruit pour de simples contrariétés. Il a une adresse particulière pour s'ôter la vie : il retourne sa langue dans la bouche , il l'avale et s'étouffe. De tous les nègres que j'ai vus , les habitans du Bihé et le Molua ont le plus d'intelligence ; cependant leur capacité est bien inférieure à celle du blanc. En général , l'entendement chez le nègre est aussi peu développé que son sang est peu fluide. Sa capacité même se borne à satisfaire ses appétits charnels. Il se donne peu ou même aucune peine pour venir à bout d'une entreprise. Il est si indolent , nonchalant et insou-

çant, qu'il passe des journées entières assis sous un arbre ou devant la porte de sa cabane, les yeux fixés sur un objet, sans remuer aucune partie de son corps.

157. A TOUR THROUGH THE ISLAND OF JAMAICA — Tournée dans l'île de la Jamaïque, de l'ouest à l'est, faite dans l'année 1823, par Cynric R. WILLIAMS; in-8°. de 352 pag. Pr. 15 s. Londres, 1826, Hunt and Clarkes. (*Montl. Review*, juillet, 1826, p. 307.)

M. Williams se donne lui-même pour un planteur dans les Indes occidentales et il suffit de parcourir quelques pages de son livre pour s'apercevoir que l'objet qu'il s'y propose, est bien moins de donner une description de son voyage dans l'intérieur de la Jamaïque que de faire, sous ce titre, l'apologie du système colonial des esclaves. A l'en croire, les nègres sont aussi heureux qu'ils désirent de l'être, qu'ils le sont infiniment plus que les paysans en Angleterre, qu'ils sont bien nourris, bien vêtus, bien logés et traités universellement avec la plus grande tendresse par leurs maîtres. Il avoue pourtant qu'ils n'ont point de religion et qu'ils n'ont encore aucune notion de morale et de décence; mais, ce qui peut paraître extraordinaire, il réproouve les moyens qui ont été employés ou ceux qui peuvent l'être encore pour inculquer dans leur esprit les grandes vérités du christianisme et leur inspirer les vertus sociales dont il est le fondement. L'auteur ne voit dans les travaux des missionnaires que le projet de révolutionner les îles, d'aigrir les esclaves contre leurs maîtres, et en un mot, de faire de la liberté qu'attendent les premiers l'instrument de la dépendance et de la ruine de ceux-ci. Même la nomination des nouveaux évêques et les efforts des ministres de l'église établie pour l'éducation et l'amélioration du sort de la population esclave des Indes occidentales, n'ont pu échapper à son animadversion et à ses sarcasmes.

Nous ne saurions trop nous élever contre le ton licencieux qui paraît régner dans presque toutes les parties de cet ouvrage, et dont l'auteur parle du perfectionnement moral des nègres. M. Williams, non-seulement s'efforce de tourner en ridicule tout ce qui peut donner lieu d'espérer de les voir renoncer à leurs habitudes, mais encore cherche à pallier leurs vices, comme si ces vices n'étaient que de simples faiblesses per-

sonnelles plus dignes de pitié que de blâme. Sans vouloir nous ériger ici en rigides censeurs des mœurs de la Jamaïque, et provoquer des mesures sévères contre l'esprit systématique qui paraît y régner, à l'égard de l'esclavage, nous ne pouvons qu'émettre une opinion, qui est que si, sous ce rapport, M. Williams exprime en général la manière de voir et de penser des planteurs des Indes occidentales, comme il l'atteste fréquemment, ces derniers ont besoin, non moins que ces infortunés nègres eux-mêmes, du châtiment salutaire que peut leur infliger un jour l'adversité.

Quant à cette partie de l'ouvrage que l'auteur consacre plus spécialement à la description des lieux, des usages locaux, et des avantages dont il fut ou le témoin ou le héros, nous regrettons de ne pouvoir en parler en termes très-avantageux. En général ses aperçus sont vifs et rapides; mais, en même temps, ils tiennent tellement de la caricature, que l'on serait presque tenté de les regarder comme étant au moins exagérés. Il règne dans ses remarques un ton de légèreté qui, bien que parfois amusant, et jamais mal intentionné, ne laisse pas que de nuire au mérite intrinsèque de son ouvrage, et de lui suggérer parfois un choix et un mode d'expressions que réprouve la saine littérature.

L.

158. REIS NAAR GUATIMALA, etc. — Voyage à Guatimala, par J. H. 1 vol. in-8°. de 120 p. avec planches; prix, 1 fl. 50 c. Gravenhage, 1827; Mandesnaker.

Dans ce siècle, où les nouveaux états de l'Amérique méridionale jouent sur la scène du monde un rôle si important, et le joueront sans doute long-temps encore, toutes les notices sur ce pays doivent être bien accueillies, surtout lorsqu'elles sortent d'une plume qu'a conduit un esprit impartial et un jugement éclairé. Dans l'ouvrage que nous annonçons on reconnaît que l'auteur possède toutes ces qualités. C'est une mission diplomatique qui, à ce qu'il nous paraît, l'a conduit à Guatimala, d'où il a envoyé à un de ses amis un journal de son voyage, et les notices qu'il a préalablement recueillies sur les républiques de l'Amérique centrale, en attendant qu'il ait eu l'occasion de faire à l'intérieur un voyage qui doit avoir lieu sous peu.

Les notices qui se trouvent à la page 107, et forment la dernière partie de son ouvrage, sont exposées avec tant de clarté, que, dans l'intérêt public, on ne peut trop engager l'éditeur à faire paraître le plus tôt possible la relation du voyage dans l'intérieur.

Sous la date de Guatemala, 19 février 1827, et depuis le commencement de l'ouvrage jusqu'à la page 107, l'auteur décrit, jour par jour, tout ce qu'il a vu, et cela dans un style familier très-agréable. Ce que nous y voyons sur le pays qu'il se propose de parcourir nous rend plus désireux d'avoir la continuation de cet ouvrage. Nous y trouvons une description de l'équarrissage des bois d'acajou de Bruxillo, et une relation exacte de son voyage par terre à Guatemala, en parlant d'Omoa par Gualan et Zacopa. Par la description des lieux où il passe, on apprend à connaître la scène où seront plus tard présentés des sujets plus nobles. Ce pays est un des plus favorisés de la nature : une grande partie s'étend depuis l'Océan Atlantique jusqu'à la mer du Sud, est arrosée de rivières navigables, et, dans un espace de peu de lieues, possède divers climats, depuis le plus chaud jusqu'au plus tempéré. Tous les fruits possibles y peuvent être cultivés avec facilité. Le froment et la canne à sucre, le chêne et le cocotier, le pommier et l'oranger croissent près les uns des autres; la vanille, le thé même y croissent spontanément; les forêts renferment les bois les plus précieux, et les plantes qui fournissent les baumes et les gommés les plus rares. Faute d'industrie, toutes ces richesses sont inutiles; mais, ainsi qu'on le voit par la description des canaux et des monumens publics élevés dans Guatemala, la civilisation, depuis quatorze ans, concourt avec la nature à élever ce pays au rang des grandes nations. Cette partie de l'ouvrage, malgré son intérêt, laisse encore beaucoup à désirer; c'est ce que trouvera le lecteur en suivant l'auteur dans le journal de son voyage; ce à quoi nous l'engageons vivement.

Les planches se bornent à un dessin sur une feuille grand in-8°. de la plaine de Gualan, et un plan un peu plus grand de la ville de Guatemala. Une carte de l'Amérique centrale, quand même elle ne serait pas d'un fini parfait, aurait, selon nous, été plus précieuse, et une carte des états qui composent la république (Guatemala, Salvador, Nicaragua, Hon-

duras et Costarica), eût été d'un double intérêt; tandis que le dessin de la plaine de Gualan et le plan de Guatimala, ainsi qu'on les trouve dans cet ouvrage, ne sont d'aucun prix, ni pour les savans, ni pour le lecteur avide de science. (*De recensent ook der Recensenten*; XXI^e. vol., oct. 1828.)

G-D.

159. REISE IN BRASILIEN AUF BEFEHL, etc. — Voyage au Brésil, fait par ordre de S. M. Maximilien Joseph I^{er}, roi de Bavière, depuis 1817 jusqu'en 1820; par BAPT. DE SPIX et C.-F.-P. DE MARTIUS. In-4^o. 1^{er}. et 2^e. vol. de xiy-412 et xviii-472 pages. Munich, 1823; Lindauer; et 1828, Lentner.

Le roi de Bavière, Maximilien Joseph I^{er}, chargea en 1815 l'Académie de Munich de faire un rapport sur un voyage littéraire et scientifique à entreprendre dans l'intérieur du Brésil, et MM. Spix et Martius se trouvèrent désignés pour faire partie de l'expédition: le premier avait la zoologie dans ses attributions, et le second la botanique. Le mariage d'une princesse d'Autriche avec Pierre de Bragance fut une occasion très-favorable pour l'exécution du projet; aussi MM. Spix et Martius se rendirent-ils, en janvier 1827, à Vienne, d'où ils partirent pour Trieste, pour s'embarquer sur les frégates destinées pour Rio-Janeiro.

L'Académie des sciences avait muni nos deux savans d'instructions très-détaillées, tant pour ce qui concernait la spécialité dont ils étaient chargés, que pour ce qui avait quelque analogie avec celle-ci. Ils emportèrent en outre tous les instrumens nécessaires dont l'usage pouvait promettre quelques résultats intéressans pour la science.

Le départ de Trieste pour le Brésil eut lieu le 10 avril 1817. La description de la traversée par la mer Adriatique, la mer Méditerranée et l'Atlantique, fait l'objet du 1^{er}. livre du 1^{er}. volume. On y parle de la phosphorescence de la mer, et tous les faits paraissent établir que ce sont les animaux qui produisent la plupart du temps ce magique phénomène. De la page 48 à 51 on donne les causes probables du courant de l'Océan dans la Méditerranée, et du courant souterrain de cette dernière mer dans l'Atlantique.

L'approche des voyageurs du Cap Vert donna un autre

cours à leurs observations et à leurs idées ; à mesure que la distance qui les séparait des îles qui environnent le Cap diminuait, le caractère des élémens variait. A la latitude des Canaries, on s'apercevait encore des changemens subits de la température, et de ces tourbillons et coups de vents rapides qui appartiennent à ces régions, et seulement lorsqu'ils eurent passé, entre le 11 et 12 juin, le groupe des îles à la longitude de 21°.51 ouest de Paris, et qu'ils eurent également passé le tropique, le vent du nord et celui de l'est se réunirent et prirent une direction N.-E., et enfin N.-N.-E., qui se soutenait nuit et jour d'une manière uniforme. Les bâtimens firent par ce vent favorable 150 lieues marines dans les vingt-quatre heures. Sous cette zone torride, la mer avait un mouvement régulier et commençait à réfléchir pendant la nuit une clarté imposante. Ce phénomène majestueux, les éclairs, les étoiles tombantes sans nombre, et le temps étouffant, semblait indiquer une tension électrique considérable, quoique l'électromètre, à cause de l'humidité dominante, indiquât un peu moins d'électricité qu'auparavant. Sous cette même latitude, on trouve les poissons volans (*exocoëtus volans*) par milliers à la surface de la mer, de laquelle ils s'élèvent souvent à plusieurs pieds, en parcourant un arc de 12 ou 15 pas pour éviter les vaisseaux et pour échapper aux grands poissons ; souvent le vent les jette sur le pont, où ils deviennent une capture des matelots.

Après notre entrée dans cette région de paix et de repos, disent nos voyageurs, nous enlevâmes des tables les coussins qui devaient empêcher la chute des verres et autres objets fragiles, et le marin s'abandonna à la situation délicieuse dans laquelle nous nous trouvions. Notre course fut rapide et la marche du vaisseau uniforme. Les effets combinés des élémens devinrent de plus en plus harmonieux, et prirent un caractère imposant de grandeur et de majesté.

Le 15 juillet, les voyageurs arrivèrent heureusement à Rio de Janeiro ; cette ville est située à l'entrée d'une grande baie, sur une langue de terre qui se prolonge du midi au nord ; elle est bâtie sur un terrain assez uni ; au sud et au sud-ouest, elle est dominée par des collines qui se rattachent au Corcovado, chaîne de montagnes peu élevée, et boisée dans toute son étendue. La partie la plus septentrio-

nale, ou la vieille ville, se compose de huit ruelles parallèles assez étroites, mais tirées au cordeau et coupées à angle droit par beaucoup de rues transversales. Une grande place, le Campo de Santa-Anna, la sépare de la nouvelle ville, construite en grande partie depuis l'arrivée de la cour, et communiquant par un pont avec un troisième quartier, le Bairro de Matto Parcas. Les maisons sont peu élevées, et bâties en granite. Leurs façades étaient jadis défigurées par des balcons fermés, qui maintenant, par ordre du roi, ont fait place à des balcons ouverts, d'une construction élégante. Les rues sont pavées en granite et garnies de trottoirs; mais elles ne sont éclairées que d'une manière très-insuffisante par les cierges que l'on allume devant les images de la Vierge. Parmi les édifices publics, les principaux sont : le ci-devant collège des Jésuites, le couvent des Bénédictins, le palais épiscopal, et le Forté Conceição; mais tous sont bâtis dans un style mesquin; le palais même de l'Empereur, l'ancienne résidence des vice-rois, n'est point une habitation digne du souverain d'un grand empire. Le seul monument d'architecture qui mérite d'être cité est l'aqueduc, terminé en 1740, qui sert à conduire de la montagne Carcovado à la ville l'eau nécessaire à sa consommation.

La population de Rio de Janeiro se compose en grande partie de Portugais et de descendants de Portugais, soit blancs, soit de couleur; rarement on y voit des Américains de race indigène. Les mariniers au teint foncé qu'on voit en grand nombre dans le port, et que beaucoup de voyageurs ont confondus avec les Indiens, ne sont que des mulâtres.

Avant l'arrivée du roi, on comptait à Rio environ 50,000 habitants, dont plus de la moitié étaient noirs ou de couleur. En 1817, la ville et les faubourgs renfermaient plus de 100 mille âmes. Depuis 1808 jusqu'en 1817, environ 24,000 Portugais se sont transportés d'Europe au Brésil; et cette émigration considérable à laquelle il faut ajouter un grand nombre d'Anglais, de Français, de Hollandais, d'Allemands et d'Italiens, qui se sont établis à Rio comme négocians et comme artisans, a dû modifier sensiblement le caractère des habitants, ne fût ce qu'en changeant la proportion du nombre des blancs relativement à celui des hommes de couleur. Mais c'est surtout parmi les riches négocians de la capitale et

ceux des provinces de Minas-Geraës et de Saint-Paulo, qu'on s'aperçoit combien l'arrivée des nouveaux colons a multiplié les besoins de la vie, et combien par cela même elle a donné un nouvel essor à l'industrie. Le Brésil n'a point de noblesse proprement dite ; avant l'arrivée du roi les employés supérieurs, les ecclésiastiques et les propriétaires de terres et de mines, qui vivaient dans les provinces, possédaient en quelque manière les privilèges et les distinctions de la noblesse. En leur distribuant des titres et des emplois, le prince les a attirés dans la capitale, où ils se sont familiarisés bientôt avec le luxe et le genre de vie des Européens, et d'où ils exercent sur les autres classes du peuple une influence très-différente de celle qu'ils exerçaient auparavant. Les provinces même, dont les habitans visitent fréquemment Rio de Janeiro, soit par curiosité, soit dans le but d'y faire fortune, s'accoutument à considérer cette ville comme un modèle à imiter, et adoptent les mœurs et les habitudes européennes.

Rio de Janeiro possède une bibliothèque de 70,000 vol. que le roi Jean VI apporta avec lui du Portugal. Elle est ouverte au public tous les jours ; mais ses salles sont presque toujours désertes, tellement les Brésiliens éprouvent peu le besoin de s'instruire. Par la même raison, le seul et unique journal littéraire qu'on ait essayé de publier à Rio, *O Patriota*, n'a pu se soutenir que peu d'années, quoique la grande variété des sujets dont ils s'occupait eût dû le mettre à portée d'un public nombreux. Dans tout l'empire il ne s'imprime que deux gazettes politiques : *La Gazeta do Rio de Janeiro*, qui paraît dans la capitale ; et *l'Idade de ouro do Brasil*, qui paraît à Bahia ; et il faut convenir qu'elles sont assez peu lues. Les habitans de l'intérieur surtout, vivant très-dispersés, et n'ayant entre eux que des communications très-rares, prennent peu d'intérêt aux événemens politiques, et se contentent des nouvelles que leur rapportent ceux de leurs marchands qui visitent les ports de mer une fois par an.

La capitale possède plusieurs établissemens d'instruction privilégiés par le gouvernement. Le meilleur d'entre eux est le lycée ou *Seminario de Sto.-Joze*, où l'on enseigne les langues latine, grecque, française et anglaise, la rhétorique, la géographie, les mathématiques, la philosophie et la

théologie. La plupart des professeurs appartiennent au clergé ; néanmoins celui-ci a bien moins d'influence sur l'éducation publique que du temps des jésuites. L'école de médecine récemment fondée, est un établissement très-utile , d'autant plus que dans les provinces de l'intérieur les médecins sont très-rares. L'école militaire (*Academia militar real*) est particulièrement protégée par le roi , et possède d'excellens professeurs ; mais elle manque d'élèves. En revanche , des cours qui se donnent dans l'établissement nommé *Aula do Commercio*, sur divers objets relatifs au commerce , sont très-fréquentés.

À peine le roi fut-il arrivé au Brésil , qu'il eut l'idée de créer une université , soit à Rio , soit à San Paulo. L'un des membres de l'Académie de Lisbonne , J. Garcia Stokler , présenta un plan calqué sur le modèle des universités allemandes ; mais l'exécution rencontra une forte opposition de la part de quelques personnages influens qui désiraient maintenir le Brésil dans l'état de colonie dépendante , et le projet n'eut point de résultat. Cependant la création d'une université pourrait seule réveiller le Brésil de son assoupissement intellectuel , et l'élever au rang d'un grand état. Jusqu'à ce qu'elle ait lieu , les jeunes Brésiliens seront obligés , pour compléter leur éducation , de se rendre à l'université de Coïmbre ; obligation qui leur est désagréable , mais qui a pourtant l'avantage de leur faire connaître l'Europe et ses institutions.

La création de l'Académie des beaux-arts , due au ministre d'état Araujo Conde de Barca , n'a point eu jusqu'ici les résultats que l'on s'en promettait. En vain le gouvernement a-t-il appelé au Brésil des artistes français , peintres , sculpteurs , graveurs et architectes , dans l'espoir que leurs productions et leurs leçons feraient naître parmi les Brésiliens le goût des beaux-arts : on s'aperçut bientôt que le moment n'en est pas encore venu.

Rio de Janeiro passe en général pour une des villes les moins salubres du Brésil ; et , en effet , son climat est chaud et humide , ce qui tient principalement à sa position , attendu que la chaîne de montagnes du Coreovado et des îles qui ferment l'entrée de la baie empêchent la libre circulation des vents. Cependant on ne peut pas dire qu'il y ait des maladies

endémiques ; et si la mortalité y est plus grande que dans l'intérieur du pays, il faut en chercher la cause dans la grande affluence d'étrangers nés sous les climats les plus divers. Le meilleur conseil à donner aux Européens qui se rendent à Rio de Janeiro, c'est d'adopter le régime des Brésiliens, qui consiste à ne point s'exposer à l'ardeur du soleil au milieu du jour, à éviter le serein, à faire plus d'usage de nourriture végétale que de nourriture animale, à s'abstenir de liqueurs spiritueuses, et à observer en tout une grande sobriété. Moyennant ces précautions, leur santé ne courra pas plus de chance au Brésil que dans tout autre pays.

Avant la translation de la cour de Lisbonne à Rio de Janeiro, cette ville, ainsi que toutes celles du Brésil, ne pouvait faire le commerce qu'avec le Portugal. C'étaient donc des négocians portugais qui non-seulement déterminaient le prix des productions brésiliennes qu'on leur expédiait, mais qui en faisaient les retours en produits de l'industrie européenne, aux conditions qu'il leur convenait de fixer. Une ordonnance royale, publiée au mois de février 1808, affranchit le Brésil de ces entraves, et ouvrit ses ports aux commerçans de toutes les nations. De cette ordonnance date une nouvelle époque dans l'histoire du pays. Maintenant Rio de Janeiro tire directement de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de la Russie, de la Suède, des Etats-Unis, des côtes de l'Afrique et des Indes orientales, les divers objets dont ce pays a besoin pour sa consommation. Elle expédie de même dans les ports de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique septentrionale, les productions naturelles du sol brésilien, au nombre desquelles, après les matières d'or et les pierres précieuses, il faut principalement citer le coton, le sucre et le café. Les bénéfices de cet immense commerce, dont jouissaient jadis en grande partie les villes de Lisbonne et d'Oporto, servent aujourd'hui à enrichir la capitale du Brésil, qui ne peut manquer de devenir, dans peu d'années, un des ports de mer les plus opulens.

Il est difficile d'évaluer avec quelque certitude la masse d'argent monnayé qui circule à Rio de Janeiro, attendu que de temps en temps les vaisseaux qui partent pour les Indes orientales ou pour la Chine en exportent des quantités énormes, d'où il résulte tout à coup une telle rareté d'espèces mé-

taliques , que l'escompte s'élève quelquefois jusqu'à 22 pour cent. La banque du Brésil, établissement fondé originairement par des particuliers et sanctionné par le roi en 1808 , ne repose pas sur des garanties assez solides pour pouvoir suppléer au manque de numéraire , en sorte qu'il se passe souvent plusieurs mois avant que les choses reprennent leur assiette. Le taux d'intérêt usité dans le commerce est de 12 pour cent.

Les forêts vierges qui sont témoins des forces créatrices du nouveau continent , et qui n'ont jamais éprouvé les influences humaines , sont appelées au Brésil *Mato-Virgem*. On y trouve la fraîcheur européenne jointe à la plus puissante croissance ; une végétation vivace produit des arbres majestueux entourés de plantes parasites qui servent de décorations à ces monumens antiques. Au lieu de la pauvreté uniforme que l'on trouve dans les espèces d'Europe, on rencontre ici une richesse surprenante dans les troncs , les feuilles et les fleurs ; mais cette abondance de vie et cette tendance vers un développement excessif n'est souvent point en rapport avec les forces nutritives du sol , de sorte que ces plantes gigantesques sont dans une lutte perpétuelle pour leur propre conservation entre elles. Les arbres même, qui ont déjà atteint une hauteur considérable , souffrent de l'influence de leurs voisins plus forts et plus puissans , et s'acheminent souvent par le manque de nourriture vers une destruction rapide. On voit dépérir de cette manière les arbres les plus beaux ; ils sont d'abord atrophiés , puis rongés par les fourmis et autres insectes depuis la base jusqu'au sommet , jusqu'à ce qu'ils tombent enfin avec un fracas épouvantable.

Le règne animal des forêts vierges n'est non moins puissant que le règne végétal. Le naturaliste qui visite pour la première fois ces régions ne sait s'il doit admirer davantage les formes , les couleurs ou les voix des animaux. A l'exception de midi , où tous les êtres vivans cherchent le repos et l'ombre , chaque époque du jour fait paraître un autre monde de créatures. La nature inanimée présente une image majestueuse , jusqu'au sommet des montagnes boisées ; la *Serra dos Orgas* , et tous les embranchemens de cette chaîne qui s'étendent au Nord , entre la mer et le district de Santo-Gallo , vers Porto Seguoro et Bahia , jusqu'à Santos , se composent de granit.

On a généralement observé qu'un séjour de quelques mois seulement, dans un climat chaud, suffit pour donner une extrême sensibilité au corps pour les changemens de température. Elle provient probablement de la plus grande activité du système nerveux, conséquence naturelle de l'irritation produite par la chaleur et la lumière. L'intensité de cette irritation et la vivacité de tous les mouvemens pendant la journée amènent à l'entrée de la nuit un décroissement dans les forces organiques, de sorte qu'il n'y a que la fraîcheur qui soit capable de ranimer les membres fatigués et leur donner de nouvelles forces. Comme l'influence du soleil est plus considérable sous ces latitudes, et que toute la nature est pour ainsi dire plus éveillée dans la journée, la nuit amène un repos plus profond et un sommeil plus intense. Les animaux dorment plus long-temps et plus profondément ici que dans les latitudes boréales. Les plantes elles-mêmes paraissent pendant l'absence du soleil éprouver une interruption dans leur végétation, beaucoup plus sensible que celle qu'on remarque chez nous.

Comme dans tous les climats il y a également dans celui-ci des influences nuisibles pour les plantes. Souvent on voit la plus belle forêt d'orangers ravagée dans un instant et devenir la proie des fourmis brunes qui rongent l'écorce, et des taupes grillons qui mangent les racines. Les plantations de sucre sont quelquefois dévastées par de pareils ennemis; ils arrivent par myriades et mangent les feuilles pendant que les guêpes attaquent les racines. Lorsque la récolte parvient à sa maturité, les singes, les perroquets et les armées d'oiseaux viennent les dîmer; le *paca*, l'*aguti* et les autres espèces de cochons sauvages, mangent les feuilles, les tiges et les fruits, et des myriades de guêpes diminuent les produits. Le planteur lui-même passe souvent par de rudes épreuves: si son habitation n'est pas bien close, surtout le soir, le matin, et pendant la nuit, il se trouve envahi par des mosquitos, dont il ne peut se garantir que par la gaze ou étoffes en soie. Les pucerons cachés dans le sable s'introduisent sous les ongles des mains et des pieds, et occasionnent, en y déposant une vésicule remplie d'œufs, les douleurs les plus aiguës qui amènent souvent un gonflement des glandes inguinales. La vessie, aussitôt quelle devient dou-

loureuse, doit être extirpée et la place frottée de tabac à priser. L'homme est encore poursuivi par d'autres ennemis, tels que le *cupim*, la *blatta orientalis*, etc., qui nécessitent par leur rage destructive fréquemment de nouvelles constructions. A l'extérieur l'habitation n'est pas moins exposée aux influences hostiles des animaux, tels qu'insectes, serpens venimeux, lézards, scorpions, etc. Heureusement tous ces inconvéniens sont de nature à pouvoir être écartés; on peut leur opposer des antidotes, et il est à croire qu'ils disparaîtront à mesure que la population s'étendra davantage. Lorsque les habitans auront défriché les bois, desséché les marais, construit des routes, des villages et des villes, et remporté ainsi la victoire sur la végétation surabondante et sur les animaux nuisibles, alors les élémens se prêteront plus volontiers à l'activité humaine. Jusque-là, ce pays sera encore le tombeau de bien des Colons.

La physionomie des Chinois immigrés, disent les voyageurs, avait un intérêt tout particulier pour nous, et ils les trouvaient d'autant plus remarquables, qu'ils croyaient y trouver le même type fondamental que l'on rencontre également chez l'Indien. La taille des Chinois est à la vérité un peu plus svelte, le front plus large, les lèvres plus minces et les traits en général plus doux et plus fins que ceux du sauvage des forêts américaines; cependant la petite tête ronde, anguleuse et un peu pointue, l'os frontal saillant, le front bas, les pommettes saillantes, la petitesse et la position oblique des yeux, le nez large et aplati, la rareté des cheveux et le teint jaunâtre sont des traits caractéristiques qui appartiennent aux deux races. Le caractère méfiant, astucieux, quelquefois rapace, et une manière de penser mesquine, ainsi que le manque de développement mécanique, se manifestent identiquement chez les deux races. En comparant la physionomie mongolique avec la physionomie américaine, l'observateur trouve facilement les traces pour la série des développemens par lesquels l'asiatique oriental devait passer sous l'influence d'un autre climat, jusqu'au moment où il se transformait entièrement en Américain. On arrive par ces investigations anthropologiques au résultat remarquable, que les caractères qui forment la différence principe des races ne s'altèrent pas facilement, tandis que les

signes d'un ordre inférieur en passant par une civilisation graduée, se perdent ou dégénèrent.

Nous arrivons au second volume, dont les premières feuilles seulement ont été publiés de concert par les deux voyageurs. Le reste de la publication est entièrement dû à M. Martines, qui, après la mort de son collègue, a seul tiré partie des matériaux.

Nos voyageurs sont actuellement dans l'intérieur du Brésil et sur la route de Villa-Ricca, vers le district des Diamans. La nature a choisi pour receler ces pierres précieuses les plus belles contrées, en les revêtant de tout ce que le paysage peut offrir de grand, de beau et d'agréable. Tout le district des Diamans ressemble à un jardin d'agrément établi avec tout l'art et tout le luxe imaginable. Des vallées et des élévations pittoresques changent avec des scènes alpiques; le littoral de la mer est bordé par une forêt vierge; plus loin, la chaîne des montagnes est garnie de bambous et de fougères; dans l'intérieur, et vers le sud, l'uniformité des magnifiques prairies est détruite par des groupes d'arbustes et par des buissons; dans les régions supérieures, et sur les montagnes qui sont perpendiculaires aux tropiques, on voit tantôt une verdure éternelle, et tantôt une végétation plus délicate.

Les nombreux postes militaires ne permettent à personne d'entrer dans le district des Diamans, et il faut, pour y être admis, avoir un passe-port royal et une permission spéciale de l'intendant général. A la sortie du district on est soigneusement visité par les soldats, et, au moindre soupçon, les voyageurs sont retenus pendant 24 heures, pour s'assurer s'ils n'ont point avalé de diamans. Les auteurs trouvèrent la première exploitation de diamans à Vão, dans une vallée près du Rio das Pedras. Ces pierres précieuses furent découvertes au commencement du siècle passé. Lorsqu'on voulut exploiter, au nord de la *Villa de Principe*, de l'or, d'abord on s'en servit comme jetons au jeu. Un *ouvidor de la comarca*, qui avait vu à Goa des diamans brutes, reconnut que les pierres du Brésil étaient les mêmes que ceux-ci; il en rassembla en secret une très-grande quantité, et les transporta en Portugal après avoir donné le secret à Bernhardino da Fonseca Lobo. Ce dernier communiqua la découverte au gouverneur de Minas-Geraës; mais, comme il ne reçut point la récompense

qu'il en attendait , il se rendit avec le reste de ses pierres a Lisbonne. Ces circonstances excitèrent l'attention du gouvernement , et il déclara , en 1730 , les mines de diamans propriétés de la couronne. Les différentes excursions dans le district des Diamans , surtout celle sur la montagne d'Itambé , donnèrent occasion à nos voyageurs d'étudier la minéralogie , la botanique et la zoologie de cette contrée remarquable. Le grès quartzeux élastique forme ici , comme dans le district de Câmpas-Geraës , les masses principales : les parties quartzeuses de cette roche sont en général d'une couleur blanchâtre , et les parcelles de mica ont une couleur grise argentine. Tantôt les roches s'élèvent en masses compactes , et tantôt elles affectent des strates d'un pouce d'épaisseur.

La végétation du district des Diamans est en quelque sorte le type le plus développé de la Campos-Flora du pays supérieur. La zoologie de cette région est moins remarquable et beaucoup moins considérable , attendu que les animaux tiennent moins au sol et se trouvent très-dispersés à la superficie.

Les maladies de cette circonscription sont inflammatoires , catarrhales et rhumatismales ; les esquinancies , les inflammations pulmonaires , les hydropisies poitrinaires et les coliques y sont très-fréquentes.

Dans le district des Diamans de *Minas-Novas* , les Indiens sont comme tous ceux que nos voyageurs avaient vus jusqu'à présent , de couleur cannelle , de taille moyenne , et trapus ; ils ont le cou court , les yeux petits , le nez court et aplati , et les lèvres épaisses. Leurs cheveux sont noirs , brillans , droits , et généralement coupés assez près de la tête. Des disques en bois , attachés à la lèvre inférieure et aux oreilles , donnent à leurs traits sauvages une expression plus féroce encore. La physionomie désespérante des *Corados* , des *Puris* et des *Coropos* nous avait , disent nos voyageurs , attristés ; mais l'aspect de ceux-ci , qui n'avaient aucune trace d'humanité dans leur extérieur épouvantable , nous remplit de terreur. On voyait dans leurs yeux l'indolence , l'idiotisme et la brutalité ; leurs lèvres épaisses et leurs ventres pendans étaient l'expression de la voracité et de la paresse , et l'ensemble de leur corps , ainsi que leur marche peu assurée , indiquait le dernier degré d'abrutissement. Peu d'individus de la troupe

que les auteurs ont rencontrée à l'entrée du district se trouvaient armés; chacun portait un paquet d'habits en coton, qu'il avait reçu du directoire des Indiens ou des habitans; leurs provisions de bouche étaient enveloppées dans une feuille de banane qu'ils portaient sous le bras. Les armes, dont les hommes âgés seulement étaient munis, consistaient en arcs de bois rouge et en un paquet de flèches; quelques-uns d'entre eux avaient encore un couteau court, qui était, par le moyen d'un fil, suspendu au cou: ceux-ci avaient le visage peint en rouge et traversé par un trait noir passant sous le nez et allant se joindre aux deux oreilles. Les hommes avaient le membre viril enveloppé d'une feuille de banane ou entouré vers l'extrémité d'une corde, moins par pudeur que pour le garantir des piqûres des insectes. Ces *Botocudos*, moitié subjugués, avaient été transférés du Rio Dolce au Rio Grande ou Belmonte, dans l'intention de les rendre moins dangereux pour leurs demeures primitives, et pour leur faire prendre les habitudes des colons, afin d'exercer une influence salutaire sur le reste de leur tribu, et ils s'en retournaient au moment de cette rencontre dans leurs forêts. La nation la plus formidable et la plus nombreuse est celle de ces mêmes *Botocudos*, entre le Rio Dolce et le Rio de Contas: on les appelle quelquefois aussi *Frexes*, *Monos*, *Aimores*. Les *Botocudos* du Rio Belmonte se sont mieux prêtés à la civilisation que ceux du Rio Dolce, qui, comme anthropophages et par leur cruauté, sont la terreur de leurs voisins et un empêchement considérable pour l'avancement des Portugais dans l'intérieur du pays. Il serait cependant à désirer que cette peuplade fût maintenue en repos, afin de pouvoir établir la navigation sur le Rio Dolce et le Rio Belmonte, pour établir des communications entre les côtes et l'intérieur.

Dans le Termo de Novas-Minas, on a l'habitude de choisir pour les plantations de coton les forêts basses et isolées le long des lits de rivières, et les *cutingas* où les feuilles se trouvent enlevées; ces derniers ressemblent tantôt à nos jeunes plantations de chênes, ou à un taillis de l'âge de 20 ans où l'on rencontre souvent des arbustes et des buissons très-épais. Dans les *capaës*, le sol est pierreux et mêlé avec de la terre végétale; dans les *cutingas*, au contraire, on trouve

un mélange de sable quartzeux et de humus noir. Le climat clair, sec et uniforme de cette contrée favorise singulièrement la végétation du coton ; la chaîne élevée de la Sera-de-Moz empêche les courans d'air et les nuages humides de pénétrer jusque-là ; les variations hygrométriques de la température sont peu considérables ; les pluies sont rares ; la rosée se forme difficilement parce que le ciel est rarement couvert , et la température de la nuit diffère moins de celle du jour que sur la côte. Toutes ces circonstances réunies paraissent contribuer à la finesse de la fibre végétale que l'on remarque non-seulement dans le coton de cette région , mais en général dans toutes les plantes ligneuses.

Outre la culture du coton , qui est le principal produit du pays , la province de Novas-Minas fournit du lard , des peaux , des viandes salées , des bêtes à cornes et des chevaux ; ces objets sont exportés à Rio de Janeiro et à Bahia. Les chevaux , lorsqu'ils sont de bonne race , se vendent de 700 fr. à 2,000 fr. Les pierres précieuses que l'on trouve dans le Termo de Minas-Novas sont des topazes bleues et blanches , des grenats , des spinels , des chrysobérils , des cristaux de roche , des améthystes , des rubis et de la tourmaline , etc. La plupart de ces pierres sont expédiées brutes à Rio de Janeiro et à Bahia ; quelques lapidaires se sont cependant fixés dans la province , mais ils taillent les pierres sans goût et sans élégance. La population du Termo peut se monter à 36,000 habitans. On y trouve la tribu des *Maconis* , qui est une des plus faibles et en même temps une des plus pacifiques du Brésil ; il existe entre elle et les Portugais une liaison très-intime , qu'il faut attribuer à la peur que le voisinage des Botocudos leur inspire.

Les voyageurs traversent la forêt des Cutingas , et se rendent aux mines de diamans de Piacchy , ensuite , à travers le désert au Rio di S. Francisco. On y remarque les plaines à l'occident des rivières de diamans , les embranchemens du Rio S. Francisco ; et les auteurs décrivent les inondations produites par ce fleuve , la navigation , les habitans du littoral , la faune du district et du désert , la chasse du tapir , les kaïmans dans les étangs , plusieurs mammifères de Campos Geraës de S. Felipe , et plusieurs plantes utiles de la province de Minas. Le sixième livre du second volume cou-

tient le voyage au Vão de Paranam à la frontière de Goyez, et retour, à Malhada, au Rio de S. Francisco. Ce voyage à travers les plaines isolées sur le Rio Caryhanba n'était pas sans danger, à cause des serpens et des crocodiles. De Malhada, ces messieurs se rendent à Bahia ou S. Salvador; cette ville est située au golfe septentrional d'un isthme du continent, par lequel le littoral oriental de la grande baie est formé; elle a 115,000 habitans que l'on peut diviser en trois classes : les blancs, les Indiens et les nègres. Sous le rapport politique les blancs se divisent encore en deux partis dont les frottemens amènent souvent des mouvemens assez dangereux. La littérature n'est guère cultivée à Bahia. Le commerce y occupe la première place. Christovan Jacques découvrit en 1503 la baie de Bahia, et Diego Alvares Correa y établit une colonie. La capitainerie de Bahia comptait en 1823 avec ses dépendances, 419,432 hommes libres, et 173,476 esclaves. Les auteurs ont ajouté à ces détails des tableaux sur le commerce, les revenus de l'état et les exportations. Les environs de Bahia sont pittoresques, le terrain inégal, qui s'avance dans la mer, est couvert de riches plantations, d'où l'on a une vue magnifique sur le vaste océan. Près de la villa Saint-George das Ilheos, le maréchal Felisberto Caldeiro possède une grande raffinerie de sucre. En quittant Bahia, ces messieurs traversèrent les forêts vierges, pour arriver à San-Pedro de Alcantara. La peuplade indienne des Camacans, au nombre de 2000 environ, paraît avoir vécu originairement dans les terres cultivées, et non dans les bois.

Ils vivent en bonne intelligence avec les Portugais, et sont ennemis jurés des peuplades antropophages de ces contrées, nommément les *Patachos* et les *Botocudos*. Le 7°. livre comprend le voyage par le désert de Bahia à *Joazeiro sur le Rio de S. Francisco*, le séjour dans cette ville, et le voyage par une partie de la province de Pernambuco à Oeiras, capitale du Pianhy; de là nos auteurs partent pour S. Luiz, capitale de Maranhão. Les Indiens libres de cette province appartiennent à deux peuplades liées par le sang. Leur extérieur est vigoureux et régulier, leurs manières sont sûres et franches, et ils diffèrent d'une manière remarquable de toutes les autres tribus. Ils sont de taille moyenne, les plus

jeunes avaient des physionomies ouvertes et agréables ; le nez aplati, les yeux petits, et les saillies de l'os frontal décelaient cependant l'habitant primitif des Amériques. La couleur dominante de cette race est un brun clair cuivré ; ils ne sont point tatoués. Lorsque nous allâmes danser pendant la nuit à la lueur des flambeaux, ils arrivèrent le visage et la partie supérieure du corps peints ; la danse les mit peu à peu dans une grande agitation, qui se termina par des fureurs qui tenaient de l'épouvantable.

L'arrivée à Para, capitale de la province de Gram-Para, fut un jour de fête ; les voyageurs venaient d'atteindre un but éloigné, ils avaient parcouru le pays du tropique jusqu'à l'équateur. Ils s'embarquèrent avec un nouveau courage sur le plus grand fleuve du monde, celui des Amazones. T. FIX.

159. A NEW VOYAGE ROUND THE WORLD, etc. — Nouveau Voyage autour du monde en 1823, 1824, 1825, 1826 ; par Othon DE KOTZEBUE, capitaine en second dans la marine impériale de Russie. 2 vol. in-8. Londres 1830 ; Colburn. (*Westminster Review* ; n°. XXVIII, avril 1831.)

Le capitaine Kotzebue est peut-être le premier navigateur qui ait fait trois fois le tour du monde. Après avoir accompagné Krusenstern dans son expédition il retourna seul, avec le petit bâtiment qu'il avait conduit, dans la mer du Sud, et fit de nouvelles découvertes. La relation de ce voyage ajouta beaucoup à sa réputation, et détermina le gouvernement russe à le renvoyer une troisième fois explorer, sur un plus grand vaisseau, les parties du globe encore inconnues ou dont nous n'avons que des notions imparfaites.

Les Anglais ont montré peu d'empressement à répandre les connaissances que ce nouveau voyage a procurées ; deux ou trois ans se sont écoulés avant que la relation du capitaine russe fût publiée dans leur langue, et la *Revue de Westminster* pense que les sciences géographiques n'en tireront aucun profit, mais que les curieux y trouveront abondamment ce qui leur convient, des peintures de mœurs, des aventures, tout ce qui répand du charme dans une production littéraire. En effet, dès que l'expédition est sortie du port de Cronstadt, l'intérêt dramatique commence, et se soutient jusqu'au retour. Des tempêtes dans la Baltique, aux approches de

Portsmouth, le flegme d'un pilote anglais traversant au milieu d'une brume épaisse un détroit semé d'écueils, l'arrivée à Rio-Janéiro, la navigation jusqu'au cap Horn et le long des côtes du Chili, amènent des incidens si multipliés et si divers que le lecteur oublie le temps, et ne quitte le livre qu'avec regret. L'inexorable Revue anglaise accuse l'imagination du capitaine Kotzebue de répandre sur cette narration des couleurs qui ne sont pas celles de la nature : « Il ne serait pas le digne fils de son père, si ses peintures n'étaient pas animées, s'il ne saisissait point tous les objets sous l'aspect qui prête le plus au sentiment. » Citons un exemple de ces récits qui paraissent suspects au rédacteur de la Revue anglaise.

« Un soir, au soleil couchant, la terre est signalée du haut du grand mât. Sur-le-champ, toutes les lunettes furent braquées, et on vit distinctement une île basse et couverte d'une épaisse forêt. C'était incontestablement une découverte; aucun navigateur, que je sache, n'était venu assez près du point où nous étions pour qu'il lui fût possible d'apercevoir cette masse de verdure si peu élevée au-dessus des flots, et les cartes les plus récentes n'indiquaient rien d'analogue à l'objet que nous avions sous les yeux. Nous usâmes donc de nos droits, et la nouvelle acquisition de la géographie reçut le nom de *Predprieatie* (Entreprise); c'est celui de notre vaisseau. Nous portâmes au large pendant la nuit, et au point du jour nous ralliâmes la terre. Toutes les lunettes furent bientôt dirigées, comme la veille, vers un seul point, et chacun suivant la portée de sa vue, ou la vivacité de son imagination, jugea diversement de l'objet qu'il avait sous les yeux. Enfin, des colonnes de fumée s'élevèrent, et nous donnèrent la certitude que l'île était habitée. Bientôt après nous la vîmes tout entière du haut des mâts. Une verdure magnifique couvrait le sol, et paraissait festonnée par une bordure de coraux d'une blancheur éblouissante. Des palmiers s'élevaient sur ce beau tapis, et formaient une forêt qui n'empêchait pas de voir, dans l'intérieur de l'île, un lac et des canots qui le sillonnaient rapidement. Nous approchâmes jusqu'à ce que les objets fussent visibles à l'œil nu. Des hommes d'un brun foncé, nus, de haute taille, étaient rassemblés sur la côte et portaient sur nous des regards où la surprise et le trouble se peignaient avec énergie. Ces insulaires paraissent robustes ;

les uns étaient armés de lances et d'autres de massues. Quelques-uns apportèrent du bois, et en firent plusieurs tas; c'était apparemment des bûchers prêts à être allumés. Afin que le feu ou la fumée répandît l'alarme dans les îles voisines, et appelât les habitans au secours du point menacé par le monstre, dont la soudaine apparition annonçait des périls bien plus grands que la descente d'une troupe ennemie. Nous apercevions de jolies huttes en roseaux tressés, ombragées par des arbres à pains; des femmes en sortirent précipitamment, et gagnèrent la forêt; quelques-unes portaient leurs enfans entre leurs bras. Quelques guerriers s'aventurèrent plus que la troupe, et vinrent jusqu'au bord de la mer: leur attitude était menaçante; mais aucun d'eux ne tenta de nous aborder, quoiqu'il y eût plusieurs canots sur la grève. La forme et la voilure de ces embarcations nous prouvèrent que l'île nouvelle fait partie d'un archipel dont les habitans font d'assez longues courses sur mer, et passent d'une île à une autre. Nous fîmes le tour de notre découverte sans trouver une seule place où il fût possible d'aborder; et, comme la mer devint houleuse et le ressac épouvantable, nous fûmes contraints de renoncer à faire une connaissance plus intime avec les *Predpriatiens*. Heureusement, un jour sans nuage nous laissa les moyens de déterminer exactement la position de l'île nouvelle; elle est par 15° 58' 18" de latitude australe, et 140° 11' 30" de longitude. Elle s'étend de l'E.-N.-E. à l'O.-S.-O., sur une longueur de 4 milles. La déclinaison de l'aiguille était de 4° à l'est. »

S'il y a quelque apparence romanesque dans ce récit, peu de lecteurs la remarqueront: les faits n'ont rien d'extraordinaire, et le style n'est pas surchargé d'ornemens ambitieux, d'images brillantes qui entourent et déguisent la vérité. On portera le même jugement sur tout l'ouvrage, quoiqu'il y ait en effet beaucoup d'aventures pleines d'intérêts, d'incidens racontés de manière à satisfaire la curiosité. Si ce voyage n'a pas été fructueux pour les sciences géographiques, on le regardera cependant comme une expédition très-utile par les observations nombreuses et nouvelles qu'on a recueillies sur les progrès de la civilisation européenne dans la Polynésie, sur l'influence du christianisme et des missionnaires, des arts, du commerce, etc.

TABLE

DES ARTICLES DU CAHIER DE SEPTEMBRE 1831.

Géographie et Statistique.

	Pag.
<i>Geographie der Griechen.</i> — Géographie des Grecs et des Romains ; Mannert	257
FRANCE. — Tableau de la constitution politique de la monarchie française ; Mahul.	258
Projet de loi sur la propriété intellectuelle ; Quincy.	260
Rapport de M. le ministre de l'intérieur sur les monumens, les bibliothèques, les archives et les musées de quelques départemens du Nord ; Vitet.	ib.
Projet d'une loterie d'immeubles	264
Rectification d'une opinion erronée sur le vin de Surène (Sureine).	266
Annuaire du département du Cantal.	ib.
du département d'Ile-et-Vilaine.	268
ANGLETERRE. — <i>Statistical notices.</i> — Notices statistiques sur l'empire britannique	270
Revenu du clergé anglican et du clergé chrétien.	271
RUSSIE. — Recherches sur le nombre des suicides et des homicides commis en Russie ; Hermann.	272
ALLEMAGNE. — <i>Die Gerichtsverfassungen.</i> — Constitutions judiciaires des états de la Confédération germanique.	274
Renseignem. statist. sur les usines du royaume de Prusse ; Egen.	277
Statistique de l'industrie en Prusse.	285
ITALIE. — <i>Ueber den.</i> — Sur le port franc de Venise ; Czærnig.	286
De l'ouverture d'un canal navigable de l'Adriatique à la Méditerranée ; Ferrari.	287
<i>Storia dei.</i> — Histoire des projets et des ouvrages exécutés pour la navigation intérieure du Milanais ; Bruschetti.	290
Coup d'œil sur l'import. d'un canal navigable de Parme à Colonna.	291
<i>Il canal.</i> — Le grand canal de Venise ; Quadri.	295
Bateaux à vapeur sur les eaux de la Lombardie.	ib.
Route de Vigo à Benavente.	296
ESPAGNE. — Travaux, plantat. et essais agronom. faits à Séville.	297
Mines de plomb de la Sierra de Gador.	298
AMÉRIQUE. — Observations sur le climat de l'Amérique du Nord.	299
<i>Remarks on.</i> — Remarques sur les orages dominans sur les côtes de l'Atlantique et des États-Unis d'Amérique ; Redefield.	301
Climat des régions à l'ouest des Alleghahm.	302
Examen de la question précédente.	ib.
<i>Plans et Cartes.</i>	
Atlas du royaume des Pays-Bas ; Baarsel.	304
Plan de Bruxelles.	305
— de Liège.	ib.
Nouveau plan de la ville d'Amsterdam.	ib.
Nouvelle carte de la ville d'Amsterdam.	ib.
Plan de Cassel.	306
<i>Économie publique.</i>	
Arithmétique des écoles primaires ; Bergery.	306
Géométrie des écoles primaires ; le même.	ib.
Théorie du commerce ; Murhard.	307
<i>Free trade.</i> — Liberté du commerce ; Mac-Donnel.	310
De l'abolition graduelle de l'esclavage.	ib.
<i>Voyages.</i>	
Voyage de M. Douville dans l'Afrique centrale.	335
<i>A tour.</i> — Tournée dans l'île de Jamaïque ; Williams	348
<i>Reis naar.</i> — Voyage à Guatemala.	349
<i>Reise in.</i> — Voyage au Brésil ; de Spix et de Martius.	351
<i>A new voyage.</i> — Nouveau voyage autour du monde ; Kotzebue.	365







